

**N/Réf :**

JPB/SD/SF/2024-3894

**Objet :**

Conseil de Communauté

**PJ :**

Ordre du jour

Notes de synthèse

Cher(e) Collègue,

Je vous serais obligé de bien vouloir assister à la réunion du Conseil de Communauté qui aura lieu :

**Le mardi 12 novembre 2024**  
**à 18 heures**  
**salle Girodet**  
**1 rue du Faubourg de la Chaussée à Montargis**

La séance sera enregistrée et diffusée en direct sur la chaîne Youtube de l'Agglomération Montargoise ainsi que sur le compte Facebook de l'Agglomération Montargoise.

Les questions écrites doivent être adressées au Secrétariat de l'Agglomération Montargoise Et rives du loing 48 heures avant la tenue de la séance.

Je vous prie de croire, Cher(e) Collègue, à l'assurance de ma considération distinguée.

**Le Président,**

**Jean-Paul BILLAULT**



# ORDRE DU JOUR DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION MONTARGOISE du 12 novembre 2024 à 18 heures

Installation d'un nouveau Conseiller communautaire  
Approbation du PV de la séance du 24 septembre 2024  
Décisions prises en vertu de l'article L5211-10 du CGCT  
Marchés et avenants signés en vertu des délégations de l'Assemblée au Président (délibération 20-138 du 09/07/2020)

## FINANCES

- 1) Décision modificative n° 3 – Budget général – Exercice 2024
- 2) Décision modificative n° 1 – Budget annexe Eau potable – Exercice 2024
- 3) Décision modificative n° 2 – Budget annexe Assainissement – Exercice 2024
- 4) Durée d'amortissement – Actualisation de la délibération du 21 mai 2024 – Budget général
- 5) Créance éteinte du titre 215 de 2022 – Budget général
- 6) Rétrocession d'une concession funéraire à l'Agglomération Montargoise

## AFFAIRES GÉNÉRALES

- 7) Désignation des représentants de l'Agglomération Montargoise auprès d'un organisme extérieur : UAF&FA (Union des aéroports de France & Francophones associés)
- 8) Instauration de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) de la filière de police municipale
- 9) Participation au financement de la protection sociale complémentaire des agents

## CULTURE

- 10) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de dépôt du tableau « Les derniers moments de Mme de Maintenon » de Gustave Mailand (inv. 874.44) au lycée militaire de Saint-Cyr l'Ecole
- 11) Actualisation de la grille tarifaire du musée Girodet – Création d'un tarif pour les photos de mariage
- 12) Actualisation de la grille tarifaire de la boutique du musée Girodet – Création d'un tarif pour la médaille-souvenir du musée Girodet

## **ENVIRONNEMENT, TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE**

- 13) Préservation de la biodiversité sur la plateforme aéronautique de Montargis-Vimory : approbation de la convention de partenariat avec l'association Aéro Biodiversité pour la période 2025-2027

## **POLITIQUE DE LA VILLE**

- 14) Autorisation à Monsieur le Président d'attribuer une subvention à la Croix rouge française dans le cadre du projet de restauration sociale et de domiciliation et de signer la convention afférente
- 15) Contrat de ville : Programmation 2024 – Autorisation à Monsieur le Président d'attribuer une subvention à l'association BGE Terres de Loire et de signer la convention afférente

## **TOURISME**

- 16) Reversement du produit de la Taxe de Séjour à l'Office de Tourisme de l'Agglomération Montargoise au titre de l'exercice 2024
- 17) Autorisation à Monsieur le Président de signer la charte d'engagement avec la CCI du Loiret et la Région Centre-Val de Loire pour un accompagnement dans le cadre du programme Fonds Tourisme Durable

## **URBANISME ET FONCIER**

- 18) Commune de Chevillon-sur-Huillard – Arboria 3 - Acquisition des parcelles ZL 84 et 85
- 19) Bilan de la concertation et arrêt du projet de révision allégée n° 1 du PLUiHD
- 20) Bilan de la concertation et arrêt du projet de révision allégée n° 2 du PLUiHD
- 21) Commune de Pannes – Arboria 1 – Cession foncière de 35 800 m<sup>2</sup> environ issue des parcelles YL 356, 340, 344 et 348 à la SCI CHRISTHO (ou la SCI créée pour la circonstance) pour les besoins de l'entreprise SMTRT (groupe GAGNE) – Retrait de la délibération n° 24-227 du 25/06/2024

## **TRAVAUX**

- 22) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de servitude pour les travaux de raccordement d'un réseau BT sur la parcelle YL351 sur la commune de Pannes - ZAE Arboria
- 23) ZA Grande Prairie à Chalette-sur-Loing - Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de servitude avec ENEDIS pour la pose d'un poste de transformation électrique dans le cadre des travaux de viabilisation de 10 lots
- 24) ZA Grande Prairie à Chalette-sur-Loing - Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de servitude avec ENEDIS pour la pose de réseaux HTA/BT et de coffrets dans le cadre des travaux de viabilisation de 10 lots
- 25) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention constitutive d'un groupement de commandes pour la mise en place d'un Appel à Initiatives Privées (AIP) en vue du déploiement d'Infrastructures de Recharges de Véhicules Electriques (IRVE) dans le cadre du Schéma Directeur Départemental

- 26) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de groupement de commandes avec la commune d'Amilly pour les travaux de la rue de la 1ère armée Rhin Danube
- 27) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de groupement de commandes avec la commune de Saint-Maurice-sur-Fessard pour les travaux d'aménagement de voirie situés rue de la Varenne
- 28) Autorisation à Monsieur le Président de signer l'avenant n° 3 au contrat de délégation de service public d'eau potable

### Questions diverses



**Certifié affiché le 5 novembre 2024**

**Le Président,**  
**Jean-Paul BILLAULT**



**Le Président,**  
**Jean-Paul BILLAULT**

## **Installation d'un nouveau Conseiller communautaire**

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Monsieur le Président

Monsieur BILLAULT : « M. Alphonse PROFFIT a fait part de sa démission de son mandat de Conseiller communautaire, par courrier à l'Agglomération Montargoise en date du 5 novembre 2024.

La Sous-Préfecture a informé l'Agglomération Montargoise que le suivant de liste appelé à siéger au Conseil communautaire est M. Maurice MAUDUIT.

M. Maurice MAUDUIT est installé comme Conseiller communautaire. »

## **Approbation du procès-verbal de la séance du 24 septembre 2024**

### **Décisions prises en vertu de l'article L5211-10 du CGCT :**

#### **Décision n° 24-51 du 17/10/2024 :**

J'ai décidé de solliciter une subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie pour la réalisation des travaux de réhabilitation du poste de refoulement et réseaux d'eaux usées en tranchée ouverte à Corquilleroy « Bûges Ecole ». Cette demande de subvention porte sur un montant des travaux assainissement à la charge de l'Agglomération Montargoise qui s'élève à 168 034 € HT, puis 12 100 € HT de fourniture et pose d'une nouvelle armoire électrique, 1 195 € HT de contrôle qualité et 2 508 € HT d'études géotechniques, soit un montant total de 183 837 € HT. Le taux de subvention susceptible de 30 % pourrait représenter une aide financière pouvant atteindre 55 151 € HT.

#### **Décision n° 24-52 du 17/09/2024 :**

J'ai décidé de signer la convention de mise à disposition de locaux dans l'Espace Multi-Services, 26 rue de la Pontonnerie à Montargis, au profit du Conservatoire de musique de la mairie de Montargis, du 23/09/2024 au 01/07/2025, sans tacite reconduction. L'indemnité d'occupation est fixée à l'euro symbolique avec dispense de paiement. L'Agglomération Montargoise évaluera annuellement le coût de la mise à disposition du local et de la prise en charge des frais de fonctionnement.

#### **Décision n° 24-53 du 18/09/2024 :**

J'ai décidé de signer la convention de mise à disposition de locaux dans l'Espace Multi-Services, 26 rue de la Pontonnerie à Montargis, au profit de France Travail, du 01/01/2025 au 31/12//2025, sans tacite reconduction. L'indemnité d'occupation est fixée à l'euro symbolique avec dispense de paiement. L'Agglomération Montargoise évaluera annuellement le coût de la mise à disposition du local et de la prise en charge des frais de fonctionnement.

#### **Décision n° 24-54 du 18/09/2024 :**

J'ai décidé de déposer auprès de la mairie d'Amilly le permis de démolir pour les bâtiments n° 2, 3, 33, 34, 35 et 36 situés 106 rue André Coquillet sur la commune de Montargis.

#### **Décision n° 24-55 du 19/09/2024 :**

J'ai décidé de signer la convention de mise à disposition de locaux du stand de tir situés 326 rue de la Brosseronde à Amilly, au profit de l'association J3 Sports Amilly, du 12/09/2024 au 31/12/2025. L'indemnité d'occupation est fixée à l'euro symbolique avec dispense de paiement.

**Décision n° 24-56 du 20/09/2024 :**

J'ai décidé de solliciter une subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour le financement des travaux de sécurisation des forages n° 3 de la Chise à Amilly et n° 1, 2 et 3 de l'Aulnoy à Pannes. La demande de subvention porte sur un montant à la charge de l'Agglomération Montargoise de 39 463,80 € HT.

**Décision n° 24-57 du 24/09/2024 :**

J'ai décidé d'accorder une autorisation d'occupation temporaire à la société Fly Attitude pour une durée de 5 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2029. Cette autorisation est consentie moyennant une redevance annuelle de 450 €, indexé à l'indice du coût de la construction.

**Décision n° 24-58 du 23/09/2024 :**

J'ai décidé de signer la convention d'utilisation des installations sportives du complexe sportif du Château-Blanc par l'association Boxing Club de Chalette. L'association s'engage à régler sa participation financière selon les tarifs votés par délibération du Conseil communautaire, soit 4 €/h.

**Décision n° 24-59 du 27/09/2024 :**

J'ai décidé de modifier les articles 4 et 8 de la régie d'avances pour les menues dépenses de l'Agglomération Montargoise. Ainsi, le paiement des avances sur frais de mission et de stage ou les frais de mission et de stage des élus et du personnel en l'absence d'avances, comptes 6251 et 65312 est prévu. Le montant maximum de l'avance consentie au régisseur est fixé à 1 500 €.

**Décision n° 24-60 du 30/09/2024 :**

J'ai décidé d'ajouter l'article 5bis à la décision n° 22-44 du 2 août 2022 relative à la régie de recettes de la médiathèque. Cet article prend en compte l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds au nom du régisseur es-qualité auprès de la DRFIP Centre-Val de Loire et Loiret.

**Décision n° 24-61 du 01/10/2024 :**

J'ai décidé de solliciter une subvention auprès du Conseil départemental du Loiret pour le financement d'un programme de spectacles jeune public et d'actions spécifiques intitulé « Plein les mirettes » à destination des petits et des grands enfants, des établissements scolaires, des centres de loisirs, des établissements spécialisés et du tout public. La subvention sollicitée est de 10 000 € sur un total des dépenses de 62 061,93 €.

**Décision n° 24-62 du 03/10/2024 :**

J'ai décidé de signer la convention de mise à disposition de locaux rue Saint Antoine à Cepoy, appartenant à Madame CHERON, à destination des services du musée Girodet, de la programmation des spectacles vivants et de la médiathèque de l'Agglomération Montargoise. Cette mise à disposition est consentie pour une durée d'un an, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2024 et se poursuivra par tacite reconduction d'année en année, sans pouvoir excéder 12 années. L'indemnité d'occupation mensuelle est fixée à 999,01 € et sera réévaluée chaque année à la date anniversaire en fonction des variations de l'indice du coût de la construction.

**Décision n° 24-63 du 08/10/2024 :**

J'ai décidé de déposer auprès de la mairie d'Amilly le permis de démolir pour l'ouvrage situé sur la parcelle C1007 sur la commune d'Amilly. En effet, l'Agglomération Montargoise a

l'opportunité de restituer l'équivalent de 600 m<sup>3</sup> à la zone d'expansion des crues au sein du lit majeur du Loing par le biais de la démolition de l'ouvrage constitutif de l'ancienne usine de production d'eau potable, exploitée par le service de l'eau de la Ville de Montargis jusqu'en 1940, soumis à permis de démolir.

**Décision n° 24-64 du 15/10/2024 :**

J'ai décidé de signer l'avenant n° 1 à la convention de mise à disposition de locaux, au port Saint Roch, au profit de la société Bistro Vélo sur le site portuaire de l'Agglomération Montargoise. Cet avenant prend en compte la prolongation de la mise à disposition jusqu'au 15 avril 2025. La provision pour charges (eau et électricité) a été déterminée avec l'occupant à hauteur de 450 € TTC/mois en sus de la part fixe de 500 € HT/mois et du tarif de 16 € par an et par m<sup>2</sup> d'exploitation de la terrasse non couverte.

**Décision n° 24-65 du 22/10/2024 :**

J'ai décidé de signer la convention avec la société BST Consultant portant sur la mission d'optimisation du FCTVA. La rémunération du prestataire sera fonction des économies constatées et réalisées suite à la mise en œuvre de ses préconisations. Elle sera fixée à hauteur de 25 % des régularisations obtenues au titre des années civiles non prescrites, dans la limite d'un montant maximum de 25 000 € HT.

**Marchés et avenants signés en vertu des délégations de l'Assemblée au Président (délibération 20-138 du 09/07/2020) :**

**Marché n° 2024-23F du 12/07/2024 :**

J'ai signé le marché relatif à la réalisation d'un parcours tactile composé de plusieurs stations au musée Girodet. Ces stations seront en accès libre pour tous les publics. Le lot n° 2 : Conception, fabrication et livraison des plaques tactiles de ce marché a été attribué à la société Laville Impressions pour un montant de 10 483 € HT.

**Marché n° 2024-27T du 06/09/2024 :**

J'ai signé le marché pour les travaux de réhabilitation de réseau d'eaux pluviales. Ce marché a été attribué à la SAS Plaisance pour un montant de 52 959 € HT.

**Marché n° 2024-28PI du 05/09/2024 :**

J'ai signé le marché relatif à l'étude de faisabilité cloacothermie-station de traitement eaux usées – Station d'épuration des Prés Blonds à Chalette-sur-Loing. Ce marché a été attribué au groupement SAFEGE - SARL ENERGIO pour un montant de 56 462,50 € HT.

**Marché n° 2024-29T du 19/09/2024 :**

J'ai signé le marché pour les travaux de réhabilitation de collecteurs, d'ouvrages et de branchements assainissement sans tranchée - programme 2024-2027. L'attributaire de ce marché est la SAS TERIDEAL SEIRS TP. L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 4 mois, reconductible 3 fois, chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat est de 40 mois. Le montant minimum pour chaque période s'élève à 50 000 € HT et le montant maximum est de 800 000 € HT, soit pour toutes les périodes : 200 000 € HT minimum et 2 400 000 € HT maximum.

**Marché n° 2024-30S du 22/12/2023 :**

Le marché subséquent pour la fourniture et l'acheminement d'électricité et de services associés a été signé par APPROLYS n° 2023-018 au nom de l'Agglomération Montargoise. Le lot n° 2 :

ELECTRICITE – C2 à C5 – ENEDIS – Département 45 et 28 a été attribué à OCTOPUS ENERGY France. Cet accord-cadre est conclu sans minimum et maximum.

**Marché n° 2024-31S du 22/12/2023 :**

Le marché subséquent pour la fourniture et l'acheminement d'électricité et de gaz naturel et services associés a été signé par APPROLYS n° 2023-019 au nom de l'Agglomération Montargoise. Le lot n° 4 : ELECTRICITE – C2 à C5 – ENEDIS - Electricité verte issue de productions renouvelables identifiées a été attribué à ENERCOOP. Cet accord-cadre est conclu sans minimum et maximum.

**Marché n° 2024-32S du 06/12/2023 :**

Le marché subséquent pour la fourniture et l'acheminement de gaz naturel et services associés a été signé par APPROLYS n° 2023-009 au nom de l'Agglomération Montargoise. Le lot n° 9 : GAZ – T1 à T3 – GRDF – Départements 45 et 36 a été attribué à TOTAL ENERGIES. Cet accord-cadre est conclu sans minimum et maximum.

**Marché n° 2024-33 du 07/08/2024 :**

Le marché subséquent pour la fourniture et la maintenance d'une plateforme de courtage aux enchères en ligne pour les adhérents du GIP APPROLYS CENTR'ACHATS a été signé par APPROLYS n° 2024-017 au nom de l'Agglomération Montargoise. Le lot n° 1 : Fourniture et maintenance d'une plateforme de courtage aux enchères en ligne pour les ventes de biens mobiliers avec accompagnement renforcé (type commissaire-priseur) avec une prestation supplémentaire éventuelle facultative (PSE) pour la vente de biens immobiliers a été attribué par AGORASTORE. Le montant maximum s'élève à 1 500 000 € HT sur 4 ans pour l'ensemble des adhérents.

**Marché n° 2024-34PI du 03/10/2024 :**

J'ai signé le marché de mission de maîtrise d'œuvre pour le revêtement en dur d'une piste en herbe à l'aérodrome de Montargis-Vimory (Loiret-45). Ce marché a été attribué au groupement conjoint solidaire Cabinet d'études Marc Merlin (mandataire) / PCM eau, environnement et écologie (co-traitant n°01) pour un montant de 71 675 € HT.

**Marché n° 2024-35T du 11/10/2024 :**

J'ai signé le marché pour les travaux de réhabilitation de poste de refoulement et réseau d'eaux usées à Corquilleroy. Ce marché a été attribué à EUROVIA Centre Loire pour un montant de 168 034,60 € HT.

**Marchés n° 2024-36T à 2024-38T du 22/10/2024 :**

J'ai signé les marchés pour les travaux d'aménagements entrée sud RD 2007 Solterre - La Commodité.

Le lot n° 1 : VRD a été attribué à TP Vauvelle pour un montant de 389 494,60 € HT.

Le lot n° 2 : Eclairage public a été attribué à CITEOS Orléans pour un montant de 15 783 € HT.

Le lot n° 3 : Espaces verts a été attribué à la Sté Nouvelle Mathieu Frot pour un montant de 47 147,50 € HT.

**Avenant n° 2 au marché n° 2023-08S du 11/09/2024 :**

J'ai signé l'avenant au marché relatif à la mission de suivi-animation d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat-Renouvellement urbain contracté avec SOLIHA Loiret-Centre Val de Loire,

mandataire du groupement avec AUDDICE Val de Loire. Cet avenant prend en compte la modification de l'index de variation des prix sans incidence financière.

**Avenants n° 1 aux marchés 2024-08T à 2024-12T :**

J'ai signé les avenants n° 1 aux marchés relatifs aux travaux d'aménagement d'un poste de police intercommunal sur la commune de Corquilleroy. Ces avenants ont pour finalité de permettre la modification en plus-value du montant HT initial des marchés.

Le montant de l'avenant pour le lot n° 1 (maçonnerie-menuiserie bois) attribué à SAS MONCHIERI Maçonnerie s'élève à 1 343,84 € HT (+7,51 %).

Le montant de l'avenant pour le lot n° 2 (serrurerie) attribué à BOUDARD SAS s'élève à 498 € HT (+3,86 %).

Le montant de l'avenant pour le lot n° 3 (électricité) attribué à HAMEL s'élève à 2 723,78 € HT (+30,48 %).

Le montant de l'avenant pour le lot n° 4 (plomberie) attribué à LTM - Groupe Opérations s'élève à 3 417,34 € HT (+23,49 %).

Le montant de l'avenant pour le lot n° 5 (peinture, faïence, faux plafonds) attribué à KUFIT s'élève à 2 391,96 € (+24,56 %).

**Avenant n° 1 au marché 2023-22S du 17/09/2024 :**

J'ai signé l'avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre pour la requalification de la rue de la mairie à Saint-Maurice-sur-Fessard attribué à CAMBIUM 17 SARL, mandataire solidaire de la SARL CHALDEIRA VRD, co-traitant. Cet avenant a pour objet d'arrêter le coût prévisionnel des travaux et d'établir le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre. Le montant de l'avenant s'élève à 5 958,18 € HT (+39,62 %).

**Reconduction tacite du marché n° 21-028S du 08/07/2023 :**

J'ai reconduit le marché pour l'entretien des réseaux et ouvrages d'eaux pluviales de l'Agglomération Montargoise attribué à SUEZ Eau France. Ce marché est reconduit pour la 4<sup>ème</sup> année à compter du 08/07/2024 au 07/07/2025. Le seuil minimum de l'accord-cadre à bons de commande s'élève à 50 000 € HT et le seuil maximum est de 300 000 € HT.

**Avenant n° 3 au marché 21-051S du 30/09/2024 :**

J'ai signé l'avenant n° 3 au marché de maîtrise d'œuvre pour l'extension de la Zone d'activité de la Grande Prairie à Chalette-sur-Loing contracté avec SAS GETAM. Cet avenant a pour objet d'arrêter le coût prévisionnel des travaux, d'établir le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre. Le montant de l'avenant s'élève à 7 941,90 € HT (+51,36 %).

**FINANCES**

1) Décision modificative n° 3 - Budget général - Exercice 2024

Commission des Finances du 16 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : René BÉGUIN

Monsieur BÉGUIN : « Je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Président à effectuer les décisions modificatives suivantes :

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

**Dépenses**

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Fonction 93020 Service Administratif : + 3 620 €</b> |           |
| Article FIN 6064 FIN : Fournitures administratives      | + 3 000 € |
| Article FIN 6542 FIN : Créances éteintes                | - 160 €   |
| Article BAT 60632 BAT : petit équipement                | + 780 €   |
| Article FIN 611 BAT ASP : Prestations de service        | + 1 000 € |
| Article FIN 6184 BAT ASP : Formations                   | - 1 000 € |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Fonction 93022 Service Communication : + 6 320 €</b> |           |
| Article Com 6236 Med : catalogues et imprimés           | + 320 €   |
| Article Com 6236 Musée : catalogue et imprimés          | + 6 000 € |

|  |         |
|--|---------|
| <b>Fonction 93025 Cimetière et pompes funèbres : + 500 €</b> |         |
| Article CIM 65888 FIN : Autres charges exceptionnelles       | + 500 € |

|   |         |
|---|---------|
| <b>Fonction 9311 Police, sécurité : + 400 €</b> |         |
| Article POL 6156 POL : Maintenance sur logiciel | + 400 € |

|   |            |
|---|------------|
| <b>Fonction 9323 Enseignement supérieur (Campus connecté) : +10 000 €</b> |            |
| Article CCTE 6558 CCTE : Contribution IFSI                                | + 10 000 € |

|  |         |
|--|---------|
| <b>Fonction 93313 Bibliothèques Médiathèques : - 160 €</b> |         |
| <b>Médiathèque</b>   |         |
| Article FIN 6542 FIN créances éteintes                     | + 160 € |
| Article MED 611 MED contrat prestations services           | - 320 € |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Fonction 93314 Musée : - 1 370 €</b>                     |           |
| Article MUSE 60632 MUSÉE Microfolie : petit équipement      | + 500 €   |
| Article MUSE 60632 BAT : petit équipement                   | - 990 €   |
| Article MUSE 6068 MUSÉE : autres matières et fournitures    | + 2 500 € |
| Article MUSE 615228 BAT : entretien bâtiment                | + 670 €   |
| Article MUSE 615221 BAT : entretien bâtiment                | - 550 €   |
| Article MUSE 6161 MUSÉE : Primes assurance exposition EIN   | + 8 000 € |
| Article MUSE 6188 MUSÉE : Autres frais divers               | - 2 500 € |
| Article MUSE 6233 MUSÉE : Foires et expositions             | - 8 000 € |
| Article MUSE 6236 MUSÉE : Catalogues et imprimés            | - 6 000 € |
| Article MUSE 6236 MUSÉE Microfolie : Catalogues et imprimés | + 5 000 € |

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Fonction 93316 Programmation Culturelle : + 1 502 €</b>             |           |
| Article DAC 611 DAC ORCH : Contrats de prestations de service          | + 2 537 € |
| Article PROG 6068 REG TVA : Autres fournitures                         | - 900 €   |
| Article PROG 61358 PROG TVA : Locations mobilières                     | - 2 000 € |
| Article PROG 61558 REG TIVOLI : Entretien des autres biens immobiliers | - 300 €   |
| Article PROG 6234 PROG TVA : Réception                                 | + 1 665 € |
| Article PROG 6283 BAT TIVOLI : Frais nettoyage locaux                  | + 500 €   |

|   |         |
|---|---------|
| <b>Fonction 93321 Complexe sportif -Vélodrome : - 800 €</b> |         |
| Article VELO 615228 BAT : Entretiens autres bâtiments       | - 800 € |

**Fonction 93325 Equipements Sportifs ou de Loisirs : 0 €**

|  |             |
|--|-------------|
| <b>Stand de tir Amilly</b>   |             |
| Article SPOR 60612 TIR BAT : énergie électricité                       | - 500 €     |
| Article SPOR 60612 TIR GAZ énergie gaz                                 | - 500 €     |
| <b>Subventions aux associations</b>                                    |             |
| Article SPOR 65748 SPOR subvention fédération pêche Cepoy              | + 1 000 €   |
| <b>Fonction 93326 Manifestations sportives : 0 €</b>                   |             |
| Article SPOR 6188 SPOR : Autres frais divers                           | - 2500 €    |
| Article SPOR 65748 SPOR : grandes manifestations                       | + 2500 €    |
| <b>Fonction 93428 Autres Interventions sociales : + 3 710 €</b>        |             |
| Article POLV 60611 POLV AGV : eau et assainissement                    | +3 500 €    |
| Article POLV 60632 BAT AGV : petit équipement                          | + 210 €     |
| <b>Fonction 93518 Autres Actions d'Aménagement Urbain : + 1 017 €</b>  |             |
| <b>Foncier :</b>   |             |
| Article FON 6182 FON : Abonnement urbanisme pratique                   | + 215 €     |
| <b>Maison de la Forêt :</b>  |             |
| Article MAIS 6236 MAIS : Catalogue et imprimés                         | + 2 €       |
| <b>Programme de réussite éducative :</b>                               |             |
| Article PRE 60612 PRE : énergie  | + 500 €     |
| Article PRE 615228 BAT : entretien bâtiment (banque d'accueil)         | + 800 €     |
| <b>SOPC :</b>  |             |
| Article SOPC 60612 BAT : électricité                                   | - 500 €     |
| <b>Fonction 93633 Développement Touristique : + 3 070 €</b>            |             |
| <b>Camping Rives du Loing</b>  |             |
| Article CAMP 611 CAMP TVARIVES : Contrat prestation service            | + 600 €     |
| Article CAMP 65888 CAMP TVA RIVES : Autres charges de gestion courante | + 100 €     |
| <b>Camping Forêt</b>   |             |
| Article CAMP 611 CAMP TVAFORÉ : contrat prestation de service          | + 200 €     |
| <b>OTSI</b>  |             |
| Article OTSI 60612 BAT TVA ROC : Electricité                           | + 1 000 €   |
| Article BAT 60612 BAT TVA ROC : Electricité                            | + 1 000 €   |
| Article OTSI 611 OTSI : Contrat prestation de service                  | + 170 €     |
| <b>Fonction 93821 Mobilité : - 6 000 €</b>                             |             |
| Article BAT 615228 TRAN TVATRA : Autres bâtiments publics              | - 6 000 €   |
| <b>Fonction 93845 Voirie communale : + 3 000 €</b>                     |             |
| Article VOIRIE 60612 VOIR TVA BORNES : Electricité                     | + 3 000 €   |
| <b>Fonction 941 Autres impôts et taxes : - 150 000 €</b>               |             |
| Article FIN 7392221 FPIC :   | - 150 000 € |
| <b>Fonction 943 Opérations Financières : + 500 €</b>                   |             |
| Article FIN 627 FIN Services bancaires et assimilés                    | + 2 500 €   |

Article FIN 6688 FIN : Autres charges financières - 2 000 €

**Fonction 953 Virement à la section d'investissement : 167 800 €**

Article FIN 023 FIN virement à la section d'investissement : + 167 800 €  
**TOTAL + 43 109 €**

**Recettes**

**Fonction 9311 Police Sécurité : - 1 200 €**

Article POL 74718 POL : Autres - 1 200 €

**Fonction 93518 Autres Actions d'Aménagement Urbain : + 17 309 €**

**Programme de réussite éducative :**

Article PRE 74718 PRE : Subventions + 17 309 €

**Fonction 941 Autres impôts et taxes : + 27 000 €**

Article FIN 732221 FIN : FPIC + 27 000 €  
**TOTAL + 43 109 €**

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

**Dépenses**

**Fonction 90020 : Services généraux : + 1 241 €**

Article FIN 21848 : Autres matériels de bureau + 1 100 €

Article PROG 21848 FIN CHAU : Mobilier + 141 €

Article REG 21848 FIN : Mobilier (salle Girodet) - 15 802 €

Article REG 2188 FIN : Autres Mobiliers (salle Girodet) + 15 802 €

**Fonction 9011 Police Sécurité : + 6 000 €**

Article BAT 2313 POL : Construction + 6 000 €

**Fonction 90314 Musée : 24 500 €**

Article MUSE 2316 MUSE : Restaurations - 27 000 €

Article MUSE 21838 MUSE Microfolie : Matériel informatique + 51 500 €

**Fonction 9070 Développement durable : + 1 560 €**

Article DVD 2111 FON : terrains nus (bornage parcelles) + 1 560 €

**Fonction 90821 Mobilité : + 9 050 €**

Article BAT 2031 BAT : Etudes dépôt bus + 9 050 €

**Fonction 90845 Voirie communale : + 156 649 €**

Article VOIRIE 2315 VOIR GRPCOM : Groupement cdes gué aux biches +156 649 €

**Fonction 925 Opérations patrimoniales : +745 500 €**

Article FIN 2313 FIN Construction + 220 000 €

Article FIN 2315 FIN Installations matériel et outillage + 508 500 €

Article FIN 2317 FIN Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition + 17 000 €

**TOTAL + 944 500 €**

## Recettes

### **Fonction 9011 Police Sécurité : + 1 200€**

Article POL 1321 POL : Subvention Etat + 1 200 €

### **Fonction 90314 Musée : +30 000 €**

Article MUSE 13462 FIN Microfolie : DSIL + 30 000 €

### **Fonction 925 : Opérations patrimoniales : + 745 500 €**

Article FIN 2031 FIN : frais d'étude + 515 500 €

Article FIN 238 FIN : régularisation avances sur marché + 230 000 €

### **Fonction 951 : Virement de la section de fonctionnement + 167 800 €**

Article FIN 021 FIN : Virement de section fonctionnement + 167 800 €

**TOTAL + 944 500 €**

## Projet délibération :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération Montargoise ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2121-31, L5211-10, L2122-21, L2343-1 et 2 et L2311-5,*

*Vu l'instruction comptable M 57,*

*Vu le Budget Primitif 2024– budget général,*

*Vu le Budget Supplémentaire 2024– budget général,*

*Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 16 octobre 2024,*

*Vu l'avis du Bureau en date du 4 novembre 2024,*

*Le Président propose la Décision modificative n° 2, exercice 2024, budget général, comme suit en section de fonctionnement et d'investissement :*

*La section de fonctionnement s'équilibre à hauteur de 43 109 € dont un virement vers la section d'investissement de 167 800 €*

*La section d'investissement s'équilibre à hauteur de 944 500 € dont le virement de la section de fonctionnement de 167 800 €*

*Après en avoir délibéré, et à*

*Article 1<sup>er</sup> : Approuve la décision modificative n°3, Exercice 2024, budget général, telle que présentée ci-dessus.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable public.*

## 2) Décision modificative n° 1 - Budget annexe Eau potable - Exercice 2024

Commission des Finances du 16 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : René BÉGUIN

Monsieur BÉGUIN : « Je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Président à effectuer les décisions modificatives suivantes :

## **SECTION D'INVESTISSEMENT**

### **Dépenses**

|   |             |
|---|-------------|
| Article 231773 Chapitre 23 travaux production 2016 autres sites     | - 200 000 € |
| Article 231575 chapitre 23 Travaux distribution 2015 renouvellement | + 200 000 € |
| <b>Total</b>  | <b>0 €</b>  |

*Projet de délibération :*

*Le Conseil communautaire ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2121-31, L5211-10, L2122-21, L2343-1 et 2 et L2311-5,*

*Vu l'instruction comptable M 49,*

*Vu le Budget Primitif 2024 Budget annexe Eau potable,*

*Vu le Budget Supplémentaire 2024, Budget annexe Eau potable,*

*Vu le projet de décision modificative n°1, Budget annexe Eau potable*

*Vu l'avis favorable de la commission des Finances en date du 16 octobre 2024,*

*Vu l'avis du Bureau en date du 4 novembre 2024,*

*Le Président propose la Décision modificative n° 1, exercice 2024 du budget annexe Eau potable de l'Agglomération Montargoise qui s'équilibre à hauteur de 0 € en section d'investissement*

*Après en avoir délibéré, et à*

*Article 1<sup>er</sup> : Approuve la décision modificative n° 1, exercice 2024 – Budget annexe Eau potable telle que présentée ci-dessus.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable public.*

### 3) Décision modificative n° 2 - Budget annexe Assainissement - Exercice 2024

Commission des Finances du 16 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : René BÉGUIN

Monsieur BÉGUIN : « Je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Président à effectuer les décisions modificatives suivantes :

## **SECTION D'INVESTISSEMENT**

### **Opération d'ordre**

#### **Dépenses**

|   |                   |
|---|-------------------|
| Article 2315 chapitre 041 intégration d'études réseaux eaux usées | + 27 000 €        |
| <b>Total Dépenses</b>   | <b>+ 27 000 €</b> |

#### **Recettes**

|  |                   |
|--|-------------------|
| Article 2031 chapitre 041 intégration d'études | + 27 000 €        |
| <b>Total Recettes</b>                          | <b>+ 27 000 €</b> |

Projet de délibération :

*Le Conseil communautaire,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2121-31, L5211-10, L2122-21, L2343-1 et 2 et L2311-5,*

*Vu l'instruction comptable M 49,*

*Vu le Budget Primitif 2024 Budget annexe Assainissement,*

*Vu le Budget Supplémentaire 2024, Budget annexe Assainissement,*

*Vu la DMI 2024 du budget annexe assainissement*

*Vu le projet de Décision modificative n°2, Budget annexe Assainissement,*

*Vu l'avis favorable de la commission des Finances en date du 16 octobre 2024,*

*Vu l'avis du Bureau en date du 4 novembre 2024,*

*Le Président propose la Décision modificative n° 2, exercice 2024 du budget annexe Assainissement de l'Agglomération Montargoise qui s'équilibre à 27 000 € en section d'investissement*

*Après en avoir délibéré, et à*

*Article 1<sup>er</sup> : Approuve la décision modificative n° 2, exercice 2024 – Budget annexe Assainissement telle que présentée ci-dessus.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable public.*

- 4) Durée d'amortissement– Actualisation de la délibération du 21 mai 2024 - Budget général  
Commission des Finances du 16 octobre 2024  
Bureau du 4 novembre 2024  
Conseil communautaire du 12 novembre 2024  
Rapporteur : René BÉGUIN

Monsieur BÉGUIN : « Par délibération n° 24-138 du 21 mai 2024, pour le budget général, l'Agglomération Montargoise avait complété les durées d'amortissement du matériel de transport naval.

Dans le cadre des investissements liés à la mobilité et plus particulièrement les véhicules de type autobus, notre assistant à maîtrise d'ouvrage en charge du suivi du contrat de la mobilité préconise une durée d'amortissement spécifique pour ce matériel roulant.

Cette nature d'immobilisation est déjà amortie sur 8 ans, à la vue des investissements neufs et des travaux de réparation à mi-vie effectués sur ce parc roulant, il convient de procéder à un amortissement d'une durée supérieure à 8 ans, sur ces nouvelles immobilisations, ces biens seront intégrés au patrimoine de la collectivité.

Il est proposé d'appliquer une modalité d'amortissement en phase avec la durée probable d'utilisation du bien, soit 15 ans.

Pour rappel, la nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au *prorata temporis*.

Je vous propose d'actualiser les amortissements sur les nouvelles immobilisations de matériel roulant (autobus). »

Projet de délibération :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*VU le décret n° 2015-1846 portant sur les modalités d'amortissement des subventions versées ;*  
*VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L5211-1 et R2321-1 ;*

*VU la délibération du District du 18 Décembre 1996 ;*

*Vu les délibérations de l'Agglomération Montargoise des 26 octobre 2006 et 13 décembre 2012 ;*

*Vu la délibération n° 13- 318 du 19 décembre 2013 ;*

*Vu la délibération n° 19-200 du 26 septembre 2019 ;*

*Vu la délibération n° 22-109 du 17 mai 2022 ;*

*Vu la délibération n° 24-138 du 21 mai 2024 ;*

*Vu l'instruction comptable M57 ;*

*Considérant les investissements liés à la mobilité, notamment l'acquisition d'autobus et les travaux de réhabilitation des bus à mi-vie,*

*Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 16 octobre 2024,*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 4 novembre 2024,*

*Après en avoir délibéré, et à*

Article 1<sup>er</sup> : *Adopte l'actualisation du mode de gestion des amortissements en M57, comme suit :*

| IMMOBILISATIONS   | Durée courante d'usage | Choix de l'A.M.E. |
|---|------------------------|-------------------|
| a) Immobilisations incorporelles  |                        |                   |
| - Frais d'étude non suivis de réalisations  | 5 ans                  | 5 ans             |
| - Logiciels   | 2 ans                  | 2 ans             |
| - Droit de bail commercial  | /                      | 15 ans            |
| - Frais liés aux documents d'urbanisme  | 10 ans                 | 10 ans            |
| - Subvention d'équipement versées pour financer des biens mobiliers, du matériel ou des études  | 5 ans                  | 5 ans             |
| - Subvention d'équipement versées pour financer des biens immobiliers ou des installations      | 30 ans<br>40 ans       | 30 ans<br>40 ans  |
| - Subvention d'équipement versées pour financer des projets d'infrastructure d'intérêt national |                        |                   |
| b) Immobilisations corporelles  |                        |                   |
| - Matériel de transport naval   | 15 ans                 | 15 ans            |
| - Voitures  | 4 à 8 ans              | 8 ans             |
| - Camions et véhicules industriels  | 10 à 15 ans            | 12 ans            |
| - <b>Autobus</b>  | <b>12 à 15 ans</b>     | <b>15 ans</b>     |
| - Mobilier  | 5 à 10 ans             | 5 ans             |
| - Matériel de bureau électrique ou électronique   | 2 à 5 ans              | 5 ans             |
| - Matériel informatique   | 6 à 10 ans             | 6 ans             |
| - Matériels classiques  | 20 à 30 ans            | 30 ans            |
| - Coffre-fort   | 10 à 20 ans            | 15 ans            |

|   |  |  |
|---|--|--|
| - Installation et appareils de chauffage                                | 20 à 30 ans                                    | 25 ans   |
| - Appareils de levage ascenseurs  | 5 à 10 ans                                     | 8 ans  |
| - Appareils de laboratoire  | 10 à 15 ans                                    | 12 ans   |
| - Equipement de garages et ateliers                                     | 10 à 15 ans                                    | 12 ans   |
| - Equipements des cuisines  | 10 à 15 ans                                    | 12 ans   |
| - Equipements sportifs  | 20 à 30 ans                                    | 25 ans   |
| - Installations de voirie   |  |  |
| - Plantations, autres agencements et aménagement de terrain             | 15 à 25 ans<br>15 à 30 ans                     | 20 ans<br>25 ans                               |
| - Bâtiments légers, abris   | 10 à 15 ans                                    | 12 ans   |
| - Agencements et aménagements de bâtiment                               | 15 à 20 ans                                    | 20 ans   |
| - Installations électriques et téléphonique                             | 5 ans  | 5 ans  |
| - Cheptel   |  |  |
| c) Immeuble productif de revenus  | 50 ans   | 25 ans   |
| d) Réseaux d'eaux pluviales   | 50 ans   | 50 ans   |
| e) Subventions d'investissement transférables                           | 15 ans   | 15 ans   |
| f) Subventions d'investissement transférables amorties à partir de 2014 | Selon la durée d'amortissement du bien financé | Selon la durée d'amortissement du bien financé |
| g) Matériel et outillage d'incendie et de défense civile (2156)         | 15 ans   | 15 ans   |
| h) Matériel et outillage de voirie (2157)                               | 15 ans   | 15 ans   |
| i) Autres installations, matériel et outillage techniques (2158)        | 15 ans   | 15 ans   |
| j) Autres immobilisations corporelles (218 avec déclinaisons)*          | 15 ans   | 15 ans   |

\*durée d'amortissement définie pour les biens autres que ceux détaillés dans la liste ci-dessus.

*Article 2 : Précise que la modification ne concerne que les nouvelles acquisitions. Pour les bus dont le plan d'amortissement est en cours, celui-ci devra être poursuivi jusqu'à son terme.*

*Article 3 : Dit que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable public.*

#### 5) Créance éteinte du titre 215 de 2022 - Budget Général

Commission des Finances du 16 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : René BÉGUIN

Monsieur BÉGUIN : « Dans le cadre du traitement des dossiers de surendettement et de liquidation judiciaire, la Trésorerie demande à Monsieur le Président d'éteindre la créance pour le titre ci-dessus référencé au motif de clôture pour insuffisance d'actif.

Le montant de la créance éteinte s'élève à 150.29 € (documents non rendus en médiathèque)

Le détail de la Trésorerie est joint en annexe. »

Projet de délibération :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*VU le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L5211-1 ;  
Vu la nomenclature M 57 ;  
Vu le Budget Primitif 2024 ;  
Vu le Budget Supplémentaire 2024 ;  
Vu les décisions modificatives n°1 et 2 ;  
VU le dossier de créance éteinte présenté par la Trésorerie ;  
VU l'avis favorable de la Commission des Finances du 16 octobre 2024 ;  
VU l'avis du Bureau du 4 novembre 2024 ;*

*Après en avoir délibéré, et à*

*Article 1<sup>er</sup> : Autorise Monsieur le Président à admettre la créance éteinte pour le titre 215 du 25 mars 2022 du Budget Général.*

*Article 2 : La dépense de 150.29 € est inscrite à l'article 6542 Fonction 93313 du Budget général.*

*Article 3 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable public.*

6) Rétrocession d'une concession funéraire à l'Agglomération Montargoise

Commission des Finances du 16 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : René BÉGUIN

Monsieur BÉGUIN : « Par délibération du Conseil Communautaire du 25 juin 2015, l'Agglomération Montargoise a repris les compétences du Syndicat Intercommunal du Cimetière d'Amilly-Montargis (SICAM).

A compter de cette date, la Communauté d'Agglomération assume la gestion du Cimetière Intercommunal situé à Amilly – 400 rue de Pisseux.

Par courrier en date 13 janvier 2023, Madame Jeanne ASTOR demande la rétrocession à l'Agglomération Montargoise de la concession funéraire acquise le 21 mars 2008 au prix de 429,75 € d'une durée de 50 ans, située dans le Cimetière Intercommunal, Ilot A-Allée AD-emplacement 36.

Cette concession funéraire est aujourd'hui vide de tout corps et monument mais un caveau y a été créé en mars 2008, le corps de Monsieur Roland ASTOR y a été inhumé en juin 2020, son corps a été exhumé le 6 octobre 2021 et transféré dans une nouvelle concession du cimetière Intercommunal situé à Amilly.

Elle indique, dans son courrier de mai 2024, qu'elle souhaite rétrocéder à l'Agglomération Montargoise la concession en l'état avec les monuments funéraires (caveau et semelle) qui deviendront propriété de la Collectivité Publique sans qu'elle puisse prétendre à une quelconque indemnisation pour le caveau et la semelle.

La rétrocession de la concession se fera donc contre le remboursement « prorata temporis » à Madame Jeanne ASTOR de la somme de 291,58 € (date du calcul : 17 avril 2024).

Aussi, je vous propose de bien vouloir autoriser la rétrocession de la concession funéraire à l'Agglomération Montargoise contre le remboursement de la somme de 291,58 €. »

Projet de délibération :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2122-22, alinéa 8 ;*

*Vu les statuts de l'Agglomération Montargoise, notamment son article 5.8 ;*

*Vu l'avis de la commission des Finances du 16 octobre 2024 ;*

*Vu l'avis du Bureau du 4 novembre 2024 ;*

*Considérant que l'Agglomération Montargoise assume la gestion du Cimetière Intercommunal situé à Amilly, 400 rue de Pisseux ;*

*Considérant la demande de rétrocession présentée par Madame Jeanne ASTOR en date du 13 janvier 2023, demeurant 165 rue de l'Armoire 45200 AMILLY, titulaire d'une concession funéraire acquise le 21 mars 2008 au prix de 429,75 € d'une durée de 50 ans, située dans le Cimetière Intercommunal, emplacement 36-Allée AD-Ilot A ;*

*Considérant que cette demande fait suite à l'exhumation du corps de Monsieur Roland ASTOR qui a été transféré dans une nouvelle concession du cimetière Intercommunal situé à Amilly ;*

*Considérant que Madame Jeanne ASTOR souhaite, dans son courrier de mai 2024, rétrocéder à l'Agglomération Montargoise la concession en l'état avec les monuments funéraires (caveau et semelle) qui deviendront propriété de la Collectivité Publique sans qu'une quelconque indemnisation soit versée pour le caveau et la semelle ;*

*Considérant que cette concession funéraire se trouve libre de tout corps et monument ;*

*Considérant que la rétrocession donnera lieu à un remboursement « prorata temporis » avec un calcul établi au 17 avril 2024 ;*

*Après en avoir délibéré, et à*

*Article 1 : Approuve la rétrocession à l'Agglomération Montargoise de la concession funéraire acquise par Madame Jeanne ASTOR le 21 mars 2008 au prix de 429,75 € d'une durée de 50 ans et située dans le Cimetière Intercommunal, Ilot A-Allée AD-emplacement 36.*

*Article 2 : Accepte le don de Madame Jeanne ASTOR à l'Agglomération Montargoise du caveau créé sur ladite concession qui deviendra après la rétrocession de celle-ci, propriété de la Communauté d'Agglomération.*

*Article 3 : Approuve le remboursement « prorata temporis » de la somme de 291,58 € à Madame Jeanne ASTOR.*

*Article 4 : Précise que les crédits nécessaires au remboursement sont inscrits au budget.*

*Article 5 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable Public.*

## **AFFAIRES GÉNÉRALES**

- 7) Désignation des représentants de l'Agglomération Montargoise auprès d'un organisme extérieur : UAF&FA (Union des aéroports de France & Francophones associés)

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Monsieur le Président

Monsieur BILLAULT : « Dans le cadre de la gestion de l'aérodrome de Montargis-Vimory, l'Agglomération Montargoise est adhérente et membre actif de l'Union des Aéroports de France (UAF) (afin notamment de bénéficier d'une assurance mutualisée spécifique aux aéroports et aérodromes).

Pour permettre à l'Agglomération Montargoise d'être représentée aux assemblées statutaires de l'UAF&FA, je vous propose de désigner les représentants suivants :

**UAF & FA :**

| <b>Représentant titulaire</b> | <b>Représentant suppléant</b> |
|-------------------------------|-------------------------------|
| Jean-Paul BILLAULT            | Régis GUERIN                  |

Toute élection ou désignation doit s'opérer à bulletin secret, je vous prie donc de bien vouloir procéder à ce vote. »

Projets de délibération :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en ses articles L 2121-33 et L 5711-1 ;*

*Vu le courriel de l'Union des aéroports de France & Francophones Associés (UAF&FA) en date du 23 septembre 2024 ;*

*Considérant l'intérêt pour l'Agglomération Montargoise, adhérente et membre actif, de siéger aux instances statutaires de l'UAF ;*

*Considérant qu'il appartient au Conseil de Communauté de désigner ses représentants auprès des organismes extérieurs ;*

*Après en avoir délibéré, et à :*

Article 1 : *Sont élus à l'Union des aéroports de France :*

Article 2 : *La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable public, Mesdames et Messieurs les Maires des communes membres, à l'Union des aéroports de France & Francophones Associés.*

8) Instauration de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) de la filière de police municipale

Comité Social Territorial du 29 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Monsieur le Président

Monsieur BILLAULT : « Pour donner suite à la refonte du régime indemnitaire de la filière de police municipale issue du décret n°2024-614, une indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) peut être versée aux fonctionnaires relevant de ladite filière. Elle remplace le précédent régime indemnitaire composé de l'indemnité spéciale mensuelle de fonction (ISMF) et de l'indemnité d'administration et de technicité (IAT).

Composée d'une part fixe et d'une part variable, l'ISFE s'adresse désormais à l'ensemble des fonctionnaires des cadres d'emplois de la filière de police municipale.

Il appartient à l'organe délibérant de la collectivité (*ou de l'établissement public*) de fixer le cadre général de l'instauration de ce nouveau régime indemnitaire, dans les conditions et les limites prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

La mise en place de ce dispositif indemnitaire nécessite ainsi :

- d'en définir les bénéficiaires,
- de déterminer, pour chaque part, le taux et le plafond,
- d'en préciser les conditions d'attribution et de versement (périodicité, maintien en cas d'absence...),
- de préciser la date d'effet.

C'est pourquoi, je vous propose d'instaurer l'ISFE à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour l'ensemble des titulaires et stagiaires relevant de la filière police municipale. »

Projet de délibération :

*Le Conseil communautaire,*

*Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;*

*Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;*

*Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;*

*Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.714-4 et L.714-13 ;*

*Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;*

*Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;*

*Vu le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale ;*

*Vu le décret n°2011-444 du 21 avril 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;*

*Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres ;*

*Vu la délibération n° 12-18 du 2 février 2012 instaurant le régime indemnitaire de la filière de Police municipale au sein de l'Agglomération ;*

*Vu l'avis du Comité social territorial en date du 29 octobre 2024*

*Considérant qu'il est nécessaire d'attribuer un nouveau régime indemnitaire (I.S.F.E.) aux agents de police municipale qui exercent leurs missions au sein de l'EPCI eu égard à la non-éligibilité de ces agents au Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP), dont bénéficient les autres agents de la fonction publique territoriale, afin d'aboutir à une harmonisation de deux régimes indemnitaires ;*

*Considérant qu'il appartient au Conseil communautaire de définir les bénéficiaires et de déterminer les conditions et modalités d'attribution ;*

Après avoir délibéré, et à.....DÉCIDE

Article 1<sup>er</sup> : D'instaurer l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) et précise que les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Article 2 : Bénéficiaires

Une indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) est versée aux fonctionnaires titulaires et stagiaires relevant de la filière de police municipale selon les modalités précisées aux articles 2 et suivants de la présente délibération. Elle s'adresse aux fonctionnaires des cadres d'emplois suivants :

- Cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- Cadre d'emplois des agents de police municipale,

Article 3 : Modalités et conditions d'attribution :

L'ISFE est constituée d'une part fixe et d'une part variable, déterminées dans les conditions suivantes :

\*La part fixe de l'ISFE est calculée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel correspondant au grade détenu dans le cadre d'emplois d'appartenance.

\*La part variable de l'ISFE est fixée dans la limite de montants réglementaires.

Il est ainsi fixé les taux et montants comme suit :

| CADRES D'EMPLOIS                         | Part fixe<br>(Dans la limite des taux<br>suivants) | Part variable<br>(Dans la limite des<br>montants suivants) |
|--|--|--|
| Chefs de service de police<br>municipale | 32%  | 7000€  |
| Agents de police municipale              | 30%  | 5000€  |

L'attribution de la part variable tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent, appréciés à partir des résultats obtenus de l'ensemble des indicateurs définis pour évaluer la manière de servir de l'agent inscrits dans la grille du compte rendu d'entretien professionnel applicable à l'ensemble du personnel de l'Agglomération ci-après et correspondant aux quatre critères d'évaluation suivants :

1. Connaissances professionnelles et techniques,
2. Efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
3. Qualités relationnelles
4. Aptitudes managériales.

✓ Indicateurs retenus pour l'appréciation de la manière de servir et l'engagement professionnel :

|  |
|--|
| 1. Connaissances professionnelles et techniques                              |
| 1.1 Connaissances générales nécessaires à l'ensemble des missions dévolues   |
| 1.2 Connaissances de l'environnement territorial : les enjeux et la finalité |
| 1.3 Connaissances techniques spécifiques liées au poste                      |
| 1.4 Participer, collaborer, s'impliquer dans les missions de service public  |

|  |
|--|
| <i>1.5 Capacité à mobiliser ses connaissances en situation de travail</i>  |
| <i>1.6 Capacité d'adaptation aux changements, évolutions, aléas</i>  |
| <b><i>2. Efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs</i></b>  |
| <i>2.1 Capacité à prendre des initiatives dans l'exercice de ses missions</i>  |
| <i>2.2 S'organiser, respecter les délais, être régulier dans son travail</i>   |
| <i>2.3 Respecter les consignes, les mettre en œuvre et rendre compte à la hiérarchie</i>   |
| <i>2.4 Assiduité, ponctualité et régularité dans le travail</i>  |
| <i>2.5 Capacité à mettre en œuvre les outils et méthodes de la conduite des projets</i>  |
| <i>2.6 Capacité rédactionnelle et de synthèse</i>  |
| <i>2.7 Capacité à respecter les règles d'organisation du service, les consignes</i>  |
| <b><i>3. Qualités relationnelles</i></b>   |
| <i>3.1 Capacité à respecter les règles d'hygiène, de sécurité et de santé</i>  |
| <i>3.2 Capacité à écouter, à dialoguer, à communiquer</i>  |
| <i>3.3 Prendre des initiatives, faire preuve d'autonomie et être force de propositions</i>   |
| <i>3.4 Capacité à montrer de l'intérêt dans le travail en équipe, à coopérer, à travailler en transversalité</i>                     |
| <i>3.5 Transmettre son savoir et faire preuve de pédagogie</i>   |
| <i>3.6 Capacité à accueillir, orienter et conseiller (usagers, élus, agents, partenaires...)</i>                                     |
| <b><i>4. Aptitudes managériales</i></b>  |
| <i>4.1 Capacité à diriger une équipe, fixer, mettre en œuvre des objectifs et en assurer le suivi</i>                                |
| <i>4.2 Aptitudes à déléguer, animer et développer le travail en équipe</i>   |
| <i>4.3 Capacité à planifier les activités du service et en assurer le suivi</i>  |
| <i>4.4 Capacité à informer, communiquer et dialoguer</i>   |
| <i>4.5 Capacité à réguler les conflits, les tensions et traiter les situations difficiles</i>  |
| <i>4.6 Capacité à aider les agents à développer leurs potentialités, à faciliter la transmission du savoir au sein de son équipe</i> |
| <i>4.7 Aptitude à mettre en place et gérer un plan d'action opérationnel, un projet</i>  |
| <i>4.8 Gérer les relations partenariales et institutionnelles de l'EPCI</i>  |
| <i>4.9 Assumer des responsabilités, les faire vivre et les partager</i>  |

*La part variable étant déterminée par la manière de servir de l'agent, elle n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.*

*Les critères sus-énumérés se traduiront dans le montant déterminé individuellement par voie d'arrêté pris par l'autorité territoriale.*

*L'ISFE est cumulable avec :*

*\*Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) attribuées dans les conditions fixées par le décret du 14 janvier 2002 susvisé,*

*\*Les primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret du 12 juillet 2001 susvisé.*

*L'ISFE est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir*

*Article 4 : Modalités et conditions de versement :*

- La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.*

- *La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement peut être versée mensuellement (dans la limite de 50 % du plafond défini dans la présente délibération). Elle peut être complétée d'un versement annuel, sans que la somme des versements ne dépasse ce même plafond.*

*Article 5 : Dispositif de sauvegarde (art. 7 du décret n°2024-614 du 26/6/2024) :*

*Lors de la première application de l'I.S.F.E. (à savoir la première année), si, après application des deux parts, le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage.*

*Le régime indemnitaire est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement pendant les congés de maternité, paternité ou pour adoption, sans préjudice de leur modulation en fonction de l'engagement professionnel de l'agent et des résultats collectifs du service.*

*Il suit le sort du traitement en cas de congés maladie, congés de longue maladie et congé de longue durée.*

*Article 6 : Revalorisation des montants de référence :*

*Les montants de référence servant de calcul des indemnités seront revalorisés automatiquement en cas de changement de la réglementation afférente.*

*La délibération n° 12-18 du 2 février 2012 instaurant le régime indemnitaire de la filière de Police municipale au sein de l'Agglomération est abrogée à compter de cette date.*

*Article 7 : DIT que les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget.*

*Article 8 : Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente délibération qui sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable public.*

#### 9) Participation au financement de la protection sociale complémentaire des agents

Comité Social Territorial du 29 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Monsieur le Président

Monsieur BILLAULT : « L'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, introduit par la loi n°2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique a ouvert la possibilité aux employeurs de contribuer, **à titre facultatif**, au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents. Ce principe était décliné dans les trois versants de la fonction publique selon des modalités différentes et pour la fonction publique territoriale, c'est le décret du 8 novembre 2011 qui a fixé le cadre réglementaire.

Cependant, une réforme de la protection sociale complémentaire est intervenue dans le cadre d'une mise en application des dispositions de la loi du 6 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique. Cette réforme renforce l'engagement des employeurs publics en matière de protection sociale complémentaire.

#### 1.Le cadre juridique

La réforme de la Protection Sociale Complémentaire (PSC) avait pour cadre initial deux ordonnances n° 2021-174 et n° 2021-175 datées du 17 février 2021 relatives à la Protection sociale complémentaire et au dialogue social, suivies d'un décret du 20 avril 2022 « relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ».

Ce cadre avait vocation à être modifié à la suite d'un accord majoritaire national signé le 11 juillet 2023 entre les organisations syndicales et les représentants des employeurs. Cet accord vise à rendre obligatoire en prévoyance la mise en place de contrats à adhésion obligatoire avec une participation de l'employeur renforcée.

Ainsi, le décret du 20 avril 2022 actuellement applicable fait obligation de :

1. L'employeur de participer financièrement à la complémentaire « **prévoyance** » au plus tard au **1er janvier 2025**, avec un montant minimum de **7€** ;
2. Participer financièrement à la complémentaire **santé** au plus tard au **1er janvier 2026**, avec un montant minimum d'au moins **15 €** ;
3. **Maintenir le choix de la procédure** pour les collectivités : soit par convention de participation, soit par labellisation.

**Un second accord collectif signé en date du 11 juillet 2023, (en attente de la transposition juridique de l'Etat, repoussée à jour en 2027), prévoit :**

- *La participation obligatoire en PREVOYANCE au plus tard au 1er janvier 2025, avec obligation de financement de l'employeur à hauteur d'un minimum de 50% de la cotisation dans le cadre d'un contrat collectif à adhésion obligatoire (procédure non retenue par l'Agglomération)*
- *La participation obligatoire en complémentaire SANTE au plus tard au 1er janvier 2026, avec un montant minimum d'au moins 15€ (clause de revoyure en cours) ;*
- *Maintien du choix de la procédure pour les collectivités : soit par une convention, de participation, soit par labellisation en santé ;*

Je rappelle qu'aux termes de la délibération n° 12-243 prise en date du 13 décembre 2012, l'Agglomération avait opté pour la labellisation afin de participer au financement du risque « **santé** » des agents ayant déclaré avoir souscrit des contrats auprès des Organismes labellisés : c'est-à-dire répertoriés sur une liste publiée par le Ministère des collectivités territoriales et établie sur la base du respect de principes de solidarité fixés par décret.

Cette option présente des avantages d'une part, pour l'administration dans le traitement des dossiers, dans la mesure où l'employeur ne se préoccupe pas de la conformité juridique des contrats souscrits par ses agents et d'autre part, l'adhérent (agent) préserve le choix de son organisme complémentaire.

La participation employeur actuelle retenue pour la complémentaire santé est la suivante :

| <b>PARTICIPATION ACTUELLE DE L'EMPLOYEUR</b> |                |
|--|----------------|
| Agent  | 12,45 €        |
| Conjoint                                     | 12,12 €        |
| Enfant x 3 maximum (3 x 6,31 €)              | 18,93 €        |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>43,50 €</b> |

## **2. Les enjeux de la protection sociale complémentaire**

La protection sociale complémentaire s'inscrit dans la stratégie de gestion des ressources humaines des employeurs publics dans le cadre d'une mise en œuvre d'une démarche de prévention pour prévenir les situations précaires auxquelles les agents peuvent être confrontés au cours de leur carrière. La protection sociale complémentaire permet par exemple aux agents :

- D'éviter le renoncement aux soins en sachant que la majorité des agents appartient à la catégorie C et sont exposés à des risques d'usure professionnelle,
- De faciliter le retour en activité et de limiter les coûts directs (remplacement ...) et indirects (surcharge de travail pour les agents...) liées à l'absentéisme,
- De compenser des baisses de revenus en cas d'absentéisme long et prévenir ainsi des situations dégradées et précaires financièrement.

En outre, la protection sociale complémentaire constitue donc un levier important contribuant à l'amélioration de la qualité de vie au travail tout en favorisant la reconnaissance des agents et en développant un sentiment d'appartenance à la collectivité.

Enfin, elle demeure un levier attractif dans la politique de recrutement pour attirer des candidats tout en fidélisant les agents sur leurs emplois.

Je propose d'une part, de retenir la procédure de « labellisation » pour le volet Prévoyance au même titre que pour le volet santé, afin de permettre à chaque agent qui le souhaite de souscrire un contrat avec un organisme de son choix figurant sur la liste ministérielle précitée et d'autre part, fixer les taux de la participation financière avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour les deux risques comme suit :

**1. Pour le risque prévoyance :** L'agent seul = 7 €/mensuels

**2. Pour le risque santé :** L'Agent = 15 €/mensuels – Conjoint = 12,12 € - Enfant = 6,31 € dans la limite de 3 enfants.

Cette question fera l'objet de deux délibérations. »

*Projet de délibération : Risque Prévoyance*

*Le Conseil communautaire,*

*Vu Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L.827-1 et suivants,*

*Vu le Décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,*

*Vu l'Ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,*

*Vu l'Ordonnance n° 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique,*

*Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,*

*Vu l'Accord collectif national portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux – 11 juillet 2023,*

*Vu l'avis du Comité Social Territorial du 29 octobre 2024,*

*Considérant qu'il appartient au Conseil communautaire de déterminer le taux de son financement et les modalités de son attribution :*

*Après en avoir délibéré..... DECIDE :*

Article 1 : de retenir la procédure de labellisation pour les contrats souscrits par le personnel pour le risque Prévoyance auprès des Organismes, figurant sur la liste établie par le ministère chargé des collectivités locales.

Article 2 : de verser à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 une participation financière d'un montant mensuel de 7 € à l'agent qui aura déclaré sur présentation d'un justificatif, avoir souscrit un contrat de prévoyance auprès d'un Organisme labellisé de son choix.

Article 3 : de procéder au versement unitaire mensuel de cette participation directement à l'agent.

DIT que cette participation sera précomptée sur le bulletin de paie de l'agent.

Article 4 : précise que la participation financière est accordée aux fonctionnaires et agents contractuels de droit public occupant un emploi permanent à temps complet ou à temps non-complet.

Article 5 : DIT qu'il sera inscrit au budget le montant du crédit annuel calculé en fonction des taux d'adhésion prévisionnel.

Article 6 : Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente délibération qui sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et Monsieur le Comptable public.

Projet de délibération : Risque Santé

Le Conseil communautaire,

Vu Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L.827-1 et suivants,

Vu le Décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'Ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

Vu l'Ordonnance n° 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique,

Vu le Décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'Accord collectif national portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux – 11 juillet 2023,

Vu la délibération n° 12-243 du 13 décembre 2012 relative à la participation de l'employeur au financement du risque « santé,

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 29 octobre 2024,

Considérant qu'il appartient au Conseil communautaire de fixer le taux et les conditions de modulation sociale unitaire individuelle de financement, en fonction de la situation familiale de l'agent ;

Après en avoir délibéré..... DECIDE :

Article 1 : de maintenir la procédure de Labellisation pour les contrats souscrits par le personnel auprès des Organismes labellisés figurant sur la liste établie par le ministère chargé des collectivités locales.

*Article 2 : de fixer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les conditions de modulation de la participation financière, dans le but d'intérêt social, en fonction de la situation familiale de l'agent comme suit :*

*\*Agent = 15.00 €/bruts mensuels*

*\*Conjoint = 12,12 €/brutes mensuels*

*\*Enfant = 6,31 €/bruts mensuels, dans la limite de trois enfants.*

*Article 3 : de procéder au versement unitaire mensuel modulé de cette participation directement à l'agent.*

*Dit que le versement mensuel de la participation financière sera précompté sur le bulletin de paie de l'agent.*

*Article 4 : la participation financière est accordée aux fonctionnaires et agents contractuels de droit public occupant un emploi permanent à temps complet ou temps non-complet.*

*Article 5 : DIT qu'il sera inscrit au budget le montant du crédit annuel calculé en fonction des taux d'adhésion prévisionnel.*

*Article 6 : Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente délibération qui sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable public.*

## **CULTURE**

### 10) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de dépôt du tableau « Les derniers moments de Mme de Maintenon » de Gustave Mailand (inv. 874.44) au lycée Militaire de Saint-Cyr-l'Ecole

Commission des affaires culturelles du 9 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Baudouin ABRAHAM

Monsieur ABRAHAM : « Le tableau « Les derniers moments de Mme de Maintenon », de Gustave Mailand a été déposé au lycée militaire de Saint-Cyr l'Ecole en 1976.

Cette œuvre ne peut plus être intégrée au parcours permanent du Musée Girodet, elle trouve en revanche parfaitement sa place au lycée militaire. Il est donc proposé de prolonger le dépôt de ce tableau par la rédaction d'une convention de dix ans, renouvelable pour 10 nouvelles années, à fin d'exposition. »

#### Projet de délibération :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L5211-1 ;*

*Vu l'avis favorable de la Commission des affaires culturelles du 9 octobre 2024 ;*

*Vu l'avis du Bureau en date du 12 novembre 2024 ;*

*Considérant l'obligation de diffusion des collections à laquelle est soumis le musée Girodet, en tant que musée de France ;*

*Considérant que le tableau resterait en réserve au musée Girodet, et donc serait invisible pour le public ;*

*Considérant ce dépôt comme une opportunité de faire connaître le musée Girodet et ses collections ;*

*Après en avoir délibéré et à :*

Article 1<sup>er</sup> : Autorise Monsieur le Président à signer la convention de dépôt du tableau « Les derniers moments de Mme de Maintenon » de Gustave Mailant (inv. 874.44) au lycée Miliare de Saint-Cyr l'Ecole pour une durée de 10 ans renouvelable à fin d'exposition.

Article 2<sup>e</sup> : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable Public et aux régisseurs.



11) Actualisation de la grille tarifaire du musée Girodet – création d'un tarif pour les photos de mariage

Commission des affaires culturelles du 9 octobre 2024

Bureau du mardi du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Baudouin ABRAHAM

Monsieur ABRAHAM : « Afin de garantir le bon fonctionnement de l'établissement, il est proposé d'intégrer à la grille tarifaire du musée un forfait « photos de mariage hors cérémonie » d'un montant de 20€ pour une heure maximum de shooting. Les prises de vue ne pourront se faire que sur rendez-vous. Ce forfait s'appliquera pour un maximum de 6 personnes, incluant le photographe et le couple. »

Projet de délibération :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L5211-1 ;*

*Vu l'avis favorable de la Commission des affaires culturelles du 9 octobre 2024 ;*

*Vu l'avis du Bureau en date du 4 novembre 2024 ;*

Considérant les demandes récurrentes de prises de vue au musée ;

Après en avoir délibéré et à :

Article 1er : Approuve le tarif de 20 € pour une heure maximum de shooting (maxi 6 personnes).

Article 2 : Modifie la grille tarifaire du musée Girodet selon les modalités présentées en annexe (nouvelle grille de tarification).

Article 3 : Dit que la réservation du créneau de prise de vue sera effective à réception de la fiche de réservation et du règlement intérieur du musée signés des deux parties.

Article 4 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable Public et aux régisseurs.

12) Actualisation de la grille tarifaire de la boutique du musée Girodet – création d'un tarif pour la médaille-souvenir du musée Girodet

Commission des affaires culturelles du 9 octobre 2024

Bureau du mardi du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Baudouin ABRAHAM

Monsieur ABRAHAM : « A l'occasion de l'exposition « Gros et Girodet. Chemins croisés », commémorant le bicentenaire de la mort d'Anne-Louis Girodet, le musée Girodet souhaite mettre en valeur l'artiste dont il porte le nom en éditant une médaille-souvenir avec la Monnaie de Paris.

Cette médaille sera vendue au prix de 2€, prix minimal conseillé par la Monnaie de Paris pour ses créations, afin qu'elle puisse être accessible au plus grand nombre. »

Projet de délibération :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L5211-1 ;

Vu l'avis favorable de la Commission des affaires culturelles du 9 octobre 2024 ;

Vu l'avis du Bureau en date du 4 novembre 2024 ;

Considérant la nécessité de diversifier l'offre et l'attrait de la boutique du musée Girodet ;

| Produits  | Tarifs en euros |
|---|-----------------|
| Crime à la société d'émulation                  | 16,00 €         |
| Les héritiers de l'or rouge                     | 18,00 €         |
| Il était une fois au château de Montargis       | 18,00 €         |
| Meurtres à l'abbaye                             | 18,00 €         |
| Pierre-louis Manuel                             | 18,00 €         |
| Histoire religieuse de Montargis                | 18,00 €         |
| Le siège de Montargis                           | 20,00 €         |
| Histoire du château de Montargis au XIXe siècle | 20,00 €         |
| Les dernières dames de Montargis                | 25,00 €         |

|  |          |
|--|----------|
| L'église Sainte-Madeleine                            | 21,00 €  |
| Promenade littéraire en Gâtinais                     | 18,00 €  |
| Eglises et chapelles                                 | 12,00 €  |
| La salle des fêtes de Montargis                      | 25,00 €  |
| Le Gâtinais et ses racines                           | 18,00 €  |
| Balades artistiques en Gâtinais                      | 32,00 €  |
| Loiret d'argent                                      | 54,00 €  |
| Le Loiret des écrivains et des artistes              | 25,00 €  |
| Images du Gâtinais, Georges Thouvenot                | 35,00 €  |
| Antigna ou la passions de humbles                    | 25,00 €  |
| La fortune de Girodet, bulletin SEM                  | 18,00 €  |
| Après le déluge                                      | 10,00 €  |
| BD   | 15,00 €  |
| Dossier de l'art spécial réouverture                 | 9,50 €   |
| Revue d'Histoire du Gâtinais                         | 12,00 €  |
| Girodet sous le regard de Dejuinne                   | 7,00 €   |
| Girodet aux champs                                   | 12,00 €  |
| Triqueti et l'avant-garde du régiment Géricault      | 9,00 €   |
| Catalogue de l'exposition "Girodet face à Géricault" | 44,00 €  |
| Lithographie originale de Sylvie Thurpin             | 95,00 €  |
| L'orientalisme                                       | 189,00 € |
| Histoire des arts jeunesse                           | 12,50 €  |
| Les grands peintres jeunesse                         | 9,90 €   |
| Mythologie grecque jeunesse                          | 5,95 €   |
| La Renaissance jeunesse                              | 5,00 €   |
| Révolution française jeunesse                        | 5,00 €   |
| Cléopâtre jeunesse                                   | 5,00 €   |
| Jeanne d'Arc jeunesse (anglais et français)          | 5,00 €   |
| François 1er jeunesse (anglais et français)          | 5,00 €   |
| Léonard de Vinci jeunesse (anglais et français)      | 5,00 €   |
| Napoléon jeunesse (anglais et français)              | 5,00 €   |
| Cartes postales                                      | 1,00 €   |
| Marque-pages   | 0,70 €   |
| Marque-pages magnétiques                             | 3,00 €   |
| Gomme  | 2,00 €   |
| Règle  | 2,00 €   |
| Lot de 6 crayons de couleur                          | 4,00 €   |
| Carnet simple spirale                                | 3,00 €   |
| Dépliant bloc-notes                                  | 5,00 €   |
| Lot de 10 cartes à colorier                          | 5,00 €   |
| Puzzle carton  | 9,00 €   |
| Réduction buste Girodet plâtre                       | 55,00 €  |
| Réduction buste Girodet résine                       | 65,00 €  |
| Crayon Clip'one                                      | 5,00 €   |
| Porte-mine logo musée                                | 2,50 €   |

|   |         |
|---|---------|
| Set de 6 crayons et un taille-crayon  | 3,00 €  |
| Stylo-bille encre noire logo musée  | 2,50 €  |
| Bol   | 10,00 € |
| Magnet  | 3,00 €  |
| Essuie-lunettes   | 5,00 €  |
| Kit carte + essuie-verre microfibre   | 4,00 €  |
| Set de coloriage  | 5,00 €  |
| Porte-clé   | 5,50 €  |
| Reproduction d'image pour publication   | 60,00 € |
| Frais de port envoi jusqu'à 250g  | 3,00 €  |
| Frais de port envoi de 250g à 500g  | 5,00 €  |
| Frais de port envoi de + de 500g à 3kg  | 8,00 €  |
| Catalogue exposition Delacroix  | 12,00 € |
| Sac du musée - exposition Delacroix   | 5,00 €  |
| Tote-bag du musée Girodet   | 6,00 €  |
| Delacroix, Catherine Meurisse - Alexandre Dumas (Dargaud)                                       | 21,00 € |
| Histoire de l'art et d'en rire, Olivier Saon, Philippe Mouchès                                  | 15,00 € |
| Le beau et la bête, Olivier Saon, Philippe Mouchès  | 15,00 € |
| Carambolage, Olivier Saon, Philippe Mouchès   | 15,00 € |
| Un duel romantique. Le Giaour de Lord Byron par Delacroix C. Bessède - G. Hallé, ED. Le Passage | 29,00 € |
| Carnet de Line Art  | 7,00 €  |
| En coulisses, dessiner les restaurations  | 20,00 € |
| Le musée Girodet en 50 détails  | 25,00€  |
| Médaille souvenir Bicentenaire Girodet  | 2,00 €  |

*Après en avoir délibéré et à :*

*Article 1er : Approuve les tarifs ci-dessus proposés.*

*Article 2 : : Dit que 10% du total des médailles commandées seront exclus de la régie boutique et distribués à des fins de promotion du musée aux partenaires, intervenants et toute autre personne ayant un intérêt à promouvoir l'image du musée.*

*Article 3 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable Public et aux régisseurs.*

## **ENVIRONNEMENT, TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE**

### **13) Préservation de la biodiversité sur la plateforme aéronautique de Montargis-Vimory : approbation de la convention de partenariat avec l'association Aéro Biodiversité pour la période 2025-2027**

Commission Environnement, Transition Ecologique et Energétique du 16 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Denise SERRANO

Madame SERRANO : « Aéro Biodiversité est une association régie par la loi de 1901 qui rassemble des personnes physiques et morales concernées par la biodiversité présente sur les

terrains aéronautiques français pour des raisons professionnelles ou pour des raisons personnelles de curiosité ou de culture.

En particulier, elle répond aux grandes orientations de la stratégie nationale pour la biodiversité :

- Susciter l'envie d'agir pour la biodiversité
- Préserver le vivant et sa capacité à évoluer
- Assurer un usage durable et équitable de la biodiversité
- Assurer la cohérence des politiques et l'efficacité de l'action
- Développer, partager et valoriser les connaissances

En avril 2022, l'association a fait une visite de la plateforme avec la production d'un compte-rendu.

La reconnaissance « Territoire engagé pour la Nature » a été attribuée à l'Agglomération Montargoise Et rives du loing par l'Agence Régionale de la Biodiversité Centre-Val de Loire pour la période 2024 – 2026.

La fiche action n°8 ***Préservation de la Biodiversité sur l'aérodrome de Montargis-Vimory*** fait partie de ce programme labellisé.

Par ce partenariat, l'association s'engage à :

- Associer les acteurs locaux dans la préservation de la biodiversité de l'aérodrome que sont l'Aéroclub, l'association Gâtinais Nature, les agriculteurs, les établissements scolaires etc
- Accompagner l'Agglomération dans le dépôt de sa candidature pour le label AEROBIO en années 2 et 3

Celui-ci comprend notamment :

- un suivi annuel de la plateforme de Montargis Vimory avec relevés biologiques, instauration de protocoles participatifs, accompagnement des suivis et conseil avec trois visites de terrain tous les ans
- une recherche commune des bonnes pratiques en faveur de la biodiversité dans les limites de la sécurité aérienne, en vue d'améliorer les deux
- l'exploitation commune de ces résultats et la communication inter structure
- la réflexion sur de possibles programmes de recherche dans le but d'améliorer les bonnes pratiques

La participation pour 2025 s'élève à 5 000 € et la cotisation à 600€, soit un total de 5 600 €.

L'ensemble des modalités de ce partenariat sont inscrites dans le projet de convention.

Je vous propose donc d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention de partenariat ci-jointe avec l'association Aéro Biodiversité pour la période 2025-2027. »

Projet de délibération :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

VU la reconnaissance Territoire Engagé pour la Nature reconduite par l'Agence Régionale de la Biodiversité pour la période 2024-2026 et la fiche action n°8 Préservation de la Biodiversité sur l'aérodrome de Montargis-Vimory,

VU le projet de convention de partenariat ci-joint,

VU l'avis favorable de la Commission Environnement, Transition Ecologique et Energétique du 16 octobre 2024,

VU l'avis du Bureau du 4 novembre 2024,

CONSIDERANT que le partenariat comprend notamment :

- un suivi annuel de la plateforme de Montargis Vimory avec relevés biologiques, instauration de protocoles participatifs, accompagnement des suivis et conseil avec trois visites de terrain tous les ans,
- une recherche commune des bonnes pratiques en faveur de la biodiversité dans les limites de la sécurité aérienne, en vue d'améliorer les deux,
- l'exploitation commune de ces résultats et la communication inter structures,
- la réflexion sur de possibles programmes de recherche dans le but d'améliorer les bonnes pratiques.

CONSIDERANT que l'Association s'engage notamment à :

- Associer les acteurs locaux dans la préservation de la biodiversité de l'aérodrome que sont l'Aéroclub, l'association Gâtinais Nature, les agriculteurs, les établissements scolaires etc,
- Accompagner l'Agglomération dans le dépôt de sa candidature pour le label AEROBIO en années 2 et 3.

Après en avoir délibéré et à ...:

Article 1<sup>er</sup> : Approuve l'attribution au titre de 2025 d'une contribution de 5 000 € et le versement d'une cotisation de 600 €, soit un total de 5 600 €.

Article 2 : Autorise Monsieur le Président à signer la convention de partenariat ci-jointe avec l'association Aéro Biodiversité.

Article 3 : La présente délibération et la convention de partenariat seront transmises à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable Public et Monsieur le Président de l'association.

## **POLITIQUE DE LA VILLE**

14) Autorisation à Monsieur le Président d'attribuer une subvention à la Croix rouge française dans le cadre du projet de restauration sociale et de domiciliation et de signer la convention afférente

POLITIQUE DE LA VILLE

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Monsieur le Président

Monsieur BILLAULT : « Le restaurant social appelé « REST'O » (Restaurant social – Orientation et domiciliation) permet d'accueillir et de restaurer une cinquantaine de personnes sur plusieurs services.

L'objectif est d'offrir un repas chaud et équilibré aux populations en situation de grande précarité, dont les ressources insuffisantes, ne leur permettent pas de s'alimenter quotidiennement.

Depuis le 15 février 2005, les usagers sont reçus chaque jour entre 11h45 et 13h15 par une équipe composée de salariés et de bénévoles dans les locaux situés en Centre-Ville rue du Port Saint-Roch à Montargis.

Le réseau des prescripteurs est composé de l'Association IMANIS, de la Maison du Département, du Centre de Formation Accueil et Promotion (FAP), du Secours Catholique, du CCAS, de la Croix-Rouge Française et de la Mission locale. Ils ont pour mission d'inscrire les publics répondant aux critères d'accessibilité. (Les deux premiers repas sont gratuits. Puis en fonction de leurs ressources, les personnes sont invitées à verser une participation calculée sur leur quotient « reste à vivre » allant de 0.20c, 0.50c, 1€, 2€ ou 2.50€).

Près de 3217 repas ont été servis du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023.

**L'imputation budgétaire est la suivante :**

➤ Fonction 93 518 - Article 65748

Je vous demande de bien vouloir approuver l'attribution d'une subvention de **7 622 €** à l'association CROIX-ROUGE FRANÇAISE et de m'autoriser à signer la convention afférente. »

Projet de délibération :

*Le Conseil de Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-29 et L5211-1 ;*

*Vu les statuts de l'Agglomération Montargoise ;*

*Vu la demande de subvention présentée par la Croix rouge française pour la mise en place du restaurant social dénommé Rest'O, qui permet d'offrir un repas chaud et équilibré aux populations en situation de grande précarité, dont les ressources insuffisantes ne leur permettent pas de s'alimenter quotidiennement,*

*Vu l'avis du Bureau en date du 4 novembre 2024,*

*Considérant que la Croix rouge française œuvre dans l'intérêt général pour prévenir et apaiser les souffrances des personnes les plus démunies ;*

*Après en avoir délibéré et à*

*Article 1 : Décide d'attribuer à l'association CROIX-ROUGE FRANÇAISE pour le fonctionnement de l'activité « rest'o social » la somme de 7 622 € au titre de l'exercice 2024.*

*Article 2 : Autorise Monsieur le Président à signer la convention avec l'association CROIX-ROUGE FRANÇAISE et à verser la subvention.*

*Article 3 : La présente délibération ainsi que la convention afférente seront transmises à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable public.*

15) Contrat de ville : Programmation 2024 – Autorisation à Monsieur le Président d'attribuer une subvention à l'association BGE Terres de Loire et de signer la convention afférente

POLITIQUE DE LA VILLE

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Monsieur le Président

Monsieur le Président : « Dans le cadre de la programmation 2024 du Contrat de ville, les membres du comité de pilotage du 2 avril 2024 ont décidé de financer, au regard des priorités définies, l'action de l'Association BGE Terres de Loire intitulée « *Initiation à la conduite de projet et à l'entrepreneuriat pour les jeunes des Quartiers Prioritaires de la Ville* ». Le financement de l'action prévoit outre l'intervention de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires à hauteur de 3 500 €, l'affectation de crédits de l'Agglomération Montargoise pour un montant de 3 500 €.

L'action a pour objectifs de :

- Familiariser les jeunes à la pédagogie de « conduite de projet » et leur permettre de monter en compétences.
- Stimuler les attitudes entrepreneuriales (esprit d'équipe, créativité, sens des responsabilités, confiance en soi, ...).
- Développer le savoir agir et donner plaisir à apprendre autrement.
- Limiter les déterminismes sociaux qui influencent la projection de certains jeunes dans les parcours professionnels auxquels ils se destinent.

**L'imputation budgétaire est la suivante :**

➤ Fonction 93 518 - Article 65748

Je vous demande de bien vouloir approuver l'attribution d'une subvention de **3 500 €** à l'association BGE Terres de Loire et de m'autoriser à signer la convention afférente. »

Projet de délibération :

*Le Conseil de Communauté d'Agglomération, et notamment les articles L2121-29 et L1611-4, Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ; Vu les statuts de l'Agglomération Montargoise ; Vu le comité de pilotage du contrat de ville le 16 octobre 2024 ; Vu l'avis du Bureau en date du 4 novembre 2024 ;*

*Considérant la demande présentée par l'association BGE Terres de Loire concernant la mise en place du projet « initiation à la conduite de projet et à l'entrepreneuriat pour les jeunes des quartiers prioritaires de la ville » ;*

*Considérant que l'action a pour objectifs de :*

- Familiariser les jeunes à la pédagogie de « conduite de projet » et leur permettre de monter en compétences.*
- Stimuler les attitudes entrepreneuriales (esprit d'équipe, créativité, sens des responsabilités, confiance en soi, ...).*
- Développer le savoir agir et donner plaisir à apprendre autrement.*
- Limiter les déterminismes sociaux qui influencent la projection de certains jeunes dans les parcours professionnels auxquels ils se destinent.*

*Après en avoir délibéré, et à*

Article 1 : *Décide d'attribuer à l'association BGE Terres de Loire la somme de 3 500 € au titre de la programmation 2024 du Contrat de Ville.*

Article 2 : *Autorise Monsieur le Président à signer la convention avec l'association BGE Terres de Loire et à verser la subvention,*

*Article 3 : La présente délibération ainsi que la convention afférente seront transmises à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable public.*

## **TOURISME**

### 16) Reversement du produit de la Taxe de Séjour à l'Office de Tourisme de l'Agglomération Montargoise au titre de l'exercice 2024

Commission Tourisme du 11 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Régis GUERIN

Monsieur GUERIN : « Je vous rappelle qu'une convention entre l'Agglomération Montargoise et l'Office de Tourisme définit les obligations des deux parties.

Cette convention prévoit, notamment, le reversement annuel à l'Office de Tourisme du produit de la Taxe de Séjour collecté par l'Agglomération Montargoise.

L'Agglomération perçoit mais reverse intégralement le produit de cette taxe à l'Office de Tourisme afin de contribuer au financement des besoins de promotion du territoire.

Ce reversement doit permettre à l'Office de Tourisme de mettre en place de nouveaux moyens de promotion touristique du territoire.

L'ensemble des recettes relatives à la taxe de séjour perçue en 2024 est aujourd'hui de **58 710.46€**

A ce montant vient s'ajouter la régularisation pour l'exercice 2023 **d'un montant de +6 132.52€**

Compte tenu des recettes générées par la Taxe de Séjour en 2024 et de la régularisation citée ci-dessus, je vous propose de reverser à l'Office de Tourisme la somme de **64 842.98€**. »

#### Projet de délibération :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R2333-45 ;*

*Vu le budget général de l'Agglomération Montargoise Et rives du loing ;*

*Vu la délibération n° 23-185 du Conseil communautaire du 27 juin 2023 autorisant la signature de la convention avec l'Office de Tourisme de l'Agglomération Montargoise – Période 2023-2024 ;*

*Vu l'avis favorable de la Commission Tourisme du 11 octobre 2024 ;*

*Vu l'avis du Bureau du 4 novembre 2024 ;*

*Considérant les besoins de l'Office de Tourisme pour mettre en place de nouveaux moyens de promotion touristique du territoire ;*

*Considérant que l'Agglomération Montargoise perçoit le produit de la taxe de séjour, et en verse la totalité à l'Office de tourisme, conformément à la convention qui les lie ;*

*Après en avoir délibéré et à .....*

Article 1er : DECIDE de reverser à l'Office de Tourisme de l'Agglomération Montargoise la somme de **64 842.98 €** au titre des actions financées par la Taxe de Séjour, et cela au titre de l'année 2024. La dépense en résultant est inscrite à l'article 657482, fonction 93633. L'Office de Tourisme sera tenu de mettre en place un outil de suivi permettant de justifier précisément de l'emploi de ces fonds. Il devra présenter un rapport annuel devant l'Agglomération Montargoise de ce suivi.

Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, au Président de l'Office de Tourisme de l'Agglomération Montargoise et à Madame le Comptable Public.

17) Autorisation à Monsieur le Président de signer la charte d'engagements avec la CCI du Loiret et la Région Centre-Val de Loire pour un accompagnement dans le cadre du programme Fonds Tourisme Durable

Commission Tourisme du 11 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Régis GUERIN

Monsieur GUERIN : « Dans le cadre de sa politique touristique, l'Agglomération Montargoise assure la gestion et l'exploitation de deux équipements de plein air : le camping de la Forêt et le Camping des Rives du Loing.

L'Agglomération Montargoise envisage de rénover et de moderniser le Camping de la Forêt. Dans le cadre du programme Fonds Tourisme Durable, la CCI du Loiret et la Région Centre-Val de Loire s'engagent à nous accompagner par :

- La réalisation d'un diagnostic préalable à la mise en place d'un plan d'actions
- La définition d'un plan d'actions
- L'aide aux choix des investissements pour atteindre les objectifs du plan d'action
- L'assistance au montage du dossier de demande d'aide au Fonds Tourisme Durable

Je vous demande d'autoriser Monsieur le Président à signer la charte d'engagements avec la CCI du Loiret et la Région Centre-Val de Loire pour un accompagnement dans le cadre du programme Fonds Tourisme Durable. »

Projet de délibération :

*Le Conseil de la Communauté d'agglomération ;*

*Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*

*Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment les articles L2121-29 et L1611-4 ;*

*Vu les statuts de l'Agglomération Montargoise ;*

*Vu la délibération n° 23-218 du 26 septembre 2023 portant définition de l'intérêt communautaire des compétences, et notamment la reconnaissance de l'intérêt communautaire des campings de la Forêt à Montargis et des Rives du Loing à Cepoy ;*

*Vu l'avis favorable de la commission Tourisme de l'Agglomération Montargoise du 11 octobre 2024*

*Vu l'avis du Bureau du 4 novembre 2024 ;*

*Considérant que l'Agglomération Montargoise envisage de rénover et moderniser le camping de la Forêt,*

*Considérant que dans le cadre du programme Fonds Tourisme Durable, la CCI du Loiret et la Région Centre-Val de Loire peuvent accompagner l'Agglomération Montargoise,*

*Après en avoir délibéré et à :*

*Article 1<sup>er</sup> : AUTORISE Monsieur le Président à signer la charte d'engagements avec la CCI du Loiret et la Région Centre-Val de Loire pour un accompagnement dans le cadre du programme Fonds Tourisme Durable.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à la CCI du Loiret, à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable public.*

## **URBANISME ET FONCIER**

### **18) Commune de Chevillon-sur-Huillard – Arboria 3 - Acquisition des parcelles ZL 84 et 85**

Commission Urbanisme et Foncier du 18 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire 12 novembre 2024

Rapporteur : Franck DEMAUMONT

Monsieur DEMAUMONT : « Par décision n° 23-29 du Président de l'Agglomération Montargoise en date du 5 mai 2023, il a été demandé à la commune de Chevillon-sur-Huillard de préempter (en vertu d'une délégation du droit de préemption) une Déclaration d'Intention d'Aliéner n°045092 23 00006 déposée le 27 mars 2023 et présentée par Maître Natacha ROUVÉ, portant sur la vente d'un terrain situé lieudit Saint Blaise, d'une contenance de 13 769 m<sup>2</sup> et cadastrée section ZL n°84 et 85, propriété de Monsieur AVEZARD, au prix principal de 5 198,02 €.

Les parcelles sont en effet situées en zone 2Aux du PLUiHD qui est une zone destinée à être urbanisée, à vocation spécifique d'activités économiques et ici en l'occurrence, dans la continuité des ZAE Arboria 1 et 2, et qui est dénommée Arboria 3.

A cet effet, l'Agglomération Montargoise souhaitait se rendre propriétaire afin de permettre la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation future de l'aménagement de cette zone d'activités économiques.

La commune de Chevillon-sur Huillard a ainsi fait l'acquisition des parcelles ZL n°84 et 85 le 22 septembre 2023 dans le but d'une revente à l'Agglomération Montargoise.

Par courriel du 10 février 2024, Maître Natacha ROUVÉ, en charge de la rédaction des actes de vente s'y référant, a alerté l'Agglomération Montargoise sur la primauté du droit de préemption du fermier en place sur les parcelles ZL 84 et 85 de la commune de Chevillon-sur-Huillard.

En effet, le droit de préemption du fermier en place est une prérogative permettant à tout preneur en place, d'acquérir une parcelle en priorité par rapport à n'importe quel acquéreur, collectivité

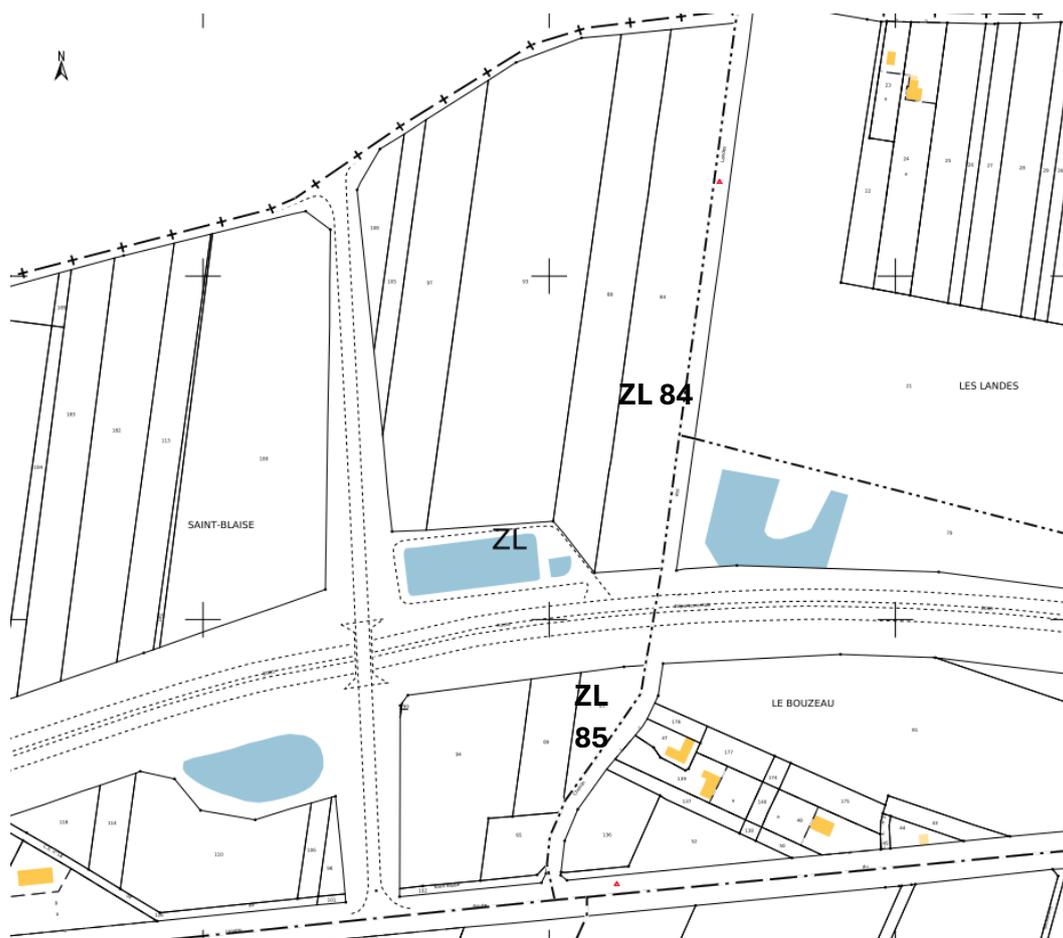
comprise. Et il s'avérait que, dans ce cas précis, le fermier en place sur les parcelles ZL 84 et 85 était l'acquéreur.

Par délibération n°24-193 du 21 mai 2024, le Conseil Communautaire de l'Agglomération Montargoise a décidé de simplifier l'exécution du Droit de Prémption Urbain (DPU) sur son territoire et de conserver le DPU, entre autres, sur la zone 2AUx correspondant à la future zone d'extension Arboria 3.

Depuis cette date, l'Agglomération Montargoise a ainsi la possibilité de faire l'acquisition des parcelles ZL n°84 et 85 auprès de la Commune de Chevillon-sur-Huillard ; le droit de préemption urbain primant sur le droit de préemption du fermier en place.

C'est pourquoi je vous propose :

- D'approuver l'acquisition des parcelles ZL 84 et 85 (d'une surface totale de 13 679 m<sup>2</sup>) au prix de 5 198.02 €, auprès de la commune de Chevillon-sur-Huillard
- D'autoriser Monsieur le Président à signer l'acte de vente correspondant, ainsi que toutes pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.
- De préciser que l'ensemble des frais engagé par la commune de Chevillon-sur-Huillard pour cette opération sera répercuté à la Communauté d'Agglomération. »





Projet de délibération :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu la décision n° 23-29 du Président de l'Agglomération Montargoise en date du 5 mai 2023 portant sur l'exercice du droit de préemption urbain à l'encontre des parcelles ZL 84 et 85,*

*Vu la délibération n°53-2023 du 08 septembre 2023 du conseil municipal de Chevillon-sur-Huillard,*

*Vu l'attestation de vente à la Commune de Chevillon sur Huillard des parcelles ZL n°84 et 85 en date du 22 septembre 2023,*

*Vu la délibération n°24-193 du Conseil Communautaire du 21 mai 2024 relative à l'exercice du droit de préemption urbain et délégation d'une partie de l'exercice aux communes membres,*

*Vu l'avis favorable de la commission Urbanisme-Foncier du 18 octobre 2024,*

*Vu l'avis du Bureau du 4 novembre 2024,*

*Entendu le rapport de Monsieur DEMAUMONT, Vice-Président chargé de l'urbanisme et du foncier qui informe les élus du Conseil communautaire que par décision n°23-29 du Président de l'Agglomération Montargoise en date du 5 mai 2023, il a été demandé à la commune de Chevillon-sur-Huillard de préempter (en vertu d'une délégation du droit de préemption) une Déclaration d'Intention d'Aliéner n°045092 23 00006 déposée le 27 mars 2023 et présentée par Maître Natacha ROUVÉ, portant sur la vente d'un terrain situé lieudit Saint Blaise, d'une contenance de 13 769 m<sup>2</sup> et cadastrée section ZL n°84 et 85, propriété de Monsieur AVEZARD, au prix principal de 5 198,02 €.*

*Les parcelles sont en effet situées en zone 2Aux du PLUiHD qui est une zone destinée à être urbanisée, à vocation spécifique d'activités économiques et ici en l'occurrence, dans la continuité des ZAE Arboria 1 et 2, et qui est dénommée Arboria 3.*

*A cet effet, l'Agglomération Montargoise souhaitait se rendre propriétaire afin de permettre la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation future de l'aménagement de cette zone d'activités économiques.*

*La commune de Chevillon-sur-Huillard a ainsi fait l'acquisition des parcelles ZL n°84 et 85 le 22 septembre 2023 dans le but d'une revente à l'Agglomération Montargoise.*

*Par courriel du 10 février 2024, Maître Natacha ROUVÉ, en charge de la rédaction des actes de vente s'y référant, a alerté l'Agglomération Montargoise sur la primauté du droit de préemption du fermier en place sur les parcelles ZL 84 et 85 de la commune de Chevillon-sur-Huillard.*

*En effet, le droit de préemption du fermier en place est une prérogative permettant à tout preneur en place, d'acquérir une parcelle en priorité par rapport à n'importe quel acquéreur, collectivité comprise. Et il s'avérait que, dans ce cas précis, le fermier en place sur les parcelles ZL 84 et 85 était l'acquéreur.*

*Par délibération n°24-193 du 21 mai 2024, le Conseil Communautaire de l'Agglomération Montargoise a décidé de simplifier l'exécution du Droit de Préemption Urbain sur son territoire et de conserver le DPU, entre autres, sur la zone 2AUx correspondant à la future zone d'extension Arboria 3.*

*Depuis cette date, l'Agglomération Montargoise a ainsi la possibilité de faire l'acquisition des parcelles ZL n°84 et 85 auprès de la Commune de Chevillon-sur-Huillard ; le droit de préemption urbain primant sur le droit de préemption du fermier en place.*

*Après en avoir délibéré, et à*

*Article 1<sup>er</sup> : Approuve l'acquisition des parcelles ZL 84 et 85 (d'une surface totale de 13 679 m<sup>2</sup>) au prix de 5 198.02 €, auprès de la commune de Chevillon-sur-Huillard.*

*Article 2 : Autorise Monsieur le Président à signer l'acte de vente correspondant, ainsi que toutes pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.*

*Article 3 : Précise que l'ensemble des frais engagés par la commune de Chevillon-sur-Huillard pour cette opération sera répercuté à la Communauté d'Agglomération.*

*Article 4 : La présente délibération sera transmise à Madame la Préfète, Madame le Comptable Public, à la commune de Chevillon-sur-Huillard et Maître Natacha ROUVÉ, notaire en charge de la rédaction de l'acte.*

#### 19) Bilan de la concertation et arrêt du projet de révision allégée n° 1 du PLUiHD

Commission Urbanisme et Foncier du 18 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire 12 novembre 2024

Rapporteur : Franck DEMAUMONT

Monsieur DEMAUMONT : « La révision allégée n° 1 du PLUiHD a été prescrite le 16 mai 2023 afin de reclasser un terrain de la zone N en UC rue des Pointards à Amilly.

Le dossier a été élaboré et envoyé à la Mission Régionale d’Autorité Environnementale qui a dispensé la procédure d’évaluation environnementale le 20 septembre 2024.

A l’issue de la concertation, aucun courrier et courriel concernant la révision allégée n° 1 n’a été adressé à Monsieur le Président et aucune remarque n’a été inscrite dans les registres mis à la disposition du public.

Le projet de révision doit être désormais arrêté auprès du Conseil communautaire afin d’en tirer le bilan de la concertation à cette phase. Cela permettra ensuite de procéder à la présentation du dossier à la Commission Départementale de Protection des Espaces Agricoles, Naturels et Forestiers (CDPENAF) du Loiret et de réaliser l’examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées. »

Projet de délibération :

*Le Conseil de la Communauté d’Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2121-29 et L5211-1,*

*Vu le Code de l’Urbanisme et notamment les articles L.153-31 à L.153-35 et R.153-11 et R.153-12,*

*Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 février 2020 approuvant le projet d’élaboration du Plan Local d’Urbanisme valant Programme Local de l’Habitat et Plan de Déplacements Urbains,*

*Vu l’avis de la commission Urbanisme-Foncier du 18 octobre 2024,*

*Vu l’avis du Bureau du 4 novembre 2024,*

*Considérant que conformément à l’article L.103-2 du Code de l’Urbanisme, le dossier de révision allégée n°1 a fait l’objet d’une concertation dont les modalités étaient définies au sein de la délibération n°23-150 du Conseil Communautaire du 16 mai 2023.*

*Considérant que le dossier a été mis à disposition à l’AME au Pôle Urbanisme Habitat Mobilités et sur le site internet de la collectivité depuis le 28 juin 2024.*

*Considérant que le dossier a été mis à disposition en Mairie d’Amilly et sur le site internet de la commune depuis le 19 août 2024.*

*Considérant qu’aucun courrier et courriel concernant la révision allégée n°1 n’a été adressée à Monsieur le Président et qu’aucune remarque n’a été inscrite dans les registres mis à la disposition du public.*

*Considérant que le dossier de révision allégée n°1 du PLUiHD annexé à la présente délibération peut être arrêté.*

*Après en avoir délibéré, et à*

*Article 1<sup>er</sup> : Acte le bilan de la concertation relative à la procédure de révision allégée n°1 du PLUiHD et l’absence de remarque sur le dossier à cette étape de la procédure.*

*Article 2 : Arrête le projet de révision allégée n°1 tel qu’il est annexé à la présente délibération.*

*Article 3 : Décide de soumettre pour avis le projet de révision allégée n°1 aux Personnes Publiques Associées (PPA) lors d’une réunion d’examen conjoint conformément à l’article L.153-34 du Code de l’Urbanisme.*

*Le dossier sera également transmis pour avis à la Commission Départementale de Protection des Espaces Agricoles, Naturels et Forestiers du Loiret.*

*Article 4 : La présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de l'Agglomération Montargoise et dans les mairies concernées par le PLUiHD durant un mois.*

20) Bilan de la concertation et arrêt du projet de révision allégée n° 2 du PLUiHD

Commission Urbanisme et Foncier du 18 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire 12 novembre 2024

Rapporteur : Franck DEMAUMONT

Monsieur DEMAUMONT : « La révision allégée n° 2 du PLUiHD a été prescrite le 6 février 2024 afin de reclasser le secteur de l'aérodrome de Vimory et permettre une urbanisation limitée sur le site pour de futurs projets.

Le dossier a été élaboré et envoyé à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale qui devait rendre son avis au plus tard le 21 octobre 2024.

A l'issue de la concertation, aucun courrier et courriel concernant la révision allégée n° 2 n'a été adressé à Monsieur le Président et aucune remarque n'a été inscrite dans les registres mis à la disposition du public.

Le projet de révision doit être désormais arrêté auprès du Conseil Communautaire afin d'en tirer le bilan de la concertation à cette phase. Cela permettra ensuite de procéder à la présentation du dossier à la Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) et de réaliser l'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées. »

Projet de délibération :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2121-29 et L5211-1,*

*Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-31 à L.153-35 et R.153-11 et R.153-12,*

*Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 février 2020 approuvant le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat et Plan de Déplacements Urbains,*

*Vu l'avis de la commission Urbanisme-Foncier du 18 octobre 2024,*

*Vu l'avis du Bureau du 4 novembre 2024,*

*Considérant que conformément à l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme, le dossier de révision allégée n°2 a fait l'objet d'une concertation dont les modalités étaient définies au sein de la délibération n°24-53 du Conseil Communautaire du 6 février 2024.*

*Considérant que le dossier a été mis à disposition à l'Agglomération Montargoise au Pôle Urbanisme Habitat Mobilités depuis le 13 août 2024.*

*Considérant que le dossier a été mis à disposition en Mairie de Vimory depuis le 10 septembre 2024.*

*Considérant qu'aucun courrier et courriel concernant la révision allégée n°2 n'a été adressée à Monsieur le Président et qu'aucune remarque n'a été inscrite dans les registres mis à la disposition du public.*

*Considérant que le dossier de révision allégée n°2 du PLUiHD annexé à la présente délibération peut être arrêté.*

*Après en avoir délibéré, et à*

*Article 1<sup>er</sup> : Acte le bilan de la concertation relative à la procédure de révision allégée n°2 du PLUiHD et l'absence de remarque sur le dossier à cette étape de la procédure.*

*Article 2 : Arrête le projet de révision allégée n°2 tel qu'il est annexé à la présente délibération.*

*Article 3 : Décide de soumettre pour avis le projet de révision allégée n°2 aux Personnes Publiques Associées (PPA) lors d'une réunion d'examen conjoint conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme.*

*Le dossier sera également transmis pour avis à la Commission Départementale de Protection des Espaces Agricoles, Naturels et Forestiers du Loiret.*

*Article 4 : La présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de l'Agglomération Montargoise et dans les mairies concernées par le PLUiHD durant un mois.*

21) Commune de Pannes – Arboria 1 – Cession foncière de 35 800 m<sup>2</sup> environ issue des parcelles YL n° 356, 340, 344 et 348 à la SCI CHRISTHO (ou la SCI créée pour la circonstance) pour les besoins de l'entreprise SMTRT (Groupe GAGNE) – Retrait de la délibération n°24-227 du 25/06/2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Franck DEMAUMONT

Monsieur DEMAUMONT : « Le Conseil communautaire a délibéré le 25 juin 2024 pour approuver la cession d'une emprise d'environ 35 800 m<sup>2</sup> issue des parcelles YL n° 356, 344 et 348 sur la ZAE Arboria à Pannes pour les besoins de l'entreprise SMTRT au prix de 669 750 € HT.

Une erreur matérielle s'est glissée dans la délibération : l'emprise est issue des parcelles YL n° 356, 340, 344 et 348.

Aussi, il convient de délibérer à nouveau pour prendre en compte toutes les parcelles. »

Projet de délibération :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2121-29 et L5211-1,*

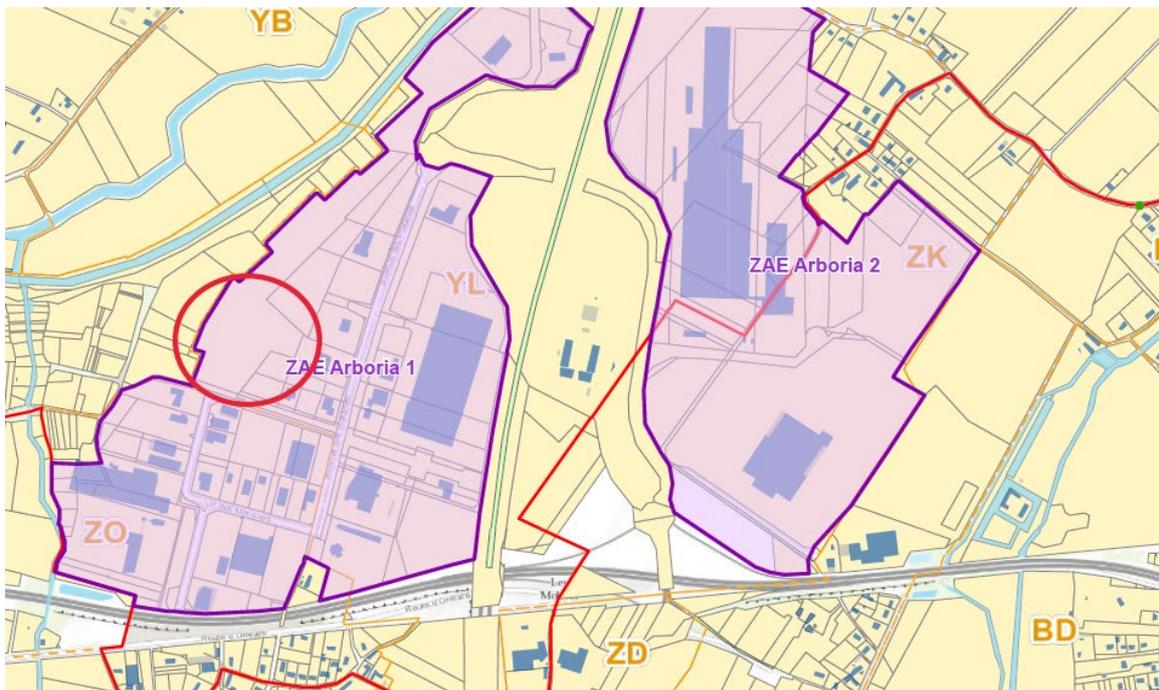
*Vu la délibération n°24-227 du conseil communautaire du 25/06/2024 approuvant la cession par l'Agglomération Montargoise d'une emprise d'environ 35 800 m<sup>2</sup> issue des parcelles YL n° 356, 344 et 348, sur la Commune de Pannes, ZAE d'Arboria 1, à SMTRT ou la SCI créer en la circonstance, au prix de 669 750 € HT (terrain soumis à la TVA).*

*Entendu le rapport de Monsieur DEMAUMONT, Vice-Président chargé de l'urbanisme et du foncier qui informe les élus du conseil communautaire que l'Agglomération Montargoise, par*

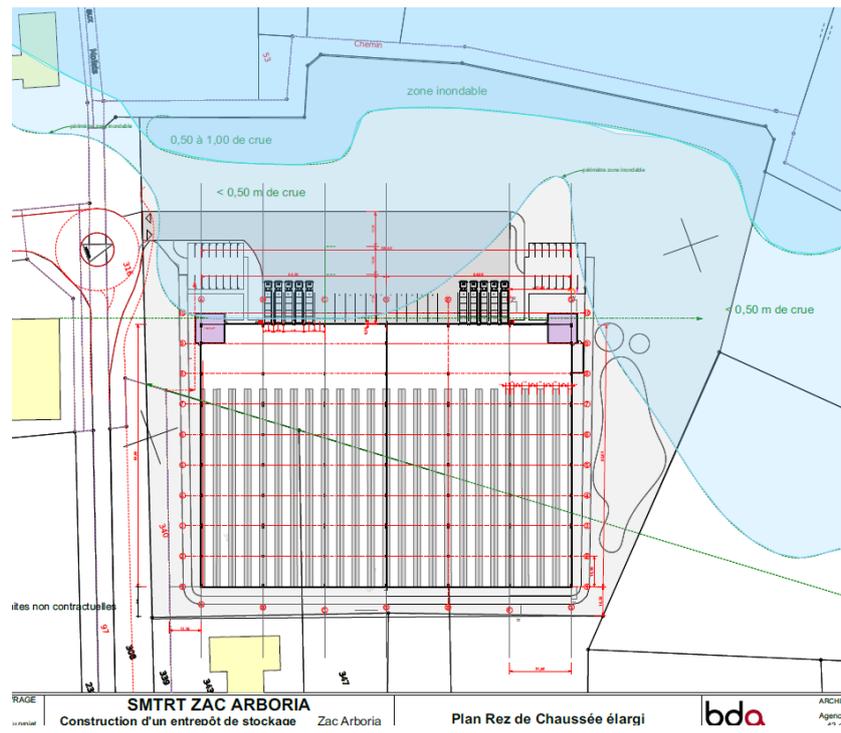
délibération n°24-227 du conseil communautaire du 25/06/2024 a approuvé la cession par l'Agglomération Montargoise d'une emprise d'environ 35 800 m<sup>2</sup> issue des parcelles YL n° 356, 344 et 348, sur la Commune de Pannes, ZAE d'Arboria 1, à SMTRT ou la SCI créer en la circonstance, au prix de 669 750 € HT (terrain soumis à la TVA).

Après vérification, il a été constaté a posteriori, que la mention de la parcelle YL n°340 comme faisant partie de l'unité foncière d'environ 35 800 m<sup>2</sup> avait été omise et qu'il convient aujourd'hui de retirer en ce sens la délibération n°24-227 du conseil communautaire du 25/06/2024.

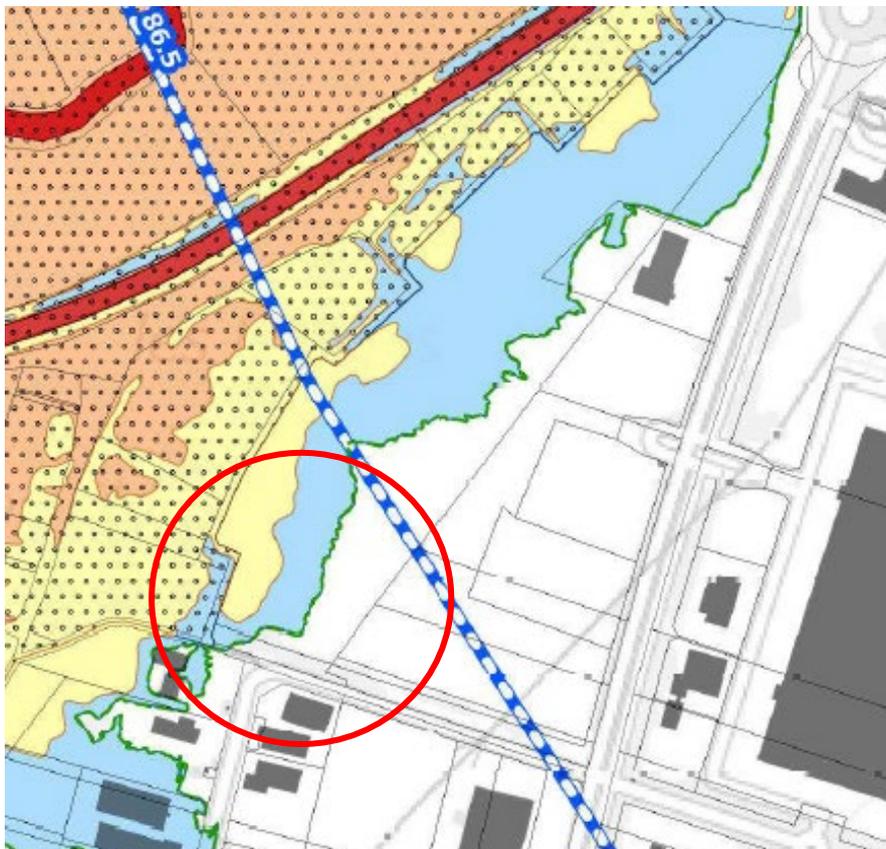
**Plan de localisation du terrain sur la ZAE d'Arboria 1**



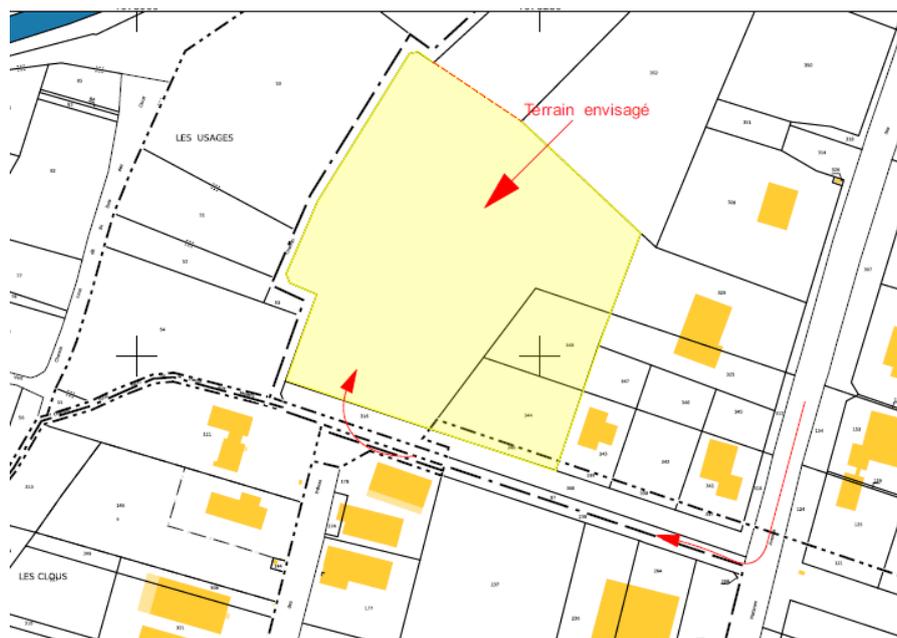
### Plan du projet



### Extrait du zonage du PPRI de la Vallée de Loing - Aval



### *Plan de l'emprise souhaitée des parcelles*



*Après en avoir délibéré, et à*

*Article 1er : Retire la délibération n° 24-227 du Conseil communautaire du 25 juin 2024.*

*Article 2 : Maintient et approuve la cession par l'Agglomération Montargoise d'une emprise d'environ 35 800 m<sup>2</sup> issue des parcelles YL n° 356, 340, 344 et 348, sur la commune de Pannes, ZAE d'Arboria 1, à SMTRT ou la SCI créée en la circonstance, au prix de 669 750 € HT (terrain soumis à la TVA).*

*Article 3 : Autorise Monsieur le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la conclusion de cette vente.*

*Article 4 : La présente délibération sera transmise à Madame la Préfète, Madame le Comptable public, l'acquéreur du terrain et au notaire en charge de la rédaction de l'acte.*

## **TRAVAUX**

- 22) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de servitude pour les travaux de raccordement d'un réseau BT sur la parcelle YL 351 sur la commune de Pannes – ZAE Arboria  
Commission des travaux du 22 octobre 2024  
Bureau du 4 novembre 2024  
Conseil Communautaire du 12 novembre 2024  
Rapporteur : Gérard DUPATY

Monsieur DUPATY : « L'entreprise Eurotranspharma s'est installée en 2024 Avenue des Platanes à Pannes. L'Agglomération Montargoise a effectué des travaux de création de l'accès de desserte en voirie y compris le génie civil d'aménagé des réseaux enterrés pour viabiliser la parcelle et permettre à l'entreprise de faire ses raccordements réseaux pour démarrer son activité.

Les tranchées et fourreaux réalisés par l'Agglomération pour le passage du réseaux Enedis ont été faits à travers la zone de voirie d'accès sur la parcelle cadastrée YL351 LE GRAND FOSSE qui appartient à l'Agglomération Montargoise et mise à disposition du public puisque servant de desserte voirie à deux entreprises existantes et de future desserte à un autre lot encore à la vente sur la zone Arboria.

ENEDIS souhaite déployer son réseau de raccordement BT à Eurotranspharma dans les installations souterraines en place mises à leur disposition.

Cette convention permet à ENEDIS d'obtenir l'autorisation de servitude pour le passage d'un nouveau réseau BT de raccordement pour l'entreprise Eurotranspharma sur la parcelle appartenant à l'Agglomération et cadastrée YL351.

Je vous propose donc d'approuver cette convention avec ENEDIS et d'autoriser Monsieur le Président à la signer. »

Projet de délibération :

*Monsieur DUPATY, Vice-Président de l'Agglomération Montargoise responsable de la commission Travaux, rappelle que l'entreprise Eurotranspharma s'est installée en 2024 Avenue des Platanes à Pannes. L'Agglomération a effectué des travaux de création de l'accès de desserte en voirie y compris le génie civil d'aménagé des réseaux enterrés pour viabiliser la parcelle et permettre à l'entreprise de faire ses raccordements réseaux pour démarrer son activité.*

*Les tranchées et fourreaux réalisés par l'Agglomération pour le passage du réseaux Enedis ont été faits à travers la zone de voirie d'accès sur la parcelle cadastrée YL351 LE GRAND FOSSE qui appartient à l'Agglomération Montargoise et mise à disposition du public puisque servant de desserte voirie à deux entreprises existantes et de future desserte à un autre lot encore à la vente sur la zone Arboria.*

*ENEDIS souhaite déployer son réseau de raccordement BT à Eurotranspharma dans les installations souterraines en place mises à leur disposition.*

*Cette convention permet à ENEDIS d'obtenir l'autorisation de servitude pour le passage d'un nouveau réseau BT de raccordement pour l'entreprise Eurotranspharma sur la parcelle appartenant à l'Agglomération et cadastrée YL351.*

*Après avoir entendu l'exposé de Monsieur DUPATY,*

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*Vu l'article L 5214-16, du Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu les statuts de l'Agglomération Montargoise Et rives du loing ;*

*Vu l'avis favorable de la commission des Travaux du 22 octobre 2024*

*Vu l'avis du Bureau du 4 novembre 2024 ;*

*Considérant qu'ENEDIS souhaite déployer son réseau de raccordement BT à Eurotranspharma dans les installations souterraines en place mises à leur disposition sur la parcelle YL351 ;*

*Après en avoir délibéré, et à*

*Article 1<sup>er</sup> : APPROUVE les termes de la convention de servitude ci-jointe, avec ENEDIS pour le déploiement d'un réseau de raccordement BT à Eurotranspharma à travers la parcelle YL351 servant de voie de desserte aux entreprises avenue des Platanes à Pannes.*

*Article 2 : AUTORISE la constitution d'une servitude sur la parcelle concernée.*

*Article 3 : AUTORISE Monsieur le Président à signer ladite convention avec ENEDIS ainsi que tout document s'y rapportant.*

*Article 4 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, à Monsieur le Président du Conseil Départemental du Loiret et à ENEDIS.*

23) ZA Grande Prairie à Chalette-sur-Loing - Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de servitude avec ENEDIS pour la pose d'un poste de transformation électrique dans le cadre des travaux de viabilisation de 10 lots

Commission des travaux du 22 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Gérard DUPATY

Monsieur DUPATY : « L'Agglomération Montargoise réalise actuellement des travaux d'extension de la zone d'activités de la Grande Prairie à Chalette sur Loing dans le but de desservir et viabiliser 10 lots destinés à recevoir des activités d'artisanat.

Afin d'obtenir la puissance électrique nécessaire à l'installation des activités sur les 10 lots, l'Agglomération a pris en charge la pose d'un nouveau poste de transformation électrique par ENEDIS.

La pose est prévue dans le permis d'aménager sur la parcelle AO0218 sur la Grande Prairie à Châlette-sur-Loing sur 25 m<sup>2</sup>.

Cette parcelle située en bord de la nouvelle voie de desserte de l'extension de la zone d'activités est dans une partie non mise à la vente et sera rétrocédée dans le domaine public communal.

Cette convention permet à ENEDIS d'obtenir l'autorisation de servitude pour la pose d'un nouveau poste de transformation électrique sur la parcelle AO0218 pour la desserte des 10 nouveaux lots.

Je vous propose donc d'approuver cette convention avec ENEDIS et d'autoriser Monsieur le Président à la signer. »

Projet de délibération :

*Monsieur DUPATY, Vice-Président de l'Agglomération Montargoise responsable de la commission Travaux, rappelle que l'Agglomération réalise actuellement des travaux d'extension de la zone d'activités de la Grande Prairie à Châlette-sur-Loing dans le but de desservir et viabiliser 10 lots destinés à recevoir des activités d'artisanat.*

*Afin d'obtenir la puissance électrique nécessaire à l'installation des activités sur les 10 lots, l'Agglomération a pris en charge la pose d'un nouveau poste de transformation électrique par ENEDIS.*

*La pose est prévue dans le permis d'aménager sur la parcelle AO0218 sur la Grande Prairie à Châlette-sur-Loing sur 25 m<sup>2</sup>.*

*Cette parcelle située en bord de la nouvelle voie de desserte de l'extension de la zone d'activités est dans une partie non mise à la vente et sera rétrocédée dans le domaine public communal.*

*Cette convention permet à ENEDIS d'obtenir l'autorisation de servitude pour la pose d'un nouveau poste de transformation électrique sur la parcelle AO0218 pour la desserte des 10 nouveaux lots.*

*Après avoir entendu l'exposé de Monsieur DUPATY,*

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*Vu l'article L 5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu les statuts de l'Agglomération Montargoise Et rives du loing ;*

*Vu l'avis de la commission des Travaux du 22 octobre 2024 ;*

*Vu l'avis du Bureau du 4 novembre 2024 ;*

*Considérant qu'ENEDIS souhaite faire la pose d'un nouveau poste de transformation électrique sur une emprise de 25 m<sup>2</sup> pour la desserte de 10 lots sur la parcelle AO0218.*

*Après en avoir délibéré, et à*

*Article 1<sup>er</sup> : APPROUVE les termes de la convention de servitude ci-jointe, avec ENEDIS pour la pose d'un nouveau poste de transformation électrique sur une emprise de 25 m<sup>2</sup> pour la desserte de 10 lots sur la parcelle AO0218 à la Grande Prairie à Châlette-sur-Loing*

*Article 2 : AUTORISE la constitution d'une servitude sur la parcelle concernée.*

*Article 3 : AUTORISE Monsieur le Président à signer ladite convention avec ENEDIS ainsi que tout document s'y rapportant.*

*Article 4 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, à Monsieur le Président du Conseil départemental du Loiret et à ENEDIS.*

24) ZA Grande prairie à Chalette-sur-Loing - Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de servitude avec ENEDIS pour la pose de réseaux HTA/BT et de coffrets dans le cadre des travaux de viabilisation de 10 lots

Commission des travaux du 22 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Gérard DUPATY

Monsieur DUPATY : « L'Agglomération Montargoise réalise actuellement des travaux d'extension de la zone d'activités de la Grande Prairie à Châlette-sur-Loing dans le but de desservir et viabiliser 10 lots destinés à recevoir des activités d'artisanat.

Afin de réaliser la viabilisation électrique des 10 lots, ENEDIS a besoin de réaliser une tranchée avec pose de fourreaux et câblages de 5 canalisations souterraines sur une longueur totale d'environ 432 mètres sur les parcelles AO0210 et AO0218 LA GRANDE PRAIRIE SUD à Châlette-sur-Loing, comme prévu au permis d'aménager.

ENEDIS a également besoin de poser les coffrets associés aux lots concernés par une demande de puissance électrique sur ces mêmes parcelles.

Ces parcelles sont en trottoirs, espaces verts et sur une nouvelle voie de desserte de l'extension de la zone d'activités, dans des parties non mises à la vente, qui seront rétrocédées dans le domaine public communal.

Cette convention permet à ENEDIS d'obtenir l'autorisation de servitude pour la pose de réseaux HTA/BT et coffrets sur les parcelles AO0210 et AO0218 LA GRANDE PRAIRIE SUD pour permettre la viabilisation électrique des 10 nouveaux lots.

Je vous propose donc d'approuver cette convention avec ENEDIS et d'autoriser Monsieur le Président à la signer. »

Projet de délibération :

*Monsieur DUPATY, Vice-Président responsable de la commission Travaux, rappelle que l'Agglomération Montargoise réalise actuellement des travaux d'extension de la zone d'activités de la Grande Prairie à Châlette-sur-Loing dans le but de desservir et viabiliser 10 lots destinés à recevoir des activités d'artisanat.*

*Afin de réaliser la viabilisation électrique des 10 lots, ENEDIS a besoin de réaliser une tranchée avec pose de fourreaux et câblages de 5 canalisations souterraines sur une longueur totale d'environ 432 mètres sur les parcelles AO0210 et AO0218 LA GRANDE PRAIRIE SUD à Châlette-sur-Loing, comme prévu au permis d'aménager.*

*ENEDIS a également besoin de poser les coffrets associés aux lots concernés par une demande de puissance électrique sur ces mêmes parcelles.*

*Ces parcelles sont en trottoirs, espaces verts et sur une nouvelle voie de desserte de l'extension de la zone d'activités, dans des parties non mises à la vente, qui seront rétrocédées dans le domaine public communal.*

*Cette convention permet à ENEDIS d'obtenir l'autorisation de servitude pour la pose de réseaux HTA/BT et coffrets sur les parcelles AO0210 et AO0218 LA GRANDE PRAIRIE SUD pour permettre à la viabilisation électrique des 10 nouveaux lots.*

*Après avoir entendu l'exposé de Monsieur DUPATY,*

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*Vu l'article L 5214-16, du Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu les statuts de l'Agglomération Montargoise Et rives du Loing ;*

*Vu l'avis favorable de la commission des travaux du 22 octobre 2024 ;*

*Vu l'avis du Bureau du 4 novembre 2024 ;*

*Considérant qu'ENEDIS souhaite faire la pose de câblages HTA/BT et de coffrets pour la viabilisation électrique de 10 lots sur les parcelles AO0210 et AO0218 LA GRANDE PRAIRIE SUD*

*Après en avoir délibéré, et à*

*Article 1<sup>er</sup> : APPROUVE les termes de la convention de servitude ci-jointe, avec ENEDIS pour la pose de câblages HTA/BT et de coffrets pour la viabilisation électrique de 10 lots sur les parcelles AO0210 et AO0218 LA GRANDE PRAIRIE SUD*

*Article 2 : AUTORISE la constitution d'une servitude sur les parcelles concernées.*

*Article 3 : AUTORISE Monsieur le Président à signer ladite convention avec ENEDIS ainsi que tout document s'y rapportant.*

*Article 4 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, à Monsieur le Président du Conseil départemental du Loiret et à ENEDIS.*

25) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention constitutive d'un groupement de commandes pour la mise en place d'un appel à initiatives privées (AIP) en vue du déploiement d'infrastructures de recharges de véhicules électriques (IRVE) dans le cadre du schéma directeur départemental

Commission des Travaux du 22 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Gérard DUPATY

Monsieur DUPATY : « L'Agglomération Montargoise est compétente en matière de création, d'entretien et d'exploitation des installations de recharge pour les véhicules électriques conformément à la délibération n°23-217 du 26 septembre 2023.

La législation prévoit que l'autorité qui détient cette compétence peut élaborer un Schéma Directeur de développement des IRVE (SDIRVE) dont l'objectif est le développement d'une offre de recharge ouverte au public cohérente avec les politiques locales en matière d'énergie, de mobilité et d'aménagement, et coordonnée entre les aménageurs publics et privés.

Attentif à la cohérence des initiatives publiques et à la solidarité territoriale, le Département du Loiret a proposé de mutualiser l'élaboration du SDIRVE en partenariat avec le Syndicat Intercommunal d'Electricité de la Région de Pithiviers (SIERP) et avec Orléans Métropole, en concertation avec les collectivités concernées, détentrices de la compétence (dont l'Agglomération Montargoise) ainsi qu'avec les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité.

L'Agglomération Montargoise a adopté le SDIRVE par délibération n°24-100 du 26 mars 2024, avec l'ensemble des parties (le Département du Loiret, le Syndicat Intercommunal d'Electricité de la Région de Pithiviers, la Communauté de communes des Portes de Sologne, la Communauté de communes du Val de Sully, la Communauté des communes giennaises)

Les Parties ont élaboré un Schéma Directeur des Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques ouvertes au public (SDIRVE) unique, couvrant l'ensemble du Loiret, à l'exception du territoire d'Orléans Métropole (qui a élaboré son propre SDIRVE). Ce schéma a été validé par la Préfecture du Loiret le 21 mai 2024.

Préalablement à toute intervention publique en matière d'IRVE, il est nécessaire de démontrer l'insuffisance ou l'inadaptation de l'initiative privée, le SDIRVE préconise de lancer un Appel

à Initiatives Privées (AIP) en vue du déploiement d'Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques (IRVE) sur le domaine public des collectivités locales.

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes entre les Parties en vue de la passation conjointe d'un marché de prestations intellectuelles pour les aider à organiser l'AIP évoqué ci-dessus, et de définir les modalités de fonctionnement de ce groupement.

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sera décomposée en quatre phases principales :

- 1) une phase de concertation entre les acteurs publics pour définir les règles de gouvernance de l'occupation du domaine public par les IRVE d'initiative privée et le périmètre de l'AIP ;
- 2) une phase de rédaction formelle de l'AIP ;
- 3) une phase d'aide à la sélection du(des) lauréat(s) ;
- 4) une phase (optionnelle) de contractualisation avec le(les) lauréat(s) retenu(s).

Je vous propose donc d'approuver cette convention et d'autoriser Monsieur le Président à la signer. »

Projet de délibération :

*Monsieur DUPATY, Vice-Président de l'Agglomération Montargoise Et rives du loing, responsable de la Commission des Travaux, rappelle que l'Agglomération Montargoise est compétente en matière de création, d'entretien et d'exploitation des installations de recharge pour les véhicules électriques conformément à la délibération n°23-217 du 26 septembre 2023.*

*La législation prévoit que l'autorité qui détient cette compétence peut élaborer un Schéma Directeur de développement des IRVE (SDIRVE) dont l'objectif est le développement d'une offre de recharge ouverte au public cohérente avec les politiques locales en matière d'énergie, de mobilité et d'aménagement, et coordonnée entre les aménageurs publics et privés.*

*Attentif à la cohérence des initiatives publiques et à la solidarité territoriale, le Département du Loiret a proposé de mutualiser l'élaboration du SDIRVE en partenariat avec le Syndicat Intercommunal d'Electricité de la Région de Pithiviers (SIERP) et avec Orléans Métropole, en concertation avec les collectivités concernées, détentrices de la compétence (dont l'Agglomération Montargoise) ainsi qu'avec les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité.*

*L'Agglomération Montargoise a adopté le SDIRVE par délibération n°24-100 du 26 mars 2024, avec l'ensemble des parties (le Département du Loiret, le Syndicat Intercommunal d'Électricité de la Région de Pithiviers, la Communauté de communes des Portes de Sologne, la Communauté de communes du Val de Sully, la Communauté des communes giennoises).*

*Les Parties ont élaboré un Schéma Directeur des Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques ouvertes au public (SDIRVE) unique, couvrant l'ensemble du Loiret, à l'exception du territoire d'Orléans Métropole (qui a élaboré son propre SDIRVE). Ce schéma a été validé par la Préfecture du Loiret le 21 mai 2024.*

*Préalablement à toute intervention publique en matière d'IRVE, il est nécessaire de démontrer l'insuffisance ou l'inadaptation de l'initiative privée, le SDIRVE préconise de lancer un Appel*

à Initiatives Privées (AIP) en vue du déploiement d'Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques (IRVE) sur le domaine public des collectivités locales.

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes entre les Parties en vue de la passation conjointe d'un marché de prestations intellectuelles pour les aider à organiser l'AIP évoqué ci-dessus, et de définir les modalités de fonctionnement de ce groupement.

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sera décomposée en quatre phases principales :

- 1) une phase de concertation entre les acteurs publics pour définir les règles de gouvernance de l'occupation du domaine public par les IRVE d'initiative privée et le périmètre de l'AIP ;
- 2) une phase de rédaction formelle de l'AIP ;
- 3) une phase d'aide à la sélection du(des) lauréat(s) ;
- 4) une phase (optionnelle) de contractualisation avec le(les) lauréat(s) retenu(s).

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur DUPATY,

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L2224-37 ;

Vu les Statuts de l'Agglomération Montargoise ;

Vu l'avis favorable de la commission des Travaux du 22 octobre 2024 ;

Vu l'avis du Bureau du 4 novembre 2024 ;

Après en avoir délibéré, et à

Article 1 : APPROUVE la convention constitutive d'un groupement de commandes pour la mise en place d'un Appel à Initiatives Privées (AIP) en vue du déploiement d'Infrastructures de Recharges de Véhicules Electriques (IRVE) dans le cadre du Schéma Directeur Départemental.

Article 2 : DESIGNE le Département du Loiret comme coordonnateur du groupement.

Article 3 : AUTORISE Monsieur le Président à signer ladite convention avec les parties ainsi que tout document s'y rapportant.

Article 4 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et au Conseil départemental du Loiret.

26) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de groupement de commandes avec la commune d'Amilly pour les travaux de la rue de la 1<sup>ère</sup> armée Rhin Danube

Commission des Travaux du 22 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Gérard DUPATY

Monsieur DUPATY : « La Ville d'Amilly – disposant de la compétence Incendie – souhaite saisir l'opportunité de mettre en conformité la défense incendie de la rue de la 1<sup>ère</sup> Armée Française Rhin Danube à l'occasion des travaux de renouvellement du réseau d'eau potable et des branchements organisés par l'Agglomération Montargoise.

En effet, la capacité du réseau actuelle ne permet pas de respecter les prescriptions du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret (RDDECI45). La mise en conformité implique l'augmentation du diamètre de la canalisation de distribution d'eau potable sur la totalité de la portion de réseau objet des travaux de l'Agglomération Montargoise.

L'Agglomération Montargoise a planifié le renouvellement de la conduite d'eau potable située rue de la 1ère Armée Française Rhin Danube au cours du dernier trimestre 2024. Cette dernière est inscrite à la liste des priorités de renouvellement de réseau suite à la mise à jour du programme pluriannuel de travaux établi à l'occasion de l'étude patrimoniale conduite au premier semestre 2024. Le diamètre actuel (DN100) est suffisant pour les besoins propres à la distribution d'eau potable. Le passage à un diamètre 150 est nécessaire pour permettre de respecter les prescriptions de la RDDECI45. L'objet de ce groupement de commandes est donc la prise en charge par la ville d'Amilly du coût associé au surdimensionnement de la canalisation pour les besoins de la compétence de défense incendie.

Le montant total estimé de cette opération est de 91 000 € HT, soit 109 200 € TTC.

Les travaux purement liés à la compétence eau potable sont financés par l'Agglomération Montargoise. Il revient à la Ville d'Amilly de prendre en charge les travaux en lien avec la compétence défense incendie.

Le montant total des travaux est estimé à 91 000 € HT, soit 109 200 € TTC. Le montant des travaux que l'Agglomération Montargoise va faire exécuter pour le compte de la Ville d'Amilly s'élève à 6 500 € HT soit 7 800 € TTC ce qui représente 7,15 % du montant global des travaux.

Aussi, il convient d'établir une convention de groupement de commandes fixant les modalités techniques et financières entre l'Agglomération Montargoise et la Ville d'Amilly afin de mener les travaux précités et d'organiser le remboursement des sommes engagées par l'Agglomération Montargoise pour le compte de la Ville d'Amilly. »

Projet de délibération :

*Monsieur DUPATY, Vice-Président de l'Agglomération Montargoise, Responsable de la Commission des Travaux, expose que la Ville d'Amilly – disposant de la compétence Incendie – souhaite saisir l'opportunité de mettre en conformité la défense incendie de la rue de la 1ère Armée Française Rhin Danube à l'occasion des travaux de renouvellement du réseau d'eau potable et des branchements organisés par l'Agglomération Montargoise.*

*En effet, la capacité du réseau actuelle ne permet pas de respecter les prescriptions du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret (RDDECI45). La mise en conformité implique l'augmentation du diamètre de la canalisation de distribution d'eau potable sur la totalité de la portion de réseau objet des travaux de l'Agglomération Montargoise.*

*L'Agglomération Montargoise a planifié le renouvellement de la conduite d'eau potable située rue de la 1ère Armée Française Rhin Danube au cours du dernier trimestre 2024. Cette dernière est inscrite à la liste des priorités de renouvellement de réseau suite à la mise à jour du programme pluriannuel de travaux établi à l'occasion de l'étude patrimoniale conduite au premier semestre 2024. Le diamètre actuel (DN100) est suffisant pour les besoins propres à la distribution d'eau potable. Le passage à un diamètre 150 est nécessaire pour permettre de respecter les prescriptions de la RDDECI45. L'objet de ce groupement de commandes est donc la prise en charge par la ville d'Amilly du coût associé au surdimensionnement de la canalisation pour les besoins de la compétence de défense incendie.*

*Le montant total estimé de cette opération est de 91 000 € HT, soit 109 200 € TTC.*

*Les travaux liés purement liés à la compétence eau potable sont financés par l'Agglomération Montargoise. Il revient à la Ville d'Amilly de prendre en charge les travaux en lien avec la compétence défense incendie.*

*Le montant total des travaux est estimé à 91 000 € HT, soit 109 200 € TTC. Le montant des travaux que l'Agglomération Montargoise va faire exécuter pour le compte de la Ville d'Amilly s'élève à 6 500 € HT soit 7 800 € TTC ce qui représente 7,15 % du montant global des travaux.*

*Après avoir entendu l'exposé de Monsieur DUPATY,*

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-29 et L5211-1 ;*

*Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L2133-6 et L2133-7 ;*

*Vu les statuts de l'Agglomération Montargoise ;*

*Vu l'avis favorable de la commission des travaux du 22 octobre 2024 ;*

*Vu l'avis du Bureau du 4 novembre 2024 ;*

*Considérant que l'Agglomération Montargoise a programmé les travaux de remplacement du réseau d'eau potable et des branchements rue de la 1ere Armée Rhin Danube au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2024 ;*

*Considérant que le réseau de distribution d'eau potable actuel ne permet pas à la Ville d'Amilly de respecter les prescriptions du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret (RDDECI45) et que la mise en conformité nécessite d'augmenter la capacité du réseau d'eau potable ce qui implique la mise en œuvre d'une canalisation de 150 mm de diamètre en remplacement de l'actuel en diamètre 100 mm ;*

*Considérant la nécessité de conclure une convention fixant les modalités techniques et financières entre l'Agglomération Montargoise et la Ville d'Amilly afin de mener les travaux précités et d'organiser le remboursement des sommes engagées par l'Agglomération Montargoise pour le compte de la Ville d'Amilly ;*

*Après en avoir délibéré, et à*

*Article 1 : APPROUVE les termes de la convention de groupement de commandes ci-jointe, avec la commune d'Amilly pour le renouvellement du réseau d'eau potable et les branchements (compétence Agglomération Montargoise) rue de la 1ère Armée Française Rhin Danube en redimensionnant la canalisation principale pour répondre aux besoins de défense incendie (compétence communale).*

*Article 2 : AUTORISE Monsieur le Président à signer ladite convention avec la commune d'Amilly ainsi que tout document s'y rapportant.*

*Article 3 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable Public et Monsieur le Maire d'Amilly.*

27) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de groupement de commandes avec la commune de Saint-Maurice-sur-Fessard pour les travaux d'aménagement de voirie situés rue de la Varenne

Commission des Travaux du 22 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Gérard DUPATY

Monsieur DUPATY : « La commune de Saint-Maurice-sur-Fessard envisage de réaliser des travaux d'aménagement de voirie situés rue de la Varenne (voirie communale). Dans le cadre de cette opération, des travaux d'eaux pluviales sont à prévoir.

Le montant total estimé de cette opération est de 195 007 € HT, soit 234 008,40 € TTC.

Les travaux liés à la compétence assainissement des eaux pluviales et financés par l'Agglomération Montargoise, portent sur la réalisation de collecteurs Eaux Pluviales dont puisards, tranchées drainantes et bouches d'engouffrement.

Le montant total de ces travaux pour les eaux pluviales à la charge de la Communauté d'Agglomération est estimé à 39 425 € HT, soit 47 310 € TTC soit 20,22 % du montant global des travaux.

Aussi, il convient d'établir une convention de groupement de commandes fixant les modalités techniques et financières entre l'Agglomération Montargoise et la commune de Saint-Maurice-sur-Fessard afin de mener les travaux précités. »

Projet de délibération :

*Monsieur DUPATY, Vice-Président de l'Agglomération Montargoise, Responsable de la Commission des Travaux, expose que la commune de Saint-Maurice-sur-Fessard envisage de réaliser des travaux d'aménagement de voirie situés rue de la Varenne (voirie communale). Dans le cadre de cette opération, des travaux d'eaux pluviales sont à prévoir.*

*Le montant total estimé de cette opération est de 195 007 € HT, soit 234 008,40 € TTC.*

*Les travaux liés à la compétence assainissement des eaux pluviales et financés par l'Agglomération Montargoise, portent sur la réalisation de collecteurs Eaux Pluviales dont des puisards, tranchées drainantes et bouches d'engouffrement.*

*Le montant total de ces travaux pour les Eaux Pluviales à la charge de la Communauté d'Agglomération est estimé à 39 425 € HT, soit 47 310 € TTC soit 20,22 % du montant global des travaux.*

*Après avoir entendu l'exposé de Monsieur DUPATY,*

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-29 et L5211-1 ;*

*Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L2133-6 et L2133-7 ;*

*Vu les statuts de l'Agglomération Montargoise ;*

*Vu l'avis favorable de la commission des Travaux du 22 octobre 2024 ;*

*Vu l'avis du Bureau du 4 novembre 2024 ;*

*Considérant que la commune de Saint-Maurice-sur-Fessard souhaite engager les travaux d'aménagement de la rue de la Varenne ;*

*Considérant que ces travaux impactent les réseaux d'eaux pluviales qui sont de compétences communautaires ;*

*Considérant la nécessité de conclure une convention en vue de la création d'un groupement de commandes entre l'Agglomération Montargoise et la commune de Saint-Maurice-sur-Fessard pour la réalisation des travaux précités ;*

*Après en avoir délibéré, et à*

*Article 1 : APPROUVE les termes de la convention de groupement de commandes ci-jointe, avec la commune de Saint-Maurice-sur-Fessard pour la réalisation de collecteurs eaux pluviales dont puisards, tranchées drainantes et bouches d'engouffrement dans le cadre de l'exécution des travaux d'aménagement de voirie situés rue de la Varenne.*

*Article 2 : AUTORISE Monsieur le Président à signer ladite convention avec la commune de Saint-Maurice-sur-Fessard ainsi que tout document s'y rapportant.*

*Article 3 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable Public et Monsieur le Maire de Saint-Maurice-sur-Fessard.*

28) Autorisation à Monsieur le Président de signer l'avenant n° 3 au contrat de délégation de service public d'eau potable

Commission des Travaux du 22 octobre 2024

Bureau du 4 novembre 2024

Conseil communautaire du 12 novembre 2024

Rapporteur : Gérard DUPATY

Monsieur DUPATY : « L'Agglomération Montargoise a délégué son service public d'eau potable pour cinq de ces communes, qui sont Amilly, Chalette, Montargis, Pannes et Villemandeur, depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 pour une durée de 10 ans et 5 mois.

Ce contrat de délégation porte sur la production, le stockage et la distribution de l'eau. Il court jusqu'au 31 décembre 2027.

Depuis le 1<sup>er</sup> août 2017, le contrat a été modifié par :

- l'avenant n°1 entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2021 concernant des mises au point du contrat et l'instauration d'une rémunération à la performance ;
- l'avenant n°2 entré en vigueur le 24 mai 2023 concernant des adaptations du fonds canalisations et la prise en compte d'opérations visant à la continuité de service des installations de Chise 3 dans l'attente de la mise en service de la nouvelle usine de traitement de la Chise ;

Les parties ont convenu d'établir le bilan de l'exécution du contrat au titre de chacun des exercices écoulés et d'émettre le cas échéant un titre de pénalités que le Déléguataire a honoré conformément aux dispositions contractuelles.

Ce dernier a entrepris différentes investigations en 2024 pour déterminer plus précisément les volumes de service à considérer dans le calcul du rendement.

Les parties se sont alors rencontrées à plusieurs reprises et ont convenu de revoir les volumes d'eau de service à considérer dans le calcul du rendement et, par voie de conséquence, la valeur du rendement depuis le démarrage du contrat.

D'un commun accord entre les parties, celles-ci se sont entendues pour revoir le calcul des pénalités tel qu'il avait été appliqué les années précédentes. Il a été convenu que le Déléguataire avait supporté un montant de pénalités équivalent à 20 534,37 € (valeur 2024) non justifié pour les exercices 2019, 2020 et 2022. Par ailleurs, il est également apparu que la valeur retenue pour le coefficient Keau pour l'actualisation des pénalités au titre de l'exercice 2022 était erronée. A

la suite de la correction de cette dernière il apparait que le Délégué est redevable de la somme de 1 375,03 € (valeur 2024).

Il a alors été convenu que l'Agglomération Montargoise rembourse au Délégué un montant équivalent, soit 19 159,35 € (valeur 2024).

Ces modifications contractuelles ne sont pas de nature à impacter l'économie du contrat et n'auront aucune incidence sur la facturation du service aux usagers. »

Projet de délibération :

*Monsieur DUPATY, Vice-Président de l'Agglomération Montargoise Et rives du loing, responsable de la Commission des Travaux rappelle que l'Agglomération Montargoise a délégué son service public d'eau potable pour cinq de ces communes, qui sont Amilly, Chalette, Montargis, Pannes et Villemandeur, depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 pour une durée de 10 ans et 5 mois.*

*Ce contrat de délégation porte sur la production, le stockage et la distribution de l'eau. Il court jusqu'au 31 décembre 2027.*

*Depuis le 1<sup>er</sup> août 2017, le contrat a été modifié par :*

- l'avenant n°1 entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2021 concernant des mises au point du contrat et l'instauration d'une rémunération à la performance ;*
- l'avenant n°2 entré en vigueur le 24 mai 2023 concernant des adaptations du fonds canalisations et la prise en compte d'opérations visant à la continuité de service des installations de Chise 3 dans l'attente de la mise en service de la nouvelle usine de traitement de la Chise ;*

*Les parties sont convenues d'établir le bilan de l'exécution du contrat au titre de chacun des exercices écoulés et d'émettre le cas échéant un titre de pénalités que le Délégué a honoré conformément aux dispositions contractuelles.*

*Ce dernier a entrepris différentes investigations en 2024 pour déterminer plus précisément les volumes de service à considérer dans le calcul du rendement.*

*Les parties se sont alors rencontrées à plusieurs reprises et ont convenu de revoir les volumes d'eau de service à considérer dans le calcul du rendement et, par voie de conséquence, la valeur du rendement depuis le démarrage du contrat.*

*D'un commun accord entre les parties, celles-ci se sont entendues pour revoir le calcul des pénalités tel qu'il avait été appliqué les années précédentes. Il a été convenu que le Délégué avait supporté un montant de pénalités équivalent à 20 534,37 € (valeur 2024) non justifié pour les exercices 2019, 2020 et 2022. Par ailleurs, il est également apparu que la valeur retenue pour le coefficient Keau pour l'actualisation des pénalités au titre de l'exercice 2022 était erronée. A la suite de la correction de cette dernière il apparait que le délégué est redevable de la somme de 1 375,03 € (valeur 2024).*

*Il a alors été convenu que l'Agglomération Montargoise rembourse au Délégué un montant équivalent, soit 19 159,35 € (valeur 2024).*

*Ces modifications contractuelles ne sont pas de nature à impacter l'économie du contrat et n'auront aucune incidence sur la facturation du service aux usagers.*

*Après avoir entendu l'exposé de Monsieur DUPATY ;*

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L1411-1 ;*

*Vu l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, le décret n°2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 relatif aux contrats de concession, les articles L.1410-1 et suivants et R.1410-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 17-156 en date du 29 juin 2019 approuvant le contrat de délégation de service public de production et de distribution d'eau potable conclu avec la Société SUEZ Eau France pour les communes d'Amilly, Chalette-sur-Loing, Montargis, Pannes et Villemandeur ;*

*Vu le contrat de délégation du Service Public de production et de distribution d'Eau Potable signé le 13 juillet 2017 ;*

*Vu l'avenant n°1 au contrat signé en juillet 2021,*

*Vu l'avenant n° 2 au contrat signé en mai 2023,*

*Vu le projet d'avenant n°3 en annexe à la présente délibération ;*

*Vu l'avis de la Commission des Travaux en date du 22 octobre 2024,*

*Vu l'avis du Bureau en date du 4 novembre 2024,*

*Considérant que l'ensemble contractuel est composé du contrat de Délégation de service public et de ses annexes, amendés ou modifiés par les avenants n°1, 2 et 3 et leurs annexes ;*

*Après en avoir délibéré, et à*

*Article 1<sup>er</sup> : APPROUVE l'avenant n° 3 au contrat de délégation de service public de production et de distribution d'Eau Potable.*

*Article 2 : AUTORISE Monsieur le Président à signer ledit avenant ci-annexé.*

*Article 3 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable public et au représentant du délégataire.*

# PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AME DU 24 SEPTEMBRE 2024

L'an DEUX MILLE VINGT-QUATRE, le VINGT-QUATRE SEPTEMBRE à dix-huit heures, les membres du Conseil de la Communauté, dont les noms suivent, se sont réunis dans la salle Girodet – 1 rue du Faubourg de la Chaussée à MONTARGIS, sous la Présidence de Monsieur BILLAULT.

Présents : Mmes et MM. DUPATY, BEDU, CARNEZAT, LAVIER, TURBEAUX-JULIEN, GABORET, GUERIN, HEUGUES, RAMBAUD, ÖZTÜRK, RASAMOELY, FAURE, LOISEAU (à partir de 18h13), BOURILLON, PIERRATTE, OLIVEIRA, BÉGUIN, LANGRAND, DUCHÊNE, GODEY, DIGEON, VAREILLES, TERRIER, DELANDRE, CHARLES, VATRIN, LÉON, BOURRY, NOTTIN (à partir de 18h11), PROFFIT, DESRUMAUX, LAURENT, DE LAPORTE, GAILLARD, LORENTZ, BILLAULT, SERRANO, TOURATIER, GADAT-KULIGOWSKI, COULON, PASQUET, PRIGENT, BASCOP.

M. BOUQUET avait donné pouvoir à Mme CARNEZAT, Mme FEVRIER à Mme BEDU, M. ABRAHAM à Mme OLIVEIRA, M. SALL à Mme TURBEAUX-JULIEN, Mme BELLIERE à M. GUERIN, M. DEMAUMONT à M. ÖZTÜRK, Mme MANAÏ-AHMADI à Mme RASAMOELY, Mme PASCAUD à Mme HEUGUES, Mme HOUDRÉ à M. DIGEON, M. BELABBES à M. NOTTIN, M. LELIEVRE à M. BILLAULT.

Excusée : Mme PROCHASSON.

Absents : M. MIREUX, M. CHRISTODOULOU.

*o o o o o*

Monsieur LÉON remplit les fonctions de secrétaire de séance.



## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| Approbation du procès-verbal de la séance du 25 juin 2024 .....  | 7  |
| Décisions prises en vertu de l'article L5211-10 du CGCT .....  | 7  |
| Marchés et avenants signés en vertu des délégations de l'Assemblée au<br>Président (délibération 20-138 du 09/07/2020) : ..... | 12 |

### **FINANCES..... 15**

|  |    |
|--|----|
| 1) Décision modificative n° 2 - Budget général - Exercice 2024 ..... | 15 |
| 2) Dotation de Solidarité Communautaire – Exercice 2024.....         | 19 |

### **AFFAIRES GÉNÉRALES ..... 21**

|  |    |
|--|----|
| 3) Rapport d'activité sur le prix et la qualité du service public de la collecte et du traitement<br>des ordures ménagères – Exercice 2023 .....               | 21 |
| 4) Rapport annuel du délégataire du service public de l'eau potable – Exercice 2023 .....  | 28 |
| 5) Rapport annuel du délégataire du service public de l'assainissement – Exercice 2023.....  | 39 |
| 6) Modifications au tableau des effectifs.....   | 47 |
| 7) Création d'emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement<br>ponctuel ou saisonnier d'activité.....                              | 52 |
| 8) Conditions et modalités de prise en charge des frais occasionnés dans le cadre d'un<br>déplacement professionnel à l'étranger des agents .....              | 53 |
| 9) Délibération relative aux mandats spéciaux et frais de représentation des élus –<br>remboursement des frais de mission et de déplacements.....              | 55 |
| 10) Accord amiable dans le cadre de la prise en charge du remplacement d'une porte de<br>garage endommagée par un véhicule de l'Agglomération Montargoise..... | 58 |

### **CULTURE..... 59**

|  |    |
|--|----|
| 11) Mise en place d'un système de cartes rechargeables pour les copies et impressions à<br>destination des usagers de la médiathèque de l'AME.....   | 59 |
| 12) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de partenariat avec le<br>collège du Grand Clos .....   | 60 |
| 13) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de partenariat avec les<br>crèches municipales de Montargis .....   | 61 |
| 14) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de partenariat avec la Ville<br>de Chalette-sur-Loing pour l'organisation des spectacles pour la saison 24-25 .....             | 62 |
| 15) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de partenariat avec le<br>Lycée professionnel Jeannette Verdier .....   | 63 |
| 16) Programmation des spectacles : modification du règlement intérieur et des tarifs des<br>salles du Tivoli .....   | 64 |
| 17) Pôle Spectacle Vivant : Transformation du « Petit pack Noël » en « Pack cadeau » et<br>actualisation des tarifs de remboursement et des conditions d'achat des billets de<br>spectacle ..... | 65 |

### **AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ..... 72**

|   |    |
|---|----|
| 18) Attribution d'une subvention au « Collectif montargois Notre hôpital, notre santé on y<br>tient » au titre de l'exercice 2024 ..... | 72 |
|---|----|

## **SPORTS..... 73**

- 19) Attribution du solde des subventions dans le cadre de la politique sportive communautaire éducative..... 73
- 20) Attribution d'une aide exceptionnelle à l'association Guidon Chalettois..... 75
- 21) Attribution d'une aide financière à Madame Pauline PETAT dans le cadre de l'aide à la performance..... 76
- 22) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de partenariat avec La ligue contre le Cancer et le Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise dans le cadre de l'organisation de la manifestation "Balade Rose" ..... 77

## **POLITIQUE DE LA VILLE..... 78**

- 23) Contrat de ville : Programmation 2024 – Autorisation à Monsieur le Président d'attribuer une subvention à l'association BGE Terres de Loire et de signer la convention afférente ..... 78
- 24) Autorisation à Monsieur le Président d'attribuer une subvention à l'association France Victimes 45 (AVL) au titre de l'exercice 2024 et de signer la convention afférente..... 79
- 25) Autorisation à Monsieur le Président d'attribuer une subvention à l'association IMANIS dans le cadre de son activité d'accueil de jour au titre de l'année 2024 et de signer la convention afférente ..... 81

## **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE..... 82**

- 26) Modification de l'affectation des locaux de la Pépinière d'Entreprises de l'Agglomération Montargoise..... 82
- 27) Modification du contrat de prestation de services de la Pépinière d'Entreprises de l'Agglomération Montargoise..... 85
- 28) Modification du règlement intérieur de la Pépinière d'Entreprises de l'Agglomération Montargoise..... 87

## **URBANISME ET FONCIER..... 88**

- 29) Commune d'Amilly – Zone Industrielle – 597 rue du Maréchal Juin / 432 rue Saint Gabriel - Mise en place d'une convention de servitude de passage de canalisations d'eaux pluviales..... 88
- 30) Commune de Villemandeur – rue Léonard de Vinci – Cession des parcelles AP n°108, 109, 110, 111, 114 et 120 au Groupe VALOR pour la construction de logements solidaires..... 90
- 31) Autorisation à Monsieur le Président de signer une convention cadre pluriannuelle avec la SAFER du centre..... 94
- 32) Commune d'Amilly – avenue du Docteur Schweitzer – parcelle cadastrée AC n°865 – Mise en place d'une convention de servitude de passage pour accès à un bassin d'eaux pluviales ..... 95
- 33) Commune d'Amilly – avenue du Docteur Schweitzer – parcelle cadastrée AC n°862 – Acquisition de terrain ..... 98

|   |     |
|---|-----|
| 34) Commune de Villemandeur – échange de parcelles rue Jean Jaurès : acquisition d’une emprise d’environ 214 m <sup>2</sup> issue de la parcelle AR n°79 contre la cession d’une emprise d’environ 1 273 m <sup>2</sup> issue de la parcelle AR n°91..... | 100 |
| 35) Commune d’Amilly – rue Creuse – parcelles cadastrées AY n°184, 263 et 266 – Mise en place d’une convention de servitude de passage de canalisation d’eaux pluviales avec la commune d’Amilly.....   | 103 |
| 36) Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification simplifiée n°3 du PLUiHD .....   | 105 |
| 37) Procédure de déclaration préalable des clôtures sur le territoire de l’Agglomération Montargoise.....   | 108 |

**HABITAT..... 110**

|   |     |
|---|-----|
| 38) Dispositif permis de louer : modifications des modalités actuelles et élargissement du périmètre à la commune de Corquilleroy ..... | 110 |
| 39) OPAH – Attribution des aides aux bénéficiaires .....  | 114 |

**TRAVAUX ..... 116**

|   |     |
|---|-----|
| 40) Agglomération Montargoise (communes d’Amilly, Chalette-sur-Loing, Montargis, Pannes et Villemandeur) : rapport sur le prix et la qualité du service public de l’eau potable – Exercice 2023 .....                               | 116 |
| 41) Agglomération Montargoise : rapport sur le prix et la qualité du service public de l’assainissement collectif – Exercice 2023.....  | 118 |
| 42) Agglomération Montargoise : Rapport sur le prix et la qualité du service public de l’assainissement non collectif – Exercice 2023.....  | 121 |
| 43) Syndicat Mixte d’Alimentation en Eau Potable (SMAEP) de Chevillon-sur-Huillard, Saint-Maurice-sur-Fessard, Villemoutiers et Vimory : rapport sur le prix et la qualité du service public de l’eau potable – Exercice 2023 ..... | 124 |
| 44) Syndicat Mixte d’Alimentation en Eau Potable (SMAEP) de la région de Montcresson (communes de Mormant-sur-Vernisson et Solterre) : rapport sur le prix et la qualité du service public de l’eau potable – Exercice 2023 .....   | 126 |



Le quorum étant atteint, Monsieur BILLAULT, Président, déclare la séance du Conseil communautaire ouverte à 18 heures.

Monsieur BILLAULT : « Le dossier de Conseil a été transmis par voie électronique via l’application « Idelibre » du GIP RECIA (convocation électronique et porte-document des dossiers de séances) ; Pensez à toujours télécharger, depuis l’application « idelibre », l’ensemble du dossier avant la séance du Conseil communautaire afin de ne pas surcharger le réseau WIFI de la salle Girodet.

Je vous rappelle que la séance est diffusée en direct sur la chaîne Youtube de l’Agglomération Montargoise ainsi que sur le compte Facebook de l’Agglomération Montargoise.

J’ai reçu des demandes spécifiques de quelques élus. On va modifier un peu notre façon de travailler car en principe, j’essaie de répondre par courriel quand elles arrivent en temps et en

heure ; certaines demandes sont arrivées un peu tard. Les élus concernés s'en sont excusés mais on va les balayer rapidement, c'est mieux.

Première chose, j'ai reçu une demande de protection fonctionnelle de Monsieur PROFFIT, ici présent. La société "Patrimoine & Valorisation Programmes" assigne devant le tribunal judiciaire de Montargis le 10 octobre 2024, l'association "Engagement Citoyen pour le Montargois" représentée par son Président, Monsieur Olivier MASSON d'une part, et l'association "Urbanisme et Patrimoine" représentée par son Président, Monsieur Alphonse PROFFIT d'autre part. Monsieur PROFFIT dit avoir agi en tant qu'élus communautaire et demande à ce titre la protection fonctionnelle. Il sollicite donc l'inscription d'une délibération au Conseil communautaire du 24/09/2024 portant sur la demande de protection fonctionnelle suite aux poursuites de la société "Patrimoine & Valorisation Programmes" contre Alphonse PROFFIT.

J'ai adressé un courrier à Monsieur PROFFIT en précisant que l'article L2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales transposable aux communautés d'agglomération, ainsi que la jurisprudence en la matière ne permettaient pas à Monsieur PROFFIT de bénéficier de cette protection fonctionnelle qui est réservée aux élus ayant reçu délégation de l'exécutif. Monsieur PROFFIT, que tout le monde connaît maintenant, m'a fait part d'une autre jurisprudence sur l'application du dispositif de protection fonctionnelle aux élus n'ayant pas reçu délégation de l'exécutif. Quand Monsieur PROFFIT en tant que Président de l'association "Urbanisme et Patrimoine" fait des recours, pour moi, il n'est pas dans le cadre de ses missions même si parallèlement à cela, il est conseiller communautaire. Je ne répondrai donc pas favorablement à cette demande.

Par mail du 16/09/2024, Monsieur PROFFIT demande que la déclaration de Monsieur DIGEON à son encontre formulée lors du Conseil communautaire du 25 juin 2024 soit mentionnée dans le procès-verbal. Conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le procès-verbal reprend notamment la teneur des discussions au cours de la séance qui s'entend comme le résumé des opinions exprimées sur chaque point porté à l'ordre du jour. La mention de l'ensemble des échanges n'est pas juridiquement imposée. Chacun y va de son petit mot, à droite, à gauche. On ne va pas tout reprendre sur les procès-verbaux. Ce qui a été dit est un aparté, en tant que Président, je ne le mentionnerai pas sur le procès-verbal.

Monsieur NOTTIN n'est pas arrivé mais il m'a envoyé un mail. Beaucoup de gens m'écrivent, j'ai beaucoup de chance. Monsieur NOTTIN m'a demandé l'inscription à l'ordre du jour du Conseil communautaire la question suivante concernant le recrutement des éducateurs de rue : le nombre exact d'embauches, la durée des contrats, les qualifications demandées, les financements. Je dois mal m'exprimer ou ne pas parler distinctement. En fait, nous avons externaliser cette prestation : c'est un marché avec un cahier des charges. Une société extérieure a été sélectionnée par un marché. Je n'ai pas à entrer dans des détails de ce genre. Le financement, a priori car je n'ai toujours pas la confirmation pour être tout à fait transparent avec vous, serait réalisé à 60 % par le Département et 20 % par l'Etat. L'Etat nous aiderait exceptionnellement au regard de la situation que l'Agglomération Montargoise, et en particulier Montargis, a connue il y a un an.

J'avais aussi des questions de Monsieur PRIGENT. Pareil, en principe, je réponds par courriel. Concernant la décision n° 24-37, le Bistro Vélo n'est plus une péniche ? Deux choses sont à distinguer. Il est vrai que le Bistro Vélo a fait une demande de s'installer sur une péniche qui

servirait à des fins de réparation, d'entretien et de maintien de vélos. Cette demande a été examinée en commission Développement économique et l'Agglomération Montargoise a aidé à hauteur de 5 000 € à la condition que le projet se réalise. D'un autre côté, malheureusement, comme nous n'avons pas eu de réponse quant au restaurant qu'on souhaitait proposer à la marina, j'ai décidé d'autoriser le Bistro Vélo à exploiter un bar-brasserie éphémère, jusqu'au 15 octobre 2024. C'est la seule entreprise qui a répondu favorablement. Par la suite, nous comptons prolonger l'exploitation cet hiver. Ainsi, il sera possible d'aller boire un verre à la marina. En revanche, l'année prochaine, nous relancerons l'appel d'offres pour avoir un restaurant permanent. Comme aucune entreprise n'a répondu aux attentes de l'Agglomération Montargoise, c'est pour cela que nous avons préféré établir une occupation précaire à une structure qui s'appelle "Bistro Vélo" mais qui n'est pas celle prévue au départ. Ce sont 2 projets différents. J'espère avoir bien répondu à la question ?

*Arrivées de Monsieur NOTTIN à 18 heures 11 et Madame LOISEAU à 18 heures 13.*

Vous m'avez parlé aussi, Monsieur PRIGENT, de la décision n° 24-49 "je souhaite avoir une présentation de l'ensemble du projet Gudin soit à titre privé soit à l'occasion d'une commission sans commentaire politique". Merci pour l'annotation "sans commentaire politique". La décision concerne la démolition de quelques petits bâtiments qui ne tiennent plus debout. Le projet global a déjà été présenté plusieurs fois et Dieu sait si on aurait été content s'il n'y avait pas eu tous ces recours, le projet aurait été plus avancé. On ne va pas revenir dessus, je ne veux pas donner du grain à moudre à cette polémique. Aujourd'hui, on démonte toutes les choses qui ne servent à rien et qui nuisent à Gudin, choses qu'on aurait dû faire il y a longtemps. J'ai décidé qu'on allait commencer à nettoyer. J'aurais aimé que cela aille plus vite mais je doute que pendant notre mandat, on en voit la fin. Le projet global reste identique à celui qui a été présenté il y a quelques années.

Vous me demandez également, concernant le point n° 9, si "les indemnités prévues sont pour tous les conseillers ou simplement ceux ne recevant pas d'indemnité". Tous les conseillers communautaires peuvent prétendre à un remboursement des frais de mission et de déplacement. "A quelle date sera mise en service l'usine de potabilité de l'eau ?" La période d'essais a commencé. L'usine devrait être en mesure de fonctionner pour l'été 2025 et pourra délivrer l'eau aux habitants de l'agglomération montargoise.

Enfin, j'ai reçu une question, tardive, de Monsieur FAURE. Il s'en excuse. "Le centre national de la construction paille est actuellement en grande difficulté, une action de l'Agglomération est-elle envisageable ?" Pour le centre national de la construction paille, il convient de distinguer l'aspect formation et la partie bâtementaire. Si l'Agglomération Montargoise intervenait, ce n'est pas le cas aujourd'hui, ce serait uniquement sur la partie bâtementaire, et non pas sur la partie "formations". Un travail est en cours, avec la Région Centre-Val de Loire, l'Etat, l'Agglomération Montargoise et le centre de formation qui s'appelle le CFA Est Loiret pour voir si on peut faire quelque chose pour sauver ce patrimoine. On y travaille, des réunions se sont tenues à cet effet. Concernant votre question sur la "délibération relative aux mandats spéciaux et frais de représentation des élus – remboursement des frais de mission et de déplacements", j'ai déjà répondu à cette question.

Je voulais partager avec vous une information sur le projet scientifique et culturel 2024-2034 du musée Girodet. Le 19 juin 2024, la Directrice régionale des affaires culturelles m'a notifié l'avis favorable des Services de l'Etat concernant le second Projet scientifique et culturel du musée Girodet. Cet avis favorable renouvelle et garantit donc pour les 10 ans à venir

l'appellation « musée de France » octroyée aux collections du musée Girodet. Il valide les orientations et la politique de l'établissement. Cet avis favorable fera prochainement l'objet d'une présentation officielle au musée Girodet, qui sera l'occasion d'en détailler le contenu et de présenter les grands axes de la feuille de route 2024-2034 du musée Girodet.

### **Approbation du procès-verbal de la séance du 25 juin 2024**

Monsieur PROFFIT, Montargis : « Moi, personnellement, je vote contre car vous n'avez pas voulu reprendre les propos de Monsieur DIGEON. »

Monsieur BILLAULT : « Je comprends. Vous êtes dans votre position. »

Monsieur NOTTIN, Montargis : « Je m'abstiens car j'étais absent. »

Aucune autre remarque n'étant formulée, le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024 est approuvé à la majorité absolue (Opposition : M. PROFFIT – Abstention : M. NOTTIN avec pouvoir de M. BELABBES).

### **Décisions prises en vertu de l'article L5211-10 du CGCT**

#### **Décision n° 24-32 du 14/06/2024 :**

J'ai décidé de déclarer sans suite pour motif d'intérêt général la procédure relative à la convention d'occupation temporaire de l'espace de bar-restauration du port de plaisance Saint Roch à Montargis.

#### **Décision n° 24-33 du 01/07/2024 :**

J'ai décidé de signer la convention de mise à disposition de locaux dans l'Espace Multi-Services, 26 rue de la Pontonnerie à Montargis, au profit de l'association "Université du Temps Libre de l'Agglomération Montargoise", du 16/09/24 au 07/07/2025, sans tacite reconduction. L'indemnité d'occupation est fixée à l'euro symbolique avec dispense de paiement. L'Agglomération Montargoise évaluera annuellement le coût de la mise à disposition du local et de la prise en charge des frais de fonctionnement.

#### **Décision n° 24-34 du 01/07/2024 :**

J'ai décidé de signer la convention de mise à disposition de locaux dans l'Espace Multi-Services, 26 rue de la Pontonnerie à Montargis, au profit de l'association "1001 mots", du 01/09/24 au 31/08/2025, sans tacite reconduction. L'indemnité d'occupation est fixée à l'euro symbolique avec dispense de paiement. L'Agglomération Montargoise évaluera annuellement le coût de la mise à disposition du local et de la prise en charge des frais de fonctionnement.

#### **Décision n° 24-35 du 01/07/2024 :**

J'ai décidé d'instituer une régie de recettes à la société Marinov pour la gestion des ports de plaisance de l'Agglomération Montargoise à Montargis. Cette régie est installée à la capitainerie du port Saint Roch à Montargis et fonctionne du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. La régie encaisse :

- Les redevances portuaires demandées aux usagers des ports de plaisance pour les emplacements des bateaux de plaisance, des bateaux activité, des péniches hôtels et des services annexes (accès à l'eau, à l'électricité...)
- La taxe de séjour.

Ces produits sont encaissés selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires, postaux ou assimilés
- Cartes bancaires sur TPE de proximité

Ces recettes seront perçues contre remise à l'usager d'une quittance.

La date limite d'encaissement par le régisseur est fixé à 4 ans (durée du marché soit du 1<sup>er</sup> mai 2024 au 30 avril 2028). Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur auprès de la DRFIP Centre-Val de Loire et du Loiret. L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par acte de nomination. Un fonds de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur. Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 2 500 €, le montant maximum de la seule encaisse en numéraire est fixé à 2 500 €. Le régisseur est tenu de verser auprès du comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum, et au minimum une fois par mois. Le régisseur est tenu de verser auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et ne percevra pas d'indemnité de maniement des fonds.

**Décision n° 24-36 du 08/07/2024 :**

J'ai décidé d'autoriser l'association ACBB Volley ball à utiliser les installations du complexe sportif du Château Blanc pour l'organisation d'un stage de préparation du 23 au 25 août 2024.

**Décision n° 24-37 du 09/07/2024 :**

J'ai décidé de signer la convention de mise à disposition de locaux au profit de la société Bistro Vélo valant autorisation d'occupation temporaire sur le site portuaire de l'Agglomération Montargoise pour la période du 15 juillet 2024 au 15 octobre 2024. La convention d'occupation est consentie et acceptée moyennant le paiement de :

- Une part fixe de 500 € HT/mois (hors charges),
- Un tarif de 16 € par an et par m<sup>2</sup> d'exploitation de la terrasse non couverte, calculé au prorata de la durée d'exploitation.

**Décision n° 24-38 du 12/07/2024 :**

J'ai décidé de demander une subvention DETR/DSIL pour l'installation d'une micro-folies au musée Girodet. Le budget prévisionnel est estimé à 90 116 €, dont 32 116 € de dépenses de fonctionnement et 58 000 € de dépenses d'investissement.

**Décision n° 24-39 du 23/07/2024 :**

J'ai décidé de modifier la régie de recettes à la société Marinov pour la gestion des ports de plaisance de l'Agglomération Montargoise. Le mode de recouvrement par virement bancaire est ajouté. Les autres articles demeurent inchangés.

**Décision n° 24-40 du 23/07/2024 :**

J'ai décidé de solliciter une subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour le financement des travaux de réhabilitation de plusieurs tronçons d'eau potable situés sur le territoire de l'agglomération montargoise. La demande de subvention porte sur un montant à la charge de l'Agglomération Montargoise de 593 779,71 € HT.

**Décision n° 24-41 du 24/07/2024 :**

J'ai décidé de solliciter une subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour le financement de l'étude de faisabilité de récupération de chaleur sur eaux usées à la station d'épuration des Prés blonds à Chalette-sur-Loing. La demande de subvention s'élève à 11 292,50 €, soit 20 % du montant global à la charge de l'Agglomération Montargoise de 46 462,50 € HT.

**Décision n° 24-42 du 01/08/2024 :**

J'ai décidé de signer la convention de mise à disposition de locaux dans l'Espace Multi-Services, 26 rue de la Pontonnerie à Montargis, au profit de l'association "BGE Terres de Loire", aux dates et heures identifiées dans la convention, sans tacite reconduction. L'indemnité d'occupation est fixée à l'euro symbolique avec dispense de paiement. L'Agglomération Montargoise évaluera annuellement le coût de la mise à disposition du local et de la prise en charge des frais de fonctionnement.

**Décision n° 24-43 du 08/08/2024 :**

J'ai décidé de solliciter une subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour la réalisation des travaux de reconstruction de réseau d'eaux usées en tranchée ouverte dans la rue de Vimory à Montargis. La demande de subvention porte sur un montant de travaux sur le réseau d'eaux usées à la charge de l'Agglomération Montargoise qui s'élève à 206 840 € HT, puis 7 420 € HT de contrôle qualité et 2 417 € HT d'études géotechniques, soit un montant total de 216 677 € HT. Le taux de subvention susceptible de 40 % pourrait représenter une aide financière pouvant atteindre 86 670 € HT.

**Décision n° 24-44 du 13/09/2024 :**

J'ai décidé de solliciter une subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour les travaux de réhabilitation du réseau d'eaux usées sans tranchée programme 2023, et de réhabilitation de branchements avec et sans tranchée. Cette demande de subvention porte sur un montant de travaux sur le réseau et branchements d'eaux usées à la charge de l'Agglomération Montargoise qui s'élève à 711 742 € HT, soit 73 516 € HT d'études préalables et contrôle qualité puis 1 120 € HT d'étude géotechnique documentaire, représentant un montant total de 786 378 € HT. Le taux de subvention susceptible de 40 % pourrait représenter une aide financière pouvant atteindre 314 551 € HT.

**Décision n° 24-45 du 27/08/2024 :**

J'ai décidé de solliciter une subvention pour l'obtention du label "Exposition d'intérêt national" à l'exposition "Gros & Girodet, chemins croisés" qui aura lieu du 11 décembre 2024 au 16 mars 2025.

- La demande de subvention auprès de la DRAC Centre-Val de Loire s'élève à 25 070 €, représentant 10 % du budget prévisionnel de l'exposition.
- La demande de subvention auprès de la Région Centre-Val de Loire s'élève à 12 535 €, représentant 5 % du budget prévisionnel de l'exposition.
- La demande de subvention auprès du Département du Loiret s'élève à 12 535 €, représentant 5 % du budget prévisionnel de l'exposition.

**Décision n° 24-46 du 29/08/2024 :**

J'ai décidé de solliciter une subvention auprès du Département du Loiret pour le dispositif d'accompagnement éducatif et social des jeunes en difficulté (prévention spécialisée) à hauteur de 60 %, considérant que le montant de la période initiale du marché n° 2024-25S, attribué à IMANIS, s'élève à 710 208 € et le montant global sur la totalité du marché est de 1 420 416 €. La durée initiale est de 2 ans, renouvelable 2 fois sur une durée de 12 mois chacune.

**Décision n° 24-47 du 29/08/2024 :**

J'ai décidé de solliciter une subvention auprès de la Préfecture du Loiret et de la Région Centre-Val de Loire pour le dispositif d'accompagnement éducatif et social des jeunes en difficulté (prévention spécialisée) à hauteur de 20 % du montant du marché n° 2024-25S précité.

**Décision n° 24-48 du 30/08/2024 :**

J'ai décidé de désigner la SELARL Casadéi-Jung pour l'exercice d'assistance et de conseil juridique pour engager une action civile pour procédure abusive à l'encontre de l'association Urbanisme et Patrimoine dans l'Agglomération Montargoise (UPAME), l'association Engagement Citoyen pour le Montargois (ECM) et Monsieur Olivier MASSON devant le tribunal judiciaire de Montargis, et de régler les honoraires d'avocats correspondants.

**Décision n° 24-49 du 05/09/2024 :**

J'ai décidé de déposer auprès de la mairie de Montargis le permis de démolition partielle des bâtiments n° 2, 3, 33, 34, 35 et 36 sur le site de la caserne Gudin, au 106 rue André Coquillet.

**Décision n° 24-50 du 10/09/2024 :**

J'ai décidé d'autoriser l'association Judo Club Chalettois à utiliser les installations du complexe sportif du Château Blanc et de signer la convention afférente.

Monsieur NOTTIN : « Je ne sais pas si vous y avez répondu mais vu que le sujet figure dans les décisions... On s'inquiète concernant les éducateurs de rue, voir seulement une durée initiale de 2 ans renouvelable 2 fois sur une durée de 12 mois chacune, on semble aller vers quelque chose de précaire. Ce dossier risque, à termes, d'être victime d'arbitrages budgétaires, on le sent bien en ce moment, qui ne sont pas favorables à la dépense publique. Ce serait peut-être différent si le Nouveau Front Populaire était au pouvoir mais vu que, maintenant, ce sont les perdants des élections qui dirigent... il fallait arriver 4<sup>ème</sup> pour diriger le pays ! Si c'était le Nouveau Front Populaire, la question ne se poserait pas, on mettrait évidemment les moyens.

Là, cela semble assez inquiétant. Quels sont la pérennité du dispositif, la qualité exacte que vous demandez pour le recrutement, le nombre d'emplois ? Ce sont 5 éducateurs, c'est cela ? C'est complètement insuffisant. Je pense et je redis qu'il en faudrait 5 ou 6 par quartier prioritaire de la ville. Un éducateur spécialisé doit être là à des horaires atypiques pour pouvoir voir les jeunes le matin, le soir, souvent ils travaillent en binôme. 5, avant de les revoir dans un même quartier, il va se passer des jours et des semaines, cela ne permet pas de faire un vrai travail de fond. Franchement, c'est un peu inquiétant et j'attends que vous me rassuriez. »

Monsieur BILLAULT : « Avant votre arrivée, j'en suis désolé parce que j'ai suivi la liste chronologique des questions. Comme je l'ai dit, c'est un marché qui a été externalisé avec un cahier des charges. Les candidats ont répondu au cahier des charges. Cette décision a été prise, in fine, en collaboration avec l'Etat. Le financement sera pris en charge par le Département et l'Etat qui vient nous aider par rapport à la situation que nous avons vécue en juin 2023. Entre ne rien faire et faire dans l'excessif, il était quand même nécessaire de faire quelque chose. On ne peut pas nous reprocher de faire quelque chose. Un marché a été passé, un candidat extérieur a été sélectionné. Le financement est à 80 % de l'extérieur. Vos questions sont précises. Au sujet de la pérennité, je ne vois pas comment on peut, aujourd'hui, savoir décemment ce qu'il va se passer dans 4 ans. On est déjà parti sur un dispositif de 4 ans maximum. Ce sera peut-être reconduit, ou pas, je n'ai pas de boule de cristal. Je pense qu'il faut vivre le moment présent. Il y a quelque temps, on n'avait rien, aujourd'hui on a quelque chose sur le territoire, on va travailler et après on verra pour faire un bilan et voir si c'est suffisant ou si cela ne correspond pas. Entre rien du tout et cela, c'est quand même bien mieux d'avoir ça. Cela satisfait l'Etat et l'Agglomération Montargoise et c'est quelque chose qui a été partagé avec les 4 communes centres. »

Monsieur NOTTIN : « D'accord, c'est mieux que rien mais on ne peut pas s'en contenter, il faut plus que rien. Ce n'est pas une façon de gérer. Quand vous dites "on ne sait pas ce qu'il va se passer dans 4 ans", on peut sérieusement douter que dans 4 ans, tout sera formidable et qu'il n'y aura plus besoin d'éducateurs spécialisés. On sait qu'on en aura besoin. S'il y a bien quelque chose qui doit être pérenne, c'est cela. C'est un travail de fond qui se fait dans le long terme. De dire "il faut vivre le temps présent", je préfère en rire, franchement. »

Monsieur BILLAULT : « Si je vous dis, dans 4 ans, ce sera pérenne, vous allez me dire "je ne vous crois pas". Je vous réponds de façon claire, honnête et transparente en vous disant "l'engagement de l'Agglomération Montargoise, de l'Etat et du Département, c'est pour 4 ans". Au-delà, je ne sais pas. Je suis désolé mais je ne vais pas vous dire des choses que je ne sais pas. »

Monsieur PROFFIT : « Je souhaite réagir un peu sur le même sujet. Le montant de 29 000 € par mois concerne bien la rémunération de 5 éducateurs ? Il y a des questions que je me pose. »

Monsieur BILLAULT : « Non, cela ne concerne pas cela. J'ai l'impression que l'on ne parle pas le même langage. Aujourd'hui, nous avons externalisé une prestation. Cette prestation a un montant annuel, ramené au mois, qui se calcule en année glissante et non pas en année calendaire. C'est le montant de la prestation, ensuite l'entreprise extérieure retenue pour cette prestation a proposé des services. Si cette entreprise arrive à travailler avec d'autres financements, avec des mutualisations, tant mieux, ce n'est pas comme cela qu'il faut compter. On a demandé une prestation sur un territoire, l'Agglomération Montargoise et les 4 communes se sont mises d'accord sur un cahier des charges. Un appel d'offres a été lancé. Une société a répondu selon un appel d'offres, un cahier des charges détaillé a été établi avec les différents partenaires dont l'Etat qui est partie prenante, cela correspondait à ce que nous souhaitions, nous avons donc validé cet appel d'offres, voilà où on en est. On ne dit pas forcément que la totalité du financement qu'on apporte correspond à la totalité de la prestation. Il peut y avoir d'autres aides que nous ne connaissons pas. Aujourd'hui, le coût de la prestation sur le territoire est de ce montant-là, cela ne correspond pas forcément aux salaires des gens. C'est une prestation. »

Monsieur PROFFIT : « Moi, ma question est "est-ce qu'on pourrait avoir des détails de ce qui a été négocié ?" Juste, c'est très rapide, 5 éducateurs à 29 000 €, IMANIS a publié une annonce de recrutements visible sur "indeed" pour recruter ces moniteurs à des tarifs un peu plus faibles qui laissent une marge appréciable d'environ 100 000 € par an. Question : "à quoi cette marge va être utilisée ?", c'est juste une question. »

Monsieur BILLAULT : « Monsieur PROFFIT, c'est un marché. »

Monsieur PROFFIT : « Oui, c'est un marché mais je ne sais pas ce qu'il y a dans ce marché. Je vous pose donc la question : "qu'est-ce qu'il y a dans ce marché ? est-ce qu'il n'y a que cela ou est-ce que la marge de près de 100 000 € pourrait permettre de faire d'autres choses ? est-ce que c'est prévu ?" J'ai été surpris aussi que les annonces déposées sur "indeed" soient des contrats de 3 mois, ce qui ne correspond pas vraiment aux spécificités de la mission qui implique de travailler sur du long terme. Ce sont juste mes remarques. Je ne dis pas que c'est bon ou ce n'est pas bon. Je ne connais pas ce qu'il y a dans le marché. Je me permets juste de faire des remarques au vu des éléments que j'ai. »

Monsieur DIGEON, Montargis : « L'avis de marché est public. »

Monsieur BILLAULT : « Oui, bien sûr, ce marché a fait l'objet des publicités réglementaires. »

Monsieur NOTTIN : « J'ai une autre remarque concernant vos décisions. Je m'étonne un peu de cette action civile que vous engagez contre Engagement Citoyen pour le Montargois. Enfin, je ne m'en étonne pas vu les débats mais je trouve que c'est inquiétant pour la qualité du débat public et de la vie politique dans notre agglomération. Quand on n'est pas d'accord, on l'exprime ici, on dit des choses, et après ce sont les citoyens qui trancheront par les votes. Je pense que cette façon, maintenant, de faire des recours à tour de bras, c'est une judiciarisation de la vie politique. On veut faire trancher par les tribunaux plutôt que dans les urnes. Notre stratégie n'est pas celle de faire des recours, nous n'avons pas la même stratégie, ce n'est pas pour autant que nous ne respectons pas le droit d'Engagement Citoyen pour le Montargois de le faire. A ce qu'il me semble, ce n'est pas prévu dans le code pénal, il n'y a pas de délit pour des citoyens ou des élus ou des associations qui font des recours. Vous parlez d'une action civile, j'ai lu que Nexity portait plainte. »

Monsieur BILLAULT : « C'est une autre histoire. »

Monsieur NOTTIN : « Oui, enfin, cela arrive quand même en même temps, tout ça. Vous savez, en politique, il n'y a jamais de hasard. J'ai appris 2 choses dans la vie politique : la politique, ce ne sont que des rapports de force, et la deuxième c'est qu'il n'y a jamais de hasard. Il ne faut pas y croire. Cela a un côté malsain. Nous, on a décidé de ne jamais le faire nous concernant. Combien de fois on aurait pu porter plainte pour des propos de Monsieur DIGEON "vous êtes un nuisible", plein de choses comme cela qu'on pourrait relever dans les procès-verbaux, on ne l'a jamais fait. Quand Monsieur SUPPLISSON, dont on voit les écarts de probité entre les uns et les autres, attaquait ma probité au niveau du travail, et m'accusait de tous les maux avec un rapport à faire sortir des informations, je n'ai jamais porté plainte, peut-être que j'aurais dû, finalement. On ne l'a pas fait pour essayer d'avoir une vie politique plutôt saine et qu'on en reste aux débats des idées. Moi, je trouve que cette démarche-là, plus vos rappels incessants pour intimider, ça devient lassant et inquiétant. La vie politique ne se règle pas comme cela, elle se règle par le débat. Il faut prendre un peu de hauteur, vous êtes président. »

Monsieur BILLAULT : « Monsieur NOTTIN, c'est votre position. Je l'entends, je la respecte, je vous ai laissé la dire. »

### **Marchés et avenants signés en vertu des délégations de l'Assemblée au Président (délibération 20-138 du 09/07/2020) :**

#### **Marché n° 2024-21S du 03/06/2024 :**

J'ai signé le lot n° 1 du marché relatif à la maintenance d'ascenseurs, de plateformes élévatrices et de monte-charges pour les membres de la centrale d'achat situés dans le département du Loiret, contracté avec le Resah. La société OTIS est l'attributaire de cet accord-cadre conclu pour une durée d'un an, reconductible 3 fois sans dépasser 4 ans. Le montant maximum de l'accord-cadre s'élève à 700 000 € HT par an pour l'ensemble des membres signataires du présent marché. Le cout du marché de maintenance / Dépannage pour les ascenseurs de l'AME s'élève à 4 938,00 € TTC.

#### **Marché n° 2024-24I du 01/07/2024 :**

J'ai signé le marché subséquent valant cahier des clauses spécifiques avec le Resah, relatif à l'acquisition, la location, l'installation, la mise en service et la maintenance de solutions

d'impression, de numérisation, de gestion documentaire, de gestion de courriers et prestations associées – Lot n° 5 : fourniture de solutions d'impression numérique libre-service et de gestion électronique des documents et des courriers. L'accord-cadre à bons de commande est conclu pour une durée initiale de 24 mois, reconductible 2 fois pour une durée d'un an, durée maximale du contrat de 4 ans. Ce marché subséquent est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 131 000 € HT. L'attributaire est le groupement conjoint : KONICA MINOLTA Business Solutions France Sas, CHG MERIDIAN France Sas.

**Marché n° 2024-25S du 31/07/2024 :**

J'ai signé le marché relatif à la mise en place d'un dispositif d'accompagnement éducatif et social des jeunes en difficulté avec IMANIS Centre-Val de Loire. Ce marché ordinaire est conclu pour une période initiale de 2 ans, renouvelable 2 fois sur une durée de 12 mois chacune. Le montant de ce marché s'élève à 29 592 € HT mensuel, soit un montant de 355 104 € HT annuel. Le montant de la période initiale (2 ans) s'élève à 710 208 € HT et le montant global sur la durée du marché est de 142 041 € HT.

**Marché n° 2024-26T du 28/08/2024 :**

J'ai signé le marché relatif aux travaux d'aménagements divers de voirie sur les voies communautaires. La SAS TP VAUVELLE est attributaire de cet accord-cadre conclu pour une période initiale de 18 mois reconductible 2 fois, chaque période de reconduction est de 12 mois, la durée maximale du contrat est de 42 mois. Le montant minimum de la période 1 s'élève à 750 000 € HT, le montant maximum est de 2 000 000 € HT. Le montant minimum des périodes 2 et 3 s'élève à 500 000 € HT, le montant maximum est de 1 300 000 € HT.

**Avenants n° 1 aux marchés n° 21-007S, n° 21-011S, n° 21-012S, n° 21-014S, n° 21-016S du 17/06/2024 :**

J'ai signé les avenants n° 1 aux marchés de conservation-restauration des sculptures, objets d'art et cercueils égyptiens du musée Girodet, après inondation de la réserve transitoire le 31 mai 2016, alloti en 10 lots, contractés avec les groupements JOUBERT/TERNISIEN, TERNISIEN/JOIGNEAU/JOUBERT, et JOUBERT/JOIGNEAU. Au vu de la complexité des opérations, il est nécessaire de prolonger les délais d'exécution et fixer la fin de ces marchés au 30 juin 2026.

**Avenant n° 3 au marché n° 21-018S du 02/09/2024 :**

J'ai signé l'avenant n° 3 au marché relatif à la mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre des travaux d'aménagement de la traversée sud de Vimory, contracté avec ECMO. Cet avenant a pour finalité de permettre la cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire. Suite à la fusion des sociétés GEOMEXPERT et ECMO, la nouvelle dénomination sociale est GETAM SAS.

**Avenant n° 2 au marché n° 21-034S du 26/04/2024 :**

J'ai signé l'avenant n° 2 au marché relatif à la mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre des travaux d'aménagement du carrefour du Gros moulin/Raymond Tellier à Amilly, contracté avec ECMO. Cet avenant a pour finalité de permettre la cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire. Suite à la fusion des sociétés GEOMEXPERT et ECMO, la nouvelle dénomination sociale est GETAM SAS.

**Avenant n° 2 au marché n° 21-051S du 02/09/2024 :**

J'ai signé l'avenant n° 2 au marché relatif à la mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre de l'extension de la zone d'activités de la Grande Prairie à Chalette-sur-Loing, contracté avec ECMO. Cet avenant a pour finalité de permettre la cession du contrat au profit d'un nouveau

titulaire. Suite à la fusion des sociétés GEOMEXPERT et ECMO, la nouvelle dénomination sociale est GETAM SAS.

**Avenant n° 1 au marché n° 21-054T du 30/08/2024 :**

J'ai signé l'avenant n° 1 au marché relatif aux travaux d'assainissement eaux usées et eaux pluviales, branchements et travaux divers, contracté avec MERLIN TP. Cet avenant a pour finalité de permettre la modification du montant maximum HT pour les périodes 3 et 4 de l'accord-cadre. Le montant maximum pour chacune de ces périodes est augmenté de 200 000 € HT, soit 1 200 000 € HT.

**Avenant n° 1 au marché n° 2022-58S du 02/09/2024 :**

J'ai signé l'avenant n° 1 au marché relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'aménagement d'un espace piétons-cycles sur le bassin du Loing à Conflans-sur-Loing, contracté avec ECMO. Cet avenant a pour finalité de permettre la cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire. Suite à la fusion des sociétés GEOMEXPERT et ECMO, la nouvelle dénomination sociale est GETAM SAS.

**Avenant n° 2 au marché n° 2023-40T du 26/08/2024 :**

J'ai signé l'avenant n° 2 au marché relatif aux travaux de renouvellement/extension de réseau d'eau potable, contracté avec MERLIN TP. Cet avenant a pour finalité de permettre la modification du montant maximum HT pour les trois périodes de l'accord-cadre. Le seuil maximum HT de la période 1 est augmenté de 500 000 €, soit 1 800 000 € HT. Le seuil maximum HT des périodes 2 et 3 est augmenté de 250 000 €, soit 1 200 000 € HT chacune.

**Avenants n° 1 et n° 2 au marché n° 2023-42T du 14/08/2024 :**

J'ai signé les avenants n° 1 et n° 2 au marché relatif aux travaux de démolition, de cristallisation des murs et de sécurisation du site de l'ancienne papèterie de Bûges sur les communes de Corquilleroy et Chalette-sur-Loing – Lot 1 Maçonnerie et pierre de taille, contracté avec ROC CONFORTATION.

L'avenant n° 1 prend en compte l'augmentation de montant et s'élève à 41 507,96 € HT, soit 8 %.

L'avenant n° 2 prend en compte les travaux de reprise de l'intérieur des 3 premiers mètres de la cheminée qui génèrent une augmentation de montant de 14 207,74 € HT, soit 10,74 %.

**Avenants n° 1 et n° 2 au marché n° 2023-51S du 30/07/2024 :**

J'ai signé les avenants au marché relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de l'entrée sur RD 2007 à Solterre, la Commodité, contracté avec le groupement SARL EMCBTP et La Fabrique du Lieu.

- L'avenant n° 1 prend en compte une nouvelle répartition des montants entre cotraitants, sans incidence financière.
- L'avenant n° 2 a pour objet d'arrêter le coût prévisionnel des travaux et d'établir le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre. L'enveloppe prévisionnelle initiale du marché était de 275 000 € HT. Suite à la remise du projet, le coût prévisionnel des travaux s'élève à 467 518,05 € HT. Le taux de rémunération reste fixé à 4,5 %. Le montant de l'avenant s'élève à 8 663,31 € HT.

**Avenant n° 1 au marché n° 2023-52T du 14/06/2024 :**

J'ai signé l'avenant n° 1 au marché relatif aux travaux de mise en séparatif du réseau d'assainissement de la rue de la mairie et route d'Orléans à Saint-Maurice-sur-Fessard, contracté avec MERLIN TP. Cet avenant prend en compte une augmentation du montant de 41 877,13 € HT pour la tranche ferme et 17 210 € HT pour la tranche optionnelle, soit

59 087,13 € HT, dû aux nombreuses contraintes et difficultés techniques liées à la nature du sol sous l'enrobé existant.

## **FINANCES**

### 1) Décision modificative n° 2 - Budget général - Exercice 2024

Monsieur BÉGUIN : « Je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Président à effectuer les décisions modificatives suivantes :

## **SECTION DE FONCTIONNEMENT**

### **Dépenses**

#### **Fonction 93020 Service Administratif : + 12 850€**

|   |            |
|---|------------|
| Article FIN 60632 BAT ASP : Fournitures de petits équipements             | + 1 250 €  |
| Article FIN 614 FIN CHAU : Charges locatives et copropriété (la Chaussée) | + 15 000 € |
| Article INFO 611 INFO : Contrats de prestations de services               | - 6 000 €  |
| Article POL 611 POL : Contrat application Logipol                         | + 1 300 €  |
| Article RH 6251 FIN : Frais déplacement formation police interco.         | + 1 300 €  |

#### **Fonction 93022 Service Communication : + 800 €**

|  |         |
|--|---------|
| Article Com 6236 Med : publicité salon du livre (régul 2023) | + 800 € |
|--|---------|

#### **Fonction 93023 Fête et cérémonie : + 1200 €**

|  |           |
|--|-----------|
| Article Com 6234 Fête : mission réception flamme olympique | + 1 200 € |
|--|-----------|

#### **Fonction 9311 Police, sécurité : + 1 500 €**

|   |           |
|---|-----------|
| Article POL 611 POL : Contrats de prestations de services | + 1 500 € |
|---|-----------|

#### **Fonction 9323 Enseignement supérieur (Campus connecté) : - 250 €**

|  |         |
|--|---------|
| Article CCTE 60632 CCTE : Fournitures petit équipement | - 250 € |
|--|---------|

#### **Fonction 9326 Apprentissage : + 6 000 €**

|  |           |
|--|-----------|
| Article ECO 65568 ECO : Contributions aux organisme de formation | + 6 000 € |
|--|-----------|

#### **Fonction 93313 Bibliothèques Médiathèques : + 650 €**

##### **Médiathèque**

|  |         |
|--|---------|
| Article MED 65888 MED : Autres charges gestions courantes (Annul titres) | + 350 € |
|--|---------|

##### **Réseau Agorame**

|                            |         |
|----------------------------|---------|
| Article RH 64113 AGO : NBI | + 300 € |
|----------------------------|---------|

#### **Fonction 93314 Musée : + 700 €**

|   |         |
|---|---------|
| Article RH 6251 MUSE : Frais déplacement pour formation | + 700 € |
|---|---------|

#### **Fonction 93316 Programmation Culturelle : + 4 910 €**

|   |           |
|---|-----------|
| Article DAC 611 DAC ORCH : Contrats de prestations de service | + 4 380 € |
| Article DAC 60632 DAC ORCH : Fournitures de petits équipement | - 3 470 € |
| Article DAC 65748 DAC ORCH : Subvention de fonctionnement     | - 1 000 € |
| Article PROG 60632 Prog TVA : Fournitures petit équipement    | - 300 €   |

|  |            |
|--|------------|
| Article PROG 61358 PROG TVA : Locations mobilières                     | - 700 €    |
| Article PROG 6234 PROG TVA : réceptions                                | + 1 000 €  |
| Article PROG 611 REG : Contrats prestations système conférence         | + 3 000 €  |
| Article RH 6251 PROG : Frais déplacement pour formation                | + 2 000 €  |
| <b>Fonction 93321 Complexe sportif -Vélodrome : + 950 €</b>            |            |
| Article COMP 611 BAT : Contrat de prestations de services (SSI)        | + 400 €    |
| Article COMP 6156 BAT : Maintenance (contrôle triennal SSI)            | + 550 €    |
| <b>Fonction 93325 Equipements Sportifs ou de Loisirs : + 145 €</b>     |            |
| <b>Aérodrome</b>   |            |
| Article SPOR 6156 BAT AV : Maintenance                                 | + 145 €    |
| <b>Fonction 93326 Manifestations sportives : 0 €</b>                   |            |
| Article SPOR 6188 SPOR : Autres frais divers                           | + 1 150 €  |
| Article SPOR 65748 SPOR : grandes manifestations                       | - 1 150 €  |
| <b>Fonction 93428 Autres Interventions sociales : + 4 100 €</b>        |            |
| Article POLV 611 POLV AGV : contrat de prestations de services         | + 4 100 €  |
| <b>Fonction 93518 Autres Actions d'Aménagement Urbain : + 18 494 €</b> |            |
| <b>Politique de la ville</b>   |            |
| Article DSU 611 PSEC : Contrat de prestations de services              | + 20 000 € |
| Article DSU 65748 DSU : Subv. Fonctionnement aux associations          | + 2 000 €  |
| <b>Foncier :</b>   |            |
| Article FON 6182 FON : Abonnement urbanisme pratique                   | + 150 €    |
| <b>EMA :</b>   |            |
| Article EMA 61521 BAT : entretien réparation bien immobilier           | + 500 €    |
| <b>Maison de la forêt :</b>  |            |
| Article MAIS 611 MAIS : Contrat de prestation de service               | - 4 719 €  |
| Article MAIS 6188 MAIS : Autres frais divers                           | - 2 015 €  |
| Article MAIS 6233 MAIS : Frais expositions                             | + 4 719 €  |
| Article RH 6251 MAIS : Frais déplacement pour formation                | + 60 €     |
| <b>Programme de réussite éducative :</b>                               |            |
| Article PRE 6132 PRE : locations immobilières                          | + 5 500 €  |
| Article RH 6251 PRE : frais de déplacement pour formation              | + 100 €    |
| <b>SOPC :</b>  |            |
| Article SOPC 611 SOPC : Contrat de prestations de services             | - 1 200 €  |
| Article SOPC 6132 SOPC : Locations immobilières                        | - 5 151 €  |
| Article SOPC 615228 BAT : Entretien autres bâtiments                   | + 1 200 €  |
| Article RH 60636 SOPC ETE PROXIMITE : vêtement de travail              | - 500 €    |
| Article RH 60636 SOPC : vêtement de travail                            | - 2 500 €  |
| Article RH 6251 SOPC : Frais de déplacement pour formation             | + 350 €    |
| <b>Fonction 9361 Interventions Economiques Transversales : 0</b>       |            |

## **Pépinière**

|  |            |
|--|------------|
| Article RH 6411 PEPI : Rémunération principale     | - 24 000 € |
| Article RH 64131 PEPI : rémunération non titulaire | + 23 000 € |
| Article RH 6454 PEPI : Cotisations A.S.S.E.D.I.C   | + 1 000 €  |

## **Fonction 93633 Développement Touristique : + 17 560 €**

### **Port Saint Roch – Marina**

|   |           |
|---|-----------|
| Article BAT 60611 BAT TVAROC : Eau et Assainissement                | + 500 €   |
| Article BAT 60612 BAT TVAROC : Energie -Electricité                 | + 2 000 € |
| Article BAT 60632 BAT TVAROC : Fournitures petits équipements       | + 1 000 € |
| Article BAT 615228 BAT TVAROC : Entretiens autres bâtiments publics | + 6 000 € |
| Article BAT 6156 BAT TVAROC : Maintenance                           | + 2 000 € |
| Article FIN 611 FIN TVAROC : Redevance SMIRTOM OM                   | + 1 000 € |

### **Camping Rives du Loing**

|   |         |
|---|---------|
| Article CAMP 611 CAMP TVARIVES : Contrat logiciel | + 350 € |
| Article CAMP 627 CAMP TVA RIVES : Frais bancaires | + 300 € |

### **Camping Foret**

|  |         |
|--|---------|
| Article CAMP 627 CAMP TVAFORET : Frais bancaires | + 300 € |
|--|---------|

### **OTSI**

|  |           |
|--|-----------|
| Article ECO 673 ECO OTSI : Titres annulés sur exercice antérieur | + 80 €    |
| Article OTSI 6355 TOUR TVAROC : Vignette bateau ZIA              | + 830 €   |
| Article OTSI 6161 TOUR TVA ROC : Assurance bateau ZIA            | + 3 200 € |

## **Fonction 93821 Mobilité : + 4 000 €**

|   |           |
|---|-----------|
| Article TRAN 6231 TRAN : Annonces et insertions           | + 3 000 € |
| Article BAT 615228 TRAN TVATRA : Autres bâtiments publics | + 1 000 € |

## **Fonction 943 Opérations Financières : + 3 000 €**

|   |           |
|---|-----------|
| Article FIN 6688 Fin : Autres charges financières | + 3 000 € |
|---|-----------|

## **Fonction 953 Virement à la section d'investissement : + 37 689 €**

|  |                  |
|--|------------------|
| Article FIN 023 FIN virement à la section d'investissement : | + 37 689 €       |
| <b>TOTAL</b>   | <b>114 298 €</b> |

## **Recettes**

### **Fonction 93020 Affaires générales : 0**

|  |             |
|--|-------------|
| Article FIN 70841 FIN MAD Personnel aux budgets annexes                                  | - 350 000 € |
| Article FIN 708422 FIN MAD Personnel aux budgets annexes dotés de la personnalité morale | + 350 000 € |

### **Fonction 93316 Programmation culturelle : + 516€**

|                                       |         |
|---------------------------------------|---------|
| Article PROG 752 FIN TIVOLI Locations | + 516 € |
|---------------------------------------|---------|

### **Fonction 93321 Complexe sportif : 0**

|  |            |
|--|------------|
| Article COMP 74718 FIN Participation Etat    | - 18 300 € |
| Article COMP 747818 FIN Participation autres | + 18 300 € |

## **Fonction 93518 Autres actions d'aménagement urbains : + 113 782 €**

Foncier

|  |                  |
|--|------------------|
| Article FON 70328 FON : Loyer biogaz<br>SOPC               | + 1 500 €        |
| Article SOPC 74718 FIN Participation Etat                  | - 21 217 €       |
| Article SOPC 747888 FIN Participation Autres<br>PRE        | + 8 499 €        |
| Article PRE 74718 PRE : Participations autres financements | + 125 000 €      |
| <b>TOTAL</b>   | <b>114 298 €</b> |

## **SECTION D'INVESTISSEMENT**

### **Dépenses**

#### **Fonction 90020 : Services généraux : + 10 313 €**

|  |            |
|--|------------|
| Article FIN 21828 : Matériel de transport                          | + 36 500 € |
| Article FIN 21828 FIN : Matériel de transport                      | - 36 000 € |
| Article INFO 21838 INFO : Matériel de bureau Matériel informatique | + 8 015 €  |
| Article PROG 21848 FIN CHAU : Mobilier                             | + 500 €    |
| Article REG 21848 FIN : Mobilier                                   | - 2 910 €  |
| Article REG 21848 MUSE : Mobilier                                  | + 2 910 €  |
| Article REG 2188 FIN Complément sonorisation Hotel Communautaire   | + 198 €    |
| Article SIG 2188 SIG : Drone                                       | + 1 100 €  |

#### **Fonction 90313 : Bibliothèques, Médiathèques : - 4 000 €**

|   |            |
|---|------------|
| Article MED 2313 BAT : Construction           | - 30 000 € |
| Article MED 238 BAT : Avance versées/commande | + 26 000 € |

#### **Fonction 90321 : Complexe Sportif /vélodrome : + 1 000 €**

|   |           |
|---|-----------|
| Article VELO 2312 BAT : Complément abattage avant démarrage travaux | + 1 000 € |
|---|-----------|

#### **Fonction 90325 : Equipement sportifs ou de loisirs : + 5 518 €**

|  |           |
|--|-----------|
| Article SPOR 2315 BAT Pose portail étang Cepoy | + 5 518 € |
|--|-----------|

#### **Fonction 90518 : Autre aménagement des territoires : + 24 248 €**

|  |            |
|--|------------|
| Article BAT 2313 BAT BUGE : Construction   | + 30 000 € |
| Article FON 2111 FON : acquisition foncier | - 5 752 €  |

#### **Fonction 922 : FCTVA : + 610 €**

|   |         |
|---|---------|
| Article FIN 10222 FIN FCTVA remboursement suite à cession | + 610 € |
|---|---------|

#### **Fonction 925 : Opérations patrimoniales + 167 375 €**

|  |             |
|--|-------------|
| Article FIN 2313 FIN : régularisation avances sur marché | + 167 375 € |
|--|-------------|

**TOTAL** **205 064 €**

### **Recettes**

#### **Fonction 925 : Opérations patrimoniales**

|   |             |
|---|-------------|
| Article FIN 238 FIN : régularisation avances sur marché | + 167 375 € |
|---|-------------|

#### **Fonction 951 : Virement de la section de fonctionnement**

|  |            |
|--|------------|
| Article FIN 021 FIN : Virement de section fonctionnement | + 37 689 € |
|--|------------|

**TOTAL** **205 064 €**

Délibération n° 24-235 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération Montargoise ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2121-31, L5211-10, L2122-21, L2343-1 et 2 et L2311-5,*

*Vu l'instruction comptable M 57,*

*Vu le Budget Primitif 2024– budget général,*

*Vu le Budget Supplémentaire 2024– budget général,*

*Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 3 septembre 2024,*

*Vu l'avis favorable du Bureau en date du 17 septembre 2024,*

*Le Président propose la Décision modificative n° 2, exercice 2024, budget général, comme suit en section de fonctionnement et d'investissement :*

*La section de fonctionnement s'équilibre à hauteur de 114 298 € avec un virement vers la section d'investissement de 37 689 €*

*La section d'investissement s'équilibre à hauteur de 205 064 € dont le virement de la section de fonctionnement.*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ (Abstentions : M. NOTTIN avec pouvoir de M. BELABBES, M. PROFFIT, M. PRIGENT),*

*Article 1<sup>er</sup> : Approuve la Décision modificative n°2, Exercice 2024, budget général, telle que présentée ci-dessus.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le comptable public.*

2) Dotation de Solidarité Communautaire – Exercice 2024

Monsieur BÉGUIN : « La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) est un concours des Etablissements Public de Coopération Intercommunale en faveur des communes.

L'Agglomération Montargoise ayant institué un pacte fiscal et financier de solidarité avec les communes (Délibération n° 18-112 du 24 mai 2018), la DSC est facultative.

La délibération n° 21-216 du 28 septembre 2021, porte modification des critères de répartition comme suit :

16 % : Population DGF

18 % : Potentiel financier/habitant

18 % : Revenu/habitant

16 % : Dépenses réelles de fonctionnement

8% : Logements sociaux

8 % : Kilométrage de voirie

16% : Croissance des produits économiques  
et suppression du critère d'ancienneté.

La délibération n° 22-288 du 6 décembre 2022, portant adoption du Pacte Financier pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2026 prévoit la préservation de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) dont le montant a été figé à 1 465 000 €.

La délibération n° 23-265 du 5 décembre 2023 intègre les éléments financiers figurant dans les statuts.

La répartition est la suivante :

|                                  | <b>DSC 2024</b>  |
|----------------------------------|------------------|
| <u>AMILLY</u>                    | 342 486          |
| <u>CEPOY</u>                     | 46 896           |
| <u>CHALETTE SUR LOING</u>        | 281 911          |
| <u>CHEVILLON SUR HUILLARD</u>    | 32 939           |
| <u>CONFLANS SUR LOING</u>        | 7 930            |
| <u>CORQUILLEROY</u>              | 58 029           |
| <u>LOMBREUIL</u>                 | 6 954            |
| <u>MONTARGIS</u>                 | 350 752          |
| <u>MORMANT SUR VERNISSON</u>     | 4 391            |
| <u>PANNES</u>                    | 102 898          |
| <u>PAUCOURT</u>                  | 16 923           |
| <u>SAINT MAURICE SUR FESSARD</u> | 26 581           |
| <u>SOLTERRE</u>                  | 9 025            |
| <u>VILLEMANDEUR</u>              | 151 654          |
| <u>VIMORY</u>                    | 25 631           |
|                                  | <b>1 465 000</b> |

Délibération n° 24-236 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2121-29 et L5211-1 ;*

*Vu la délibération du 15 novembre 2001 portant transformation du District en Communauté d'Agglomération – Mise en place budgétaire,*

*Vu la délibération n° 05-168 du 22 septembre 2005 portant révision de la DSC 2<sup>ème</sup> part,*

*Vu la délibération n° 18-112 du 24 mai 2018 relative au pacte financier et fiscal de l'Agglomération Montargoise Et rives du loing,*

*Vu l'avis de la commission des Finances du 3 septembre 2024,*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024,*

*Considérant la délibération n° 21-216 du 28 septembre 2021, portant modification des critères de répartition*

*Considérant la délibération n° 22-288 du 6 décembre 2022, portant adoption du pacte financier et fiscal jusqu'au 31 décembre 2026.*

*Considérant la délibération 23-265 du 05 décembre 2023 intégrant les éléments financiers figurant dans les statuts.*

*Après en avoir délibéré et à l'UNANIMITÉ (Abstentions : M. NOTTIN avec pouvoir de M. BELABBES),*

Article 1 : DECIDE pour la **DSC 2024**, les montants par commune suivants :

|                                  | <b><u>DSC 2024</u></b>  |
|----------------------------------|-------------------------|
| <u>AMILLY</u>                    | 342 486                 |
| <u>CEPOY</u>                     | 46 896                  |
| <u>CHALETTE SUR LOING</u>        | 281 911                 |
| <u>CHEVILLON SUR HUILLARD</u>    | 32 939                  |
| <u>CONFLANS SUR LOING</u>        | 7 930                   |
| <u>CORQUILLEROY</u>              | 58 029                  |
| <u>LOMBREUIL</u>                 | 6 954                   |
| <u>MONTARGIS</u>                 | 350 752                 |
| <u>MORMANT SUR VERNISSON</u>     | 4 391                   |
| <u>PANNES</u>                    | 102 898                 |
| <u>PAUCOURT</u>                  | 16 923                  |
| <u>SAINT MAURICE SUR FESSARD</u> | 26 581                  |
| <u>SOLTERRE</u>                  | 9 025                   |
| <u>VILLEMANDEUR</u>              | 151 654                 |
| <u>VIMORY</u>                    | 25 631                  |
|                                  | <b><u>1 465 000</u></b> |

*Article 2 : DIT que la dépense en résultant est inscrite à l'article 739212 Fonction 941 du Budget 2024.*

*Article 3 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable public et Mesdames et Messieurs les Maires des communes membres.*

## **AFFAIRES GÉNÉRALES**

### 3) Rapport d'activité sur le prix et la qualité du service public de la collecte et du traitement des ordures ménagères – Exercice 2023

**Monsieur VAREILLES** : « La compétence ramassage et traitement des ordures ménagères est une compétence déléguée par le District depuis 1969 à un syndicat mixte « le SMIRTOM ». Le SMIRTOM dispose d'installations de gestion des déchets :

- 2 déchèteries à Amilly et Dordives,
- 1 centre de recyclage à Corquilleroy comprenant une plateforme de compostage des déchets verts, des hangars de stockage, un quai de transfert des emballages,
- des bureaux administratifs et des vestiaires à Corquilleroy,
- une unité de revalorisation énergétique à Amilly.

La population collectée concerne 3 intercommunalités : l'Agglomération Montargoise, la CC4V, 2 communes de la Communauté de Communes Canaux et Forêts en Gâtinais, soit 36 communes avec 80 203 habitants auxquelles s'ajoute pour le traitement des ordures ménagères la Communauté de communes de la Cléry, du Betz et de l'Ouanne (3CBO) avec 23 communes et ses 20 191 habitants.

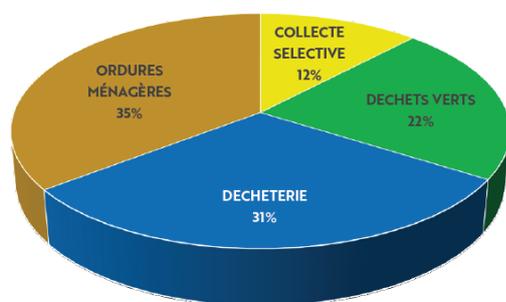


\*La population prise en compte en 2023 : 80 203 habitants contre 79 947 en 2022 (référence CITEO).

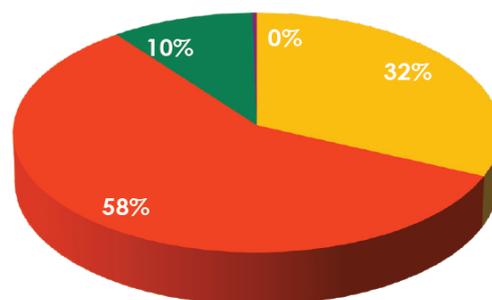
### Détail des déchets collectés :

| Types de déchets                           | Tonnages en tonnes | Tonnages en kg/hab. |
|--|--------------------|---------------------|
| Ordures ménagères Résiduelles (OMR)        | 18 682,82          | 232,94              |
| Emballages Journaux Revues Magazines (JRM) | 3 486,72           | 43,47               |
| Verre                                      | 2 212,56           | 27,59               |
| Déchets des déchèteries (hors cartons)     | 16 103,84          | 200,79              |
| Déchets verts                              | 11 544,36          | 143,94              |
| Carton                                     | 671,35             | 8,37                |
|  | <b>52 701,65</b>   | <b>657,10</b>       |

#### Répartition des tonnages de déchets collectés par catégorie :



#### Répartition des tonnages de déchets par type de traitement :



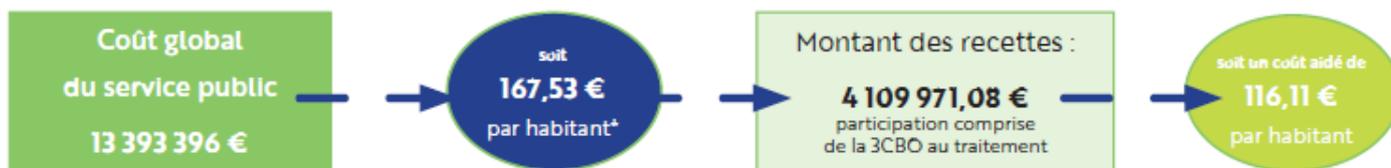
- VALORISATION MATIERE
- VALORISATION ENERGETIQUE
- COMPOSTAGE
- STOCKAGE

Les habitants peuvent accéder gratuitement à l'ensemble des trois déchèteries avec une carte d'accès, délivrée dans les bureaux de Corquilleroy sur présentation d'une pièce d'identité et d'un justificatif de domicile.

En 2023, 16 538,65 tonnes de déchets ont été collectées sur les trois sites, ainsi que 11 544,36 tonnes de déchets verts, soit un total de 28 083,01 tonnes pour l'ensemble des déchèteries contre 28 800,42 tonnes en 2022, soit une baisse de 3 %.

Aucun des sites n'accepte les extincteurs, les déchets amiantés, les déchets de soins, les bouteilles de protoxyde d'azote et de gaz.

Depuis octobre 2022, les pneus sont acceptés en déchèterie, à raison de 4 pneus par an et par foyer. Ces derniers doivent respecter certaines consignes afin d'être acceptés : propres, entiers, et déjantés. Seuls les pneus de voitures, de motos et petits utilitaires sont acceptés. Les professionnels, poids-lourds, agraires et véhicules de génie civil sont interdits.



\*La population prise en compte en 2022 : habitants 79 947 contre 79 570 en 2021 (référence CITEO).

### Bilan des tonnes collectées par le biais des déchèteries

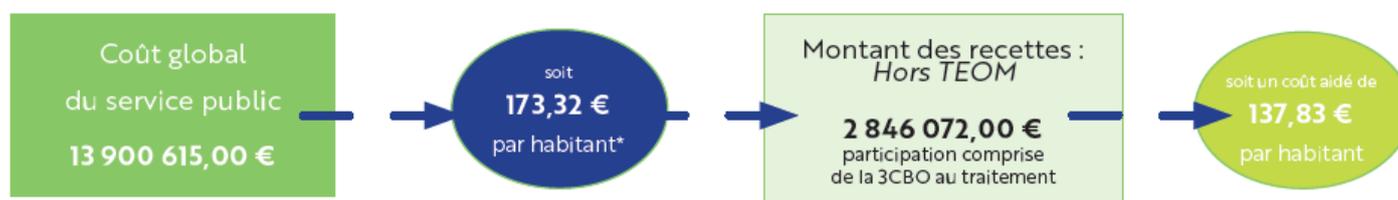
| Types de déchets         | Tonnages 2023    | Tonnages en kg/hab. |
|--------------------------|------------------|---------------------|
| CARTON                   | 500,53           | 6,24                |
| BOIS/                    | 1331,33          | 16,65               |
| FERRAILLE                | 902,88           | 11,29               |
| TOUT VENANT              | 3855,93          | 48,23               |
| TOUT -VENANT / PLACO     | -                | -                   |
| Mobilier                 | 2000,331         | 25,02               |
| Plâtre                   | 563,26           | 7,05                |
| D3E Eco-systèmes         | 609,906          | 7,63                |
| D3E PAM ressourcerie     | 127,131          | 1,59                |
| DMS eco dds              | 106,354          | 1,33                |
| DMS                      | 63,343           | 0,79                |
| DTQD Piles               | 5,564            | 0,07                |
| Batteries                | 20,038           | 0,25                |
| Huiles                   | 41,98            | 0,53                |
| Tubes fluos              | 1,518            | 0,02                |
| Ampoules                 | 0,814            | 0,01                |
| Encre                    | 2,14             | 0,03                |
| Textile                  | 65,713           | 0,82                |
| GRAVATS non valorisables | 0                | 0,00                |
| GRAVATS valorisables     | 6339,89          | 79,30               |
| Déchets verts            | 11544,36         |                     |
| <b>TOTAUX ANNUELS</b>    | <b>28 083,01</b> | <b>352,93</b>       |

### À Noter :

Tonnage total collecté par les trois sites : **16 538,65 tonnes**

Tonnages de déchets verts : **11 544,36 tonnes**

Soit **352,93 kg/habitant** contre **361,95 kg** en 2022.



\*La population prise en compte en 2023 : 80 203 habitants contre 79 947 en 2022 (référence CITEO).

| FLUX DE DECHETS      |             |           |                        |                            |                                |   |                                    | Total        |
|----------------------|-------------|-----------|------------------------|----------------------------|--------------------------------|---|------------------------------------|--------------|
|                      | OMR         | Verre     | RSOM<br>Multimatériaux | Déchets des<br>déchèteries | Déchets des<br>pro.<br>Cartons | Déchets des pro.<br>OMR<br>marchés, ap-<br>ports directs etc. | Déchets des<br>prof.<br>Biodéchets |              |
| <b>Coûts annuels</b> |             |           |                        |                            |                                |   |                                    |              |
| Coût complet         |             | 231 894 € | 2 254 958 €            | 3 816 083 €                | 16 934 €                       | 616 848 €   | 104 260 €                          |              |
| Coût technique       | 6 776 541 € | 179 017 € | 2 053 133 €            | 3 605 042 €                | 16 934 €                       | 564 025 €   | 104 260 €                          | 13 298 952 € |
| Coût aidé HT         | 6 761 864 € | 155 773 € | 1 245 897 €            | 3 482 502 €                | 16 927 €                       | 563 787 €   | 104 219 €                          | 12 330 969 € |
| TVA acquittée        | 542 989 €   | 11 609 €  | 100 527 €              | 198 945 €                  | 1 958 €                        | 43 571 €  | 9 593 €                            | 909 192 €    |
| Coût aidé TTC        | 7 304 853 € | 167 382 € | 1 346 424 €            | 3 681 447 €                | 18 885 €                       | 607 358 €   | 113 812 €                          | 13 240 161 € |

### Décomposition des recettes de gestion 2023 :

|                         | Aides et<br>soutiens | Ventes de<br>matériaux | Prestations à des<br>tiers :<br>redevance spéciale | Autres<br>produits<br>ventes de bacs... | TOTAL          |
|-------------------------|----------------------|------------------------|--|---|----------------|
| OMR                     | 11 937,00 €          | - €                    | 960 479,00 €                                       | 83 097,00 €                             | 1 055 513,00 € |
| VERRE                   | 23 158,00 €          | 52 877,00 €            | 12 252,00 €  | - €                                     | 88 287,00 €    |
| Recyclables<br>secs     | 806 363,00 €         | 201 825,00 €           | - €  | - €                                     | 1 008 188,00 € |
| Flux des<br>déchèteries | 121 023,00 €         | 204 003,00 €           | 178 825,00 €                                       | 7 038,00 €                              | 510 889,00 €   |
| Autres flux *           | - €                  | 14 271,00 €            | 134 072,00 €                                       | 34 852,00 €                             | 183 195,00 €   |
| GLOBAL 2023             | 962 481,00 €         | 472 976,00 €           | 1 285 628,00 €                                     | 124 987,00<br>€                         | 2 846 072,00 € |
| Global 2022             | 1 083 054,00 €       | 923 546,00 €           | 1 193 990,00 €                                     | 60 506,00 €                             | 3 261 096,00 € |
| ÉVOLUTION               | -120 573,00 €        | -450 570,00 €          | 91 638,00 €  | 64 481,00 €                             | -415 024,00 €  |

\* Autres flux : collecte redevance spéciale des cartons bruns et biodéchets des gros producteurs.

Je vous demande de bien vouloir prendre acte de la présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de collecte et de traitement des ordures ménagères pour l'exercice 2023. »

Monsieur NOTTIN : « Concernant la politique des biodéchets, avant toute chose il faut saluer la politique engagée pour la collecte de la réduction des biodéchets notamment avec l'installation de points d'apports volontaires ou bien encore avec le site pilote de la Chaussée à Montargis afin de permettre le tri au plus près des habitations. Nous serions d'ailleurs très intéressés d'avoir un retour sur l'expérience mise en place à la Chaussée et à Ferrières-en-Gâtinais sur la gestion de proximité. Des moyens ont été mis en place, c'est à saluer, avec une vraie sensibilisation des usagers mais a-t-on évalué les résultats de cette politique publique depuis ? En tout cas, il n'y a pas trace dans le rapport.

Nous avons aussi quelques interrogations et propositions. Aujourd'hui, le SMIRTOM propose des composteurs pour 56 € la pièce et participe à hauteur de 30 % dans le financement. Ce reste

à charge pour les usagers est encore important, c'est cher et cela ne permet pas une réelle politique d'incitation à la réduction des biodéchets. Des composteurs gratuits, certes, auraient un coût mais ils permettraient à termes de diminuer le coût de la collecte en réduisant les tonnages. Le montargois dispose d'un fort tissu pavillonnaire, les usagers devraient donc être plus incités à gérer à la source les biodéchets chez eux. Ce retour à la terre des matières organiques est bénéfique à la planète et à termes le sera aussi pour les finances publiques puisque c'est près de 30 % du tonnage dont nous pourrions nous débarrasser et donc baisser d'autant les coûts de collecte d'ici plusieurs années. Cet objectif est affirmé dans le plan local de réduction des déchets du Smirtom avec une visée de réduction de 15 % des déchets d'ici 2030. C'est positif mais pour cela il faudra une véritable politique de distribution des composteurs. La métropole d'Orléans la met en place depuis plus de 15 ans car ils ont compris cette trajectoire alors sûrement me direz-vous que l'équilibre du service public des déchets est complexe, très complexe même ces dernières années avec l'inflation. Vous allez sûrement me dire que vous manquez de moyens, ce que je peux entendre, mais il y a des réponses à apporter.

Deuxième remarque, alors que la délégation de service public (DSP) de Suez concernant l'incinérateur représente plus de 5 millions d'euros (page 28 du rapport), soit plus de 60 % des dépenses, nous n'avons toujours pas de rapport sur cette délégation de service public à une multinationale dans le rapport qui nous est présenté ce soir. Ceci est d'autant plus anormal qu'un avenant n° 4 au contrat de DSP Suez pour un montant de 1,6 millions d'euros a été conclu en 2022 pour des travaux de mise en conformité (page 12 du rapport). Comme toutes les délégations de service public, nous savons qu'il y a du gras pour les actionnaires de Suez dans cette DSP alors que les montargois peinent à payer la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM). Il serait donc bon dans une logique de transparence que l'organisme de contrôle du syndicat, que nous sommes dans ce conseil d'agglomération, dispose enfin de ces éléments. Encore une fois, nous vous demandons donc de transmettre au conseil d'agglomération le rapport annuel sur la délégation de service public de l'incinérateur. Si vous cherchez des économies, il y en a quelques-unes à faire sur ce poste, et nous sommes quand même prêts à vous en proposer si vous nous transmettez enfin ce document que nous demandons depuis plusieurs années afin d'avoir des éléments concrets sur cette délégation qui représente un coût énorme pour le syndicat, je l'ai dit tout à l'heure.

En 2023, nous constatons que le coût de l'incinérateur a explosé de 15,75 %, ce qui est assez étonnant et nous interpelle sur le contrôle de la délégation de service public mais aussi sur le montage financier de cette DSP. Certes, il y a eu de l'inflation mais le Smirtom vend depuis de la chaleur à Dalkia avec l'extension de son réseau de chaleur vers le centre de Montargis. Toute la Chaussée est aujourd'hui alimentée par ce réseau de chaleur et d'autres quartiers à Montargis, nous le saluons, c'est vertueux, c'est bon pour l'environnement, mais il n'y a nulle part trace dans ce rapport de ces nouveaux flux financiers. Pouvez-vous donc nous dire où sont passées les recettes de la vente de chaleur ? Est-ce le Smirtom ou Suez qui en touche les revenus ? Si c'est Suez qui touche les revenus de la vente de chaleur, ce qui est possible dans le montage de la DSP, alors le délégataire a trouvé de nouvelles recettes. Dès lors, le prix de la DSP ne devrait pas exploser de plus de 15 %. Ce chiffre de 15 % d'augmentation du coût de la DSP est déjà très élevé et ce malgré l'inflation. Si en plus le délégataire a de nouvelles recettes alors il y a un problème et cela montre que la DSP n'est pas contrôlée comme elle devrait l'être.

Enfin, manque de transparence, toujours concernant le coût financier et des frais généraux. Curieusement, depuis 2019, nous n'avons plus rien sur ces points ; avant, nous avons beaucoup plus d'éléments. Je pose donc la question : quel a été le montant des charges financières et des frais généraux en 2023 ? Le tableau des frais généraux et d'administration, qui était très

intéressant, on pouvait avoir notamment toutes les charges financières qui étaient élevées au demeurant, les derniers chiffres qu'on a eus c'était en 2018 : 121 000 €. Cela a disparu depuis, il n'y a peut-être plus de charges financières, alors ? On ne sait pas, j'en doute.

Concernant le coût en euro HT par habitant, il a explosé de 19 % en 2023. Il est bien plus élevé dans notre agglomération à 142,20 € HT/hab je cite le terme barbare "milieu mixte à dominance rurale", c'est le nôtre, que dans le reste de la France. Il est à 79 € HT/hab en moyenne ; c'est dans le rapport page 35. Cela pour des quantités collectées qui stagnent, voire régressent légèrement depuis 2018 (page 36). Cet écart de coût entre notre agglomération et la moyenne des milieux mixtes à dominance rurale s'est encore creusé en 2023.

Enfin, je note qu'il manque 38 points de collecte du verre dans notre agglomération qui permettraient d'augmenter les performances de recyclage (page 14) et ce, depuis plusieurs années. Pourquoi ne progressons-nous pas ou si peu sur ce point avec seulement 2 colonnes supplémentaires mises en place en 2023 ? Quels sont les obstacles ? Enfin, la collecte des colonnes enterrées pose problème dans certains quartiers à forte densité de logements collectifs, comme par exemple, je l'ai déjà dit l'an dernier, à la Chaussée où trop souvent elles sont remplies et débordent avec un amoncellement de détritux inacceptable pour les habitants. Elles sont vidées 2 fois par semaine (page 12), peut-être devraient-elles l'être 3 fois ou alors trouver un autre système qui permettraient d'en réserver l'accès aux seuls habitants des quartiers concernés. »

Monsieur PROFFIT : « J'insiste sur le fait qu'on n'a toujours pas eu de rapport de transmission du délégataire Suez et que, derrière, sur la page 17 de l'ordre du jour, il y a quand même 58 % de déchets qui sont valorisés de manière énergétique. Je ne vois toujours pas les flux financiers de ces recettes de vente de chaleur. C'est quelque chose qu'on demande également depuis plusieurs années. »

Monsieur BÉGUIN, Corquilleroy : « Messieurs, je vais vous répondre sur 1 ou 2 points. Les biodéchets, on est en phase test. Monsieur NOTTIN, vous avez fort justement évoqué le cas de la Chaussée. Des résultats tombent : les premiers mois, à la Chaussée, tout le monde était très respectueux et nous avons un taux de refus de l'ordre de 5 %. 700 à 800 kg sont collectés chaque semaine. Aujourd'hui, on confond les biodéchets avec la poubelle d'ordures ménagères. On se retrouve avec des bouteilles, de tout et n'importe quoi, à la Chaussée, et même ailleurs dans le centre de Montargis. En abri-bacs, nous sommes en phase test que sur Montargis. Il n'y a pas eu d'autre déploiement, tout simplement parce que sur le secteur, on n'a pas d'exutoire, on n'a pas d'usine de méthanisation capable d'accepter nos biodéchets. Nous sommes obligés de lever le pied. On continue le déploiement des composteurs individuels et composteurs partagés. Certes, je vous accorde que c'est toujours mieux de ne rien payer mais à un moment ou à un autre, il faut faire un choix : soit les gens qui utilisent les composteurs participent financièrement un peu, soit le taux de TEOM va exploser. Le taux de TEOM, vous n'aimez pas cela, Monsieur NOTTIN. On ne peut pas tout faire gratuit, ce n'est pas possible, ou c'est de l'utopie. Les choses gratuites, je ne les connais pas.

Concernant le rapport de délégation de service public de Suez, je vous rappelle que le Smirtom a une compétence sur l'ensemble de l'agglomération montargoise certes, mais également sur la Communauté de Communes des Quatre Vallées. Ce rapport Suez sera présenté au conseil syndical du Smirtom. Concernant les autres points, vous vous étonniez des ventes de chaleur, cela fait partie de la DSP Suez, ce sera abordé au conseil syndical du Smirtom, bientôt. »

Monsieur NOTTIN : « Donc, c'est Suez qui touche les recettes ? »

Monsieur BÉGUIN : « Ce sera abordé au conseil syndical du Smirtom. »

Monsieur NOTTIN : « D'accord mais vous pouvez répondre à cette question. Je ne vous demande pas de livrer des questions d'Etat. »

Monsieur BÉGUIN : « C'est dans la DSP. Je pense que vous ne connaissez pas bien la DSP. »

Monsieur NOTTIN : « On ne l'a jamais eue. »

Monsieur BÉGUIN : « Etant donné que Suez a des recettes supplémentaires, le coût de la DSP doit diminuer". Non, le coût de la DSP augmente en fonction d'indices de valorisation, cela n'a rien à voir avec les recettes de Suez. La seule chose est qu'éventuellement, Suez augmente ses profits. Vous prétendez avoir le pouvoir de renégocier une DSP, je peux vous assurer que cela fait 2 ans avec notre assistant à maître d'œuvre qu'on travaille dessus. A moins de payer quelques pénalités de sortie, Monsieur NOTTIN, vous savez cela existe dans les contrats de DSP, les pénalités de retard qu'on aurait ne nous permettraient pas de sortir du contrat de DSP. Il nous reste 10 ans à faire. Je pense qu'il nous faudra attendre 10 ans avant de pouvoir renégocier notre contrat de DSP. »

Monsieur NOTTIN : « 15 % d'augmentation, les multinationales dans les collectivités de gauche, je connais, à Ivry et ailleurs, ils sont tous arrivés en disant "avec l'inflation, cela va grimper de 15 %". Ça, c'est ce avec quoi, ils sont arrivés. Quand ils ont eu en face des collectivités qui leur ont dit "c'est hors de question", cela a discuté sévère et on est arrivé à une augmentation de 10, 10,5, 11, maximum 12, et pas 16 comme ici. Je demande à voir ce rapport quand il sera communicable en tant qu'élu à l'Agglomération. On ne l'a jamais eu. »

Monsieur BÉGUIN : « Ce rapport du Smirtom est transmis à toutes les communes pour validation. Suez, c'est au Smirtom. Vous avez des représentants de l'Agglomération Montargoise qui siègent au Smirtom. »

Monsieur BILLAULT : « Les choses sont claires. Il ne faut pas tout mélanger. Merci, Monsieur VAREILLES de la présentation de cet excellent rapport. »

Délibération n° 24-237 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en ses articles L1411-3, L1413-1 et L.2224-5 ;*

*Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;*

*Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 septembre 2024;*

*Vu l'avis favorable du Bureau en date du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant les éléments fournis dans le rapport annuel joint pour l'exercice 2023, adressé par le SMIRTOM ;*

*Considérant que le rapport a été présenté à la Commission consultative des services publics locaux le 16 septembre 2024 ;*

*Après en avoir délibéré,*

*Article 1<sup>er</sup> : Prend acte de la présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de collecte et de traitement des ordures ménagères pour l'exercice 2023.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable public et Mesdames et Messieurs les Maires des Communes membres pour présentation aux Conseils Municipaux.*

#### 4) Rapport annuel du délégataire du service public de l'eau potable – Exercice 2023

Monsieur VAREILLES : « L'Agglomération Montargoise a délégué l'exercice de la compétence eau potable à SUEZ via un contrat d'affermage d'une durée de 10 ans et 5 mois entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2017 et qui s'achèvera le 31 décembre 2027. Le périmètre géographique de ce contrat représente les communes d'Amilly, Chalette-sur-Loing, Montargis, Pannes et Villemandeur.

Le contrat de délégation de service public liant l'Agglomération Montargoise à SUEZ porte sur **la production, le transfert, le stockage et la distribution de l'eau potable** pour les communes d'Amilly, Chalette-sur-Loing, Montargis, Pannes et Villemandeur. La population ainsi desservie représente 51 305 habitants.

**. La production est assurée sur 2 champs captant que sont la Chise (forages 1, 2 et 3) à Amilly et l'Aulnoy (forages 1, 2 et 3) sur la commune de Pannes.**

. L'utilisation des forages est la suivante :

- Chise 1 : ce forage était utilisé en secours lors des pics de consommation au cours desquels les forages de Chise 3, Aulnoy 1 et Aulnoy 3 sont insuffisants pour subvenir aux besoins en eau potable. Automne 2019, une pollution aux hydrocarbures a été découverte à proximité du forage Chise 1 au sein même du périmètre de protection immédiat. À la suite d'études complémentaires réalisées sous couvert d'un hydrogéologue agréé, le principe de précaution veut que le forage Chise 1 ne soit plus exploité. Son exploitation pourrait favoriser la migration de la pollution et la pollution de la nappe captée qui reste à ce jour protégée. Ce forage est déséquipé depuis le mois de mai 2020 ;
- Chise 2 : suite au déséquipement du forage Chise 1 en mai 2020, ce forage a été remis en état de fonctionnement en cas de nécessité (essai pour remise en route du forage en secours en mai 2020). Depuis juillet 2021, une unité de traitement des pesticides implantée sur le site de Chise 3 permet le traitement des pesticides des eaux prélevées dans cet ouvrage avec une capacité de 80 m<sup>3</sup>/h ;
- Chise 3 : forage exploité au-delà de la capacité individuelle autorisée dans le cadre de l'arrêté de DUP (déclaration d'utilité publique) (jusqu'à 200 m<sup>3</sup>/h – 24h/24h) avec une sollicitation permanente en dehors des cycles de lavage et de régénération indispensable pour le traitement.
- Aulnoy 1 : forage exploité à hauteur de sa capacité réelle à la suite des travaux de réhabilitation réalisés en 2016 : 100 m<sup>3</sup>/h. Ce débit est inférieur à celui défini dans le cadre de l'arrêté préfectoral de DUP du 26 novembre 2014 (125 m<sup>3</sup>/h) ;
- Aulnoy 2 : forage peu exploité en raison des taux de pesticides élevés et d'une baisse de capacité de production suite aux travaux de réhabilitation réalisés en 2016 (70 à 90 m<sup>3</sup>/h pour une autorisation à 150 m<sup>3</sup>/h). L'exploitation de ce forage ne peut se faire qu'en

parallèle de celui d'Aulnoy 3 afin de garantir une dilution des eaux offrant une qualité d'eau mise en distribution respectant la réglementation en vigueur.

- Aulnoy 3 : forage exploité au niveau de sa capacité individuelle autorisée (180 m<sup>3</sup>/h) avec une sollicitation 24h/24h ;

#### **. Le patrimoine :**

Au 31 décembre 2023, le linéaire de réseau hors branchements est de 424,133 km ; il existe 7 réservoirs d'une capacité globale de 8 950 m<sup>3</sup>.

#### **. Le traitement :**

**Les eaux issues de 2 des 6 forages** sont traitées contre des pollutions physico chimiques :

- Chise 3 : traitement des pesticides depuis 2003 et des nitrates depuis 2007 pour une capacité de 200 m<sup>3</sup>/h.
- Aulnoy 1 : traitement des pesticides depuis 2003 pour une capacité de 150 m<sup>3</sup>/h.

A noter qu'en période de sollicitation du forage Aulnoy 2, une fraction de l'eau issue du mélange Aulnoy 2 / Aulnoy 3 peut être traitée sur l'installation située sur le site d'Aulnoy 1.

Une unité de traitement mobile de l'eau issue du forage Chise 2, implantée sur le site de Chise 3, en renfort est mise en place depuis juillet 2021 pour pouvoir augmenter la capacité de production en cas de pic de consommation estivale et / ou avarie. Le recours à celle-ci ne s'est pas avéré nécessaire au cours des étés 2021 et 2022. Cette unité a été mise en service durant quelques heures au cours de l'été 2023.

#### **. Les volumes :**

|                               | 2020      | 2021      | 2022             | 2023             | Variation<br>N/N-1 |
|-------------------------------|-----------|-----------|------------------|------------------|--------------------|
| Volume prélevé <sup>(1)</sup> | 3 668 935 | 3 564 711 | <b>3 507 845</b> | <b>3 455 685</b> | - 1,5 %            |
| Volume prélevé <sup>(2)</sup> | 3 674 712 | 3 526 136 | <b>3 493 500</b> | <b>3 448 937</b> | - 1,3 %            |
| Volume produit                | 3 647 146 | 3 496 534 | <b>3 496 931</b> | <b>3 448 937</b> | - 1,4 %            |
| Volume consommé               | 3 195 076 | 3 403 735 | <b>3 005 928</b> | <b>2 975 548</b> | - 2,9 %            |
| Volume vendu                  | 2 755 387 | 2 761 049 | <b>2 796 829</b> | <b>2 650 839</b> | - 5,2 %            |

- Le volume prélevé (1) est calculé sur une année civile du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.
- Le volume prélevé (2) est calculé sur la période entre deux relèves de compteurs.
- Le volume produit, ou mis en distribution est calculé sur la période entre deux relèves de compteurs.
- Le volume d'eau consommé est calculé sur la période entre deux relèves de compteurs pondéré sur 365 jours.
- Le volume vendu ou facturé correspond au volume pour lequel des recettes ont été encaissées entre le 1er janvier et le 31 décembre.

#### **. Le rendement du réseau**

Rappel : l'engagement contractuel de SUEZ porte sur un rendement minimum de **85 %**.

|                                       | 2016         | 2017         | 2018        | 2019      | 2020        | 2021        | 2022         | 2023         | Variation N/N-1 |
|---------------------------------------|--------------|--------------|-------------|-----------|-------------|-------------|--------------|--------------|-----------------|
| Rendement de réseau (%)               | 86,75        | 85,47        | 86,86       | 82,13     | 83,71       | 85,55       | 84,49        | <b>85,21</b> | <b>+ 0,85 %</b> |
| <b>Rendement de réseau révisé (%)</b> | <b>86,75</b> | <b>85,47</b> | <b>89,9</b> | <b>83</b> | <b>87,6</b> | <b>87,1</b> | <b>86,17</b> | <b>85,21</b> | <b>- 1,2 %</b>  |

NOTA : Un travail important a été mené conjointement entre le service Eau et Assainissement de l'Agglomération et ceux de SUEZ pour fiabiliser les valeurs de rendements de réseau sur la période de 2018 à 2023. Cette révision s'appuie :

- sur des mesures de terrain afin de mieux estimer les prélèvements en lien avec les gens du voyage et les cirques,
- sur une mise à jour des bases de données « clientèle »,

Ce travail a modifié sensiblement les rendements communiqués précédemment pour les années 2018 à 2022.

. **Le nombre de clients** se répartit ainsi par commune :

|                      | 2018          | 2019          | 2020          | 2021          | 2022          | 2023          | Variation N/N-1 |
|----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------|
| Amilly               | 6 234         | 6 288         | 6 328         | 6 387         | 6 431         | 6 427         | - 0,06 %        |
| Chalette sur Loing   | 4 816         | 4 898         | 4 889         | 4 867         | 4 894         | 4 992         | + 2,00%         |
| La Selle-en-Hermoy * | 1             | 1             | 1             |               |               |               | + 0.00%         |
| Montargis            | 4 778         | 4 764         | 4 829         | 4 828         | 4 778         | 4 712         | - 1,38 %        |
| Pannes               | 1 778         | 1 790         | 1 810         | 1 854         | 1 866         | 1 879         | + 0,7 %         |
| Villemandeur         | 3 608         | 3 646         | 3 675         | 3 712         | 3 752         | 3 775         | + 0,61 %        |
| <b>Total</b>         | <b>21 215</b> | <b>21 387</b> | <b>21 532</b> | <b>21 648</b> | <b>21 721</b> | <b>21 785</b> | <b>+ 0,29 %</b> |

(\*) Une habitation de la Commune de la Selle-en-Hermoy est raccordée au réseau d'eau potable de l'Agglomération. Depuis 2021, les clients de la Selle-en-Hermoy sont affichés sur la commune d'Amilly.

Le nombre de clients affiché correspond au nombre de clients avec une valeur active de consommation au 31 décembre de l'année.

. **Situation du plan d'investissements contractuels** :

Au 1er janvier 2023, le compte d'investissement était crédité du solde de 861 858,09 €.

Au cours de l'exercice 2023, le délégataire a investi 727 224,27 € dans le cadre de son contrat :

- 12 202,49 € équipements, compteurs, branchements
- 193 933,44 € renouvellement des branchements en plomb
- 408 820,35 € renouvellement de canalisation
- 19 260,68 € fonds de travaux thématiques

Au 31 décembre 2023, le solde du compte d'investissement est de 131 633,82 €.

**Les reversements de surtaxes**

|                | 2018       | 2019       | 2020       | 2021       | 2022         | 2023                | Variation N/N-1 |
|----------------|------------|------------|------------|------------|--------------|---------------------|-----------------|
| Montant annuel | 644 738,13 | 833 085,42 | 699 506,93 | 959 186,91 | 1 123 257,28 | <b>1 189 288,44</b> | <b>+ 5,9 %</b>  |

**Prix de l'eau au 1<sup>er</sup> janvier 2023** pour 120 m<sup>3</sup> consommés (en euros TTC) :

|  | 1 <sup>er</sup> janvier 2017 | 1 <sup>er</sup> août 2017 | 1 <sup>er</sup> janvier 2018 | 1 <sup>er</sup> janvier 2019 | 1 <sup>er</sup> janvier 2020 | 1 <sup>er</sup> janvier 2021 | 1 <sup>er</sup> janvier 2022 | 1 <sup>er</sup> janvier 2023 | 1 <sup>er</sup> janvier 2024 |
|--|------------------------------|---------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Montant de la facture 120 m <sup>3</sup> | 300,78                       | 282,73                    | 282,73                       | 282,73                       | 287,23                       | 309,00                       | 315,48                       | 330,40                       | <b>351,73</b>                |
| Prix du m <sup>3</sup> (€TTC)            | 2,50                         | 2,36                      | 2,35                         | 2,35                         | 2,39                         | 2,58                         | 2,63                         | 2,75                         | <b>2,93</b>                  |
| <b>Variation période précédente</b>      | -                            | -                         | -                            |                              | +1,6 %                       | +7,58 %                      | +2,1 %                       | +4,7 %                       | <b>+6,5%</b>                 |

NOTA : l'évolution du prix de l'eau potable au 1<sup>er</sup> janvier 2024 est la conséquence de :

- l'augmentation de la surtaxe eau potable de 15 centimes HT compensée par une réduction de la surtaxe assainissement du même montant ;
- l'application de la formule de révision prévue au contrat de délégation de service public.

**Le taux d'impayés :**

|  | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Variation N/N-1  |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------------------|
| Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%) | 2,24 | 3,39 | 3,2  | 3,4  | 3,37 | 4,32 | 3,88 | <b>- 11,34 %</b> |

**Qualité de l'eau distribuée en 2023 et développement durable :**

- 100 paramètres micro-biologiques ont été analysés dans le cadre du contrôle sanitaire en production lors des 22 prélèvements réalisés ; 440 paramètres micro biologiques ont été analysés dans le cadre du contrôle sanitaire sur le réseau de distribution lors des 88 prélèvements réalisés.
- 2516 paramètres physico chimiques ont été analysés dans le cadre du contrôle sanitaire en production lors des 41 prélèvements réalisés ; 3 213 paramètres physico chimiques ont été analysés dans le cadre du contrôle sanitaire sur le réseau de distribution lors des 155 prélèvements réalisés.

Les taux de conformité réglementaires sur analyses de contrôle sanitaire réalisées en distribution sont les suivants :

- Microbiologie : nb contrôles 115 : 0 non conforme soit un taux de conformité de 100,0 %
- Physico chimique : nb contrôles 208 : 6 non conforme soit un taux de conformité de 99,3 %

**. Données récapitulatives de la délégation :**

|  | 2018      | 2019      | 2020      | 2021      | 2022      | 2023      |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre de clients  | 21 215    | 21 387    | 21 532    | 21 648    | 21 721    | 21 785    |
| Nombre de clients domestique ou assimilés*                           | 23 360    | 20 542    | 20 701    | 20 836    | 20 929    | 21 025    |
| Volumes totaux facturés en m <sup>3</sup>                            | 2 795 769 | 2 821 618 | 2 755 387 | 2 761 049 | 2 796 829 | 2 650 839 |
| Volumes facturés aux abonnés domestiques ou assimilés                | 2 487 437 | 2 346 427 | 2 400 493 | 2 450 295 | 1 851 360 | 1 756 108 |
| Consommation par client domestique ou assimilé en m <sup>3</sup> /an | 122,2     | 114,2     | 116       | 117,6     | 84,46     | 83,52     |
| Produits en €  | 6 390 939 | 6 344 377 | 6 456 724 | 6 938 888 | 7 402 206 | 7 327 198 |
| Charges en €   | 6 031 286 | 5 911 935 | 6 129 700 | 6 809 669 | 7 128 789 | 7 377 049 |
| Résultat en € avant IS   | 359 653   | 432 442   | 327 025   | 129 219   | 273 416   | - 49 852  |
| Marge avant IS   | 8,2 %     | 9,6 %     | 7,1 %     | 2,70%     | 5,42 %    | 0%        |

Source : d'après les rapports annuels du délégataire

(\*) Les clients domestiques ou assimilés sont les clients soumis à la redevance pollution collectée par l'Agence de l'Eau.

**. Indicateurs de suivi de la performance du contrat :**

| Indicateur | Intitulé   | Période de mesure contractuelle | Fréquence de suivi en cours d'année | Précision sur l'indicateur   | Année 2023 |
|------------|--|---------------------------------|-------------------------------------|--|------------|
| IP1        | Taux de réponses au courrier dans un délai de – 7 jours              | Annuelle                        | Annuelle                            | Nombre de courrier reçus depuis le début d'année                             | 1 899      |
|            |  |                                 |                                     | Taux de réponse sous 7 jours   | 81         |
| IP2        | Réclamations (par thème de référence)                                | Annuelle                        | Trimestrielle                       | Nombre de réclamations reçues depuis le début de l'année                     | 1 011      |
| IP3        | Taux de respect du délai de remise en eau des branchements existant  | Annuelle                        | Annuelle                            | Taux de respect du délai de remise en eau des branchements existant sous 24h | 96%        |
| IP4        | Taux de respect du délai d'exécution des travaux de branchement neuf | Annuelle                        | Trimestrielle                       | Nombre de branchement neuf réalisé (cumulé)                                  | 74         |
|            |  |                                 | Trimestrielle                       | Délai moyen de réalisation (j)   | 44         |
| IP5        | Existence d'engagements envers le client                             | Annuelle                        | Annuelle                            |  | Oui        |
| IP6        | Taux d'impayés 6 mois après facturation                              | Annuelle                        | Annuelle                            |  | 1,08       |
| IP7        | Taux de conformité microbiologique de la qualité de l'eau            | Annuelle                        | Mensuelle                           | Nombre d'analyses bactériologiques (Cumulé)                                  | 115        |
|            |  |                                 | Mensuelle                           | Nombre d'analyses bactériologiques Non conformes (Cumulé)                    | 0          |
| IP8        | Taux de conformité physico-chimique de la qualité de l'eau           | Annuelle                        | Mensuelle                           | Nombre d'analyses Physico-chimiques (Cumulé)                                 | 208        |
|            |  |                                 | Mensuelle                           | Nombre d'analyses Physico-chimiques Non conformes (Cumulé)                   | 6          |
| IP9        | Nombre d'analyse d'autosurveillance réalisées                        | Annuelle                        | Annuelle                            | Nombre d'analyse d'autosurveillance réalisées                                | 75         |

|       |  |          |               |   |       |
|-------|--|----------|---------------|---|-------|
| IP 10 | Nombre de réparations de conduites principales pour fuite ou rupture | Annuelle | Trimestrielle | Nombre de réparation réalisées (cumulé)                   | 41    |
| IP11  | Rendement du réseau de distribution                                  | Annuelle | Annuelle      |   | 85,2% |
| IP12  | Indice linéaire de perte   | Annuelle | Annuelle      |   | 3,34  |
| IP13  | Taux d'interruptions de service non programmées                      | Annuelle | Annuelle      |   | 1,5   |
| IP14  | Recherche préventive de fuites                                       | Annuelle | Trimestrielle | Linéaire investigué depuis le début de l'année (km)       | 445   |
| IP15  | Nombre de branchements renouvelés                                    | Annuelle | Trimestrielle | Nombre de branchements renouvelés hors campagne plomb     | 24    |
| IP16  | Nombre de compteurs renouvelés                                       | Annuelle | Annuelle      | Nombre de compteurs renouvelés hors programme télé relève | 50    |
| IP17  | Durée des périodes de restriction de consommation (en jours)         | Annuelle | Annuelle      |   | 0     |
| IP18  | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale                    | Annuelle | Annuelle      |   | 120   |

**En 2023, l'Agglomération Montargoise a avancé sur les démarches suivantes :**

- Continuer à mettre en œuvre les prescriptions définies dans le cadre des deux arrêtés de DUP pour les champs captant de la Chise et de l'Aulnoy,
- Assurer le suivi des travaux de construction de l'usine de traitement de la Chise,
- Participer aux actions agricoles et non agricoles à l'échelle des bassins d'alimentation de captage de la Chise et de l'Aulnoy,
- Renouvellement de 2,53 km de réseau de distribution (1,275 km réalisés par le délégataire dans le cadre de la DSP et 1,257 km réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'AME).
- Réhabilitation de 145 branchements plomb (116 financés par le délégataire et 29 sous maîtrise d'ouvrage de l'AME dans le cadre d'opération de renouvellement de réseau),
- Maintenir la procédure de « secours » avec l'unité mobile de traitement des eaux issues du forage Chise 2 avec le délégataire pour assurer les besoins en eau potable de la population en période estivale,
- Intégrer à son programme d'investissements les conclusions et préconisations découlant du Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE),

- Lancer les appels d'offre de réhabilitation du château d'eau du Bourg à Pannes et son attribution,
- Achever l'étude d'établissement du plan de continuité de service à la charge de Suez dans le cadre du contrat de délégation de service public.

### **Les orientations pour 2024 :**

- Suivi du chantier de construction de l'usine de traitement de la Chise,
- Mettre en œuvre le programme de renouvellement de réseau d'eau potable 2024,
- Réalisation du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable de l'Agglomération Montargoise,
- Continuer les opérations de réhabilitation de branchements plomb,
- Confirmer le potentiel de production de la nappe captée au niveau du forage d'essai situé au lieu-dit « les Boissons » à Pannes
- Lancer l'interconnexion des réseaux d'eau potable de l'Agglomération Montargoise et du SMAEP de Puy-la-Laude,
- Mettre en place une protection contre le risque pollution et intrusion, sur la tête de forage de Chise 1, dans l'attente d'une éventuelle remise en service de ce forage,
- Installer des capots étanches sur les forages Chise 2 et Chise 3 : ces travaux sont prévus dans le cadre de la construction de la nouvelle unité de traitement (protection contre le risque inondation et le risque de malveillance),
- Mettre en place les servitudes nécessaires pour l'exploitation des réseaux enterrés (aucune servitude à ce jour établie pour les canalisations passant en domaine privé),
- Renouveler entre 1,5 et 2 km de canalisation de gros diamètre (supérieur à 300mm) identifiés comme étant dans un état dégradé. (Avenant n°2 au contrat de délégation contractualisé avec SUEZ début 2023).

Je vous demande de bien vouloir prendre acte de la présentation du rapport annuel du délégataire du service public de l'eau potable pour l'année 2023. »

Monsieur NOTTIN : « Dans son numéro de juillet dernier, l'UFC Que choisir titrait "prix de l'eau, vous allez trinquer" avec en page intérieure un article intitulé "pourquoi vous allez payer plus ?". "Micropolluants, coût de l'énergie, vétusté, les dépenses des collectivités pour traiter et acheminer l'eau explosent et le dérèglement climatique jette de l'huile sur le feu" est-il écrit en introduction de l'article. L'eau devient donc un enjeu de plus en plus important. Face aux risques d'une crise de l'eau, ressource naturelle la plus menacée par le dérèglement climatique, les choix du court-termisme pour privilégier les intérêts privés apparaissent d'autant plus inacceptables. C'est malheureusement ces mauvais choix qui guident notre Agglomération, avec des tarifs qui augmentent fortement, un rendement du réseau à la baisse et un renouvellement ridicule des canalisations, on voit donc là un parfait concentré des méfaits de la gestion privée de l'eau par une multinationale.

Concernant le rendement du réseau révisé, il a encore reculé en 2023 de 86,17 % à 85,2 % avec 15 % de pertes, pertes en hausse de 1,2 %. C'est quand même énorme, c'est environ 1 400 m<sup>3</sup> d'eau par jour, 500 000 par an, 200 piscines olympiques qui se déversent chaque année dans nos souterrains. C'est une gabegie économique car cette eau a nécessité de l'argent pour être potabilisée et donc comprise dans les factures des usagers. C'est aussi une gabegie écologique parce que sa production nécessite une mobilisation de l'énergie, énergie dont le coût a explosé de 65 % entre 2022 et 2023 selon le rapport. Le rendement du réseau est en baisse chaque année depuis 2020, il était alors de 87,6 %. En 2018, on avait même un taux de rendement de 89,9 %.

La vétusté du réseau et son manque de renouvellement expliquent une bonne partie ce résultat. Question : quelles sont les pistes proposées pour améliorer les choses ? On ne voit rien dans le rapport à ce sujet. Au niveau national, 1 milliard de mètres cube se perd chaque année dans les fuites, soit près de 20 % de la consommation d'eau potable.

Comme le résume l'économiste et spécialiste de l'eau Alexandre MAILLOL, je le cite "la valeur économique de la perte d'eau est négligeable alors que réparer une fuite a un coût pharaonique", tout est dit. Les pertes par kilomètre de réseau ont donc également augmenté (page 20 du rapport). En 2022, le rendement était tellement mauvais que Suez avait dû payer des pénalités pour non-atteinte du niveau de performance attendu en termes de rendement de réseau. Pour 2023, le rapport de l'Agglomération Montargoise indique, page 15, que le calcul des pénalités contractuelles est en cours. Ce n'est pas normal que nous n'ayons pas ces éléments alors que nous sommes quand même fin septembre 2024 et que ce rapport concerne la gestion 2023. Si vous avez davantage d'éléments sur les pénalités appliquées à Suez, ce serait bien de pouvoir nous les donner ce soir.

Enfin, il faudrait qu'un cabinet indépendant puisse expertiser mieux le taux de rendement du réseau car les chiffres donnés sont ceux de Suez qui est donc juge et partie. En plus, on voit que 20 % du réseau est maintenant constitué de PVC et de PEHD, bref du plastique avec une espérance de vie de 40 ans. La fonte est pourtant normalement privilégiée pour permettre de ne pas avoir à réinvestir avant 80 ans.

L'eau dans l'agglomération montargoise est une eau chère, et bien plus chère que la moyenne nationale. C'est une fois de plus confirmé par la forte augmentation de 7,1 % en 2023 du prix de l'eau. Près de 12 % d'augmentation en 2 ans à 2,93 €/m<sup>3</sup> contre 2,21 €/m<sup>3</sup> en moyenne nationale en 2023, ce sont les chiffres du rapport SISPEA. C'est-à-dire que notre eau est 32 % au-dessus de cette même moyenne nationale, ce qui est absolument considérable. Si on y ajoute le coût du mètre cube de l'assainissement, qui est à 2,06 € dans notre agglomération, on arrive à 4,99 € le mètre cube eau + assainissement contre 4,52 € en moyenne au niveau national, ce qui veut dire qu'on est à plus de 10 % dans notre agglomération au-dessus de cette même moyenne nationale. Cette augmentation est liée dans la présentation du rapport à la formule d'indexation des prix prévue au contrat de délégation qui s'applique chaque année automatiquement. C'est là un des principaux inconvénients de délégations de gestion au privé.

Le renouvellement des canalisations continue à être ridicule car au cours de l'année 2023, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable a été de 0,69 %. Au cours des 5 dernières années, seulement 14,73 kilomètres de linéaire de réseau ont été renouvelés sur les 423 kilomètres du réseau. Rappelons que la durée de vie du réseau d'eau potable est de 50 à 75 ans et que le remplacement des conduites endommagées et anciennes permet de réduire les fuites et le prélèvement sur la ressource tout en sécurisant l'eau. Le nouveau contrat de DSP avec Suez a prévu un taux de 0,34 % qui est bien en-deçà des travaux indispensables à réaliser. Il serait d'ailleurs utile d'avoir un état précis, actualisé du réseau. Combien de kilomètres de canalisation en état préoccupant et combien sont sensibles ? On avait des chiffres mais je n'en parle plus trop car ils doivent dater de 4-5 ans ; ils ont dû certainement évoluer. Le taux de 0,69 % de renouvellement représente seulement 2,5 kilomètres en 2023 et à ce rythme, il faudrait 169 ans pour renouveler le réseau actuel.

Quant aux branchements en plomb, le taux de renouvellement est de 0,56 % en 2023 soit seulement 116 branchements sur les 1 591 qui restent à renouveler. Il est insignifiant, il est même à diviser par 3 par rapport à 2022. C'est même largement en-dessous de ce que vous avez

négoié dans le contrat de DSP avec pourtant les ridicules 150 branchements en plomb que devraient renouveler Suez chaque année. C'est 3 fois en-dessous pour 2023. A ce rythme-là, il faudra près de 14 ans pour renouveler les branchements en plomb, ce qui ne permettra évidemment pas de se mettre en conformité avec la loi car n'en déplaie à certains parmi vous, la législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée à partir du 25 décembre 2013, soit depuis près de 11 ans.

Enfin, l'indice global d'avancement de protection de la ressource n'est que de 60 %. Une remarque concernant la protection de la ressource, on voit que de nombreux opérateurs de l'eau, y compris privés, mettent en place des politiques vertueuses de la protection de la ressource en eau. Celles-ci ont par exemple vocation à aider à s'installer dans un périmètre très large autour des points de captation des agriculteurs en pratiques modérées ou biologiques. Cela permet de protéger la ressource en eau en évitant des pénétrations de pesticides dans les nappes et cela crée un cercle vertueux de développement économique pour les territoires.

Concernant la qualité de l'eau, on voit que 6 prélèvements physico-chimiques ont été non conformes en 2023 contre seulement 1 seul en 2022 (page 16), c'est quand même inquiétant. On note quand même une explosion des interruptions de service non programmées ; il y en a eu 32 en 2023 contre 20 en 2022. Là aussi, c'est un signe de vétusté du réseau. Le taux de réclamations des usagers a triplé en un an (page 25). Le montant prévisionnel des travaux de renouvellement du réseau par Suez en 2024 va baisser de moitié : 400 000 € contre 800 000 € en 2022 (page 27 du rapport de l'Agglomération). L'épargne brute annuelle de l'Agglomération Montargoise concernant le service de l'eau a fondu de moitié en un an tandis que la durée d'extinction de la dette a doublé.

Enfin, les frais de siège, c'est-à-dire la ponction réalisée par la maison mère sur la filiale montargoise pour engraisser les actionnaires s'élèvent à +169 000 € en 2023, chiffre en hausse. Ce chiffre est à rapprocher des 50 000 € de déficit de résultat final après impôts en 2023. On peut se poser la question : comment une délégation au résultat déficitaire de 50 000 € peut-elle justifier un montant aussi élevé de frais de siège ? ou comment sortir de l'argent de la concession pour échapper à l'impôt ? Ces mauvais résultats de la DSP justifient plus que jamais, selon nous, la création d'une régie publique de l'eau dans l'Agglomération Montargoise. La création d'une régie permettrait un vrai contrôle des élus et des citoyens sur la production et la distribution de l'eau.

*Madame VATRIN quitte la séance à 19 heures 01.*

Enfin, puisque j'en parlais cet été, de longs dossiers d'UFC Que choisir ou Marianne disent ou démontrent la même chose : l'un était intitulé, je vous l'ai dit "pourquoi vous allez tous payer plus cher ?" et l'autre "pourquoi vous allez payer plus ?" Sècheresse, fuites d'eau à résorber, assainissement, micropolluants, coût de l'énergie, vétusté des réseaux, plus rare l'eau risque de devenir plus chère s'il n'y pas de mesures publiques fortes qui sont prises. Elle exige de lourds travaux pour moderniser les canalisations, interconnecter les réseaux afin de sécuriser l'approvisionnement, mettre aux normes les stations d'épuration, construire de nouveaux déversoirs d'orage, miser sur la réutilisation des eaux usées. Le réseau est vieillissant, voire vétuste en France. "En 2050, au niveau national deux tiers des infrastructures auront plus de 70 ans" alerte l'Union nationale des industries et des entreprises de l'eau dans une étude parue en 2022, ce qui sera le cas dans notre agglomération.

Ces 3 dernières années, au niveau national, l'augmentation de la facture est surtout due au triplement du coût de l'énergie. Ces coûts explosent aussi dans notre agglomération en faisant plus que doubler en 2023 à la fois l'énergie électrique et des produits de traitement. Autre dépense amenée à déborder, celle de la dépollution de l'eau avec notamment les normes qui se renforcent. En France, il faut rappeler que seules 29 % des eaux de surface et 65 % des eaux souterraines affichent un bon état global. Autre problème, "sans réduction de la demande, il manquera 2 milliards de mètres cube d'eau en France en 2050" calcule Météo France. Le plan eau vise un recul des prélèvements de 10 % d'ici à 2030. On en est loin dans notre agglomération, le volume prélevé n'a baissé que de 1,5 % en 2023 et les volumes consommés de seulement 2,9 %. Tous ces enjeux complexes devraient être discutés au sein de notre conseil d'agglomération, ce qui n'est pas le cas, nous devons nous contenter des mêmes rapports de Suez, chaque année, sans aucune projection ni réflexion. Une régie publique saurait au contraire insuffler une vision de long terme et du bien commun partagé par le plus grand nombre, nous on fait partie du patrimoine commun de la nation, c'est de l'intérêt général.

Enfin, dans le dossier d'UFC Que choisir de Simon PORCHER, je vous invite à le lire, professeur de sciences de gestion à l'Université de Paris-Panthéon Assas, dit 2 choses. La première, je le cite "les régies sont en moyenne 20 % moins chères que les délégations de service public" et deuxième chose avec le mouvement de retour à une gestion publique, là encore je le cite "il y a l'idée de reprendre la main sur un service à fort enjeu, social et environnemental et d'y apporter plus de transparence et de démocratie". »

Monsieur PROFFIT : « J'ai juste une question, puisqu'on est sur l'eau, avez-vous une visibilité à nous donner sur l'usine de potabilisation ? »

Monsieur BILLAULT : « Cela m'interpelle parce que j'ai répondu à une question intéressante et vous étiez là. Monsieur PRIGENT m'a posé exactement la même question et je pense avoir répondu distinctement. Vous étiez là, Monsieur PROFFIT, c'est ce qui m'inquiète. »

Monsieur PROFFIT : « Je réécouterai. »

Monsieur BILLAULT : « Oui, vous étiez déjà arrivé. »

Délibération n° 24-238 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;*

*Vu le décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 pris pour l'application de l'article L 2224-5 et modifiant les annexes V et VI du Code général des collectivités territoriales ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en ses articles L1411-3, L.1411-13, L1413-1 et L.2224-5 ;*

*Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 septembre 2024 ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau en date du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant que le rapport a été présenté à la Commission des Travaux du 5 septembre 2024 ;*

*Considérant que le rapport a été présenté à la Commission consultative des services publics locaux le 16 septembre 2024 ;*

Considérant les éléments fournis dans le rapport annuel joint, adressé le 25 avril 2024 pour l'exercice 2023, par SUEZ Eau France, délégataire ;

Après en avoir délibéré,

Article 1<sup>er</sup> : PREND ACTE de la présentation du Rapport Annuel du Délégué du service public de l'eau potable pour l'exercice 2023.

Article 2 : Cette délibération sera transmise à Monsieur le Sous-préfet, Madame le Comptable public et Mesdames et Messieurs les Maires des Communes membres pour présentation au 1<sup>er</sup> Conseil Municipal suivant la réception de la présente délibération.

## 5) Rapport annuel du délégataire du service public de l'assainissement – Exercice 2023

Monsieur VAREILLES : « L'Agglomération Montargoise a délégué l'exercice de la compétence assainissement collectif et non collectif à SUEZ via un contrat d'affermage d'une durée de 10 ans et 5 mois entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2017 et qui s'achèvera le 31 décembre 2027. Le périmètre géographique de ce contrat demeure le même que pour le précédent et concerne les 15 communes membre de l'Agglomération Montargoise.

Ce contrat de DSP en affermage porte sur les services d'assainissement collectif et non collectif.

La population desservie par le service d'assainissement était de 63 903 habitants.

Madame VATRIN siège à nouveau au sein de l'assemblée à 19 heures 06.

### 1) ASSAINISSEMENT COLLECTIF

. **Le réseau public de collecte des eaux usées** est d'une longueur de 404,51 km à fin 2023.

|                           | 2018   | 2019   | 2020   | 2021   | 2022   | 2023   | Variation N/N-1 |
|---------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-----------------|
| Linéaire gravitaire (km)  | 335    | 337,59 | 339,07 | 341,18 | 342,14 | 347,14 | +1,5 %          |
| Linéaire refoulement (km) | 57,28  | 57,62  | 57,81  | 57,23  | 57,29  | 57,37  | + 0,1 %         |
| Linéaire total (km)       | 392,31 | 395,21 | 396,88 | 398,42 | 399,44 | 404,51 | + 1,27 %        |

Les variations de certains linéaires réseaux sont dues aux extensions des collecteurs assainissement et la mise à jour du SIG suite à la réception de plans de récolements.

. **Le patrimoine associé au réseau** :

|              | 2018   | 2019   | 2020   | 2021   | 2022   | 2023   | Variation N/N-1 |
|--------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-----------------|
| Regards      | 12 013 | 12 041 | 12 113 | 12 186 | 12 220 | 12 508 | + 2,4%          |
| Branchements | 23 199 | 23 292 | 23 364 | 23 898 | 24 088 | 23 094 | - 4,1 %         |

. **Les prestations réalisées sur le réseau en 2023** :

- Le curage des collecteurs (hors refoulement) est assez erratique d'une année sur l'autre :

|                          | 2021      |                | 2022      |                | 2023      |                | Variation<br>N/N-1 |
|--------------------------|-----------|----------------|-----------|----------------|-----------|----------------|--------------------|
|                          | Linéaire  | Taux de curage | Linéaire  | Taux de curage | Linéaire  | Taux de curage |                    |
| Curage préventif (ml)    | 44 605,18 | 11,19 %        | 42 007,04 | 10,6 %         | 52 750,75 | 13 %           | + 25%              |
| Curage préparatoire (ml) | 6 918,29  | 1,73 %         |           |                |           |                |                    |
| Curage curatif (ml)      | 2 684,84  | 0,74 %         | 3 267     | 0,8 %          | 3 205,26  | 0,8 %          | - 2 %              |
| Linéaire total curé (ml) | 54 208,1  | 13,61 %        | 45 274    | 11,33 %        | 55 956,01 | 13,83 %        | + 23,6 %           |

- Les interventions :

|  | 2020   | 2021   | 2022   | 2023   | N/N-1    |
|--|--------|--------|--------|--------|----------|
| Inspection pédestre (ml)               | 72 277 | 54 298 | 47 650 | 52 790 | + 10,8 % |
| Inspection télévisée (ml)              | 3 113  | 7 054  | 7 046  | 14 134 | +100,6 % |
| Désobstructions (réseau + branchement) | 265    | 221    | 147    | 211    | + 43,5 % |

NOTA : L'évolution du nombre de désobstruction est corrélée à celle constatée en termes de curage.

- Les contrôles de conformités :

Seules les contrôles de conformité des rejets en domaines privés sont comptabilisés.

|        | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | N/N-1  |
|--------|------|------|------|------|------|--------|
| Nombre | 530  | 650  | 904  | 904  | 963  | +6,5 % |

Dans le cadre du contrat en cours, le délégataire conserve la responsabilité de l'exécution de ces contrôles. Toutefois pour cette prestation, le délégataire perçoit une rémunération au contrôle réalisé prise en charge par la collectivité ou par l'utilisateur dans le cas d'une vente immobilière.

NOTA : l'évolution à la hausse enregistrée depuis début 2019 est liée à l'entrée en vigueur de l'obligation de fournir un certificat de contrôle de moins de 3 ans en cas de vente immobilière.

. **Le traitement des effluents** est assuré par 8 sites d'épuration des eaux usées :

- la station d'épuration (STEP) des Prés Blonds à Chalette : 85 000 équivalents-habitants (EH) ;
- la station d'épuration de l'Union à Amilly : 17 000 EH ;
- les deux stations d'épuration de Vimory le Bourg (1 200 EH) et les Grandes Veuves (50 EH) ;
- les 2 stations d'épuration de Chevillon « le bourg » et « le Migneret »,
- le lagunage de Solterre (400 EH),
- la station d'épuration de Saint Maurice sur Fessard (450 EH).

La pluviométrie enregistrée à la station d'épuration des Prés Blonds à Chalette-sur-Loing

|              | 2019   | 2020     | 2021     | 2022     | 2023   | Variation N/N-1 |
|--------------|--------|----------|----------|----------|--------|-----------------|
| Pluviométrie | 660 mm | 518,8 mm | 671,8 mm | 575,8 mm | 700 mm | + 21,6 %        |

Données globales pour l'ensemble des 8 unités de dépollution.

|                                       | 2020                        | 2021                        | 2022                        | 2023                        | N/N-1    |
|---------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------|
| Volumes entrés STEP (m <sup>3</sup> ) | 3 346 998                   | 3 528 975                   | 3 311 608                   | 3 428 959                   | + 3,54 % |
| Volumes traités (m <sup>3</sup> )     | 3 575 412                   | 3 757 738                   | 3 512 434                   | 3 662 046                   | + 4,26 % |
| Boues produites (T MS)                | 1 289,3                     | 1 441,5                     | 1 385,5                     | 1 474,4                     | + 4,47%  |
| Boues évacuées (T MS)                 | 1 748,55                    | 2 014,01                    | 1 996,96                    | 2 022,20                    | +1,3%    |
| Refus de dégrillage (T)               | Données RAD inexploitable s |          |
| Sables produits (T)                   | 146,02                      | 223,1                       | 198,48                      | 110,25                      | - 45,5 % |
| Huiles/Graisses hors Prés Blonds (T)  | 75,46                       | 40,12                       | 65,6                        | 67.82                       | + 3,4%   |

- Les volumes rejetés par les stations d'épuration au milieu récepteur fluctuent de la même manière que les volumes collectés en entrée de chaque unité de traitement.
- Il existe cependant une exception. A la station d'épuration de Vimory Bourg, des retours en tête importants provenant de l'épaisseur statique et du drain du silo augmentent visiblement le volume entrant par rapport au volume sortant.

**Les volumes :**

- Volumes en entrée de STEP

| En m3                 | 2020      | 2021      | 2022      | 2023      | Variation N/N-1 |
|-----------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------------|
| L'Union               | 383 645   | 399 583   | 368 676   | 387 986   | + 5,2 %         |
| Les Prés Blonds       | 2 792 552 | 2 892 393 | 2 743 158 | 2 827 019 | + 3,1 %         |
| Vimory bourg          | 64 322    | 88 329    | 80 966    | 92 396    | + 14,1 %        |
| Vimory Grandes Veuves | 2 207     | 2 768     | 1 501     | 2 752     | + 83,3 %        |
| Chevillon bourg       | 9 210     | 9 248     | 7 517     | 7 793     | + 3,7 %         |
| Chevillon Migneret    | 5 533     | 10 626    | 7 176     | 8 927     | + 24,4 %        |

|                   |           |           |           |           |          |
|-------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------|
| Solterre lagunage | 22 261    | 10 838    | 21 264    | 20 074    | - 5,6 %  |
| Saint Maurice     | 64 268    | 115 190   | 81 350    | 82 012    | -29,4 %  |
|                   | 3 346 998 | 3 528 975 | 3 311 608 | 3 428 959 | + 3,54 % |

- Les volumes reçus en entrée des stations d'épuration sont fonction de la pluviométrie et de la qualité des systèmes de collecte qui leurs sont associés.
- Les stations de Chevillon-sur-Huillard, de Saint-Maurice-sur-Fessard, de Solterre et de Vimory : en absence de débitmètre, le volume reçu sur ces stations est obtenu à partir des temps de fonctionnement des pompes de relevage ;

- Les volumes facturés

|                                    | 2019      | 2020      | 2021      | 2022      | 2023             | Variation N/N-1 |
|------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|-----------------|
| Volumes facturés (m <sup>3</sup> ) | 2 861 615 | 2 875 839 | 3 024 746 | 3 086 634 | <b>2 948 102</b> | <b>-4,5 %</b>   |

Les volumes assujettis sont issus des volumes facturés sur l'année civile.

. Les clients assujettis :

|                   | 2019   | 2020   | 2021   | 2022   | 2023          | Variation N/N-1 |
|-------------------|--------|--------|--------|--------|---------------|-----------------|
| Nombre de clients | 23 764 | 23 969 | 24 185 | 24 423 | <b>24 551</b> | <b>+ 0,5 %</b>  |

Le nombre de clients affiché correspond au nombre de clients avec une valeur active de consommation au 31 décembre de l'année.

. Les conventions de rejets industriels :

A la fin du précédent contrat, le 31 juillet 2017, 12 conventions de rejets industriels étaient en vigueur. Cette date a également marqué le terme de ces conventions. En 2022, 11 industriels étaient concernés par ces conventions. 5 conventions sur les 11 sont en cours de validité (3 étaient en cours de validité en 2022).

. Situation du plan technique de renouvellement :

- L'investissement a été de 462 287,01 € (446 632,17 € en 2022) répartis comme suit : 171 561,11 € pour les équipements des postes de relevage, 168 509,92 € pour les équipements des STEP principalement alloués à des renouvellements d'équipement ou d'importantes opérations de maintenance sur des gros équipements, 78 659 € pour l'étanchéité des regards (fond de travaux spécifique introduit par l'avenant n°1) et 8 297,39 € dans le cadre de travaux d'amélioration (fond de travaux spécifique introduit par l'avenant n°1).
- Au 31 décembre 2023, le solde du compte d'investissement est de 522 435,24 €.

**. Les reversements de surtaxes**

|                | 2020         | 2021         | 2022         | 2023                | Variation<br>N/N-1 |
|----------------|--------------|--------------|--------------|---------------------|--------------------|
| Montant annuel | 1 735 311,52 | 1 665 670,56 | 1 420 911,44 | <b>1 554 287,19</b> | <b>+ 9,4 %</b>     |

**. Le prix TTC de l'assainissement collectif au 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour 120 m<sup>3</sup> d'eau consommés :**

|                        | 2019               |                  | 2020               |                  | 2021               |                  | 2022               |                  | 2023               |                  | 2024               |                  |
|------------------------|--------------------|------------------|--------------------|------------------|--------------------|------------------|--------------------|------------------|--------------------|------------------|--------------------|------------------|
|                        | 120 m <sup>3</sup> | €/m <sup>3</sup> |
| Amilly                 | 247,74             | 2,06             | 250,99             | 2,09             | 233,49             | 1,95             | 238,63             | 1,99             | 249,68             | 2,08             | 247,40             | 2,06             |
| Cepoy                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |
| Chalette sur loing     |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |
| Chevillon sur Huillard |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |
| Conflans sur Loing     |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |
| Corquilleroy           |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |
| Montargis              |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |
| Pannes                 |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |
| Paucourt               |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |
| St Maurice sur Fessard |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |
| Solterre               |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |
| Villemandeur           |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |
| Vimory                 |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |                    |                  |

Pour l'année 2023, le taux d'impayés a été de 3,26 % (4,05 % en 2022).

**Données récapitulatives des comptes présentés :**

|                                      | 2019      | 2020        | 2021      | 2022             | 2023             |
|--------------------------------------|-----------|-------------|-----------|------------------|------------------|
| Nombre de clients                    | 23 764    | 23 969      | 24 185    | 24 423           | 24 551           |
| Volumes assujettis (m <sup>3</sup> ) | 2 861 615 | 2 875 839,4 | 3 024 746 | <b>3 086 634</b> | <b>2 948 102</b> |
| Produits en €                        | 6 387 761 | 6 427 049   | 6 630 107 | 6 592 644        | 6 358 235        |
| Charges en €                         | 6 169 995 | 6 196 958   | 6 407 385 | 6 613 004        | 7 189 442        |
| Résultat avant IS en €               | 247 766   | 230 090     | 222 722   | - 20 360         | - 831 207        |
| Marge avant IS en %                  | 6         | 5,55        | 4,93      | - 0,44           | - 18,56          |

Source : d'après rapports annuels du délégataire

Les résultats des comptes de la délégation sont en fortes baisses entre 2022 et 2023 (-810k€). Cette baisse s'explique principalement par :

- La baisse des recettes (-234k€)
- L'augmentation de l'énergie (+221k€) ;
- L'augmentation des produits de traitements (+101k€) ;
- L'augmentation du volet sous-traitance (+95k€).

## 2) ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF, le SPANC :

La collectivité compte sur son périmètre 1 935 installations d'assainissement non collectif.

|                                    | 2019               | 2020                     | 2021                     | 2022                     | 2023  |
|------------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|---|
| Nbr de visites                     | 63                 | 42                       | 218                      | 129                      | 96  |
| Nbr de contrôle de conception      | 31 (31 favorables) | 13 (dont 2 avec réserve) | 19 (dont 3 avec réserve) | 16 (dont 5 avec réserve) | 29 (dont 14 avec réserve et 1 avis défavorable) |
| Nbr de contrôle de bonne exécution | 5 (100% conformes) | 2 (100% conformes)       | 1 (100% conformes)       | 2 (100% conformes)       | 10 (100% conformes)                             |

En 2023, 32 enquêtes ont été réalisées dans le cadre d'un contrôle de bon fonctionnement lors de cessions immobilières.

### Perspectives pour 2024 en termes de réseau des eaux usées :

- Mettre en œuvre le plan d'actions suite au schéma directeur assainissement IRH pour analyser les points critiques remontés par la modélisation du réseau d'assainissement.
- Mettre en œuvre les orientations de l'étude relative aux postes de relèvement afin d'éviter les débordements rue Roger Salengro (Chalette-sur-Loing). Vérifications du fonctionnement du système par temps de forte pluie avec la « modélisation » (ainsi que la rue de Villemandeur et la plaine St Just)
- Recherche des ECP (eaux claires parasites) dans les collecteurs EU (eaux usées), principalement dans le secteur gravitaire en amont de la STEU de Chalette avec le système Sewerball
- Réhabilitation de certains collecteurs (listes non exhaustives) :
  - Secteur VILLEMANDEUR (Pontonnerie, les Castors, les Déportés)
  - Rue Périer à MONTARGIS (travaux prévus en 2023)
  - En amont des postes suivants :
    - Les Déportés à Villemandeur
    - Chambon à Villemandeur
    - George Sand à Cepoy
- Définir avec l'Agglomération Montargoise un mode opératoire pour géo-référencer les conduites de refoulement afin de respecter le contexte réglementaire (guichet unique) (étude en cours par l'Agglomération Montargoise).
- Réaliser des prélèvements au niveau des déversoirs (Saint-Maurice-sur-Fessard) et trop plein des postes de refoulement en temps de pluie et sec pour analyser la charge de l'effluent transitant au milieu naturel (Arrêté du 21 juillet 2015).
- Équiper le trop-plein de la rue WALDECK ROUSSEAU par une sonde de détection de déversement dans le cadre du diagnostic permanent.
- Équiper le déversoir d'orage à l'angle de la RUE DE LA VALLEE par un équipement permettant une mesure journalière et d'enregistrement en continu des débits (arrêté du 21 juillet 2015).
- Installer des sondes de mesures de niveau sur le réseau au niveau des nouvelles zones critiques pour anticiper des obstructions....

- Prévoir la mise en place de bornes vertes à différents points stratégiques de l'Agglomération Montargoise pour le curage.
- Prévoir la condamnation des points d'eau dans la bache des postes de refoulement et dans les chambres à vannes.
- Poursuivre la mise à jour du SIG (réseaux public et privé).
- Réaliser les investigations complémentaires dans le cadre du diagnostic amont.
- Suite à plusieurs dysfonctionnements et obstructions, il apparaît nécessaire de réhabiliter le collecteur rue Triqueti à Montargis (Chemisage décollé et enlevé pour retrouver un écoulement correct).

Perspectives pour 2023 sur les postes de relevage (PR) des eaux usées :

- Mise en sécurité des 3 gros PR (BERTHELOT, PATIS et ST GOBAIN) pour les interventions de curage avec la création de nouvelles ouvertures
- Aménagement / modification, exemple ci-dessous hors barres anti-chute
  - PR Terre du Buisson : Mise en sécurité (Poste surélevé),
  - PR PN 36 : Poste très sollicité, extension du réseau en amont, à étudier ainsi qu'une réhabilitation du génie civil (travail prévu en 2023)
  - PR Les peupliers : Poste très sollicité, projet de lotissement dans le futur (débordement en surface dès le fonctionnement des 2 pompes au niveau du collecteur au point de refoulement rue de Vimory). A étudier la modification de la conduite de refoulement en la prolongeant jusque dans la rue Gaillardin.
  - PR le Canal Chevillon-sur-Huillard : Armoire déportée dans la station et poste le long du canal à environ 200 m, à étudier un report des commandes au niveau du poste afin d'assurer la sécurité des opérateurs.
  - Etude sur la pose de vannes d'isolement accessibles (dans PR ou regard) sur certains postes stratégiques non équipés. Exemple, PR GEORGE SAND, PR PN36, PR ST FIRMIN...
  - PR LE TOURNEAU, PR LE PARC, PR CASTORS, PR ST GOBAIN étude à prévoir sur ces 4 PR et réseau en vue du rattachement du lotissement du Migneret (suppression de la STEU), des extensions du collecteur EU sur Chevillon-sur-Huillard et de l'implantation d'une entreprise dans la zone du Tourneau.
  - Prévoir la mise en place d'un traitement de l'air (désodorisation) du PR Ste Catherine si le problème de mauvaises odeurs persiste malgré la pose d'une chute accompagnée.
  - Réhabilitation totale du poste de refoulement PN 36
  - PR du Bourg à Vimory : prévoir la condamnation du trop-plein.

Perspectives pour 2024 en termes de traitement des eaux usées :

- STEU de Vimory :
  - Mise en place d'une couverture de type « bache » sur le silo à boues (Chiffrage à étudier par Suez)
  - Réhabilitation du stockage de chlorure ferrique (Chiffrage à étudier par Suez) et démolition de l'ancien ouvrage pour accéder à l'aire de dépotage afin de garantir la sécurisation des agents intervenants.
- STEU de Saint-Maurice-sur-Fessard :
  - Une nouvelle station d'épuration à l'étude permettra de pallier les dysfonctionnements du pont racleur (bande de roulement très abimée) détériorant la qualité du rejet

- STEU Amilly :
  - Réfection du canal de comptage supervisée par l'AME (reprise des résines)
- STEU le Migneret Chevillon-sur-Huillard :
  - Réflexion sur le devenir de la station d'épuration le Migneret à Chevillon-sur-Huillard, dans le cadre du schéma directeur assainissement : cette unité de traitement serait remplacée par un poste de refoulement.
  - En accord avec l'AME, suppression de l'accès à la turbine d'aération pour mise en sécurité des intervenants
- STEU Chalette/Loing :
  - Gestion de la pollution aux PCB :
    - En septembre 2023, la STEU de Chalette-sur-Loing a subi une pollution aux PCB. La cause de cette pollution n'est pas encore identifiée. Cette pollution impactera le fonctionnement de la STEU en 2024 mais les résultats des analyses montrent qu'il n'y a pas eu de PCB déversés dans le milieu naturel. En 2024, les actions qui seront menées porteront sur 3 axes :
      - l'identification de la source de pollution ;
      - la gestion des boues polluées au CM108 ;
      - l'élimination des reliquats de PCB sur la STEU et sur le réseau.
  - Améliorer le rendement énergétique de la STEU :
 

Les consommations électriques de la STEU de Chalette-sur-Loing sont très importantes. Afin d'améliorer le rendement énergétique de la STEU, SUEZ proposera en 2024, 2 projets afin de réduire ces consommations électriques :

    - la réalisation d'une étude sur le remplacement d'une des 3 centrifugeuses de la STEU
    - la mise en place d'un nouvel outil de pilotage industriel basée sur l'intelligence artificielle afin d'optimiser le fonctionnement et réduire les coûts des installations de la STEU.
  - Le remplacement d'une centrifugeuse sera étudié en 2024 dans le cadre du fonds de renouvellement. Cette étude doit permettre d'étudier le type de centrifugeuse à mettre en place et la complexité technique pour la réalisation du remplacement.
  - L'eau industrielle doit rester dans des circuits "fermés" (rinçage centrifugeuse, atelier « produits de curage »...). Actuellement l'eau industrielle est utilisée pour le nettoyage des sols, notamment le jet d'eau servant aux camions hydrocureurs pour le rinçage des fonds de cuves. À étudier un système de chloration ou récupération du circuit eau potable.
  - Réfection du canal de comptage supervisée par l'Agglomération Montargoise.
- Aire de stockage des boues – CM108
  - Projet d'agrandissement du stockage au CM108, avec deux cases supplémentaires

#### Perspectives pour 2024 en termes d'assainissement non collectif :

- Poursuite de la réalisation des contrôles de bon fonctionnement ANC en 2024 :
  - Poursuite des campagnes de contrôles périodiques.
- Réflexion à mener sur la méthodologie à adopter afin d'optimiser la réalisation des contrôles périodiques de bon fonctionnement sur le territoire de l'Agglomération Montargoise.
  - Solliciter l'aide de l'Agglomération et des communes

- Réaliser des réunions d'informations auprès des usagers.

Je vous demande de bien vouloir prendre acte de la présentation du rapport annuel du délégataire du service public de l'assainissement pour l'exercice 2023. »

Délibération n° 24-239 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;*

*Vu le décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 pris pour l'application de l'article L 2224-5 et modifiant les annexes V et VI du Code général des collectivités territoriales ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en ses articles L1411-3, L.1411-13, L1413-1 et L.2224-5 ;*

*Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 septembre 2024 ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau en date du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant les éléments fournis dans le rapport annuel joint, adressé le 25 avril pour l'exercice 2023, par la société SUEZ Eau France, délégataire ;*

*Considérant que le rapport a été présenté à la Commission des Travaux du 5 septembre 2024 ;*

*Considérant que le rapport a été présenté à la Commission consultative des services publics locaux le 16 septembre 2024 ;*

*Après en avoir délibéré,*

*Article 1<sup>er</sup> : PREND ACTE de la présentation du Rapport annuel du délégataire du service public de l'Assainissement pour l'exercice 2023.*

*Article 2 : Cette délibération sera transmise à Monsieur le Sous-préfet, Madame le Comptable public et Mesdames et Messieurs les Maires des Communes membre pour présentation au 1<sup>er</sup> Conseil Municipal suivant la réception de la présente délibération.*

## 6) Modifications au tableau des effectifs

Monsieur BILLAULT : « L'article L. 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, précise que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé. Il appartient à cet organe de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires pour assurer le fonctionnement des services.

Pour me permettre de recruter du personnel afin de pourvoir aux emplois vacants compte tenu des départs intervenus au cours de l'année 2024, je vous propose la création :

- d'un emploi d'assistant socio-éducatif territorial, à temps complet pour le recrutement d'un responsable du service PRE,
- d'un emploi d'adjoint du patrimoine territorial à temps complet au musée pour le remplacement d'un agent,
- et deux emplois d'assistant de conservation territorial, à temps complet dans le cadre du dispositif « micro-folie » au Musée Girodet et à la médiathèque pour le Réseau Agorame.

En contrepartie, il convient de supprimer 2 emplois d'adjoint technique territorial à temps non complet à raison de 22.5/35<sup>ème</sup>, un emploi de bibliothécaire territorial principal à temps complet et 1 emploi d'attaché territorial à temps non complet à raison de 28/35<sup>ème</sup>. »

Délibération n° 24-240 :

*Le Conseil communautaire,*

*Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;*

*Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2121-29 et L5211-1,*

*Vu le Code général de la fonction publique et notamment son article L313-1,*

*Vu le tableau des effectifs ;*

*Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 17 septembre 2024 ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau en date du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant qu'il appartient à l'Assemblée délibérante de créer librement des emplois pour assurer la continuité du service public ;*

*Après avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ, DECIDE :*

Article 1<sup>er</sup> : *A compter du 24 septembre 2024 de CREER :*

- *UN emploi d'assistant socio-éducatif, territorial, à temps complet,*
- *DEUX emplois d'assistant de conservation, territorial, à temps complet*
- *UN emploi d'adjoint du patrimoine territorial, à temps complet.*

Article 2 : *de SUPPRIMER :*

- *UN emploi d'attaché territorial à temps non complet 28/35<sup>ème</sup>*
- *UN emploi de bibliothécaire principal, territorial, à temps complet*
- *DEUX emplois d'adjoint technique territorial, à 22,5/35<sup>ème</sup>*

Article 3 : *Dit que les crédits nécessaires sont prévus au budget.*

Article 4 : *Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente délibération, qui sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Mesdames la Présidente du Centre de gestion du Loiret et la Comptable publique.*

Monsieur BILLAULT : « Par rapport à différentes questions posées en son temps, on essaie de faire évoluer le tableau des effectifs en supprimant au fur et à mesure des créations et ne pas se retrouver avec de trop nombreux postes vacants. »

| Conseil du 24 sept 2024            | cat. | Postes créés au 28/03/23 | Postes pourvus au 15/02/23 | Postes créés au 27/06/23 | Postes pourvus au 05/06/23 | Postes pourvus au 01/09/2023 | Postes créés au 26/09/23 | Postes créés au 05/12/23 | Postes pourvus au 14/11/2023 | Postes créés au 31/01/24 | Postes pourvus au 15/03/2024 | Postes créés au 26/03/24 | Postes pourvus au 01/05/2024 | Postes créés au 21/05/24 | Postes pourvus au 24/09/2024 | Postes créés au 24/09/2024 | Dont contractuels |
|------------------------------------|------|--------------------------|----------------------------|--------------------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------------|------------------------------|----------------------------|-------------------|
| <b>Emplois fonctionnels</b>        |      |                          |                            |                          |                            |                              |                          |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                            |                   |
| DGS Com d'Agglo. 40 à 80 000 hab   | A    | 1                        | 0                          | 1                        | 0                          | 0                            | 1                        | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 1                            | 1                          | 0                 |
| DGA Comm d'Agglo 40 à 150 000      | A    | 1                        | 1                          | 1                        | 1                          | 1                            | 1                        | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                        | 0                            | 1                          | 0                 |
| DGST Comm Agglo 40 à 80000         | A    | 1                        | 1                          | 1                        | 1                          | 1                            | 1                        | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                          | 0                 |
| Directeur de Cabinet               |      | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| <b>Filière administrative</b>      |      |                          |                            |                          |                            |                              |                          |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                            |                   |
| Administrateur territorial         | A    | 1                        | 0                          | 1                        | 0                          | 0                            | 1                        | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                          | 0                 |
| Directeur Territorial              | A    | 1                        | 1                          | 1                        | 1                          | 1                            | 1                        | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                          | 1                 |
| Attaché hors classe territorial    | A    | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 1                            | 1                          | 0                 |
| Attaché principal                  | A    | 5                        | 5                          | 5                        | 5                          | 4                            | 5                        | 4                        | 3                            | 4                        | 3                            | 4                        | 3                            | 4                        | 2                            | 4                          | 0                 |
| Attachés territoriaux              | A    | 8                        | 7                          | 8                        | 6                          | 7                            | 8                        | 9                        | 7                            | 9                        | 9                            | 10                       | 10                           | 12                       | 11                           | 12                         | 9                 |
| Attachés territoriaux 28/35        | A    | 1                        | 0                          | 1                        | 0                          | 0                            | 1                        | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| Rédacteur principal 1ère classe    | B    | 6                        | 3                          | 6                        | 3                          | 6                            | 6                        | 6                        | 6                            | 6                        | 6                            | 6                        | 6                            | 6                        | 6                            | 6                          | 0                 |
| Rédacteur principal 2ème classe    | B    | 6                        | 6                          | 6                        | 6                          | 3                            | 6                        | 6                        | 3                            | 6                        | 3                            | 6                        | 3                            | 6                        | 3                            | 6                          | 0                 |
| Rédacteurs                         | B    | 9                        | 7                          | 9                        | 7                          | 7                            | 9                        | 9                        | 7                            | 9                        | 7                            | 9                        | 7                            | 9                        | 6                            | 9                          | 0                 |
| Adjoints admin ppaux 1ère classe   | C    | 16                       | 16                         | 17                       | 16                         | 17                           | 17                       | 17                       | 17                           | 17                       | 17                           | 17                       | 17                           | 17                       | 18                           | 17                         | 18                |
| Adjoints adm ppaux 2ème classe     | C    | 10                       | 6                          | 10                       | 5                          | 3                            | 10                       | 10                       | 3                            | 10                       | 3                            | 10                       | 3                            | 10                       | 3                            | 10                         | 0                 |
| Adjoints administratifs            | C    | 14                       | 9                          | 14                       | 12                         | 12                           | 14                       | 14                       | 13                           | 14                       | 13                           | 14                       | 13                           | 14                       | 10                           | 14                         | 3                 |
| <b>Filière culturelle</b>          |      |                          |                            |                          |                            |                              |                          |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                            |                   |
| Conservateur des biblio en chef    | A    | 1                        | 0                          | 1                        | 0                          | 0                            | 1                        | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                          | 0                 |
| Conservateur du patrimoine         | A    | 1                        | 1                          | 1                        | 0                          | 0                            | 1                        | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                          | 0                 |
| Conservateur des biblio            | A    |                          |                            |                          |                            |                              |                          |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                            | 0                 |
| Bibliothécaire principal           | A    | 3                        | 3                          | 3                        | 3                          | 3                            | 3                        | 3                        | 3                            | 3                        | 3                            | 3                        | 3                            | 3                        | 2                            | 2                          | 0                 |
| Bibliothécaire                     | A    | 2                        | 0                          | 2                        | 0                          | 0                            | 2                        | 2                        | 0                            | 2                        | 0                            | 2                        | 0                            | 2                        | 0                            | 2                          | 0                 |
| Attachés de conservation           | A    | 3                        | 3                          | 3                        | 3                          | 3                            | 4                        | 4                        | 3                            | 4                        | 4                            | 4                        | 4                            | 4                        | 4                            | 4                          | 2                 |
| Assist de conserv ppal de 1ère cl  | B    | 4                        | 3                          | 4                        | 3                          | 2                            | 4                        | 4                        | 2                            | 4                        | 2                            | 4                        | 2                            | 4                        | 2                            | 4                          | 0                 |
| Assistant de conserv ppal de 2è cl | 0    | 2                        | 2                          | 2                        | 2                          | 2                            | 2                        | 2                        | 2                            | 2                        | 2                            | 2                        | 2                            | 2                        | 2                            | 2                          | 1                 |
| Assistants conservation            | B    | 3                        | 3                          | 3                        | 3                          | 3                            | 3                        | 3                        | 2                            | 3                        | 3                            | 3                        | 3                            | 3                        | 3                            | 3                          | 5                 |
| Adjoint du patri/ppal 1ère cl.     | C    | 2                        | 2                          | 2                        | 2                          | 2                            | 2                        | 2                        | 2                            | 2                        | 2                            | 2                        | 2                            | 2                        | 3                            | 2                          | 3                 |
| Adjoint du patri/ppal 2ème cl      | C    | 3                        | 3                          | 3                        | 3                          | 3                            | 3                        | 3                        | 3                            | 3                        | 3                            | 3                        | 3                            | 3                        | 3                            | 3                          | 1                 |
| Adjoint du patrimoine              | C    | 6                        | 5                          | 6                        | 5                          | 6                            | 6                        | 6                        | 5                            | 6                        | 5                            | 6                        | 6                            | 6                        | 6                            | 7                          | 3                 |

| Conseil du 24 sept 2024             | cat. | Postes créés au 28/03/23 | Postes pourvus au 15/02/23 | Postes créés au 27/06/23 | Postes pourvus au 05/06/23 | Postes pourvus au 01/09/2023 | Postes créés au 26/09/23 | Postes créés au 05/12/23 | Postes pourvus au 14/11/2023 | Postes créés au 31/01/24 | Postes pourvus au 15/03/2024 | Postes créés au 26/03/24 | Postes pourvus au 01/05/2024 | Postes créés au 21/05/24 | Postes pourvus au 24/09/2024 | Postes créés au 24/09/2024 | Dont contractuels |
|-------------------------------------|------|--------------------------|----------------------------|--------------------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------------|------------------------------|----------------------------|-------------------|
| Conseiller des APS                  | A    | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| Educateur APS PPAAL 1ère cl         | B    | 1                        | 1                          | 1                        | 1                          | 1                            | 1                        | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                          | 0                 |
| Educateur APS PPAAL 2è cl,          | B    | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| Educateur APS                       | B    | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| <b>Filière technique</b>            |      |                          |                            |                          |                            |                              |                          |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                            |                   |
| <b>Ingénieur chef hors classe</b>   | A    | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| Ingénieur en chef de clas except    | A    |                          |                            |                          |                            |                              |                          |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                            |                   |
| Ingénieur principal                 | A    | 4                        | 3                          | 4                        | 3                          | 3                            | 4                        | 4                        | 3                            | 4                        | 3                            | 4                        | 3                            | 4                        | 3                            | 4                          | 0                 |
| Ingénieurs territoriaux             | A    | 4                        | 3                          | 4                        | 4                          | 4                            | 4                        | 4                        | 4                            | 4                        | 4                            | 4                        | 4                            | 4                        | 4                            | 4                          | 4                 |
| Technicien ppal 1ère classe         | B    | 3                        | 3                          | 3                        | 3                          | 3                            | 3                        | 3                        | 3                            | 3                        | 3                            | 3                        | 3                            | 3                        | 3                            | 3                          | 1                 |
| Technicien ppal 2ème classe         | B    | 2                        | 1                          | 2                        | 1                          | 1                            | 2                        | 2                        | 1                            | 2                        | 1                            | 2                        | 1                            | 2                        | 1                            | 2                          | 0                 |
| Techniciens                         | B    | 4                        | 3                          | 4                        | 3                          | 3                            | 4                        | 4                        | 3                            | 4                        | 3                            | 4                        | 3                            | 4                        | 3                            | 4                          | 2                 |
| agent de maître principal           | C    | 1                        | 1                          | 1                        | 1                          | 1                            | 1                        | 1                        | 1                            | 2                        | 2                            | 2                        | 2                            | 2                        | 2                            | 2                          | 0                 |
| Agent de maîtrise                   | C    | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| Adjoint technique ppal de 1è classe | C    | 3                        | 3                          | 3                        | 3                          | 3                            | 3                        | 3                        | 3                            | 3                        | 3                            | 3                        | 3                            | 3                        | 3                            | 3                          | 0                 |
| Adjoint technique ppal de 2è cl     | C    | 4                        | 2                          | 4                        | 1                          | 1                            | 4                        | 4                        | 1                            | 4                        | 1                            | 4                        | 1                            | 4                        | 1                            | 4                          | 0                 |
| Adjoints techniques                 | C    | 5                        | 5                          | 5                        | 5                          | 5                            | 5                        | 5                        | 4                            | 5                        | 4                            | 5                        | 4                            | 5                        | 4                            | 5                          | 2                 |
| Adjoints techniques 22,5/35         | C    | 2                        | 2                          | 2                        | 0                          | 0                            | 2                        | 2                        | 0                            | 2                        | 0                            | 2                        | 0                            | 2                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| Adjoints techniques 28/35           | C    | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| Adjoint technique 2ème cl 10/35     | C    | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| <b>Filière Animation</b>            |      |                          |                            |                          |                            |                              |                          |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                            |                   |
| Animateur ppal 1ère cl              | B    | 1                        | 1                          | 1                        | 1                          | 1                            | 1                        | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                        | 0                            | 1                          | 0                 |
| Animateur ppal 2ème cl              | B    | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| Animateur territorial               | B    | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| Adjoint d'animation ppal 1ère cl    | C    | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| Adjoint d'animation ppal 2ème cl    | C    | 1                        | 1                          | 1                        | 1                          | 1                            | 1                        | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                        | 0                            | 1                          | 0                 |
| adjoit d'animation 28/35            | C    | 1                        | 0                          | 1                        | 0                          | 0                            | 1                        | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                          | 0                 |
| adjoit d'animation                  | C    | 1                        | 1                          | 1                        | 1                          | 1                            | 1                        | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                        | 1                            | 1                          | 0                 |

| Conseil du 24 sept 2024                           | cat. | Postes créés au 28/03/23 | Postes pourvus au 15/02/23 | Postes créés au 27/06/23 | Postes pourvus au 05/06/23 | Postes pourvus au 01/09/2023 | Postes créés au 26/09/23 | Postes créés au 05/12/23 | Postes pourvus au 14/11/2023 | Postes créés au 31/01/24 | Postes pourvus au 15/03/2024 | Postes créés au 26/03/24 | Postes pourvus au 01/05/2024 | Postes créés au 21/05/24 | Postes pourvus au 24/09/2024 | Postes créés au 24/09/2024 | Dont contractuels |
|---|------|--------------------------|----------------------------|--------------------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------------|------------------------------|----------------------------|-------------------|
| <b>Filière Socio-Educative</b>                    |      |                          |                            |                          |                            |                              |                          |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                            |                   |
| Assistant Socio-Educatif classe exceptionnelle    | A    | 1                        | 0                          | 1                        | 0                          | 0                            | 1                        | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                          | 0                 |
| Assistant Socio-Educatif                          | A    | 2                        | 2                          | 2                        | 2                          | 2                            | 2                        | 2                        | 2                            | 2                        | 2                            | 2                        | 2                            | 2                        | 2                            | 3                          | 2                 |
| <b>Filière Police</b>                             |      |                          |                            |                          |                            |                              |                          |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                            |                   |
| Directeur de police                               | A    | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| Chef de service de police ppal de 1ère cl         | B    | 1                        | 0                          | 1                        | 0                          | 0                            | 1                        | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                          | 0                 |
| Chef de sce de police ppal de 2em cl              | B    | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| Chef de service de police                         | B    | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| Brigadier chef ppal                               | C    | 5                        | 5                          | 6                        | 5                          | 6                            | 6                        | 6                        | 6                            | 6                        | 6                            | 6                        | 6                            | 6                        | 6                            | 6                          | 6                 |
| Gardien-Brigadier                                 | C    | 1                        | 1                          | 1                        | 1                          | 0                            | 1                        | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                          | 0                 |
| Garde champêtre chef Ppal                         | C    | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| Garde champêtre Ppal                              | C    | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| Garde champêtre Chef                              | C    | 0                        | 0                          | 0                        | 0                          | 0                            | 0                        | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                        | 0                            | 0                          | 0                 |
| <b>Total emplois permaments</b>                   |      | <b>157</b>               | <b>125</b>                 | <b>159</b>               | <b>123</b>                 | <b>122</b>                   | <b>160</b>               | <b>160</b>               | <b>119</b>                   | <b>162</b>               | <b>124</b>                   | <b>163</b>               | <b>126</b>                   | <b>167</b>               | <b>120</b>                   | <b>167</b>                 | <b>19</b>         |
| <b>Emplois non permanents</b>                     |      |                          |                            |                          |                            |                              |                          |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                          |                              |                            |                   |
| Adultes relais                                    | ENP  | 11                       | 11                         | 11                       | 11                         | 10                           | 11                       | 11                       | 10                           | 11                       | 9                            | 11                       | 0                            | 11                       | 0                            |                            |                   |
| Contrat d'apprentissage                           | ENP  | 3                        | 1                          | 1                        | 1                          | 1                            | 1                        | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                        | 0                            | 1                          | 0                 |
| <b>Total emplois permanents et non permaments</b> |      | <b>14</b>                | <b>12</b>                  | <b>12</b>                | <b>12</b>                  | <b>11</b>                    | <b>12</b>                | <b>12</b>                | <b>10</b>                    | <b>12</b>                | <b>9</b>                     | <b>12</b>                | <b>0</b>                     | <b>12</b>                | <b>0</b>                     | <b>1</b>                   | <b>0</b>          |

ENP = emplois non permanents

7) Création d'emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement ponctuel ou saisonnier d'activité

Monsieur BILLAULT : « Conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement public sont créés par l'organe délibérant. Il appartient à l'Assemblée de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

***En ce qui concerne l'accroissement temporaire d'activité :***

L'Agglomération peut ainsi recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents sur la base de l'article L. 332-23 1° du Code général de la fonction publique, afin de faire face à un accroissement temporaire d'activité. Ces emplois non permanents ne peuvent excéder 12 mois pendant une même période de 18 mois consécutifs.

***En ce qui concerne l'accroissement saisonnier d'activité :***

L'Agglomération peut également recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents sur la base de l'article L. 332-23 2° du Code général de la fonction publique, afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité. Ces emplois non permanents ne peuvent excéder 6 mois pendant une même période de 12 mois consécutifs.

C'est pourquoi, je vous propose :

● **Pour les établissements de plein air :**

D'autoriser, le recrutement de 2 agents contractuels au grade d'adjoint technique non permanent pour assurer la gestion et l'exploitation de ces établissements, répondant à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité. Ces agents seront rémunérés en fonction des heures effectuées au vu d'un planning établi en début de saison.

● **Pour le Musée Girodet :**

D'autoriser le recrutement de 3 agents contractuels au grade d'adjoint du patrimoine à temps complet pour assurer la surveillance et la tenue des activités culturelles.

● **Pour la Maison de la Forêt et la Médiathèque :**

D'autoriser le recrutement de 3 agents contractuels non permanent, dont 2 sur le grade d'adjoint d'animation et un sur le grade d'adjoint du patrimoine pour assurer d'accueil des publics et la tenue des manifestations culturelles pendant les périodes de pleine saison, notamment, pendant les vacances scolaires. »

Monsieur BILLAULT : « Cette délibération fait suite à la demande de la perception. Il convient dorénavant de délibérer chaque année alors qu'auparavant on travaillait avec la même délibération pour la durée du mandat. »

Délibération n° 24-241 :

*Le Conseil communautaire,*

*Vu le Code général de la fonction publique, et notamment l'article L. 332-23 1° et 2° du Code général de la fonction publique,*

*Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*

*Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial émis en date du 17 septembre 2024,*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024,*

*Considérant que pour assurer d'une part la gestion et l'exploitation des établissements touristiques, et d'autre part la continuité du service public et l'organisation des manifestations dans les établissements culturels il est nécessaire de créer des emplois non permanents pour faire face à un accroissement d'activité notamment pendant les périodes de haute saison ou estivales allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année d'exercice.*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,*

Article 1<sup>er</sup> :

• Pour les établissements de plein air :

*Autorise le recrutement de 2 agents contractuels au grade d'adjoint technique non permanent pour assurer la gestion et l'exploitation de ces établissements, répondant à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité. Ces agents seront rémunérés en fonction des heures effectuées au vu d'un planning établi en début de saison.*

• Pour le Musée Girodet :

*Autorise le recrutement de 3 agents contractuels au grade d'adjoint du patrimoine à temps complet pour assurer la surveillance et la tenue des activités culturelles.*

• Pour la Maison de la Forêt et la Médiathèque :

*Autorise le recrutement de 3 agents contractuels non permanent, dont 2 sur le grade d'adjoint d'animation et un sur le grade d'adjoint du patrimoine pour assurer d'accueil des publics et la tenue des manifestations culturelles pendant les périodes de pleine saison, notamment, pendant les vacances scolaires.*

Article 2 : *fixe la rémunération des agents recrutés au titre d'un accroissement temporaire d'activité comme suit :*

*La rémunération de ces agents est fixée sur la base du 1er échelon correspondant au grade de recrutement ou à l'échelle C2 assorti du régime indemnitaire en vigueur au sein de l'Agglomération.*

Article 3 : *fixe la rémunération des agents recrutés au titre d'un accroissement saisonnier d'activité comme suit :*

*La rémunération de ces agents est fixée sur la base du 1er échelon correspondant au grade de recrutement ou à l'échelle C2 assorti du régime indemnitaire en vigueur au sein de l'Agglomération.*

Article 4 : *Dit que les crédits nécessaires à la rémunération de ces agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget aux chapitre et article prévus à cet effet.*

Article 5 : *Autorise Monsieur le Président à renouveler, le cas échéant les contrats de travail dans les conditions énoncées ci-dessus*

Article 6 : *Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente délibération qui sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et Monsieur le Comptable public.*

8) Conditions et modalités de prise en charge des frais occasionnés dans le cadre d'un déplacement professionnel à l'étranger des agents

Monsieur BILLAULT : « Dans le cadre d'un projet de rénovation du vélodrome, à savoir la couverture et la réhabilitation de l'équipement d'intérêt communautaire, un voyage d'étude à l'étranger est programmé.



*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,*

Article 1<sup>er</sup> : *AUTORISE le remboursement des frais réels de déplacement (frais de transport, repas, hébergement et frais de parking...) avancés par Messieurs [REDACTÉ], DGST, [REDACTÉ] agent en charge du service des sports.*

Article 2 : *DIT que ce voyage se déroulera de la manière suivante :*

- *Départ lundi 14/10/24 à 13h15 arrivée 15h50 à Ljubljana : fin de journée visite du vélodrome couvert et de ses aménagements*
- *Mardi 15/10/24 Réunion avec le Bureau d'étude de Duol pour échanger sur les caractéristiques techniques de ce type d'équipement*
- *Mercredi 16/10/24 visite de l'entreprise Duol, départ à 15h50 retour 17H50 à Roissy, aéroport Charles de Gaulle.*

Article 3 : *Les crédits nécessaires à ce déplacement sont prévus au budget ;*

Article 4 : *Madame la Directrice Générale des Services est chargée de la présente délibération, qui sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable public.*

#### 9) Délibération relative aux mandats spéciaux et frais de représentation des élus – remboursement des frais de mission et de déplacements

Monsieur BILLAULT : « Pour l'exercice de leur mandat, les membres de l'Assemblée délibérante peuvent être amenés à effectuer un certain nombre de déplacements et participer à diverses réunions où ils représentent l'Agglomération Montargoise.

Par délibération n° 18-116 du 24 mai 2018, le Conseil communautaire a autorisé la prise en charge des frais de transport et de séjour des élus dans le cadre de ces mandats spéciaux.

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) permet en effet l'indemnisation de certains frais de déplacement et de séjour (comportant hébergement et repas), occasionnés par les élus pour les cas suivants :

**1/** Exécution d'un mandat spécial (article L 2123-18 et R 2123-22-1). Le mandat spécial s'entend de toutes les missions accomplies avec l'autorisation de l'Assemblée délibérante dans l'intérêt des affaires de l'Agglomération Montargoise, à l'exclusion seulement de celles qui lui incombent en vertu d'une obligation expresse, compte tenu de son caractère exceptionnel, le mandat spécial est confié aux élus locaux par une délibération de l'Assemblée délibérante.

**2/** Participation des conseillers communautaires aux réunions des Instances ou Organismes où ils représentent l'Agglomération Montargoise si ces réunions ont lieu en dehors du territoire communautaire (article L 2123-18-1 et R 2123-22-2).

**3/** Exercice du droit à la formation (article L 2123-14). Le remboursement des frais de formation ne s'applique toutefois que si l'organisme de formation a fait l'objet d'un agrément délivré par le ministère de l'Intérieur dans les conditions fixées à l'article L 1221-1.

Je vous propose :

- d'accepter la prise en charge des frais de transport et de séjour selon les modalités ci-dessous,
- d'autoriser le paiement direct des factures aux agences de voyage, compagnies de transport, et établissements hôteliers de restauration ou à défaut sur présentation d'un état de frais et des factures acquittées.

- Etablissement d'un ordre de mission préalable au départ, prévoyant le motif du déplacement, les dates de départ et de retour, ainsi que le moyen de déplacement utilisé.
- Les frais de transport sont pris en charge sur présentation d'un état de frais auquel l' élu joint les factures qu'il a acquittées. Lorsque l' élu utilise son véhicule personnel, les dépenses liées peuvent donner lieu à un remboursement dans les conditions prévues à l'article 10 du décret du 3 juillet 2006.
- Les frais de séjour (restauration et/ou hébergement) sont remboursés forfaitairement en vertu de l'article R 2123-22-1 du CGCT et dans la limite des montants actualisés figurant dans le tableau ci-dessous :

|             | France métropolitaine |  |                  |
|-------------|-----------------------|--|------------------|
|             | Taux de base          | Grandes villes (+de 200 000 hab.) et communes de la métropole du Grand Paris | Commune de Paris |
| Hébergement | 90 €                  | 120 €  | 140 €            |
| Déjeuner    | 20 €                  | 20 €   | 20 €             |
| Dîner       | 20 €                  | 20 €   | 20 €             |

Monsieur BILLAULT : « Je tenais à dire que depuis le début de ma mandature, aucun élu n'a demandé le remboursement de ses frais de déplacement. On a tous payé nos frais sur la quote-part de nos indemnités, qui ne sont pas imposables. Cette délibération a pour but de se mettre en conformité avec la législation. On peut compter sur les doigts d'une main les factures proposées. »

Délibération n° 24-243 :

*Le Conseil communautaire,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-29 et L5211-1 ;*

*Vu le décret n°2024-746 du 6 juillet 2024 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;*

*Vu la délibération n° 18-116 du Conseil communautaire du 24 mai 2018 relative aux mandats spéciaux et frais de déplacement des élus – remboursement des frais de mission et de déplacements ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant que pour l'exercice de leur mandat, les membres de l'Assemblée délibérante peuvent être amenés à effectuer un certain nombre de déplacements et participer à diverses réunions ou ils représentent l'Agglomération ;*

*Considérant que le Code Général des Collectivités Territoriales permet l'indemnisation de certains frais de déplacements et de séjour (comportant hébergement et repas), occasionnés par les élus pour les cas suivants :*

1. *Exécution d'un mandat spécial (article L.2123-18-1 et R 2123-22-1. Le mandat spécial s'entend de toutes les missions accomplies avec l'autorisation de l'assemblée*

délibérante dans l'intérêt des affaires de l'EPCI, à l'exclusion seulement de celles qui lui incombent en vertu d'une obligation expresse, compte tenu de son caractère exceptionnel, le mandat spécial est confié aux élus locaux par une délibération.

2. Participation des conseillers communautaires aux réunions des Instances ou Organismes où ils représentent l'Agglomération, si ces réunions ont lieu en dehors du territoire communautaire (article L.2123-18-1 et R 2123-22-2).
3. Exercice du droit à la formation (article L.2123-14. Le remboursement des frais de formation ne s'applique toutefois que si l'organisme de formation a fait l'objet d'un agrément délivré par le ministère de l'intérieur dans les conditions fixées à l'article L.1221-1.

Il est proposé au Conseil communautaire d'ouvrir la possibilité de remboursement des frais de séjour et de transport des élus communautaire dans les trois cas cités ci-dessus selon les modalités suivantes :

- Etablissement d'un ordre de mission préalable au départ, prévoyant le motif du déplacement, les dates de départ et de retour, ainsi que le moyen de déplacement utilisé,
- Les frais de transport sont pris en charge sur présentation d'un état de frais auquel l'élu joint les factures qu'il a acquittées. Lorsque l'élu utilise son véhicule personnel, les dépenses liées peuvent donner lieu à un remboursement dans les conditions prévues par le décret précité
- Les frais de séjour (repas, hébergement, ) sont remboursés forfaitairement en vertu de l'article R 2123-22-1 du CGCT et dans la limite du montant des indemnités journalières allouées aux fonctionnaires, sur présentation de justificatifs, soit une indemnité de :

|             | France métropolitaine |  |                  |
|-------------|-----------------------|--|------------------|
|             | Taux de base          | Grandes villes (+de 200 000 hab.) et communes de la métropole du Grand Paris | Commune de Paris |
| Hébergement | 90 €                  | 120 €  | 140 €            |
| Déjeuner    | 20 €                  | 20 €   | 20 €             |
| Dîner       | 20 €                  | 20 €   | 20 €             |

Après avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,

Article 1 : Accepte la prise en charge des frais de transport et de séjour selon les modalités exposées ci-dessus.

Article 2 : Autorise le cas échéant, le paiement direct des factures aux agences de voyages, compagnie de transport et établissements hôteliers de restauration ou à défaut sur présentation d'un état de frais et des facturées acquittées.

Article 3 : Impute la dépense correspondante sur les crédits figurant au budget de la Communauté d'Agglomération montargoise de l'exercice en cours ;

Article 4 : Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente délibération qui sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable public.

10) Accord amiable dans le cadre de la prise en charge du remplacement d'une porte de garage endommagée par un véhicule de l'Agglomération Montargoise

Monsieur BILLAULT : « Le 11 avril 2024, un véhicule de l'Agglomération Montargoise a endommagé la porte du garage de [REDACTED] au 15 rue Emile Decourt à Montargis, a priori en effectuant une manœuvre en marche arrière.

Les éléments transmis n'ont pas pu aboutir à l'identification du conducteur dudit véhicule bien que ce dernier ait été identifié formellement comme appartenant à l'Agglomération Montargoise (immatriculation partielle et logo sur le véhicule).

Il ne peut donc y avoir de constat amiable rédigé dans le cas présent.

Le montant du devis en date du 23 mai 2024 présenté par [REDACTED] pour remplacer la porte de garage d'un montant de 1 420,52 € TTC est justifié au regard de travaux nécessaires.

Il vous est donc proposé d'indemniser [REDACTED] à hauteur de cette somme, sur présentation d'une facture dûment acquittée.

[REDACTED] accepte d'être indemnisé par l'Agglomération Montargoise à hauteur de 1 420,52 € TTC pour solde de tout compte et sans recours ultérieur, par courriel du 13 septembre 2024. »

Délibération n° 24-244 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2121-29 et L5211-1,*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024,*

*Entendu le rapport de Monsieur Jean-Paul BILLAULT, Président, qui explique que le 11 avril 2024, un véhicule de l'Agglomération Montargoise a endommagé la porte du garage de [REDACTED] au 15 rue Emile Decourt à Montargis, a priori en effectuant une manœuvre en marche arrière.*

*Considérant que les éléments transmis n'ont pas pu aboutir à l'identification du conducteur dudit véhicule bien que ce dernier ait été identifié formellement comme appartenant à l'Agglomération Montargoise (immatriculation partielle et logo sur le véhicule).*

*Considérant qu'il ne peut donc y avoir de constat amiable rédigé dans le cas présent,*

*Considérant que le montant du devis en date du 23 mai 2024 présenté par [REDACTED] pour remplacer la porte de garage d'un montant de 1 420,52 € TTC est justifié au regard de travaux nécessaires,*

*Considérant que [REDACTED] accepte d'être indemnisé par l'Agglomération Montargoise à hauteur de 1 420,52 € TTC pour solde de tout compte et sans recours ultérieur, par courriel du 13 septembre 2024.*

*Après en avoir délibéré et à l'UNANIMITÉ,*

Article 1er : *Approuve le remboursement à [REDACTED] de la somme de 1 420,52 € TTC pour solde de tout compte, sans recours ultérieur et sur présentation d'une facture dûment*

acquittée justifiant de la réalisation effective des travaux. Cette somme est inscrite sur la fonction 93020, service FIN, nature 65 888.

Article 2 : Autorise Monsieur le Président à procéder à toutes les démarches et à signer tous les documents nécessaires à la conclusion de ce remboursement.

Article 3 : La présente délibération sera transmise à Madame la Préfète, Madame le Comptable public et [REDACTED].

## CULTURE

### 11) Mise en place d'un système de cartes rechargeables pour les copies et impressions à destination des usagers de la médiathèque de l'AME

Madame OLIVEIRA : « Actuellement les usagers achètent une carte prépayée d'une valeur de 3 € pour leurs photocopies et impressions. Le règlement se fait uniquement en espèces, l'automate ne rend pas la monnaie et ne permet pas de régler par carte bancaire. Afin de tenir compte des attentes du public, il est décidé de mettre en place un système de cartes rechargeables délivrées par un automate qui permettra plusieurs moyens de paiement. Le solde non utilisé restera disponible sur la carte.

Pour ce faire, il convient de fixer le prix de la carte et de maintenir le tarif des impressions.

#### Tarifs proposés :

*Les tarifs de la carte rechargeable, des photocopies et impressions sont fixés comme suit :*

|  |           |
|--|-----------|
| . Carte rechargeable                         | 0.85 €    |
| . 1 impression ou photocopie A4 noir & blanc | 0.15 €    |
| . 1 impression ou photocopie A4 couleur      | 0.30 €    |
| . 1 impression ou photocopie A3 noir & blanc | 0.30 €    |
| . 1 impression ou photocopie A3 couleur      | 0.60 €. » |

#### Délibération n° 24-245 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2313-1 ;*

*Vu la délibération n°03-99 en date du 26 juin 2003 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire du réseau de lecture publique ;*

*Vu la délibération n° 03-147 en date du 6 novembre 2003 portant approbation du programme du réseau des médiathèques ;*

*Vu la délibération n° 03-149 en date du 6 novembre 2003 portant approbation du Contrat Ville Lecture 2004-2006 et autorisant Monsieur le Président à le signer ;*

*Vu la délibération n° 23-218 du 26 septembre 2023 portant définition de l'intérêt communautaire des compétences de l'Agglomération, et notamment la politique culturelle et son réseau de lecture publique ;*

*Vu la délibération n° 21-175 du 29 juin 2021 portant sur le règlement intérieur du réseau AGORAME ;*

*Vu la décision 09-21 portant création d'une régie de recettes pour l'encaissement des droits d'inscription et des divers droits de reproduction et impression de documents, remboursement de livres perdus ou endommagés à la médiathèque communautaire ;*

*Vu la délibération 09-59 du 2 avril 2009, portant approbation du règlement multimédia du réseau des médiathèques et de la lecture publique et qui fixe le tarif des impressions ;  
Vu la délibération 11-26 du 14 février 201, portant approbation du nouveau règlement intérieur du réseau des médiathèques et de Lecture Publique ;  
Vu la délibération 18-83 du 29 mars 2018, portant autorisation à M. Le Président de signer l'annexe au règlement intérieur du réseau des médiathèques et de Lecture Publique ;  
Vu la délibération 18-197 du 12 juillet 2018 portant approbation du principe de gratuité des inscriptions pour tous les usagers du réseau de Lecture Publique « AGORAME » ;  
Vu l'avis favorable de la Commission des Affaires Culturelles du 4 septembre 2024 ;  
Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024.*

*Considérant qu'il convient de tenir compte des attentes des usagers par la mise en place d'un système de cartes rechargeables pour les photocopies et impressions, délivrées par un automate qui permettra plusieurs moyens de paiement et de conserver la somme non utilisée sur le support.*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,*

*Article 1<sup>er</sup> : Approuve les tarifs ci-dessous :*

*Les tarifs de la carte rechargeable, des photocopies et des impressions seront fixés comme suit :*

- |  |        |
|--|--------|
| - Carte rechargeable                         | 0.85 € |
| - 1 impression ou photocopie A4 noir & blanc | 0.15 € |
| - 1 impression ou photocopie A3 noir & blanc | 0.30 € |
| - 1 impression ou photocopie A4 couleur      | 0.30 € |
| - 1 impression ou photocopie A3 couleur      | 0.60 € |

*Article 2 : La collecte des cartes rechargeables de l'automate sera encaissée sur la régie de recettes de la médiathèque.*

*Article 3 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, au Comptable Public et au régisseur de la médiathèque.*

## 12) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de partenariat avec le collège du Grand Clos

Madame OLIVEIRA : « L'Agglomération Montargoise Et rives du loing, dans le cadre de sa politique de développement de la lecture publique, met en place des services et des actions en direction des publics du territoire. Les publics scolaires font l'objet d'une attention particulière. C'est dans ce contexte et dans le but de cadrer et de formaliser le partenariat initié en 2024 avec le Collège du Grand Clos que cette convention est proposée.

Je vous demande de bien vouloir approuver les termes de la convention de partenariat et d'autoriser Monsieur le Président à la signer avec le Collège du Grand Clos »

Madame OLIVEIRA : « 2 axes sont choisis concernant le fonds de bande dessinée et le dispositif "Silence, on lit". Un premier atelier sera consacré à l'adaptation en bande-dessinée du roman "Petit pays" de Gaël Faye et un deuxième atelier est prévu sur la critique de bande-dessinée. »

Délibération n° 24-246 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*

*Vu la délibération n° 06-98 en date du 22 juin 2006 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire de la programmation des spectacles dans l'agglomération ;*

*Vu l'avis favorable de la Commission des Affaires Culturelles du 4 septembre 2024 ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant que l'Agglomération Montargoise Et rives du Loing (AME) et le Collège du Grand Clos collaborent afin de faire bénéficier aux élèves de la complémentarité de leurs compétences ;*

*Considérant que cette complémentarité permet de développer les publics des services culturels de l'Agglomération Montargoise mais aussi d'enrichir et d'accompagner le parcours pédagogique des élèves du Collège du Grand Clos ;*

*Considérant qu'il revient au Président de signer la convention avec le collège du Grand Clos ;*

*Après en avoir délibéré et à l'UNANIMITÉ,*

*Article 1<sup>er</sup> : Approuve les termes de la convention jointe et autorise Monsieur le Président à la signer.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et au Collège du Grand Clos.*

### 13) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de partenariat avec les crèches municipales de Montargis

Madame OLIVEIRA : « L'Agglomération Montargoise Et rives du loing, dans le cadre de sa politique de développement de la lecture publique, met en place des services et des actions en direction des structures de la petite enfance : crèche, Relais d'Assistants Maternelles... Pour des raisons pratiques, les crèches collaborent avec les médiathèques, et bibliothèques de proximité.

C'est dans ce contexte et dans le but de cadrer et de formaliser le partenariat avec les Crèches municipales de Montargis que cette convention est proposée.

Je vous demande de bien vouloir approuver les termes de la convention de partenariat et d'autoriser Monsieur le Président à la signer avec la Ville de Montargis. »

Délibération n° 24-247 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*

*Vu la délibération n° 03-99 en date du 26 juin 2003 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire du réseau de lecture publique ;*

*Vu la délibération n° 23-218 du 26 septembre 2023 portant définition de l'intérêt communautaire des compétences, et notamment la politique culturelle ;*

*Vu l'avis favorable de la Commission des Affaires Culturelles du 4 septembre 2024 ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant la proximité des crèches de Montargis et de la Médiathèque de l'AME ;*

*Considérant que l'Agglomération Montargoise Et rives du Loing (AME) et la Ville de Montargis collaborent afin de faire bénéficier aux enfants des crèches de la complémentarité de leurs compétences ;*

*Considérant que cette complémentarité permet de développer les publics des services culturels de l'Agglomération Montargoise mais aussi d'enrichir et d'accompagner le développement des enfants ;*

*Considérant qu'il revient au Président de signer la convention avec la Ville de Montargis ;*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,*

*Article 1<sup>er</sup> : Approuve les termes de la convention jointe et autorise Monsieur le Président à la signer.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et à la Ville de Montargis.*

14) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de partenariat avec la Ville de Chalette-sur-Loing pour l'organisation des spectacles pour la saison 24-25

Madame OLIVEIRA : « L'Agglomération Montargoise poursuit les partenariats engagés depuis 2011 avec les acteurs culturels identifiés du territoire.

L'Agglomération et la Ville de Chalette-sur-Loing mènent des politiques culturelles complémentaires, elles collaborent de façon régulière à la mutualisation de moyens et à la mise en œuvre de projets en commun et de programmations en partenariat.

L'Agglomération Montargoise et la Ville de Chalette-sur-Loing souhaitent s'associer pour programmer les spectacles « PHANEE DE POOL », « DAVID LAFORE », « VUE » et « Cycl'LOKO lors de la saison 24-25. Les spectacles seront programmés les 8 et 9 novembre 2024, le 22 mars 2025, le 3 avril 2025, le 10 mai 2025 à 20h au Hangar à Chalette-sur-Loing. En effet, la salle Le Hangar, compte-tenu de ses capacités techniques, logistiques et d'accueil, correspond au type de spectacles programmés.

L'Agglomération Montargoise et la Ville de Chalette-sur-Loing entendent partager à part égale les dépenses et les recettes liées à cette opération.

Je vous demande de bien vouloir approuver le partenariat avec la Ville de Chalette-sur-Loing et d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention afférente. »

Délibération n° 24-248 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,*

*Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment en son article L2121-29 et L5211-1 ;*

*Vu la délibération n° 06-98 en date du 22 juin 2006 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire de la programmation des spectacles dans l'agglomération ;*

*Vu la délibération n° 23-218 du 26 septembre 2023 portant sur la définition de l'intérêt communautaire, et notamment la politique culturelle ;*

*Vu l'avis favorable de la Commission des Affaires Culturelles du 4 septembre 2024 ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant qu'il revient au Président de signer la convention avec la Ville de Chalette-sur-Loing,*

*Considérant que l'Agglomération Montargoise et la Ville de Chalette-sur-Loing souhaitent s'associer pour programmer les spectacles « PHANEE DE POOL », « DAVID LAFORE », « VUE » et « Cycl'LOKO lors de la saison 24-25. Les spectacles seront programmés les 8 et 9 novembre 2024, le 22 mars 2025, le 3 avril 2025, le 10 mai 2025 à 20h au Hangar à Chalette-sur-Loing. En effet, la Salle Le Hangar, compte-tenu de ses capacités techniques, logistiques et d'accueil, correspond au type de spectacles programmés.*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,*

*Article 1 : Autorise Monsieur le Président à signer la convention jointe.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, à Madame le Comptable public et au Maire de la Ville de Chalette.*

**15) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de partenariat avec le Lycée professionnel Jeannette Verdier**

**Madame OLIVEIRA** : « Le Pôle Spectacle Vivant de l'Agglomération Montargoise et le Lycée professionnel Jeannette Verdier collaborent pour la mise en œuvre de projets pédagogiques à destination des élèves. Ces actions permettent au Pôle Spectacle Vivant de développer ses publics et au Lycée de compléter le parcours pédagogique des élèves. Le Lycée professionnel maintient cette année les actions « accueil public » pour les classes de bac professionnel et de CAP.

Ce partenariat s'appuiera sur un programme de sorties aux spectacles, de distribution de support de communication, d'accueil et d'orientation des publics au Tivoli et à la médiathèque, de service au bar après les spectacles, d'aide à la logistique des manifestations culturelles entre autres.

Je vous demande de bien vouloir approuver les termes de la convention de partenariat et d'autoriser Monsieur le Président à la signer avec le Lycée professionnel Jeannette Verdier. »

**Madame OLIVEIRA** : « Il s'agit de mettre en œuvre et de motiver les élèves à participer dans leurs codes de travail qu'ils apprennent au lycée. Ce dispositif fonctionne très bien et les professeurs sont très engagés auprès des élèves. »

**Délibération n° 24-249 :**

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*

*Vu la Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2121-29 et L5211-1 ;*

*Vu la délibération n° 06-98 en date du 22 juin 2006 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire de la programmation des spectacles dans l'agglomération ;*

*Vu la délibération n° 23-218 du 26 septembre 2023 portant sur la définition de l'intérêt communautaire des compétences de l'Agglomération, et notamment la politique culturelle ;  
Vu l'avis favorable de la Commission des Affaires Culturelles du 4 septembre 2024 ;  
Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant que l'Agglomération Montargoise Et rives du loing (AME) et le Lycée Professionnel Jeannette Verdier collaborent afin de faire bénéficier aux élèves de la complémentarité de leurs compétences ;*

*Considérant que cette complémentarité permet de développer les publics des services culturels de l'Agglomération Montargoise mais aussi d'enrichir et d'accompagner le parcours pédagogique des élèves du Lycée Professionnel Jeannette Verdier ;*

*Considérant qu'il revient au Président de signer la convention avec le Lycée Professionnel Jeannette Verdier ;*

*Après en avoir délibéré et à l'UNANIMITÉ,*

*Article 1<sup>er</sup> : Approuve les termes de la convention jointe et autorise Monsieur le Président à la signer.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et au Lycée Professionnel Jeannette Verdier.*

#### 16) Programmation des spectacles : modification du règlement intérieur et des tarifs des salles du Tivoli

Madame OLIVEIRA : « Les tarifs de la salle du Tivoli ont été modifiés en 2021.

Suite à la revalorisation des rémunérations des intermittents et techniciens du spectacle en date du 26 mars 2024, il convient d'adapter le tarif horaire du personnel horaire facturé aux utilisateurs. Par ailleurs, le prix de la prestation de nettoyage du Tivoli a fortement augmenté à partir du 1<sup>er</sup> mars 2023 dans le cadre du nouveau marché public. En conséquence, la réévaluation proposée du forfait ménage doit permettre d'amortir partiellement cette augmentation.

- Annexe II : tarifs

Tarif horaire du personnel : 30 € au lieu de 25 €

Forfait ménage 100 € au lieu de 70 €

Les autres tarifs restent inchangés

Je vous propose d'approuver les modifications du tarif horaire du personnel et du forfait ménage figurant dans l'annexe du règlement intérieur des salles du Tivoli. »

Délibération n° 24-250 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,*

*Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29 et L5211-1,*

*Vu la délibération n° 06-98 du Conseil communautaire du 22 juin 2006 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire de la programmation des spectacles dans l'agglomération,*  
*Vu la délibération n° 21-104 du Conseil communautaire du 25 mai 2021 portant sur la modification du règlement intérieur et des tarifs de la salle du Tivoli,*  
*Vu la délibération n° 23-218 du Conseil communautaire du 26 septembre 2023 portant sur la définition de l'intérêt communautaire ;*  
*Vu l'avis favorable de la Commission des Affaires Culturelles en date du 4 septembre 2024.*  
*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024.*

*Après en avoir délibéré et à la MAJORITÉ ABSOLUE (Oppositions : M. NOTTIN avec pouvoir de M. BELABBES),*

Article 1<sup>er</sup> : *Modifie le règlement intérieur et approuve la modification partielle des tarifs de la salle du Tivoli comme suit :*

- Annexe II : tarifs  
Tarif horaire du personnel : 30 €  
Forfait ménage : 100 €  
Les autres tarifs restent inchangés

Article 2 : *La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable public.*

17) Pôle Spectacle Vivant : Transformation du « Petit pack Noël » en « Pack cadeau » et actualisation des tarifs de remboursement et des conditions d'achat des billets de spectacle

Madame OLIVEIRA : « Dans le cadre de la saison culturelle « Sortir 24/25 », il convient d'actualiser les packs, les tarifs et les conditions d'achat des billets de spectacle.

Pour éviter la saisonnalité de la formule à offrir, le « petit pack Noël » présent depuis 2018 sera remplacé par le « Pack cadeau » : qui pourra être utilisé au choix sur tous les spectacles **Tout public** de la saison proposés au Tarif Normal. Il sera valable dès l'ouverture de la billetterie saison 2024-2025.

Sont également modifiés le tarif de remboursement du Pack cadeau (article 8) et les conditions d'achat des billets (article 9).

Je vous propose d'approuver la mise à jour des articles 5, 8 et 9 de la délibération n° 23-15 du Conseil communautaire du 31 janvier 2023, applicables à partir 1<sup>er</sup> octobre 2024. »

Madame OLIVEIRA : « Le pack cadeau de 3 places est en vente à 39 €. »

Délibération n° 24-251 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment en ses articles L.2221-2 et suivants et R1617-1 et suivants ;*

*Vu la délibération n° 06-98 en date du 22 juin 2006 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire de la programmation des spectacles dans l'agglomération ;*

*Vu la délibération n° 23-218 du 26 septembre 2023 portant sur la définition de l'intérêt communautaire des compétences, et notamment la politique culturelle ;*

*Vu la délibération n° 23-15 du Conseil communautaire du 31 janvier 2023 portant sur l'actualisation des tarifs de la programmation « Sortir » applicables à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2023 ;*

*Vu l'avis favorable de la Commission des Affaires Culturelles en date du 4 septembre 2024,  
Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant qu'il revient à l'Assemblée d'approuver la mise à jour des articles 5, 8 et 9 de la délibération n° 23-15 du Conseil communautaire du 31 janvier 2023 précitée ;*

*Considérant que la programmation et les spécificités de certains spectacles et projets sont de nature à justifier des subventions de la part de divers partenaires ;*

*Après en avoir délibéré et à l'UNANIMITÉ,*

### **Article 1<sup>er</sup> – Catégories de spectacles :**

Les spectacles de la saison « Sortir » sont répartis selon les catégories suivantes :

- Spectacles ***Tout public***
  - Spectacles visant un large public avec ou sans âge minimum indiqué,
- Spectacles ***Jeune public***
  - Spectacles à voir en famille,
  - Spectacles dédiés aux enfants accompagnés d'un adulte,
- Spectacles ***Découverte***
  - Spectacles professionnels à la notoriété limitée
  - Spectacles professionnels dont la durée ne permet pas une présentation en ***Tout public***,
  - Spectacles professionnels n'ayant pu être repérés
  - Spectacles dont la forme ou le sujet sont innovants
  - Spectacles éventuellement proposés hors des lieux dédiés à la programmation
- Spectacles ***En journée***
  - Spectacles proposés sur le temps scolaire,
  - Spectacles ***Tout public***, ***Découverte*** ou ***Jeune public*** avec des séances réservées aux scolaires.

### **Article 2 - Groupes tarifaires :**

La grille des tarifs des places vendues à l'unité est constituée de neuf groupes :

- ***Spécial*** : exceptionnellement appliqué aux spectacles ***Tout public*** de grande notoriété. Ces spectacles pourront être proposés hors abonnement.
- ***Normal*** : référence pour les spectacles ***Tout public***
- ***Découverte*** : utilisé pour les spectacles ***Découverte***.
  - Pour proposer la découverte de compagnies ou d'artistes en émergence, de formes et de sujets innovants
- ***Unique*** : utilisé pour simplifier une offre ponctuelle par exemple pour les musiques actuelles,
- ***Partenariat*** : utilisé pour la collaboration avec la Ville d'Amilly
- ***PLM*** : utilisé pour la programmation jeune public (plein les mirettes)
- ***Scolaire*** : utilisé pour les publics d'élèves sur les propositions en temps scolaires.
- ***Exceptionnel*** : appliqué aux spectacles de grande notoriété proposés avec une jauge supérieur à 1000 places. Ces spectacles seront proposés hors abonnement.
- ***Gratuit*** : tarif pouvant être utilisé pour toutes les ***catégories*** de spectacles dans le cadre

de manifestations gratuites, d'opérations spécifiques ou de conventions passées avec l'AME

### **Article 3 - Classes tarifaires :**

La grille des tarifs des places vendues à l'unité est constituée de sept classes :

- **Plein tarif** - sans condition
- **Tarif réduit** - appliqué aux situations suivantes :
  - Familles nombreuses,
  - Jeunes de moins de 30 ans sur présentation d'un justificatif,
  - Titulaire des formules Tutto, Solo et Duo de la saison en cours,
    - Suivant les conditions respectives de ces abonnements,
    - Sur présentation de la carte d'abonnement.
  - En application des conventions de partenariats passées par l'AME
- **Tarif groupe** : appliqué aux ventes groupées dans les situations suivantes :
  - L'acheteur est un groupe constitué qui prend des places sur différents spectacles,
    - Un Comité d'entreprise,
    - Un Comité des œuvres sociales,
    - Une Association,
    - Un Groupement informel.
  - Les conditions sont :
    - Un interlocuteur unique identifié centralise les commandes, procède aux achats, opère les règlements, relaie les informations,
    - Le premier achat est au minimum de 25 places.
  - Achat en nombre d'au moins 15 places sur le même spectacle,
    - Les places sont achetées lors d'une transaction unique et réglées en un seul paiement,
    - Dans ce cas, le bénéfice de la classe tarifaire est limité à cette transaction.
  - A destination des élèves majeurs et des accompagnateurs des élèves du Conservatoire de Montargis et de l'Ecole de Musique d'Amilly
  - En application des conventions de partenariats passées par l'AME
  - L'acheteur est adhérent à l'une des associations conventionnées par l'Agglomération :
- **Tarif junior** : Applicable aux situations suivantes :
  - Aux moins de 18 ans sur présentation d'un justificatif
- **Tarif partenaire** :
  - Tarif éventuellement utilisé pour vendre des places aux partenaires de l'AME. En application des conventions de partenariats passées par l'AME
- **Tarif solidaire** :
  - Le tarif "*Solidaire*" est accessible aux situations suivantes sur présentation d'un justificatif :
    - Chômeurs et bénéficiaires des minimas sociaux.
- **Exonéré** : tarif attribué dans les situations et bénéficiaires suivants :
  - Les responsables de groupe dans la limite de 1 exonération par tranche de 50 places vendues avec un minimum de 50 places vendues,
  - Les accompagnants de groupes scolaires, périscolaires et provenant de structures du champ social (IME, Mission Locale, associations d'insertion, foyer d'accueil, etc.) dans la limite de :
    - 1 exonération pour 7 enfants en maternelle,

- 1 exonération pour 10 enfants en primaire,
- 1 exonération pour 14 enfants en secondaire,
- 1 exonération pour 10 personnes d'un groupe provenant de structures du champ social,
- 1 exonération pour une assistante maternelle accompagnant au moins 1 enfant.

Ces quotas pourront être augmentés dans le cas d'accompagnement renforcé de publics empêchés.

- Les invités des compagnies,
  - Selon les dispositions prévues par le contrat du spectacle concerné,
- Les invités,
- Les programmateurs et plus généralement les professionnels du spectacle en fonction des places disponibles,
- Les gagnants des jeux concours organisés par l'Agglomération pour la promotion des spectacles,
- Les associations partenaires de l'Agglomération selon les conditions définies dans les conventions approuvées par le Conseil Communautaire,
- A destination des abonnés dans le cadre d'une action spécifique,
- Dans le cadre d'un geste commercial ciblé,
- Dans le cadre d'une action de médiation ciblée,
- En application des conventions de partenariats passées par l'AME.

#### **Article 4 - Grille tarifaire :**

| Tarif pour une place       | <i>Plein tarif</i> | <i>Tarif réduit</i> | <i>Tarif groupe</i> | <i>Tarif junior</i> | <i>Tarif partenaire</i> | <i>Tarif solidaire</i> | <i>Tarif Exonéré</i> |
|----------------------------|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|------------------------|----------------------|
| <i>Spécial</i>             | 30 €               | 23 €                | 19 €                | 12 €                | 15 €                    | 5 €                    | 0 €                  |
| <i>Normal</i>              | 21 €               | 18 €                | 15 €                | 6 €                 | 10 €                    | 5 €                    | 0 €                  |
| <i>Découverte</i>          | 12 €               | 6 €                 | 6 €                 | 6 €                 | 5 €                     | 5 €                    | 0 €                  |
| <i>Unique</i>              | 10 €               | 10 €                | 10 €                | 10 €                | 10 €                    | 5 €                    | 0 €                  |
| <i>Partenariat</i>         | 19 €               | 13 €                | 13 €                | 5 €                 | -                       | 5 €                    | 0 €                  |
| <i>PLM</i>                 | 12 €               | 6 €                 | 6 €                 | 6 €                 | 5 €                     | 5 €                    | 0 €                  |
| <i>Scolaire</i>            | 5 €                | 5 €                 | 5 €                 | 5 €                 | 5 €                     | 5 €                    | 0 €                  |
| <i>Gratuit</i>             | 0 €                | 0 €                 | 0 €                 | 0 €                 | 0 €                     | 0 €                    | 0 €                  |
|                            |                    |                     |                     |                     |                         |                        |                      |
| <i>Exceptionnel</i>        |                    |                     |                     |                     |                         |                        |                      |
| Carré Or                   | 50 €               | 45 €                | 45 €                | 45 €                | -                       | 5 €                    | 0 €                  |
| 1 <sup>ère</sup> Catégorie | 48 €               | 43 €                | 43 €                | 43 €                | -                       | 5 €                    | 0 €                  |
| 2 <sup>ème</sup> Catégorie | 46 €               | 41 €                | 41 €                | 41 €                | -                       | 5 €                    | 0 €                  |

#### **Article 5 – Formules Abonnements et Packages :**

Les formules d'abonnement sont les suivantes :

- **Tutto** : Abonnement intégral nominatif pour 1 abonné
  - Comprend l'intégralité des spectacles **Tout public** et **Découverte** de la saison à l'exception des spectacles proposés hors abonnement.

Un abonnement partiel peut être proposé sur demande expresse de l'abonné et/ou dans le cas où des spectacles seraient complets.

Dans ce cas, le tarif est inchangé et les places manquantes peuvent éventuellement être remplacées sous réserve de disponibilité.

- Permet, sur demande expresse, l'accès aux spectacles **Jeune public** au tarif réduit sous réserve de disponibilité,
- Permet l'accès gratuit à des actions ou spectacles ciblés,
- Permet l'achat d'une place supplémentaire à **tarif réduit** pour tous les spectacles sous réserve de disponibilité,

L'abonné **Tutto** a la possibilité de régler en 3 versements : 100 € le jour de la réservation, le solde par deux prélèvements de 50 € le 15 octobre et le 30 novembre.

Le **Tutto 2** correspond à la vente simultanée de deux formules **Tutto** sans modification du tarif unitaire et des conditions.

- **Solo** : Abonnement nominatif pour 1 abonné
  - Comprend 1 place par spectacle pour 5 spectacles **Tout public** et **Découverte** de la saison à l'exception des spectacles proposés hors abonnement,
  - Permet l'accès gratuit à des actions ou spectacles ciblés,
  - Permet l'achat complémentaire d'une place à **Tarif réduit** pour tous les spectacles de la saison ne figurant pas dans l'abonnement.
- **Duo** : Abonnement nominatif pour 2 personnes
  - Comprend 2 places par spectacle pour 5 spectacles **Tout public** et **Découverte** de la saison à l'exception des spectacles proposés hors abonnement.
  - Permet l'achat complémentaire de deux places à **Tarif réduit** pour tous les spectacles de la saison ne figurant pas dans l'abonnement.
  - Permet l'accès gratuit à des actions ou spectacles ciblés
  - Dans tous les cas, les titulaires du Duo choisissent les mêmes spectacles.

Les formules packagées sont les suivantes :

- **Cinco** : Pack anonyme de 5 places
  - Comprend 5 places à utiliser au choix sur tous les spectacles **Tout public** de la saison à l'exception des spectacles proposés au **Tarif Spécial** ou **Exceptionnel**.
- **Pack cadeau** : Pack anonyme de 3 places
  - Comprend 3 places à utiliser au choix sur tous les spectacles **Tout public** de la saison proposés au **Tarif Normal**, il peut être composé au moment de la vente ou plus tard.
- **Pass Mirettes !** : Pack nominatif pour un enfant accompagné
  - Pour les moins de 18 ans,
  - Donne accès à 3 spectacles **Jeune public** pour un enfant,
  - Permet l'achat de deux places à tarif réduit pour deux adultes accompagnant le titulaire.
- **Parcours** : Pack nominatif pour 1 personne
  - Comprend 4 spectacles **Tout public** et/ou **Découverte** et ou **Jeune public**,
  - La composition du **Parcours** est imposée,
  - Il ne donne pas accès à des achats complémentaires à tarif réduit,
  - Plusieurs pack **Parcours** peuvent être proposés.

## **Article 6 – Grille tarifaire des abonnements et packages :**

|                                  |       |
|----------------------------------|-------|
| <i>Tutto</i>                     | 200 € |
| <i>Tutto 2</i>                   | 400 € |
| <i>Solo</i>                      | 75 €  |
| <i>Duo</i>                       | 130 € |
| <i>Cinco</i>                     | 85 €  |
| <i>Parcours</i>                  | 59 €  |
| <i>Pack cadeau</i>               | 39 €  |
| <i>Pass Plein les mirettes !</i> | 13 €  |

### **Article 7 - Tarifs complémentaires et grilles de tarifs :**

- **Actions culturelles** : tarif permettant la mise en place d'une participation financière dans le cadre d'animations culturelles, ateliers, visites par exemple.

|                            |             |              |         |
|----------------------------|-------------|--------------|---------|
|                            | Plein tarif | Tarif réduit | Gratuit |
| <i>Actions culturelles</i> | 12 €        | 6 €          | 0 €     |

- **Organisations festives** : tarif permettant la prise en charge intégral des coûts par l'utilisateur dans le cadre de propositions conviviales périphériques au champ culturel, repas par exemple.

Les trois classes de tarif permettent une adaptation du tarif au coût de l'organisation.

|                               |      |      |      |
|-------------------------------|------|------|------|
|                               | A    | B    | C    |
| <i>Organisations festives</i> | 30 € | 25 € | 20 € |

### **Article 8 - Les tarifs de remboursement et de valorisation des recettes :**

- Les places de spectacles peuvent être remboursées dans les conditions suivantes uniquement :
  - En cas d'annulation du spectacle,
  - Uniquement sur présentation de l'original du billet correspondant,
  - Selon les modalités décidées par l'AME en fonction du montant du remboursement et des directives du Trésorier Principal.
- Le montant du remboursement correspond à la valeur faciale du billet exception faite des billets vendus dans le cadre d'un abonnement.
- Les billets vendus dans le cadre d'un abonnement sont remboursés selon le tableau ci-dessous en fonction de la formule d'abonnement ou du package et du groupe tarifaire du spectacle annulé.

|                                |               |
|--------------------------------|---------------|
|                                | <i>Normal</i> |
| <i>Tutto</i>                   | 9,00 €        |
| <i>Solo</i>                    | 15,00 €       |
| <i>Duo</i>                     | 13,00 €       |
| <i>Cinco</i>                   | 17,00 €       |
| <i>Parcours</i>                | 14,75 €       |
| <i>Pack cadeau</i>             | 13,00 €       |
| <i>Pass plein les mirettes</i> | 4,33 €        |

Ces tarifs s'appliquent également dans le calcul ou la valorisation des recettes dans le cadre d'un partenariat.

- L'avoir du compte client :

- Le client ayant un trop perçu visible sur le logiciel billetterie a la possibilité d'en bénéficier jusqu'au 15 décembre de l'année en cours. Il recevra un courrier en ce sens de la part du régisseur en fin de saison. Il pourra être remboursé ou bien solder une nouvelle transaction grâce à ce trop perçu.
- Les montants non soldés seront mis dans les recettes exceptionnelles après le 15 décembre de l'année en cours.

**Article 9 – Conditions d'achat et d'utilisation des billets de spectacle :**

- La réservation des places est gratuite dans les points de vente physique de l'Agglomération. Des frais de réservation peuvent être facturés pour la vente en ligne et par des prestataires de vente extérieurs.
- Le client, quel qu'il soit, a la possibilité de retenir des places par téléphone ou par mail, il a 48h pour les régler par tous moyens de paiement acceptés par l'Agglomération.
- Le placement est libre, sauf indications contraires,
- Le bénéfice d'une place numérotée est perdu à l'heure indiquée de début du spectacle,
- Les places réservées et payées qui sont inoccupées à l'heure indiquée du début du spectacle peuvent être revendues par l'Agglomération.

Dans ce cas si le spectateur se présente dans le quart d'heure suivant le début du spectacle :

- Il pourra accéder au spectacle dans la limite des places disponibles sous réserve de dispositions particulières liées à la forme du spectacle.
- Il s'installera sur la place disponible la plus facilement accessible.
- Si aucune place n'est disponible et sur présentation immédiate du billet original, Il sera remboursé selon les modalités de l'article 8 de la présente.

Au-delà d'un quart d'heure de retard, l'accès à la salle de spectacle n'est plus possible. Les billets ne seront pas remboursés.

**Article 10 - Les invitations :**

Le Président invite à titre gracieux les personnalités dont la mission ou l'action est utile au rayonnement des politiques de l'Agglomération, des places au tarif exonéré sont délivrées aux invités.

**Article 11 - La billetterie :**

- Sera assurée pour le public :
  - A partir de septembre pour chaque saison et programmation Jeune public (selon le calendrier défini par le Président d'agglomération au moins trois mois avant)
    - A l'Hôtel Communautaire (Montargis),
    - A la Médiathèque d'Agglomération (Montargis),
    - A l'Espace Jean Vilar (Amilly),
    - A la Maison de la Forêt (Paucourt),
    - A l'Office du Tourisme (Montargis),
    - Au Hangar (Chalette sur Loing),
    - Au Musée Girodet (Montargis),
    - A la Mairie de Villemandeur (Villemandeur),
    - En ligne via une plateforme dédiée,
    - Chez des prestataires extérieurs selon des conditions définies contractuellement,
    - Une demi-heure avant chaque séance sur le lieu du spectacle.
- Sera assurée pour les scolaires :

- A partir de mi-septembre (selon date définie par le Président d'agglomération au moins trois mois avant) à l'Hôtel Communautaire.

L'Agglomération se réserve le droit de vendre des places de spectacles sur les réseaux de ventes à distance.

L'Agglomération décide des formules tarifaires disponibles pour chaque point et filière de vente.

Les éventuelles commissions sont à la charge de l'acheteur.

#### **Article 12 – Cas de la billetterie en ligne :**

L'Agglomération pourra vendre en ligne tout ou partie de la billetterie via une plateforme dédiée. Les billets vendus en ligne seront facturés aux tarifs ci-avant exposés et seront majorés d'une commission de 0,80 € TTC par billet, correspondant à des frais de gestion assumés par l'Agglomération.

Les billets individuels, les formules d'abonnement et packagés pourront être proposés.

#### **Article 13 - Durée :**

Les tarifs et conditions applicables ci-avant exposés sont applicables pour la saison 2024-2025 et suivantes.

#### **Article 14 - Subventions et partenariats :**

Dans le cadre de la programmation des spectacles et des activités culturelles connexes du Pôle Spectacle Vivant, le Président est autorisé à solliciter auprès des différents partenaires et institutions les aides et subventions nécessaires (Conseil général du Loiret, Conseil régional du Centre, Ministère de la Culture, SACEM, CNV, ONDA...) et à signer les conventions afférentes.

#### **Article 15 – Diffusion de la délibération :**

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable public et au régisseur.

### **AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ**

#### 18) Attribution d'une subvention au « Collectif montargois Notre hôpital, notre santé on y tient » au titre de l'exercice 2024

Monsieur BILLAULT : « Le « Collectif montargois Notre hôpital, notre santé on y tient » organise les 11, 12 et 13 octobre 2024, les 36<sup>èmes</sup> Rencontres Nationales de la Coordination nationale des Comités de défense des hôpitaux publics et maternités de proximité. Cet évènement se déroulera à l'espace culturel Le Hangar à Chalette-sur-Loing.

La Coordination nationale des Comités de défense des hôpitaux publics et maternités de proximité est une association pluraliste regroupant des citoyens, usagers, élus et professionnels de la santé. Elle regroupe près de 70 comités locaux et départementaux dont les objectifs consistent à défendre et à revendiquer un accès aux soins de qualité et de proximité pour toutes et tous.

Les Rencontres nationales permettent aux adhérents de se former, de mener une réflexion collective et d'émettre des avis et propositions sur la politique générale de santé, son financement et ses déclinaisons dans les bassins de vie. Elles sont aussi l'occasion d'un échange avec la population et les élus du territoire d'accueil.

Je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Président à verser une subvention de **400 €** au « Collectif montargois Notre hôpital, notre santé on y tient ». »

Délibération n° 24-252 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*

*Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29 et L5211-1 ;*

*Vu la demande de subvention « Collectif montargois Notre hôpital, notre santé on y tient » reçue le 13 mai 2024 ;*

*Vu le budget général 2024 de l'Agglomération Montargoise ;*

*Vu l'avis favorable de la Commission des Affaires Sociales et Santé du 18 septembre 2024*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant que le « Collectif montargois Notre hôpital, notre santé on y tient » organise les 11, 12 et 13 octobre 2024, les 36èmes Rencontres Nationales de la Coordination nationale des Comités de défense des hôpitaux publics et maternités de proximité ;*

*Considérant que les Rencontres nationales permettent aux adhérents de se former, de mener une réflexion collective et d'émettre des avis et propositions sur la politique générale de santé, son financement et ses déclinaisons dans les bassins de vie. Elles sont aussi l'occasion d'un échange avec la population et les élus du territoire d'accueil ;*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,*

*Article 1 : Décide d'attribuer au « Collectif montargois Notre hôpital, notre santé on y tient » la somme de 400 € pour l'exercice 2024.*

*Article 2 : La dépense en résultant est inscrite à l'article 65748, fonction 93425.*

*Article 3 : La présente délibération est transmise à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable public.*

## **SPORTS**

### 19) Attribution du solde des subventions dans le cadre de la politique sportive communautaire éducative

Monsieur GODEY : « Dans le cadre de la politique sportive portée par l'Agglomération Montargoise et sa volonté de promouvoir la pratique sportive par le plus grand nombre au sein des établissements scolaires de l'agglomération, la Commission des Sports a retenu les projets portés par :

- L'ACCLAME : promotion et développement du cyclisme : savoir rouler
- C ES AME : initiation de l'escrime en milieu scolaire
- DREAM : promotion et initiation à la pratique du Rugby
- Amhanda éducation : promotion et initiation du hand en milieu scolaire
- AME basket : promotion et initiation au basket
- AME Nautique : promotion et initiation à la voile
- AME Gym : promotion et initiation à la gymnastique

Après analyse des bilans des associations sportives et des projets, il avait été attribué les subventions suivantes pour l'année scolaire 2023-2024 :

|                           |          |
|---------------------------|----------|
| ACCLAME                   | 6 500 €  |
| C ES AME                  | 9 500 €  |
| AME Nautique              | 6 000 €  |
| AME Gym                   | 6 000 €  |
| A.M. H.A.N.D.A. Education | 12 000 € |
| A.M.E. BASKET             | 13 000 € |
| DREAM                     | 6 000 €  |

### **Modalités de versement de la subvention**

Il est convenu que :

- 50 % de la subvention a été versé suite au vote du Conseil communautaire du 26 mars 2024 ;
- Le solde de la subvention sera versé au prorata des interventions réalisées suite à l'étude du bilan de ces associations présenté en commission des sports.

Dans ce cadre, il vous est proposé de verser les soldes suivants :

|                |            |
|----------------|------------|
| A.C.C.L.A.M.E. | 3 250 €    |
| C ES AME       | 4 750 €    |
| AME Nautique   | 3 000 €    |
| AME Gym        | 1 500 €    |
| A.M.H.A.N.D.A. | 6 000 €    |
| AME BASKET     | 6 500 €    |
| DREAM          | 1 121.70 € |

### Délibération n° 24-253 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2121-29 et L1611-4,*

*Vu la délibération n° 23-218 en date du 26 septembre 2023 portant définition de l'intérêt communautaire des compétences de l'Agglomération Montargoise et notamment la politique sportive d'intérêt communautaire ;*

*Vu le budget primitif général 2024 de l'Agglomération Montargoise ;*

*Vu la délibération n°24-72 en date du 26 mars 2024 portant sur l'attribution des subventions aux associations : l'ACCLAME, CESAME, AME Nautique, AME Gym, AMHANDA Education, AME basket, DREAM, au titre de l'exercice 2024 dans le cadre de l'appui au mouvement sportif ;*

*Vu l'avis favorable de la Commission des Sports du 3 septembre 2024 ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant que la Communauté d'Agglomération est compétente en matière de politique sportive d'intérêt communautaire ;*

*Considérant qu'en matière d'appui au mouvement sportif, l'Agglomération Montargoise concentre son soutien sur des projets communs, associant l'ensemble des clubs de*

*l'agglomération dans un sport d'impact communautaire, autour d'objectifs sportifs, éducatifs et sociaux ;*

*Considérant les projets proposés par les clubs sportifs de l'agglomération ;*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ décide :*

*Article 1 : Montants des subventions aux mouvements sportifs*

*Cet appui aux mouvements sportifs reconnus d'intérêt communautaire, prend la forme de contrats d'objectifs et de moyens.*

*Pour la mise en œuvre de ces projets, l'Agglomération Montargoise a fixé le montant des subventions à :*

|                                  |                 |
|----------------------------------|-----------------|
| <i>ACCLAME</i>                   | <i>6 500 €</i>  |
| <i>C ES AME</i>                  | <i>9 500 €</i>  |
| <i>AME Nautique</i>              | <i>6 000 €</i>  |
| <i>AME Gym</i>                   | <i>6 000 €</i>  |
| <i>A.M. H.A.N.D.A. Education</i> | <i>12 000 €</i> |
| <i>A.M.E. BASKET</i>             | <i>13 000 €</i> |
| <i>DREAM</i>                     | <i>6 000 €</i>  |

*Conformément à la délibération n°24-72, 50 % de ces subventions ont été versés suite au vote du Conseil communautaire du 26 mars 2024.*

*Après étude du bilan des associations concernées à la commission des sports du 3 septembre 2024, je vous propose de verser les soldes de subvention suivants :*

|                                  |                   |
|----------------------------------|-------------------|
| <i>ACCLAME</i>                   | <i>3 250 €</i>    |
| <i>C ES AME</i>                  | <i>4 750 €</i>    |
| <i>AME Nautique</i>              | <i>3 000 €</i>    |
| <i>AME Gym</i>                   | <i>1 500 €</i>    |
| <i>A.M. H.A.N.D.A. Education</i> | <i>6 000 €</i>    |
| <i>A.M.E. BASKET</i>             | <i>6 500 €</i>    |
| <i>DREAM</i>                     | <i>1 121.70 €</i> |

*Article 2 : Budget*

*Les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2024 article : 65748 – fonction : 93 326*

*Article 3 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable Public.*

## 20) Attribution d'une aide exceptionnelle à l'association Guidon Chalettois

Monsieur GODEY : « Le Guidon Chalettois équipe cycliste de l'agglomération montargoise qui évolue en 1<sup>ère</sup> division nationale a subi lors d'un déplacement en compétition (6 avril 2024) le vol de l'ensemble des équipements de son équipe fanion (vélos, roues..).

Le préjudice s'élève à 70 180 €.

Les clauses du contrat d'assurance du Guidon Chalettois prévoit un remboursement à hauteur maximum de 50 000 euros sur lequel s'applique une franchise de 10 % soit un remboursement à hauteur de 45 000 euros donc un reste à charge pour le club de 25 180 euros.

Afin de pouvoir continuer à participer aux compétitions de niveau national (1<sup>ère</sup> division nationale) sur lesquelles le club est engagé, il est dans l'obligation de racheter l'ensemble de ce matériel.

Cette situation met le club en difficulté financière.

Aussi le Guidon chalettois sollicite l'Agglomération Montargoise et les collectivités (Mairie de Chalette, Région, Département) pour l'accompagner financièrement.

Suite à la présentation et à l'analyse de la demande de subvention reçue en commission des sports le 3 septembre 2024, il vous est proposé d'accorder une aide exceptionnelle de **5 000 euros**. »

Monsieur BILLAULT : « C'est quelque chose qui a été vécu et subi par cette structure qui représente nationalement l'agglomération montargoise. On a tous mis bout à bout de façon à ce que le préjudice financier subi soit le moins important possible pour cette structure qui est quand même le porte-drapeau de l'agglomération montargoise. »

Délibération n° 24-254 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29 et L5211-1 ;*

*Vu le budget primitif général 2024 de l'Agglomération Montargoise Et rives du loing ;*

*Vu la délibération n° 23-218 du 26 septembre 2023 portant sur la définition de l'intérêt communautaire des compétences de l'Agglomération Montargoise et notamment la politique sportive ;*

*Vu la demande d'aide du club du Guidon Chalettois ;*

*Vu l'avis favorable de la commission des Sports de l'Agglomération Montargoise du 3 septembre 2024 après examen de cette demande ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant que la communauté d'agglomération est compétente en matière de politique sportive d'intérêt communautaire ;*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ, Décide*

Article 1 : *d'attribuer au club du Guidon Chalettois une aide exceptionnelle à hauteur de 5 000 euros afin de l'accompagner financièrement suite au vol de l'ensemble des équipements de son équipe.*

Article 2 : *La dépense en résultant est inscrite à l'article 65748, fonction 93326.*

Article 3 : *La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable Public et à Monsieur le Président du Guidon Chalettois.*

## 21) Attribution d'une aide financière à Madame Pauline PETAT dans le cadre de l'aide à la performance

Monsieur GODEY : « La politique sportive de l'Agglomération Montargoise dans le volet « **AIDE à la Performance** » permet d'allouer une aide financière à titre **individuel**, pour un athlète, évoluant à l'échelon national ou international dans une discipline Olympique, et résidant sur le territoire de l'Agglomération.

Suite à la présentation et à l'analyse de la demande reçue par la commission des sports du 3 septembre 2024 de Madame Pauline PETAT, dans le cadre de sa participation aux

Championnats du Monde de triathlon Half Ironman qui auront lieu à Taupo, en Nouvelle Zélande, je vous propose de lui attribuer la somme de 400 € au motif de sa participation à cette compétition de niveau international. »

Délibération n° 24-255 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29 et L5211-1 ;*

*Vu le budget primitif général 2024 de l'Agglomération Montargoise Et rives du loing ;*

*Vu la délibération n° 23-218 du 26 septembre 2023 portant sur la définition de l'intérêt communautaire des compétences de l'Agglomération Montargoise et notamment la politique sportive ;*

*Vu la demande d'aide de Madame Pauline PETAT ;*

*Vu l'avis favorable de la commission des Sports de l'Agglomération Montargoise du 3 septembre 2024 après examen de cette demande ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant que la communauté d'agglomération est compétente en matière de politique sportive d'intérêt communautaire ;*

*Considérant que le sport de haut niveau est un vecteur promotionnel privilégié de l'Agglomération Montargoise pour son image ;*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ, Décide*

*Article 1 : d'attribuer à Madame Pauline PETAT une aide à hauteur de 400 euros afin de la soutenir dans le cadre de sa participation aux Championnats du Monde de Triathlon Half Ironman 2024 qui auront lieu à Taupo en Nouvelle Zélande.*

*Article 2 : La dépense en résultant est inscrite à l'article 65748, fonction 93326.*

*Article 3 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable Public et à Madame Pauline PETAT.*

22) Autorisation à Monsieur le Président de signer la convention de partenariat avec La ligue contre le Cancer et le Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise dans le cadre de l'organisation de la manifestation "Balade Rose"

Monsieur GODEY : « Dans le cadre de sa politique sportive, l'Agglomération Montargoise apporte son soutien aux manifestations sportives.

Depuis plusieurs années, la Ligue contre le cancer et le Centre hospitalier de l'agglomération montargoise organise une balade rose le 2<sup>ème</sup> dimanche d'octobre.

Cette manifestation est ouverte à tous : les participants peuvent verser un don à la Ligue contre le cancer.

Afin de permettre à cette manifestation de prendre un maximum d'ampleur et de récolter le maximum de dons destinés à la recherche, l'Agglomération s'est associée à la Ligue contre le cancer et au Cham dans l'organisation de cette manifestation dénommée "Balade rose".

Il est proposé aux participants 3 parcours pédestres (6-10-14 kms) et 2 parcours courses à pied (5-10 kms).

- Le nombre de participants en 2022 était de 950 en 2023 : 1 250 participants
- Le record de dons était de 6 900 € et il a été enregistré près de 11 000 € de dons en 2023.

Je vous invite d'ailleurs à participer à cette belle manifestation qui aura lieu le 13 octobre 2024 et à encourager vos administrés à y participer.

Je vous demande d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention de partenariat entre la Ligue contre le Cancer, le Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise (CHAM) et l'Agglomération Montargoise. »

#### Délibération n° 24-256 :

*Le Conseil de la Communauté d'agglomération ;*

*Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*

*Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment les articles L2121-29 et L1611-4 ;*

*Vu la délibération n° 23-218 du 26 septembre 2023 portant définition de l'intérêt communautaire des compétences, et notamment la politique sportive ;*

*Vu l'avis favorable de la commission des sports de l'Agglomération Montargoise du 3 septembre 2024*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024 ;*

*Après en avoir délibéré et à l'UNANIMITÉ,*

*Article 1<sup>er</sup> : AUTORISE Monsieur le Président à signer la convention de partenariat entre la Ligue contre le Cancer, le CHAM et l'Agglomération Montargoise dans le cadre de l'organisation de la Balade Rose.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable public.*

## **POLITIQUE DE LA VILLE**

### **23) Contrat de ville : Programmation 2024 – Autorisation à Monsieur le Président d'attribuer une subvention à l'association BGE Terres de Loire et de signer la convention afférente**

Monsieur BILLAULT : « Dans le cadre de la programmation 2024 du Contrat de ville, les membres du comité de pilotage du 2 avril 2024 ont décidé de financer, au regard des priorités définies, l'action de l'Association BGE Terres de Loire intitulée « Citélab ». Le financement de l'action prévoit outre les financements de l'Etat et de BPI France, un soutien financier de l'A.M.E. à hauteur de 7 000 €.

L'action a pour objectifs de :

- favoriser la création d'activités par les publics issus des quartiers prioritaires, développer l'esprit entrepreneurial, accompagner les personnes dans la construction de leur parcours professionnel,

- détecter les projets émergents, aider les porteurs de projets à passer du stade de l'idée à celui de projet,
- apporter un premier niveau d'informations et orienter vers les structures les plus appropriées.

**L'imputation budgétaire est la suivante :**

➤ Fonction 93 518 - Article 65748

Je vous demande de bien vouloir approuver l'attribution d'une subvention de **7 000 €** à l'association BGE Terres de Loire et de m'autoriser à signer la convention afférente.

Délibération n° 24-257 :

*Le Conseil de Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L1611-4, L2121-29 et L5211-1 ;*

*Vu les statuts de l'Agglomération Montargoise ;*

*Vu le COPIL du Contrat de ville du 2 avril 2024 ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau en date du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant la demande de subvention présentée par BGE Terres de Loire pour l'action « Citélab » qui a pour objectif la création d'activités par les publics issus des quartiers prioritaires, le développement de l'esprit entrepreneurial et l'accompagnement des personnes dans la construction de leur parcours professionnel ;*

*Après en avoir délibéré et à l'UNANIMITÉ,*

*Article 1 : Décide d'attribuer à l'association BGE Terres de Loire la somme de 7 000 € au titre de la programmation 2024 du Contrat de Ville.*

*Article 2 : Autorise Monsieur le Président à signer la convention avec l'association BGE Terres de Loire et à verser la subvention,*

*Article 3 : La présente délibération ainsi que la convention afférente seront transmises à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable public.*

*Monsieur DELANDRE quitte la séance à 19 heures 34.*

24) Autorisation à Monsieur le Président d'attribuer une subvention à l'association France Victimes 45 (AVL) au titre de l'exercice 2024 et de signer la convention afférente

Monsieur BILLAULT : « L'association départementale France Victimes 45 (AVL) est née de la mutualisation des lieux, des personnels salariés et bénévoles ainsi que des moyens matériels et financiers des deux anciennes structures de Montargis et Orléans.

Les autorités judiciaires et le Conseil départemental du Loiret ont souhaité mettre en place un projet départemental d'aide aux victimes afin d'avoir une politique cohérente et lisible à la fois en termes d'interventions et de financements.

L'association a pour objet :

- de favoriser auprès des victimes d'infractions pénales la connaissance de leurs droits et de les aider à obtenir une réparation effective de leur préjudice ;
- de leur expliquer les démarches privées, administratives ou judiciaires à entreprendre ;
- de leur faire bénéficier d'un soutien psychologique, de les orienter si nécessaire vers d'autres services partenaires identifiés ;
- de sensibiliser les partenaires à l'accueil spécifique des victimes d'infractions pénales.

Au 31 décembre 2023, l'association France Victimes 45 (AVL) a reçu 601 personnes sur le territoire de l'agglomération montargoise.

L'association assure des permanences :

- à l'antenne de Montargis (4 jours par semaine),
- à l'Espace Multi-Services de l'AME (deux demi-journées par mois),
- au Commissariat de Montargis (le lundi matin).

Au regard de la mission d'intérêt général que remplit l'association avec des actions qui s'intègrent pleinement dans la compétence communautaire Politique de la Ville et de sa participation au sein du CISPD (conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance), je vous propose de soutenir l'association afin de l'aider à poursuivre ses missions. Le montant de la subvention 2024 s'évalue à 10 000 €.

**L'imputation budgétaire est la suivante :**

➤ Fonction 93 518 - Article 65748

Je vous demande de bien vouloir approuver l'attribution d'une subvention de **10 000 €** à l'association France Victimes 45 (AVL) et de m'autoriser à signer la convention afférente. »

Délibération n° 24-258 :

*Le Conseil de Communauté d'Agglomération,*

*Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu les statuts de l'Agglomération Montargoise ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau en date du 17 septembre 2024,*

*Considérant la demande de subvention de l'association France Victimes 45 (AVL) ;*

*Considérant que l'association France Victimes 45 (AVL) a pour objet d'accueillir les personnes qui s'estiment atteintes dans leurs droits, en leur proposant une écoute privilégiée pour identifier les difficultés qu'elles rencontrent ;*

*Considérant que l'association France Victimes 45 (AVL) accompagne dans les démarches au travers d'une aide psychologique et/ou juridique ;*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,*

Article 1 : *Décide d'attribuer à l'association France Victimes (AVL) la somme de 10 000 € au titre de l'exercice 2024.*

Article 2 : *Autorise Monsieur le Président à signer la convention avec l'association France Victimes 45 (AVL) et à verser la subvention.*

*Article 3 : La présente délibération ainsi que la convention afférente seront transmises à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable public.*

25) Autorisation à Monsieur le Président d'attribuer une subvention à l'association IMANIS dans le cadre de son activité d'accueil de jour au titre de l'année 2024 et de signer la convention afférente

Monsieur BILLAULT : « Lors de sa séance du 17 décembre 2009, le Conseil communautaire a reconnu d'intérêt communautaire l'activité « Accueil de jour » de l'association IMANIS dans le cadre de la compétence Politique de la Ville.

La convention qui vous est soumise pour approbation prévoit que, dans le cadre de cette activité, l'association IMANIS devra assurer les missions suivantes :

- accueillir et apporter une écoute aux personnes démunies et leur permettre :

- ⇒ de prendre un petit déjeuner,
- ⇒ de se laver,
- ⇒ de rencontrer une infirmière,
- ⇒ de bénéficier du savoir-faire d'une coiffeuse.

- mettre en place différents ateliers tels que :

- ⇒ « la socialisation et l'insertion »,
- ⇒ « l'accès au logement »,
- ⇒ « le retour à l'activité et à l'emploi »,
- ⇒ « l'alphabétisation et la participation au groupe de parole »,
- ⇒ « la culture découverte et l'activité physique »,
- ⇒ « la santé et l'hygiène de vie »,
- ⇒ « des activités manuelles », afin de rompre l'isolement et la marginalisation et de favoriser la dynamique de retour à l'activité.

L'Accueil de jour est ouvert au public du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, du lundi au jeudi de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h30, le vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00, et se situe au 1 rue du Château à MONTARGIS. Il s'agit de personnes désocialisées, marginalisées, sans domicile fixe, de femmes victimes de violences, de jeunes en errance, de personnes esseulées et migrantes. En 2023, 536 personnes (9001 passages) ont été accueillies par les équipes de l'association IMANIS.

La reconnaissance d'intérêt communautaire de cette action par l'Agglomération Montargoise, se traduit par la signature d'une convention qui fixe les engagements réciproques des deux parties.

La dépense liée à l'exercice de cette activité pour 2024, sur le territoire de l'A.M. E, se chiffre à 319 029 €. Les différents partenaires financiers de cette action sont l'Etat, le Département et la Fondation Abbé Pierre. Je vous propose de soutenir l'association IMANIS afin de l'aider à poursuivre ses missions. Le montant de la subvention pour l'exercice 2024 s'évalue à **26 000 €**.

**L'imputation budgétaire est la suivante :**

➤ Fonction 93 518 - Article 65748

Je vous demande de bien vouloir approuver l'attribution d'une subvention de **26 000 €** à l'association IMANIS et de m'autoriser à signer la convention afférente. »

Délibération n° 24-259 :

*Le Conseil de Communauté d'Agglomération,*

*Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L1611-4, L2121-29 et L5211-1 ;*

*Vu les statuts de l'Agglomération Montargoise ;*

*Vu la délibération n° 23-218 portant sur la définition de l'intérêt communautaire des compétences, et notamment les activités de l'accueil de jour d'IMANIS ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau en date du 17 septembre 2024,*

*Considérant la demande de subvention présentée par IMANIS pour son activité d'accueil de jour ;*

*Considérant que l'association IMANIS a pour objet de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes les plus démunies ;*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,*

*Article 1 : Décide d'attribuer à l'association IMANIS pour le fonctionnement de l'activité « accueil de jour » la somme de 26 000 € au titre de l'exercice 2024.*

*Article 2 : Autorise Monsieur le Président à signer la convention avec l'association IMANIS et à verser la subvention.*

*Article 3 : La présente délibération ainsi que la convention afférente seront transmises à Monsieur le Sous-Préfet et Madame le Comptable public.*

## **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

### **26) Modification de l'affectation des locaux de la Pépinière d'Entreprises de l'Agglomération Montargoise**

*Monsieur DELANDRE siège à nouveau au sein de l'assemblée à 19 heures 36.*

Monsieur LORENTZ : « L'Agglomération Montargoise a ouvert, le 1<sup>er</sup> septembre 2008, sa pépinière d'entreprises.

La Pépinière d'Entreprises de l'Agglomération Montargoise est un établissement généraliste qui propose des locaux à louer aux créateurs d'entreprises pour les accompagner dans le lancement de leur activité et dans leur développement en proposant un accompagnement dans le portage de projet, un suivi personnalisé et des prestations de services pour optimiser les conditions nécessaires à la réussite de leur projet entrepreneurial.

L'Agglomération Montargoise, par sa délibération n° 08-26 du 07 février 2008, sa délibération modificatrice n°21-239 du 28 septembre 2021 et par sa délibération 17-225 du 29 septembre 2017, a établi la matrice de la convention de mise à disposition de bureaux au sein de cet établissement afin d'en organiser les modalités d'occupation et de fonctionnement tant dans ses

aspects logistiques que financiers.

A l'aune du dernier trimestre 2024, l'Agglomération Montargoise procédera à la relocalisation du Service de Police Intercommunale dans les actuels locaux de l'aile Est de la Pépinière d'Entreprises.

La modification de l'affectation de ces locaux appelle donc la mise en conformité de la trame de la convention d'occupation et du tableau de tarification relatif à l'indemnité mensuelle d'occupation des locaux. Pour mémoire, la tarification est proratisée à la surface occupée.

Il convient de préciser que ce travail de mise en conformité n'entraînera aucune modification des montants des tarifications en vigueur puisqu'il s'agit de présenter dorénavant 8 bureaux mis à disposition au lieu de 13, les locaux annexes et les 3 ateliers.

Je vous propose d'approuver le projet de convention d'occupation actualisée et le tableau de tarification pour l'indemnité mensuelle d'occupation qui deviendraient immédiatement applicables. »

Monsieur PROFFIT : « Je tiens juste à dire qu'il serait vraiment temps que l'Agglomération Montargoise relocalise la pépinière d'entreprises dans quelque chose de beaucoup plus attrayant. »

Monsieur BILLAULT met aux voix cette délibération.

Délibération n° 24-260 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2121-29 et L5211-1 ;*

*Vu les statuts de l'Agglomération Montargoise ;*

*Vu la délibération n° 23-218 du Conseil communautaire du 26 septembre 2023 portant sur la définition de l'intérêt communautaire des compétences de l'Agglomération Montargoise, et notamment l'accompagnement dans la création d'entreprises ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant que le fonctionnement de la Pépinière d'Entreprises s'inscrit dans le cadre de la compétence « Développement Economique » de l'Agglomération Montargoise ;*

*Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de déterminer les modalités d'accès, les modalités financières et les modalités de fonctionnement de la Pépinière d'Entreprises de l'Agglomération Montargoise,*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,*

Article 1<sup>er</sup> : *APPROUVE l'utilisation systématique de la trame de convention jointe en annexe pour formaliser les modalités d'occupation des bureaux mis à disposition au sein de la Pépinière d'Entreprises de l'Agglomération Montargoise.*

Article 2 : *FIXE, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2024, l'indemnité annuelle d'occupation des locaux à 110 € par m<sup>2</sup> et par an, montant non assujéti à TVA, pour les bureaux de la pépinière d'entreprises. Ce montant est mathématiquement proportionnel aux surfaces des locaux faisant l'objet de la convention d'occupation.*

Article 3 : DETERMINE, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2024, un forfait « locaux annexes de la pépinière » fixé à 330 € mensuel, montant non assujetti à TVA et sans application du forfait « prestation de services ».

Article 4 : FIXE, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2024, l'indemnité annuelle pour la mise à disposition des ateliers (cellules B, C et D du bâtiment 088) à 40 € par m<sup>2</sup> et par an, montant non assujetti à TVA. Ce montant est mathématiquement proportionnel aux surfaces des locaux faisant l'objet de l'avenant à la convention d'occupation.

Article 5 : AUTORISE Monsieur le Président de l'Agglomération Montargoise à signer toute convention d'occupation établie sur les bases ci-dessus, avec toute entreprise ou porteur de projet désireux de s'installer dans la Pépinière d'Entreprises.

Article 6 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, à Madame le Comptable Public et à tout occupant au moment de la signature de la convention d'occupation. Un exemplaire original de la convention sera remis à l'occupant.

|   | <b>PROJET - Tarification applicable<br/>aux locaux de la pépinière<br/>d'entreprises</b> |   |
|--|--|---|
| <b>Tarification fixée par la délibération n°24-XX du 24 septembre 2024 déterminant les montants de l'indemnité mensuelle d'occupation des bureaux et de l'indemnité mensuelle d'occupation pour les ateliers</b> |  |   |
| Désignation du local   | Superficie en m <sup>2</sup>   | Montant de l'indemnité mensuelle en Euros à compter du 1er octobre 2024   |
| Bureau n°1   | 10,86  | 99,48   |
| Bureau n°2   | 11,52  | 105,52  |
| Bureau n°3   | 10,92  | 100,03  |
| Bureau n°4   | 12,84  | 117,61  |
| Bureau n°5   | 9,35   | 85,65   |
| Bureau n°6   | 10,9   | 99,84   |
| Bureau n°7   | 10,63  | 97,37   |
| Bureau n°8   | 36,54  | 334,71  |
| Désignation du local   | Superficie en m <sup>2</sup>   | Forfait mensuel en Euros  |
| Locaux annexes de la Pépinière d'Entreprises   | 323,70   | 330,00  |
| Désignation du local   | Superficie en m <sup>2</sup>   | Montant de l'indemnité mensuelle en Euros à compter du 1er octobre 2024   |
| Ateliers B ou C ou D   | 100 m <sup>2</sup>   | 333,33  |
| Contrat de prestation de services (1)  |  | 80 € mensuel en sus de l'indemnité mensuelle d'occupation et par titulaire d'une convention d'occupation, non applicable aux locaux annexes de la Pépinière d'Entreprises |
| (1) Le montant de la Prestation de Service est fixé par la délibération n°24-XX du 24 septembre 2024   |  |   |

27) Modification du contrat de prestation de services de la Pépinière d'Entreprises de l'Agglomération Montargoise

Monsieur LORENTZ : « La pépinière d'entreprises de l'Agglomération Montargoise est opérationnelle depuis septembre 2008.

L'Agglomération Montargoise, par sa délibération n° 08-27 du 07 février 2008 et sa délibération modificatrice n°16-224 du 28 septembre 2016, a établi la matrice du contrat de prestation de services afin d'en organiser les modalités de fonctionnement tant dans ses aspects logistiques que financiers.

La modification de l'affectation des locaux appelle donc la mise en conformité du Contrat de Prestation de Services organisant les modalités financières des prestations proposées aux occupants de la Pépinière d'Entreprises par l'Agglomération Montargoise.

Il convient de préciser que ce travail de mise en conformité n'entraînera aucune modification des montants des tarifications en vigueur. Il est précisé que les montants indiqués ne sont pas assujettis à la TVA.

Toute occupation d'un bureau au sein de la Pépinière d'Entreprises déclenche la facturation d'un montant forfaitaire mensuel, indépendante de la surface occupée :

| <b>Prestation</b>   | <b>Prix unitaire</b> |
|---|----------------------|
| Forfait « Services et Domiciliation » pour les entreprises locataires de la pépinière | 80 € par mois        |

De plus, en fonction des consommations constatées, les tarifs suivants s'ajoutent :

| <b>Prestation</b>   | <b>Prix unitaire</b>                 |
|---|--------------------------------------|
| Photocopie ou impression sur le copieur A4 N&B  | 0,066 €                              |
| Photocopie ou impression sur le copieur A4 couleur  | 0,143 €                              |
| Photocopie ou impression sur le copieur A3 N&B  | 0,132 €                              |
| Photocopie ou impression sur le copieur A3 couleur  | 0,297 €                              |
| Téléphonie hors Métropole (fixes et mobiles)  | Frais réels facturés par l'opérateur |
| Location de salle de réunion<br>(au-delà de la ½ journée mensuelle incluse dans le forfait « Services et Domiciliation ») | 16,5 € pour ½ journée                |

Je vous propose d'approuver le projet de contrat de prestation de services actualisé et le tableau de tarification mis à jour, joints en annexe, qui deviendraient immédiatement applicables. »

Délibération n° 24-261 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2121-29 et L5211-1 ;*

*Vu les statuts de l'Agglomération Montargoise ;*

*Vu la délibération n° 23-218 du Conseil communautaire du 26 septembre 2023 portant sur la*

définition de l'intérêt communautaire des compétences de l'Agglomération Montargoise ;  
Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024 ;

Considérant que le fonctionnement de la Pépinière d'Entreprises s'inscrit dans le cadre de la compétence « Développement Economique » de l'Agglomération Montargoise ;  
Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer les tarifs applicables aux prestations de services assurées au sein de la pépinière d'entreprises,  
Considérant la délibération n° 08-27 du 7 février 2008 et sa délibération modificatrice n°16-224 du 28 septembre 2016 ;

Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,

**Article 1<sup>er</sup>** : **FIXE** comme suit le montant mensuel forfaitaire, non assujetti à la TVA, pour tout « Contrat de prestation de services » :

| <b>Prestation</b>   | <b>Prix unitaire</b> |
|---|----------------------|
| Forfait « Services et Domiciliation » pour les entreprises occupant un bureau de la pépinière | 80 € par mois        |

Il est précisé que le forfait « Services et Domiciliation », inclut ½ journée mensuelle non facturée d'accès à la salle de réunion.

Ce montant forfaitaire est applicable à tous occupants de la Pépinière d'Entreprises à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2024.

**Article 2** : **FIXE** comme suit les coûts unitaires, non assujettis à la TVA, des consommations quantifiables :

| <b>Prestation</b>   | <b>Prix unitaire</b>                 |
|---|--------------------------------------|
| Photocopie ou impression sur le copieur A4 N&B  | 0,066 €                              |
| Photocopie ou impression sur le copieur A4 couleur  | 0,143 €                              |
| Photocopie ou impression sur le copieur A3 N&B  | 0,132 €                              |
| Photocopie ou impression sur le copieur A3 couleur  | 0,297 €                              |
| Téléphonie hors Métropole (fixes et mobiles)  | Frais réels facturés par l'opérateur |
| Location de salle de réunion<br>(au-delà de la ½ journée mensuelle incluse dans le forfait « Services et Domiciliation ») | 16,5 € pour ½ journée                |

Cette grille tarifaire est applicable à tous les occupants de la Pépinière d'Entreprises à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2024.

**Article 3** : **AUTORISE** Monsieur le Président de l'Agglomération Montargoise à signer tout contrat de prestation de services établi sur les bases ci-dessus, avec toute entreprise ou porteur de projet désireux de s'installer dans la Pépinière d'Entreprises.

**Article 4** : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, à Madame le Comptable Public et à tout occupant au moment de la signature du contrat de prestation de services. Un exemplaire original dudit contrat sera remis à l'occupant.

28) Modification du règlement intérieur de la Pépinière d'Entreprises de l'Agglomération Montargoise

Monsieur LORENTZ : « L'Agglomération Montargoise a ouvert, le 1<sup>er</sup> septembre 2008, sa pépinière d'entreprises.

La Pépinière d'Entreprises de l'Agglomération Montargoise est un établissement généraliste qui propose des locaux à louer aux créateurs d'entreprises pour les accompagner dans le lancement de leur activité et dans leur développement en proposant un accompagnement dans le portage de projet, un suivi personnalisé et des prestations de services pour optimiser les conditions nécessaires à la réussite de leur projet entrepreneurial.

L'Agglomération Montargoise, par sa délibération n° 08-160 du 26 septembre 2008 et sa délibération modificatrice n°21-240 du 28 septembre 2021, a établi le Règlement Intérieur de cet établissement afin d'en organiser le fonctionnement tant dans ses parties communes que dans ses parties privatives, qu'elles soient réservées aux occupants ou à l'administration.

A l'aune du dernier trimestre 2024, l'Agglomération Montargoise procédera à la relocalisation du Service de Police Intercommunale dans les actuels locaux de l'aile Est de la Pépinière d'Entreprises.

Pour mémoire, la Pépinière d'Entreprises proposait la mise à disposition de :

- ↪ 13 bureaux,
- ↪ 4 ateliers,
- ↪ 1 salle de réunion
- ↪ Un espace de convivialité
- ↪ Des espaces communs (couloirs de circulations, local de ménage et blocs sanitaires).

Ainsi, les espaces détaillés ci-dessous ne seront plus dédiés aux usages de la Pépinière d'Entreprises et ne seront plus proposés à la mise à disposition des porteurs de projets ou créateurs d'entreprises :

- ↪ Bureau n°11 de 42,50 m<sup>2</sup>
- ↪ Bureau n°12 de 35,30 m<sup>2</sup>
- ↪ Bureau n°13 de 35,70 m<sup>2</sup>
- ↪ La Salle de Réunion de 37 m<sup>2</sup>
- ↪ L'atelier A d'une superficie de 100 m<sup>2</sup>
- ↪ Le bloc sanitaire Est de 8,90 m<sup>2</sup>
- ↪ Le couloir de circulation Est de 25,20 m<sup>2</sup>

Soit une superficie totale de 284,65 m<sup>2</sup>.

Le changement d'affectation de ces locaux de l'Agglomération Montargoise appelle donc la mise en conformité de l'actuel Règlement Intérieur de la Pépinière d'Entreprises.

Il convient de préciser que ce travail de mise en conformité n'entraînera aucune modification des montants des tarifications en vigueur relatives à l'indemnité mensuelle d'occupation, au forfait du contrat de prestation de service et à l'indemnité d'occupation pour les ateliers.

Je vous propose d'approuver le projet de Règlement Intérieur actualisé, joint en annexe, qui deviendrait immédiatement applicable. »

Délibération n° 24-262 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2121-29 et L5211-1 ;*

*Vu les statuts de l'Agglomération Montargoise ;*

*Vu la délibération n° 23-218 du 26 septembre 2024 portant sur la définition de l'intérêt communautaire des compétences de l'Agglomération Montargoise ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant que le fonctionnement de la pépinière d'entreprises s'inscrit dans le cadre de la compétence « Développement Economique » de l'Agglomération Montargoise ;*

*Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire d'établir le Règlement Intérieur applicable au sein de l'établissement afin d'en organiser le fonctionnement,*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,*

*Article 1<sup>er</sup> : APPROUVE l'instauration du nouveau Règlement Intérieur joint en annexe.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, à Madame le Comptable Public et à tout occupant qui sera accueilli au sein de la pépinière d'entreprises. Le Règlement Intérieur actualisé sera affiché au sein de l'établissement.*

## **URBANISME ET FONCIER**

### **29) Commune d'Amilly – Zone Industrielle – 597 rue du Maréchal Juin / 432 rue Saint Gabriel - Mise en place d'une convention de servitude de passage de canalisations d'eaux pluviales**

Monsieur BILLAULT : « Logistics Capital Partners (LCP), est une société de développement immobilier, qui a fait l'acquisition d'une friche industrielle d'environ 6,5 hectares à Amilly dans la zone industrielle, au 597 rue Maréchal Juin / 432 rue Saint Gabriel, parcelles cadastrées AT n° 212, 217, 419 à 423, 426 à 429 et 434 à 439.

LCP a ainsi le projet de construire un entrepôt de 31 400 m<sup>2</sup>, constitué de surfaces de stockage et de bureaux divisibles en plusieurs cellules.

Lors de ses travaux de plateforme et de VRD, LCP a contacté l'Agglomération Montargoise pour l'informer avoir retrouvé en limite ouest de son site un réseau d'eaux pluviales en service de diamètre 600 béton, reliant la rue Saint Gabriel à la rue du Maréchal Juin.

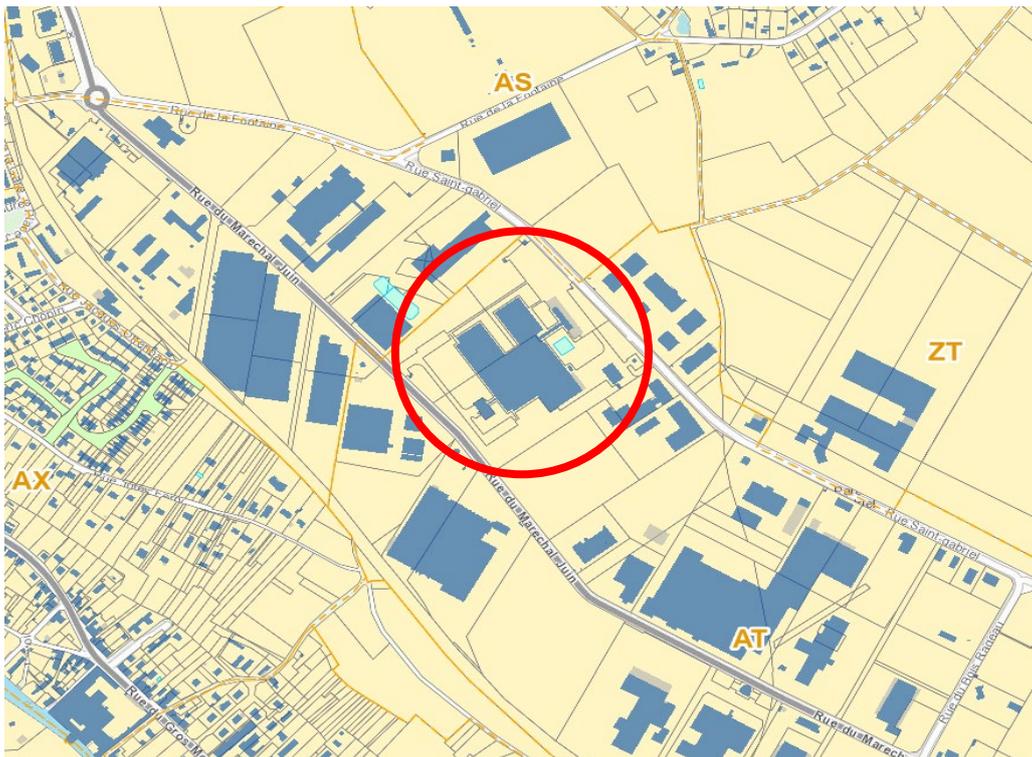
Ce réseau ne gênant pas la construction en cours par LCP, il leur a été proposé de mettre en place une convention de servitude de passage de canalisations d'eaux pluviales pour une emprise de 1587.20 m<sup>2</sup>, représentant une bande de 6,00ml de large, parallèle à la limite de propriété.

Cette servitude s'exercera sur une profondeur minimale de 1,00 mètre et 3,60 mètres maximum, et ce exclusivement sur l'emprise telle qu'elle figure sur le plan ci-annexé.

Par voie de conséquence, l'Agglomération Montargoise ou la société qui pour une raison quelconque viendrait à lui être substituée, pourront faire pénétrer dans lesdites parcelles leurs agents dûment accrédités, en vue de la surveillance, l'entretien et la réparation, ainsi que le remplacement même non à l'identique des ouvrages existants.

Je vous propose donc :

- D'approuver la conclusion d'une convention de servitude de passage de canalisations d'eaux pluviales d'une emprise de 1587.20 m<sup>2</sup> avec l'entreprise Logistics Capital Partners (LCP),
- D'autoriser Monsieur le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la conclusion de cette convention. »



Délibération n° 24-263 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2121-29 et L5211-1 ;*

*Vu l'avis favorable de la commission Urbanisme-Foncier du 06 septembre 2024,*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024,*

*Vu le courrier de la société Logistics Capital Partners en date du 22 juillet 2024,*

*Entendu le rapport du Président qui informe les élus du conseil communautaire que Logistics Capital Partners (LCP), est une société de développement immobilier, qui a fait l'acquisition d'une friche industrielle d'environ 6,5 hectares à Amilly dans la zone industrielle, au 597 rue Maréchal Juin / 432 rue Saint Gabriel, parcelles cadastrées AT n° 212, 217, 419 à 423, 426 à 429 et 434 à 439.*

*LCP a ainsi le projet de construire un entrepôt de 31 400 m<sup>2</sup>, constitué de surfaces de stockage et de bureaux divisibles en plusieurs cellules.*

*Lors de ces travaux de plateforme et de VRD, LCP a contacté l'AME pour l'informer avoir retrouvé en limite ouest de son site un réseau d'eaux pluviales en service de diamètre 600 béton, reliant la rue Saint Gabriel à la rue du Maréchal Juin.*

*Ce réseau ne gênant pas la construction en cours par LCP, il leur a été proposé de mettre en place une convention de servitude de passage de canalisations d'eaux pluviales pour une emprise de 1587.20 m<sup>2</sup>, représentant une bande de 6,00ml de large, parallèle à la limite de propriété.*

*Cette servitude s'exercera sur une profondeur minimale de 1,00 mètre et 3,60 mètres maximum, et ce exclusivement sur l'emprise telle qu'elle figure sur le plan annexé.*

*Par voie de conséquence, l'Agglomération Montargoise ou la société qui pour une raison quelconque viendrait à lui être substituée, pourront faire pénétrer dans lesdites parcelles leurs agents et ceux de leurs entrepreneurs dûment accrédités, en vue de la surveillance, l'entretien et la réparation, ainsi que le remplacement même non à l'identique des ouvrages existants.*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,*

*Article 1<sup>er</sup> : Approuve la conclusion d'une convention de servitude de passage de canalisations d'eaux pluviales d'une emprise de 1587.20 m<sup>2</sup> avec l'entreprise Logistics Capital Partners (LCP) sur le terrain situé au 597 rue Maréchal Juin / 432 rue Saint Gabriel à Amilly, telle que l'emprise est figurée au plan annexé.*

*Article 2 : Le propriétaire s'oblige tant pour lui-même que pour son locataire à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation des ouvrages et à n'entreprendre aucune opération de plantation, de fouille, de construction ou d'exploitation qui soit susceptible d'endommager les ouvrages ou de réduire l'emprise de la servitude décrit à l'article 1.*

*Article 3 : Autorise Monsieur le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la conclusion de cette convention.*

*Article 4 : Précise que les frais inhérents à la rédaction de l'acte seront à la charge de l'Agglomération Montargoise.*

*Article 5 : La présente délibération sera transmise à Madame la Préfète, Madame le Comptable Public, l'entreprise Logistics Capital Partners et au notaire en charge de la rédaction de l'acte.*

**30) Commune de Villemandeur – rue Léonard de Vinci – Cession des parcelles AP n°108, 109, 110, 111, 114 et 120 au Groupe VALOR pour la construction de logements solidaires**

**Monsieur BILLAULT** : « Opérateur privé au service du logement aidé, VALOR SOLIDARITÉS accompagne les plus défavorisés et les plus isolés en proposant des solutions de logement accompagné combinant logements privatifs et espaces de vie partagée. Ces résidences sociales à taille humaine et notamment ces Pensions de Famille proposent des logements autonomes, abordables et adaptés tout en renforçant les moyens humains qui permettent aux personnes logées d'être accompagnées selon leurs besoins.

L'attention du groupe VALOR s'est portée sur des terrains situés rue Léonard de Vinci à Villemandeur (45700) et cadastrés section AP n° 0108, 0109, 0110, 0111, 0114 et 0120, propriété de l'Agglomération Montargoise, pour une contenance d'environ 5 000 m<sup>2</sup>.

Après plusieurs échanges, ce promoteur a ainsi proposé d'acquérir lesdites parcelles afin de réaliser les habitats solidaires suivants : une pension de famille composée de 25 studios de 20m<sup>2</sup>, 18 logements collectifs d'une surface moyenne de 55 m<sup>2</sup> et de 22 maisons individuelles type T4 d'environ 85 m<sup>2</sup>.

Sa demande a fait l'objet d'un avis des domaines délivré par le service du pôle d'évaluation domaniale de la DRFIP du Centre-Val de Loire et du Loiret en date du 18/04/2024 dont il résulte que la valeur vénale du bien est estimée à 46,50 € / m<sup>2</sup>.

Par courriel du 26/04/2024, le GROUPE VALOR a confirmé son intérêt pour les terrains au prix de 46,50 € / m<sup>2</sup> en indiquant les conditions suspensives de droit commun suivantes :

- Obtention d'un permis de construire définitif, purgé du recours des tiers et de tout recours administratif pour la réalisation du projet.
- Signature d'un contrat de réservation avec un bailleur social et réalisation des conditions suspensives contenues dans ledit contrat.
- Que l'état environnemental du terrain soit compatible avec le projet et qu'il ne nécessite pas la mise en place de servitude ou de restriction d'usage.
- Que le terrain ne présente pas de pollution du sol ou de la nappe nécessitant des travaux de dépollution, d'excavation de terres polluées en décharges classées.
- Que l'étude de sol ne révèle pas la nécessité de réaliser des fondations spéciales, la présence de réseaux enterrés et de cavités.
- Absence de prescriptions archéologiques préventives.
- Absence de taxes ou participation d'urbanisme particulières
- Obtention par le bénéficiaire d'une garantie financière du parfait achèvement dans les 90 jours de l'obtention du permis de construire

Précisions étant faites que les sondages pour déterminer l'état environnemental du terrain ainsi que l'étude de sol seront réalisés par VALOR et que le permis de construire sera déposé dans les trois mois à compter de la signature d'une promesse de vente. La division cadastrale de ces parcelles sera réalisée aux frais de l'Agglomération Montargoise tandis que les frais de vente seront à la charge de l'acquéreur.

Je vous propose donc :

- D'approuver la cession par l'Agglomération Montargoise des terrains situés rue Léonard de Vinci à Villemandeur (45700) et cadastrés section AP n° 0108, 0109, 0110, 0111, 0114 et 0120, pour une contenance d'environ 5 000 m<sup>2</sup> au prix de 46,50 € / m<sup>2</sup>.
- D'autoriser Monsieur le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la conclusion de cette vente. »



Monsieur PROFFIT : « Merci d'avoir annexé l'avis des Domaines. »

Monsieur BILLAULT : « Il y a des gens qui apprennent avec le temps, et d'autres, pas. C'est ça qui est étonnant, Monsieur PROFFIT. »

Délibération n° 24-264 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-29 et L5211-1,*

*Vu l'avis du pôle d'évaluation domaniale de la DRFIP du Centre-Val de Loire et du Loiret en date du 18/04/2024,*

*Vu l'avis favorable de la commission Urbanisme-Foncier du 6 septembre 2024,*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024,*

*Entendu le rapport du Président qui informe les élus du conseil communautaire que l'opérateur privé au service du logement aidé, VALOR SOLIDARITÉS accompagne les plus défavorisés et les plus isolés en proposant des solutions de logement accompagné combinant logements privés et espaces de vie partagée. Ces résidences sociales à taille humaine et notamment ces Pensions de Famille proposent des logements autonomes, abordables et adaptés tout en*

*renforçant les moyens humains qui permettent aux personnes logées d'être accompagnées selon leurs besoins.*

*L'attention du groupe VALOR s'est portée sur des terrains situés rue Léonard de Vinci à Villemandeur (45700) et cadastrés section AP n° 0108, 0109, 0110, 0111, 0114 et 0120, propriété de l'Agglomération Montargoise, pour une contenance d'environ 5 000 m<sup>2</sup>.*

*Lors de plusieurs échanges fructueux, ce promoteur a ainsi proposé d'acquérir lesdites parcelles afin de réaliser les habitats solidaires suivants : une pension de famille composée de 25 studios de 20m<sup>2</sup>, 18 logements collectifs d'une surface moyenne de 55 m<sup>2</sup> et de 22 maisons individuelles type T4 d'environ 85 m<sup>2</sup>.*

*Leur demande a fait l'objet d'un avis des domaines délivré par le service du pôle d'évaluation domaniale de la DRFIP du Centre-Val de Loire et du Loiret en date du 18/04/2024 dont il résulte que la valeur vénale du bien est estimée à 46,50 € / m<sup>2</sup>.*

*Par courriel du 26/04/2024, le GROUPE VALOR a confirmé son intérêt pour les terrains au prix de 46,50 € / m<sup>2</sup> en indiquant les conditions suspensives de droit commun suivantes :*

- Obtention d'un permis de construire définitif, purgé du recours des tiers et de tout recours administratif pour la réalisation du projet.*
- Signature d'un contrat de réservation avec un bailleur social et réalisation des conditions suspensives contenues dans ledit contrat.*
- Que l'état environnemental du terrain soit compatible avec le projet et qu'il ne nécessite pas la mise en place de servitude ou de restriction d'usage.*
- Que le terrain ne présente pas de pollution du sol ou de la nappe nécessitant des travaux de dépollution, d'excavation de terres polluées en décharges classées.*
- Que l'étude de sol ne révèle pas la nécessité de réaliser des fondations spéciales, la présence de réseaux enterrés et de cavités.*
- Absence de prescriptions archéologiques préventives.*
- Absence de taxes ou participation d'urbanisme particulières*
- Obtention par le bénéficiaire d'une garantie financière du parfait achèvement dans les 90 jours de l'obtention du permis de construire*

*Précisions étant faites que les sondages pour déterminer l'état environnemental du terrain ainsi que l'étude de sol seront réalisés par VALOR et que le permis de construire sera déposé dans les trois mois à compter de la signature d'une promesse de vente. La division cadastrale de ces parcelles sera réalisée aux frais de l'Agglomération Montargoise tandis que les frais de vente seront à la charge de l'acquéreur.*

*En conséquence, il convient d'approuver la cession par l'Agglomération Montargoise des terrains situés rue Léonard de Vinci à Villemandeur (45700) et cadastrés section AP n° 0108, 0109, 0110, 0111, 0114 et 0120, pour une contenance d'environ 5 000 m<sup>2</sup> au prix de 46,50 € / m<sup>2</sup>.*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ (Abstention : M. PRIGENT),*

*Article 1<sup>er</sup> : Approuve la cession par l'Agglomération Montargoise des terrains situés rue Léonard de Vinci à Villemandeur (45700) et cadastrés section AP n° 0108, 0109, 0110, 0111, 0114 et 0120, pour une contenance d'environ 5 000 m<sup>2</sup> au prix de 46,50 € / m<sup>2</sup>.*

*Article 2 : Autorise Monsieur le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la conclusion de cette vente.*

*Article 3 : La présente délibération sera transmise à Madame la Préfète, Madame le Comptable Public, l'acquéreur du terrain et au notaire en charge de la rédaction de l'acte.*

31) Autorisation à Monsieur le Président de signer une convention cadre pluriannuelle avec la SAFER du centre

Monsieur BILLAULT : « Par délibération n°19-160 du 23 mai 2019, le Conseil Communautaire de l'Agglomération Montargoise a autorisé le Président à signer une convention de partenariat avec la SAFER du Centre, d'une durée de 5 ans, permettant une meilleure gestion quotidienne des questions foncières des communes et du territoire de l'Agglomération Montargoise dans sa globalité.

La SAFER, Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural, est un acteur privilégié du volet foncier des politiques publiques, qu'elles soient agricoles, d'aménagement du territoire ou de préservation de l'environnement.

La convention de partenariat proposée avait pour objet de préciser les conditions techniques et financières d'intervention de la SAFER du Centre en vue :

- D'apporter, sur demande de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale), un conseil et un accompagnement sur les problématiques foncières que celui-ci peut rencontrer au quotidien ;
- D'assurer pour le compte de l'EPCI et à sa demande, la maîtrise foncière de parcelles nécessaires à la réalisation de projets d'aménagement relevant de la compétence de l'Agglomération Montargoise sur son territoire.
- De contribuer à la mise en œuvre du volet foncier de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire,
- De contribuer à la transparence du marché foncier,
- De concourir à la préservation de l'environnement,
- De remédier aux dommages causés aux exploitations agricoles concernées par des projets d'aménagement d'intérêt général
- D'apporter son concours technique aux collectivités territoriales pour la mise en œuvre d'opérations foncières,
- D'informer la collectivité des ventes ayant lieu sur son territoire par l'intermédiaire de l'outil VIGIFONCIER (système d'information géographique en ligne) qui permet d'assurer la veille foncière en alertant la collectivité de toute nouvelle DIA et offre de vente de la SAFER,

Cette convention cadre pluriannuelle arrivant à échéance le 24 septembre 2024, il est proposé d'autoriser Monsieur le Président à signer de nouveau une convention de partenariat avec la SAFER du Centre d'une durée de 5 années. »

Delibération n° 24-265 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-29 et L5211-1 ;*

*Vu les articles L.141-1, L.141-2 et L.141-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime qui définissent le fonctionnement et les domaines d'intervention de la SAFER ;*

*Vu la délibération n°19-160 du 23 mai 2019 du Conseil Communautaire de l'Agglomération Montargoise autorisant la signature de la convention cadre pluriannuelle avec la Safer du Centre ;*

*Vu le projet de Convention Cadre Pluriannuelle entre l'Agglomération Montargoise et la SAFER du Centre ci-annexé ;*

*Vu l'avis favorable de la commission Urbanisme-Foncier du 06 septembre 2024,*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024,*

*Entendu le rapport du Président qui informe les élus du conseil communautaire que par délibération n°19-160 du 23 mai 2019, le Conseil Communautaire de l'Agglomération Montargoise a autorisé le Président à signer une convention de partenariat avec la SAFER du Centre, d'une durée de 5 ans, permettant une meilleure gestion quotidienne des questions foncières des communes et du territoire de l'AME dans sa globalité.*

*La SAFER, Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural, est un acteur privilégié du volet foncier des politiques publiques, qu'elles soient agricoles, d'aménagement du territoire ou de préservation de l'environnement.*

*La convention de partenariat proposée avait pour objet de préciser les conditions techniques et financières d'intervention de la SAFER du Centre en vue :*

- D'apporter, sur demande de l'EPCI, un conseil et un accompagnement sur les problématiques foncières que celui-ci peut rencontrer au quotidien ;*
- D'assurer pour le compte de l'EPCI et à sa demande, la maîtrise foncière de parcelles nécessaires à la réalisation de projets d'aménagement relevant de la compétence de l'Agglomération Montargoise sur son territoire.*
- De contribuer à la mise en œuvre du volet foncier de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire,*
- De contribuer à la transparence du marché foncier,*
- De concourir à la préservation de l'environnement,*
- De remédier aux dommages causés aux exploitations agricoles concernées par des projets d'aménagement d'intérêt général*
- D'apporter son concours technique aux collectivités territoriales pour la mise en œuvre d'opérations foncières,*
- D'informer la collectivité des ventes ayant lieu sur son territoire par l'intermédiaire de l'outil VIGIFONCIER (système d'information géographique en ligne) qui permet d'assurer la veille foncière en alertant la collectivité de toute nouvelle DIA et offre de vente de la SAFER,*

*Cette convention cadre pluriannuelle arrivant à son échéance le 24 septembre 2024, il convient d'autoriser le Président à signer de nouveau une convention de partenariat avec la SAFER du Centre d'une durée de 5 années.*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,*

*Article 1er : Autorise Monsieur le Président à signer la convention cadre pluriannuelle d'une durée de 5 années entre l'Agglomération Montargoise et la SAFER du Centre.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, à Madame le Comptable Public, à la SAFER du Centre et pourra être annexée à la convention mentionnée à l'article 1.*

**32) Commune d'Amilly – avenue du Docteur Schweitzer – parcelle cadastrée AC n°865 – Mise en place d'une convention de servitude de passage pour accès à un bassin d'eaux pluviales**

Monsieur BILLAULT : « Le groupe LNA Santé est un gestionnaire d'établissements médico-sociaux et sanitaires qui a récemment fait l'acquisition d'un terrain avenue du Docteur Schweitzer à Amilly, parcelle cadastrée AC n°835 afin d'y construire un établissement de santé.

Afin de conserver un accès permanent à son bassin d'eaux pluviales située sur la parcelle AC n°0007, l'Agglomération Montargoise a proposé à LNA Santé de mettre en place une convention de servitude de passage pour l'accès à ce bassin via leur parcelle, pour une emprise de 12,50 m<sup>2</sup>. Cette servitude s'exercera exclusivement sur l'emprise telle qu'elle figure sur le plan annexé.

Par voie de conséquence, l'Agglomération Montargoise ou la société qui pour une raison quelconque viendrait à lui être substituée, pourront faire pénétrer dans lesdites parcelles leurs agents dûment accrédités, en vue de la surveillance, l'entretien et la réparation, ainsi que le remplacement même non à l'identique des ouvrages existants.

Je vous propose donc :

- D'approuver la conclusion d'une convention de servitude de passage pour l'accès à un bassin d'eaux pluviales d'une emprise de 12,50 m<sup>2</sup> avec le groupe LNA Santé sur la parcelle cadastrée ACn°865 sise avenue du Docteur Schweitzer à Amilly.
- D'autoriser Monsieur le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la conclusion de cette convention. »





Délibération n° 24-266 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-29 et L5211-1,*

*Vu l'avis favorable de la commission Urbanisme-Foncier du 6 septembre 2024,*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024,*

*Vu l'accord du groupe LNA Santé reçu par courriel du 31 juillet 2024,*

*Entendu le rapport du Président qui informe les élus du Conseil communautaire que le groupe LNA Santé est un gestionnaire d'établissements médico-sociaux et sanitaires qui a récemment fait l'acquisition d'un terrain avenue du Docteur Schweitzer à Amilly, parcelle cadastrée AC n°835 afin d'y construire un établissement de santé.*

*Afin de conserver un accès permanent à son bassin d'eaux pluviales située sur la parcelle AC n°0007, l'Agglomération Montargoise a proposé à LNA Santé de mettre en place une convention de servitude de passage pour l'accès à ce bassin via leur parcelle, pour une emprise de 12,50 m<sup>2</sup>.*

*Cette servitude s'exercera exclusivement sur l'emprise telle qu'elle figure sur le plan annexé.*

*Par voie de conséquence, l'Agglomération Montargoise ou la société qui pour une raison quelconque viendrait à lui être substituée, pourront faire pénétrer dans lesdites parcelles leurs agents et ceux de leurs entrepreneurs dûment accrédités, en vue de la surveillance, l'entretien et la réparation, ainsi que le remplacement même non à l'identique des ouvrages existants.*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,*

*Article 1<sup>er</sup> : Approuve la conclusion d'une convention de servitude de passage pour l'accès à un bassin d'eaux pluviales, d'une emprise de 12,50 m<sup>2</sup>, avec le groupe LNA Santé, sur la parcelle cadastrée AC n°865, sise avenue du Docteur Schweitzer à Amilly, telle que l'emprise est figurée au plan annexé.*

*Article 2 : Le propriétaire s'oblige tant pour lui-même que pour son locataire à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au libre accès au bassin des eaux pluviales de l'AME, et à n'entreprendre aucune opération de plantation, de fouille, de construction ou d'exploitation qui soit susceptible de réduire l'emprise de la servitude décrit à l'article 1.*

*Article 3 : Autorise Monsieur le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la conclusion de cette convention.*

*Article 4 : Précise que les frais inhérents à la rédaction de l'acte seront à la charge de l'AME.*

*Article 5 : La présente délibération sera transmise à Madame la Préfète, Madame le Comptable Public, le groupe LNA Santé et au notaire en charge de la rédaction de l'acte.*

### 33) Commune d'Amilly – avenue du Docteur Schweitzer – parcelle cadastrée AC n°862 – Acquisition de terrain

Monsieur BILLAULT : « La CECNA (Coopérative d'Élevage du Centre Nord et de l'Aube) a fait l'acquisition d'un terrain situé avenue du Docteur Schweitzer à Amilly dans le but d'y implanter, en fond de parcelle, une ferme photovoltaïque. Le parc a été mis en service début 2021.

La puissance électrique de cette nouvelle installation d'énergie renouvelable est de 2 600 kW. La production d'électricité annuelle correspondra à la consommation électrique domestique de 600 foyers.

Disposant d'une grande partie de son terrain, en front de parcelle, inexploitée, la CECNA a ainsi décidé de le proposer à la vente. Aussi, l'Agglomération Montargoise souhaite se porter acquéreur d'une partie de l'unité foncière appartenant à la CECNA, soit de la parcelle cadastrée AC n°862 d'une contenance de 1 160 m<sup>2</sup>. En effet, cela permettrait à l'Agglomération Montargoise de pouvoir implanter des réseaux sur cette bande de terrain en plus du réseau d'eaux pluviales déjà existant sur cette parcelle, puis, à terme, de convenir d'une rétrocession à la Commune d'Amilly.

En vue des servitudes existantes sur ce terrain et de sa configuration, la CECNA et l'Agglomération Montargoise se sont entendues sur un prix d'acquisition de 12 €/m<sup>2</sup>. Il est précisé que les frais de notaire seraient également à la charge de l'Agglomération Montargoise.

Je vous propose donc :

- D'approuver l'acquisition par l'Agglomération Montargoise de la parcelle cadastrée AC n°862, d'une contenance de 1 160 m<sup>2</sup>, sise avenue du Docteur Schweitzer à Amilly, appartenant à la CECNA, au prix de 12€/m<sup>2</sup>.
- D'autoriser Monsieur le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la conclusion de cette vente. »



Délibération n° 24-267 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-29 et L5211-1,*

*Vu l'avis favorable de la commission Urbanisme-Foncier du 6 septembre 2024,*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024,*

*Vu l'accord de la CECNA reçu par courriel du 19 août 2024,*

*Entendu le rapport du Président qui informe les élus du Conseil communautaire que la CECNA (Coopérative d'Élevage du Centre Nord et de l'Aube) a fait l'acquisition d'un terrain situé avenue du Docteur Schweitzer à Amilly dans le but d'y implanter, en fond de parcelle, une ferme photovoltaïque. Le parc a été mis en service début 2021.*

*La puissance électrique de cette nouvelle installation d'énergie renouvelable est de 2 600 kW. La production d'électricité annuelle correspondra à la consommation électrique domestique de 600 foyers.*

*Disposant d'une grande partie de son terrain, en front de parcelle, inexploitée, la CECNA a ainsi décidé de le proposer à la vente.*

*Aussi, l'Agglomération Montargoise souhaite se porter acquéreur d'une partie de l'unité foncière appartenant à la CECNA, soit de la parcelle cadastrée AC n°862 d'une contenance de 1 160 m<sup>2</sup>.*

*En effet, cela permettrait à l'AME de pouvoir implanter des réseaux sur cette bande de terrain en plus du réseau d'eaux pluviales déjà existant sur cette parcelle, puis, à terme, de convenir d'une rétrocession à la Commune d'Amilly.*

*En vue des servitudes existantes sur ce terrain et de sa configuration, la CECNA et l'Agglomération Montargoise se sont entendues sur un prix d'acquisition de 12 €/m<sup>2</sup>. Il est précisé que les frais de notaire seraient également à la charge de l'AME.*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,*

*Article 1<sup>er</sup> : Approuve l'acquisition par l'Agglomération Montargoise de la parcelle cadastrée AC n°862, d'une contenance de 1 160 m<sup>2</sup>, située avenue du Docteur Schweitzer à Amilly, appartenant à la CECNA, au prix de 12€/m<sup>2</sup>.*

*Article 2 : Autorise Monsieur le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la conclusion de cette vente.*

*Article 3 : Précise que les frais inhérents à la rédaction de l'acte de vente seront à la charge de l'AME.*

*Article 4 : La présente délibération sera transmise à Madame la Préfète, Madame le Comptable Public, à la CECNA et au notaire en charge de la rédaction de l'acte.*

**34) Commune de Villemandeur – échange de parcelles rue Jean Jaurès : acquisition d'une emprise d'environ 214 m<sup>2</sup> issue de la parcelle AR n°79 contre la cession d'une emprise d'environ 1 273 m<sup>2</sup> issue de la parcelle AR n°91**

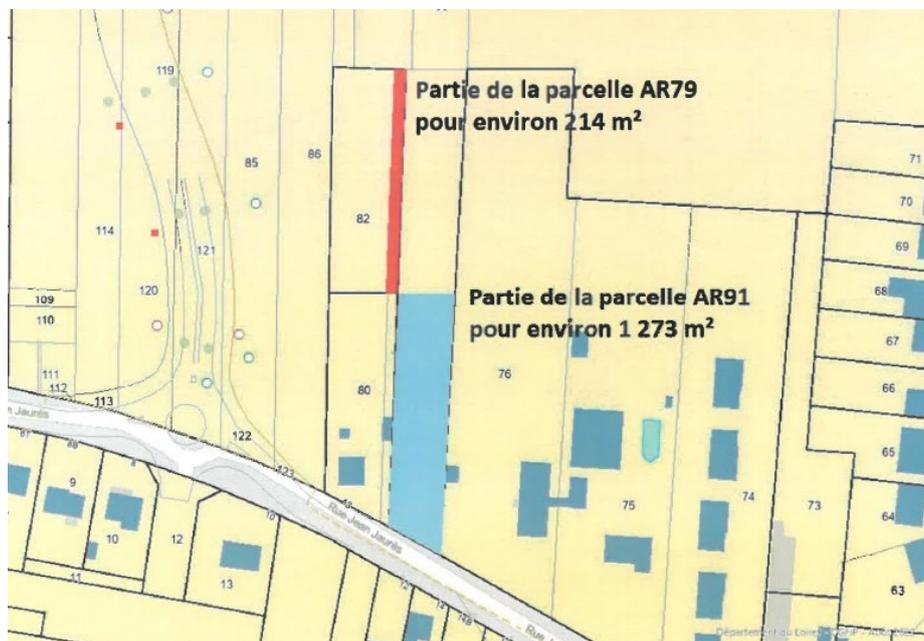
**Monsieur BILLAULT** : « Par courrier en date du 5 septembre 2023, [REDACTED] [REDACTED] ont fait part de leur intérêt pour une partie de la parcelle AR n°91 appartenant à l'Agglomération Montargoise, attenante à leur propriété située 13 rue Jean Jaurès à Villemandeur, afin de densifier leur propriété familiale.

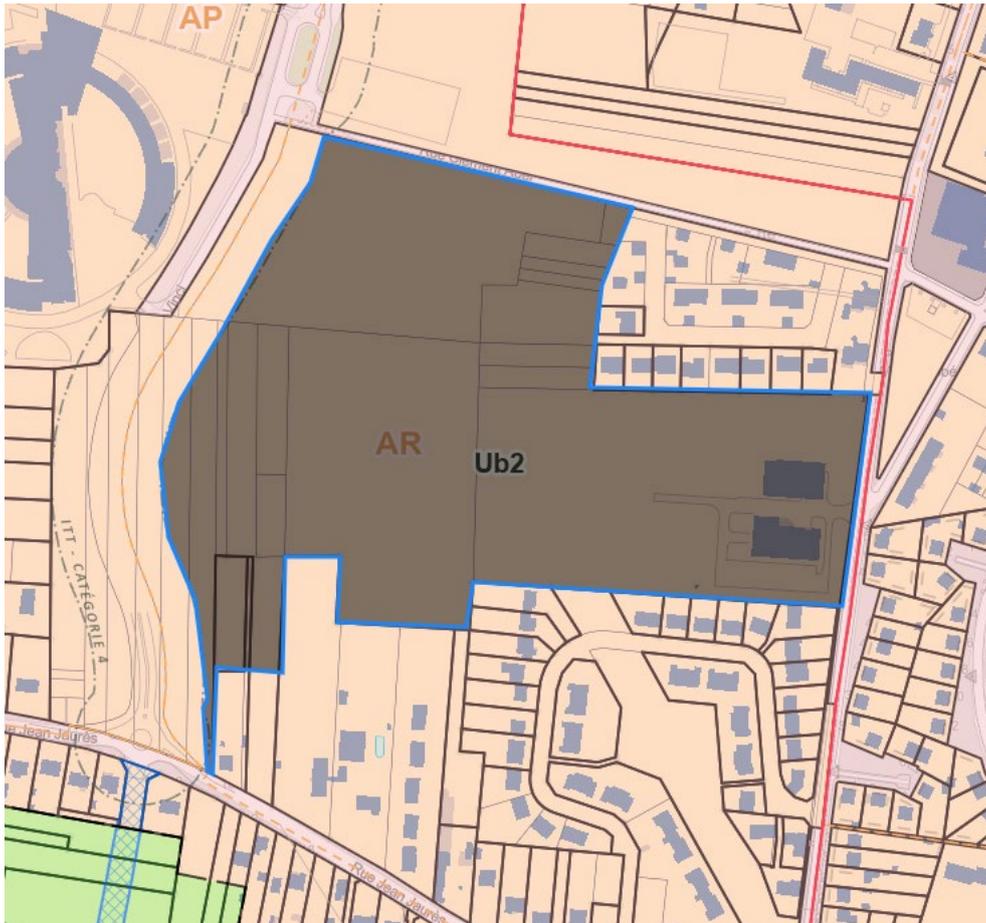
En retour, l'Agglomération Montargoise manifestait également de l'intérêt pour une partie de leur terrain situé en fond de parcelles, permettant ainsi la constitution d'une unité foncière continue et cohérente.

Après plusieurs échanges et la consultation de la Direction Régionale des Finances Publiques du Centre Val de Loire et du Département du Loiret, [REDACTED] et l'Agglomération Montargoise se sont entendus le 19 août 2024 sur un échange de terrains aux conditions suivantes :

- Cession d'une emprise d'environ 1 273 m<sup>2</sup> issue de la parcelle AR n°91 appartenant à l'AME, à [REDACTED] au prix net vendeur de 59 580 €, soit 46,80 €/m<sup>2</sup> ; les frais notariés inhérents à cet acte seraient à la charge de [REDACTED].
- Acquisition d'une emprise d'environ 214 m<sup>2</sup> issue de la parcelle AR n°79 appartenant à [REDACTED] par l'Agglomération Montargoise au prix net vendeur de 5 008 €, soit 23,40 €/m<sup>2</sup> (le terrain acquis étant alors enclavé, il a été proposé que sa valeur soit réduite de moitié) ; les frais notariés inhérents à cet acte seraient à la charge de l'Agglomération Montargoise.
- Les frais de division des parcelles AR n°91 et AR n°79 seraient partagés à parts égales entre l'Agglomération Montargoise et [REDACTED].

Je vous propose donc d'approuver cet échange et d'autoriser Monsieur le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la conclusion de cette vente. »





### **Future unité foncière de l'AME suite à l'échange**

Projet de délibération :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-29 et L5211-1,*

*Vu l'avis de la Direction régionale des Finances Publiques du Centre Val de Loire et du département du Loiret en date du 20 octobre 2023,*

*Vu l'accord de [REDACTÉ] reçu par courrier du 13 août 2024 et courriel du 19 août 2024,*

*Vu l'avis favorable de la commission Urbanisme-Foncier du 6 septembre 2024,*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024,*

*Entendu le rapport du Président qui informe les élus du conseil communautaire que par courrier en date du 05 septembre 2023, [REDACTÉ] ont fait part de leur intérêt pour une partie de la parcelle AR n°91, bien appartenant à l'Agglomération Montargoise, attenante à leur propriété située 13 rue Jean Jaurès à Villemandeur, afin de densifier leur propriété familiale.*

*En retour, l'AME manifestait également de l'intérêt pour une partie de leur terrain situé en fond de parcelles, permettant ainsi la constitution d'une unité foncière continue et cohérente.*

Après plusieurs échanges et la consultation de la Direction Régionale des Finances Publiques du Centre Val de Loire et du département du Loiret, [REDACTED] et l'Agglomération Montargoise se sont entendus le 19 août 2024 sur un échange de terrains aux conditions suivantes :

- Cession d'une emprise d'environ 1 273 m<sup>2</sup> issue de la parcelle AR n°91 appartenant à l'AME, à [REDACTED] au prix net vendeur de 59 580 €, soit 46,80 €/m<sup>2</sup>.
- Acquisition d'une emprise d'environ 214 m<sup>2</sup> issue de la parcelle AR n°79 appartenant à [REDACTED] par l'Agglomération Montargoise au prix net vendeur de 5 008 €, soit 23,40 €/m<sup>2</sup>.

Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,

Article 1<sup>er</sup> : Approuve la cession d'une emprise d'environ 1 273 m<sup>2</sup> issue de la parcelle AR n°91, située sur la Commune de Villemandeur, appartenant à l'AME, à [REDACTED] au prix net vendeur de 59 580 €, soit 46,80 €/m<sup>2</sup> et précise que les frais inhérents à la rédaction de l'acte de vente seront à la charge de [REDACTED]

Article 2 : Approuve l'acquisition d'une emprise d'environ 214 m<sup>2</sup> issue de la parcelle AR n°79, située sur la Commune de Villemandeur, appartenant à [REDACTED] par l'Agglomération Montargoise au prix net vendeur de 5 008 €, soit 23,40 €/m<sup>2</sup> et précise que les frais notariés inhérents à cet acte seront à la charge de l'Agglomération Montargoise.

Article 3 : Précise que les frais de division des parcelles AR n°91 et AR n°79 seront partagés à parts égales entre l'Agglomération Montargoise et [REDACTED]

Article 4 : Autorise Monsieur le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la conclusion de cette vente.

Article 5 : La présente délibération sera transmise à Madame la Préfète, Madame le Comptable Public, à [REDACTED] et au notaire en charge de la rédaction de l'acte.

35) Commune d'Amilly – rue Creuse – parcelles cadastrées AY n°184, 263 et 266 – Mise en place d'une convention de servitude de passage de canalisation d'eaux pluviales avec la commune d'Amilly

Monsieur BILLAULT : « Face à de fortes précipitations de plus en plus récurrentes, l'Agglomération Montargoise rencontre des problèmes réguliers de débordements sur domaine public de son réseau d'eaux pluviales, sur la rue de la Vallée à Amilly

Pour remédier à la situation, l'Agglomération Montargoise a proposé à la Commune d'Amilly de dévier le réseau actuel d'eaux pluviales situé rue Creuse et de le faire transiter par les parcelles cadastrées AY n°184, 263 et 266 appartenant à la commune.

Par courriel du 3 juillet 2024, la commune d'Amilly a accepté de mettre en place une convention de servitude de passage de canalisations d'eaux pluviales pour une emprise de 886,28 m<sup>2</sup> sur sa propriété. Cette surface d'une longueur totale de 144,70m représente une bande de 6,00m de large sur une longueur de 137,40m du côté de la rue de la Vallée et une bande d'environ 5.80m de large et 7,30m de longueur sur la portion du côté de la rue Creuse.

Cette servitude s'exercera sur une profondeur minimale de 0,90m et de 3,75m maximum, et ce, exclusivement sur l'emprise telle qu'elle figure sur le plan annexé. A noter que pour préserver l'intégrité des 3 ouvrages de visite situés dans l'emprise de la servitude, celle-ci s'exercera sans profondeur minimale autour des regards.



*Entendu le rapport du Président qui informe les élus du conseil communautaire que face à de fortes précipitations de plus en plus récurrentes, l'Agglomération Montargoise rencontre des problèmes réguliers de débordements sur domaine public de son réseau d'eaux pluviales, sur la rue de la Vallée à Amilly*

*Pour remédier à la situation, l'AME a proposé à la Commune d'Amilly de dévier le réseau actuel d'eaux pluviales situé rue Creuse et de le faire transiter par les parcelles cadastrées AY n°184, 263 et 266 appartenant à la commune.*

*Par courriel du 3 juillet 2024, la commune d'Amilly a accepté de mettre en place une convention de servitude de passage de canalisations d'eaux pluviales pour une emprise de 886,28 m<sup>2</sup> sur sa propriété. Cette surface d'une longueur totale de 144,70m représente une bande de 6,00m de large sur une longueur de 137,40m du côté rue de la Vallée et une bande d'environ 5.80m de large et 7,30m de longueur sur la portion du côté de la rue Creuse.*

*Cette servitude s'exercera sur une profondeur minimale de 0,90m et 3,75m maximum, et ce, exclusivement sur l'emprise telle qu'elle est figurée sur le plan annexé. A noter que pour préserver l'intégrité des 3 ouvrages de visite situés dans l'emprise de la servitude, celle-ci s'exercera sans profondeur minimale autour des regards.*

*Par voie de conséquence, l'Agglomération Montargoise ou la société qui pour une raison quelconque viendrait à lui être substituée, pourront faire pénétrer dans lesdites parcelles leurs agents et ceux de leurs entrepreneurs dûment accrédités, en vue de la surveillance, l'entretien et la réparation, ainsi que le remplacement même non à l'identique des ouvrages existants.*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,*

*Article 1<sup>er</sup> : Approuve la conclusion d'une convention de servitude de passage de canalisations d'eaux pluviales d'une emprise de 886,28 m<sup>2</sup> avec la Commune d'Amilly sur les parcelles cadastrées AY n°184, 263 et 266 situées au lieudit « Saint Loup », rue Creuse à Amilly, telle que l'emprise est figurée au plan annexé.*

*Article 2 : Le propriétaire s'oblige tant pour lui-même que pour son locataire à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation des ouvrages et à n'entreprendre aucune opération de plantation, de fouille, de construction ou d'exploitation qui soit susceptible d'endommager les ouvrages ou de réduire l'emprise de la servitude décrit à l'article 1.*

*Article 3 : Autorise Monsieur le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la conclusion de cette convention.*

*Article 4 : Précise que les frais inhérents à la rédaction de l'acte seront à la charge de l'AME.*

*Article 5 : La présente délibération sera transmise à Madame la Préfète, Madame le Comptable Public, à la Commune d'Amilly et au notaire en charge de la rédaction de l'acte.*

### 36) Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification simplifiée n°3 du PLUiHD

Monsieur BILLAULT : « Une modification simplifiée du PLUiHD a été prescrite le 8 février 2024 par arrêté du Président. Elle consistait à supprimer un emplacement réservé sur la commune de Vimory au bénéfice de l'AME pour la création d'un accès à l'aérodrome.

Cet emplacement n'avait par ailleurs plus aucune raison de figurer dans la mesure où l'AME

n'a plus la possibilité juridique de réaliser cette voie d'accès, une procédure de droit de délaissement ayant eu lieu et un permis d'aménager a été délivré le 15 février 2024 pour la création de 3 lots.

Les modalités de concertation de la procédure ont été établies le 21 mai 2024 et la consultation du public s'est déroulée du 12 août 2024 au 9 septembre 2024. Il convient désormais de faire le bilan de la concertation et d'approuver le dossier tel que présenté :

Une remarque a été reçue par les Personnes Publiques Associées consultées dans le cadre de la procédure :

CCI du Loiret

« La CCI regrette la suppression de cet emplacement réservé qui avait pour objectif d'améliorer l'accessibilité de l'aérodrome.

Il est proposé d'engager une réflexion sur l'élargissement de la rue de l'aérodrome longeant la parcelle ZH-87 qui constituerait une alternative d'accès au site intéressante. »

Monsieur PROFFIT : « Plusieurs remarques sur ce point, je dois vous informer que la consultation s'est déroulée du 12 août 2024 au 9 septembre 2024. Ce qui avait été dit lors du conseil communautaire du 21 mai 2024 au point 66, c'est que ce serait fait entre le 16 septembre et le 18 octobre 2024 ; c'est en haut de la page 140 de l'ordre du jour et page 150 du procès-verbal. Normalement, on devrait être en concertation d'après ce qui avait été dit. Je suis un peu surpris.

Quoiqu'il arrive, vous dites qu'une procédure de délaissement a eu lieu pour que l'Agglomération puisse acheter ce chemin d'accès. Or, aujourd'hui, on ne l'a pas fait. Du coup, il a été répondu que cela se ferait sur la parcelle 87 juste à côté. Entre temps, la parcelle 87 a été découpée en 405 et 406, donc j'ai du mal à voir comment va être fait l'aménagement de l'entrée d'accès de cette route de l'aérodrome qui est assez accidentogène. Je voulais savoir, du coup, si vous aviez des promesses pour traverser cette ex-parcelle 87 ? Comment voyez-vous les choses sur cette accessibilité de l'aérodrome ? »

Monsieur BILLAULT : « Je suis très inquiet, Monsieur PROFFIT. C'est exactement le contraire qu'on vous demande de voter. Nous avons matérialisé un emplacement réservé dans le PLUiHD avec une temporalité maximum de 2 ans. Le nécessaire n'a pas été fait dans les 2 ans pour des raisons que je n'ai pas à juger ici. Aujourd'hui, cette procédure tombe d'elle-même. Je vous demande d'acter cette situation. Malheureusement, il n'y a pas de terrain à acheter ou je ne comprends pas du tout ce que vous voulez dire, ou vous n'êtes pas sur la bonne chose au bon endroit. »

Monsieur PROFFIT : « C'est dans les annexes. Dans la réponse qui a été faite à la CCI, il est bien écrit "un élargissement de l'aérodrome sera étudié au regard de la parcelle ZH87 actuellement abandonnée". Vous avez des pistes pour cela, qu'est-ce qui est prévu ? C'est la question de l'accessibilité à l'aérodrome qui en plus sera refait, il y aura beaucoup plus de trafic. Sur les dates, je pense qu'il y a eu des ratés, c'est pour cela que des personnes n'ont pas participé. Ma question est ici : comment sera gérée l'accessibilité sur cette rue de l'aérodrome ? Quand vous y allez, c'est un peu accidentogène, vous ne savez pas quand un stop arrive, les voitures se croisent et après, vu les investissements que vous avez prévus, ce serait bien de régulariser cela. »

Monsieur BILLAULT : « Monsieur PROFFIT, d'abord, il n'y a pas d'investissements prévus. Aujourd'hui, la seule chose qu'on a fait, c'est éventuellement de donner possibilité à des gens qui veulent faire des extensions par rapport à l'existant ; c'est juste administratif. Il n'y a pas d'investissement prévu ou alors on ne parle pas de la même agglomération. Il y avait un emplacement réservé. Celui-ci est tombé de fait parce qu'on a dépassé les 24 mois prévus dans la procédure, c'est-à-dire qu'on ne pouvait plus faire valider notre droit d'emplacement réservé. La CCI a dit que c'était très dommage que cet emplacement réservé soit tombé et elle nous demande de trouver une solution ou le moyen pour faciliter l'accès, mais c'est une deuxième question. Il faut bien distinguer le fait d'approuver la modification simplifiée parce qu'on ne peut plus faire valoir nos droits sur cet emplacement réservé. A l'intérieur de l'enquête, la CCI estime que c'est dommageable d'avoir perdu cet emplacement réservé et nous invite à trouver une solution pour aménager (cela rejoint ce que vous dites) et faciliter l'accès. C'est une autre question. La question que je vous pose ce soir est d'acter que cet emplacement réservé soit tombé, c'est tout. »

Monsieur PROFFIT : « Oui mais dans la réponse de l'Agglomération, il était dit qu'on envisageait sur la parcelle 87, du coup je voulais savoir si c'était bien avancé là-dessus ou pas du tout, c'est dans l'enquête publique et la réponse qui a été faite à la CCI. »

Monsieur BILLAULT : « Ce n'est pas avancé. On lancera une étude en vue d'un aménagement. Aujourd'hui, on acte le fait que cet emplacement réservé est tombé. Cela permet aux gens qui se trouvent sur l'emplacement réservé et qui disposent de terrain de construire ou de faire ce qu'ils ont à faire. Ce sont deux choses différentes. L'accès, c'est autre chose. On ne va pas travailler sur l'accès puisque c'est une situation qui est relativement récente. »

Monsieur PROFFIT : « En tout cas, je ne participe pas au vote. »

#### Délibération n° 24- 270 :

*Le Conseil Communautaire,*

*Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2121-29 et L5211-1 ;  
Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L153-45 et suivants,  
Vu la délibération du Conseil communautaire du 27 février 2020 approuvant le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme valant Programme Local de l'Habitat et Plan de Déplacement Urbain (PLUiHD) ;  
Vu l'arrêté du Président n°24-13 du 8 février 2024 prescrivant la procédure de modification simplifiée n°3 ;  
Vu la délibération n°24-196 du 21 mai 2024 définissant les modalités de mise à disposition du public ;  
Vu le bilan de la mise à disposition du public ;  
Vu la remarque formulée par la CCI du Loiret ;  
Vu la notice explicative de la modification simplifiée n°3 ;  
Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024 ;*

*Entendu le rapport du Président qui rappelle aux membres du Conseil communautaire que par arrêté n°24-13 du 8 février 2024, le Président a prescrit une procédure de modification simplifiée n°3 du PLUiHD afin de supprimer un emplacement réservé sur la commune de Vimory,*

*Considérant la notification du dossier aux Personnes Publiques Associées réalisée entre le 10 et 16 mai 2024 et la remarque de la CCI du Loiret en date du 7 juin 2024,  
Considérant qu'à l'issue de la période de mise à disposition du public, organisée du lundi 12 août 2024 au lundi 9 septembre 2024 inclus, l'Agglomération Montargoise et la Mairie de Vimory n'ont reçu aucune remarque sur le dossier,  
Considérant que l'unique remarque n'est pas de nature à remettre en cause le projet de modification simplifiée n°3 du PLUiHD,*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ (Abstentions : M. FAURE, M. NOTTIN avec pouvoir de M. BELABBES – M. PROFFIT ne prend pas part au vote),*

*Article 1<sup>er</sup> : Approuve le bilan de la mise à disposition du public dans le cadre de la procédure de modification simplifiée n°3, tel qu'annexé à la présente délibération.*

*Article 2 : Approuve le projet de modification simplifiée n°3 tel qu'annexé à la présente délibération.*

*Les pièces suivantes du PLUiHD sont modifiées en conséquence :*

- Pièce n°5.2 : Liste des emplacements réservés
- Pièce 6.15.a : règlement graphique de la commune de Vimory

*Article 3 : La présente délibération accompagnée du dossier de modification simplifiée n°3 du PLUiHD sera transmise à Madame la Préfète.*

*Article 4 : La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes :*

- Affichage durant 1 mois au siège de l'Agglomération Montargoise et dans les mairies concernées par le PLUiHD,

*Une mention de cet affichage est insérée en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département.*

*Monsieur GUERIN (avec pouvoir de Mme BELLIERE) quitte la séance à 19 heures 52.*

### 37) Procédure de déclaration préalable des clôtures sur le territoire de l'Agglomération Montargoise

Monsieur BILLAULT : « Un courrier a été envoyé durant l'été à l'ensemble des communes de l'Agglomération Montargoise afin de les questionner sur le souhait de soumettre à déclaration préalable la construction de clôtures hors périmètre protégé.

A ce jour, 15 communes ont répondu toutes favorablement pour maintenir ou créer le fait de déclarer une clôture par le biais d'une déclaration préalable quel que soit le secteur de la commune.

Il convient donc de prendre une délibération unique conformément à l'article R421-12 du code de l'urbanisme afin de soumettre à autorisation les clôtures hors secteur protégé pour les communes qui le souhaite.

Je vous propose donc :

- De soumettre à déclaration préalable l'édification des clôtures sur l'ensemble des territoires des communes suivantes : Amilly, Cepoy, Châlette-sur-Loing, Chevillon-sur-Huillard, Conflans-sur-Loing, Corquilleroy, Lombreuil, Montargis, Mormant-sur-Vernisson, Pannes, Paucourt, Saint-Maurice-sur-Fessard, Solterre, Villemandeur, Vimory. »

Délibération n° 24-271 :

*Le Conseil Communautaire,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2121-29 et L5211-1,*

*Vu le Code de l'Urbanisme,*

*Vu la délibération n°20-56 du Conseil communautaire du 27 février 2020 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat et Plan de Déplacement Urbain (PLUiHD),*

*Vu le courrier de la Mairie de Amilly en date du 26/07/2024 décidant de soumettre à déclaration préalable les clôtures,*

*Vu le courriel de la Mairie de Cepoy en date du 01/08/2024 décidant de soumettre à déclaration préalable les clôtures,*

*Vu le courrier de la Mairie de Châlette-sur-Loing en date du 25/07/2024 décidant de soumettre à déclaration préalable les clôtures,*

*Vu le courrier de la Mairie de Chevillon-sur-Huillard en date du 01/08/2024 décidant de soumettre à déclaration préalable les clôtures,*

*Vu le courrier de la Mairie de Conflans-sur-Loing en date du 31/07/2024 décidant de soumettre à déclaration préalable les clôtures,*

*Vu le courriel de la Mairie de Corquilleroy en date du 05/08/2024 décidant de soumettre à déclaration préalable les clôtures,*

*Vu le courrier de la Mairie de Lombreuil en date du 08/08/2024 décidant de soumettre à déclaration préalable les clôtures,*

*Vu le courrier de la Mairie de Montargis en date du 16/09/2024 décidant de soumettre à déclaration préalable les clôtures,*

*Vu le courriel de la Mairie de Mormant-sur-Vernisson en date du 29/07/2024 décidant de soumettre à déclaration préalable les clôtures,*

*Vu le courrier de la Mairie de Pannes en date du 02/08/2024 décidant de soumettre à déclaration préalable les clôtures,*

*Vu le courriel de la Mairie de Paucourt en date du 03/09/2024 décidant de soumettre à déclaration préalable les clôtures,*

*Vu le courriel de la Mairie de Saint-Maurice-sur-Fessard en date du 27/08/2024 décidant de soumettre à déclaration préalable les clôtures,*

*Vu le courriel de la Mairie de Solterre en date du 02/09/2024 décidant de soumettre à déclaration préalable les clôtures,*

*Vu le courrier de la Mairie de Villemandeur en date du 25/07/2024 décidant de soumettre à déclaration préalable les clôtures,*

*Vu le courrier de la Mairie de Vimory en date du 23/07/2024 décidant de soumettre à déclaration préalable les clôtures,*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024,*

*Considérant que conformément à l'article R421-12 du Code de l'urbanisme « Doit être précédée d'une déclaration préalable l'édification d'une clôture située :*

- Dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable classé en application de l'article L. 631-1 du code du patrimoine ou dans les abords des monuments historiques définis à l'article L. 621-30 du code du patrimoine ;*
- Dans un site inscrit ou dans un site classé ou en instance de classement en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement ;*
- Dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 ou de l'article L. 151-23 ;*

- Dans une commune ou partie de commune où le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé de soumettre les clôtures à déclaration.

Considérant que le règlement écrit réglemente les clôtures au sein des zones UA, UB, UC, UX, A et N du PLUiHD,

Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ (Abstention : M. PRIGENT),

Article 1<sup>er</sup> : DÉCIDE de soumettre à déclaration préalable l'édification des clôtures sur l'ensemble du territoire des communes suivantes : Amilly, Cepoy, Châlette-sur-Loing, Chevillon-sur-Huillard, Conflans-sur-Loing, Corquilleroy, Lombreuil, Montargis, Mormant-sur-Vernisson, Pannes, Paucourt, Saint-Maurice-sur-Fessard, Solterre, Villemandeur, Vimory.

Article 2 : PRÉCISE que les clôtures nécessaires à l'activité agricole ou forestière ne sont pas soumises à déclaration préalable conformément à l'article R421-2 g) du Code de l'urbanisme.

Article 3 : PRÉCISE que la présente délibération fera l'objet d'un affichage dans toutes les communes membres de l'Agglomération Montargoise Et rives du loing ainsi qu'au siège à l'Hôtel Communautaire.

Article 4 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet.

Monsieur GUERIN (avec pouvoir de Mme BELLIERE) siège à nouveau au sein de l'assemblée à 19 heures 54.

## **HABITAT**

### 38) Dispositif permis de louer : modifications des modalités actuelles et élargissement du périmètre à la commune de Corquilleroy

Madame BASCOP : « Le permis de louer, instauré par la loi du 24 mars 2014 dite loi « ALUR », et son décret n°2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalables de mise en location, renforce la lutte contre l'habitat indigne, en permettant aux collectivités désireuses, de mieux contrôler la qualité du parc locatif sur le territoire.

Pour rappel, selon l'article 6 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs, « le bailleur est tenu de remettre un logement décent ne laissant pas apparaître de risques manifestes pouvant porter atteinte à la sécurité physique et à la santé, répondant à un critère de performance énergétique minimale, et doté des éléments le rendant conforme à l'usage d'habitation ».

Aussi, les plus-values de l'autorisation préalable à la mise en location sont les suivantes :

- Assurer un logement digne aux locataires
- Lutter contre les marchands de sommeil
- Améliorer le patrimoine et l'attractivité du territoire.

Dans ce dispositif, le propriétaire doit obtenir de la collectivité, une autorisation avant de signer le bail de mise en location de son logement. Il doit renouveler cette démarche avant chaque mise en location avec un nouveau locataire. Cependant, il n'a pas à l'effectuer lors du renouvellement ou de la reconduction du bail, ni lors de la rédaction d'un avenant.

Ni les logements du parc social, ni les locations touristiques ne sont concernés.

Ce dispositif est déjà mis en œuvre, depuis le 7 septembre 2020, sur les copropriétés du Plateau à Montargis, puis depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2023 dans des secteurs précis sur les communes de Cepoy, Chalette sur Loing et de Montargis.

Il convient aujourd'hui d'affiner ces périmètres actuels « à la parcelle et à la rue » afin qu'ils soient des plus précis possibles – cartes ci-annexées.

La commune de Corquilleroy a également demandé à l'Agglomération Montargoise d'instaurer l'autorisation préalable à la mise en location sur des logements situés sur un périmètre défini ci-annexé. Le délai est fixé au 1<sup>er</sup> avril 2025.

Concomitamment, des informations sur la mise en œuvre et la possibilité de financement de travaux d'amélioration de leur logement seront envoyées aux propriétaires afin de les sensibiliser.

Il est également précisé que les dossiers de demande d'autorisation préalable de mise en location, en plus de pouvoir être soit déposés ou envoyés au siège de la communauté Agglomération Montargoise Et rives du loing, par courrier recommandé avec accusé de réception, soit être envoyés par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : [pemisdelouer@agglo-montargoise.fr](mailto:pemisdelouer@agglo-montargoise.fr), pourront également être déposés, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2024, sur la plateforme en ligne, précédemment présentée en commission habitat du 7 juin 2024, [https://demarches.adullact.org/commencer/ame\\_permis\\_louer](https://demarches.adullact.org/commencer/ame_permis_louer)

Aussi, je vous propose :

- D'affiner à la parcelle les périmètres actuels du dispositif permis de louer sur les communes de Cepoy, Chalette-sur-Loing et Montargis
- De préciser que toutes les demandes d'autorisation préalable de mise en location pourront à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2024 :
  - soit être déposées au siège de la communauté Agglomération Montargoise Et rives du loing,
  - soit être envoyées au siège de la communauté Agglomération Montargoise Et rives du loing, par courrier recommandé avec accusé de réception,
  - soit être transmises par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : [pemisdelouer@agglo-montargoise.fr](mailto:pemisdelouer@agglo-montargoise.fr),
  - soit être déposées en ligne sur : [https://demarches.adullact.org/commencer/ame\\_permis\\_louer](https://demarches.adullact.org/commencer/ame_permis_louer)
- D'instaurer, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2025, le régime d'autorisation préalable de mise en location pour toutes les catégories de logements du parc privé situé dans le secteur géographique ci annexé à la délibération de la commune de Corquilleroy.
- D'autoriser Monsieur le Président à entreprendre les démarches nécessaires à la mise en œuvre de ce dossier et à signer tous les documents y afférents. »

Délibération n° 24-272 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989, et notamment l'article 6 ;*

*Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme rénové dite loi « ALUR » ;*

*Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dit loi « ELAN » ;*  
*Vu la loi n° 2024-322 du 9 avril 2024 visant à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement ;*  
*Vu le décret d'application n°2016-1790 du 19 décembre 2016 définissant les modalités réglementaires d'application de l'autorisation préalable de mise en location et de la déclaration de mise en location,*  
*Vu le Code général des Collectivités Territoriales ;*  
*Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.635-1 à 635-11 et R.635-1 à R.635-5 ;*  
*Vu l'arrêté du 27 mars 2017 relatif au formulaire de demande d'autorisation préalable de mise en location de logement ;*  
*Vu la délibération n°22-255 portant le lancement d'une OPAH (Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat) sur le territoire des 15 communes de l'agglomération montargoise, à compter de janvier 2023 ;*  
*Vu la délibération n°22-256 portant le lancement d'une OPAH -RU (Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain) sur les secteurs RU (Renouvellement urbain) des communes de Montargis et de Chalette sur Loing, à compter de janvier 2023 ;*  
*Vu la délibération n°23-42 du 31 janvier 2023 du Conseil Communautaire de l'Agglomération Montargoise Et rives du loing instaurant le permis de louer sur les communes de Cepoy, Chalette-sur-Loing et Montargis ;*  
*Vu la délibération n° 23-218 du 26 septembre 2023 portant sur la définition de l'intérêt communautaire des compétences de l'Agglomération Montargoise, notamment la politique de logement et la lutte contre l'habitat indigne ;*  
*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant que le dispositif d'autorisation préalable de mise en location est un outil de lutte contre l'habitat indigne ;*

*Considérant que la loi impose un délai minimum de 6 mois entre la date de la délibération de la communauté d'agglomération instaurant le dispositif et son application effective ;*

*Entendu le rapport de Madame BASCOP, Vice-Présidente chargée de l'Habitat qui informe les élus du Conseil communautaire que le permis de louer, mis en place par la loi du 24 mars 2014 dite loi « ALUR », et son décret n°2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalables de mise en location, renforce la lutte contre l'habitat indigne, en permettant aux collectivités désireuses, de mieux contrôler la qualité du parc locatif sur le territoire.*

*Pour rappel, selon l'article 6 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs, « le bailleur est tenu de remettre un logement décent ne laissant pas apparaître de risques manifestes pouvant porter atteinte à la sécurité physique et à la santé, répondant à un critère de performance énergétique minimale, et doté des éléments le rendant conforme à l'usage d'habitation ».*

*Aussi, les plus-values de l'autorisation préalable à la mise en location sont les suivantes :*

- Assurer un logement digne aux locataires*
- Lutter contre les marchands de sommeil*
- Améliorer le patrimoine et l'attractivité du territoire.*

*Dans ce dispositif, le propriétaire doit obtenir de la collectivité, une autorisation avant de signer le bail de mise en location de leur logement. Il doit renouveler cette démarche avant chaque mise en location avec un nouveau locataire. Cependant, il n'a pas à l'effectuer lors du renouvellement ou de la reconduction du bail, ni lors de la rédaction d'un avenant. Ni les logements du parc social, ni les locations touristiques ne sont concernés.*

*Ce dispositif est déjà mis en œuvre, depuis le 7 septembre 2020, sur les copropriétés du Plateau à Montargis, puis depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2023 dans des secteurs précis sur les communes de Cepoy, Chalette sur Loing et de Montargis.*

*Il convient aujourd'hui d'affiner ces périmètres actuels « à la parcelle et à la rue » afin qu'ils soient des plus précis possibles – cartes ci-annexées.*

*La commune de Corquilleroy a également demandé à l'Agglomération d'instaurer l'autorisation préalable à la mise en location sur des logements situés sur un périmètre défini ci-annexé. Le délai est fixé au 1er avril 2025.*

*Concomitamment, des informations sur la mise en œuvre et la possibilité de financement de travaux d'amélioration de leur logement seront envoyées aux propriétaires afin de les sensibiliser.*

*Il est également précisé que les dossiers de demande d'autorisation préalable de mise en location, en plus de pouvoir être soit déposés au siège de la communauté Agglomération Montargoise Et rives du loing, soit être envoyés au siège de la communauté Agglomération Montargoise Et rives du loing, par courrier recommandé avec accusé de réception, soit être envoyés par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : [pemisdelouer@agglo-montargoise.fr](mailto:pemisdelouer@agglo-montargoise.fr) pourront également être déposés, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2024, sur la plateforme en ligne, précédemment présentée en commission habitat du 07 juin 2024, [https://demarches.adullact.org/commencer/ame\\_permis\\_louer](https://demarches.adullact.org/commencer/ame_permis_louer)*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,*

*Article 1 : Dit que les périmètres actuels du régime d'autorisation de mise en location sur les communes de Cepoy, Chalette/Loing et Montargis exécutoire au 1<sup>er</sup> septembre 2023 sont affinés à la parcelle et à la rue selon les annexes ci-jointes.*

*Article 2 : Précise que toutes les demandes d'autorisation préalable de mise en location pourront à compter du 1er octobre 2024 :*

- soit être déposées au siège de la communauté Agglomération Montargoise Et rives du loing,*
- soit être envoyées au siège de la communauté Agglomération Montargoise Et rives du loing, par courrier recommandé avec accusé de réception,*
- soit être transmises par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : [pemisdelouer@agglo-montargoise.fr](mailto:pemisdelouer@agglo-montargoise.fr);*
- soit être déposées en ligne sur : [https://demarches.adullact.org/commencer/ame\\_permis\\_louer](https://demarches.adullact.org/commencer/ame_permis_louer)*

*Article 3 : Instaure, à compter du 1er avril 2025, le régime d'autorisation préalable de mise en location pour toutes les catégories de logements du parc privé situé dans le secteur géographique ci annexé à la délibération de la commune de Corquilleroy.*

*Article 4 : Autorise Monsieur le Président à entreprendre les démarches nécessaires à la mise en œuvre de ce dossier et à signer tous les documents y afférents.*

*Article 5 : Dit que la délibération exécutoire est transmise aux services de l'Etat, à la Caisse d'Allocations Familiales, à la Caisse de Mutualité Sociale Agricole, aux services fiscaux et aux instances du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).*

*Article 6 : La délibération est transmise à Madame la Préfète du Loiret, à la délégation locale de l'ANAH et aux Maires de Cepoy, Chalette-sur-Loing, Montargis et Corquilleroy.*

### 39) OPAH – Attribution des aides aux bénéficiaires

Madame BASCOP : « L'Agglomération Montargoise Et rives du loing a mis en place au 1<sup>er</sup> avril 2023, d'une durée de trois ans, une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH), sur l'ensemble des communes membres, en partenariat avec le Département du Loiret et l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

Son objectif est d'aider les propriétaires privés de logements anciens à réaliser des travaux, d'une part de rénovation et d'économies d'énergies, d'autre part d'adaptation pour le maintien à domicile des personnes âgées et/ou handicapées et enfin de travaux de logements très dégradés, et ce afin d'améliorer la sécurité et le confort au quotidien.

Les aides financières mobilisables s'adressent aux propriétaires occupants, locataires, retraités, actifs et aux propriétaires bailleurs sous certaines conditions de ressources.

Il s'agit d'attribuer des aides aux personnes mentionnées ci-dessous, dont les dossiers ont reçu un accord favorable des services de l'ANAH et du département du Loiret.

L'aide sera versée après paiement des factures par les bénéficiaires ci-après :

4 dossiers agréés pour des travaux de rénovation énergétique appartenant à 1 propriétaire occupant très modeste et à 3 propriétaires occupant modestes :

| Nom                   | Commune                   | Nbre logts | Montant travaux TTC | Aide ANAH | Aide CD45 | Reste à charge | Aide AME       |
|-----------------------|---------------------------|------------|---------------------|-----------|-----------|----------------|----------------|
|                       | CEPOY                     | 1          | 31 065 €            | 25 567 €  | 1 500 €   | 918 €          | 2 000 €        |
|                       | CHALETTE/<br>LOING        | 1          | 48 768 €            | 31 750 €  |           | 13 938 €       | 2 000 €        |
|                       | CHEVILLON<br>SUR HUILLARD | 1          | 35 476 €            | 22 639 €  |           | 10 837 €       | 2 000 €        |
|                       | MONTARGIS                 | 1          | 39 538 €            | 29 163 €  |           | 10 941 €       | 2 000 €        |
| Montant des aides AME |                           |            |                     |           |           |                | <b>8 000 €</b> |

Aussi, je vous propose :

- D'attribuer les aides selon les règles d'attribution indiquées dans la convention OPAH, aux bénéficiaires cités ci-dessus ;
- Ces aides seront versées après la réalisation des travaux et sur présentation des factures payées ; Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif fonction 90552 article 20422 ;
- D'autoriser Monsieur le Président à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération. »

Délibération n° 24-273 :

*Le Conseil de la communauté d'agglomération,*

*Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 303-1 (OPAH) / R. 327-1 (PIG), L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,*

*Vu les statuts de la communauté d'agglomération,*

*Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,*

*Vu la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002,*

*Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD), adopté par Monsieur le préfet et Monsieur le Président du Conseil départemental du Loiret, pour la période 2018-2023,*

*Vu le PLUiHD valant Programme Local de l'Habitat (PLH), approuvé par le Conseil de la communauté d'Agglomération Montargoise Et rives du loing,*

*Vu la délibération n° 22-255 en date du 27 septembre 2022 du Conseil communautaire approuvant le lancement de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat sur le territoire de l'agglomération montargoise hors secteurs Renouvellement Urbain des communes de Montargis et de Chalette sur Loing et la signature de la convention,*

*Vu la délibération n° 23-218 du 26 septembre 2023 portant sur la définition de l'intérêt communautaire de l'Agglomération Montargoise, et notamment la politique de logement,*

*Vu la délibération n°24-198 en date du 21 mai 2024 du Conseil communautaire approuvant l'avenant n°1 à la convention OPAH,*

*Vu l'avis favorable du Bureau du 17 septembre 2024,*

*Entendu le rapport de Madame BASCOP, vice-présidente chargée de l'Habitat sur la pertinence d'attribuer les aides aux propriétaires afin de les accompagner dans l'amélioration de leur logement ;*

*Après en avoir délibéré, et à l'UNANIMITÉ,*

*Article 1 : Attribue les aides selon les règles d'attribution indiquées dans la convention OPAH, aux bénéficiaires dont la liste est annexée ;*

*Article 2 : Les aides versées par l'Agglomération sont d'un montant de 8 000 € et sont destinées au financement de travaux de rénovation énergétique de logements appartenant à des propriétaires occupants très modeste et modeste ;*

*Article 3 : Ces aides sont versées après la réalisation des travaux et sur présentation des factures payées ;*

*Article 4 : Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif fonction 90552 article 20422 ;*

*Article 5 : Autorise Monsieur le Président à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération ;*

*Article 6 : La présente délibération est transmise à Madame la Préfète du Loiret, Madame le Comptable public et notifiée aux bénéficiaires.*

*Annexe – Liste des bénéficiaires*

| <i>Bénéficiaires</i> | <i>Aides AME</i> |
|----------------------|------------------|
|                      | <i>2 000 €</i>   |
|                      | <i>2 000 €</i>   |

|  |         |
|--|---------|
|  | 2 000 € |
|  | 2 000 € |

## TRAVAUX

### 40) Agglomération Montargoise (communes d'Amilly, Chalette-sur-Loing, Montargis, Pannes et Villemandeur) : rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable – Exercice 2023

Monsieur DUPATY : « L'Agglomération Montargoise comprenant les communes d'Amilly, Châlette-sur-Loing, Montargis, Pannes et Villemandeur, assure sa compétence Eau Potable en délégation de service public auprès de Suez Eau France.

L'Agglomération Montargoise exerçant la compétence production, transport, stockage et distribution de l'eau potable pour les communes d'Amilly, Châlette-sur-Loing, Montargis, Pannes et Villemandeur, il lui revient de prendre connaissance du rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2023 pour ces 5 communes.

Ce service est assuré **en concession avec SUEZ Eau France et dessert 51 305 habitants au 31/12/2023.**

**Les 6 ressources** sont les forages Chise 1, 2 et 3 sur la commune d'Amilly et Aulnoy 1, 2 et 3 sur la commune de Pannes. La totalité de l'eau distribuée provient de ressources souterraines.

**Le volume prélevé** en 2023 atteint 3 455 685 m<sup>3</sup> d'eau, soit – 1,5 % sur 2023 (3 507 845 m<sup>3</sup> en 2022).

**L'eau consommée autorisée** 2 975 548 m<sup>3</sup> en 2023 (3 005 928 m<sup>3</sup> en 2022) est distribuée à 21 785 abonnés.

Le nombre d'abonnés (domestiques et non domestiques) se répartit ainsi par commune :

- Amilly ..... 6 427
- Châlette-sur-Loing .... 4 992
- Montargis ..... 4 712
- Pannes ..... 1 879
- Villemandeur ..... 3 775

Les clients situés sur la commune de la Selle-en-Hermoy sont désormais affichés sur la commune d'Amilly, depuis 2021.

**Le rendement du réseau** est de 85,21 % pour l'année 2023 (86,17 % en 2022, valeur révisée en 2023).

**La longueur du réseau** est de 424,133 km au 31/12/2023 ; il existe 8 réservoirs sur tour d'une capacité globale de 8 950 m<sup>3</sup>.

**Prix de l'eau pour 120 m<sup>3</sup> consommés (en euros TTC) :**

|  | 1 <sup>er</sup> janvier 2021 | 1 <sup>er</sup> janvier 2022 | 1 <sup>er</sup> janvier 2023 | 1 <sup>er</sup> janvier 2024 |
|--|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Montant de la facture 120 m <sup>3</sup> | 309,00                       | 315,47                       | 328,39                       | 351,73                       |
| Prix du m <sup>3</sup>                   | 2,58                         | 2,63                         | 2,75                         | 2,93                         |
| <b>Variation</b>                         | + 7,58%                      | +2,09%                       | +4,0%                        | +6,5%                        |

Le taux d'impayés pour l'année 2023 est de 3,88 % à fin 2023.

Les recettes de vente d'eau ont représenté 6 806 508 € en 2023 (6 149 511 € en 2022) dont 1 097 260,0 € de surtaxes reversées à l'Agglomération Montargoise Et rives du loing.

L'intéressement au volume supplémentaire a représenté 137 054,46 € et la redevance pour occupation du domaine public le montant de 17 187,72 €.

Une pénalité d'un montant d'environ 70 000 € a été calculé pour non-atteinte de l'objectif contractuel portant sur le rendement du réseau pour l'année 2023, retard de déploiement de la télérelève, défaut de couverture du service de télérelève et retard dans la production du rapport annuel et de ses annexes sera appliqué à SUEZ Eau France en 2024 au titre de l'année 2023.

### **Qualité de l'eau en 2023 et développement durable :**

Les taux de conformité réglementaires sur analyses de contrôle sanitaire sur la distribution sont les suivants :

- Sur la distribution :
  - Microbiologie : nb contrôles 115 : 0 non conforme
  - Physico chimique : nb contrôles 208 : 6 non conforme

### **Connaissance et gestion patrimoniale des réseaux :**

L'indice de connaissance du réseau au 31/12/2023 correspond à une note de 120 sur 120.

### **Financement des investissements :**

L'encours de la dette du service d'Eau potable est de **3 330 985 € au 31/12/2023** (3 558 171 € au 31/12/2022), l'épargne brute au 31/12/2023 s'élève à 1 196 897 € soit une durée d'extinction de la dette de **2,8 années**.

Les **travaux engagés** au cours de l'année 2023 représentent un investissement de 1 409 110,9 € (3 348 751,30 € en 2022) dont 727 224,27 € (1 143 610,24 € en 2022) imputés sur les fonds contractuels gérés par SUEZ Eau France.

Le montant des subventions perçues par la collectivité au cours de l'exercice 2023 représente 63 386 € (537 782 € en 2022).

La **dotation aux amortissements** inscrit à l'exercice 2023 s'élève à **145 126 € (133 250 € en 2022)**.

Je vous demande de bien vouloir prendre acte de la présentation du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public eau potable 2023. »

Monsieur DUPATY : « Pour répondre à la question posée par Monsieur NOTTIN, les pénalités contractuelles 2023 pour ce qui concerne l'eau potable sont réparties ainsi :

- Retard sur les compteurs de télérelève : 30 000 €
- La non remise des documents dans les délais : 16 000 €
- Le non-respect du taux de remontée journalière liée à des index : 5 000 €
- La non-couverture des compteurs par le service : 6 700 €

Au total, après actualisation, le montant des pénalités s'élève à 70 312,64 €. »

Monsieur BILLAULT : « Cela s'est fait en 2 fois, le rapport annuel du délégataire et le rapport sur le prix et la qualité du service public, on ne pouvait pas mélanger les 2. »

Monsieur NOTTIN : « C'est pour cela que je ne réinterviens pas. Mon intervention de tout à l'heure parle à la fois du rapport du délégataire et du rapport de l'Agglomération. »

Monsieur BILLAULT : « Ce qui montre bien qu'on travaille quand même. »

Délibération n° 24-274 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;*

*Vu le décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 pris pour l'application de l'article L 2224-5 et modifiant les annexes V et VI du Code général des collectivités territoriales ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en ses articles L1411-3, L.1411-13, L1413-1 et L.2224-5 ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau en date du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant que le rapport a été présenté à la Commission des Travaux du 5 septembre 2024 ;*  
*Considérant que le rapport a été présenté à la Commission consultative des services publics locaux le 16 septembre 2024 ;*

*Considérant que l'AME exerce la compétence production, transport, stockage et distribution de l'eau potable pour les communes d'Amilly, Châlette-sur-Loing, Montargis, Pannes et Villemandeur ;*

*Considérant les éléments fournis dans le rapport sur le prix et la qualité du service eau potable, établi par l'AME en septembre 2024 pour l'exercice 2023 ;*

*Après en avoir délibéré,*

*Article 1<sup>er</sup> : PREND ACTE de la présentation du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'Eau Potable pour l'exercice 2023 pour les communes d'Amilly, Châlette-sur-Loing, Montargis, Pannes et Villemandeur.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable public et Madame le Maire de Villemandeur et Messieurs les Maires d'Amilly, Châlette-sur-Loing, Montargis et Pannes.*

41) Agglomération Montargoise : rapport sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif – Exercice 2023

Monsieur DUPATY : « L'Agglomération Montargoise comprenant les communes d'Amilly, Cepoy, Châlette-sur-Loing, Chevillon-sur-Huillard, Conflans-sur-Loing, Corquilleroy, Lombreuil, Montargis, Mormant-sur-Vernisson, Pannes, Paucourt, Saint-Maurice-sur-Fessard, Solterre, Villemandeur et Vimory, assure sa compétence Assainissement Collectif en délégation de service public auprès de SUEZ Eau France.

L'Agglomération Montargoise exerçant la compétence collecte, transport et traitement des eaux usées pour les communes d'Amilly, Cepoy, Châlette-sur-Loing, Chevillon-sur-Huillard, Conflans-sur-Loing, Corquilleroy, Montargis, Pannes, Paucourt, Saint-Maurice-sur-Fessard, Solterre, Vimory et Villemandeur, il lui revient de prendre connaissance du rapport sur le prix

et la qualité du service public de l'Assainissement collectif pour l'exercice 2023 pour ces 13 communes.

Ce service est assuré **en affermage avec SUEZ Eau France et dessert 64 569 habitants au 31/12/2023.**

**Le traitement des effluents** est assuré par 8 sites d'épuration :

- la station d'épuration (STEP) des Prés Blonds à Châlette-sur-Loing : 85 000 équivalents-habitants (EH)
- la station d'épuration de l'Union à Amilly : 17 000 EH
- les deux stations d'épuration de Vimory le Bourg (1 200 EH) et les Grandes Veuves (50 EH)
- les 2 stations d'épuration de Chevillon-sur-Huillard « le bourg » et « le Migneret »
- le lagunage de Solterre (400 EH)
- la station d'épuration de Saint-Maurice-sur-Fessard (450 EH).

**Le service d'assainissement collectif** est délivré à **24 551** clients en 2023 (24 423 en 2022).

**La longueur du réseau** est de **404,51 km** au 31/12/2023.

**Prix de l'assainissement des eaux usées** pour 120 m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> janvier de l'année (en euros TTC) :

| Année                  | €/m <sup>3</sup> base 120 m <sup>3</sup> |                              |                              |                              |                              |
|------------------------|--|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
|                        | 1 <sup>er</sup> janvier 2020             | 1 <sup>er</sup> janvier 2021 | 1 <sup>er</sup> janvier 2022 | 1 <sup>er</sup> janvier 2023 | 1 <sup>er</sup> janvier 2024 |
| Amilly                 | 2,09                                     | 1,95                         | 1,99                         | 2,08                         | 2,06                         |
| Cepoy                  |  |                              |                              |                              |                              |
| Châlette-sur-Loing     |  |                              |                              |                              |                              |
| Chevillon-sur-Huillard |  |                              |                              |                              |                              |
| Conflans-sur-Loing     |  |                              |                              |                              |                              |
| Corquilleroy           |  |                              |                              |                              |                              |
| Montargis              |  |                              |                              |                              |                              |
| Pannes                 |  |                              |                              |                              |                              |
| Paucourt               |  |                              |                              |                              |                              |
| St-Maurice-sur-Fessard |  |                              |                              |                              |                              |
| Solterre               |  |                              |                              |                              |                              |
| Villemandeur           |  |                              |                              |                              |                              |
| Vimory                 |  |                              |                              |                              |                              |
|                        |  | -6,7 %                       | 2,2%                         | 4,6 %                        | -1,0%                        |

Le taux d'impayés sur les factures de l'année 2023 au 31/12/2023 s'élevait à 3,26%. (4,05 % fin 2022 sur les factures de 2021)

Les recettes de collecte et traitement des eaux usées ont représenté **6 828 399,42 € en 2023** (6 676 297 € en 2022) dont **1 396 352 €** de surtaxes et abonnements reversés à l'Agglomération Montargoise Et rives du Loing. (1 475 293 € en 2022).

L'intéressement au volume supplémentaire a représenté 92 497,02 € et la redevance pour occupation du domaine public le montant de 44 003,43 €.

Une pénalité d'un montant de 12 500 € sera appliqué à SUEZ Eau France en 2024 au titre de l'année 2023 pour des retards dans les éléments transmis.

### **Conformité du service d'Assainissement collectif en 2023 :**

L'indice global de conformité de la collecte des effluents est 100 (100 en 2022).

L'indice global de conformité des équipements des STEU est 100 (100 en 2022).

L'indice global de conformité de la performance des ouvrages d'épuration est 100 (100 en 2022).

### **Connaissance et gestion patrimoniale des réseaux :**

L'indice de connaissance du réseau au 31/12/2023 correspond à une note de 117 sur 120 (117 en 2022).

### **Financement des investissements :**

L'**encours de la dette** du service d'assainissement collectif est de **1 469 019 €** au 31/12/2023 (1 767 320 € au 31/12/2022) pour une **épargne brute** annuelle au 31/12/2023 de **582 990 €** (6 528 361 € au 31/12/2022) soit une **durée d'extinction de la dette de 2,52 années** (0,27 années en 2022).

Les **travaux engagés** au cours de l'année 2023 représentent un investissement de **1 830 765,35 €** (1 835 356,76 € en 2022) dont 192 121 € de subvention de l'Agence de l'Eau Seine Normandie perçus en 2023 et 189 182,52 € de prime pour l'épuration perçus au titre de l'année 2023.

La **dotation aux amortissements** inscrite à l'exercice 2023 s'élève à **1 772 558 €** (1 773 580 € en 2022).

Le taux de renouvellement moyen des réseaux des cinq dernières années est de 0,52 %. Au titre de l'année 2023, 1,24 % du linéaire de réseau a fait l'objet de travaux de remplacement ou de réhabilitation sans tranchée par chemisage.

Je vous demande de bien vouloir prendre acte de la présentation du rapport sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif pour l'exercice 2023. »

Monsieur DUPATY : « Les pénalités contractuelles pour 2023 concernant l'assainissement collectif s'élève à 9 800 € pour non remise des documents dans les délais actualisé à 12 446,59 €. »

### **Délibération n° 24-275 :**

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;*

*Vu le décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 pris pour l'application de l'article L 2224-5 et modifiant les annexes V et VI du Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en ses articles L1411-3, L.1411-13, L1413-1 et L.2224-5 ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau en date du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant que le rapport a été présenté à la Commission des Travaux du 05 septembre 2024 ;*

*Considérant que le rapport a été présenté à la Commission consultative des services publics locaux le 16 septembre 2024 ;*

*Considérant que l'AME exerce la compétence collecte, transport et traitement des eaux usées pour les communes d'Amilly, Cepoy, Châlette-sur-Loing, Chevillon-sur-Huillard, Conflans-sur-Loing, Corquilleroy, Montargis, Pannes, Paucourt, Saint-Maurice-sur-Fessard, Solterre, Villemandeur et Vimory;*

*Considérant les éléments fournis dans le rapport annuel joint, établi par l'AME en septembre 2024 pour l'exercice 2023 ;*

*Après en avoir délibéré,*

*Article 1<sup>er</sup> : PREND ACTE de la présentation du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'assainissement collectif pour l'exercice 2023 pour les communes d'Amilly, Cepoy, Châlette-sur-Loing, Chevillon-sur-Huillard, Conflans-sur-Loing, Corquilleroy, Montargis, Pannes, Paucourt, Saint-Maurice-sur-Fessard, Solterre, Villemandeur et Vimory.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable public, Mesdames les Maires des communes de Villemandeur et Vimory et Messieurs les Maires d'Amilly, Cepoy, Châlette-sur-Loing, Chevillon-sur-Huillard, Conflans-sur-Loing, Corquilleroy, Montargis, Paucourt, Saint-Maurice-sur-Fessard, Solterre et Pannes.*

42) Agglomération Montargoise : Rapport sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement non collectif – Exercice 2023

Monsieur DUPATY : « L'Agglomération Montargoise comprenant les communes d'Amilly, Cepoy, Châlette-sur-Loing, Chevillon-sur-Huillard, Conflans-sur-Loing, Corquilleroy, Lombreuil, Montargis, Mormant-sur-Vernisson, Pannes, Paucourt, Saint-Maurice-sur-Fessard, Solterre, Villemandeur et Vimory, assure sa compétence Assainissement non collectif en délégation de service public auprès de SUEZ Eau France.

L'Agglomération Montargoise exerçant la compétence assainissement non collectif des eaux usées pour les communes d'Amilly, Cepoy, Châlette-sur-Loing, Chevillon-sur-Huillard, Conflans-sur-Loing, Corquilleroy, Lombreuil, Montargis, Mormant-sur-Vernisson, Pannes, Paucourt, Saint Maurice-sur-Fessard, Solterre, Villemandeur et Vimory, il lui revient de prendre connaissance du rapport sur le prix et la qualité du service public de l'Assainissement non collectif pour l'exercice 2023 pour ces 15 communes.

Ce service est assuré **en affermage avec SUEZ Eau France et dessert 4 838 habitants au 31/12/2023.**

Le **taux de couverture** de l'assainissement non collectif (population desservie rapportée à la population totale du territoire couvert par le service) est de **7,49 %** au 31/12/2023.

L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif du service pour l'année 2023 est de 100.

**Prix de l'Assainissement non collectif** (en euros HT soumis à une TVA à 10 %) :

| Tarifs  | Au 01/01/2022 | Au 01/01/2023 | Au 01/01/2024 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| <b>Compétences obligatoires</b>   |               |               |               |
| Tarif du contrôle de conception des installations neuves ou réhabilitées          | 126,99        | 128,15        | 133,25        |
| Tarif du contrôle de réalisation des installations neuves ou réhabilitées         | 82,82         | 83,58         | 86,90         |
| Tarif d'une contre visite de réalisation des installations neuves ou réhabilitées | 82,82         | 83,58         | 86,90         |
| Tarif du contrôle de bon fonctionnement des installations existantes en €         | 82,82         | 83,58         | 86,90         |
| Tarif du contrôle de bon fonctionnement lors d'une cession immobilière            | 198,77        | 200,59        | 208,56        |
| <b>Compétences facultatives</b>   |               |               |               |
| Tarifs en € de la vidange de dispositif d'assainissement                          | 106,12        | 115,23        | 119,72        |

Les **recettes** générées par la facturation de prestations par la collectivité correspondent aux dépenses enregistrées pour la vidange des fosses. Les recettes du service pour l'année 2022 s'élèvent à **10 322,04 € TTC** (12 322,00 € en 2022).

#### **Conformité du service d'Assainissement non collectif en 2022 :**

|   | Exercice 2022 | Exercice 2023 |
|---|---------------|---------------|
| Nombre d'installations contrôlées depuis la création du service   | 1 786         | 1 882         |
| Nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité  | 44            | 26            |
| Nombre d'immeubles contrôlés avec absence d'installation  | 11            | 1             |
| Nombre d'installations contrôlées non-conformes   | 1 731         | 1713          |
| Nombre d'installations contrôlées non-conformes ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement | 1 704         | 1 683         |
| Nombre d'installations contrôlées non-conformes présentant des dangers pour la santé des personnes ou des risques avérés de pollution de l'environnement      | 27            | 8             |
| Taux de non-conformité au sens strict de la réglementation en %   | 97            | 86            |
| <b>Taux de conformité P301.3</b>  | <b>98</b>     | <b>87</b>     |

#### **Financement des investissements :**

Les investissements réalisés par la collectivité dans l'exercice de cette compétence correspondent à l'accompagnement des usagers dans l'organisation de campagnes de vidanges de fosses. Ces campagnes sont organisées de manière irrégulière en fonction des demandes recensées. Depuis l'avenant 1 au contrat de DSP, les opérations de vidange sont sous maîtrise de l'Agglomération Montargoise.

Je vous demande de bien vouloir prendre acte de la présentation du rapport sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement non collectif pour l'exercice 2023. »

Monsieur PROFFIT : « Juste que 26 installations contrôlées sur 1 800, cela fait à peu près 70 ans pour avoir ces chiffres-là, je trouve que c'est assez long. C'était juste ma remarque. Du coup, comment déduire un pourcentage de conformité ou de non-conformité quand on ne regarde qu'une trentaine d'installations, je trouve que cela ne veut rien dire ce truc-là dans la masse. »

Monsieur DUPATY : « Il y en a 26 en plus, puisqu'on est passé de 1 786 à 1 882. Vous faites la soustraction. »

Monsieur PROFFIT : « Oui, enfin, cela ne fait pas beaucoup quand même. »

Monsieur BILLAULT : « Je veux donner quand même une précision. Quand on demande aux gens d'accepter d'ouvrir leur porte pour procéder au contrôle de leur installation d'assainissement individuel, c'est assez difficile. Certains répondent parce qu'ils ont un côté citoyen et acceptent mais d'autres refusent. »

Monsieur DUPATY : « Nous n'avons aucun moyen d'action possible pour pénétrer sur le domaine privé. »

Monsieur BILLAULT : « C'est la difficulté à laquelle nous nous heurtons et la législation est comme cela aujourd'hui, elle évoluera peut-être mais nous avons peu de moyens de pression pour aller contrôler de façon autoritaire des installations individuelles dans les propriétés privées. »

Délibération n° 276 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;*

*Vu le décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 pris pour l'application de l'article L 2224-5 et modifiant les annexes V et VI du Code général des collectivités territoriales ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en ses articles L1411-3, L.1411-13, L1413-1 et L.2224-5 ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau en date du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant que le rapport a été présenté à la Commission des Travaux du 5 septembre 2024 ;*

*Considérant que le rapport a été présenté à la Commission consultative des services publics locaux le 16 septembre 2024 ;*

*Considérant que l'AME exerce la compétence assainissement non collectif des eaux usées pour les communes d'Amilly, Cepoy, Chalette-sur-Loing, Chevillon-sur-Huillard, Conflans-sur-Loing, Corquilleroy, Lombreuil, Montargis, Mormant-sur-Vernisson, Pannes, Paucourt, Saint-Maurice-sur-Fessard, Solterre, Villemandeur et Vimory ;*

*Considérant les éléments fournis dans le rapport annuel joint, établi par l'AME en septembre 2024 pour l'exercice 2023 ;*

*Après en avoir délibéré,*

*Article 1<sup>er</sup> : PREND ACTE de la présentation du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du service public de l'Assainissement non collectif pour l'exercice 2023 pour les communes d'Amilly, Cepoy, Chalette-sur-Loing, Chevillon-sur-Huillard, Conflans-sur-Loing, Corquilleroy, Lombreuil, Montargis, Mormant-sur-Vernisson, Pannes, Paucourt, Saint Maurice-sur-Fessard, Solterre, Villemandeur et Vimory.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-préfet, Madame le Comptable public, Mesdames les Maires de Villemandeur et Vimory et Messieurs les Maires d'Amilly, Cepoy, Chalette-sur-Loing, Chevillon-sur-Huillard, Conflans-sur-Loing, Corquilleroy, Lombreuil, Montargis, Mormant-sur-Vernisson, Pannes, Paucourt, Saint-Maurice-sur-Fessard et Solterre.*

43) Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable (SMAEP) de Chevillon-sur-Huillard, Saint-Maurice-sur-Fessard, Villemoutiers et Vimory : rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable – Exercice 2023

Monsieur DUPATY : « L'Agglomération Montargoise Et rives du loing (AME), communauté d'agglomération comprenant les communes de Chevillon-sur-Huillard, Saint-Maurice-sur-Fessard et Vimory, assure la représentation-substitution de celles-ci au sein du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable (SMAEP) de Chevillon, Saint-Maurice, Villemoutiers et Vimory.

Ce syndicat assure la gestion déléguée de la production, du transfert, du stockage et de la distribution de l'eau potable pour les communes de Chevillon-sur-Huillard, Saint Maurice-sur-Fessard, Villemoutiers et Vimory.

L'Agglomération Montargoise exerçant la compétence production, transport, stockage et distribution de l'eau potable pour les communes de Chevillon-sur-Huillard, Saint-Maurice-sur-Fessard et Vimory, il lui revient de prendre connaissance du rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2023 du SMAEP de Chevillon-sur-Huillard, Saint-Maurice-sur-Fessard, Villemoutiers et Vimory.

Ce service est assuré **en régie par le Syndicat et dessert 4 332 habitants, au 31/12/2023**, répartis comme suit :

- Chevillon -sur-Huillard : 1 530 hab.
- Saint-Maurice-sur-Fessard : 1 172 hab.
- Villemoutiers : 486 hab.
- Vimory : 1 144 hab.

**Les 2 ressources** sont le forage au lieu-dit « La Justice » à Saint Maurice sur Fessard et le forage au lieu-dit « Le Ratibeu » à Chevillon sur Huillard.

**Le volume d'eau prélevé en 2023** atteint **260 980 m<sup>3</sup>** soit une hausse de 0,86 % par rapport à 2022 (pour rappel il était de 258 754 m<sup>3</sup> en 2022).

**Le volume consommé en 2023 a été de 235 847 m<sup>3</sup>** (225 698 m<sup>3</sup> en 2022) ;  
Le syndicat comptait 2 224 compteurs au 23 mars 2023 (2 200 au 22 mars 2022).

**Le rendement du réseau** est de **93,715 %** en 2023 (pour rappel 89,51 % en 2022).

**La longueur du réseau** est de 175,87 km fin 2023 (175,87 km fin 2022).

**Prix de l'eau** pour 120 m<sup>3</sup> consommés (en euros TTC) :

|  | 2021   | 2022       | 2023       |
|--|--------|------------|------------|
| Montant de la facture 120 m <sup>3</sup> | 190,92 | 190,92     | 195,97     |
| Prix du m <sup>3</sup>                   | 1,591  | 1,591      | 1,633      |
| <b>Variation N-1/N</b>                   |        | <b>0 %</b> | <b>0 %</b> |

Au cours de l'exercice 2023, le syndicat a abondé ou versé à un fonds de solidarité 0 € soit 0,00€/m<sup>3</sup>.

Les recettes de vente d'eau ont représenté **389 046,45 € en 2023** soit une augmentation de 11,2 % par rapport à 2022 (373 919,60 € en 2022).

**Le taux d'impayés TTC** sur les factures d'eau cumulées à la fin de l'exercice 2023 (part fixe abonnement + consommation depuis les 5 derniers exercices incluant les non-valeurs) s'élève à **11,2%** soit 43 511,70 € (10,30 % fin 2021).

#### **Qualité de l'eau en 2023 et développement durable :**

Les taux de conformité réglementaires sur analyses de contrôle sanitaire en production uniquement sont les suivants :

- Microbiologie : taux de conformité de 100 % (100% en 2022)
- Physico chimique : taux de conformité de 100 % (100 % en 2022)

#### **Indicateurs du service pour l'année 2023 :**

- Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a été de 100
- Indice linéaire des volumes non comptés : 0,122
- Indice linéaire des pertes en réseau : 0,093
- Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable : 0
- Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau : 60 %
- Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées : nul
- Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés : 100 %
- Dette du service : aucun emprunt n'est inscrit au compte administratif 2023

Le nombre de réclamations a été assez significatif en 2023 suite à la facturation de l'assainissement collectif par SUEZ : les abonnés invoquant l'abonnement du compteur en assainissement qui n'a pas lieu d'exister ou le volume facturé par SUEZ ne correspondant pas à celui facturé en eau potable.

Je vous demande de bien vouloir prendre acte de la présentation du rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable de Chevillon-sur-Huillard, Saint-Maurice-sur-Fessard, Villemoutiers et Vimory pour l'exercice 2023. »

*Délibération n° 24-277 :*

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération,*

*Après avoir entendu l'exposé de Monsieur DUPATY ;*

*Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;*

*Vu le décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 pris pour l'application de l'article L 2224-5 et modifiant les annexes V et VI du Code général des collectivités territoriales ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en ses articles L1411-3, L.1411-13, L1413-1 et L.2224-5 ;*

*Vu l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2012 autorisant l'adhésion au SIAEP de Chevillon-sur-Huillard, Saint-Maurice-sur-Fessard et Villemoutiers de la Communauté d'Agglomération Montargoise Et rives du loing, pour le territoire de la commune de Vimory, pour la compétence production et stockage de l'eau potable ;*

*Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2012, actant la représentation-substitution de la Communauté d'Agglomération Montargoise Et rives du loing aux communes de Chevillon-sur-Huillard et Saint-Maurice-sur-Fessard au sein du Syndicat Mixte d'alimentation en eau potable de Chevillon-sur-Huillard, Saint-Maurice-sur-Fessard et Villemoutiers pour la production, le transfert et le stockage de l'eau potable.*

*Vu l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2013 actant la représentation-substitution de la Communauté d'Agglomération Montargoise Et rives du loing aux communes de Chevillon-sur-Huillard, Saint Maurice-sur-Fessard et Vimory au sein du Syndicat Mixte d'alimentation en eau potable de Chevillon-sur-Huillard, Saint-Maurice-sur-Fessard, Villemoutiers et Vimory pour la compétence « distribution d'eau potable » ;*

*Vu la délibération n°D01-2023 du Conseil syndical du SMAEP dans sa séance du 12 février 2024 ;*

*Vu l'avis favorable du Bureau en date du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant que le rapport a été présenté à la Commission des Travaux du 5 septembre 2024 ;*  
*Considérant que le périmètre de l'Agglomération Montargoise recoupe partiellement le périmètre du syndicat de par les communes de Chevillon-sur-Huillard, Saint-Maurice-sur-Fessard et Vimory ;*

*Considérant que l'Agglomération Montargoise exerce la compétence production, transport, stockage et distribution de l'eau potable pour les communes de Chevillon-sur-Huillard, Saint-Maurice-sur-Fessard et Vimory ;*

*Considérant les éléments fournis dans le rapport annuel joint, reçu à l'Agglomération Montargoise le 16 février 2024 pour l'exercice 2023, par le SMAEP de Chevillon-sur-Huillard, Saint-Maurice-sur-Fessard, Villemoutiers et Vimory, gestionnaire du service ;*

*Après en avoir délibéré,*

*Article 1<sup>er</sup> : PREND ACTE de la présentation du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du service public de l'Eau Potable pour l'exercice 2023 du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable (SMAEP) de Chevillon-sur-Huillard, Saint-Maurice-sur-Fessard, Villemoutiers et Vimory.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable public, Monsieur le Président du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable (SMAEP) de Chevillon-sur-Huillard, Saint-Maurice-sur-Fessard, Villemoutiers et Vimory, Messieurs les Maires de Chevillon et Saint-Maurice et Madame le Maire de Vimory.*

- 44) Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable (SMAEP) de la région de Montcresson (communes de Mormant-sur-Vernisson et Solterre) : rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable – Exercice 2023

Monsieur DUPATY : « L'Agglomération Montargoise Et rives du loing (AME), communauté d'agglomération, comprenant les communes de Mormant-sur-Vernisson et Solterre, assure la représentation-substitution de celles-ci au sein du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable (SMAEP) de la région de Montcresson.

Ce syndicat assure la gestion déléguée de la production, du transfert, du stockage et de la distribution de l'eau potable pour les communes de Cortrat, Montcresson, Mormant-sur-Vernisson, Saint-Hilaire-sur-Puiseaux et Solterre. Une partie de la Commune de Conflans-sur-Loing est également alimentée par le SMAEP.

L'Agglomération Montargoise exerçant la compétence production, transport, stockage et distribution de l'eau potable pour les communes de Mormant-sur-Vernisson et Solterre, il lui revient de prendre connaissance du rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2023 du SMAEP de la région de Montcresson.

Ce service est assuré **en régie (avec prestataire de service pour la production) par le Syndicat et dessert 2 154 habitants au 31/12/2023** (2 173 au 31/12/2022).

**La ressource** est le forage de l'Armenault situé sur la commune de Montcresson.

**Le volume d'eau prélevé** en 2023 atteint 208 890 m<sup>3</sup> soit une évolution de -2,43 % par rapport à 2022 (213 969 m<sup>3</sup> en 2021).

**L'eau consommée qui représente 142 936 m<sup>3</sup> en 2023** (136 971 m<sup>3</sup> en 2022), est distribuée à 1 246 abonnés (dont 15 clients non domestiques), nombre en évolution de + 0,8 % par rapport à l'exercice précédent.

Le nombre d'abonnés se répartit ainsi par commune :

- Cortrat : 46 (46 au 31/12/2022)
- Montcresson : 748 (743 au 31/12/2022)
- Mormant-sur-Vernisson : 78 (76 au 31/12/2022)
- Saint-Hilaire-sur-Puiseaux : 109 (110 au 31/12/2022)
- Solterre : 265 (263 au 31/12/2022)

**Le rendement du réseau** est de **81,2 %** pour l'année 2023 (76,0 % en 2022).

**La longueur du réseau** est de **109 km** au 31/12/2023 (109 km au 31/12/2022); il existe 2 réservoirs.

**Prix de l'eau pour 120 m<sup>3</sup> consommés** (en euros TTC) :

|  | 01/01/2021 | 01/01/2022 | 01/01/2023  | 01/01/2024    |
|--|------------|------------|-------------|---------------|
| Montant de la facture 120 m <sup>3</sup> | 323,60     | 323,60     | 339,60      | 351,60        |
| Prix du m <sup>3</sup>                   | 2,70       | 2,70       | 2,83        | 2,93          |
| <b>Variation N-1/N</b>                   | <b>0 %</b> | <b>0 %</b> | <b>4,81</b> | <b>3,53 %</b> |

Au cours de l'année 2023, le syndicat a abondé ou versé à un fonds de solidarité 3580,33 € soit 0,0269 €/m<sup>3</sup> (0,0012 €/m<sup>3</sup> en 2022).

**Les recettes** de vente d'eau ont représenté **337 810 €** pour l'exercice 2023 (311 787 € en 2022).

**Qualité de l'eau en 2023 et développement durable** :

Les taux de conformité réglementaires sur analyses de contrôle sanitaire en production uniquement sont les suivants :

- Microbiologie : nb contrôles 14 : 0 non conforme soit un taux de conformité de 100 % (100 % en 2022)
- Physico chimique : nb contrôles 13 : 0 non conformes soit un taux de conformité de 100 % (100 % en 2022)

A noter que des analyses de suivi de la qualité de l'eau ont été réalisées par l'entreprise Véolia au cours de l'exercice 2023. Ces dernières ont porté sur les nitrates, les nitrites, le chlore et le phosphate.

**Indicateurs du service pour l'année 2023 :**

- L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a été de 105
- Indice linéaire des volumes non comptés : 1,1
- Indice linéaire des pertes en réseau : 0,8
- Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable : 0,0 %
- Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau : 40 %

Je vous demande de bien vouloir prendre acte de la présentation du rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable de la région de Montcresson (communes de Mormant-sur-Vernisson et Solterre) pour l'exercice 2023. »

Monsieur DUPATY : « J'observe que même une régie publique ne peut pas atteindre le taux de rendement d'une délégation de service public. »

Monsieur NOTTIN : « Juste une remarque, Monsieur DUPATY, le point 43, c'était bien pareil, le SMAEP de Chevillon-sur-Huillard, Saint-Maurice-sur-Fessard, Villemoutiers et Vimory fonctionne bien en régie publique ? Vous n'avez pas précisé le rendement de réseau à 94 %. »

Monsieur DUPATY : « Si, si, je l'ai dit. »

Monsieur NOTTIN : « Oui mais sans petite remarque. C'est de bonne guerre. Je mets en avant qu'un rendement de réseau géré en régie publique peut être à 94 %. »

Monsieur DUPATY : « C'est la moyenne nationale qui compte. »

Délibération n° 24-278 :

*Le Conseil de la Communauté d'Agglomération ;*

*Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;*

*Vu le décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 pris pour l'application de l'article L 2224-5 et modifiant les annexes V et VI du Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en ses articles L1411-3, L.1411-13, L1413-1 et L.2224-5 ;*

*Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2012 actant la représentation-substitution de la Communauté d'Agglomération Montargoise Et rives du loing aux communes de Mormant-sur-*

*Vernisson et Solterre au sein du Syndicat Mixte d’Alimentation en Eau Potable de la région de Montcresson pour la production, le transport et le stockage de l’eau potable ;  
Vu l’arrêté préfectoral du 12 décembre 2013 actant la représentation-substitution de la communauté d’Agglomération Montargoise Et rives du loing aux communes de Mormant-sur-Vernisson et Solterre au sein du Syndicat Mixte d’Alimentation en Eau Potable de la région de Montcresson pour la compétence « distribution d’eau potable » ;  
Vu la délibération du Conseil syndical du SMAEP dans sa séance du 4 mars 2024 ;  
Vu l’avis favorable du Bureau en date du 17 septembre 2024 ;*

*Considérant que le rapport a été présenté à la Commission des Travaux du 5 septembre 2024 ;  
Considérant que le périmètre de l’Agglomération Montargoise recoupe partiellement le périmètre du syndicat de par les communes de Mormant-sur-Vernisson et Solterre ;  
Considérant que l’Agglomération Montargoise exerce la compétence production, transport, stockage et distribution de l’eau potable pour les communes de Conflans-sur-Loing, Mormant-sur-Vernisson et Solterre ;  
Considérant les éléments fournis dans le rapport annuel joint, reçu à l’AME le 8 mars 2024 pour l’exercice 2023, par le SMAEP de la région de Montcresson, gestionnaire du service ;*

*Après en avoir délibéré,*

*Article 1<sup>er</sup> : PREND ACTE de la présentation du rapport annuel sur le Prix et la Qualité du service public de l’Eau Potable pour l’exercice 2023 du Syndicat Mixte d’Alimentation en Eau Potable (SMAEP) de la région de Montcresson.*

*Article 2 : La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet, Madame le Comptable public, Monsieur le Président du Syndicat Mixte d’Alimentation en Eau Potable (SMAEP) de la région de Montcresson, Messieurs les Maires de Mormant-sur-Vernisson et Solterre et Madame le Maire de Conflans-sur-Loing.*

*o.o.o.o*

Monsieur PROFFIT : « Juste pour vous annoncer que le prochain Conseil communautaire est programmé le 12 novembre 2024 et j’aurai démissionné d’ici-là. »

Monsieur BILLAULT : « Comme Monsieur PROFFIT a toujours un coup d’avance, je vous informe officiellement que le 12 novembre 2024, c’est le prochain Conseil communautaire. »

L’ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, Monsieur BILLAULT, Président, lève la séance à 20 heures 03.

**Le Secrétaire de séance,**

**Fabien LEON**

**Le Président,**

**Jean-Paul BILLAULT**

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**EPIC - AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING dont la population est de 3500 habitants et plus :  
AME RIVES DU LOING (1)**

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 24450020300090

POSTE COMPTABLE : 000

**M. 57**

**Décision modificative 3 (3)**

**Voté par fonction**

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL AME (4)

**ANNEE 2024**

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

|   |    |
|---|----|
| A - Informations statistiques, fiscales et financières          | 6  |
| B - Modalités de vote   | 7  |
| C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats    | 8  |
| C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses | 9  |
| C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes | 11 |

## II - Présentation générale du budget

|   |    |
|---|----|
| A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports                               | 13 |
| A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre | 15 |
| B1 - Présentation des AP votées                                     | 16 |
| B2 - Présentation des AE votées                                     | 17 |
| C - Récapitulation par groupes fonctionnels                         | 18 |
| D1 - Equilibre financier du budget - Investissement                 | 23 |
| D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement                 | 25 |
| E1 - Balance générale - Dépenses                                    | 27 |
| E2 - Balance générale - Recettes                                    | 29 |

## III - Vote du budget

|  |    |
|--|----|
| A - Section d'investissement - Vue d'ensemble                    | 31 |
| A.900 - Services généraux  | 35 |
| A.900-5 - Gestion des fonds européens                            | 38 |
| A.901 - Sécurité   | 39 |
| A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | 40 |
| A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs        | 43 |
| A.904 - Santé et action sociale (hors RSA)                       | 46 |
| A.904-4 - RSA  | 49 |
| A.905 - Aménagement des territoires et habitat                   | 50 |
| A.906 - Action économique  | 53 |
| A.907 - Environnement  | 55 |
| A.908 - Transports   | 58 |
| A.921 - Taxes non affectées                                      | 62 |
| A.922 - Dotations et participations                              | 63 |
| A.923 - Dettes et autres opérations financières                  | 64 |
| A.925 - Opérations patrimoniales                                 | 65 |
| A.926 - Transferts entre les sections                            | 66 |
| A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation                   | 68 |
| B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble                   | 69 |
| B.930 - Services généraux  | 72 |
| B.930-5 - Gestion des fonds européens                            | 75 |
| B.931 - Sécurité   | 76 |

## AME RIVES DU LOING - BUDGET PRINCIPAL AME - DM - 2024

|   |     |
|---|-----|
| B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage        | 77  |
| B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs               | 80  |
| B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI) | 83  |
| B.934-3 - APA   | 86  |
| B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI                                     | 87  |
| B.935 - Aménagement des territoires et habitat                          | 88  |
| B.936 - Action économique   | 91  |
| B.937 - Environnement   | 93  |
| B.938 - Transports  | 96  |
| B.940 - Impositions directes  | 100 |
| B.941 - Autres impôts et taxes  | 101 |
| B.942 - Dotations et participations                                     | 102 |
| B.943 - Opérations financières  | 103 |
| B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus                      | 104 |
| B.945 - Provisions et autres opérations mixtes                          | 105 |
| B.946 - Transferts entre les sections                                   | 106 |
| B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement        | 107 |
| B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation                          | 108 |

### IV - Annexes

#### A - Présentation croisée

|   |     |
|---|-----|
| A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble  | 109 |
| A1.900 - Fonction 0 - Services généraux   | 112 |
| A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens                                 | 115 |
| A1.901 - Fonction 1 - Sécurité  | 116 |
| A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage        | 117 |
| A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs               | 120 |
| A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)                              | 123 |
| A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA   | 126 |
| A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat                          | 127 |
| A1.906 - Fonction 6 - Action économique   | 130 |
| A1.907 - Fonction 7 - Environnement   | 132 |
| A1.908 - Fonction 8 - Transports  | 135 |
| A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble                                       | 139 |
| A2.930 - Fonction 0 - Services généraux   | 141 |
| A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens                                 | 147 |
| A2.931 - Fonction 1 - Sécurité  | 148 |
| A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage        | 149 |
| A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs               | 152 |
| A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) | 157 |
| A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA   | 160 |
| A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI                                   | 161 |
| A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat                          | 162 |

|   |            |
|---|------------|
| A2.936 - Fonction 6 - Action économique   | 165        |
| A2.937 - Fonction 7 - Environnement   | 167        |
| A2.938 - Fonction 8 - Transports  | 170        |
| <b>B - Annexes patrimoniales</b>  |            |
| B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie                              | Sans Objet |
| B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette                               | Sans Objet |
| B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux                             | Sans Objet |
| B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours                      | Sans Objet |
| B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture                           | Sans Objet |
| B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme            | Sans Objet |
| B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes   | Sans Objet |
| B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements   | Sans Objet |
| B3.1 - Etat des provisions constituées  | Sans Objet |
| B3.2 - Etalement des provisions   | Sans Objet |
| B4 - Etat des charges transférées   | Sans Objet |
| B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers                            | Sans Objet |
| B6 - Prêts  | Sans Objet |
| B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés  | Sans Objet |
| B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus   | Sans Objet |
| B7.3 - Etat des emprunts garantis   | Sans Objet |
| B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis                      | Sans Objet |
| B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail   | Sans Objet |
| B7.6 - Etat des marchés de partenariat  | Sans Objet |
| B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale                                 | Sans Objet |
| B7.8 - Autres engagements donnés  | Sans Objet |
| B7.9 - Autres engagements reçus   | Sans Objet |
| B8 - Subventions versées  | Sans Objet |
| B9 - Etat du personnel  | Sans Objet |
| B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier | Sans Objet |
| B11.1 - Liste des organismes de regroupement  | Sans Objet |
| B11.2 - Liste des établissements publics créés  | Sans Objet |
| B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe                         | Sans Objet |
| <b>C - Annexes budgétaires</b>  |            |
| C1.1 - Equilibre budgétaire   | 174        |
| C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses  | 176        |
| C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes  | 177        |
| <b>D - Autres éléments d'information</b>  |            |
| D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe              | Sans Objet |
| D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget                 | Sans Objet |
| D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation  | Sans Objet |
| D3 - Décisions en matière de taux   | Sans Objet |
| D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement                              | Sans Objet |

D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement

Sans Objet

D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)

Sans Objet

D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)

Sans Objet

## V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

179

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

■ Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;

*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

|   |          |
|---|----------|
| <b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>                         | <b>I</b> |
| <b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b> | <b>A</b> |

| Informations statistiques |         |
|---------------------------|---------|
|                           | Valeurs |
| Population totale         | 64605   |

| Informations fiscales (N-2)  |              |
|--|--------------|
|  | Collectivité |
| Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1) | 0.00         |

| Informations financières – ratios |  | Valeurs |
|-----------------------------------|--|---------|
| 1                                 | Dépenses réelles de fonctionnement / population  | 478.46  |
| 2                                 | Recettes réelles de fonctionnement / population  | 557.92  |
| 3                                 | Dépenses d'équipement brut / population  | 177.94  |
| 4                                 | Encours de dette / population (2) (3)  | 594.80  |
| 5                                 | DGF / population   | 99.06   |
| 6                                 | Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)   | 22.60   |
| 7                                 | Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4) | 101.30  |
| 8                                 | Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement  | 31.90   |
| 9                                 | Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)   | 106.60  |
| 10                                | Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)   |         |

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

|                                    |          |
|------------------------------------|----------|
| <b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>  | <b>I</b> |
| <b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b> | <b>B</b> |

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

|  |           |
|--|-----------|
| <b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>                                  | <b>I</b>  |
| <b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)</b> | <b>C1</b> |

|                        | RESULTAT DE L'EXERCICE N-1 |          |                                       |                              |
|------------------------|----------------------------|----------|---------------------------------------|------------------------------|
|                        | Dépenses                   | Recettes | Solde d'exécution ou résultat reporté | Résultat ou solde (A)<br>(2) |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b> | 0,00                       | 0,00     | 0,00                                  | A1 0,00                      |
| <b>Investissement</b>  | 0,00                       | 0,00     | (3) 0,00                              | A2 0,00                      |
| <b>Fonctionnement</b>  | 0,00                       | 0,00     | (4) 0,00                              | A3 0,00                      |

|                       | RESTES A REALISER N-1 |               |           |      |  |
|-----------------------|-----------------------|---------------|-----------|------|--|
|                       | Dépenses              | Recettes      | Solde (B) |      |  |
| <b>TOTAL des RAR</b>  | I + II 0,00           | III + IV 0,00 | B1        | 0,00 |  |
| <b>Investissement</b> | I 0,00                | III 0,00      | B2        | 0,00 |  |
| <b>Fonctionnement</b> | II 0,00               | IV 0,00       | B3        | 0,00 |  |

| RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5) |                |      |
|---------------------------------|----------------|------|
| <b>TOTAL</b>                    | <b>A1 + B1</b> | 0,00 |
| <b>Investissement</b>           | <b>A2 + B2</b> | 0,00 |
| <b>Fonctionnement</b>           | <b>A3 + B3</b> | 0,00 |

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>                                 | <b>I</b>  |
| <b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES</b> | <b>C2</b> |

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)**

| Chap. / Art. (2)                         | Libellé   | Dépenses engagées non mandatées |
|--|---|---------------------------------|
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>  |   | (I) 0,00                        |
| 900                                      | Services généraux   | 0,00                            |
| 900-5                                    | Gestion des fonds européens                                     | 0,00                            |
| 901                                      | Sécurité  | 0,00                            |
| 902                                      | Enseign.,form. professionnelle, apprent.                        | 0,00                            |
| 903                                      | Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs                         | 0,00                            |
| 904                                      | Santé et action sociale (hors RSA)                              | 0,00                            |
| 904-4                                    | RSA   | 0,00                            |
| 905                                      | Aménagement des territoires et habitat                          | 0,00                            |
| 906                                      | Action économique   | 0,00                            |
| 907                                      | Environnement   | 0,00                            |
| 908                                      | Transports  | 0,00                            |
| 921                                      | Taxes non affectées   | 0,00                            |
| 922                                      | Dotations et participations                                     | 0,00                            |
| 923                                      | Dettes et autres opérations financières                         | 0,00                            |
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b> |   | (II) 0,00                       |
| 930                                      | Services généraux   | 0,00                            |
| 930-5                                    | Gestion des fonds européens                                     | 0,00                            |
| 931                                      | Sécurité  | 0,00                            |
| 932                                      | Enseign.,form. professionnelle, apprent.                        | 0,00                            |
| 933                                      | Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs                         | 0,00                            |
| 934                                      | Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) | 0,00                            |
| 934-3                                    | APA   | 0,00                            |
| 934-4                                    | RSA / Régularisations de RMI                                    | 0,00                            |
| 935                                      | Aménagement des territoires et habitat                          | 0,00                            |
| 936                                      | Action économique   | 0,00                            |
| 937                                      | Environnement   | 0,00                            |
| 938                                      | Transports  | 0,00                            |
| 940                                      | Impositions directes  | 0,00                            |
| 941                                      | Autres impôts et taxes  | 0,00                            |
| 942                                      | Dotations et participations                                     | 0,00                            |
| 943                                      | Opérations financières  | 0,00                            |
| 944                                      | Frais de fonctionnement groupes d'élus                          | 0,00                            |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

## AME RIVES DU LOING - BUDGET PRINCIPAL AME - DM - 2024

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>                                 | <b>I</b>  |
| <b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES</b> | <b>C3</b> |

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)**

| Chap. / Art. (2)                         | Libellé   | Titres restant à émettre |
|--|---|--------------------------|
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>  |   | (III) <b>0,00</b>        |
| 900                                      | Services généraux   | 0,00                     |
| 900-5                                    | Gestion des fonds européens                                     | 0,00                     |
| 901                                      | Sécurité  | 0,00                     |
| 902                                      | Enseign.,form. professionnelle, apprent.                        | 0,00                     |
| 903                                      | Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs                         | 0,00                     |
| 904                                      | Santé et action sociale (hors RSA)                              | 0,00                     |
| 904-4                                    | RSA   | 0,00                     |
| 905                                      | Aménagement des territoires et habitat                          | 0,00                     |
| 906                                      | Action économique   | 0,00                     |
| 907                                      | Environnement   | 0,00                     |
| 908                                      | Transports  | 0,00                     |
| 921                                      | Taxes non affectées   | 0,00                     |
| 922                                      | Dotations et participations                                     | 0,00                     |
| 923                                      | Dettes et autres opérations financières                         | 0,00                     |
| 954                                      | Produit des cessions d'immobilisations                          | 0,00                     |
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b> |   | (IV) <b>0,00</b>         |
| 930                                      | Services généraux   | 0,00                     |
| 930-5                                    | Gestion des fonds européens                                     | 0,00                     |
| 931                                      | Sécurité  | 0,00                     |
| 932                                      | Enseign.,form. professionnelle, apprent.                        | 0,00                     |
| 933                                      | Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs                         | 0,00                     |
| 934                                      | Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) | 0,00                     |
| 934-3                                    | APA   | 0,00                     |
| 934-4                                    | RSA / Régularisations de RMI                                    | 0,00                     |
| 935                                      | Aménagement des territoires et habitat                          | 0,00                     |
| 936                                      | Action économique   | 0,00                     |
| 937                                      | Environnement   | 0,00                     |
| 938                                      | Transports  | 0,00                     |
| 940                                      | Impositions directes  | 0,00                     |
| 941                                      | Autres impôts et taxes  | 0,00                     |
| 942                                      | Dotations et participations                                     | 0,00                     |
| 943                                      | Opérations financières  | 0,00                     |
| 944                                      | Frais de fonctionnement groupes d'élus                          | 0,00                     |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

## AME RIVES DU LOING - BUDGET PRINCIPAL AME - DM - 2024

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>       |  | <b>II</b>                  |                            |
|---|--|----------------------------|----------------------------|
| <b>VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS</b> |  | <b>A1</b>                  |                            |
|   |  | <b>DEPENSES</b>            | <b>RECETTES</b>            |
| <b>VOTE</b>                                       | Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1) | 944 500,00                 | 944 500,00                 |
|   | +  | +                          | +                          |
| <b>REPORTS</b>                                    | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)                                  | 0,00                       | 0,00                       |
|   | 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)                         | (si solde négatif)<br>0,00 | (si solde positif)<br>0,00 |
|   | =  | =                          | =                          |
|   | <b>Total de la section d'investissement (3)</b>  | <b>944 500,00</b>          | <b>944 500,00</b>          |
|   |  | <b>DEPENSES</b>            | <b>RECETTES</b>            |
| <b>VOTE</b>                                       | Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)                           | 43 109,00                  | 43 109,00                  |
|   | +  | +                          | +                          |
| <b>REPORTS</b>                                    | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)                                  | 0,00                       | 0,00                       |
|   | 002 Résultat de fonctionnement reporté (2)   | (si déficit)<br>0,00       | (si excédent)<br>0,00      |
|   | =  | =                          | =                          |
|   | <b>Total de la section de fonctionnement (4)</b>   | <b>43 109,00</b>           | <b>43 109,00</b>           |
|   |  | <b>DEPENSES</b>            | <b>RECETTES</b>            |
|   | <b>TOTAL DU BUDGET (5)</b>   | <b>987 609,00</b>          | <b>987 609,00</b>          |

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.



|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>                                     | <b>II</b> |
| <b>VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE</b> | <b>A2</b> |

**VENTILATION DES OPERATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET**

|  | DÉPENSES         |                   |                   | RECETTES         |                   |                   |
|--|------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
|  | RÉELLES (1)      | ORDRE             | TOTAL             | REELLES (1)      | ORDRE             | TOTAL             |
| Crédits d'investissement votés au titre du présent budget  | 199 000,00       | 745 500,00        | 944 500,00        | 31 200,00        | 913 300,00        | 944 500,00        |
| Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget | -124 691,00      | 167 800,00        | 43 109,00         | 43 109,00        | 0,00              | 43 109,00         |
| <b>Total budget (hors RAR N-1 et reports)</b>              | <b>74 309,00</b> | <b>913 300,00</b> | <b>987 609,00</b> | <b>74 309,00</b> | <b>913 300,00</b> | <b>987 609,00</b> |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>PRESENTATION DES AP VOTEES</b>           | <b>B1</b> |

| AUTORISATION DE PROGRAMME (1) |         | Chapitre(s) | Montant     |
|-------------------------------|---------|-------------|-------------|
| Numéro                        | Libellé |             |             |
| <b>TOTAL</b>                  |         |             | <b>0,00</b> |

|   |     |      |
|---|-----|------|
| <b>« AP de dépenses imprévues » (2)</b> | 950 | 0,00 |
|---|-----|------|

|                      |             |
|----------------------|-------------|
| <b>TOTAL GENERAL</b> | <b>0,00</b> |
|----------------------|-------------|

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>PRESENTATION DES AE VOTEES</b>           | <b>B2</b> |

| AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1) |         | Chapitre(s) | Montant     |
|-------------------------------|---------|-------------|-------------|
| Numéro                        | Libellé |             |             |
| <b>TOTAL</b>                  |         |             | <b>0,00</b> |

|   |     |             |
|---|-----|-------------|
| <b>« AE de dépenses imprévues » (2)</b> | 952 | <b>0,00</b> |
|---|-----|-------------|

|                      |             |
|----------------------|-------------|
| <b>TOTAL GENERAL</b> | <b>0,00</b> |
|----------------------|-------------|

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>             | <b>II</b> |
| <b>BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS</b> | <b>C</b>  |

| SECTION                              | Budget de l'exercice (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL<br>(RAR N-1 + VOTE) |
|--------------------------------------|--------------------------|-----------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|
| <b>AP VOTEES</b>                     | <b>0,00</b>              |                       | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>               |
| <b>Dont dépenses imprévues (950)</b> | <b>0,00</b>              |                       | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>               |
| <b>AE VOTEES</b>                     | <b>0,00</b>              |                       | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>               |
| <b>Dont dépenses imprévues (952)</b> | <b>0,00</b>              |                       | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>               |

|   |                      |             |                   |                   |                   |
|---|----------------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>                                    | <b>28 723 794,14</b> | <b>0,00</b> | <b>944 500,00</b> | <b>944 500,00</b> | <b>944 500,00</b> |
| 90 Opérations ventilées   | 18 677 542,11        | 0,00        | 199 000,00        | 199 000,00        | 199 000,00        |
| - en AP/CP (2)  | 0,00                 | 0,00        | 0,00              | 0,00              | 0,00              |
| - hors AP/CP (2)  | 18 677 542,11        | 0,00        | 199 000,00        | 199 000,00        | 199 000,00        |
| Dont opérations pour comptes de tiers                               | 901 815,80           | 0,00        | 0,00              | 0,00              | 0,00              |
| 92 Opérations non ventilées   | 4 954 485,00         | 0,00        | 745 500,00        | 745 500,00        | 745 500,00        |
| 001 Solde exécution invest. reporté                                 | 5 091 767,03         |             | 0,00              | 0,00              | 0,00              |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>                                    | <b>28 723 794,14</b> | <b>0,00</b> | <b>944 500,00</b> | <b>944 500,00</b> | <b>944 500,00</b> |
| 90 Opérations ventilées   | 11 783 625,13        | 0,00        | 31 200,00         | 31 200,00         | 31 200,00         |
| - Recettes affectées  | 10 948 195,13        | 0,00        | 31 200,00         | 31 200,00         | 31 200,00         |
| - Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité | 835 430,00           | 0,00        | 0,00              | 0,00              | 0,00              |
| 92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)                         | 7 758 124,00         | 0,00        | 745 500,00        | 745 500,00        | 745 500,00        |
| 954 Produit des cessions d'immobilisations                          | 168 000,00           | 0,00        | 0,00              | 0,00              | 0,00              |
| 951 Virement de la section de fonctionnement                        | 2 956 758,10         |             | 167 800,00        | 167 800,00        | 167 800,00        |
| 922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés                    | 6 057 286,91         |             | 0,00              | 0,00              | 0,00              |
| 001 Solde exécution invest. reporté                                 | 0,00                 |             | 0,00              | 0,00              | 0,00              |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>                                   | <b>41 356 015,10</b> | <b>0,00</b> | <b>43 109,00</b>  | <b>43 109,00</b>  | <b>43 109,00</b>  |
| 93 Services ventilés  | 24 406 437,00        | 0,00        | 24 809,00         | 24 809,00         | 24 809,00         |
| - en AE/CP  | 0,00                 | 0,00        | 0,00              | 0,00              | 0,00              |
| - hors AE/CP  | 24 406 437,00        | 0,00        | 24 809,00         | 24 809,00         | 24 809,00         |
| 94 Services communs non ventilés                                    | 13 992 820,00        | 0,00        | -149 500,00       | -149 500,00       | -149 500,00       |
| 953 Virement à la section d'investissement                          | 2 956 758,10         |             | 167 800,00        | 167 800,00        | 167 800,00        |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté                              | 0,00                 |             | 0,00              | 0,00              | 0,00              |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>                                   | <b>41 356 015,10</b> | <b>0,00</b> | <b>43 109,00</b>  | <b>43 109,00</b>  | <b>43 109,00</b>  |
| 93 Services ventilés  | 5 953 040,00         | 0,00        | 16 109,00         | 16 109,00         | 16 109,00         |
| 94 Services communs non ventilés                                    | 34 853 183,99        | 0,00        | 27 000,00         | 27 000,00         | 27 000,00         |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté                              | 549 791,11           |             | 0,00              | 0,00              | 0,00              |

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>                       | <b>II</b> |
| <b>BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1)</b> | <b>C</b>  |

| SECTION | DONT<br>Fonction 0<br>Services généraux<br>(hors gestion des fonds européens) | DONT<br>Fonction 0-5<br>Gestion des fonds<br>européens | DONT<br>Fonction 1<br>Sécurité | DONT<br>Fonction 2<br>Enseign.,form.<br>professionnelle,<br>apprent. | DONT<br>Fonction 3<br>Cult., vie soc., jeun.,<br>sports, loisirs | DONT<br>Fonction 4<br>Santé et action sociale<br>(hors APA et RSA) |
|---------|---|--|--------------------------------|--|--|--|
|---------|---|--|--------------------------------|--|--|--|

|                               |      |      |      |      |      |      |
|-------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| <b>AP VOTEES</b>              | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dont dépenses imprévues (950) |      |      |      |      |      |      |
| <b>AE VOTEES</b>              | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dont dépenses imprévues (952) |      |      |      |      |      |      |

|   |            |      |          |           |           |          |
|---|------------|------|----------|-----------|-----------|----------|
| <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>                                    | 1 241,00   | 0,00 | 6 000,00 | 0,00      | 24 500,00 | 0,00     |
| 90 Opérations ventilées   | 1 241,00   | 0,00 | 6 000,00 | 0,00      | 24 500,00 | 0,00     |
| - en AP/CP (2)  | 0,00       | 0,00 | 0,00     | 0,00      | 0,00      | 0,00     |
| - hors AP/CP (2)  | 1 241,00   | 0,00 | 6 000,00 | 0,00      | 24 500,00 | 0,00     |
| Dont opérations pour comptes de tiers                               | 0,00       | 0,00 | 0,00     | 0,00      | 0,00      | 0,00     |
| 92 Opérations non ventilées   |            |      |          |           |           |          |
| 001 Solde exécution invest. reporté                                 |            |      |          |           |           |          |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>                                    | 0,00       | 0,00 | 1 200,00 | 0,00      | 30 000,00 | 0,00     |
| 90 Opérations ventilées   | 0,00       | 0,00 | 1 200,00 | 0,00      | 30 000,00 | 0,00     |
| - Recettes affectées  | 0,00       | 0,00 | 1 200,00 | 0,00      | 30 000,00 | 0,00     |
| - Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité | 0,00       | 0,00 | 0,00     | 0,00      | 0,00      | 0,00     |
| 92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)                         | 745 500,00 |      |          |           |           |          |
| 954 Produit des cessions d'immobilisations                          |            |      |          |           |           |          |
| 951 Virement de la section de fonctionnement                        |            |      |          |           |           |          |
| 922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés                    |            |      |          |           |           |          |
| 001 Solde exécution invest. reporté                                 |            |      |          |           |           |          |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>                                   | 10 440,00  | 0,00 | 400,00   | 10 000,00 | -828,00   | 3 710,00 |

| SECTION                                       | DONT<br>Fonction 0<br>Services généraux<br>(hors gestion des fonds européens) | DONT<br>Fonction 0-5<br>Gestion des fonds<br>européens | DONT<br>Fonction 1<br>Sécurité | DONT<br>Fonction 2<br>Enseign.,form.<br>professionnelle,<br>apprent. | DONT<br>Fonction 3<br>Cult., vie soc., jeun.,<br>sports, loisirs | DONT<br>Fonction 4<br>Santé et action sociale<br>(hors APA et RSA) |
|---|---|--|--------------------------------|--|--|--|
| 93 Services ventilés                          | 10 440,00   | 0,00   | 400,00                         | 10 000,00  | -828,00  | 3 710,00   |
| - en AE/CP                                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00   | 0,00   |
| - hors AE/CP                                  | 10 440,00   | 0,00   | 400,00                         | 10 000,00  | -828,00  | 3 710,00   |
| 94 Services communs<br>non ventilés           |   |  |                                |  |  |  |
| 953 Virement à la section<br>d'investissement |   |  |                                |  |  |  |
| 002 Résultat de<br>fonctionnement reporté     |   |  |                                |  |  |  |
| <b>RECETTES DE<br/>FONCTIONNEMENT</b>         | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>-1 200,00</b>               | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  |
| 93 Services ventilés                          | 0,00  | 0,00   | -1 200,00                      | 0,00   | 0,00   | 0,00   |
| 94 Services communs<br>non ventilés           |   |  |                                |  |  |  |
| 002 Résultat de<br>fonctionnement reporté     |   |  |                                |  |  |  |

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>                       | <b>II</b> |
| <b>BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2)</b> | <b>C</b>  |

| SECTION | DONT<br>Fonction 4-3<br>APA | DONT<br>Fonction 4-4<br>RSA /<br>Régularisations de<br>RMI | DONT<br>Fonction 5<br>Aménagement des<br>territoires et habitat | DONT<br>Fonction 6<br>Action économique | DONT<br>Fonction 7<br>Environnement | DONT<br>Fonction 8<br>Transports | DONT<br>Fonction 9<br>Fonction en réserve |
|---------|-----------------------------|--|---|---|-------------------------------------|----------------------------------|---|
|---------|-----------------------------|--|---|---|-------------------------------------|----------------------------------|---|

|                               |      |      |      |      |      |      |  |
|-------------------------------|------|------|------|------|------|------|--|
| <b>AP VOTEES</b>              |      | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |  |
| Dont dépenses imprévues (950) |      |      |      |      |      |      |  |
| <b>AE VOTEES</b>              | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |  |
| Dont dépenses imprévues (952) |      |      |      |      |      |      |  |

|   |      |      |          |          |          |            |  |
|---|------|------|----------|----------|----------|------------|--|
| <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>                                    |      | 0,00 | 0,00     | 0,00     | 1 560,00 | 165 699,00 |  |
| 90 Opérations ventilées   |      | 0,00 | 0,00     | 0,00     | 1 560,00 | 165 699,00 |  |
| - en AP/CP (2)  |      | 0,00 | 0,00     | 0,00     | 0,00     | 0,00       |  |
| - hors AP/CP (2)  |      | 0,00 | 0,00     | 0,00     | 1 560,00 | 165 699,00 |  |
| Dont opérations pour comptes de tiers                               |      | 0,00 | 0,00     | 0,00     | 0,00     | 0,00       |  |
| 92 Opérations non ventilées   |      |      |          |          |          |            |  |
| 001 Solde exécution invest. reporté                                 |      |      |          |          |          |            |  |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>                                    |      | 0,00 | 0,00     | 0,00     | 0,00     | 0,00       |  |
| 90 Opérations ventilées   |      | 0,00 | 0,00     | 0,00     | 0,00     | 0,00       |  |
| - Recettes affectées  |      | 0,00 | 0,00     | 0,00     | 0,00     | 0,00       |  |
| - Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité |      | 0,00 | 0,00     | 0,00     | 0,00     | 0,00       |  |
| 92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)                         |      |      |          |          |          |            |  |
| 954 Produit des cessions d'immobilisations                          |      |      |          |          |          |            |  |
| 951 Virement de la section de fonctionnement                        |      |      |          |          |          |            |  |
| 922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés                    |      |      |          |          |          |            |  |
| 001 Solde exécution invest. reporté                                 |      |      |          |          |          |            |  |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>                                   | 0,00 | 0,00 | 1 017,00 | 3 070,00 | 0,00     | -3 000,00  |  |
| 93 Services ventilés (dont APA et RSA)                              | 0,00 | 0,00 | 1 017,00 | 3 070,00 | 0,00     | -3 000,00  |  |
| - en AE/CP  | 0,00 | 0,00 | 0,00     | 0,00     | 0,00     | 0,00       |  |
| - hors AE/CP  | 0,00 | 0,00 | 1 017,00 | 3 070,00 | 0,00     | -3 000,00  |  |

| SECTION                                       | DONT<br>Fonction 4-3<br>APA | DONT<br>Fonction 4-4<br>RSA /<br>Régularisations de<br>RMI | DONT<br>Fonction 5<br>Aménagement des<br>territoires et habitat | DONT<br>Fonction 6<br>Action économique | DONT<br>Fonction 7<br>Environnement | DONT<br>Fonction 8<br>Transports | DONT<br>Fonction 9<br>Fonction en réserve |
|---|-----------------------------|--|---|---|-------------------------------------|----------------------------------|---|
| 94 Services communs non ventilés              |                             |  |   |   |                                     |                                  |   |
| 953 Virement à la section<br>d'investissement |                             |  |   |   |                                     |                                  |   |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté        |                             |  |   |   |                                     |                                  |   |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>             | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>  | <b>17 309,00</b>  | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b>                         | <b>0,00</b>                      |   |
| 93 Services ventilés                          | 0,00                        | 0,00   | 17 309,00   | 0,00                                    | 0,00                                | 0,00                             |   |
| 94 Services communs non ventilés              |                             |  |   |   |                                     |                                  |   |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté        |                             |  |   |   |                                     |                                  |   |

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>II</b> |
| <b>EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT</b> | <b>D1</b> |

**OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)**

| CHAPITRES  | DEPENSES            | RECETTES            |
|--|---------------------|---------------------|
| <b>90 Opérations ventilées</b>                               | <b>199 000,00</b>   | <b>31 200,00</b>    |
| 900 Services généraux  | 1 241,00            | 0,00                |
| 900-5 Gestion des fonds européens                            | 0,00                | 0,00                |
| 901 Sécurité   | 6 000,00            | 1 200,00            |
| 902 Enseign.,form. professionnelle, apprent.                 | 0,00                | 0,00                |
| 903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs                  | 24 500,00           | 30 000,00           |
| 904 Santé et action sociale (hors RSA)                       | 0,00                | 0,00                |
| 904-4 RSA  | 0,00                | 0,00                |
| 905 Aménagement des territoires et habitat                   | 0,00                | 0,00                |
| 906 Action économique  | 0,00                | 0,00                |
| 907 Environnement  | 1 560,00            | 0,00                |
| 908 Transports   | 165 699,00          | 0,00                |
| 909 Fonction en réserve                                      |                     |                     |
| <b>92 Opérations non ventilées</b>                           | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>         |
| 921 Taxes non affectées                                      | 0,00                | 0,00                |
| 922 Dotations et participations (sauf affectations au R1068) | 0,00                | 0,00                |
| 923 Dettes et autres opérations financières                  | 0,00                | 0,00                |
| <b>95 Chapitres de prévision sans réalisation</b>            |                     | <b>0,00</b>         |
| 954 Produit des cessions d'immobilisations                   |                     | 0,00                |
| <b>TOTAL</b>   | <b>I 199 000,00</b> | <b>II 31 200,00</b> |

**OPERATIONS D'ORDRE**

|  |                       |                      |
|--|-----------------------|----------------------|
| 925 Opérations patrimoniales                 | 745 500,00            | 745 500,00           |
| 926 Transferts entre les sections (2)        | 0,00                  | 0,00                 |
| 951 Virement de la section de fonctionnement |                       | 167 800,00           |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>III 745 500,00</b> | <b>IV 913 300,00</b> |

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :.....</b> | <b>167 800,00</b> |
|---|-------------------|

|  |        |          |
|--|--------|----------|
| 001 Solde exécution invest. reporté (3)            | V 0,00 | VI 0,00  |
| 922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés |        | VII 0,00 |

|                            |             |                   |                    |                   |
|----------------------------|-------------|-------------------|--------------------|-------------------|
| <b>TOTAL DE LA SECTION</b> | I + III + V | <b>944 500,00</b> | II + IV + VI + VII | <b>944 500,00</b> |
|----------------------------|-------------|-------------------|--------------------|-------------------|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>II</b> |
| <b>EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT</b> | <b>D2</b> |

**OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)**

| CHAPITRES  | DEPENSES             | RECETTES            |
|--|----------------------|---------------------|
| <b>93 Services ventilés</b>  | <b>24 809,00</b>     | <b>16 109,00</b>    |
| 930 Services généraux  | 10 440,00            | 0,00                |
| 930-5 Gestion des fonds européens                                      | 0,00                 | 0,00                |
| 931 Sécurité   | 400,00               | -1 200,00           |
| 932 Enseign.,form. professionnelle, apprent.                           | 10 000,00            | 0,00                |
| 933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs                            | -828,00              | 0,00                |
| 934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) | 3 710,00             | 0,00                |
| 934-3 APA  | 0,00                 | 0,00                |
| 934-4 RSA / Régularisations de RMI                                     | 0,00                 | 0,00                |
| 935 Aménagement des territoires et habitat                             | 1 017,00             | 17 309,00           |
| 936 Action économique  | 3 070,00             | 0,00                |
| 937 Environnement  | 0,00                 | 0,00                |
| 938 Transports   | -3 000,00            | 0,00                |
| 939 Fonction en réserve  |                      |                     |
| <b>94 Services communs non ventilés</b>                                | <b>-149 500,00</b>   | <b>27 000,00</b>    |
| 940 Impositions directes   | 0,00                 | 0,00                |
| 941 Autres impôts et taxes   | -150 000,00          | 27 000,00           |
| 942 Dotations et participations  | 0,00                 | 0,00                |
| 943 Opérations financières   | 500,00               | 0,00                |
| 944 Frais de fonctionnement groupes d'élus                             | 0,00                 | 0,00                |
| 945 Provisions et autres opérations mixtes (2)                         | 0,00                 | 0,00                |
| <b>TOTAL</b>   | <b>I -124 691,00</b> | <b>II 43 109,00</b> |

**OPERATIONS D'ORDRE**

|  |                       |                |
|--|-----------------------|----------------|
| 946 Transferts entre les sections (2)      | 0,00                  | 0,00           |
| 947 Transferts à l'intérieur de la section | 0,00                  | 0,00           |
| 953 Virement à la section d'investissement | 167 800,00            |                |
| <b>TOTAL</b>                               | <b>III 167 800,00</b> | <b>IV 0,00</b> |

|  |                   |
|--|-------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :.....</b> | <b>167 800,00</b> |
|--|-------------------|

|  |        |         |
|--|--------|---------|
| 002 Résultat de fonctionnement reporté (3) | V 0,00 | VI 0,00 |
|--|--------|---------|

|                            |             |                  |              |                  |
|----------------------------|-------------|------------------|--------------|------------------|
| <b>TOTAL DE LA SECTION</b> | I + III + V | <b>43 109,00</b> | II + IV + VI | <b>43 109,00</b> |
|----------------------------|-------------|------------------|--------------|------------------|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE – DEPENSES</b>          | <b>E1</b> |

|     | INVESTISSEMENT                                     | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1     | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL<br>(Vote + RAR N-1) |
|-----|--|--------------------------|-------------|----------------------------|---------------------|---------------------------|
|     | <b>Dépenses d'investissement – Total</b>           | <b>28 723 794,14</b>     | <b>0,00</b> | <b>944 500,00</b>          | <b>944 500,00</b>   | <b>944 500,00</b>         |
|     | <b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b> | <b>24 186 152,11</b>     | <b>0,00</b> | <b>199 000,00</b>          | <b>199 000,00</b>   | <b>199 000,00</b>         |
| 10  | Dotations, fonds divers et réserves                | 8 610,00                 | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 13  | Subventions d'investissement (sauf 018)            | 18 300,00                | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 16  | Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)          | 5 525 700,00             | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 18  | Cpte de liaison : affectation (BA,régie)           | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 20  | Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)    | 1 161 070,43             | 0,00        | 9 050,00                   | 9 050,00            | 9 050,00                  |
| 204 | Subventions d'équipement versées (sauf 018) (4)    | 268 200,00               | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 21  | Immobilisations corporelles (sauf 018)             | 2 801 308,78             | 0,00        | 54 301,00                  | 54 301,00           | 54 301,00                 |
| 22  | Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)   | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 23  | Immobilisations en cours (sauf 2324 et 018)        | 13 501 147,10            | 0,00        | 135 649,00                 | 135 649,00          | 135 649,00                |
| 26  | Participations et créances rattachées              | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 27  | Autres immobilisations financières (sauf 018)      | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 018 | RSA  | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 45  | Chapitre d'opérations pour compte de tiers         | 901 815,80               | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
|     | <b>Sous total des opérations d'ordre</b>           | <b>-554 125,00</b>       |             | <b>745 500,00</b>          | <b>745 500,00</b>   | <b>745 500,00</b>         |
| 040 | Opérations ordre transf. entre sections (3)        | 24 000,00                |             | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 041 | Opérations patrimoniales                           | -578 125,00              |             | 745 500,00                 | 745 500,00          | 745 500,00                |
| 001 | Solde exécution invest. reporté                    | 5 091 767,03             |             |                            | 0,00                | 0,00                      |

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE – DEPENSES</b>          | <b>E1</b> |

| FONCTIONNEMENT                                     |   | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1     | Propositions<br>nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL<br>(Vote + RAR N-1) |
|--|---|--------------------------|-------------|-------------------------------|---------------------|---------------------------|
| <b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>          |   | <b>41 356 015,10</b>     | <b>0,00</b> | <b>43 109,00</b>              | <b>43 109,00</b>    | <b>43 109,00</b>          |
| <b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b> |   | <b>36 645 257,00</b>     | <b>0,00</b> | <b>-124 691,00</b>            | <b>-124 691,00</b>  | <b>-124 691,00</b>        |
| 011  | Charges à caractère général (hors 016 et 017)                                   | 5 842 411,00             | 0,00        | 13 209,00                     | 13 209,00           | 13 209,00                 |
| 012  | Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)                       | 7 718 752,00             | 0,00        | 0,00                          | 0,00                | 0,00                      |
| 014  | Atténuations de produits  | 11 389 220,00            | 0,00        | -150 000,00                   | -150 000,00         | -150 000,00               |
| 65   | Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)                      | 10 658 643,00            | 0,00        | 14 100,00                     | 14 100,00           | 14 100,00                 |
| 6586   | Frais fonctionnement des groupes d'élus   | 0,00                     | 0,00        | 0,00                          | 0,00                | 0,00                      |
| 66   | Charges financières   | 852 000,00               | 0,00        | -2 000,00                     | -2 000,00           | -2 000,00                 |
| 67   | Charges spécifiques (hors 016 et 017)   | 4 080,00                 | 0,00        | 0,00                          | 0,00                | 0,00                      |
| 68   | Dotations aux provisions,<br>dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017) | 180 151,00               | 0,00        | 0,00                          | 0,00                | 0,00                      |
| 016  | APA   | 0,00                     | 0,00        | 0,00                          | 0,00                | 0,00                      |
| 017  | RSA / Régularisations de RMI  | 0,00                     | 0,00        | 0,00                          | 0,00                | 0,00                      |
| <b>Sous total des opérations d'ordre</b>           |   | <b>4 710 758,10</b>      | <b>0,00</b> | <b>167 800,00</b>             | <b>167 800,00</b>   | <b>167 800,00</b>         |
| 042  | Opérations ordre transf. entre sections (3)                                     | 1 754 000,00             | 0,00        | 0,00                          | 0,00                | 0,00                      |
| 043  | Opérations ordre intérieur de la section  | 0,00                     | 0,00        | 0,00                          | 0,00                | 0,00                      |
| 023  | Virement à la section d'investissement  | 2 956 758,10             | 0,00        | 167 800,00                    | 167 800,00          | 167 800,00                |
| 002  | Résultat de fonctionnement reporté  | 0,00                     | 0,00        | 0,00                          | 0,00                | 0,00                      |

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE – RECETTES</b>          | <b>E2</b> |

|      | INVESTISSEMENT                                       | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1     | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL<br>(Vote + RAR N-1) |
|------|--|--------------------------|-------------|----------------------------|---------------------|---------------------------|
|      | <b>Recettes d'investissement – Total</b>             | <b>28 723 794,14</b>     | <b>0,00</b> | <b>944 500,00</b>          | <b>944 500,00</b>   | <b>944 500,00</b>         |
|      | <b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b>   | <b>18 533 874,13</b>     | <b>0,00</b> | <b>31 200,00</b>           | <b>31 200,00</b>    | <b>31 200,00</b>          |
| 10   | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)      | 934 941,00               | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 13   | Subventions d'investissement (sauf 018)              | 10 919 795,13            | 0,00        | 31 200,00                  | 31 200,00           | 31 200,00                 |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)            | 5 675 708,00             | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 18   | Cpte de liaison : affectation (BA,régie)             | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 20   | Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)  | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 204  | Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3) (5)  | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 21   | Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)           | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 22   | Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3) | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 23   | Immobilisations en cours (sauf 2324et 018) (3)       | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 26   | Participations et créances rattachées                | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 27   | Autres immobilisations financières (sauf 018)        | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 45   | Chapitres d'opérations pour compte de tiers          | 835 430,00               | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 018  | RSA  | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 024  | Produits des cessions d'immobilisations              | 168 000,00               | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
|      | <b>Sous total des opérations d'ordre</b>             | <b>4 132 633,10</b>      |             | <b>913 300,00</b>          | <b>913 300,00</b>   | <b>913 300,00</b>         |
| 040  | Opérations ordre transf. entre sections (4)          | 1 754 000,00             |             | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 041  | Opérations patrimoniales                             | -578 125,00              |             | 745 500,00                 | 745 500,00          | 745 500,00                |
| 021  | Virement de la section de fonctionnement             | 2 956 758,10             |             | 167 800,00                 | 167 800,00          | 167 800,00                |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés              | 6 057 286,91             |             | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 001  | Solde exécution invest. reporté                      | 0,00                     |             |                            | 0,00                | 0,00                      |

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE – RECETTES</b>          | <b>E2</b> |

| FONCTIONNEMENT                                     |   | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1     | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL<br>(Vote + RAR N-1) |
|--|---|--------------------------|-------------|----------------------------|---------------------|---------------------------|
| <b>Recettes de fonctionnement – Total</b>          |   | <b>41 356 015,10</b>     | <b>0,00</b> | <b>43 109,00</b>           | <b>43 109,00</b>    | <b>43 109,00</b>          |
| <b>Sous total des opérations réelles et mixtes</b> |   | <b>40 782 223,99</b>     | <b>0,00</b> | <b>43 109,00</b>           | <b>43 109,00</b>    | <b>43 109,00</b>          |
| 70   | Prod. services, domaine, ventes diverses                                      | 916 427,00               | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 73   | Impôts et taxes (sauf 731)  | 16 692 706,00            | 0,00        | 27 000,00                  | 27 000,00           | 27 000,00                 |
| 731  | Fiscalité locale  | 10 461 478,00            | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 74   | Dotations et participations (sauf 016 et 017)                                 | 11 808 487,99            | 0,00        | 16 109,00                  | 16 109,00           | 16 109,00                 |
| 75   | Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)                         | 887 925,00               | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 76   | Produits financiers   | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 77   | Produits spécifiques (sauf 016 et 017)  | 200,00                   | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 78   | Reprises amort., dépréciations,<br>prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017) | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 013  | Atténuations de charges (sauf 016 et 017)                                     | 15 000,00                | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 016  | APA   | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 017  | RSA / Régularisations de RMI  | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| <b>Sous total des opérations d'ordre</b>           |   | <b>24 000,00</b>         | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>               |
| 042  | Opérations ordre transf. entre sections (3)                                   | 24 000,00                | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 043  | Opérations ordre intérieur de la section                                      | 0,00                     | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |
| 002  | Résultat de fonctionnement reporté  | 549 791,11               | 0,00        | 0,00                       | 0,00                | 0,00                      |

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

|   |            |
|---|------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>   | <b>III</b> |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE</b> | <b>A</b>   |

| Chap.                                 | Libellés                                      | Budget de l'exercice (1) | Restes à réaliser N-1 (2)<br>I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (4)<br>II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP | Pour information, dépenses gérées hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---------------------------------------|---|--------------------------|--------------------------------|---|------------------------|-------------------------------|--|---|--|
| <b>90</b>                             | <b>Opérations ventilées</b>                   | <b>18 677 542,11</b>     | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>   | <b>199 000,00</b>      | <b>199 000,00</b>             | <b>0,00</b>  | <b>199 000,00</b>                         | <b>199 000,00</b>                      |
| 900                                   | Services généraux                             | 518 323,57               | 0,00                           | 0,00  | 1 241,00               | 1 241,00                      | 0,00   | 1 241,00                                  | 1 241,00                               |
| 900-5                                 | Gestion des fonds européens                   | 0,00                     | 0,00                           | 0,00  | 0,00                   | 0,00                          | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 901                                   | Sécurité                                      | 164 248,19               | 0,00                           | 0,00  | 6 000,00               | 6 000,00                      | 0,00   | 6 000,00                                  | 6 000,00                               |
| 902                                   | Enseign.,form. professionnelle, apprent.      | 4 500,00                 | 0,00                           | 0,00  | 0,00                   | 0,00                          | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 903                                   | Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs       | 2 235 276,52             | 0,00                           | 0,00  | 24 500,00              | 24 500,00                     | 0,00   | 24 500,00                                 | 24 500,00                              |
| 904                                   | Santé et action sociale (hors RSA)            | 97 626,56                | 0,00                           | 0,00  | 0,00                   | 0,00                          | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 904-4                                 | RSA   | 0,00                     | 0,00                           | 0,00  | 0,00                   | 0,00                          | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 905                                   | Aménagement des territoires et habitat        | 1 774 358,36             | 0,00                           | 0,00  | 0,00                   | 0,00                          | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 906                                   | Action économique                             | 3 602 524,14             | 0,00                           | 0,00  | 0,00                   | 0,00                          | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 907                                   | Environnement                                 | 1 120 601,00             | 0,00                           | 0,00  | 1 560,00               | 1 560,00                      | 0,00   | 1 560,00                                  | 1 560,00                               |
| 908                                   | Transports                                    | 9 160 083,77             | 0,00                           | 0,00  | 165 699,00             | 165 699,00                    | 0,00   | 165 699,00                                | 165 699,00                             |
| 909                                   | Fonction en réserve                           |                          |                                |   |                        |                               |  |   |  |
| <b>92</b>                             | <b>Opérations non ventilées</b>               | <b>4 954 485,00</b>      | <b>0,00</b>                    |   | <b>745 500,00</b>      | <b>745 500,00</b>             |  | <b>745 500,00</b>                         | <b>745 500,00</b>                      |
| 921                                   | Taxes non affectées                           | 0,00                     | 0,00                           |   | 0,00                   | 0,00                          |  | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 922                                   | Dotations et participations                   | 8 610,00                 | 0,00                           |   | 0,00                   | 0,00                          |  | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 923                                   | Dettes et autres opérations financières       | 5 500 000,00             | 0,00                           |   | 0,00                   | 0,00                          |  | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 925                                   | Opérations patrimoniales                      | -578 125,00              |                                |   | 745 500,00             | 745 500,00                    |  | 745 500,00                                | 745 500,00                             |
| 926                                   | Transferts entre les sections                 | 24 000,00                |                                |   | 0,00                   | 0,00                          |  | 0,00                                      | 0,00                                   |
| <b>95</b>                             | <b>Chapitre de prévision sans réalisation</b> |                          |                                | <b>0,00</b>   |                        |                               |  |   |  |
| 950                                   | Dépenses imprévues                            |                          |                                | 0,00  |                        |                               |  |   |  |
| <b>TOTAL des groupes fonctionnels</b> |   | <b>23 632 027,11</b>     | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>   | <b>944 500,00</b>      | <b>944 500,00</b>             | <b>0,00</b>  | <b>944 500,00</b>                         | <b>944 500,00</b>                      |

|  |             |
|--|-------------|
| <b>001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

|              |                   |
|--------------|-------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>944 500,00</b> |
|--------------|-------------------|

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

## AME RIVES DU LOING - BUDGET PRINCIPAL AME - DM - 2024

- (3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
- (4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
- (5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

|   |  |  |  |  |  |            |
|---|--|--|--|--|--|------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                     |  |  |  |  |  | <b>III</b> |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES</b> |  |  |  |  |  | <b>A</b>   |

| Chap.                                 | Libellés                                       | Budget de l'exercice (1) | Restes à réaliser | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL             |
|---------------------------------------|--|--------------------------|-------------------|------------------------|---------------------|-------------------|
|                                       |  |                          | N-1 (2)           |                        | (3)                 | (RAR N-1 + Vote)  |
|                                       |  |                          | I                 |                        | II                  | III = I + II      |
| <b>90</b>                             | <b>Opérations ventilées</b>                    | <b>11 783 625,13</b>     | <b>0,00</b>       | <b>31 200,00</b>       | <b>31 200,00</b>    | <b>31 200,00</b>  |
| 900                                   | Services généraux                              | 0,00                     | 0,00              | 0,00                   | 0,00                | 0,00              |
| 900-5                                 | Gestion des fonds européens                    | 0,00                     | 0,00              | 0,00                   | 0,00                | 0,00              |
| 901                                   | Sécurité                                       | -1 200,00                | 0,00              | 1 200,00               | 1 200,00            | 1 200,00          |
| 902                                   | Enseign.,form. professionnelle, apprent.       | 0,00                     | 0,00              | 0,00                   | 0,00                | 0,00              |
| 903                                   | Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs        | 444 336,00               | 0,00              | 30 000,00              | 30 000,00           | 30 000,00         |
| 904                                   | Santé et action sociale (hors RSA)             | 25 200,00                | 0,00              | 0,00                   | 0,00                | 0,00              |
| 904-4                                 | RSA  | 0,00                     | 0,00              | 0,00                   | 0,00                | 0,00              |
| 905                                   | Aménagement des territoires et habitat         | 329 004,00               | 0,00              | 0,00                   | 0,00                | 0,00              |
| 906                                   | Action économique                              | 5 571 983,63             | 0,00              | 0,00                   | 0,00                | 0,00              |
| 907                                   | Environnement                                  | 84 958,50                | 0,00              | 0,00                   | 0,00                | 0,00              |
| 908                                   | Transports                                     | 5 329 343,00             | 0,00              | 0,00                   | 0,00                | 0,00              |
| 909                                   | Fonction en réserve                            |                          |                   |                        |                     |                   |
| <b>92</b>                             | <b>Opérations non ventilées</b>                | <b>7 758 124,00</b>      | <b>0,00</b>       | <b>745 500,00</b>      | <b>745 500,00</b>   | <b>745 500,00</b> |
| 921                                   | Taxes non affectées                            | 0,00                     | 0,00              | 0,00                   | 0,00                | 0,00              |
| 922                                   | Dotations et participations (sauf R922 - 1068) | 931 941,00               | 0,00              | 0,00                   | 0,00                | 0,00              |
| 923                                   | Dettes et autres opérations financières        | 5 650 308,00             | 0,00              | 0,00                   | 0,00                | 0,00              |
| 925                                   | Opérations patrimoniales                       | -578 125,00              |                   | 745 500,00             | 745 500,00          | 745 500,00        |
| 926                                   | Transferts entre les sections (4)              | 1 754 000,00             |                   | 0,00                   | 0,00                | 0,00              |
| <b>95</b>                             | <b>Chapitre de prévision sans réalisation</b>  | <b>3 124 758,10</b>      | <b>0,00</b>       | <b>167 800,00</b>      | <b>167 800,00</b>   | <b>167 800,00</b> |
| 951                                   | Virement de la section de fonctionnement       | 2 956 758,10             |                   | 167 800,00             | 167 800,00          | 167 800,00        |
| 954                                   | Produit des cessions d'immobilisations         | 168 000,00               | 0,00              | 0,00                   | 0,00                | 0,00              |
| <b>TOTAL des groupes fonctionnels</b> |  | <b>22 666 507,23</b>     | <b>0,00</b>       | <b>944 500,00</b>      | <b>944 500,00</b>   | <b>944 500,00</b> |

|  |             |
|--|-------------|
| <b>001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

|   |             |
|---|-------------|
| <b>1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

|              |                   |
|--------------|-------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>944 500,00</b> |
|--------------|-------------------|

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée des résultats au budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(6) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.



|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 900</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

CHAPITRE 900 – Services généraux AP (1) = 0,00

| Libellé                                   | 90-02   |                                 |   |                               |                                 |  |  |                                     |
|---|---|---------------------------------|---|-------------------------------|---------------------------------|--|--|-------------------------------------|
|   | Administration générale                         |                                 |   |                               |                                 |  |  |                                     |
|   | 90-020<br>Admin. générale de la<br>collectivité | 90-021<br>Personnel non ventilé | 90-022<br>Information,<br>communication,<br>publicité | 90-023<br>Fêtes et cérémonies | 90-024<br>Aide aux associations | 90-025<br>Cimetières et pompes<br>funèbres | 90-026<br>Administration générale<br>de l'Etat | 90-028<br>Autres moyens<br>généraux |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |   |                                 |   |                               |                                 |  |  |                                     |
| <b>Budget de l'exercice (2)</b>           | 485 323,57                                      | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 33 000,00                                  | 0,00   | 0,00                                |
| <b>Restes à réaliser N-1</b>              | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| <b>Propositions nouvelles</b>             | 1 241,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>            | 1 241,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| - Hors AP-CP (4)                          | 1 241,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |   |                                 |   |                               |                                 |  |  |                                     |
| <b>Budget de l'exercice (2)</b>           | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| <b>Restes à réaliser N-1</b>              | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| <b>Propositions nouvelles</b>             | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>            | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| Recettes affectées                        | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |

- (1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
- (2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
- (3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
- (4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 900</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

**CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)**

| Libellé                                   | 90-03<br>Conseils               |   |                                     |  |  |  |                            |
|---|---------------------------------|---|-------------------------------------|--|--|--|----------------------------|
|   | 90-031<br>Assemblée délibérante | 90-032<br>Conseil éco.,social<br>région./Conseil dév. | 90-033<br>Conseil cult., édu., env. | 90-034<br>Conseil éco.,soc.,environ.,culture.éduc. |  | 90-035<br>Conseil de territoire                    | 90-038<br>Autres instances |
|   |                                 |   |                                     |  | 90-0341<br>Section éco., sociale et<br>environnem. | 90-0342<br>Section culture, éducation<br>et sports |                            |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |                                 |   |                                     |  |  |  |                            |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                       |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                       |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                       |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>            | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                         | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                       |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                       |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                       |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |                                 |   |                                     |  |  |  |                            |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                       |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                       |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                       |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>            | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                         | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                |
| Recettes affectées                        | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                       |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                       |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>  | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>A 900</b> |

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

| Libellé                                   | 90-04<br>Coop.décent..act° interrég..eur..intern.     |                                   |                               |   |                          | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|-----------------------------------|-------------------------------|---|--------------------------|-------------------|
|   | 90-041<br>Action relevant de la<br>subvention globale | 90-042<br>Actions interrégionales | 90-043<br>Actions européennes | 90-044<br>Aide publique au<br>développement | 90-048<br>Autres actions |                   |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |   |                                   |                               |   |                          |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 518 323,57        |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 1 241,00          |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>            | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>              | <b>1 241,00</b>   |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 0,00              |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 1 241,00          |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 0,00              |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |   |                                   |                               |   |                          |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 0,00              |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 0,00              |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>            | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>       |
| Recettes affectées                        | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 0,00              |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 0,00              |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |                |
|---|----------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>     |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 900-5</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |                |

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens AP (1) = 0,00

| Libellé                                   | 90-051<br>FSE | 90-052<br>FEDER | 90-058           |                  | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---------------|-----------------|------------------|------------------|-------------------|
|   |               |                 | Autres           |                  |                   |
|   |               |                 | 90-058<br>FEADER | 90-0581<br>FEAMP |                   |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |               |                 |                  |                  |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00          | 0,00            | 0,00             | 0,00             | 0,00              |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00          | 0,00            | 0,00             | 0,00             | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00          | 0,00            | 0,00             | 0,00             | 0,00              |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00          | 0,00            | 0,00             | 0,00             | 0,00              |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00          | 0,00            | 0,00             | 0,00             | 0,00              |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00          | 0,00            | 0,00             | 0,00             | 0,00              |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00          | 0,00            | 0,00             | 0,00             | 0,00              |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |               |                 |                  |                  |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00          | 0,00            | 0,00             | 0,00             | 0,00              |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00          | 0,00            | 0,00             | 0,00             | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00          | 0,00            | 0,00             | 0,00             | 0,00              |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00          | 0,00            | 0,00             | 0,00             | 0,00              |
| Recettes affectées                        | 0,00          | 0,00            | 0,00             | 0,00             | 0,00              |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00          | 0,00            | 0,00             | 0,00             | 0,00              |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 901</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

CHAPITRE 901 – Sécurité

|          |             |
|----------|-------------|
| AP (1) = | <b>0,00</b> |
|----------|-------------|

| Libellé                                   | 90-10<br>Services communs | 90-11<br>Police, sécurité, justice | 90-12<br>Incendie et secours | 90-13<br>Hygiène et salubrité publique | 90-18<br>Autres interv. protect.<br>personnes, biens | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---------------------------|------------------------------------|------------------------------|--|--|-------------------|
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |                           |                                    |                              |  |  |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                      | 164 248,19                         | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 164 248,19        |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                      | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                      | 6 000,00                           | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 6 000,00          |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                      | 6 000,00                           | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 6 000,00          |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00                      | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 0,00              |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00                      | 6 000,00                           | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 6 000,00          |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00                      | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 0,00              |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |                           |                                    |                              |  |  |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                      | -1 200,00                          | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | -1 200,00         |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                      | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                      | 1 200,00                           | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 1 200,00          |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                      | 1 200,00                           | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 1 200,00          |
| Recettes affectées                        | 0,00                      | 1 200,00                           | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 1 200,00          |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00                      | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 0,00              |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 902</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

**CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage**

|                 |             |
|-----------------|-------------|
| <b>AP (1) =</b> | <b>0,00</b> |
|-----------------|-------------|

| Libellé                                   | 90-20            | 90-21                         |                  |                    | 90-22                        |                |               | 90-23                  | 90-24           |
|---|------------------|-------------------------------|------------------|--------------------|------------------------------|----------------|---------------|------------------------|-----------------|
|   | Services communs | Enseignement du premier degré |                  |                    | Enseignement du second degré |                |               | Enseignement supérieur | Cités scolaires |
|   | 90-201           | 90-211                        | 90-212           | 90-213             | 90-221                       | 90-222         | 90-223        |                        |                 |
|   | Services communs | Ecoles maternelles            | Ecoles primaires | Classes regroupées | Collèges                     | Lycées publics | Lycées privés |                        |                 |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |                  |                               |                  |                    |                              |                |               |                        |                 |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 4 500,00               | 0,00            |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 0,00                   | 0,00            |
| Propositions nouvelles                    | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 0,00                   | 0,00            |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 0,00                   | 0,00            |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 0,00                   | 0,00            |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 0,00                   | 0,00            |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 0,00                   | 0,00            |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |                  |                               |                  |                    |                              |                |               |                        |                 |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 0,00                   | 0,00            |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 0,00                   | 0,00            |
| Propositions nouvelles                    | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 0,00                   | 0,00            |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 0,00                   | 0,00            |
| Recettes affectées                        | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 0,00                   | 0,00            |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 0,00                   | 0,00            |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 902</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

**CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)**

| Libellé                                   | 90-25<br>Formation professionnelle             |   |   |  |                                       |   |  |  |  |                   |   |                                     |                  |
|---|--|---|---|--|---------------------------------------|---|--|--|--|-------------------|---|-------------------------------------|------------------|
|   | 90-251<br>Insertion sociale et professionnelle | 90-252<br>Formation professionnalisante personnes | 90-253<br>Formation certifiante des personnes | 90-254<br>Formation des actifs occupés | 90-255<br>Rémunération des stagiaires | 90-256<br>CNFPT - Formation des actifs occupés    |  |  |  |                   | 90-257<br>CNFPT et CDG - missions spécifiques |                                     | 90-258<br>Autres |
|   |  |   |   |  |                                       | 90-2561<br>Missions statutaires et réglementaires | 90-2562<br>Développement des compétences | 90-2563<br>Évolution et transition professionnelle | 90-2564<br>Organisation des activités pédagogiques | 90-2565<br>Autres | 90-2571<br>Concours                           | 90-2572<br>Missions administratives |                  |
|   |  |   |   |  |                                       |   |  |  |  |                   |   |                                     |                  |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |  |   |   |  |                                       |   |  |  |  |                   |   |                                     |                  |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                   | 0,00                                  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                | 0,00             |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                   | 0,00                                  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                | 0,00             |
| Propositions nouvelles                    | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                   | 0,00                                  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                | 0,00             |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                   | 0,00                                  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                | 0,00             |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                   | 0,00                                  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                | 0,00             |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                   | 0,00                                  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                | 0,00             |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                   | 0,00                                  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                | 0,00             |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |  |   |   |  |                                       |   |  |  |  |                   |   |                                     |                  |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                   | 0,00                                  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                | 0,00             |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                   | 0,00                                  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                | 0,00             |
| Propositions nouvelles                    | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                   | 0,00                                  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                | 0,00             |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                   | 0,00                                  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                | 0,00             |
| Recettes affectées                        | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                   | 0,00                                  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                | 0,00             |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                   | 0,00                                  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                | 0,00             |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 902</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

**CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)**

| Libellé                                   | 90-26<br>Apprentissage | 90-27<br>Formation sanitaire et sociale | 90-28<br>Autres services périscolaires et annexes |                          |                             |                                 |  | 90-29<br>Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|------------------------|---|---|--------------------------|-----------------------------|---------------------------------|--|-------------------|-------------------|
|   |                        |   | 90-281<br>Hébergement et restauration scolaires   | 90-282<br>Sport scolaire | 90-283<br>Médecine scolaire | 90-284<br>Classes de découverte | 90-288<br>Autre service annexe de l'enseignement |                   |                   |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |                        |   |   |                          |                             |                                 |  |                   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 4 500,00          |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 0,00              |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 0,00              |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 0,00              |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 0,00              |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 0,00              |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |                        |   |   |                          |                             |                                 |  |                   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 0,00              |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 0,00              |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 0,00              |
| Recettes affectées                        | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 0,00              |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 0,00              |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 903</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

|          |             |
|----------|-------------|
| AP (1) = | <b>0,00</b> |
|----------|-------------|

| Libellé                                   | 90-30<br>Services communs | 90-31<br>Culture   |                      |  |                  |                               |   |   |                                     |
|---|---------------------------|--|----------------------|--|------------------|-------------------------------|---|---|-------------------------------------|
|   |                           | 90-311<br>Activités<br>artist.,actions et<br>manif.cult. | 90-312<br>Patrimoine | 90-313<br>Bibliothèques,<br>médiathèques | 90-314<br>Musées | 90-315<br>Services d'archives | 90-316<br>Théâtres et<br>spectacles vivants | 90-317<br>Cinémas et autres<br>salles de spectacles | 90-318<br>Archéologie<br>préventive |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |                           |  |                      |  |                  |                               |   |   |                                     |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 255 033,54                               | 438 835,80       | 0,00                          | 77 344,36                                   | 0,00  | 0,00                                |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 24 500,00        | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 24 500,00        | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 24 500,00        | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |                           |  |                      |  |                  |                               |   |   |                                     |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 196 236,00       | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 30 000,00        | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 30 000,00        | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| Recettes affectées                        | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 30 000,00        | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 903</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

| Libellé                                   | 90-32<br>Sports (autres que scolaires) |                  |                    |   |   |                                    |
|---|--|------------------|--------------------|---|---|------------------------------------|
|   | 90-321<br>Salles de sport, gymnases    | 90-322<br>Stades | 90-323<br>Piscines | 90-324<br>Centres de formation sportifs | 90-325<br>Autres équipements sportifs<br>ou loisirs | 90-326<br>Manifestations sportives |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |  |                  |                    |   |   |                                    |
| Budget de l'exercice (2)                  | 275 231,26                             | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 1 148 831,56  | 40 000,00                          |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                               |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                               |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                               |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                               |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                               |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                               |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |  |                  |                    |   |   |                                    |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 248 100,00  | 0,00                               |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                               |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                               |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                               |
| Recettes affectées                        | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                               |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                               |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 903</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

| Libellé                                   | 90-33<br>Jeunesse et loisirs |                                |   | 90-34<br>Vie sociale et citoyenne                   |                  | 90-39<br>Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|------------------------------|--------------------------------|---|---|------------------|-------------------|-------------------|
|   | 90-331<br>Centres de loisirs | 90-332<br>Colonies de vacances | 90-338<br>Autres activités pour les<br>jeunes | 90-341<br>Egalité entre les femmes et<br>les hommes | 90-348<br>Autres |                   |                   |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |                              |                                |   |   |                  |                   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 2 235 276,52      |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 24 500,00         |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 24 500,00         |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 0,00              |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 24 500,00         |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 0,00              |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |                              |                                |   |   |                  |                   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 444 336,00        |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 30 000,00         |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 30 000,00         |
| Recettes affectées                        | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 30 000,00         |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 0,00              |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 904</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA)    AP (1) =    0,00

| Libellé                                   | 90-41<br>Santé             |  |  |                                |  |                          |
|---|----------------------------|--|--|--------------------------------|--|--------------------------|
|   | 90-410<br>Services communs | 90-411<br>PMI et planification familiale | 90-412<br>Prévention et éducation pour<br>la santé | 90-413<br>Sécurité alimentaire | 90-414<br>Dispensaires et autres éta<br>sanitaires | 90-418<br>Autres actions |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |                            |  |  |                                |  |                          |
| Budget de l'exercice (2)                  | 35 383,28                  | 0,00                                     | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |                            |  |  |                                |  |                          |
| Budget de l'exercice (2)                  | 200,00                     | 0,00                                     | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| Recettes affectées                        | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 904</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

**CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)**

| Libellé                                   | 90-42<br>Action sociale      |   |                               |  |                        |                                 |                          |   |
|---|------------------------------|---|-------------------------------|--|------------------------|---------------------------------|--------------------------|---|
|   | 90-420<br>Services communs   | 90-421<br>Famille et enfance                    |                               |  |                        | 90-422<br>Petite enfance        |                          |   |
|   |                              | 90-4211<br>Actions en faveur de la<br>maternité | 90-4212<br>Aides à la famille | 90-4213<br>Aides sociales à<br>l'enfance | 90-4214<br>Adolescence | 90-4221<br>Crèches et garderies | 90-4222<br>Multi accueil | 90-4228<br>Autres actions pour la<br>petite enfance |
|   | <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b> |   |                               |  |                        |                                 |                          |   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                         | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                         | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                         | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00                         | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00                         | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00                         | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |                              |   |                               |  |                        |                                 |                          |   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                         | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                         | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                         | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| Recettes affectées                        | 0,00                         | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00                         | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 904</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

**CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)**

| Libellé                                   | 90-42<br>Action sociale      |   |  |                                   |                                 |   | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|------------------------------|---|--|-----------------------------------|---------------------------------|---|-------------------|
|   | 90-423<br>Personnes âgées    |   |  | 90-424<br>Personnes en difficulté | 90-425<br>Personnes handicapées | 90-428<br>Autres interventions sociales |                   |
|   | 90-4231<br>Forfait autonomie | 90-4232<br>Autres actions de prévention | 90-4238<br>Autres actions pour les personnes âgées |                                   |                                 |   |                   |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |                              |   |  |                                   |                                 |   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 62 243,28                               | 97 626,56         |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00              |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>            | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b>       |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00              |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00              |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00              |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |                              |   |  |                                   |                                 |   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 25 000,00                               | 25 200,00         |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00              |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>            | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b>       |
| Recettes affectées                        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00              |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00              |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |                |
|---|----------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>     |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 904-4</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |                |

CHAPITRE 904-4 – RSA AP (1) = 0,00

| Libellé                                   | 90-441<br>Insertion sociale | 90-442<br>Santé | 90-443<br>Logement | 90-444<br>Insertion<br>professionnelle | 90-445<br>Evaluation des<br>dépenses engagées | 90-446<br>Dépenses de<br>structure | 90-447<br>RSA allocations | 90-448<br>Autres dépenses au<br>titre du RSA | TOTAL DU<br>CHAPITRE |
|---|-----------------------------|-----------------|--------------------|--|---|------------------------------------|---------------------------|--|----------------------|
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |                             |                 |                    |  |   |                                    |                           |  |                      |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |                             |                 |                    |  |   |                                    |                           |  |                      |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| Recettes affectées                        | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 905</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat AP (1) = 0,00

| Libellé                                   | 90-50            | 90-51                           |                       |                  |            |                 |                          |                                     |
|---|------------------|---------------------------------|-----------------------|------------------|------------|-----------------|--------------------------|-------------------------------------|
|   | Services communs | Aménagement et services urbains |                       |                  |            |                 |                          |                                     |
|   | 90-501           | 90-510                          | 90-511                | 90-512           | 90-513     | 90-514          | 90-515                   | 90-518                              |
|   | Services communs | Services communs                | Espaces verts urbains | Eclairage public | Art public | Electrification | Opérations d'aménagement | Autres actions d'aménagement urbain |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |                  |                                 |                       |                  |            |                 |                          |                                     |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 1 068 368,36                        |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 0,00                                |
| Propositions nouvelles                    | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 0,00                                |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 0,00                                |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 0,00                                |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 0,00                                |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 0,00                                |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |                  |                                 |                       |                  |            |                 |                          |                                     |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 209 154,00                          |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 0,00                                |
| Propositions nouvelles                    | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 0,00                                |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 0,00                                |
| Recettes affectées                        | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 0,00                                |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 0,00                                |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 905</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

**CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)**

| Libellé                                   | 90-52<br>Politique de la ville | 90-53<br>Agglomérations et villes moyennes | 90-54<br>Espace rural et autres espaces de dév. | 90-55<br>Habitat (Logement)             |                                   |   |   |                           |
|---|--------------------------------|--|---|---|-----------------------------------|---|---|---------------------------|
|   |                                |  |   | 90-551<br>Parc privé de la collectivité | 90-552<br>Aide au secteur locatif | 90-553<br>Aide à l'accession à la propriété | 90-554<br>Aire d'accueil des gens du voyage | 90-555<br>Logement social |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |                                |  |   |   |                                   |   |   |                           |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 705 990,00                        | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |                                |  |   |   |                                   |   |   |                           |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 119 850,00                        | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| Recettes affectées                        | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 905</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

**CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

| Libellé                                   | 90-56<br>Actions en faveur du littoral | 90-57<br>Techno. de l'information et<br>de la comm. | 90-58<br>Autres actions      |   | 90-59<br>Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|--|---|------------------------------|---|-------------------|-------------------|
|   |  |   | 90-581<br>Réserves Foncières | 90-588<br>Autres actions<br>d'aménagement |                   |                   |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |  |   |                              |   |                   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 1 774 358,36      |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 0,00              |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 0,00              |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 0,00              |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 0,00              |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 0,00              |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |  |   |                              |   |                   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 329 004,00        |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 0,00              |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 0,00              |
| Recettes affectées                        | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 0,00              |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 0,00              |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 906</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

CHAPITRE 906 – Action économique AP (1) = 0,00

| Libellé                                   | 90-60<br>Services communs | 90-61<br>Interventions économiques transversales | 90-62<br>Structure d'animation et de dév. éco. | 90-63<br>Actions sectorielles                    |                   |  |                                     |
|---|---------------------------|--|--|--|-------------------|--|-------------------------------------|
|   |                           |  |  | 90-631<br>Agriculture, pêche et agro-alimentaire |                   | 90-632<br>Industrie, commerce et artisanat | 90-633<br>Développement touristique |
|   |                           |  |  | 90-6311<br>Laboratoire                           | 90-6312<br>Autres |  |                                     |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |                           |  |  |  |                   |  |                                     |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                      | 140 895,20                                       | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00                                       | 3 461 628,94                        |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                      | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00                                       | 0,00                                |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                      | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00                                       | 0,00                                |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>            | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                                      | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>                                      | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>                         |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00                      | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00                                       | 0,00                                |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00                      | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00                                       | 0,00                                |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00                      | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00                                       | 0,00                                |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |                           |  |  |  |                   |  |                                     |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                      | 200,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00                                       | 5 571 783,63                        |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                      | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00                                       | 0,00                                |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                      | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00                                       | 0,00                                |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>            | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                                      | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>                                      | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>                         |
| Recettes affectées                        | 0,00                      | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00                                       | 0,00                                |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00                      | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00                                       | 0,00                                |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>  | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>A 906</b> |

**CHAPITRE 906 – Action économique (suite)**

| Libellé                                   | 90-64<br>Rayonnement, attractivité du<br>territoire | 90-65<br>Insertion éco. et éco.sociale,<br>solidaire | 90-66<br>Maintien et dév. des services<br>publics | 90-67<br>Recherche et innovation | 90-68<br>Autres actions | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|--|---|----------------------------------|-------------------------|-------------------|
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |   |  |   |                                  |                         |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 3 602 524,14      |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 0,00              |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 0,00              |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 0,00              |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 0,00              |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 0,00              |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |   |  |   |                                  |                         |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 5 571 983,63      |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 0,00              |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 0,00              |
| Recettes affectées                        | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 0,00              |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 0,00              |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 907</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

CHAPITRE 907 – Environnement

|                 |             |
|-----------------|-------------|
| <b>AP (1) =</b> | <b>0,00</b> |
|-----------------|-------------|

| Libellé                                   | 90-70<br>Services communs | 90-71<br>Actions transversales | 90-72<br>Actions déchets et propreté urbaine       |   |                                 |   |   |  |
|---|---------------------------|--------------------------------|--|---|---------------------------------|---|---|--|
|   |                           |                                | 90-720<br>Services communs<br>collecte et propreté | 90-721<br>Collecte et traitement des déchets        |                                 |   | 90-722<br>Propreté urbaine                          |  |
|   |                           |                                |  | 90-7211<br>Actions prévention et<br>sensibilisation | 90-7212<br>Collecte des déchets | 90-7213<br>Tri, valorisation,<br>traitement déchets | 90-7221<br>Actions prévention et<br>sensibilisation | 90-7222<br>Action propreté urbaine<br>et nettoyage |
|   |                           |                                |  |   |                                 |   |   |  |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |                           |                                |  |   |                                 |   |   |  |
| <b>Budget de l'exercice (2)</b>           | <b>109 795,00</b>         | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  |
| <b>Restes à réaliser N-1</b>              | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  |
| <b>Propositions nouvelles</b>             | <b>1 560,00</b>           | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>            | <b>1 560,00</b>           | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00                      | 0,00                           | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| - Hors AP-CP (4)                          | 1 560,00                  | 0,00                           | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00                      | 0,00                           | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |                           |                                |  |   |                                 |   |   |  |
| <b>Budget de l'exercice (2)</b>           | <b>43 292,00</b>          | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  |
| <b>Restes à réaliser N-1</b>              | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  |
| <b>Propositions nouvelles</b>             | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>            | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  |
| Recettes affectées                        | 0,00                      | 0,00                           | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00                      | 0,00                           | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 907</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

**CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)**

| Libellé                                   | 90-73<br>Actions en matière de gestion des eaux |                       |                          |                          |  | 90-74<br>Politique de l'air |
|---|---|-----------------------|--------------------------|--------------------------|--|-----------------------------|
|   | 90-731<br>Politique de l'eau                    | 90-732<br>Eau potable | 90-733<br>Assainissement | 90-734<br>Eaux pluviales | 90-735<br>Lutte contre les inondations |                             |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |   |                       |                          |                          |  |                             |
| Budget de l'exercice (2)                  | 25 806,00                                       | 0,00                  | 0,00                     | 985 000,00               | 0,00                                   | 0,00                        |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| Propositions nouvelles                    | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |   |                       |                          |                          |  |                             |
| Budget de l'exercice (2)                  | 41 666,50                                       | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| Propositions nouvelles                    | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| Recettes affectées                        | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 907</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

**CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)**

| Libellé                                   | 90-75<br>Politique de l'énergie             |                                     |                            |                               |                          | 90-76<br>Préserv. patrim.<br>naturel,risques<br>techno. | 90-77<br>Environnement<br>infrastructures<br>transports | 90-78<br>Autres actions | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|-------------------------------------|----------------------------|-------------------------------|--------------------------|---|---|-------------------------|-------------------|
|   | 90-751<br>Réseaux de chaleur et<br>de froid | 90-752<br>Energie<br>photovoltaïque | 90-753<br>Energie éolienne | 90-754<br>Energie hydraulique | 90-758<br>Autres actions |   |   |                         |                   |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |   |                                     |                            |                               |                          |   |   |                         |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 1 120 601,00      |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 1 560,00          |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 1 560,00          |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 0,00              |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 1 560,00          |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 0,00              |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |   |                                     |                            |                               |                          |   |   |                         |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 84 958,50         |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 0,00              |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 0,00              |
| Recettes affectées                        | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 0,00              |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 0,00              |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 908</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

CHAPITRE 908 – Transports AP (1) = 0,00

| Libellé                                   | 90-80<br>Services communs | 90-81<br>Transports scolaires | 90-82<br>Transports publics de voyageurs |                     |                       |                   |                    |                  |                   |      |
|---|---------------------------|-------------------------------|--|---------------------|-----------------------|-------------------|--------------------|------------------|-------------------|------|
|   |                           |                               | 90-820                                   | 90-821              | 90-822                | 90-823            | 90-824             | 90-825           | 90-828            |      |
|   |                           |                               | Services communs                         | Transport sur route | Transport ferroviaire | Transport fluvial | Transport maritime | Transport aérien | Autres transports |      |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |                           |                               |  |                     |                       |                   |                    |                  |                   |      |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 2 019 173,36        | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 9 050,00            | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 9 050,00            | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 9 050,00            | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |                           |                               |  |                     |                       |                   |                    |                  |                   |      |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 98 126,00           | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| Recettes affectées                        | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 908</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

**CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)**

| Libellé                                   | 90-83<br>Transports de marchandises |                        |                            |                        |                         |                       |                             |
|---|-------------------------------------|------------------------|----------------------------|------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------------|
|   | 90-830<br>Services communs          | 90-831<br>Fret routier | 90-832<br>Fret ferroviaire | 90-833<br>Fret fluvial | 90-834<br>Fret maritime | 90-835<br>Fret aérien | 90-838<br>Autres transports |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |                                     |                        |                            |                        |                         |                       |                             |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |                                     |                        |                            |                        |                         |                       |                             |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| Recettes affectées                        | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 908</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

| Libellé                                   | 90-84<br>Voirie            |                            |                                 |                                 |                            |   |                                 |                             |
|---|----------------------------|----------------------------|---------------------------------|---------------------------------|----------------------------|---|---------------------------------|-----------------------------|
|   | 90-841<br>Voirie nationale | 90-842<br>Voirie régionale | 90-843<br>Voirie départementale | 90-844<br>Voirie métropolitaine | 90-845<br>Voirie communale | 90-846<br>Viabilité hivernale et<br>aléas climatiques | 90-847<br>Equipements de voirie | 90-849<br>Sécurité routière |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |                            |                            |                                 |                                 |                            |   |                                 |                             |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 7 140 910,41               | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 0,00                       | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 156 649,00                 | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 156 649,00                 | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 0,00                       | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 156 649,00                 | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 0,00                       | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |                            |                            |                                 |                                 |                            |   |                                 |                             |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 5 231 217,00               | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 0,00                       | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| Propositions nouvelles                    | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 0,00                       | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 0,00                       | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| Recettes affectées                        | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 0,00                       | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 0,00                       | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                   | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>A 908</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                    |              |

**CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)**

| Libellé                                   | 90-85<br>Infrastructures                                |  |  |  |  | 90-86<br>Liaisons<br>multimodales | 90-87<br>Circulations douces | 90-89<br>Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|--|--|--|--|-----------------------------------|------------------------------|-------------------|-------------------|
|   | 90-851<br>Gares, autres<br>infrastructures<br>routières | 90-852<br>Gares et autres<br>infrastructures ferrov. | 90-853<br>Haltes, autres<br>infrastructures<br>fluviales | 90-854<br>Ports, autres<br>infrastructures<br>portuaires | 90-855<br>Aéroports et autres<br>infrastructures |                                   |                              |                   |                   |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>              |   |  |  |  |  |                                   |                              |                   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 9 160 083,77      |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 165 699,00        |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 165 699,00        |
| - Dans le cadre d'une AP-CP (4)           | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 0,00              |
| - Hors AP-CP (4)                          | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 165 699,00        |
| Dont op. pour compte de tiers             | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 0,00              |
| <b>RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS</b> |   |  |  |  |  |                                   |                              |                   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 5 329 343,00      |
| Restes à réaliser N-1                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 0,00              |
| Propositions nouvelles                    | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 0,00              |
| Vote de l'assemblée (3)                   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 0,00              |
| Recettes affectées                        | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 0,00              |
| Financement par le tiers de l'opération   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 0,00              |

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>  | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>A 921</b> |

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

| Article /<br>compte par<br>nature (1) | Libellé         | Budget de l'exercice<br>(2)<br>I | RAR N-1<br>(3)<br>II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>(4)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|---------------------------------------|-----------------|----------------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------------------|----------------------------|
|                                       | <b>DEPENSES</b> | 0,00                             | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                              | 0,00                       |
|                                       | <b>RECETTES</b> | 0,00                             | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                              | 0,00                       |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>  | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>A 922</b> |

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

| Article /<br>compte par<br>nature (1) | Libellé                                 | Budget de l'exercice<br>(2)<br>I | RAR N-1<br>(3)<br>II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>(4)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|---------------------------------------|---|----------------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------------------|----------------------------|
|                                       | <b>DEPENSES (5)</b>                     | <b>8 610,00</b>                  | <b>0,00</b>          | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                       | <b>8 610,00</b>            |
| 10222                                 | FCTVA                                   | 610,00                           | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                              | 610,00                     |
| 10226                                 | Taxe d'aménagement                      | 8 000,00                         | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                              | 8 000,00                   |
|                                       | <b>RECETTES</b>                         | <b>6 989 227,91</b>              | <b>0,00</b>          | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                       | <b>6 989 227,91</b>        |
| 10222                                 | FCTVA                                   | 900 000,00                       | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                              | 900 000,00                 |
| 10226                                 | Taxe d'aménagement                      | 31 941,00                        | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                              | 31 941,00                  |
| 1068                                  | Excédents de fonctionnement capitalisés | 6 057 286,91                     | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                              | 6 057 286,91               |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Reversement de dotations (trop perçu).

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                       | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES</b> | <b>A 923</b> |
| <b>Détail par articles</b>  |              |

## CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

| Article /<br>compte<br>par<br>nature (1) | Libellé           | Budget de l'exercice<br>(2)<br>I | RAR N-1<br>(3)<br>II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>(4)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|--|-------------------|----------------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------------------|----------------------------|
|  | <b>DEPENSES</b>   | <b>5 500 000,00</b>              | <b>0,00</b>          | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                       | <b>5 500 000,00</b>        |
| 1641                                     | Emprunts en euros | 5 500 000,00                     | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                              | 5 500 000,00               |
|  | <b>RECETTES</b>   | <b>5 650 308,00</b>              | <b>0,00</b>          | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                       | <b>5 650 308,00</b>        |
| 1641                                     | Emprunts en euros | 5 650 308,00                     | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                              | 5 650 308,00               |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                       | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES</b> | <b>A 925</b> |
| <b>Détail par articles</b>  |              |

*CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales*

| Article / compte<br>par nature (1) | Libellé                                 | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------------------------|---|--------------------------|------------------------|---------------------|
|                                    | <b>DEPENSES (3)</b>                     | <b>-578 125,00</b>       | <b>745 500,00</b>      | <b>745 500,00</b>   |
| 2313                               | Constructions                           | -52 625,00               | 220 000,00             | 220 000,00          |
| 2315                               | Install., matériel et outill. technique | -508 500,00              | 508 500,00             | 508 500,00          |
| 2317                               | Immo. corporelles reçues mise à dispo.  | -17 000,00               | 17 000,00              | 17 000,00           |
|                                    | <b>RECETTES (3)</b>                     | <b>-578 125,00</b>       | <b>745 500,00</b>      | <b>745 500,00</b>   |
| 2031                               | Frais d'études                          | -515 500,00              | 515 500,00             | 515 500,00          |
| 238                                | Avances commandes immo corporelles      | -62 625,00               | 230 000,00             | 230 000,00          |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                       | <b>III</b>   |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES</b> | <b>A 926</b> |
| <b>Détail par articles</b>  |              |

*CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections*

| Article / compte par nature (1) | Libellé                                  | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|---------------------------------|--|--------------------------|------------------------|---------------------|
|                                 | <b>DEPENSES DE L'EXERCICE (3)</b>        | <b>24 000,00</b>         | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
|                                 | <b>Reprises sur autofinancement</b>      | <b>24 000,00</b>         | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 13911                           | Subv. transf. Etat et établ. nationaux   | 20 000,00                | 0,00                   | 0,00                |
| 13912                           | Subv. transf. Régions                    | 2 000,00                 | 0,00                   | 0,00                |
| 13918                           | Autres subventions d'équipement transf.  | 2 000,00                 | 0,00                   | 0,00                |
|                                 | <b>Charges transférées</b>               | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
|                                 | <b>RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)</b>    | <b>1 754 000,00</b>      | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
|                                 | <b>Amortissement des immobilisations</b> | <b>1 754 000,00</b>      | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 2802                            | Frais liés à la réalisation de document  | 62 000,00                | 0,00                   | 0,00                |
| 28031                           | Frais d'études                           | 2 000,00                 | 0,00                   | 0,00                |
| 2804132                         | Subv. Dpt : Bâtiments, installations     | 40 000,00                | 0,00                   | 0,00                |
| 2804133                         | Subv. Dpt : Projet infrastructure        | 92 000,00                | 0,00                   | 0,00                |
| 28041411                        | Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel   | 2 000,00                 | 0,00                   | 0,00                |
| 28041412                        | Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations  | 300 000,00               | 0,00                   | 0,00                |
| 2804182                         | Autres org pub - Bât. et installations   | 20 000,00                | 0,00                   | 0,00                |
| 280421                          | Privé - Biens mob., matériel et études   | 900,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 280422                          | Privé - Bâtiments et installations       | 250 000,00               | 0,00                   | 0,00                |
| 2804412                         | Sub nat org pub - Bât. et installations  | 300,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 2805                            | Licences, logiciels, droits similaires   | 15 000,00                | 0,00                   | 0,00                |
| 28121                           | Plantations d'arbres et d'arbustes       | 300,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 28128                           | Autres aménagements de terrains          | 1 500,00                 | 0,00                   | 0,00                |
| 281321                          | Immeubles de rapport                     | 65 000,00                | 0,00                   | 0,00                |
| 28158                           | Autres inst.,matériel,outil. techniques  | 55 000,00                | 0,00                   | 0,00                |
| 2817538                         | Autres réseaux (mise à dispo)            | 3 000,00                 | 0,00                   | 0,00                |
| 28181                           | Installations générales, aménagt divers  | 5 000,00                 | 0,00                   | 0,00                |
| 281828                          | Autres matériels de transport            | 485 000,00               | 0,00                   | 0,00                |
| 281838                          | Autre matériel informatique              | 100 000,00               | 0,00                   | 0,00                |
| 281848                          | Autres matériels de bureau et mobiliers  | 50 000,00                | 0,00                   | 0,00                |
| 28185                           | Matériel de téléphonie                   | 5 000,00                 | 0,00                   | 0,00                |
| 28188                           | Autres immo. corporelles                 | 200 000,00               | 0,00                   | 0,00                |
|                                 | <b>Autres</b>                            | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

|   |             |
|---|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>   | <b>III</b>  |
| <b>A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION</b> | <b>A 95</b> |

**95 – Chapitre de prévision sans réalisation**

| Chapitre | Libellé   | Budget de l'exercice (1) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Vote des AP lors de la séance budgétaire |
|----------|---|--------------------------|------------------------|---------------------|--|
|          | <b>DEPENSES</b>                                 |                          |                        |                     | <b>0,00</b>                              |
| 950      | Dépenses imprévues                              |                          |                        |                     | 0,00                                     |
|          | <b>RECETTES</b>                                 | <b>3 124 758,10</b>      | <b>167 800,00</b>      | <b>167 800,00</b>   |  |
| 951      | <i>Virement de la section de fonctionnement</i> | <i>2 956 758,10</i>      | <i>167 800,00</i>      | <i>167 800,00</i>   |  |
| 954      | Produit des cessions d'immobilisations          | 168 000,00               | 0,00                   | 0,00                |  |

(1) Le contenu de la colonne « Budget de l'exercice » est défini dans l'état I-B.

|  |            |
|--|------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>  | <b>III</b> |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE</b> | <b>B</b>   |

| Chap.     | Libellés  | Budget de l'exercice (1) | Restes à réaliser N-1 (2)<br>I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (4)<br>II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE | Pour information, dépenses gérées hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|-----------|---|--------------------------|--------------------------------|---|------------------------|-------------------------------|--|---|--|
| <b>93</b> | <b>Services ventilés</b>  | <b>24 406 437,00</b>     | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>   | <b>24 809,00</b>       | <b>24 809,00</b>              | <b>0,00</b>  | <b>24 809,00</b>                          | <b>24 809,00</b>                       |
| 930       | Services généraux   | 5 210 707,00             | 0,00                           | 0,00  | 10 440,00              | 10 440,00                     | 0,00   | 10 440,00                                 | 10 440,00                              |
| 930-5     | Gestion des fonds européens                                     | 0,00                     | 0,00                           | 0,00  | 0,00                   | 0,00                          | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 931       | Sécurité  | 3 687 714,00             | 0,00                           | 0,00  | 400,00                 | 400,00                        | 0,00   | 400,00                                    | 400,00                                 |
| 932       | Enseign.,form. professionnelle, apprent.                        | 242 170,00               | 0,00                           | 0,00  | 10 000,00              | 10 000,00                     | 0,00   | 10 000,00                                 | 10 000,00                              |
| 933       | Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs                         | 5 165 717,00             | 0,00                           | 0,00  | -828,00                | -828,00                       | 0,00   | -828,00                                   | -828,00                                |
| 934       | Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) | 631 050,00               | 0,00                           | 0,00  | 3 710,00               | 3 710,00                      | 0,00   | 3 710,00                                  | 3 710,00                               |
| 934-3     | APA   | 0,00                     | 0,00                           | 0,00  | 0,00                   | 0,00                          | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 934-4     | RSA / Régularisations de RMI                                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00  | 0,00                   | 0,00                          | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 935       | Aménagement des territoires et habitat                          | 2 205 899,00             | 0,00                           | 0,00  | 1 017,00               | 1 017,00                      | 0,00   | 1 017,00                                  | 1 017,00                               |
| 936       | Action économique   | 1 218 810,00             | 0,00                           | 0,00  | 3 070,00               | 3 070,00                      | 0,00   | 3 070,00                                  | 3 070,00                               |
| 937       | Environnement   | 707 776,00               | 0,00                           | 0,00  | 0,00                   | 0,00                          | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 938       | Transports  | 5 336 594,00             | 0,00                           | 0,00  | -3 000,00              | -3 000,00                     | 0,00   | -3 000,00                                 | -3 000,00                              |
| 939       | Fonction en réserve   |                          |                                |   |                        |                               |  |   |  |
| <b>94</b> | <b>Services communs non ventilés</b>                            | <b>13 992 820,00</b>     | <b>0,00</b>                    |   | <b>-149 500,00</b>     | <b>-149 500,00</b>            |  | <b>-149 500,00</b>                        | <b>-149 500,00</b>                     |
| 940       | Impositions directes  | 0,00                     | 0,00                           |   | 0,00                   | 0,00                          |  | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 941       | Autres impôts et taxes  | 11 389 220,00            | 0,00                           |   | -150 000,00            | -150 000,00                   |  | -150 000,00                               | -150 000,00                            |
| 942       | Dotations et participations                                     | 0,00                     | 0,00                           |   | 0,00                   | 0,00                          |  | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 943       | Opérations financières  | 849 600,00               | 0,00                           |   | 500,00                 | 500,00                        |  | 500,00                                    | 500,00                                 |
| 944       | Frais de fonctionnement groupes d'élus                          | 0,00                     | 0,00                           |   | 0,00                   | 0,00                          |  | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 945       | Provisions et autres opérations mixtes (5)                      | 0,00                     |                                |   | 0,00                   | 0,00                          |  | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 946       | Transferts entre les sections (5)                               | 1 754 000,00             |                                |   | 0,00                   | 0,00                          |  | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 947       | Transferts à l'intérieur de la section                          | 0,00                     |                                |   | 0,00                   | 0,00                          |  | 0,00                                      | 0,00                                   |
| <b>95</b> | <b>Chapitre de prévision sans réalisation</b>                   | <b>2 956 758,10</b>      |                                | <b>0,00</b>   | <b>167 800,00</b>      | <b>167 800,00</b>             |  | <b>167 800,00</b>                         | <b>167 800,00</b>                      |
| 952       | Dépenses imprévues  |                          |                                | 0,00  |                        |                               |  |   |  |

| Chap.                                 | Libellés                               | Budget de l'exercice (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (4) | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE | Pour information, dépenses gérées hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---------------------------------------|--|--------------------------|---------------------------|---|------------------------|-------------------------|--|---|--|
|                                       |  |                          | I                         |   |                        | II                      |  |   |  |
| 953                                   | Virement à la section d'investissement | 2 956 758,10             |                           |   | 167 800,00             | 167 800,00              |  | 167 800,00                                | 167 800,00                             |
| <b>TOTAL des groupes fonctionnels</b> |  | <b>41 356 015,10</b>     | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>   | <b>43 109,00</b>       | <b>43 109,00</b>        | <b>0,00</b>  | <b>43 109,00</b>                          | <b>43 109,00</b>                       |

|   |             |
|---|-------------|
| <b>002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (6)</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

|              |                  |
|--------------|------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>43 109,00</b> |
|--------------|------------------|

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(6) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

|  |            |
|--|------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                      | <b>III</b> |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES</b> | <b>B</b>   |

| Chap.                                 | Libellés   | Budget de l'exercice<br>(1) | Restes à réaliser<br>N-1<br>(2)<br>I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>(3)<br>II | TOTAL<br>(RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---------------------------------------|--|-----------------------------|--------------------------------------|------------------------|----------------------------------|---|
| <b>93</b>                             | <b>Services ventilés</b>   | <b>5 953 040,00</b>         | <b>0,00</b>                          | <b>16 109,00</b>       | <b>16 109,00</b>                 | <b>16 109,00</b>                          |
| 930                                   | Services généraux  | 527 702,00                  | 0,00                                 | 0,00                   | 0,00                             | 0,00                                      |
| 930-5                                 | Gestion des fonds européens  | 0,00                        | 0,00                                 | 0,00                   | 0,00                             | 0,00                                      |
| 931                                   | Sécurité   | 137 937,00                  | 0,00                                 | -1 200,00              | -1 200,00                        | -1 200,00                                 |
| 932                                   | Enseign.,form. professionnelle, apprent.                           | 500,00                      | 0,00                                 | 0,00                   | 0,00                             | 0,00                                      |
| 933                                   | Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs                            | 279 366,00                  | 0,00                                 | 0,00                   | 0,00                             | 0,00                                      |
| 934                                   | Santé et action sociale (hors APA et<br>RSA/Régularisation de RMI) | 155 500,00                  | 0,00                                 | 0,00                   | 0,00                             | 0,00                                      |
| 934-3                                 | APA  | 0,00                        | 0,00                                 | 0,00                   | 0,00                             | 0,00                                      |
| 934-4                                 | RSA / Régularisations de RMI                                       | 0,00                        | 0,00                                 | 0,00                   | 0,00                             | 0,00                                      |
| 935                                   | Aménagement des territoires et habitat                             | 326 963,00                  | 0,00                                 | 17 309,00              | 17 309,00                        | 17 309,00                                 |
| 936                                   | Action économique  | 178 700,00                  | 0,00                                 | 0,00                   | 0,00                             | 0,00                                      |
| 937                                   | Environnement  | 283 000,00                  | 0,00                                 | 0,00                   | 0,00                             | 0,00                                      |
| 938                                   | Transports   | 4 063 372,00                | 0,00                                 | 0,00                   | 0,00                             | 0,00                                      |
| 939                                   | Fonction en réserve  |                             |                                      |                        |                                  |   |
| <b>94</b>                             | <b>Services communs non ventilés</b>                               | <b>34 853 183,99</b>        | <b>0,00</b>                          | <b>27 000,00</b>       | <b>27 000,00</b>                 | <b>27 000,00</b>                          |
| 940                                   | Impositions directes   | 0,00                        | 0,00                                 | 0,00                   | 0,00                             | 0,00                                      |
| 941                                   | Autres impôts et taxes   | 23 892 184,00               | 0,00                                 | 27 000,00              | 27 000,00                        | 27 000,00                                 |
| 942                                   | Dotations et participations  | 10 936 999,99               | 0,00                                 | 0,00                   | 0,00                             | 0,00                                      |
| 943                                   | Opérations financières   | 0,00                        | 0,00                                 | 0,00                   | 0,00                             | 0,00                                      |
| 944                                   | Frais de fonctionnement groupes d'élus                             | 0,00                        | 0,00                                 | 0,00                   | 0,00                             | 0,00                                      |
| 945                                   | Provisions et autres opérations mixtes (4)                         | 0,00                        |                                      | 0,00                   | 0,00                             | 0,00                                      |
| 946                                   | <i>Transferts entre les sections (4)</i>                           | <i>24 000,00</i>            |                                      | <i>0,00</i>            | <i>0,00</i>                      | <i>0,00</i>                               |
| 947                                   | <i>Transferts à l'intérieur de la section</i>                      | <i>0,00</i>                 |                                      | <i>0,00</i>            | <i>0,00</i>                      | <i>0,00</i>                               |
| <b>TOTAL des groupes fonctionnels</b> |  | <b>40 806 223,99</b>        | <b>0,00</b>                          | <b>43 109,00</b>       | <b>43 109,00</b>                 | <b>43 109,00</b>                          |

|   |             |
|---|-------------|
| <b>002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

|              |                  |
|--------------|------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>43 109,00</b> |
|--------------|------------------|

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 930</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |              |

CHAPITRE 930 – Services généraux AE (1) = 0,00

| Libellé                                     | 93-02<br>Administration générale             |                                 |   |                               |                                 |   |   |                                  |
|---|--|---------------------------------|---|-------------------------------|---------------------------------|---|---|----------------------------------|
|   | 93-020<br>Admin. générale de la collectivité | 93-021<br>Personnel non ventilé | 93-022<br>Information, communication, publicité | 93-023<br>Fêtes et cérémonies | 93-024<br>Aide aux associations | 93-025<br>Cimetières et pompes funèbres | 93-026<br>Administration générale de l'Etat | 93-028<br>Autres moyens généraux |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |  |                                 |   |                               |                                 |   |   |                                  |
| Budget de l'exercice (2)                    | 4 939 075,00                                 | 0,00                            | 66 480,00                                       | 36 450,00                     | 51 802,00                       | 116 900,00                              | 0,00  | 0,00                             |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00   | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                             |
| Propositions nouvelles                      | 3 620,00                                     | 0,00                            | 6 320,00  | 0,00                          | 0,00                            | 500,00                                  | 0,00  | 0,00                             |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 3 620,00                                     | 0,00                            | 6 320,00  | 0,00                          | 0,00                            | 500,00                                  | 0,00  | 0,00                             |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00   | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                             |
| - Hors AE-CP                                | 3 620,00                                     | 0,00                            | 6 320,00  | 0,00                          | 0,00                            | 500,00                                  | 0,00  | 0,00                             |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |  |                                 |   |                               |                                 |   |   |                                  |
| Budget de l'exercice (2)                    | 476 502,00                                   | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 51 200,00                               | 0,00  | 0,00                             |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00   | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                             |
| Propositions nouvelles                      | 0,00   | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                             |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00   | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                             |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 930</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |              |

**CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)**

| Libellé                                     | 93-03                 |   |   |  |             |                       |                  |
|---|-----------------------|---|---|--|-------------|-----------------------|------------------|
|   | Conseils              |   |   |  |             |                       |                  |
|   | 93-031                | 93-032                                      | 93-033                                  | 93-034                                   |             | 93-035                | 93-038           |
|   | Assemblée délibérante | Conseil éco.,social<br>région./Conseil dév. | Conseil cult., édu., env.               | Conseil éco.,soc.,environ.,culture.éduc. |             | Conseil de territoire | Autres instances |
|   |                       |   | 93-0341                                 | 93-0342                                  |             |                       |                  |
|   |                       |   | Section éco., sociale et<br>environnem. | Section culture, éducation<br>et sports  |             |                       |                  |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                       |   |   |  |             |                       |                  |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                  | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00        | 0,00                  | 0,00             |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                  | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00        | 0,00                  | 0,00             |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                  | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00        | 0,00                  | 0,00             |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>              | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>      |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                  | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00        | 0,00                  | 0,00             |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                  | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00        | 0,00                  | 0,00             |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                       |   |   |  |             |                       |                  |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                  | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00        | 0,00                  | 0,00             |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                  | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00        | 0,00                  | 0,00             |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                  | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00        | 0,00                  | 0,00             |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>              | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>      |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 930</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |              |

**CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)**

| Libellé                                     | 93-04<br>Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.     |                                   |                               |   |                          | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|-----------------------------------|-------------------------------|---|--------------------------|-------------------|
|   | 93-041<br>Action relevant de la<br>subvention globale | 93-042<br>Actions interrégionales | 93-043<br>Actions européennes | 93-044<br>Aide publique au<br>développement | 93-048<br>Autres actions |                   |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |   |                                   |                               |   |                          |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 5 210 707,00      |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 10 440,00         |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>              | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>              | <b>10 440,00</b>  |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 0,00              |
| - Hors AE-CP                                | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 10 440,00         |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |   |                                   |                               |   |                          |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 527 702,00        |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 0,00              |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>              | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>       |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |                |
|--|----------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>     |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 930-5</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |                |

CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens AE (1) = 0,00

| Libellé                                     | 93-051<br>FSE | 93-052<br>FEDER | 93-058<br>Autres  |                  | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---------------|-----------------|-------------------|------------------|-------------------|
|   |               |                 | 93-0580<br>FEADER | 93-0581<br>FEAMP |                   |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |               |                 |                   |                  |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00          | 0,00            | 0,00              | 0,00             | 0,00              |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00          | 0,00            | 0,00              | 0,00             | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00          | 0,00            | 0,00              | 0,00             | 0,00              |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00          | 0,00            | 0,00              | 0,00             | 0,00              |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00          | 0,00            | 0,00              | 0,00             | 0,00              |
| - Hors AE-CP                                | 0,00          | 0,00            | 0,00              | 0,00             | 0,00              |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |               |                 |                   |                  |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00          | 0,00            | 0,00              | 0,00             | 0,00              |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00          | 0,00            | 0,00              | 0,00             | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00          | 0,00            | 0,00              | 0,00             | 0,00              |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00          | 0,00            | 0,00              | 0,00             | 0,00              |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 931</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |              |

CHAPITRE 931 – Sécurité AE (1) = 0,00

| Libellé                                     | 93-10<br>Services communs | 93-11<br>Police, sécurité, justice | 93-12<br>Incendie et secours | 93-13<br>Hygiène et salubrité publique | 93-18<br>Autres interv. protect.<br>personnes, biens | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---------------------------|------------------------------------|------------------------------|--|--|-------------------|
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                           |                                    |                              |  |  |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                      | 360 714,00                         | 3 327 000,00                 | 0,00                                   | 0,00   | 3 687 714,00      |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                      | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                      | 400,00                             | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 400,00            |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>              | <b>0,00</b>               | <b>400,00</b>                      | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>  | <b>400,00</b>     |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                      | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 0,00              |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                      | 400,00                             | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 400,00            |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                           |                                    |                              |  |  |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                      | 137 937,00                         | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 137 937,00        |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                      | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                      | -1 200,00                          | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00   | -1 200,00         |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>              | <b>0,00</b>               | <b>-1 200,00</b>                   | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>  | <b>-1 200,00</b>  |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 932</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |              |

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage AE (1) = 0,00

| Libellé                                     | 93-20            | 93-21                         |                  |                    | 93-22                        |                |               | 93-23                  | 93-24           |
|---|------------------|-------------------------------|------------------|--------------------|------------------------------|----------------|---------------|------------------------|-----------------|
|   | Services communs | Enseignement du premier degré |                  |                    | Enseignement du second degré |                |               | Enseignement supérieur | Cités scolaires |
|   | 93-201           | 93-211                        | 93-212           | 93-213             | 93-221                       | 93-222         | 93-223        |                        |                 |
|   | Services communs | Ecoles maternelles            | Ecoles primaires | Classes regroupées | Collèges                     | Lycées publics | Lycées privés |                        |                 |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                  |                               |                  |                    |                              |                |               |                        |                 |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 99 170,00              | 0,00            |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 0,00                   | 0,00            |
| Propositions nouvelles                      | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 10 000,00              | 0,00            |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>              | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>    | <b>0,00</b>   | <b>10 000,00</b>       | <b>0,00</b>     |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 0,00                   | 0,00            |
| - Hors AE-CP                                | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 10 000,00              | 0,00            |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                  |                               |                  |                    |                              |                |               |                        |                 |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 500,00                 | 0,00            |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 0,00                   | 0,00            |
| Propositions nouvelles                      | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 0,00                   | 0,00            |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>              | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>    | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 932</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |              |

**CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)**

| Libellé                                     | 93-25                                |   |                                     |                              |  |                                      |   |   |         |          |                                     |      |        |
|---|--------------------------------------|---|-------------------------------------|------------------------------|--|--------------------------------------|---|---|---------|----------|-------------------------------------|------|--------|
|   | Formation professionnelle            |   |                                     |                              |  |                                      |   |   |         |          |                                     |      |        |
|   | 93-251                               | 93-252                                  | 93-253                              | 93-254                       | 93-255                                 | 93-256                               |   |   |         |          | 93-257                              |      | 93-258 |
|   | Insertion sociale et professionnelle | Formation professionnalisante personnes | Formation certifiante des personnes | Formation des actifs occupés | Rémunération des stagiaires            | CNFPT - Formation des actifs occupés |   |   |         |          | CFNPT et CDG - missions spécifiques |      | Autres |
|   |                                      |   |                                     |                              | 93-2561                                | 93-2562                              | 93-2563                                 | 93-2564                                 | 93-2565 | 93-2571  | 93-2572                             |      |        |
|   |                                      |   |                                     |                              | Missions statutaires et réglementaires | Développement des compétences        | Évolution et transition professionnelle | Organisation des activités pédagogiques | Autres  | Concours | Missions administratives            |      |        |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                                      |   |                                     |                              |  |                                      |   |   |         |          |                                     |      |        |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                    | 0,00    | 0,00     | 0,00                                | 0,00 |        |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                    | 0,00    | 0,00     | 0,00                                | 0,00 |        |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                    | 0,00    | 0,00     | 0,00                                | 0,00 |        |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                    | 0,00    | 0,00     | 0,00                                | 0,00 |        |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                    | 0,00    | 0,00     | 0,00                                | 0,00 |        |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                    | 0,00    | 0,00     | 0,00                                | 0,00 |        |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                                      |   |                                     |                              |  |                                      |   |   |         |          |                                     |      |        |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                    | 0,00    | 0,00     | 0,00                                | 0,00 |        |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                    | 0,00    | 0,00     | 0,00                                | 0,00 |        |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                    | 0,00    | 0,00     | 0,00                                | 0,00 |        |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00                                 | 0,00                                    | 0,00                                    | 0,00    | 0,00     | 0,00                                | 0,00 |        |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 932</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |              |

**CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)**

| Libellé                                     | 93-26<br>Apprentissage | 93-27<br>Formation sanitaire et sociale | 93-28<br>Autres services périscolaires et annexes |                          |                             |                                 |  | 93-29<br>Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|------------------------|---|---|--------------------------|-----------------------------|---------------------------------|--|-------------------|-------------------|
|   |                        |   | 93-281<br>Hébergement et restauration scolaires   | 93-282<br>Sport scolaire | 93-283<br>Médecine scolaire | 93-284<br>Classes de découverte | 93-288<br>Autre service annexe de l'enseignement |                   |                   |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                        |   |   |                          |                             |                                 |  |                   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 143 000,00             | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 242 170,00        |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 10 000,00         |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 10 000,00         |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 0,00              |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 10 000,00         |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                        |   |   |                          |                             |                                 |  |                   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 500,00            |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 0,00              |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                   | 0,00                                    | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                            | 0,00   | 0,00              | 0,00              |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 933</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |              |

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs AE (1) = 0,00

| Libellé                                     | 93-30<br>Services communs | 93-31<br>Culture   |                      |  |                  |                               |   |   |                                     |
|---|---------------------------|--|----------------------|--|------------------|-------------------------------|---|---|-------------------------------------|
|   |                           | 93-311<br>Activités<br>artist.,actions et<br>manif.cult. | 93-312<br>Patrimoine | 93-313<br>Bibliothèques,<br>médiathèques | 93-314<br>Musées | 93-315<br>Services d'archives | 93-316<br>Théâtres et<br>spectacles vivants | 93-317<br>Cinémas et autres<br>salles de spectacles | 93-318<br>Archéologie<br>préventive |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                           |  |                      |  |                  |                               |   |   |                                     |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 1 878 307,00                             | 1 354 970,00     | 0,00                          | 1 088 313,00                                | 0,00  | 0,00                                |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | -160,00                                  | -1 370,00        | 0,00                          | 1 502,00                                    | 0,00  | 0,00                                |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | -160,00                                  | -1 370,00        | 0,00                          | 1 502,00                                    | 0,00  | 0,00                                |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | -160,00                                  | -1 370,00        | 0,00                          | 1 502,00                                    | 0,00  | 0,00                                |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                           |  |                      |  |                  |                               |   |   |                                     |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 23 000,00                                | 19 000,00        | 0,00                          | 152 566,00                                  | 0,00  | 0,00                                |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>   | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>B 933</b> |

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

| Libellé                                     | 93-32<br>Sports (autres que scolaires) |                  |                    |   |  |                                    |
|---|--|------------------|--------------------|---|--|------------------------------------|
|   | 93-321<br>Salles de sport, gymnases    | 93-322<br>Stades | 93-323<br>Piscines | 93-324<br>Centres de formation sportifs | 93-325<br>Autres équipements sportifs ou loisirs | 93-326<br>Manifestations sportives |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |  |                  |                    |   |  |                                    |
| Budget de l'exercice (2)                    | 391 232,00                             | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 153 895,00                                       | 299 000,00                         |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| Propositions nouvelles                      | -800,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| Vote de l'assemblée (3)                     | -800,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| - Hors AE-CP                                | -800,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |  |                  |                    |   |  |                                    |
| Budget de l'exercice (2)                    | 36 500,00                              | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 38 700,00  | 9 600,00                           |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 933</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |              |

**CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)**

| Libellé                                     | 93-33<br>Jeunesse et loisirs |                                |  | 93-34<br>Vie sociale et citoyenne                |                  | 93-39<br>Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|------------------------------|--------------------------------|--|--|------------------|-------------------|-------------------|
|   | 93-331<br>Centres de loisirs | 93-332<br>Colonies de vacances | 93-338<br>Autres activités pour les jeunes | 93-341<br>Egalité entre les femmes et les hommes | 93-348<br>Autres |                   |                   |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                              |                                |  |  |                  |                   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                         | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00   | 0,00             | 0,00              | 5 165 717,00      |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                         | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00   | 0,00             | 0,00              | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                         | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00   | 0,00             | 0,00              | -828,00           |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                         | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00   | 0,00             | 0,00              | -828,00           |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                         | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00   | 0,00             | 0,00              | 0,00              |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                         | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00   | 0,00             | 0,00              | -828,00           |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                              |                                |  |  |                  |                   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                         | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00   | 0,00             | 0,00              | 279 366,00        |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                         | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00   | 0,00             | 0,00              | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                         | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00   | 0,00             | 0,00              | 0,00              |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                         | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00   | 0,00             | 0,00              | 0,00              |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 934</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |              |

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) AE (1) = 0,00

| Libellé                                     | 93-41<br>Santé             |  |   |                                |  |                          |
|---|----------------------------|--|---|--------------------------------|--|--------------------------|
|   | 93-410<br>Services communs | 93-411<br>PMI et planification familiale | 93-412<br>Prévention et éducation pour la santé | 93-413<br>Sécurité alimentaire | 93-414<br>Dispensaires et autres éta<br>sanitaires | 93-418<br>Autres actions |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                            |  |   |                                |  |                          |
| Budget de l'exercice (2)                    | 102 360,00                 | 0,00                                     | 0,00  | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00  | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00  | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00  | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00  | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00  | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                            |  |   |                                |  |                          |
| Budget de l'exercice (2)                    | 66 500,00                  | 0,00                                     | 0,00  | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00  | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00  | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                       | 0,00                                     | 0,00  | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 934</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |              |

**CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 1)**

| Libellé                                     | 93-42<br>Action sociale    |   |                               |  |                        |                                 |                          |   |
|---|----------------------------|---|-------------------------------|--|------------------------|---------------------------------|--------------------------|---|
|   | 93-420<br>Services communs | 93-421<br>Famille et enfance                    |                               |  |                        | 93-422<br>Petite enfance        |                          |   |
|   |                            | 93-4211<br>Actions en faveur de la<br>maternité | 93-4212<br>Aides à la famille | 93-4213<br>Aides sociales à<br>l'enfance | 93-4214<br>Adolescence | 93-4221<br>Crèches et garderies | 93-4222<br>Multi accueil | 93-4228<br>Autres actions pour la<br>petite enfance |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                            |   |                               |  |                        |                                 |                          |   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>   |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                            |   |                               |  |                        |                                 |                          |   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>   |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 934</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |              |

**CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 2)**

| Libellé                                     | 93-42<br>Action sociale      |   |  |                                   |                                 |   | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|------------------------------|---|--|-----------------------------------|---------------------------------|---|-------------------|
|   | 93-423<br>Famille et enfance |   |  | 93-424<br>Personnes en difficulté | 93-425<br>Personnes handicapées | 93-428<br>Autres interventions sociales |                   |
|   | 93-4231<br>Forfait autonomie | 93-4232<br>Autres actions de prévention | 93-4238<br>Autres actions pour les personnes âgées |                                   |                                 |   |                   |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                              |   |  |                                   |                                 |   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                         | 0,00                                    | 45 000,00  | 0,00                              | 227 000,00                      | 256 690,00                              | 631 050,00        |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 3 710,00                                | 3 710,00          |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 3 710,00                                | 3 710,00          |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00              |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 3 710,00                                | 3 710,00          |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                              |   |  |                                   |                                 |   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 89 000,00                               | 155 500,00        |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00              |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                            | 0,00                                    | 0,00              |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|   |                |
|---|----------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>   | <b>III</b>     |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>B 934-3</b> |

CHAPITRE 934-3 – APA AE (1) = 0,00

| Libellé                                     | 93-430<br>Services communs | 93-431<br>APA à domicile | 93-432<br>APA versée aux bénéf. en<br>établissement | 93-433<br>APA versée à l'établissement | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|----------------------------|--------------------------|---|--|-------------------|
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                            |                          |   |  |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                       | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                   | 0,00              |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                       | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                   | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                       | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                   | 0,00              |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>       |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                       | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                   | 0,00              |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                       | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                   | 0,00              |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                            |                          |   |  |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                       | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                   | 0,00              |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                       | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                   | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                       | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                   | 0,00              |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>       |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |                |
|--|----------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>     |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 934-4</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |                |

CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI AE (1) = 0,00

| Libellé                                     | 93-441<br>Insertion sociale | 93-442<br>Santé | 93-443<br>Logement | 93-444<br>Insertion<br>professionnelle | 93-445<br>Evaluation des<br>dépenses engagées | 93-446<br>Dépenses de<br>structure | 93-447<br>RSA allocations | 93-448<br>Autres dépenses au<br>titre du RSA | TOTAL DU<br>CHAPITRE |
|---|-----------------------------|-----------------|--------------------|--|---|------------------------------------|---------------------------|--|----------------------|
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                             |                 |                    |  |   |                                    |                           |  |                      |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>              | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>          |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                             |                 |                    |  |   |                                    |                           |  |                      |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>              | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>          |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 935</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |              |

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat AE (1) = 0,00

| Libellé                                     | 93-50            |                  | 93-51                           |                  |            |                 |                          |                                     |
|---|------------------|------------------|---------------------------------|------------------|------------|-----------------|--------------------------|-------------------------------------|
|   | Services communs |                  | Aménagement et services urbains |                  |            |                 |                          |                                     |
|   | 93-501           | 93-510           | 93-511                          | 93-512           | 93-513     | 93-514          | 93-515                   | 93-518                              |
|   | Services communs | Services communs | Espaces verts urbains           | Eclairage public | Art public | Electrification | Opérations d'aménagement | Autres actions d'aménagement urbain |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                  |                  |                                 |                  |            |                 |                          |                                     |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00             | 0,00             | 0,00                            | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 2 099 099,00                        |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00             | 0,00             | 0,00                            | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 0,00                                |
| Propositions nouvelles                      | 0,00             | 0,00             | 0,00                            | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 1 017,00                            |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00             | 0,00             | 0,00                            | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 1 017,00                            |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00             | 0,00             | 0,00                            | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 0,00                                |
| - Hors AE-CP                                | 0,00             | 0,00             | 0,00                            | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 1 017,00                            |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                  |                  |                                 |                  |            |                 |                          |                                     |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00             | 0,00             | 0,00                            | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 326 963,00                          |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00             | 0,00             | 0,00                            | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 0,00                                |
| Propositions nouvelles                      | 0,00             | 0,00             | 0,00                            | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 17 309,00                           |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00             | 0,00             | 0,00                            | 0,00             | 0,00       | 0,00            | 0,00                     | 17 309,00                           |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>   | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>B 935</b> |

**CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)**

| Libellé                                     | 93-52<br>Politique de la ville | 93-53<br>Agglomérations et villes moyennes | 93-54<br>Espace rural et autres espaces de dév. | 93-55<br>Habitat (Logement)             |                                   |   |   |                           |
|---|--------------------------------|--|---|---|-----------------------------------|---|---|---------------------------|
|   |                                |  |   | 93-551<br>Parc privé de la collectivité | 93-552<br>Aide au secteur locatif | 93-553<br>Aide à l'accession à la propriété | 93-554<br>Aire d'accueil des gens du voyage | 93-555<br>Logement social |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                                |  |   |   |                                   |   |   |                           |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 106 800,00                        | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>              | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>               |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                                |  |   |   |                                   |   |   |                           |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                           | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                              | 0,00  | 0,00  | 0,00                      |
| <b>Vote de l'assemblée (3)</b>              | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>               |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>   | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>B 935</b> |

**CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

| Libellé                                     | 93-56<br>Actions en faveur du littoral | 93-57<br>Techno. de l'information et de<br>la comm. | 93-58<br>Autres actions      |  | 93-59<br>Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|--|---|------------------------------|--|-------------------|-------------------|
|   |  |   | 93-581<br>Réserves Foncières | 93-588<br>Autres actions d'aménagement |                   |                   |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |  |   |                              |  |                   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00              | 2 205 899,00      |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00              | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00              | 1 017,00          |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00              | 1 017,00          |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00              | 0,00              |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00              | 1 017,00          |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |  |   |                              |  |                   |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00              | 326 963,00        |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00              | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00              | 17 309,00         |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                                   | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                   | 0,00              | 17 309,00         |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 936</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |              |

CHAPITRE 936 – Action économique AE (1) = 0,00

| Libellé                                     | 93-60<br>Services communs | 93-61<br>Interventions économiques<br>transversales | 93-62<br>Structure d'animation et de<br>dév. éco. | 93-63<br>Actions sectorielles                    |                   |   |                                     |
|---|---------------------------|---|---|--|-------------------|---|-------------------------------------|
|   |                           |   |   | 93-631<br>Agriculture, pêche et agro-alimentaire |                   | 93-632<br>Industrie, commerce et<br>artisanat | 93-633<br>Développement touristique |
|   |                           |   |   | 93-6311<br>Laboratoire                           | 93-6312<br>Autres |   |                                     |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                           |   |   |  |                   |   |                                     |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                      | 449 080,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 769 730,00                          |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                      | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                      | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 3 070,00                            |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                      | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 3 070,00                            |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                      | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                      | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 3 070,00                            |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                           |   |   |  |                   |   |                                     |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                      | 31 700,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 147 000,00                          |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                      | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                      | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                      | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>   | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>B 936</b> |

CHAPITRE 936 –Action économique (suite)

| Libellé                                     | 93-64<br>Rayonnement, attractivité du<br>territoire | 93-65<br>Insertion éco. et éco.sociale,<br>solidaire | 93-66<br>Maintien et dév. des services<br>publics | 93-67<br>Recherche et innovation | 93-68<br>Autres actions | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|--|---|----------------------------------|-------------------------|-------------------|
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |   |  |   |                                  |                         |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 1 218 810,00      |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 3 070,00          |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 3 070,00          |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 0,00              |
| - Hors AE-CP                                | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 3 070,00          |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |   |  |   |                                  |                         |                   |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 178 700,00        |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 0,00              |
| Propositions nouvelles                      | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 0,00              |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 0,00              |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 937</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |              |

CHAPITRE 937 – Environnement AE (1) = 0,00

| Libellé                                     | 93-70<br>Services communs | 93-71<br>Actions transversales | 93-72<br>Actions déchets et propreté urbaine       |   |                                 |   |   |  |
|---|---------------------------|--------------------------------|--|---|---------------------------------|---|---|--|
|   |                           |                                | 93-720<br>Services communs<br>collecte et propreté | 93-721<br>Collecte et traitement des déchets        |                                 |   | 93-722<br>Propreté urbaine                          |  |
|   |                           |                                |  | 93-7211<br>Actions prévention et<br>sensibilisation | 93-7212<br>Collecte des déchets | 93-7213<br>Tri, valorisation,<br>traitement déchets | 93-7221<br>Actions prévention et<br>sensibilisation | 93-7222<br>Action propreté urbaine<br>et nettoyage |
|   |                           |                                |  |   |                                 |   |   |  |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                           |                                |  |   |                                 |   |   |  |
| Budget de l'exercice (2)                    | 80 176,00                 | 0,00                           | 0,00   | 0,00  | 43 000,00                       | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                      | 0,00                           | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                      | 0,00                           | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                      | 0,00                           | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                      | 0,00                           | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                      | 0,00                           | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                           |                                |  |   |                                 |   |   |  |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                      | 0,00                           | 0,00   | 0,00  | 43 000,00                       | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                      | 0,00                           | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                      | 0,00                           | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                      | 0,00                           | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>   | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>B 937</b> |

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)

| Libellé                                     | 93-73<br>Actions en matière de gestion des eaux |                       |                          |                          |  | 93-74<br>Politique de l'air |
|---|---|-----------------------|--------------------------|--------------------------|--|-----------------------------|
|   | 93-731<br>Politique de l'eau                    | 93-732<br>Eau potable | 93-733<br>Assainissement | 93-734<br>Eaux pluviales | 93-735<br>Lutte contre les inondations |                             |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |   |                       |                          |                          |  |                             |
| Budget de l'exercice (2)                    | 200 000,00                                      | 0,00                  | 0,00                     | 384 600,00               | 0,00                                   | 0,00                        |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| Propositions nouvelles                      | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| - Hors AE-CP                                | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |   |                       |                          |                          |  |                             |
| Budget de l'exercice (2)                    | 200 000,00                                      | 0,00                  | 0,00                     | 40 000,00                | 0,00                                   | 0,00                        |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| Propositions nouvelles                      | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>   | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>B 937</b> |

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)

| Libellé                                     | 93-75<br>Politique de l'énergie             |                                  |                            |                               |                          | 93-76<br>Préserv. patrim.<br>naturel,risques techno. | 93-77<br>Environnement<br>infrastructures<br>transports | 93-78<br>Autres actions | TOTAL DU<br>CHAPITRE |
|---|---|----------------------------------|----------------------------|-------------------------------|--------------------------|--|---|-------------------------|----------------------|
|   | 93-751<br>Réseaux de chaleur et<br>de froid | 93-752<br>Energie photovoltaïque | 93-753<br>Energie éolienne | 93-754<br>Energie hydraulique | 93-758<br>Autres actions |  |   |                         |                      |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |   |                                  |                            |                               |                          |  |   |                         |                      |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00  | 0,00                             | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 707 776,00           |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00  | 0,00                             | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                 |
| Propositions nouvelles                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                 |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00  | 0,00                             | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                 |
| - Dans le cadre d'une<br>AE-CP              | 0,00  | 0,00                             | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                 |
| - Hors AE-CP                                | 0,00  | 0,00                             | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                 |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |   |                                  |                            |                               |                          |  |   |                         |                      |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00  | 0,00                             | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 283 000,00           |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00  | 0,00                             | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                 |
| Propositions nouvelles                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                 |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00  | 0,00                             | 0,00                       | 0,00                          | 0,00                     | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                 |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 938</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |              |

CHAPITRE 938 – Transports AE (1) = 0,00

| Libellé                                     | 93-80<br>Services communs | 93-81<br>Transports scolaires | 93-82<br>Transports publics de voyageurs |                     |                       |                   |                    |                  |                   |      |
|---|---------------------------|-------------------------------|--|---------------------|-----------------------|-------------------|--------------------|------------------|-------------------|------|
|   |                           |                               | 93-820                                   | 93-821              | 93-822                | 93-823            | 93-824             | 93-825           | 93-828            |      |
|   |                           |                               | Services communs                         | Transport sur route | Transport ferroviaire | Transport fluvial | Transport maritime | Transport aérien | Autres transports |      |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                           |                               |  |                     |                       |                   |                    |                  |                   |      |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 5 261 974,00        | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | -6 000,00           | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | -6 000,00           | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | -6 000,00           | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                           |                               |  |                     |                       |                   |                    |                  |                   |      |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 4 040 208,00        | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                      | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                  | 0,00              | 0,00               | 0,00             | 0,00              | 0,00 |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b> | <b>B 938</b> |
| <b>Détail par articles</b>                                     |              |

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

| Libellé                                     | 93-83<br>Transports de marchandises |                        |                            |                        |                         |                       |                             |
|---|-------------------------------------|------------------------|----------------------------|------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------------|
|   | 93-830<br>Services communs          | 93-831<br>Fret routier | 93-832<br>Fret ferroviaire | 93-833<br>Fret fluvial | 93-834<br>Fret maritime | 93-835<br>Fret aérien | 93-838<br>Autres transports |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                                     |                        |                            |                        |                         |                       |                             |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                                     |                        |                            |                        |                         |                       |                             |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                                | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>   | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>B 938</b> |

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

| Libellé                                     | 93-84<br>Voirie            |                            |                                 |                                 |                            |   |                                 |                             |
|---|----------------------------|----------------------------|---------------------------------|---------------------------------|----------------------------|---|---------------------------------|-----------------------------|
|   | 93-841<br>Voirie nationale | 93-842<br>Voirie régionale | 93-843<br>Voirie départementale | 93-844<br>Voirie métropolitaine | 93-845<br>Voirie communale | 93-846<br>Viabilité hivernale et<br>aléas climatiques | 93-847<br>Equipements de voirie | 93-849<br>Sécurité routière |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |                            |                            |                                 |                                 |                            |   |                                 |                             |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 74 620,00                  | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 0,00                       | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 3 000,00                   | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 3 000,00                   | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 0,00                       | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| - Hors AE-CP                                | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 3 000,00                   | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |                            |                            |                                 |                                 |                            |   |                                 |                             |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 23 164,00                  | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 0,00                       | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| Propositions nouvelles                      | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 0,00                       | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                            | 0,00                            | 0,00                       | 0,00  | 0,00                            | 0,00                        |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>   | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>B 938</b> |

CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)

| Libellé                                     | 93-85<br>Infrastructures                                |  |  |  |  | 93-86<br>Liaisons<br>multimodales | 93-87<br>Circulations douces | 93-89<br>Sécurité | TOTAL DU<br>CHAPITRE |
|---|---|--|--|--|--|-----------------------------------|------------------------------|-------------------|----------------------|
|   | 93-851<br>Gares, autres<br>infrastructures<br>routières | 93-852<br>Gares et autres<br>infrastructures ferrov. | 93-853<br>Haltes, autres<br>infrastructures<br>fluviales | 93-854<br>Ports, autres<br>infrastructures<br>portuaires | 93-855<br>Aéroports et autres<br>infrastructures |                                   |                              |                   |                      |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>           |   |  |  |  |  |                                   |                              |                   |                      |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 5 336 594,00         |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 0,00                 |
| Propositions nouvelles                      | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | -3 000,00            |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | -3 000,00            |
| - Dans le cadre d'une AE-CP                 | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 0,00                 |
| - Hors AE-CP                                | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | -3 000,00            |
| <b>RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT</b> |   |  |  |  |  |                                   |                              |                   |                      |
| Budget de l'exercice (2)                    | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 4 063 372,00         |
| Restes à réaliser N-1                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 0,00                 |
| Propositions nouvelles                      | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 0,00                 |
| Vote de l'assemblée (3)                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                         | 0,00              | 0,00                 |

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>   | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>B 940</b> |

CHAPITRE 940 – Impositions directes

| Article /<br>compte par<br>nature (1) | Libellé         | Budget de l'exercice<br>(2)<br>I | Restes à réaliser N-1<br>(3)<br>II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>(4)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|---------------------------------------|-----------------|----------------------------------|------------------------------------|------------------------|-----------------------------------|----------------------------|
|                                       | <b>DEPENSES</b> | 0,00                             | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 0,00                       |
|                                       | <b>RECETTES</b> | 0,00                             | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 0,00                       |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>  | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b> | <b>B 941</b> |
| <b>Détail par articles</b>   |              |

**CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes**

| Article /<br>compte par<br>nature (1) | Libellé                                  | Budget de l'exercice<br>(2)<br>I | Restes à réaliser N-1<br>(3)<br>II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>(4)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|---------------------------------------|--|----------------------------------|------------------------------------|------------------------|-----------------------------------|----------------------------|
|                                       | <b>DEPENSES</b>                          | <b>11 389 220,00</b>             | <b>0,00</b>                        | <b>-150 000,00</b>     | <b>-150 000,00</b>                | <b>11 239 220,00</b>       |
| 7391118                               | Autres restit. dégrèv./contrib. directes | 2 075,00                         | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 2 075,00                   |
| 739118                                | Autres revers, restit. contrib. directes | 0,00                             | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 0,00                       |
| 739211                                | Attribution de compensation              | 9 025 000,00                     | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 9 025 000,00               |
| 739212                                | Dotations de solidarité communautaire    | 1 465 000,00                     | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 1 465 000,00               |
| 7392221                               | Fonds péréquation ress. com. et intercom | 800 000,00                       | 0,00                               | -150 000,00            | -150 000,00                       | 650 000,00                 |
| 73951                                 | Fraction compensatoire TFPB et THRP      | 55 507,00                        | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 55 507,00                  |
| 73952                                 | Fraction compensatoire de la CVAE        | 41 638,00                        | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 41 638,00                  |
|                                       | <b>RECETTES</b>                          | <b>23 892 184,00</b>             | <b>0,00</b>                        | <b>27 000,00</b>       | <b>27 000,00</b>                  | <b>23 919 184,00</b>       |
| 73111                                 | Impôts directs locaux                    | 5 389 478,00                     | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 5 389 478,00               |
| 73113                                 | Taxe sur les surfaces commerciales       | 1 275 000,00                     | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 1 275 000,00               |
| 73114                                 | Imposition forf. sur entrep. réseaux     | 495 000,00                       | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 495 000,00                 |
| 73118                                 | Autres contributions directes            | 40 000,00                        | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 40 000,00                  |
| 7318                                  | Autres                                   | 0,00                             | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 0,00                       |
| 73211                                 | Attribution de compensation              | 329 000,00                       | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 329 000,00                 |
| 73221                                 | FNGIR                                    | 4 042 318,00                     | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 4 042 318,00               |
| 732221                                | Fonds péréquation ress. com. et intercom | 423 000,00                       | 0,00                               | 27 000,00              | 27 000,00                         | 450 000,00                 |
| 7351                                  | Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.  | 6 498 050,00                     | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 6 498 050,00               |
| 7352                                  | Fraction compensatoire de la CVAE        | 5 400 338,00                     | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 5 400 338,00               |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>  | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b> | <b>B 942</b> |
| <b>Détail par articles</b>   |              |

**CHAPITRE 942 – Dotations et participations**

| Article /<br>compte<br>par<br>nature (1) | Libellé                               | Budget de l'exercice<br>(2)<br>I | Restes à réaliser N-1<br>(3)<br>II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>(4)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|--|---------------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|------------------------|-----------------------------------|----------------------------|
|  | <b>DEPENSES</b>                       | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                |
|  | <b>RECETTES</b>                       | <b>10 936 999,99</b>             | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                       | <b>10 936 999,99</b>       |
| 741124                                   | Dotation d'intercommunalité des EPCI  | 630 000,00                       | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 630 000,00                 |
| 741126                                   | Dotation de compensation des EPCI     | 6 120 000,00                     | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 6 120 000,00               |
| 744                                      | FCTVA                                 | 20 000,00                        | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 20 000,00                  |
| 748312                                   | D.C.R.T.P.                            | 2 090 000,00                     | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 2 090 000,00               |
| 74832                                    | Etat - Compensation CET (CVAE et CFE) | 2 076 999,99                     | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 2 076 999,99               |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

|  |              |
|--|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>  | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b> | <b>B 943</b> |
| <b>Détail par articles</b>   |              |

**CHAPITRE 943 – Opérations financières**

| Article /<br>compte<br>par<br>nature (1) | Libellé                                | Budget de l'exercice<br>(2)<br>I | Restes à réaliser N-1<br>(3)<br>II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>(4)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|--|--|----------------------------------|------------------------------------|------------------------|-----------------------------------|----------------------------|
|  | <b>DEPENSES (5)</b>                    | <b>849 600,00</b>                | <b>0,00</b>                        | <b>500,00</b>          | <b>500,00</b>                     | <b>850 100,00</b>          |
| 627                                      | Services bancaires et assimilés        | -2 400,00                        | 0,00                               | 2 500,00               | 2 500,00                          | 100,00                     |
| 66111                                    | Intérêts réglés à l'échéance           | 815 000,00                       | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 815 000,00                 |
| 66112                                    | Intérêts - Rattachement des ICNE       | 10 000,00                        | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 10 000,00                  |
| 6615                                     | Intérêts comptes courants et de dépôts | 20 000,00                        | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 20 000,00                  |
| 6688                                     | Autres                                 | 7 000,00                         | 0,00                               | -2 000,00              | -2 000,00                         | 5 000,00                   |
|  | <b>RECETTES (6)</b>                    | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                |

**Pour information : détail du calcul des ICNE**

|                   |                                    |           |
|-------------------|------------------------------------|-----------|
| Compte D66112 (5) | Montant des ICNE de l'exercice     | 0,00      |
|                   | Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00      |
|                   | = Différence ICNE N – ICNE N-1     | 10 000,00 |
| Compte R7622 (6)  | Montant des ICNE de l'exercice     | 0,00      |
|                   | Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00      |
|                   | = Différence ICNE N – ICNE N-1     | 0,00      |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>   | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>B 944</b> |

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus

| Article /<br>compte<br>par<br>nature (1) | Libellé         | Budget de l'exercice<br>(2)<br>I | Restes à réaliser N-1<br>(3)<br>II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>(4)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|--|-----------------|----------------------------------|------------------------------------|------------------------|-----------------------------------|----------------------------|
|  | <b>DEPENSES</b> | 0,00                             | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 0,00                       |
|  | <b>RECETTES</b> | 0,00                             | 0,00                               | 0,00                   | 0,00                              | 0,00                       |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>   | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>B 945</b> |

**CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)**

| Article / compte<br>par nature (1) | Libellé             | Budget de l'exercice<br>(2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>(3) |
|------------------------------------|---------------------|-----------------------------|------------------------|----------------------------|
|                                    | <b>DEPENSES (4)</b> | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                |
|                                    | <b>RECETTES (4)</b> | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>   | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>B 946</b> |

**CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections**  
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

| Article / compte<br>par nature (1) | Libellé  | Budget de l'exercice<br>(2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>(3) |
|------------------------------------|--|-----------------------------|------------------------|----------------------------|
|                                    | <b>DEPENSES (4) (6)</b>                        | <b>1 754 000,00</b>         | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                |
|                                    | <i>Dot. aux amortissements et provisions</i>   | <b>1 754 000,00</b>         | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                |
| 6811                               | <i>Dot. amort. immos incorporelles</i>         | 1 754 000,00                | 0,00                   | 0,00                       |
|                                    | <b>Autres</b>                                  | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                |
|                                    | <b>RECETTES (5) (6)</b>                        | <b>24 000,00</b>            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                |
|                                    | <i>Reprises sur autofinancement</i>            | <b>24 000,00</b>            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                |
| 777                                | <i>Rec... subv inv transférées cpte résult</i> | 24 000,00                   | 0,00                   | 0,00                       |
|                                    | <b>Transfert de charges</b>                    | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(5) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

(6) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>   | <b>III</b>   |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES</b><br>Détail par articles | <b>B 947</b> |

*CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement*

| Article / compte<br>par nature (1) | Libellé             | Budget de l'exercice<br>(2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>(3) |
|------------------------------------|---------------------|-----------------------------|------------------------|----------------------------|
|                                    | <b>DEPENSES (4)</b> | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                |
|                                    | <b>RECETTES (4)</b> | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

|  |             |
|--|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>  | <b>III</b>  |
| <b>B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS</b> | <b>B 95</b> |

**95 – Chapitre de prévision sans réalisation**

| Articles | Libellé                                       | Budget de l'exercice (1) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Vote des AE lors de la séance budgétaire |
|----------|---|--------------------------|------------------------|---------------------|--|
|          | <b>DEPENSES</b>                               | <b>2 956 758,10</b>      | <b>167 800,00</b>      | <b>167 800,00</b>   | <b>0,00</b>                              |
| 952      | Dépenses imprévues                            |                          |                        |                     | 0,00                                     |
| 953      | <i>Virement à la section d'investissement</i> | <i>2 956 758,10</i>      | <i>167 800,00</i>      | <i>167 800,00</i>   |  |

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b> |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE</b> | <b>A1</b> |

| Chapitre nature | Libellé                                  | 0<br>Services généraux (hors<br>Gestion des fonds<br>européens) | 0-5<br>Gestion des fonds<br>européens | 1<br>Sécurité     | 2<br>Enseign.,form.<br>professionnelle,<br>apprent. | 3<br>Cult., vie soc., jeun.,<br>sports, loisirs | 4<br>Santé et action<br>sociale (hors RSA) | 4-4<br>RSA  |
|-----------------|--|---|---------------------------------------|-------------------|---|---|--|-------------|
|                 | <b>DEPENSES</b>                          | <b>519 564,57</b>   | <b>0,00</b>                           | <b>170 248,19</b> | <b>4 500,00</b>                                     | <b>2 259 776,52</b>                             | <b>97 626,56</b>                           | <b>0,00</b> |
| 10              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00  | 0,00                                  | 0,00              | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00        |
| 13              | Subventions d'investissement             | 0,00  | 0,00                                  | 0,00              | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00        |
| 16              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00  | 0,00                                  | 0,00              | 0,00  | 0,00  | 25 000,00                                  | 0,00        |
| 18              | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00  | 0,00                                  | 0,00              | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00        |
| 20              | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 107 452,00  | 0,00                                  | 0,00              | 0,00  | 28 941,60                                       | 0,00                                       | 0,00        |
| 204             | Subventions d'équipement versées         | 0,00  | 0,00                                  | 0,00              | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00        |
| 21              | Immobilisations corporelles              | 255 282,80  | 0,00                                  | 43 926,00         | 4 500,00  | 181 982,62                                      | 0,00                                       | 0,00        |
| 22              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00  | 0,00                                  | 0,00              | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00        |
| 23              | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 156 829,77  | 0,00                                  | 126 322,19        | 0,00  | 2 048 852,30                                    | 72 626,56                                  | 0,00        |
| 26              | Participations et créances rattachées    | 0,00  | 0,00                                  | 0,00              | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00        |
| 27              | Autres immobilisations financières       | 0,00  | 0,00                                  | 0,00              | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00        |
| 45              | Opérations pour compte de tiers          | 0,00  | 0,00                                  | 0,00              | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00        |
|                 | <b>RECETTES</b>                          | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                           | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>   | <b>474 336,00</b>                               | <b>25 200,00</b>                           | <b>0,00</b> |
| 024             | Produits des cessions d'immobilisations  | 0,00  | 0,00                                  | 0,00              | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00        |
| 10              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00  | 0,00                                  | 0,00              | 0,00  | 3 000,00  | 0,00                                       | 0,00        |
| 13              | Subventions d'investissement             | 0,00  | 0,00                                  | 0,00              | 0,00  | 471 336,00                                      | 0,00                                       | 0,00        |
| 16              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00  | 0,00                                  | 0,00              | 0,00  | 0,00  | 25 200,00                                  | 0,00        |

**AME RIVES DU LOING - BUDGET PRINCIPAL AME - DM - 2024**

| <b>Chapitre nature</b> | <b>Libellé</b>                              | <b>0<br/>Services généraux (hors<br/>Gestion des fonds<br/>européens)</b> | <b>0-5<br/>Gestion des fonds<br/>européens</b> | <b>1<br/>Sécurité</b> | <b>2<br/>Enseign.,form.<br/>professionnelle,<br/>apprent.</b> | <b>3<br/>Cult., vie soc., jeun.,<br/>sports, loisirs</b> | <b>4<br/>Santé et action<br/>sociale (hors RSA)</b> | <b>4-4<br/>RSA</b> |
|------------------------|---|---|--|-----------------------|---|--|---|--------------------|
| 18                     | Cpte de liaison :<br>affectation (BA,régie) | 0,00  | 0,00   | 0,00                  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00               |
| 20                     | Immobilisations<br>incorporelles (sauf 204) | 0,00  | 0,00   | 0,00                  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00               |
| 204                    | Subventions<br>d'équipement versées         | 0,00  | 0,00   | 0,00                  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00               |
| 21                     | Immobilisations<br>corporelles              | 0,00  | 0,00   | 0,00                  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00               |
| 22                     | Immobilisations reçues<br>en affectation    | 0,00  | 0,00   | 0,00                  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00               |
| 23                     | Immobilisations en cours<br>(sauf 2324)     | 0,00  | 0,00   | 0,00                  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00               |
| 26                     | Participations et créances<br>rattachées    | 0,00  | 0,00   | 0,00                  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00               |
| 27                     | Autres immobilisations<br>financières       | 0,00  | 0,00   | 0,00                  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00               |
| 45                     | Opérations pour compte<br>de tiers          | 0,00  | 0,00   | 0,00                  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00               |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b> |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)</b> | <b>A1</b> |

| Chapitre nature | Libellé                                  | 5<br>Aménagement des territoires et habitat | 6<br>Action économique | 7<br>Environnement  | 8<br>Transports     | 9<br>Fonction en réserve | TOTAL                |
|-----------------|--|---|------------------------|---------------------|---------------------|--------------------------|----------------------|
| <b>DEPENSES</b> |  | <b>1 774 358,36</b>                         | <b>3 602 524,14</b>    | <b>1 122 161,00</b> | <b>9 325 782,77</b> |                          | <b>24 385 152,11</b> |
| 10              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00  | 0,00                   | 0,00                | 0,00                |                          | 8 610,00             |
| 13              | Subventions d'investissement             | 0,00  | 18 300,00              | 0,00                | 0,00                |                          | 18 300,00            |
| 16              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00  | 700,00                 | 0,00                | 0,00                |                          | 5 525 700,00         |
| 18              | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00  | 0,00                   | 0,00                | 0,00                |                          | 0,00                 |
| 20              | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 667 003,25                                  | 50 000,00              | 118 561,00          | 198 162,58          |                          | 1 170 120,43         |
| 204             | Subventions d'équipement versées         | 156 200,00                                  | 112 000,00             | 0,00                | 0,00                |                          | 268 200,00           |
| 21              | Immobilisations corporelles              | 116 595,00                                  | 536 800,00             | 43 600,00           | 1 672 923,36        |                          | 2 855 609,78         |
| 22              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00  | 0,00                   | 0,00                | 0,00                |                          | 0,00                 |
| 23              | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 834 560,11                                  | 2 884 724,14           | 960 000,00          | 6 552 881,03        |                          | 13 636 796,10        |
| 26              | Participations et créances rattachées    | 0,00  | 0,00                   | 0,00                | 0,00                |                          | 0,00                 |
| 27              | Autres immobilisations financières       | 0,00  | 0,00                   | 0,00                | 0,00                |                          | 0,00                 |
| 45              | Opérations pour compte de tiers          | 0,00  | 0,00                   | 0,00                | 901 815,80          |                          | 901 815,80           |
| <b>RECETTES</b> |  | <b>329 004,00</b>                           | <b>5 571 983,63</b>    | <b>84 958,50</b>    | <b>5 329 343,00</b> |                          | <b>24 622 361,04</b> |
| 024             | Produits des cessions d'immobilisations  | 0,00  | 0,00                   | 0,00                | 0,00                |                          | 168 000,00           |
| 10              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00  | 0,00                   | 0,00                | 0,00                |                          | 6 992 227,91         |
| 13              | Subventions d'investissement             | 329 004,00                                  | 5 571 783,63           | 84 958,50           | 4 493 913,00        |                          | 10 950 995,13        |
| 16              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00  | 200,00                 | 0,00                | 0,00                |                          | 5 675 708,00         |
| 18              | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00  | 0,00                   | 0,00                | 0,00                |                          | 0,00                 |
| 20              | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00  | 0,00                   | 0,00                | 0,00                |                          | 0,00                 |
| 204             | Subventions d'équipement versées         | 0,00  | 0,00                   | 0,00                | 0,00                |                          | 0,00                 |
| 21              | Immobilisations corporelles              | 0,00  | 0,00                   | 0,00                | 0,00                |                          | 0,00                 |
| 22              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00  | 0,00                   | 0,00                | 0,00                |                          | 0,00                 |
| 23              | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 0,00  | 0,00                   | 0,00                | 0,00                |                          | 0,00                 |
| 26              | Participations et créances rattachées    | 0,00  | 0,00                   | 0,00                | 0,00                |                          | 0,00                 |
| 27              | Autres immobilisations financières       | 0,00  | 0,00                   | 0,00                | 0,00                |                          | 0,00                 |
| 45              | Opérations pour compte de tiers          | 0,00  | 0,00                   | 0,00                | 835 430,00          |                          | 835 430,00           |

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.900</b> |

**FONCTION 0 – Services généraux**

| Article /<br>compte<br>nature<br>(1) | Libellé                                  | 90-02<br>Administration générale                |                                 |   |                               |                                 |  |  |                                     |
|--------------------------------------|--|---|---------------------------------|---|-------------------------------|---------------------------------|--|--|-------------------------------------|
|                                      |  | 90-020<br>Admin. générale de la<br>collectivité | 90-021<br>Personnel non ventilé | 90-022<br>Information,<br>communication,<br>publicité | 90-023<br>Fêtes et cérémonies | 90-024<br>Aide aux associations | 90-025<br>Cimetières et pompes<br>funèbres | 90-026<br>Administration<br>générale de l'Etat | 90-028<br>Autres moyens<br>généraux |
| <b>DEPENSES</b>                      |  | <b>486 564,57</b>                               | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                     | <b>33 000,00</b>                           | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>                         |
| 203                                  | Frais d'études, recherche, développement | 25 000,00                                       | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 10 000,00                                  | 0,00   | 0,00                                |
| 205                                  | Licences, procédés, droits similaires    | 72 452,00                                       | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 218                                  | Autres immobilisations corporelles       | 255 282,80                                      | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 231                                  | Immobilisations corporelles en cours     | 133 829,77                                      | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 23 000,00                                  | 0,00   | 0,00                                |
| <b>RECETTES</b>                      |  | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>                         |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.900</b> |

**FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                  | 90-03<br>Conseils               |   |   |  |  |             | 90-035<br>Conseil de territoire | 90-038<br>Autres instances |
|-----------------------------------|--|---------------------------------|---|---|--|--|-------------|---------------------------------|----------------------------|
|                                   |  | 90-031<br>Assemblée délibérante | 90-032<br>Conseil éco.,social<br>région./Conseil dév. | 90-033<br>Conseil cult., éduc.,<br>env. | 90-034<br>Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc. |  |             |                                 |                            |
|                                   |  |                                 |   |   | 90-0341<br>Section éco., sociale et<br>environnem. | 90-0342<br>Section culture,<br>éducation et sports |             |                                 |                            |
|                                   |  |                                 |   |   |  |  |             |                                 |                            |
| <b>DEPENSES</b>                   |  | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                     |                            |
| 203                               | Frais d'études, recherche, développement | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00        | 0,00                            |                            |
| 205                               | Licences, procédés, droits similaires    | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00        | 0,00                            |                            |
| 218                               | Autres immobilisations corporelles       | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00        | 0,00                            |                            |
| 231                               | Immobilisations corporelles en cours     | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00        | 0,00                            |                            |
| <b>RECETTES</b>                   |  | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                     |                            |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.900</b> |

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé                                  | 90-04<br>Coop.décent.,act° interrég.,eur.intern.      |                                   |                               |   |                          | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|--|---|-----------------------------------|-------------------------------|---|--------------------------|-------------------|
|                             |  | 90-041<br>Action relevant de la<br>subvention globale | 90-042<br>Actions interrégionales | 90-043<br>Actions européennes | 90-044<br>Aide publique au<br>développement | 90-048<br>Autres actions |                   |
| <b>DEPENSES</b>             |  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>              | <b>519 564,57</b> |
| 203                         | Frais d'études, recherche, développement | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 35 000,00         |
| 205                         | Licences, procédés, droits similaires    | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 72 452,00         |
| 218                         | Autres immobilisations corporelles       | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 255 282,80        |
| 231                         | Immobilisations corporelles en cours     | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 156 829,77        |
| <b>RECETTES</b>             |  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>       |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |                 |
|---|-----------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>       |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.900-5</b> |

**FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens**

| Article / compte nature (1) | Libellé         | 90-051<br>FSE | 90-052<br>FEDER | 90-058<br>Autres  |                  | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|-----------------|---------------|-----------------|-------------------|------------------|-------------------|
|                             |                 |               |                 | 90-0580<br>FEADER | 90-0581<br>FEAMP |                   |
|                             | <b>DEPENSES</b> | 0,00          | 0,00            | 0,00              | 0,00             | 0,00              |
|                             | <b>RECETTES</b> | 0,00          | 0,00            | 0,00              | 0,00             | 0,00              |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.901</b> |

**FONCTION 1 – Sécurité**

| Article / compte nature (1) | Libellé                                  | 90-10<br>Services communs | 90-11<br>Police, sécurité, justice | 90-12<br>Incendie et secours | 90-13<br>Hygiène et salubrité<br>publique | 90-18<br>Autres interv. protect.<br>personnes, biens | TOTAL DU<br>CHAPITRE |
|-----------------------------|--|---------------------------|------------------------------------|------------------------------|---|--|----------------------|
| <b>DEPENSES</b>             |  | <b>0,00</b>               | <b>170 248,19</b>                  | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>  | <b>170 248,19</b>    |
| 215                         | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00                      | 6 426,00                           | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00   | 6 426,00             |
| 218                         | Autres immobilisations corporelles       | 0,00                      | 37 500,00                          | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00   | 37 500,00            |
| 231                         | Immobilisations corporelles en cours     | 0,00                      | 126 322,19                         | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00   | 126 322,19           |
| <b>RECETTES</b>             |  | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>          |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.902</b> |

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage**

| Article / compte nature (1) | Libellé                            | 90-20            | 90-21                         |                  |                    | 90-22                        |                |               | 90-23                  | 90-24           |
|-----------------------------|------------------------------------|------------------|-------------------------------|------------------|--------------------|------------------------------|----------------|---------------|------------------------|-----------------|
|                             |                                    | Services communs | Enseignement du premier degré |                  |                    | Enseignement du second degré |                |               |                        |                 |
|                             |                                    | 90-201           | 90-211                        | 90-212           | 90-213             | 90-221                       | 90-222         | 90-223        |                        |                 |
|                             |                                    | Services communs | Ecoles maternelles            | Ecoles primaires | Classes regroupées | Collèges                     | Lycées publics | Lycées privés | Enseignement supérieur | Cités scolaires |
|                             | <b>DEPENSES</b>                    | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 4 500,00               | 0,00            |
| 218                         | Autres immobilisations corporelles | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 4 500,00               | 0,00            |
|                             | <b>RECETTES</b>                    | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 0,00                   | 0,00            |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.902</b> |

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                               | 90-25<br>Formation professionnelle                   |   |  |  |  |   |  |  |  |                   |  |  |                  |
|-----------------------------------|---------------------------------------|--|---|--|--|--|---|--|--|--|-------------------|--|--|------------------|
|                                   |                                       | 90-251<br>Insertion<br>sociale et<br>professionnelle | 90-252<br>Formation<br>professionnalisante<br>personnes | 90-253<br>Formation<br>certifiante<br>des<br>personnes | 90-254<br>Formation<br>des actifs<br>occupés | 90-255<br>Rémunération<br>des stagiaires | 90-256<br>CNFPT - Formation des actifs occupés          |  |  |  |                   | 90-257<br>CFNPT et CDG - missions<br>spécifiques |  | 90-258<br>Autres |
|                                   |                                       |  |   |  |  |  | 90-256<br>CNFPT - Formation des actifs occupés          |  |  |  |                   | 90-2571<br>Concours                              | 90-2572<br>Missions<br>administratives |                  |
|                                   |                                       |  |   |  |  |  | 90-2561<br>Missions<br>statutaires et<br>réglementaires | 90-2562<br>Développement<br>des<br>compétences | 90-2563<br>Évolution et<br>transition<br>professionnelle | 90-2564<br>Organisation<br>des activités<br>pédagogiques | 90-2565<br>Autres |  |  |                  |
| <b>DEPENSES</b>                   |                                       | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00   | 0,00                                   | 0,00             |
| 218                               | Autres immobilisations<br>corporelles | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00   | 0,00                                   | 0,00             |
| <b>RECETTES</b>                   |                                       | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00   | 0,00                                   | 0,00             |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.902</b> |

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé                            | 90-26<br>Apprentissage | 90-27<br>Formation<br>sanitaire et sociale | 90-28<br>Autres services périscolaires et annexes     |                          |                             |                                    |  | 90-29<br>Sécurité | TOTAL DU<br>CHAPITRE |
|-----------------------------|------------------------------------|------------------------|--|---|--------------------------|-----------------------------|------------------------------------|--|-------------------|----------------------|
|                             |                                    |                        |  | 90-281<br>Hébergement et<br>restauration<br>scolaires | 90-282<br>Sport scolaire | 90-283<br>Médecine scolaire | 90-284<br>Classes de<br>découverte | 90-288<br>Autre service<br>annexe de<br>l'enseignement |                   |                      |
| <b>DEPENSES</b>             |                                    | 0,00                   | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                               | 0,00   | 0,00              | 4 500,00             |
| 218                         | Autres immobilisations corporelles | 0,00                   | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                               | 0,00   | 0,00              | 4 500,00             |
| <b>RECETTES</b>             |                                    | 0,00                   | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                     | 0,00                        | 0,00                               | 0,00   | 0,00              | 0,00                 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.903</b> |

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                     | 90-30<br>Services communs | 90-31<br>Culture   |                      |  |                   |                               |   |   |                                     |
|-----------------------------------|---|---------------------------|--|----------------------|--|-------------------|-------------------------------|---|---|-------------------------------------|
|                                   |   |                           | 90-311<br>Activités<br>artist.,actions et<br>manif.cult. | 90-312<br>Patrimoine | 90-313<br>Bibliothèques,<br>médiathèques | 90-314<br>Musées  | 90-315<br>Services d'archives | 90-316<br>Théâtres et<br>spectacles vivants | 90-317<br>Cinémas et autres<br>salles de spectacles | 90-318<br>Archéologie<br>préventive |
| <b>DEPENSES</b>                   |   | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>          | <b>255 033,54</b>                        | <b>463 335,80</b> | <b>0,00</b>                   | <b>77 344,36</b>                            | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                         |
| 203                               | Frais d'études, recherche,<br>développement | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 0,00              | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| 216                               | Biens historiques et culturels              | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 15 000,00         | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| 218                               | Autres immobilisations<br>corporelles       | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 18 319,62                                | 57 900,00         | 0,00                          | 33 763,00                                   | 0,00  | 0,00                                |
| 231                               | Immobilisations corporelles<br>en cours     | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 210 713,92                               | 390 435,80        | 0,00                          | 43 581,36                                   | 0,00  | 0,00                                |
| 238                               | Avances commandes immo<br>corporelles       | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 26 000,00                                | 0,00              | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| <b>RECETTES</b>                   |   | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>          | <b>0,00</b>                              | <b>226 236,00</b> | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                         |
| 102                               | Dotations et fonds<br>d'investissement      | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 3 000,00          | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| 132                               | Subv inv rattachées aux<br>actifs non amort | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 223 236,00        | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.903</b> |

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                  | 90-32                                  |                  |                    |  |   |                                       |
|-----------------------------------|--|--|------------------|--------------------|--|---|---------------------------------------|
|                                   |  | Sports (autres que scolaires)          |                  |                    |  |   |                                       |
|                                   |  | 90-321<br>Salles de sport,<br>gymnases | 90-322<br>Stades | 90-323<br>Piscines | 90-324<br>Centres de formation<br>sportifs | 90-325<br>Autres équipements<br>sportifs ou loisirs | 90-326<br>Manifestations<br>sportives |
| <b>DEPENSES</b>                   |  | <b>275 231,26</b>                      | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                                | <b>1 148 831,56</b>                                 | <b>40 000,00</b>                      |
| 203                               | Frais d'études, recherche, développement | 28 941,60                              | 0,00             | 0,00               | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                  |
| 216                               | Biens historiques et culturels           | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                  |
| 218                               | Autres immobilisations corporelles       | 17 000,00                              | 0,00             | 0,00               | 0,00                                       | 0,00  | 40 000,00                             |
| 231                               | Immobilisations corporelles en cours     | 229 289,66                             | 0,00             | 0,00               | 0,00                                       | 1 148 831,56  | 0,00                                  |
| 238                               | Avances commandées immo corporelles      | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                  |
| <b>RECETTES</b>                   |  | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                                | <b>248 100,00</b>                                   | <b>0,00</b>                           |
| 102                               | Dotations et fonds d'investissement      | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                  |
| 132                               | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00                                   | 0,00             | 0,00               | 0,00                                       | 248 100,00  | 0,00                                  |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.903</b> |

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)**

| Article / compte nature<br>(1) | Libellé                                  | 90-33<br>Jeunesse et loisirs |                                |   | 90-34<br>Vie sociale et citoyenne                      |                  | 90-39<br>Sécurité | TOTAL DU<br>CHAPITRE |
|--------------------------------|--|------------------------------|--------------------------------|---|--|------------------|-------------------|----------------------|
|                                |  | 90-331<br>Centres de loisirs | 90-332<br>Colonies de vacances | 90-338<br>Autres activités pour<br>les jeunes | 90-341<br>Egalité entre les<br>femmes et les<br>hommes | 90-348<br>Autres |                   |                      |
| <b>DEPENSES</b>                |  | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>       | <b>2 259 776,52</b>  |
| 203                            | Frais d'études, recherche, développement | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00   | 0,00             | 0,00              | 28 941,60            |
| 216                            | Biens historiques et culturels           | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00   | 0,00             | 0,00              | 15 000,00            |
| 218                            | Autres immobilisations corporelles       | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00   | 0,00             | 0,00              | 166 982,62           |
| 231                            | Immobilisations corporelles en cours     | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00   | 0,00             | 0,00              | 2 022 852,30         |
| 238                            | Avances commandes immo corporelles       | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00   | 0,00             | 0,00              | 26 000,00            |
| <b>RECETTES</b>                |  | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>       | <b>474 336,00</b>    |
| 102                            | Dotations et fonds d'investissement      | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00   | 0,00             | 0,00              | 3 000,00             |
| 132                            | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00   | 0,00             | 0,00              | 471 336,00           |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.904</b> |

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                              | 90-41<br>Santé             |   |  |                                |  |                          |
|-----------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|---|--|--------------------------------|--|--------------------------|
|                                   |                                      | 90-410<br>Services communs | 90-411<br>PMI et planification<br>familiale | 90-412<br>Prévention et éducation<br>pour la santé | 90-413<br>Sécurité alimentaire | 90-414<br>Dispensaires et autres éts<br>sanitaires | 90-418<br>Autres actions |
| <b>DEPENSES</b>                   |                                      | <b>35 383,28</b>           | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>              |
| 165                               | Dépôts et cautionnements reçus       | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| 231                               | Immobilisations corporelles en cours | 35 383,28                  | 0,00  | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| <b>RECETTES</b>                   |                                      | <b>200,00</b>              | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>              |
| 165                               | Dépôts et cautionnements reçus       | 200,00                     | 0,00  | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.904</b> |

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)**

| Article /<br>compte<br>nature<br>(1) | Libellé                              | 90-42<br>Action sociale    |   |                               |  |                        |                                 |                          |   |
|--------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|---|-------------------------------|--|------------------------|---------------------------------|--------------------------|---|
|                                      |                                      | 90-420<br>Services communs | 90-421<br>Famille et enfance                    |                               |  |                        | 90-422<br>Petite enfance        |                          |   |
|                                      |                                      |                            | 90-4211<br>Actions en faveur<br>de la maternité | 90-4212<br>Aides à la famille | 90-4213<br>Aides sociales à<br>l'enfance | 90-4214<br>Adolescence | 90-4221<br>Crèches et garderies | 90-4222<br>Multi accueil | 90-4228<br>Autres actions pour la<br>petite enfance |
| <b>DEPENSES</b>                      |                                      | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>   |
| 165                                  | Dépôts et cautionnements reçus       | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| 231                                  | Immobilisations corporelles en cours | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |
| <b>RECETTES</b>                      |                                      | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>   |
| 165                                  | Dépôts et cautionnements reçus       | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.904</b> |

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)**

| Article / compte nature<br>(1) | Libellé                              | 90-42<br>Action sociale      |  |   |                                      |                                    | TOTAL DU<br>CHAPITRE |  |
|--------------------------------|--------------------------------------|------------------------------|--|---|--------------------------------------|------------------------------------|----------------------|--|
|                                |                                      | 90-423<br>Personnes âgées    |  |   | 90-424<br>Personnes en<br>difficulté | 90-425<br>Personnes<br>handicapées |                      | 90-428<br>Autres interventions<br>sociales |
|                                |                                      | 90-4231<br>Forfait autonomie | 90-4232<br>Autres actions de<br>prévention | 90-4238<br>Autres actions pour les<br>personnes âgées |                                      |                                    |                      |  |
| <b>DEPENSES</b>                |                                      | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                          | <b>0,00</b>                        | <b>62 243,28</b>     | <b>97 626,56</b>                           |
| 165                            | Dépôts et cautionnements reçus       | 0,00                         | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                 | 0,00                               | 25 000,00            | 25 000,00                                  |
| 231                            | Immobilisations corporelles en cours | 0,00                         | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                 | 0,00                               | 37 243,28            | 72 626,56                                  |
| <b>RECETTES</b>                |                                      | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                          | <b>0,00</b>                        | <b>25 000,00</b>     | <b>25 200,00</b>                           |
| 165                            | Dépôts et cautionnements reçus       | 0,00                         | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                 | 0,00                               | 25 000,00            | 25 200,00                                  |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |                 |
|---|-----------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>       |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.904-4</b> |

**FONCTION 4-4 – RSA**

| Article / compte nature (1) | Libellé         | 90-441<br>Insertion sociale | 90-442<br>Santé | 90-443<br>Logement | 90-444<br>Insertion professionnelle | 90-445<br>Evaluation des dépenses engagées | 90-446<br>Dépenses de structure | 90-447<br>RSA allocations | 90-448<br>Autres dépenses au titre du RSA | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|-----------------|-----------------------------|-----------------|--------------------|-------------------------------------|--|---------------------------------|---------------------------|---|-------------------|
|                             | <b>DEPENSES</b> | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                            | 0,00                      | 0,00                                      | 0,00              |
|                             | <b>RECETTES</b> | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                            | 0,00                      | 0,00                                      | 0,00              |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.905</b> |

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat**

| Article / compte nature (1) | Libellé                                  | 90-50            | 90-51                           |                       |                  |             |                 |                          |                                     |
|-----------------------------|--|------------------|---------------------------------|-----------------------|------------------|-------------|-----------------|--------------------------|-------------------------------------|
|                             |  | Services communs | Aménagement et services urbains |                       |                  |             |                 |                          |                                     |
|                             |  | 90-501           | 90-510                          | 90-511                | 90-512           | 90-513      | 90-514          | 90-515                   | 90-518                              |
|                             |  | Services communs | Services communs                | Espaces verts urbains | Eclairage public | Art public  | Electrification | Opérations d'aménagement | Autres actions d'aménagement urbain |
| <b>DEPENSES</b>             |  | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>              | <b>1 068 368,36</b>                 |
| 202                         | Frais réalisation documents urbanisme    | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 100 213,25                          |
| 203                         | Frais d'études, recherche, développement | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 17 000,00                           |
| 204                         | Subventions d'équipement versées         | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 0,00                                |
| 211                         | Terrains                                 | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 109 098,00                          |
| 218                         | Autres immobilisations corporelles       | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 7 497,00                            |
| 231                         | Immobilisations corporelles en cours     | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 834 560,11                          |
| <b>RECETTES</b>             |  | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>              | <b>209 154,00</b>                   |
| 132                         | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 209 154,00                          |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.905</b> |

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                  | 90-52<br>Politique de la ville | 90-53<br>Agglomérations et<br>villes moyennes | 90-54<br>Espace rural et<br>autres espaces de<br>dév. | 90-55<br>Habitat (Logement)                |                                      |  |  |                           |
|-----------------------------------|--|--------------------------------|---|---|--|--------------------------------------|--|--|---------------------------|
|                                   |  |                                |   |   | 90-551<br>Parc privé de la<br>collectivité | 90-552<br>Aide au secteur<br>locatif | 90-553<br>Aide à l'accession<br>à la propriété | 90-554<br>Aire d'accueil des<br>gens du voyage | 90-555<br>Logement social |
| <b>DEPENSES</b>                   |  | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                | <b>705 990,00</b>                    | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>               |
| 202                               | Frais réalisation documents urbanisme    | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 203                               | Frais d'études, recherche, développement | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 549 790,00                           | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 204                               | Subventions d'équipement versées         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 156 200,00                           | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 211                               | Terrains                                 | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 218                               | Autres immobilisations corporelles       | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 231                               | Immobilisations corporelles en cours     | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| <b>RECETTES</b>                   |  | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                | <b>119 850,00</b>                    | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>               |
| 132                               | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 119 850,00                           | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.905</b> |

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                  | 90-56<br>Actions en faveur du<br>littoral | 90-57<br>Techno. de l'information<br>et de la comm. | 90-58<br>Autres actions      |   | 90-59<br>Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE   |
|-----------------------------------|--|---|---|------------------------------|---|-------------------|---------------------|
|                                   |  |   |   | 90-581<br>Réserves Foncières | 90-588<br>Autres actions<br>d'aménagement |                   |                     |
| <b>DEPENSES</b>                   |  | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>       | <b>1 774 358,36</b> |
| 202                               | Frais réalisation documents urbanisme    | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 100 213,25          |
| 203                               | Frais d'études, recherche, développement | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 566 790,00          |
| 204                               | Subventions d'équipement versées         | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 156 200,00          |
| 211                               | Terrains                                 | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 109 098,00          |
| 218                               | Autres immobilisations corporelles       | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 7 497,00            |
| 231                               | Immobilisations corporelles en cours     | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 834 560,11          |
| <b>RECETTES</b>                   |  | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>       | <b>329 004,00</b>   |
| 132                               | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 329 004,00          |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.906</b> |

**FONCTION 6 – Action économique**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                  | 90-60<br>Services communs | 90-61<br>Interventions<br>économiques<br>transversales | 90-62<br>Structure d'animation<br>et de dév. éco. | 90-63<br>Actions sectorielles                    |                   |   |  |
|-----------------------------------|--|---------------------------|--|---|--|-------------------|---|--|
|                                   |  |                           |  |   | 90-631<br>Agriculture, pêche et agro-alimentaire |                   | 90-632<br>Industrie, commerce<br>et artisanat | 90-633<br>Développement<br>touristique |
|                                   |  |                           |  |   | 90-6311<br>Laboratoire                           | 90-6312<br>Autres |   |  |
| <b>DEPENSES</b>                   |  | <b>0,00</b>               | <b>140 895,20</b>                                      | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>                                      | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>                                   | <b>3 461 628,94</b>                    |
| 132                               | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00                      | 18 300,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                   |
| 165                               | Dépôts et cautionnements reçus           | 0,00                      | 700,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                   |
| 203                               | Frais d'études, recherche, développement | 0,00                      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 50 000,00                              |
| 204                               | Subventions d'équipement versées         | 0,00                      | 112 000,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                   |
| 211                               | Terrains                                 | 0,00                      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 306 000,00                             |
| 218                               | Autres immobilisations corporelles       | 0,00                      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 230 800,00                             |
| 231                               | Immobilisations corporelles en cours     | 0,00                      | 9 895,20   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 2 874 828,94                           |
| <b>RECETTES</b>                   |  | <b>0,00</b>               | <b>200,00</b>  | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>                                      | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>                                   | <b>5 571 783,63</b>                    |
| 132                               | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00                      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 5 571 783,63                           |
| 165                               | Dépôts et cautionnements reçus           | 0,00                      | 200,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                   |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.906</b> |

**FONCTION 6 – Action économique (suite)**

| Article / compte nature (1) | Libellé                                  | 90-64<br>Rayonnement,<br>attractivité du territoire | 90-65<br>Insertion éco. et<br>éco.sociale, solidaire | 90-66<br>Maintien et dév. des<br>services publics | 90-67<br>Recherche et innovation | 90-68<br>Autres actions | TOTAL DU<br>CHAPITRE |
|-----------------------------|--|---|--|---|----------------------------------|-------------------------|----------------------|
| <b>DEPENSES</b>             |  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>             | <b>3 602 524,14</b>  |
| 132                         | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 18 300,00            |
| 165                         | Dépôts et cautionnements reçus           | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 700,00               |
| 203                         | Frais d'études, recherche, développement | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 50 000,00            |
| 204                         | Subventions d'équipement versées         | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 112 000,00           |
| 211                         | Terrains                                 | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 306 000,00           |
| 218                         | Autres immobilisations corporelles       | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 230 800,00           |
| 231                         | Immobilisations corporelles en cours     | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 2 884 724,14         |
| <b>RECETTES</b>             |  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>             | <b>5 571 983,63</b>  |
| 132                         | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 5 571 783,63         |
| 165                         | Dépôts et cautionnements reçus           | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 200,00               |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.907</b> |

**FONCTION 7 – Environnement**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                  | 90-70<br>Services communs | 90-71<br>Actions<br>transversales | 90-72  |   |                                    |   |   |  |
|-----------------------------------|--|---------------------------|-----------------------------------|--|---|------------------------------------|---|---|--|
|                                   |  |                           |                                   | Actions déchets et propreté urbaine                |   |                                    |   |   |  |
|                                   |  |                           |                                   | 90-720<br>Services communs<br>collecte et propreté | 90-721<br>Collecte et traitement des déchets        |                                    |   | 90-722<br>Propreté urbaine                          |  |
|                                   |  |                           |                                   |  | 90-7211<br>Actions prévention<br>et sensibilisation | 90-7212<br>Collecte des<br>déchets | 90-7213<br>Tri, valorisation,<br>traitement déchets | 90-7221<br>Actions prévention<br>et sensibilisation | 90-7222<br>Action propreté<br>urbaine et<br>nettoiemnt |
| <b>DEPENSES</b>                   |  | <b>111 355,00</b>         | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  |
| 203                               | Frais d'études, recherche, développement | 67 755,00                 | 0,00                              | 0,00   | 0,00  | 0,00                               | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| 211                               | Terrains                                 | 43 600,00                 | 0,00                              | 0,00   | 0,00  | 0,00                               | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| 231                               | Immobilisations corporelles en cours     | 0,00                      | 0,00                              | 0,00   | 0,00  | 0,00                               | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| <b>RECETTES</b>                   |  | <b>43 292,00</b>          | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  |
| 131                               | Subv inv rattachées aux actifs amort     | 43 292,00                 | 0,00                              | 0,00   | 0,00  | 0,00                               | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| 132                               | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00                      | 0,00                              | 0,00   | 0,00  | 0,00                               | 0,00  | 0,00  | 0,00   |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.907</b> |

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé                                  | 90-73<br>Actions en matière de gestion des eaux |                       |                          |                          |  | 90-74<br>Politique de l'air |
|-----------------------------|--|---|-----------------------|--------------------------|--------------------------|--|-----------------------------|
|                             |  | 90-731<br>Politique de l'eau                    | 90-732<br>Eau potable | 90-733<br>Assainissement | 90-734<br>Eaux pluviales | 90-735<br>Lutte contre les inondations |                             |
| <b>DEPENSES</b>             |  | <b>25 806,00</b>                                | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>              | <b>985 000,00</b>        | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>                 |
| 203                         | Frais d'études, recherche, développement | 25 806,00                                       | 0,00                  | 0,00                     | 25 000,00                | 0,00                                   | 0,00                        |
| 211                         | Terrains                                 | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| 231                         | Immobilisations corporelles en cours     | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 960 000,00               | 0,00                                   | 0,00                        |
| <b>RECETTES</b>             |  | <b>41 666,50</b>                                | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>                 |
| 131                         | Subv inv rattachées aux actifs amort     | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |
| 132                         | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 41 666,50                                       | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                   | 0,00                        |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.907</b> |

**FONCTION 7 – Environnement (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé                                  | 90-75<br>Politique de l'énergie             |                                     |                            |                                  |                          | 90-76<br>Préserv. patrim.<br>naturel,risques<br>techno. | 90-77<br>Environnement<br>infrastructures<br>transports | 90-78<br>Autres actions | TOTAL DU<br>CHAPITRE   |
|-----------------------------|--|---|-------------------------------------|----------------------------|----------------------------------|--------------------------|---|---|-------------------------|------------------------|
|                             |  | 90-751<br>Réseaux de<br>chaleur et de froid | 90-752<br>Energie<br>photovoltaïque | 90-753<br>Energie éolienne | 90-754<br>Energie<br>hydraulique | 90-758<br>Autres actions |   |   |                         |                        |
| <b>DEPENSES</b>             |  | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 1 122<br><b>161,00</b> |
| 203                         | Frais d'études, recherche, développement | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 118 561,00             |
| 211                         | Terrains                                 | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 43 600,00              |
| 231                         | Immobilisations corporelles en cours     | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 960 000,00             |
| <b>RECETTES</b>             |  | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>                         | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>             | <b>84 958,50</b>       |
| 131                         | Subv inv rattachées aux actifs amort     | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 43 292,00              |
| 132                         | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 41 666,50              |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.908</b> |

**FONCTION 8 – Transports**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                  | 90-80<br>Services communs | 90-81<br>Transports<br>scolaires | 90-82<br>Transports publics de voyageurs |                               |                                    |                             |                              |                            |                             |
|-----------------------------------|--|---------------------------|----------------------------------|--|-------------------------------|------------------------------------|-----------------------------|------------------------------|----------------------------|-----------------------------|
|                                   |  |                           |                                  | 90-820<br>Services communs               | 90-821<br>Transport sur route | 90-822<br>Transport<br>ferroviaire | 90-823<br>Transport fluvial | 90-824<br>Transport maritime | 90-825<br>Transport aérien | 90-828<br>Autres transports |
| <b>DEPENSES</b>                   |  | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>                              | <b>2 028 223,36</b>           | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                 |
| 203                               | Frais d'études, recherche, développement | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 0,00                          | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |
| 218                               | Autres immobilisations corporelles       | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 1 672 923,36                  | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |
| 231                               | Immobilisations corporelles en cours     | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 355 300,00                    | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |
| 458                               | Opérations sous mandat                   | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 0,00                          | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |
| <b>RECETTES</b>                   |  | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>                              | <b>98 126,00</b>              | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                 |
| 132                               | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 98 126,00                     | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |
| 458                               | Opérations sous mandat                   | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 0,00                          | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.908</b> |

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                  | 90-83                      |                        |                            |                        |                         |                       |                             |
|-----------------------------------|--|----------------------------|------------------------|----------------------------|------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------------|
|                                   |  | Transports de marchandises |                        |                            |                        |                         |                       |                             |
|                                   |  | 90-830<br>Services communs | 90-831<br>Fret routier | 90-832<br>Fret ferroviaire | 90-833<br>Fret fluvial | 90-834<br>Fret maritime | 90-835<br>Fret aérien | 90-838<br>Autres transports |
| <b>DEPENSES</b>                   |  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                 |
| 203                               | Frais d'études, recherche, développement | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| 218                               | Autres immobilisations corporelles       | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| 231                               | Immobilisations corporelles en cours     | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| 458                               | Opérations sous mandat                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| <b>RECETTES</b>                   |  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                 |
| 132                               | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| 458                               | Opérations sous mandat                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.908</b> |

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

| Article /<br>compte<br>nature<br>(1) | Libellé                                  | 90-84<br>Voirie            |                            |                                    |                                    |                            |   |                                    |                             |
|--------------------------------------|--|----------------------------|----------------------------|------------------------------------|------------------------------------|----------------------------|---|------------------------------------|-----------------------------|
|                                      |  | 90-841<br>Voirie nationale | 90-842<br>Voirie régionale | 90-843<br>Voirie<br>départementale | 90-844<br>Voirie<br>métropolitaine | 90-845<br>Voirie communale | 90-846<br>Viabilité hivernale<br>et aléas climatiques | 90-847<br>Equipements de<br>voirie | 90-849<br>Sécurité routière |
| <b>DEPENSES</b>                      |  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                        | <b>7 297 559,41</b>        | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                 |
| 203                                  | Frais d'études, recherche, développement | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 198 162,58                 | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |
| 218                                  | Autres immobilisations corporelles       | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 0,00                       | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |
| 231                                  | Immobilisations corporelles en cours     | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 6 197 581,03               | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |
| 458                                  | Opérations sous mandat                   | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 901 815,80                 | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |
| <b>RECETTES</b>                      |  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                        | <b>5 231 217,00</b>        | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                 |
| 132                                  | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 4 395 787,00               | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |
| 458                                  | Opérations sous mandat                   | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 835 430,00                 | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |               |
|---|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A1.908</b> |

**FONCTION 8 – Transports (suite 3)**

| Article / compte nature (1) | Libellé                                  | 90-85<br>Infrastructures                          |   |  |  |   | 90-86<br>Liaisons multimodales | 90-87<br>Circulations douces | 90-89<br>Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE   |
|-----------------------------|--|---|---|--|--|---|--------------------------------|------------------------------|-------------------|---------------------|
|                             |  | 90-851<br>Gares, autres infrastructures routières | 90-852<br>Gares et autres infrastructures ferrov. | 90-853<br>Haltes, autres infrastructures fluviales | 90-854<br>Ports, autres infrastructures portuaires | 90-855<br>Aéroports et autres infrastructures |                                |                              |                   |                     |
| <b>DEPENSES</b>             |  | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>       | <b>9 325 782,77</b> |
| 203                         | Frais d'études, recherche, développement | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                           | 0,00                         | 0,00              | 198 162,58          |
| 218                         | Autres immobilisations corporelles       | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                           | 0,00                         | 0,00              | 1 672 923,36        |
| 231                         | Immobilisations corporelles en cours     | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                           | 0,00                         | 0,00              | 6 552 881,03        |
| 458                         | Opérations sous mandat                   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                           | 0,00                         | 0,00              | 901 815,80          |
| <b>RECETTES</b>             |  | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>       | <b>5 329 343,00</b> |
| 132                         | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                           | 0,00                         | 0,00              | 4 493 913,00        |
| 458                         | Opérations sous mandat                   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                           | 0,00                         | 0,00              | 835 430,00          |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |           |
|--|-----------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b> |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE</b> | <b>A2</b> |

| Chapitre nature | Libellé                                  | 0<br>Services généraux (hors<br>Gestion des fonds<br>européens) | 0-5<br>Gestion des fonds<br>européens | 1<br>Sécurité       | 2<br>Enseign.,form.<br>professionnelle,<br>apprent. | 3<br>Cult., vie soc., jeun.,<br>sports, loisirs | 4<br>Santé et action<br>sociale (hors APA et<br>RSA / Régularisation de<br>RMI) | 4-3<br>APA  |
|-----------------|--|---|---------------------------------------|---------------------|---|---|---|-------------|
| <b>DEPENSES</b> |  | <b>5 221 147,00</b>   | <b>0,00</b>                           | <b>3 688 114,00</b> | <b>252 170,00</b>                                   | <b>5 164 889,00</b>                             | <b>634 760,00</b>   | <b>0,00</b> |
| 011             | Charges à caractère général              | 1 538 882,00  | 0,00                                  | 31 274,00           | 10 100,00   | 2 106 544,00                                    | 357 760,00  | 0,00        |
| 012             | Charges de personnel et frais assimilés  | 3 160 252,00  | 0,00                                  | 309 690,00          | 89 070,00   | 2 570 800,00                                    | 0,00  | 0,00        |
| 014             | Atténuations de produits                 | 0,00  | 0,00                                  | 0,00                | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00        |
| 65              | Autres charges de gestion courante       | 340 862,00  | 0,00                                  | 3 347 150,00        | 153 000,00  | 487 045,00                                      | 277 000,00  | 0,00        |
| 6586            | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00  | 0,00                                  | 0,00                | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00        |
| 66              | Charges financières                      | 0,00  | 0,00                                  | 0,00                | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00        |
| 67              | Charges spécifiques                      | 1 000,00  | 0,00                                  | 0,00                | 0,00  | 500,00  | 0,00  | 0,00        |
| 68              | Dotations aux provisions, dépréciations  | 180 151,00  | 0,00                                  | 0,00                | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00        |
| <b>RECETTES</b> |  | <b>527 702,00</b>   | <b>0,00</b>                           | <b>136 737,00</b>   | <b>500,00</b>                                       | <b>279 366,00</b>                               | <b>155 500,00</b>   | <b>0,00</b> |
| 013             | Atténuations de charges                  | 15 000,00   | 0,00                                  | 0,00                | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00        |
| 70              | Prod. services, domaine, ventes diverses | 392 700,00  | 0,00                                  | 133 537,00          | 0,00  | 119 000,00                                      | 0,00  | 0,00        |
| 73              | Impôts et taxes                          | 0,00  | 0,00                                  | 0,00                | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00        |
| 731             | Fiscalité locale                         | 0,00  | 0,00                                  | 0,00                | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00        |
| 74              | Dotations et participations              | 0,00  | 0,00                                  | 1 200,00            | 0,00  | 104 300,00                                      | 55 000,00   | 0,00        |
| 75              | Autres produits de gestion courante      | 119 802,00  | 0,00                                  | 2 000,00            | 500,00  | 56 066,00                                       | 100 500,00  | 0,00        |
| 76              | Produits financiers                      | 0,00  | 0,00                                  | 0,00                | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00        |
| 77              | Produits spécifiques                     | 200,00  | 0,00                                  | 0,00                | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00        |
| 78              | Reprises amort., dépréciations, prov.    | 0,00  | 0,00                                  | 0,00                | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00        |

|  |           |
|--|-----------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b> |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)</b> | <b>A2</b> |

| Chapitre nature | Libellé                                  | 4-4<br>RSA /<br>Régularisations<br>de RMI | 5<br>Aménagement<br>des territoires et<br>habitat | 6<br>Action<br>économique | 7<br>Environnement | 8<br>Transports     | 9<br>Fonction en<br>réserve | TOTAL                |
|-----------------|--|---|---|---------------------------|--------------------|---------------------|-----------------------------|----------------------|
| <b>DEPENSES</b> |  | <b>0,00</b>                               | <b>2 206 916,00</b>                               | <b>1 221 880,00</b>       | <b>707 776,00</b>  | <b>5 333 594,00</b> |                             | <b>36 520 566,00</b> |
| 011             | Charges à caractère général              | 0,00                                      | 633 754,00  | 472 700,00                | 505 776,00         | 198 730,00          |                             | 5 855 620,00         |
| 012             | Charges de personnel et frais assimilés  | 0,00                                      | 1 231 340,00                                      | 357 600,00                | 0,00               | 0,00                |                             | 7 718 752,00         |
| 014             | Atténuations de produits                 | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                      | 0,00               | 0,00                |                             | 11 239 220,00        |
| 65              | Autres charges de gestion courante       | 0,00                                      | 341 622,00  | 389 200,00                | 202 000,00         | 5 134 864,00        |                             | 10 672 743,00        |
| 6586            | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                      | 0,00               | 0,00                |                             | 0,00                 |
| 66              | Charges financières                      | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                      | 0,00               | 0,00                |                             | 850 000,00           |
| 67              | Charges spécifiques                      | 0,00                                      | 200,00  | 2 380,00                  | 0,00               | 0,00                |                             | 4 080,00             |
| 68              | Dotations aux provisions, dépréciations  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                      | 0,00               | 0,00                |                             | 180 151,00           |
| <b>RECETTES</b> |  | <b>0,00</b>                               | <b>344 272,00</b>                                 | <b>178 700,00</b>         | <b>283 000,00</b>  | <b>4 063 372,00</b> |                             | <b>40 825 332,99</b> |
| 013             | Atténuations de charges                  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                      | 0,00               | 0,00                |                             | 15 000,00            |
| 70              | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00                                      | 143 190,00  | 85 000,00                 | 43 000,00          | 0,00                |                             | 916 427,00           |
| 73              | Impôts et taxes                          | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                      | 0,00               | 0,00                |                             | 16 719 706,00        |
| 731             | Fiscalité locale                         | 0,00                                      | 0,00  | 62 000,00                 | 200 000,00         | 3 000 000,00        |                             | 10 461 478,00        |
| 74              | Dotations et participations              | 0,00                                      | 197 282,00  | 0,00                      | 0,00               | 529 815,00          |                             | 11 824 596,99        |
| 75              | Autres produits de gestion courante      | 0,00                                      | 3 800,00  | 31 700,00                 | 40 000,00          | 533 557,00          |                             | 887 925,00           |
| 76              | Produits financiers                      | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                      | 0,00               | 0,00                |                             | 0,00                 |
| 77              | Produits spécifiques                     | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                      | 0,00               | 0,00                |                             | 200,00               |
| 78              | Reprises amort., dépréciations, prov.    | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                      | 0,00               | 0,00                |                             | 0,00                 |

|   |        |
|---|--------|
| IV – ANNEXES  | IV     |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.930 |

**FONCTION 0 – Services généraux**

| Article /<br>compte<br>nature<br>(1) | Libellé                                   | 93-02<br>Administration générale                |                                 |   |                               |                                 |  |  |                                     |
|--------------------------------------|---|---|---------------------------------|---|-------------------------------|---------------------------------|--|--|-------------------------------------|
|                                      |   | 93-020<br>Admin. générale de la<br>collectivité | 93-021<br>Personnel non ventilé | 93-022<br>Information,<br>communication,<br>publicité | 93-023<br>Fêtes et cérémonies | 93-024<br>Aide aux associations | 93-025<br>Cimetières et pompes<br>funèbres | 93-026<br>Administration<br>générale de l'Etat | 93-028<br>Autres moyens<br>généraux |
| <b>DEPENSES</b>                      |   | <b>4 942 695,00</b>                             | <b>0,00</b>                     | <b>72 800,00</b>                                      | <b>36 450,00</b>              | <b>51 802,00</b>                | <b>117 400,00</b>                          | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>                         |
| 606                                  | Achats non stockés de matières et fourni  | 136 310,00                                      | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 7 000,00                                   | 0,00   | 0,00                                |
| 611                                  | Contrats de prestations de services       | 298 214,00                                      | 0,00                            | 6 800,00  | 0,00                          | 0,00                            | 3 000,00                                   | 0,00   | 0,00                                |
| 613                                  | Locations                                 | 42 652,00                                       | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 614                                  | Charges locatives et de copropriété       | 130 000,00                                      | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 615                                  | Entretien et réparations                  | 196 026,00                                      | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 54 200,00                                  | 0,00   | 0,00                                |
| 616                                  | Primes d'assurances                       | 24 000,00                                       | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 617                                  | Etudes et recherches                      | 25 000,00                                       | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 5 500,00                                   | 0,00   | 0,00                                |
| 618                                  | Divers                                    | 96 000,00                                       | 0,00                            | 7 100,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 621                                  | Personnel extérieur au service            | 10 000,00                                       | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 35 000,00                                  | 0,00   | 0,00                                |
| 622                                  | Rémunérations intermédiaires, honoraires  | 62 000,00                                       | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 623                                  | Pub., publications, relations publiques   | 22 000,00                                       | 0,00                            | 58 900,00   | 36 200,00                     | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 625                                  | Déplacements et missions                  | 3 560,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 626                                  | Frais postaux et frais télécommunication  | 143 770,00                                      | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 628                                  | Divers                                    | 115 300,00                                      | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 4 400,00                                   | 0,00   | 0,00                                |
| 633                                  | Impôts, taxes, versements (autre orga.)   | 46 460,00                                       | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 635                                  | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)       | 45 500,00                                       | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 8 200,00                                   | 0,00   | 0,00                                |
| 637                                  | Autres impôts, taxes (autres organismes)  | 7 000,00  | 0,00                            | 0,00  | 250,00                        | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 641                                  | Rémunérations du personnel                | 1 927 700,00                                    | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 645                                  | Charges sécurité sociale et prévoyance    | 896 210,00                                      | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 647                                  | Autres charges sociales                   | 13 080,00                                       | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 51 802,00                       | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 648                                  | Autres charges de personnel               | 180 000,00                                      | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 653                                  | Indemnités                                | 324 760,00                                      | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 654                                  | Pertes sur créances irrécouvrables        | 6 000,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 658                                  | Charges diverses de gestion courante      | 10 002,00                                       | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 100,00                                     | 0,00   | 0,00                                |
| 673                                  | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | 1 000,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 681                                  | Dot. amort. et prov. Charges de fonct.    | 180 151,00                                      | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| <b>RECETTES</b>                      |   | <b>476 502,00</b>                               | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                     | <b>51 200,00</b>                           | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>                         |
| 641                                  | Rémunérations du personnel                | 15 000,00                                       | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 703                                  | Redevances utilisation du domaine         | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 20 200,00                                  | 0,00   | 0,00                                |
| 708                                  | Autres produits                           | 372 500,00                                      | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |
| 752                                  | Revenus des immeubles                     | 11 000,00                                       | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 26 000,00                                  | 0,00   | 0,00                                |
| 758                                  | Produits divers de gestion courante       | 77 802,00                                       | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 5 000,00                                   | 0,00   | 0,00                                |

| Article /<br>compte<br>nature<br>(1) | Libellé                                | 93-02<br>Administration générale                |                                 |   |                               |                                 |  |  |                                     |
|--------------------------------------|--|---|---------------------------------|---|-------------------------------|---------------------------------|--|--|-------------------------------------|
|                                      |  | 93-020<br>Admin. générale de la<br>collectivité | 93-021<br>Personnel non ventilé | 93-022<br>Information,<br>communication,<br>publicité | 93-023<br>Fêtes et cérémonies | 93-024<br>Aide aux associations | 93-025<br>Cimetières et pompes<br>funèbres | 93-026<br>Administration<br>générale de l'Etat | 93-028<br>Autres moyens<br>généraux |
| 773                                  | Mandats annulés (exercices antérieurs) | 200,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                                       | 0,00   | 0,00                                |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.930</b> |

**FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                  | 93-03<br>Conseils               |   |   |  |  |                                 |                            |
|-----------------------------------|--|---------------------------------|---|---|--|--|---------------------------------|----------------------------|
|                                   |  | 93-031<br>Assemblée délibérante | 93-032<br>Conseil éco.,social<br>région./Conseil dév. | 93-033<br>Conseil cult., éduc.,<br>env. | 93-034<br>Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc. |  | 93-035<br>Conseil de territoire | 93-038<br>Autres instances |
|                                   |  |                                 |   |   | 93-0341<br>Section éco., sociale et<br>environnem. | 93-0342<br>Section culture,<br>éducation et sports |                                 |                            |
|                                   |  |                                 |   |   |  |  |                                 |                            |
| <b>DEPENSES</b>                   |  | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                |
| 606                               | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 611                               | Contrats de prestations de services      | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 613                               | Locations                                | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 614                               | Charges locatives et de copropriété      | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 615                               | Entretien et réparations                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 616                               | Primes d'assurances                      | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 617                               | Etudes et recherches                     | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 618                               | Divers                                   | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 621                               | Personnel extérieur au service           | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 622                               | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 623                               | Pub., publications, relations publiques  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 625                               | Déplacements et missions                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 626                               | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 628                               | Divers                                   | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 633                               | Impôts, taxes, versements (autre orga.)  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 635                               | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)      | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 637                               | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 641                               | Rémunérations du personnel               | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 645                               | Charges sécurité sociale et prévoyance   | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 647                               | Autres charges sociales                  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 648                               | Autres charges de personnel              | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 653                               | Indemnités                               | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 654                               | Pertes sur créances irrécouvrables       | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 658                               | Charges diverses de gestion courante     | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 673                               | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 681                               | Dot. amort. et prov. Charges de fonct.   | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| <b>RECETTES</b>                   |  | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                |
| 641                               | Rémunérations du personnel               | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 703                               | Redevances utilisation du domaine        | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 708                               | Autres produits                          | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                | 93-03<br>Conseils               |   |  |  |  |                                 |                            |
|-----------------------------------|--|---------------------------------|---|--|--|--|---------------------------------|----------------------------|
|                                   |  | 93-031<br>Assemblée délibérante | 93-032<br>Conseil éco.,social<br>région./Conseil dev. | 93-033<br>Conseil cult., édu.,<br>env. | 93-034<br>Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc. |  | 93-035<br>Conseil de territoire | 93-038<br>Autres instances |
|                                   |  |                                 |   |  | 93-0341<br>Section éco., sociale et<br>environnem. | 93-0342<br>Section culture,<br>éducation et sports |                                 |                            |
|                                   |  |                                 |   |  |  |  |                                 |                            |
| 752                               | Revenus des immeubles                  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                   | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 758                               | Produits divers de gestion courante    | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                   | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |
| 773                               | Mandats annulés (exercices antérieurs) | 0,00                            | 0,00  | 0,00                                   | 0,00   | 0,00   | 0,00                            | 0,00                       |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.930</b> |

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé                                  | 93-04<br>Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.  |                                   |                               |  |                          | TOTAL DU CHAPITRE   |
|-----------------------------|--|--|-----------------------------------|-------------------------------|--|--------------------------|---------------------|
|                             |  | 93-041<br>Action relevant de la subvention globale | 93-042<br>Actions interrégionales | 93-043<br>Actions européennes | 93-044<br>Aide publique au développement | 93-048<br>Autres actions |                     |
| <b>DEPENSES</b>             |  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>              | <b>5 221 147,00</b> |
| 606                         | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 143 310,00          |
| 611                         | Contrats de prestations de services      | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 308 014,00          |
| 613                         | Locations                                | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 42 652,00           |
| 614                         | Charges locatives et de copropriété      | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 130 000,00          |
| 615                         | Entretien et réparations                 | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 250 226,00          |
| 616                         | Primes d'assurances                      | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 24 000,00           |
| 617                         | Etudes et recherches                     | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 30 500,00           |
| 618                         | Divers                                   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 103 100,00          |
| 621                         | Personnel extérieur au service           | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 45 000,00           |
| 622                         | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 62 000,00           |
| 623                         | Pub., publications, relations publiques  | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 117 100,00          |
| 625                         | Déplacements et missions                 | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 3 560,00            |
| 626                         | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 143 770,00          |
| 628                         | Divers                                   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 119 700,00          |
| 633                         | Impôts, taxes, versements (autre orga.)  | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 46 460,00           |
| 635                         | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)      | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 53 700,00           |
| 637                         | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 7 250,00            |
| 641                         | Rémunérations du personnel               | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 1 927 700,00        |
| 645                         | Charges sécurité sociale et prévoyance   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 896 210,00          |
| 647                         | Autres charges sociales                  | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 64 882,00           |
| 648                         | Autres charges de personnel              | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 180 000,00          |
| 653                         | Indemnités                               | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 324 760,00          |
| 654                         | Pertes sur créances irrécouvrables       | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 6 000,00            |
| 658                         | Charges diverses de gestion courante     | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 10 102,00           |
| 673                         | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 1 000,00            |
| 681                         | Dot. amort. et prov. Charges de fonct.   | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 180 151,00          |
| <b>RECETTES</b>             |  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>              | <b>527 702,00</b>   |
| 641                         | Rémunérations du personnel               | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 15 000,00           |
| 703                         | Redevances utilisation du domaine        | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 20 200,00           |
| 708                         | Autres produits                          | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 372 500,00          |
| 752                         | Revenus des immeubles                    | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 37 000,00           |
| 758                         | Produits divers de gestion courante      | 0,00   | 0,00                              | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                     | 82 802,00           |

| Article / compte nature (1) | Libellé                                | 93-04<br>Coop.décent.act° interrég.,eur.,intern.      |                                   |                               |   |                          | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|--|---|-----------------------------------|-------------------------------|---|--------------------------|-------------------|
|                             |  | 93-041<br>Action relevant de la<br>subvention globale | 93-042<br>Actions interrégionales | 93-043<br>Actions européennes | 93-044<br>Aide publique au<br>développement | 93-048<br>Autres actions |                   |
| 773                         | Mandats annulés (exercices antérieurs) | 0,00  | 0,00                              | 0,00                          | 0,00  | 0,00                     | 200,00            |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |                 |
|--|-----------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>       |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.930-5</b> |

**FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens**

| Article / compte nature (1) | Libellé  | 93-051<br>FSE | 93-052<br>FEDER | 93-058<br>Autres  |                  | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|----------|---------------|-----------------|-------------------|------------------|-------------------|
|                             |          |               |                 | 93-0580<br>FEADER | 93-0581<br>FEAMP |                   |
|                             | DEPENSES | 0,00          | 0,00            | 0,00              | 0,00             | 0,00              |
|                             | RECETTES | 0,00          | 0,00            | 0,00              | 0,00             | 0,00              |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.931</b> |

**FONCTION 1 – Sécurité**

| Article / compte nature (1) | Libellé                                  | 93-10<br>Services communs | 93-11<br>Police, sécurité, justice | 93-12<br>Incendie et secours | 93-13<br>Hygiène et salubrité<br>publique | 93-18<br>Autres interv. protect.<br>personnes, biens | TOTAL DU<br>CHAPITRE |
|-----------------------------|--|---------------------------|------------------------------------|------------------------------|---|--|----------------------|
| <b>DEPENSES</b>             |  | <b>0,00</b>               | <b>361 114,00</b>                  | <b>3 327 000,00</b>          | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>  | <b>3 688 114,00</b>  |
| 606                         | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00                      | 8 900,00                           | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00   | 8 900,00             |
| 611                         | Contrats de prestations de services      | 0,00                      | 8 500,00                           | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00   | 8 500,00             |
| 615                         | Entretien et réparations                 | 0,00                      | 7 974,00                           | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00   | 7 974,00             |
| 625                         | Déplacements et missions                 | 0,00                      | 1 500,00                           | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00   | 1 500,00             |
| 628                         | Divers                                   | 0,00                      | 4 400,00                           | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00   | 4 400,00             |
| 633                         | Impôts, taxes, versements (autre orga.)  | 0,00                      | 4 580,00                           | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00   | 4 580,00             |
| 641                         | Rémunérations du personnel               | 0,00                      | 228 420,00                         | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00   | 228 420,00           |
| 645                         | Charges sécurité sociale et prévoyance   | 0,00                      | 75 560,00                          | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00   | 75 560,00            |
| 647                         | Autres charges sociales                  | 0,00                      | 1 130,00                           | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00   | 1 130,00             |
| 654                         | Pertes sur créances irrécouvrables       | 0,00                      | 150,00                             | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00   | 150,00               |
| 655                         | Contributions obligatoires               | 0,00                      | 20 000,00                          | 3 327 000,00                 | 0,00                                      | 0,00   | 3 347 000,00         |
| <b>RECETTES</b>             |  | <b>0,00</b>               | <b>136 737,00</b>                  | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>  | <b>136 737,00</b>    |
| 708                         | Autres produits                          | 0,00                      | 133 537,00                         | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00   | 133 537,00           |
| 747                         | Participations                           | 0,00                      | 1 200,00                           | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00   | 1 200,00             |
| 758                         | Produits divers de gestion courante      | 0,00                      | 2 000,00                           | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00   | 2 000,00             |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.932</b> |

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage**

| Article / compte nature (1) | Libellé                                  | 93-20            | 93-21                         |                  |                    | 93-22                        |                |               | 93-23             | 93-24       |
|-----------------------------|--|------------------|-------------------------------|------------------|--------------------|------------------------------|----------------|---------------|-------------------|-------------|
|                             |  | Services communs | Enseignement du premier degré |                  |                    | Enseignement du second degré |                |               |                   |             |
|                             |  | 93-201           | 93-211                        | 93-212           | 93-213             | 93-221                       | 93-222         | 93-223        |                   |             |
|                             |  | Services communs | Ecoles maternelles            | Ecoles primaires | Classes regroupées | Collèges                     | Lycées publics | Lycées privés |                   |             |
| <b>DEPENSES</b>             |  | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>    | <b>0,00</b>   | <b>109 170,00</b> | <b>0,00</b> |
| 606                         | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 750,00            | 0,00        |
| 611                         | Contrats de prestations de services      | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 2 000,00          | 0,00        |
| 613                         | Locations                                | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 7 200,00          | 0,00        |
| 625                         | Déplacements et missions                 | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 150,00            | 0,00        |
| 633                         | Impôts, taxes, versements (autre orga.)  | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 1 640,00          | 0,00        |
| 641                         | Rémunérations du personnel               | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 62 840,00         | 0,00        |
| 645                         | Charges sécurité sociale et prévoyance   | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 24 170,00         | 0,00        |
| 647                         | Autres charges sociales                  | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 420,00            | 0,00        |
| 655                         | Contributions obligatoires               | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 10 000,00         | 0,00        |
| <b>RECETTES</b>             |  | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>    | <b>0,00</b>   | <b>500,00</b>     | <b>0,00</b> |
| 758                         | Produits divers de gestion courante      | 0,00             | 0,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                         | 0,00           | 0,00          | 500,00            | 0,00        |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.932</b> |

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                     | 93-25<br>Formation professionnelle                   |   |  |  |  |   |  |  |  |                   |  |  |                  |
|-----------------------------------|---|--|---|--|--|--|---|--|--|--|-------------------|--|--|------------------|
|                                   |   | 93-251<br>Insertion<br>sociale et<br>professionnelle | 93-252<br>Formation<br>professionnalisante<br>personnes | 93-253<br>Formation<br>certifiante<br>des<br>personnes | 93-254<br>Formation<br>des actifs<br>occupés | 93-255<br>Rémunération<br>des stagiaires | 93-256<br>CNFPT - Formation des actifs occupés          |  |  |  |                   | 93-257<br>CNFPT et CDG - missions<br>spécifiques |  | 93-258<br>Autres |
|                                   |   |  |   |  |  |  | 93-256<br>CNFPT - Formation des actifs occupés          |  |  |  |                   | 93-2571<br>Concours                              | 93-2572<br>Missions<br>administratives |                  |
|                                   |   |  |   |  |  |  | 93-2561<br>Missions<br>statutaires et<br>réglementaires | 93-2562<br>Développement<br>des<br>compétences | 93-2563<br>Évolution et<br>transition<br>professionnelle | 93-2564<br>Organisation<br>des activités<br>pédagogiques | 93-2565<br>Autres |  |  |                  |
| <b>DEPENSES</b>                   |   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>                                      | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>      |
| 606                               | Achats non stockés de<br>matières et fourni | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00   | 0,00                                   | 0,00             |
| 611                               | Contrats de prestations de<br>services      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00   | 0,00                                   | 0,00             |
| 613                               | Locations                                   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00   | 0,00                                   | 0,00             |
| 625                               | Déplacements et missions                    | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00   | 0,00                                   | 0,00             |
| 633                               | Impôts, taxes, versements<br>(autre orga.)  | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00   | 0,00                                   | 0,00             |
| 641                               | Rémunérations du personnel                  | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00   | 0,00                                   | 0,00             |
| 645                               | Charges sécurité sociale et<br>prévoyance   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00   | 0,00                                   | 0,00             |
| 647                               | Autres charges sociales                     | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00   | 0,00                                   | 0,00             |
| 655                               | Contributions obligatoires                  | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00   | 0,00                                   | 0,00             |
| <b>RECETTES</b>                   |   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>                                      | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>      |
| 758                               | Produits divers de gestion<br>courante      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00              | 0,00   | 0,00                                   | 0,00             |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.932</b> |

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé                                  | 93-26<br>Apprentissage | 93-27<br>Formation<br>sanitaire et sociale | 93-28<br>Autres services périscolaires et annexes |                |                   |                          |  | 93-29<br>Sécurité | TOTAL DU<br>CHAPITRE |
|-----------------------------|--|------------------------|--|---|----------------|-------------------|--------------------------|--|-------------------|----------------------|
|                             |  |                        |  | 93-281  | 93-282         | 93-283            | 93-284                   | 93-288                                       |                   |                      |
|                             |  |                        |  | Hébergement et<br>restauration<br>scolaires       | Sport scolaire | Médecine scolaire | Classes de<br>découverte | Autre service<br>annexe de<br>l'enseignement |                   |                      |
| <b>DEPENSES</b>             |  | <b>143 000,00</b>      | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>    | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                                  | <b>252 170,00</b> |                      |
| 606                         | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00                   | 0,00                                       | 0,00  | 0,00           | 0,00              | 0,00                     | 0,00   | 750,00            |                      |
| 611                         | Contrats de prestations de services      | 0,00                   | 0,00                                       | 0,00  | 0,00           | 0,00              | 0,00                     | 0,00   | 2 000,00          |                      |
| 613                         | Locations                                | 0,00                   | 0,00                                       | 0,00  | 0,00           | 0,00              | 0,00                     | 0,00   | 7 200,00          |                      |
| 625                         | Déplacements et missions                 | 0,00                   | 0,00                                       | 0,00  | 0,00           | 0,00              | 0,00                     | 0,00   | 150,00            |                      |
| 633                         | Impôts, taxes, versements (autre orga.)  | 0,00                   | 0,00                                       | 0,00  | 0,00           | 0,00              | 0,00                     | 0,00   | 1 640,00          |                      |
| 641                         | Rémunérations du personnel               | 0,00                   | 0,00                                       | 0,00  | 0,00           | 0,00              | 0,00                     | 0,00   | 62 840,00         |                      |
| 645                         | Charges sécurité sociale et prévoyance   | 0,00                   | 0,00                                       | 0,00  | 0,00           | 0,00              | 0,00                     | 0,00   | 24 170,00         |                      |
| 647                         | Autres charges sociales                  | 0,00                   | 0,00                                       | 0,00  | 0,00           | 0,00              | 0,00                     | 0,00   | 420,00            |                      |
| 655                         | Contributions obligatoires               | 143 000,00             | 0,00                                       | 0,00  | 0,00           | 0,00              | 0,00                     | 0,00   | 153 000,00        |                      |
| <b>RECETTES</b>             |  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>    | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                                  | <b>500,00</b>     |                      |
| 758                         | Produits divers de gestion courante      | 0,00                   | 0,00                                       | 0,00  | 0,00           | 0,00              | 0,00                     | 0,00   | 500,00            |                      |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.933</b> |

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs**

| Article /<br>compte<br>nature<br>(1) | Libellé                                  | 93-30<br>Services communs | 93-31<br>Culture   |                      |  |                     |                               |   |   |                                     |
|--------------------------------------|--|---------------------------|--|----------------------|--|---------------------|-------------------------------|---|---|-------------------------------------|
|                                      |  |                           | 93-311<br>Activités<br>artist.,actions et<br>manif.cult. | 93-312<br>Patrimoine | 93-313<br>Bibliothèques,<br>médiathèques | 93-314<br>Musées    | 93-315<br>Services d'archives | 93-316<br>Théâtres et<br>spectacles vivants | 93-317<br>Cinémas et autres<br>salles de spectacles | 93-318<br>Archéologie<br>préventive |
| <b>DEPENSES</b>                      |  | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>          | <b>1 878 147,00</b>                      | <b>1 353 600,00</b> | <b>0,00</b>                   | <b>1 089 815,00</b>                         | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                         |
| 604                                  | Achats d'études, prestations de services | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 45 700,00           | 0,00                          | 240 000,00                                  | 0,00  | 0,00                                |
| 606                                  | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 290 637,00                               | 180 200,00          | 0,00                          | 14 730,00                                   | 0,00  | 0,00                                |
| 611                                  | Contrats de prestations de services      | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 48 000,00                                | 25 000,00           | 0,00                          | 28 880,00                                   | 0,00  | 0,00                                |
| 613                                  | Locations                                | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 2 500,00                                 | 4 450,00            | 0,00                          | 6 575,00                                    | 0,00  | 0,00                                |
| 615                                  | Entretien et réparations                 | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 119 600,00                               | 87 700,00           | 0,00                          | 10 900,00                                   | 0,00  | 0,00                                |
| 616                                  | Primes d'assurances                      | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 300,00                                   | 10 000,00           | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| 618                                  | Divers                                   | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 20 000,00                                | 21 000,00           | 0,00                          | 1 000,00                                    | 0,00  | 0,00                                |
| 621                                  | Personnel extérieur au service           | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 9 200,00            | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| 623                                  | Pub., publications, relations publiques  | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 3 000,00                                 | 145 000,00          | 0,00                          | 20 000,00                                   | 0,00  | 0,00                                |
| 624                                  | Transports biens, transports collectifs  | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 120 000,00          | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| 625                                  | Déplacements et missions                 | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 1 180,00                                 | 1 580,00            | 0,00                          | 5 620,00                                    | 0,00  | 0,00                                |
| 627                                  | Services bancaires et assimilés          | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 150,00                                   | 120,00              | 0,00                          | 300,00                                      | 0,00  | 0,00                                |
| 628                                  | Divers                                   | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 86 500,00                                | 78 400,00           | 0,00                          | 15 500,00                                   | 0,00  | 0,00                                |
| 633                                  | Impôts, taxes, versements (autre orga.)  | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 22 240,00                                | 11 100,00           | 0,00                          | 5 950,00                                    | 0,00  | 0,00                                |
| 635                                  | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)      | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| 637                                  | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 3 000,00                                 | 500,00              | 0,00                          | 23 000,00                                   | 0,00  | 0,00                                |
| 641                                  | Rémunérations du personnel               | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 901 800,00                               | 442 120,00          | 0,00                          | 301 350,00                                  | 0,00  | 0,00                                |
| 645                                  | Charges sécurité sociale et prévoyance   | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 354 630,00                               | 168 600,00          | 0,00                          | 134 850,00                                  | 0,00  | 0,00                                |
| 647                                  | Autres charges sociales                  | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 22 560,00                                | 2 930,00            | 0,00                          | 2 160,00                                    | 0,00  | 0,00                                |
| 654                                  | Pertes sur créances irrécouvrables       | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 1 000,00                                 | 0,00                | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| 657                                  | Charges intervent° cpt prop. - Subvent°  | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                          | 279 000,00                                  | 0,00  | 0,00                                |
| 658                                  | Charges diverses de gestion courante     | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 550,00                                   | 0,00                | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |

| Article /<br>compte<br>nature<br>(1) | Libellé                                   | 93-30<br>Services communs | 93-31<br>Culture   |                      |  |                  |                               |   |   |                                     |
|--------------------------------------|---|---------------------------|--|----------------------|--|------------------|-------------------------------|---|---|-------------------------------------|
|                                      |   |                           | 93-311<br>Activités<br>artist.,actions et<br>manif.cult. | 93-312<br>Patrimoine | 93-313<br>Bibliothèques,<br>médiathèques | 93-314<br>Musées | 93-315<br>Services d'archives | 93-316<br>Théâtres et<br>spectacles vivants | 93-317<br>Cinémas et autres<br>salles de spectacles | 93-318<br>Archéologie<br>préventive |
| 673                                  | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 500,00                                   | 0,00             | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| <b>RECETTES</b>                      |   | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>          | <b>23 000,00</b>                         | <b>19 000,00</b> | <b>0,00</b>                   | <b>152 566,00</b>                           | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                         |
| 706                                  | Prestations de services                   | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 14 000,00        | 0,00                          | 80 000,00                                   | 0,00  | 0,00                                |
| 708                                  | Autres produits                           | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 20 000,00                                | 5 000,00         | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| 746                                  | Dotation générale de décentralisation     | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00  | 0,00  | 0,00                                |
| 747                                  | Participations                            | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 60 000,00                                   | 0,00  | 0,00                                |
| 752                                  | Revenus des immeubles                     | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 12 516,00                                   | 0,00  | 0,00                                |
| 758                                  | Produits divers de gestion courante       | 0,00                      | 0,00   | 0,00                 | 3 000,00                                 | 0,00             | 0,00                          | 50,00                                       | 0,00  | 0,00                                |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.933</b> |

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé   | 93-32                               |                  |                    |   |  |                                    |
|-----------------------------|---|-------------------------------------|------------------|--------------------|---|--|------------------------------------|
|                             |   | Sports (autres que scolaires)       |                  |                    |   |  |                                    |
|                             |   | 93-321<br>Salles de sport, gymnases | 93-322<br>Stades | 93-323<br>Piscines | 93-324<br>Centres de formation sportifs | 93-325<br>Autres équipements sportifs ou loisirs | 93-326<br>Manifestations sportives |
| <b>DEPENSES</b>             |   | <b>390 432,00</b>                   | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                             | <b>153 895,00</b>                                | <b>299 000,00</b>                  |
| 604                         | Achats d'études, prestations de services                        | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| 606                         | Achats non stockés de matières et fourni                        | 74 100,00                           | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 14 500,00  | 3 500,00                           |
| 611                         | Contrats de prestations de services                             | 8 400,00                            | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 1 000,00   | 0,00                               |
| 613                         | Locations   | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| 615                         | Entretien et réparations  | 119 272,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 127 395,00                                       | 5 400,00                           |
| 616                         | Primes d'assurances   | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 2 500,00   | 0,00                               |
| 618                         | Divers  | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 2 500,00   | 72 555,00                          |
| 621                         | Personnel extérieur au service                                  | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| 623                         | Pub., publications, relations publiques                         | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| 624                         | Transports biens, transports collectifs                         | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| 625                         | Déplacements et missions  | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| 627                         | Services bancaires et assimilés                                 | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| 628                         | Divers  | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 3 000,00   | 8 400,00                           |
| 633                         | Impôts, taxes, versements (autre orga.)                         | 3 200,00                            | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 70,00                              |
| 635                         | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)                             | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 3 000,00   | 0,00                               |
| 637                         | Autres impôts, taxes (autres organismes)                        | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| 641                         | Rémunérations du personnel                                      | 133 430,00                          | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 1 950,00                           |
| 645                         | Charges sécurité sociale et prévoyance                          | 50 690,00                           | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 630,00                             |
| 647                         | Autres charges sociales   | 1 340,00                            | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| 654                         | Pertes sur créances irrécouvrables                              | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| 657                         | Charges intervent <sup>o</sup> cpt prop. - Subvent <sup>o</sup> | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 206 495,00                         |
| 658                         | Charges diverses de gestion courante                            | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| 673                         | Titres annulés (sur exercices antérieurs)                       | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| <b>RECETTES</b>             |   | <b>36 500,00</b>                    | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                             | <b>38 700,00</b>                                 | <b>9 600,00</b>                    |
| 706                         | Prestations de services   | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| 708                         | Autres produits   | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| 746                         | Dotation générale de décentralisation                           | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 26 000,00  | 0,00                               |
| 747                         | Participations  | 18 300,00                           | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |
| 752                         | Revenus des immeubles   | 18 200,00                           | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 12 700,00  | 9 600,00                           |
| 758                         | Produits divers de gestion courante                             | 0,00                                | 0,00             | 0,00               | 0,00                                    | 0,00   | 0,00                               |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.933</b> |

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)**

| Article / compte nature<br>(1) | Libellé                                  | 93-33<br>Jeunesse et loisirs |                                |   | 93-34<br>Vie sociale et citoyenne                   |                  | 93-39<br>Sécurité | TOTAL DU<br>CHAPITRE |
|--------------------------------|--|------------------------------|--------------------------------|---|---|------------------|-------------------|----------------------|
|                                |  | 93-331<br>Centres de loisirs | 93-332<br>Colonies de vacances | 93-338<br>Autres activités pour<br>les jeunes | 93-341<br>Egalité entre les<br>femmes et les hommes | 93-348<br>Autres |                   |                      |
| <b>DEPENSES</b>                |  | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>       | <b>5 164 889,00</b>  |
| 604                            | Achats d'études, prestations de services | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 285 700,00           |
| 606                            | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 577 667,00           |
| 611                            | Contrats de prestations de services      | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 111 280,00           |
| 613                            | Locations                                | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 13 525,00            |
| 615                            | Entretien et réparations                 | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 470 267,00           |
| 616                            | Primes d'assurances                      | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 12 800,00            |
| 618                            | Divers                                   | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 117 055,00           |
| 621                            | Personnel extérieur au service           | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 9 200,00             |
| 623                            | Pub., publications, relations publiques  | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 168 000,00           |
| 624                            | Transports biens, transports collectifs  | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 120 000,00           |
| 625                            | Déplacements et missions                 | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 8 380,00             |
| 627                            | Services bancaires et assimilés          | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 570,00               |
| 628                            | Divers                                   | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 191 800,00           |
| 633                            | Impôts, taxes, versements (autre orga.)  | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 42 560,00            |
| 635                            | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)      | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 3 000,00             |
| 637                            | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 26 500,00            |
| 641                            | Rémunérations du personnel               | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 1 780 650,00         |
| 645                            | Charges sécurité sociale et prévoyance   | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 709 400,00           |
| 647                            | Autres charges sociales                  | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 28 990,00            |
| 654                            | Pertes sur créances irrécouvrables       | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 1 000,00             |
| 657                            | Charges intervent° cpt prop. - Subvent°  | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 485 495,00           |
| 658                            | Charges diverses de gestion courante     | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 550,00               |
| 673                            | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 500,00               |
| <b>RECETTES</b>                |  | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>       | <b>279 366,00</b>    |
| 706                            | Prestations de services                  | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 94 000,00            |
| 708                            | Autres produits                          | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 25 000,00            |
| 746                            | Dotation générale de décentralisation    | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 26 000,00            |
| 747                            | Participations                           | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 78 300,00            |
| 752                            | Revenus des immeubles                    | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 53 016,00            |
| 758                            | Produits divers de gestion courante      | 0,00                         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00             | 0,00              | 3 050,00             |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.934</b> |

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                  | 93-41<br>Santé             |   |  |                                |  |                          |
|-----------------------------------|--|----------------------------|---|--|--------------------------------|--|--------------------------|
|                                   |  | 93-410<br>Services communs | 93-411<br>PMI et planification<br>familiale | 93-412<br>Prévention et éducation<br>pour la santé | 93-413<br>Sécurité alimentaire | 93-414<br>Dispensaires et autres<br>éts sanitaires | 93-418<br>Autres actions |
| <b>DEPENSES</b>                   |  | <b>102 360,00</b>          | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>              |
| 606                               | Achats non stockés de matières et fourni | 16 500,00                  | 0,00  | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| 611                               | Contrats de prestations de services      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| 613                               | Locations                                | 25 000,00                  | 0,00  | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| 615                               | Entretien et réparations                 | 28 160,00                  | 0,00  | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| 628                               | Divers                                   | 29 900,00                  | 0,00  | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| 635                               | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)      | 2 800,00                   | 0,00  | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| 657                               | Charges intervent° cpt prop. - Subvent°  | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| 658                               | Charges diverses de gestion courante     | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| <b>RECETTES</b>                   |  | <b>66 500,00</b>           | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>              |
| 747                               | Participations                           | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| 752                               | Revenus des immeubles                    | 57 000,00                  | 0,00  | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |
| 758                               | Produits divers de gestion courante      | 9 500,00                   | 0,00  | 0,00   | 0,00                           | 0,00   | 0,00                     |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.934</b> |

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                  | 93-42<br>Action sociale    |   |                               |  |                        |                                    |                          |   |
|-----------------------------------|--|----------------------------|---|-------------------------------|--|------------------------|------------------------------------|--------------------------|---|
|                                   |  | 93-420<br>Services communs | 93-421<br>Famille et enfance                    |                               |  |                        | 93-422<br>Petite enfance           |                          |   |
|                                   |  |                            | 93-4211<br>Actions en faveur<br>de la maternité | 93-4212<br>Aides à la famille | 93-4213<br>Aides sociales à<br>l'enfance | 93-4214<br>Adolescence | 93-4221<br>Crèches et<br>garderies | 93-4222<br>Multi accueil | 93-4228<br>Autres actions pour la<br>petite enfance |
|                                   |  |                            |   |                               |  |                        |                                    |                          |   |
| <b>DEPENSES</b>                   |  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>   |
| 606                               | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                               | 0,00                     | 0,00  |
| 611                               | Contrats de prestations de services      | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                               | 0,00                     | 0,00  |
| 613                               | Locations                                | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                               | 0,00                     | 0,00  |
| 615                               | Entretien et réparations                 | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                               | 0,00                     | 0,00  |
| 628                               | Divers                                   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                               | 0,00                     | 0,00  |
| 635                               | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)      | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                               | 0,00                     | 0,00  |
| 657                               | Charges intervent° cpt prop. - Subvent°  | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                               | 0,00                     | 0,00  |
| 658                               | Charges diverses de gestion courante     | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                               | 0,00                     | 0,00  |
| <b>RECETTES</b>                   |  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>   |
| 747                               | Participations                           | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                               | 0,00                     | 0,00  |
| 752                               | Revenus des immeubles                    | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                               | 0,00                     | 0,00  |
| 758                               | Produits divers de gestion courante      | 0,00                       | 0,00  | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00                   | 0,00                               | 0,00                     | 0,00  |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.934</b> |

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)**

| Article / compte nature<br>(1) | Libellé                                  | 93-42<br>Action sociale      |  |   |                                      |                                    | TOTAL DU<br>CHAPITRE |  |
|--------------------------------|--|------------------------------|--|---|--------------------------------------|------------------------------------|----------------------|--|
|                                |  | 93-423<br>Personnes âgées    |  |   | 93-424<br>Personnes en<br>difficulté | 93-425<br>Personnes<br>handicapées |                      | 93-428<br>Autres interventions<br>sociales |
|                                |  | 93-4231<br>Forfait autonomie | 93-4232<br>Autres actions de<br>prévention | 93-4238<br>Autres actions pour les<br>personnes âgées |                                      |                                    |                      |  |
| <b>DEPENSES</b>                |  | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                                | <b>45 000,00</b>                                      | <b>0,00</b>                          | <b>227 000,00</b>                  | <b>260 400,00</b>    | <b>634 760,00</b>                          |
| 606                            | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00                         | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                 | 0,00                               | 70 500,00            | 87 000,00                                  |
| 611                            | Contrats de prestations de services      | 0,00                         | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                 | 0,00                               | 164 100,00           | 164 100,00                                 |
| 613                            | Locations                                | 0,00                         | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                 | 0,00                               | 0,00                 | 25 000,00                                  |
| 615                            | Entretien et réparations                 | 0,00                         | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                 | 0,00                               | 20 800,00            | 48 960,00                                  |
| 628                            | Divers                                   | 0,00                         | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                 | 0,00                               | 0,00                 | 29 900,00                                  |
| 635                            | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)      | 0,00                         | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                 | 0,00                               | 0,00                 | 2 800,00                                   |
| 657                            | Charges intervent° cpt prop. - Subvent°  | 0,00                         | 0,00                                       | 45 000,00   | 0,00                                 | 227 000,00                         | 0,00                 | 272 000,00                                 |
| 658                            | Charges diverses de gestion courante     | 0,00                         | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                 | 0,00                               | 5 000,00             | 5 000,00                                   |
| <b>RECETTES</b>                |  | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                          | <b>0,00</b>                        | <b>89 000,00</b>     | <b>155 500,00</b>                          |
| 747                            | Participations                           | 0,00                         | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                 | 0,00                               | 55 000,00            | 55 000,00                                  |
| 752                            | Revenus des immeubles                    | 0,00                         | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                 | 0,00                               | 11 000,00            | 68 000,00                                  |
| 758                            | Produits divers de gestion courante      | 0,00                         | 0,00                                       | 0,00  | 0,00                                 | 0,00                               | 23 000,00            | 32 500,00                                  |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |                 |
|--|-----------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>       |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.934-3</b> |

FONCTION 4-3 – APA

| Article / compte<br>nature (1) | Libellé  | 93-430<br>Services communs | 93-431<br>APA à domicile | 93-432<br>APA versée aux bénéf. en<br>établissement | 93-433<br>APA versée à<br>l'établissement | TOTAL DU CHAPITRE |
|--------------------------------|----------|----------------------------|--------------------------|---|---|-------------------|
|                                | DEPENSES | 0,00                       | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                      | 0,00              |
|                                | RECETTES | 0,00                       | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                      | 0,00              |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |                 |
|--|-----------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>       |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.934-4</b> |

**FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI**

| Article / compte nature (1) | Libellé         | 93-441<br>Insertion sociale | 93-442<br>Santé | 93-443<br>Logement | 93-444<br>Insertion professionnelle | 93-445<br>Evaluation des dépenses engagées | 93-446<br>Dépenses de structure | 93-447<br>RSA allocations | 93-448<br>Autres dépenses au titre du RSA | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|-----------------|-----------------------------|-----------------|--------------------|-------------------------------------|--|---------------------------------|---------------------------|---|-------------------|
|                             | <b>DEPENSES</b> | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                            | 0,00                      | 0,00                                      | 0,00              |
|                             | <b>RECETTES</b> | 0,00                        | 0,00            | 0,00               | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                            | 0,00                      | 0,00                                      | 0,00              |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.935</b> |

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat**

| Article / compte nature (1) | Libellé                                  | 93-50            | 93-51                           |                       |                  |             |                 |                          |                                     |
|-----------------------------|--|------------------|---------------------------------|-----------------------|------------------|-------------|-----------------|--------------------------|-------------------------------------|
|                             |  | Services communs | Aménagement et services urbains |                       |                  |             |                 |                          |                                     |
|                             |  | 93-501           | 93-510                          | 93-511                | 93-512           | 93-513      | 93-514          | 93-515                   | 93-518                              |
|                             |  | Services communs | Services communs                | Espaces verts urbains | Eclairage public | Art public  | Electrification | Opérations d'aménagement | Autres actions d'aménagement urbain |
| <b>DEPENSES</b>             |  | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>              | <b>2 100 116,00</b>                 |
| 604                         | Achats d'études, prestations de services | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 15 000,00                           |
| 606                         | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 63 000,00                           |
| 611                         | Contrats de prestations de services      | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 201 831,00                          |
| 613                         | Locations                                | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 8 749,00                            |
| 615                         | Entretien et réparations                 | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 99 750,00                           |
| 616                         | Primes d'assurances                      | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 800,00                              |
| 617                         | Etudes et recherches                     | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 7 500,00                            |
| 618                         | Divers                                   | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 4 235,00                            |
| 622                         | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 3 300,00                            |
| 623                         | Pub., publications, relations publiques  | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 50 319,00                           |
| 624                         | Transports biens, transports collectifs  | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 6 500,00                            |
| 625                         | Déplacements et missions                 | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 1 320,00                            |
| 628                         | Divers                                   | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 64 650,00                           |
| 633                         | Impôts, taxes, versements (autre orga.)  | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 21 680,00                           |
| 641                         | Rémunérations du personnel               | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 883 270,00                          |
| 645                         | Charges sécurité sociale et prévoyance   | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 321 550,00                          |
| 647                         | Autres charges sociales                  | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 4 840,00                            |
| 655                         | Contributions obligatoires               | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 196 000,00                          |
| 657                         | Charges intervent° cpt prop. - Subvent°  | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 145 622,00                          |
| 673                         | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 200,00                              |
| <b>RECETTES</b>             |  | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>              | <b>344 272,00</b>                   |
| 703                         | Redevances utilisation du domaine        | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 1 500,00                            |
| 706                         | Prestations de services                  | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 12 500,00                           |
| 708                         | Autres produits                          | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 129 190,00                          |
| 747                         | Participations                           | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 197 282,00                          |
| 758                         | Produits divers de gestion courante      | 0,00             | 0,00                            | 0,00                  | 0,00             | 0,00        | 0,00            | 0,00                     | 3 800,00                            |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.935</b> |

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                   | 93-52<br>Politique de la ville | 93-53<br>Agglomérations et<br>villes moyennes | 93-54<br>Espace rural et<br>autres espaces de<br>dév. | 93-55<br>Habitat (Logement)                |                                      |  |  |                           |
|-----------------------------------|---|--------------------------------|---|---|--|--------------------------------------|--|--|---------------------------|
|                                   |   |                                |   |   | 93-551<br>Parc privé de la<br>collectivité | 93-552<br>Aide au secteur<br>locatif | 93-553<br>Aide à l'accession à<br>la propriété | 93-554<br>Aire d'accueil des<br>gens du voyage | 93-555<br>Logement social |
| <b>DEPENSES</b>                   |   | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                | <b>106 800,00</b>                    | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>               |
| 604                               | Achats d'études, prestations de services  | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 606                               | Achats non stockés de matières et fourni  | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 611                               | Contrats de prestations de services       | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 613                               | Locations                                 | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 615                               | Entretien et réparations                  | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 616                               | Primes d'assurances                       | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 617                               | Etudes et recherches                      | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 41 000,00                            | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 618                               | Divers                                    | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 622                               | Rémunérations intermédiaires, honoraires  | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 5 000,00                             | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 623                               | Pub., publications, relations publiques   | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 624                               | Transports biens, transports collectifs   | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 625                               | Déplacements et missions                  | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 628                               | Divers                                    | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 60 800,00                            | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 633                               | Impôts, taxes, versements (autre orga.)   | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 641                               | Rémunérations du personnel                | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 645                               | Charges sécurité sociale et prévoyance    | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 647                               | Autres charges sociales                   | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 655                               | Contributions obligatoires                | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 657                               | Charges intervent° cpt prop. - Subvent°   | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 673                               | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| <b>RECETTES</b>                   |   | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>                          | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>               |
| 703                               | Redevances utilisation du domaine         | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 706                               | Prestations de services                   | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 708                               | Autres produits                           | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 747                               | Participations                            | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |
| 758                               | Produits divers de gestion courante       | 0,00                           | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                                 | 0,00   | 0,00   | 0,00                      |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.935</b> |

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                  | 93-56<br>Actions en faveur du<br>littoral | 93-57<br>Techno. de l'information<br>et de la comm. | 93-58<br>Autres actions      |   | 93-59<br>Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE   |
|-----------------------------------|--|---|---|------------------------------|---|-------------------|---------------------|
|                                   |  |   |   | 93-581<br>Réserves Foncières | 93-588<br>Autres actions<br>d'aménagement |                   |                     |
| <b>DEPENSES</b>                   |  | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>       | <b>2 206 916,00</b> |
| 604                               | Achats d'études, prestations de services | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 15 000,00           |
| 606                               | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 63 000,00           |
| 611                               | Contrats de prestations de services      | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 201 831,00          |
| 613                               | Locations                                | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 8 749,00            |
| 615                               | Entretien et réparations                 | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 99 750,00           |
| 616                               | Primes d'assurances                      | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 800,00              |
| 617                               | Etudes et recherches                     | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 48 500,00           |
| 618                               | Divers                                   | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 4 235,00            |
| 622                               | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 8 300,00            |
| 623                               | Pub., publications, relations publiques  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 50 319,00           |
| 624                               | Transports biens, transports collectifs  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 6 500,00            |
| 625                               | Déplacements et missions                 | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 1 320,00            |
| 628                               | Divers                                   | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 125 450,00          |
| 633                               | Impôts, taxes, versements (autre orga.)  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 21 680,00           |
| 641                               | Rémunérations du personnel               | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 883 270,00          |
| 645                               | Charges sécurité sociale et prévoyance   | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 321 550,00          |
| 647                               | Autres charges sociales                  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 4 840,00            |
| 655                               | Contributions obligatoires               | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 196 000,00          |
| 657                               | Charges intervent° cpt prop. - Subvent°  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 145 622,00          |
| 673                               | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 200,00              |
| <b>RECETTES</b>                   |  | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>       | <b>344 272,00</b>   |
| 703                               | Redevances utilisation du domaine        | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 1 500,00            |
| 706                               | Prestations de services                  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 12 500,00           |
| 708                               | Autres produits                          | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 129 190,00          |
| 747                               | Participations                           | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 197 282,00          |
| 758                               | Produits divers de gestion courante      | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                         | 0,00                                      | 0,00              | 3 800,00            |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |        |
|---|--------|
| IV – ANNEXES  | IV     |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.936 |

**FONCTION 6 – Action économique**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                  | 93-60<br>Services communs | 93-61<br>Interventions<br>économiques<br>transversales | 93-62<br>Structure d'animation<br>et de dév. éco. | 93-63<br>Actions sectorielles                    |                   |   |  |
|-----------------------------------|--|---------------------------|--|---|--|-------------------|---|--|
|                                   |  |                           |  |   | 93-631<br>Agriculture, pêche et agro-alimentaire |                   | 93-632<br>Industrie, commerce<br>et artisanat | 93-633<br>Développement<br>touristique |
|                                   |  |                           |  |   | 93-6311<br>Laboratoire                           | 93-6312<br>Autres |   |  |
|                                   |  |                           |  |   |  |                   | 0,00  | 0,00                                   |
| <b>DEPENSES</b>                   |  | <b>0,00</b>               | <b>449 080,00</b>                                      | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>                                      | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>                                   | <b>772 800,00</b>                      |
| 606                               | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00                      | 13 750,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 59 000,00                              |
| 611                               | Contrats de prestations de services      | 0,00                      | 600,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 127 950,00                             |
| 613                               | Locations                                | 0,00                      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 5 800,00                               |
| 614                               | Charges locatives et de copropriété      | 0,00                      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 7 300,00                               |
| 615                               | Entretien et réparations                 | 0,00                      | 37 650,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 150 400,00                             |
| 616                               | Primes d'assurances                      | 0,00                      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 3 300,00                               |
| 617                               | Etudes et recherches                     | 0,00                      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 3 100,00                               |
| 618                               | Divers                                   | 0,00                      | 1 620,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 5 500,00                               |
| 622                               | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00                      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 12 000,00                              |
| 623                               | Pub., publications, relations publiques  | 0,00                      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 2 500,00                               |
| 625                               | Déplacements et missions                 | 0,00                      | 450,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 550,00                                 |
| 626                               | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00                      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 1 500,00                               |
| 627                               | Services bancaires et assimilés          | 0,00                      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 600,00                                 |
| 628                               | Divers                                   | 0,00                      | 18 300,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 17 900,00                              |
| 633                               | Impôts, taxes, versements (autre orga.)  | 0,00                      | 4 720,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 1 490,00                               |
| 635                               | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)      | 0,00                      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 2 330,00                               |
| 637                               | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00                      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 600,00                                 |
| 641                               | Rémunérations du personnel               | 0,00                      | 200 030,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 52 470,00                              |
| 645                               | Charges sécurité sociale et prévoyance   | 0,00                      | 76 580,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 20 260,00                              |
| 647                               | Autres charges sociales                  | 0,00                      | 1 880,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 170,00                                 |
| 654                               | Pertes sur créances irrécouvrables       | 0,00                      | 500,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                   |
| 657                               | Charges intervent° cpt prop. - Subvent°  | 0,00                      | 90 700,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 298 000,00                             |
| 673                               | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 0,00                      | 2 300,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 80,00                                  |
| <b>RECETTES</b>                   |  | <b>0,00</b>               | <b>31 700,00</b>                                       | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>                                      | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>                                   | <b>147 000,00</b>                      |
| 703                               | Redevances utilisation du domaine        | 0,00                      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 85 000,00                              |
| 731                               | Fiscalité locale                         | 0,00                      | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 62 000,00                              |
| 752                               | Revenus des immeubles                    | 0,00                      | 31 700,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00              | 0,00  | 0,00                                   |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.936</b> |

**FONCTION 6 – Action économique (suite)**

| Article / compte nature (1) | Libellé                                   | 93-64<br>Rayonnement,<br>attractivité du territoire | 93-65<br>Insertion éco. et<br>éco.sociale, solidaire | 93-66<br>Maintien et dév. des<br>services publics | 93-67<br>Recherche et innovation | 93-68<br>Autres actions | TOTAL DU<br>CHAPITRE |
|-----------------------------|---|---|--|---|----------------------------------|-------------------------|----------------------|
| <b>DEPENSES</b>             |   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>             | <b>1 221 880,00</b>  |
| 606                         | Achats non stockés de matières et fourni  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 72 750,00            |
| 611                         | Contrats de prestations de services       | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 128 550,00           |
| 613                         | Locations                                 | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 5 800,00             |
| 614                         | Charges locatives et de copropriété       | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 7 300,00             |
| 615                         | Entretien et réparations                  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 188 050,00           |
| 616                         | Primes d'assurances                       | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 3 300,00             |
| 617                         | Etudes et recherches                      | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 3 100,00             |
| 618                         | Divers                                    | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 7 120,00             |
| 622                         | Rémunérations intermédiaires, honoraires  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 12 000,00            |
| 623                         | Pub., publications, relations publiques   | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 2 500,00             |
| 625                         | Déplacements et missions                  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 1 000,00             |
| 626                         | Frais postaux et frais télécommunication  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 1 500,00             |
| 627                         | Services bancaires et assimilés           | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 600,00               |
| 628                         | Divers                                    | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 36 200,00            |
| 633                         | Impôts, taxes, versements (autre orga.)   | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 6 210,00             |
| 635                         | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)       | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 2 330,00             |
| 637                         | Autres impôts, taxes (autres organismes)  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 600,00               |
| 641                         | Rémunérations du personnel                | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 252 500,00           |
| 645                         | Charges sécurité sociale et prévoyance    | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 96 840,00            |
| 647                         | Autres charges sociales                   | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 2 050,00             |
| 654                         | Pertes sur créances irrécouvrables        | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 500,00               |
| 657                         | Charges intervent° cpt prop. - Subvent°   | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 388 700,00           |
| 673                         | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 2 380,00             |
| <b>RECETTES</b>             |   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>             | <b>178 700,00</b>    |
| 703                         | Redevances utilisation du domaine         | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 85 000,00            |
| 731                         | Fiscalité locale                          | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 62 000,00            |
| 752                         | Revenus des immeubles                     | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00                             | 0,00                    | 31 700,00            |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.937</b> |

**FONCTION 7 – Environnement**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                  | 93-70<br>Services communs | 93-71<br>Actions<br>transversales | 93-72<br>Actions déchets et propreté urbaine       |   |                                 |   |   |  |
|-----------------------------------|--|---------------------------|-----------------------------------|--|---|---------------------------------|---|---|--|
|                                   |  |                           |                                   | 93-720<br>Services communs<br>collecte et propreté | 93-721<br>Collecte et traitement des déchets        |                                 |   | 93-722<br>Propreté urbaine                          |  |
|                                   |  |                           |                                   |  | 93-7211<br>Actions prévention et<br>sensibilisation | 93-7212<br>Collecte des déchets | 93-7213<br>Tri, valorisation,<br>traitement déchets | 93-7221<br>Actions prévention et<br>sensibilisation | 93-7222<br>Action propreté<br>urbaine et<br>nettoiemnt |
|                                   |  |                           |                                   |  |   |                                 |   |   |  |
| <b>DEPENSES</b>                   |  | <b>80 176,00</b>          | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>43 000,00</b>                | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  |
| 606                               | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00                      | 0,00                              | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| 611                               | Contrats de prestations de services      | 5 000,00                  | 0,00                              | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| 615                               | Entretien et réparations                 | 30 000,00                 | 0,00                              | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| 617                               | Etudes et recherches                     | 41 176,00                 | 0,00                              | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| 622                               | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00                      | 0,00                              | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| 628                               | Divers                                   | 2 000,00                  | 0,00                              | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| 635                               | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)      | 0,00                      | 0,00                              | 0,00   | 0,00  | 43 000,00                       | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| 637                               | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00                      | 0,00                              | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| 655                               | Contributions obligatoires               | 2 000,00                  | 0,00                              | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| <b>RECETTES</b>                   |  | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>43 000,00</b>                | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  |
| 708                               | Autres produits                          | 0,00                      | 0,00                              | 0,00   | 0,00  | 43 000,00                       | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| 731                               | Fiscalité locale                         | 0,00                      | 0,00                              | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| 757                               | Subventions                              | 0,00                      | 0,00                              | 0,00   | 0,00  | 0,00                            | 0,00  | 0,00  | 0,00   |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.937</b> |

**FONCTION 7 – Environnement (suite 1)**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                  | 93-73<br>Actions en matière de gestion des eaux |                       |                          |                          |   | 93-74<br>Politique de l'air |
|-----------------------------------|--|---|-----------------------|--------------------------|--------------------------|---|-----------------------------|
|                                   |  | 93-731<br>Politique de l'eau                    | 93-732<br>Eau potable | 93-733<br>Assainissement | 93-734<br>Eaux pluviales | 93-735<br>Lutte contre les<br>inondations |                             |
|                                   |  | <b>DEPENSES</b>                                 | <b>200 000,00</b>     | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>              | <b>384 600,00</b>                         |                             |
| 606                               | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 4 000,00                 | 0,00                                      | 0,00                        |
| 611                               | Contrats de prestations de services      | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 5 600,00                 | 0,00                                      | 0,00                        |
| 615                               | Entretien et réparations                 | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 350 000,00               | 0,00                                      | 0,00                        |
| 617                               | Etudes et recherches                     | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                      | 0,00                        |
| 622                               | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 10 000,00                | 0,00                                      | 0,00                        |
| 628                               | Divers                                   | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                      | 0,00                        |
| 635                               | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)      | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                      | 0,00                        |
| 637                               | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 15 000,00                | 0,00                                      | 0,00                        |
| 655                               | Contributions obligatoires               | 200 000,00                                      | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                      | 0,00                        |
| <b>RECETTES</b>                   |  | <b>200 000,00</b>                               | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>              | <b>40 000,00</b>         | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>                 |
| 708                               | Autres produits                          | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                      | 0,00                        |
| 731                               | Fiscalité locale                         | 200 000,00                                      | 0,00                  | 0,00                     | 0,00                     | 0,00                                      | 0,00                        |
| 757                               | Subventions                              | 0,00  | 0,00                  | 0,00                     | 40 000,00                | 0,00                                      | 0,00                        |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.937</b> |

**FONCTION 7 – Environnement (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé                                  | 93-75<br>Politique de l'énergie             |                                     |                            |                                  |                          | 93-76<br>Préserv. patrim.<br>naturel,risques<br>techno. | 93-77<br>Environnement<br>infrastructures<br>transports | 93-78<br>Autres actions | TOTAL DU<br>CHAPITRE |
|-----------------------------|--|---|-------------------------------------|----------------------------|----------------------------------|--------------------------|---|---|-------------------------|----------------------|
|                             |  | 93-751<br>Réseaux de<br>chaleur et de froid | 93-752<br>Energie<br>photovoltaïque | 93-753<br>Energie éolienne | 93-754<br>Energie<br>hydraulique | 93-758<br>Autres actions |   |   |                         |                      |
| <b>DEPENSES</b>             |  | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>                         | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>             | <b>707 776,00</b>    |
| 606                         | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 4 000,00             |
| 611                         | Contrats de prestations de services      | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 10 600,00            |
| 615                         | Entretien et réparations                 | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 380 000,00           |
| 617                         | Etudes et recherches                     | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 41 176,00            |
| 622                         | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 10 000,00            |
| 628                         | Divers                                   | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 2 000,00             |
| 635                         | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)      | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 43 000,00            |
| 637                         | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 15 000,00            |
| 655                         | Contributions obligatoires               | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 202 000,00           |
| <b>RECETTES</b>             |  | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>                         | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>             | <b>283 000,00</b>    |
| 708                         | Autres produits                          | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 43 000,00            |
| 731                         | Fiscalité locale                         | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 200 000,00           |
| 757                         | Subventions                              | 0,00  | 0,00                                | 0,00                       | 0,00                             | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00                    | 40 000,00            |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.938</b> |

**FONCTION 8 – Transports**

| Article /<br>compte<br>nature<br>(1) | Libellé                                  | 93-80<br>Services communs | 93-81<br>Transports<br>scolaires | 93-82<br>Transports publics de voyageurs |                               |                                    |                             |                              |                            |                             |
|--------------------------------------|--|---------------------------|----------------------------------|--|-------------------------------|------------------------------------|-----------------------------|------------------------------|----------------------------|-----------------------------|
|                                      |  |                           |                                  | 93-820<br>Services communs               | 93-821<br>Transport sur route | 93-822<br>Transport<br>ferroviaire | 93-823<br>Transport fluvial | 93-824<br>Transport maritime | 93-825<br>Transport aérien | 93-828<br>Autres transports |
| <b>DEPENSES</b>                      |  | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>                              | <b>5 255 974,00</b>           | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                 |
| 606                                  | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 0,00                          | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |
| 611                                  | Contrats de prestations de services      | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 0,00                          | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |
| 613                                  | Locations                                | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 16 620,00                     | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |
| 615                                  | Entretien et réparations                 | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 17 750,00                     | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |
| 617                                  | Etudes et recherches                     | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 61 520,00                     | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |
| 618                                  | Divers                                   | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 10 800,00                     | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |
| 623                                  | Pub., publications, relations publiques  | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 3 000,00                      | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |
| 635                                  | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)      | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 11 420,00                     | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |
| 657                                  | Charges intervent° cpt prop. - Subvent°  | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 5 134 864,00                  | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |
| <b>RECETTES</b>                      |  | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>                              | <b>4 040 208,00</b>           | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                 |
| 731                                  | Fiscalité locale                         | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 3 000 000,00                  | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |
| 746                                  | Dotation générale de décentralisation    | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 529 815,00                    | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |
| 758                                  | Produits divers de gestion courante      | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                     | 510 393,00                    | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                         | 0,00                       | 0,00                        |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.938</b> |

**FONCTION 8 – Transports (suite 1)**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                  | 93-83                      |                        |                            |                        |                         |                       |                             |
|-----------------------------------|--|----------------------------|------------------------|----------------------------|------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------------|
|                                   |  | Transports de marchandises |                        |                            |                        |                         |                       |                             |
|                                   |  | 93-830<br>Services communs | 93-831<br>Fret routier | 93-832<br>Fret ferroviaire | 93-833<br>Fret fluvial | 93-834<br>Fret maritime | 93-835<br>Fret aérien | 93-838<br>Autres transports |
| <b>DEPENSES</b>                   |  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                 |
| 606                               | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| 611                               | Contrats de prestations de services      | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| 613                               | Locations                                | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| 615                               | Entretien et réparations                 | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| 617                               | Etudes et recherches                     | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| 618                               | Divers                                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| 623                               | Pub., publications, relations publiques  | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| 635                               | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)      | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| 657                               | Charges intervent° cpt prop. - Subvent°  | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| <b>RECETTES</b>                   |  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                 |
| 731                               | Fiscalité locale                         | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| 746                               | Dotation générale de décentralisation    | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |
| 758                               | Produits divers de gestion courante      | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                    | 0,00                  | 0,00                        |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.938</b> |

**FONCTION 8 – Transports (suite 2)**

| Article /<br>compte<br>nature (1) | Libellé                                  | 93-84<br>Voirie            |                            |                                    |                                    |                            |   |                                    |                             |
|-----------------------------------|--|----------------------------|----------------------------|------------------------------------|------------------------------------|----------------------------|---|------------------------------------|-----------------------------|
|                                   |  | 93-841<br>Voirie nationale | 93-842<br>Voirie régionale | 93-843<br>Voirie<br>départementale | 93-844<br>Voirie<br>métropolitaine | 93-845<br>Voirie communale | 93-846<br>Viabilité hivernale<br>et aléas climatiques | 93-847<br>Equipements de<br>voirie | 93-849<br>Sécurité routière |
| <b>DEPENSES</b>                   |  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                        | <b>77 620,00</b>           | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                 |
| 606                               | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 9 720,00                   | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |
| 611                               | Contrats de prestations de services      | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 12 500,00                  | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |
| 613                               | Locations                                | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 0,00                       | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |
| 615                               | Entretien et réparations                 | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 55 400,00                  | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |
| 617                               | Etudes et recherches                     | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 0,00                       | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |
| 618                               | Divers                                   | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 0,00                       | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |
| 623                               | Pub., publications, relations publiques  | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 0,00                       | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |
| 635                               | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)      | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 0,00                       | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |
| 657                               | Charges intervent° cpt prop. - Subvent°  | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 0,00                       | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |
| <b>RECETTES</b>                   |  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                        | <b>23 164,00</b>           | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                 |
| 731                               | Fiscalité locale                         | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 0,00                       | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |
| 746                               | Dotations générales de décentralisation  | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 0,00                       | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |
| 758                               | Produits divers de gestion courante      | 0,00                       | 0,00                       | 0,00                               | 0,00                               | 23 164,00                  | 0,00  | 0,00                               | 0,00                        |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|  |               |
|--|---------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>     |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b> | <b>A2.938</b> |

**FONCTION 8 – Transports (suite 3)**

| Article / compte nature (1) | Libellé                                  | 93-85 Infrastructures                          |  |   |   |  | 93-86 Liaisons multimodales | 93-87 Circulations douces | 93-89 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE   |
|-----------------------------|--|--|--|---|---|--|-----------------------------|---------------------------|----------------|---------------------|
|                             |  | 93-851 Gares, autres infrastructures routières | 93-852 Gares et autres infrastructures ferrov. | 93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales | 93-854 Ports, autres infrastructures portuaires | 93-855 Aéroports et autres infrastructures |                             |                           |                |                     |
| <b>DEPENSES</b>             |  | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>    | <b>5 333 594,00</b> |
| 606                         | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                        | 0,00                      | 0,00           | 9 720,00            |
| 611                         | Contrats de prestations de services      | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                        | 0,00                      | 0,00           | 12 500,00           |
| 613                         | Locations                                | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                        | 0,00                      | 0,00           | 16 620,00           |
| 615                         | Entretien et réparations                 | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                        | 0,00                      | 0,00           | 73 150,00           |
| 617                         | Etudes et recherches                     | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                        | 0,00                      | 0,00           | 61 520,00           |
| 618                         | Divers                                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                        | 0,00                      | 0,00           | 10 800,00           |
| 623                         | Pub., publications, relations publiques  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                        | 0,00                      | 0,00           | 3 000,00            |
| 635                         | Autres impôts, taxes (Admin Impôts)      | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                        | 0,00                      | 0,00           | 11 420,00           |
| 657                         | Charges intervent° cpt prop. - Subvent°  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                        | 0,00                      | 0,00           | 5 134 864,00        |
| <b>RECETTES</b>             |  | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>                                    | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>    | <b>4 063 372,00</b> |
| 731                         | Fiscalité locale                         | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                        | 0,00                      | 0,00           | 3 000 000,00        |
| 746                         | Dotation générale de décentralisation    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                        | 0,00                      | 0,00           | 529 815,00          |
| 758                         | Produits divers de gestion courante      | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                        | 0,00                      | 0,00           | 533 557,00          |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

|   |             |
|---|-------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>                                 | <b>IV</b>   |
| <b>ANNEXES BUDGETAIRES<br/>EQUILIBRE BUDGETAIRE</b> | <b>C1.1</b> |

**DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS**

**Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)**

|  | Pour mémoire, budget<br>précédent<br>(BP+BS+DM) | Propositions nouvelles | Vote | Total (2)     |
|--|---|------------------------|------|---------------|
| <b>Solde d'exécution<br/>001 (A)</b><br>montant négatif si<br>déficit (D001)<br>montant positif si<br>excédent (R001)  | -5 091 767,03                                   | 0,00                   | 0,00 | -5 091 767,03 |
| <b>Solde des RAR (B)</b><br>montant négatif si<br>déficit<br>montant positif si<br>excédent  | 0,00  | 0,00                   | 0,00 | 0,00          |
| <b>Solde de la section<br/>investissement de<br/>l'exercice N-1 (Solde<br/>I = A + B)</b><br>Solde positif :<br>excédent de<br>financement<br>Solde négatif : besoin<br>de financement | -5 091 767,03                                   | 0,00                   | 0,00 | -5 091 767,03 |

**Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après  
financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)**

|   | Pour mémoire, budget<br>précédent<br>(BP+BS+DM) | Propositions nouvelles | Vote | Total (2)     |
|---|---|------------------------|------|---------------|
| <b>Affectation au 1068<br/>(C)</b>  | 0,00  | 0,00                   | 0,00 | 0,00          |
| <b>Solde de la section<br/>investissement de<br/>l'exercice N-1 (Solde<br/>I)</b><br>Solde positif :<br>excédent de<br>financement<br>Solde négatif : besoin<br>de financement  | -5 091 767,03                                   | 0,00                   | 0,00 | -5 091 767,03 |
| <b>Disponibilité de<br/>ressources propres<br/>des exercices<br/>antérieurs (Solde II =<br/>C + Solde I)</b><br>Solde positif :<br>ressources<br>disponibles pour la<br>couverture de l'annuité<br>Solde négatif :<br>absence de<br>ressources propres<br>provenant des<br>exercices antérieurs<br>pour la couverture de<br>l'annuité | -5 091 767,03                                   | 0,00                   | 0,00 | -5 091 767,03 |

**COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES  
PROPRES - PETIT EQUILIBRE**

|   | Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM) | Propositions nouvelles | Vote       | Total (2)    |
|---|---|------------------------|------------|--------------|
| Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)  | 5 532 610,00                              | 0,00                   | 0,00       | 5 532 610,00 |
| Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)  | 5 810 699,10                              | 167 800,00             | 167 800,00 | 5 978 499,10 |
| Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D)<br>Solde positif : annuité de la dette couverte<br>Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II) | 278 089,10                                | 167 800,00             | 167 800,00 | 445 889,10   |

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

|  |             |
|--|-------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>   |
| <b>ANNEXES BUDGETAIRES<br/>EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES</b> | <b>C1.2</b> |

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

| Art.<br>(1)  | Libellé (1)   | Budget de l'exercice<br>(hors RAR)<br>(BP + BS + DM) | Propositions<br>nouvelles | Vote (2)       |
|--|---|--|---------------------------|----------------|
| <b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B</b> |   | <b>I 5 532 610,00</b>                                | <b>0,00</b>               | <b>II 0,00</b> |
| <b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>                          |   | <b>5 500 000,00</b>                                  | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>    |
| 1631   | Emprunts obligataires                                 | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 1641   | Emprunts en euros                                     | 5 500 000,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 1643   | Emprunts en devises                                   | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 16441  | Opérations afférentes à l'emprunt                     | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 1671   | Avances consolidées du Trésor                         | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 1672   | Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor               | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 1678   | Autres emprunts et dettes                             | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 1681   | Autres emprunts                                       | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 1682   | Bons à moyen terme négociables                        | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 1687   | Autres dettes   | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| <b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>   |   | <b>32 610,00</b>                                     | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>    |
| 10...  | <i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i> |  |                           |                |
| 10...  | Reversement de dotations, fonds divers et réserves    |  |                           |                |
| 10222  | FCTVA   | 610,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 10226  | Taxe d'aménagement                                    | 8 000,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 139  | <i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>        | <i>24 000,00</i>                                     | <i>0,00</i>               | <i>0,00</i>    |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

|  |             |
|--|-------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>   |
| <b>ANNEXES BUDGETAIRES<br/>EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES</b> | <b>C1.3</b> |

**RESSOURCES PROPRES**

| Art. (1)  | Libellé (1)                              | Budget de l'exercice (hors RAR)<br>(BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2)             |
|---|--|---|------------------------|----------------------|
| <b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>          |  | <b>V 5 810 699,10</b>                             | <b>167 800,00</b>      | <b>VI 167 800,00</b> |
| <b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>     |  | <b>931 941,00</b>                                 | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>          |
| 10222   | FCTVA                                    | 900 000,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 10226   | Taxe d'aménagement (3)                   | 31 941,00   | 0,00                   | 0,00                 |
| 10227   | Versement pour sous densité              | 0,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 10228   | Autres fonds d'investissement            | 0,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 13146   | Attributions compensation investissement | 0,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 13156   | Attributions compensation investissement | 0,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 13246   | Attributions compensation investissement | 0,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 13256   | Attributions compensation investissement | 0,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 138   | Autres subventions invest. non transf.   | 0,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 26...   | Participations et créances rattachées    |   |                        |                      |
| 27...   | Autres immobilisations financières       |   |                        |                      |
| <b>Ressources propres internes de l'année (b) (4)</b> |  | <b>4 878 758,10</b>                               | <b>167 800,00</b>      | <b>167 800,00</b>    |
| 15...   | Provisions pour risques et charges       |   |                        |                      |
| 169   | Primes de remboursement des obligations  | 0,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 26...   | Participations et créances rattachées    |   |                        |                      |
| 27...   | Autres immobilisations financières       |   |                        |                      |
| 28...   | Amortissement des immobilisations        |   |                        |                      |
| 2802  | Frais liés à la réalisation de document  | 62 000,00   | 0,00                   | 0,00                 |
| 28031   | Frais d'études                           | 2 000,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 2804132   | Subv. Dpt : Bâtiments, installations     | 40 000,00   | 0,00                   | 0,00                 |
| 2804133   | Subv. Dpt : Projet infrastructure        | 92 000,00   | 0,00                   | 0,00                 |
| 28041411  | Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel   | 2 000,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 28041412  | Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations  | 300 000,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 2804182   | Autres org pub - Bât. et installations   | 20 000,00   | 0,00                   | 0,00                 |
| 280421  | Privé - Biens mob., matériel et études   | 900,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 280422  | Privé - Bâtiments et installations       | 250 000,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 2804412   | Sub nat org pub - Bât. et installations  | 300,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 2805  | Licences, logiciels, droits similaires   | 15 000,00   | 0,00                   | 0,00                 |
| 28121   | Plantations d'arbres et d'arbustes       | 300,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 28128   | Autres aménagements de terrains          | 1 500,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 281321  | Immeubles de rapport                     | 65 000,00   | 0,00                   | 0,00                 |
| 28158   | Autres inst.,matériel,outil. techniques  | 55 000,00   | 0,00                   | 0,00                 |
| 2817538   | Autres réseaux (mise à dispo)            | 3 000,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 28181   | Installations générales, aménagt divers  | 5 000,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 281828  | Autres matériels de transport            | 485 000,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 281838  | Autre matériel informatique              | 100 000,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 281848  | Autres matériels de bureau et mobiliers  | 50 000,00   | 0,00                   | 0,00                 |
| 28185   | Matériel de téléphonie                   | 5 000,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 28188   | Autres immo. corporelles                 | 200 000,00  | 0,00                   | 0,00                 |
| 29...   | Dépréciations des immobilisations        |   |                        |                      |

| Art. (1) | Libellé (1)                                     | Budget de l'exercice (hors RAR)<br>(BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2)   |
|----------|---|---|------------------------|------------|
| 31...    | <i>Matières premières (et fournitures) (5)</i>  |   |                        |            |
| 33...    | <i>En-cours de production de biens (5)</i>      |   |                        |            |
| 35...    | <i>Stocks de produits (5)</i>                   |   |                        |            |
| 39...    | <i>Dépréciation des stocks et en-cours</i>      |   |                        |            |
| 481...   | <i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>   |   |                        |            |
| 49...    | <i>Dépréciation des comptes de tiers</i>        |   |                        |            |
| 59...    | <i>Dépréciation des comptes financiers</i>      |   |                        |            |
| 024      | Produits des cessions d'immobilisations         | 168 000,00  | 0,00                   | 0,00       |
| 021      | <i>Virement de la section de fonctionnement</i> | 2 956 758,10                                      | 167 800,00             | 167 800,00 |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

|                                 |          |
|---------------------------------|----------|
| <b>V – ARRETE ET SIGNATURES</b> | <b>V</b> |
| <b>ARRETE ET SIGNATURES</b>     | <b>A</b> |

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

|  |   |
|--|---|
| <b>Numéro SIRET</b><br><b>24450020300124</b> | <b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b><br><b>EPCI AGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU</b><br><b>LOING dont la population est de 3500 habitants et</b><br><b>plus AME RIVES DU LOING</b> |
|--|---|

POSTE COMPTABLE DE : MONTARGIS

|                             |
|-----------------------------|
| <b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b> |
|-----------------------------|

M. 49 (1)

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>Décision modificative 1 (2)</b> |
|------------------------------------|

BUDGET : EAU POTABLE (3)

**ANNEE 2024**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

|                             |   |
|-----------------------------|---|
| Modalités de vote du budget | 3 |
|-----------------------------|---|

## II - Présentation générale du budget

|  |    |
|--|----|
| A1 - Vue d'ensemble - Sections                             | 4  |
| A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres   | 5  |
| A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres | 7  |
| B1 - Balance générale du budget - Dépenses                 | 9  |
| B2 - Balance générale du budget - Recettes                 | 10 |

## III - Vote du budget

|   |    |
|---|----|
| A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses               | 12 |
| A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes               | 14 |
| B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses             | 15 |
| B2 - Section d'investissement - Détail des recettes             | 16 |
| B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles | 17 |

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

|   |            |
|---|------------|
| A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie  | Sans Objet |
| A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette   | Sans Objet |
| A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux  | Sans Objet |
| A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours  | Sans Objet |
| A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture   | Sans Objet |
| A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes   | Sans Objet |
| A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements   | Sans Objet |
| A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations   | Sans Objet |
| A3.2 - Etalement des provisions   | Sans Objet |
| A4.1 - Equilibre des opérations financières   | 18         |
| A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses  | 20         |
| A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes  | 21         |
| A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)             | Sans Objet |
| A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)           | Sans Objet |
| A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)   | Sans Objet |
| A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) | Sans Objet |
| A6 - Etat des charges transférées   | Sans Objet |
| A7 - Détail des opérations pour compte de tiers   | Sans Objet |

### B - Engagements hors bilan

|   |            |
|---|------------|
| B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie                                  | Sans Objet |
| B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt            | Sans Objet |
| B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget                      | Sans Objet |
| B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail   | Sans Objet |
| B1.5 - Etat des marchés de partenariat  | Sans Objet |
| B1.6 - Etat des autres engagements donnés                                       | Sans Objet |
| B1.7 - Etat des engagements reçus   | Sans Objet |
| B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents | Sans Objet |
| B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents | Sans Objet |

### C - Autres éléments d'informations

|  |            |
|--|------------|
| C1.1 - Etat du personnel   | Sans Objet |
| C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie | Sans Objet |
| C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)                         | Sans Objet |
| C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)                                       | Sans Objet |

### D - Arrêté et signatures

|                          |    |
|--------------------------|----|
| D - Arrêté et signatures | 22 |
|--------------------------|----|

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

|                                    |          |
|------------------------------------|----------|
| <b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>  | <b>I</b> |
| <b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b> |          |

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>VUE D'ENSEMBLE</b>                       | <b>A1</b> |

**EXPLOITATION**

|   |          | DEPENSES DE LA SECTION<br>D'EXPLOITATION | RECETTES DE LA SECTION<br>D'EXPLOITATION |
|---|----------|--|--|
| <b>V</b>                                      | <b>O</b> |  |  |
| <b>T</b>                                      | <b>E</b> | 0,00                                     | 0,00                                     |
|   |          | +  | +  |
| <b>R</b>                                      | <b>E</b> | 0,00                                     | 0,00                                     |
| <b>P</b>                                      | <b>R</b> |  |  |
| <b>O</b>                                      | <b>T</b> | (si déficit)                             | (si excédent)                            |
| <b>S</b>                                      | <b>S</b> | 0,00                                     | 0,00                                     |
|   |          | =  | =  |
| <b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)</b> |          | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>                              |

**INVESTISSEMENT**

|   |          | DEPENSES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT |
|---|----------|--|--|
| <b>V</b>  | <b>O</b> |  |  |
| <b>T</b>  | <b>E</b> | 0,00                                       | 0,00                                       |
|   |          | +  | +  |
| <b>R</b>  | <b>E</b> | 0,00                                       | 0,00                                       |
| <b>P</b>  | <b>R</b> |  |  |
| <b>O</b>  | <b>T</b> | (si solde négatif)                         | (si solde positif)                         |
| <b>S</b>  | <b>S</b> | 0,00                                       | 0,00                                       |
|   |          | =  | =  |
| <b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)</b> |          | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>                                |

**TOTAL**

|                            |             |             |
|----------------------------|-------------|-------------|
| <b>TOTAL DU BUDGET (3)</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> |
|----------------------------|-------------|-------------|

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES</b>   | <b>A2</b> |

**DEPENSES D'EXPLOITATION**

| Chap.   | Libellé                                    | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|---|--|-------------------------------|------------------------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| 011   | Charges à caractère général                | 162 000,00                    | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 162 000,00                 |
| 012   | Charges de personnel, frais assimilés      | 110 000,00                    | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 110 000,00                 |
| 014   | Atténuations de produits                   | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 65  | Autres charges de gestion courante         | 2 000,00                      | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 2 000,00                   |
| <b>Total des dépenses de gestion des services</b> |  | <b>274 000,00</b>             | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>274 000,00</b>          |
| 66  | Charges financières                        | 20 200,00                     | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 20 200,00                  |
| 67  | Charges exceptionnelles                    | 21 000,00                     | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 21 000,00                  |
| 68  | Dotations aux provisions et dépréciat° (4) | 10 000,00                     | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 10 000,00                  |
| 69  | Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)  | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 022   | Dépenses imprévues                         | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| <b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>  |  | <b>325 200,00</b>             | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>325 200,00</b>          |
| 023   | Virement à la section d'investissement (6) | 1 100 000,00                  | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 1 100 000,00               |
| 042   | Opérat° ordre transfert entre sections (6) | 170 000,00                    | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 170 000,00                 |
| 043   | Opérat° ordre intérieur de la section (6)  | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>  |  | <b>1 270 000,00</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>1 270 000,00</b>        |
| <b>TOTAL</b>                                      |  | <b>1 595 200,00</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>1 595 200,00</b>        |

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>1 595 200,00</b> |
|---|---------------------|

**RECETTES D'EXPLOITATION**

| Chap.   | Libellé                                      | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|---|--|-------------------------------|------------------------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| 013   | Atténuations de charges                      | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 70  | Ventes produits fabriqués, prestations       | 1 370 000,00                  | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 1 370 000,00               |
| 73  | Produits issus de la fiscalité (7)           | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 74  | Subventions d'exploitation                   | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 75  | Autres produits de gestion courante          | 157 400,00                    | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 157 400,00                 |
| <b>Total des recettes de gestion des services</b> |  | <b>1 527 400,00</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>1 527 400,00</b>        |
| 76  | Produits financiers                          | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 77  | Produits exceptionnels                       | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 78  | Reprises sur provisions et dépréciations (4) | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| <b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>  |  | <b>1 527 400,00</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>1 527 400,00</b>        |
| 042   | Opérat° ordre transfert entre sections (6)   | 67 800,00                     | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 67 800,00                  |
| 043   | Opérat° ordre intérieur de la section (6)    | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| <b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>  |  | <b>67 800,00</b>              | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>67 800,00</b>           |
| <b>TOTAL</b>                                      |  | <b>1 595 200,00</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>1 595 200,00</b>        |

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>1 595 200,00</b> |
|---|---------------------|

**Pour information :**

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)</b> | <b>1 202 200,00</b> |
|---|---------------------|

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

- (1) Cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
- (6)  $DE\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RE\ 042$  ;  $RI\ 040 = DE\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DE\ 043 = RE\ 043$ .
- (7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.
- (8) Solde de l'opération  $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES</b> | <b>A3</b> |

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

| Chap. | Libellé  | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|-------|--|-------------------------------|------------------------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| 20    | Immobilisations incorporelles                      | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 21    | Immobilisations corporelles                        | 30 000,00                     | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 30 000,00                  |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation              | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 23    | Immobilisations en cours                           | 5 290 396,27                  | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 5 290 396,27               |
|       | Total des opérations d'équipement                  | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
|       | <b>Total des dépenses d'équipement</b>             | <b>5 320 396,27</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>5 320 396,27</b>        |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 13    | Subventions d'investissement                       | 1 000,00                      | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 1 000,00                   |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées                      | 240 000,00                    | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 240 000,00                 |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)       | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 26    | Participat° et créances rattachées                 | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 27    | Autres immobilisations financières                 | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 020   | Dépenses imprévues                                 | 0,00                          |                              | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
|       | <b>Total des dépenses financières</b>              | <b>241 000,00</b>             | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>241 000,00</b>          |
| 45... | Total des opérations pour compte de tiers (6)      | 312 200,00                    | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 312 200,00                 |
|       | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>5 873 596,27</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>5 873 596,27</b>        |
| 040   | Opérat° ordre transfert entre sections (4)         | 67 800,00                     |                              | 0,00                   | 0,00            | 67 800,00                  |
| 041   | Opérations patrimoniales (4)                       | 0,00                          |                              | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
|       | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> | <b>67 800,00</b>              |                              | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>67 800,00</b>           |
|       | <b>TOTAL</b>                                       | <b>5 941 396,27</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>5 941 396,27</b>        |

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>5 941 396,27</b> |
|---|---------------------|

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

| Chap. | Libellé  | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|-------|--|-------------------------------|------------------------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| 13    | Subventions d'investissement                       | 519 506,00                    | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 519 506,00                 |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)           | 1 476 289,33                  | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 1 476 289,33               |
| 20    | Immobilisations incorporelles                      | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 21    | Immobilisations corporelles                        | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation              | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 23    | Immobilisations en cours                           | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
|       | <b>Total des recettes d'équipement</b>             | <b>1 995 795,33</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>1 995 795,33</b>        |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 106   | Réserves (7)                                       | 1 416 030,22                  | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 1 416 030,22               |
| 165   | Dépôts et cautionnements reçus                     | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)       | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 26    | Participat° et créances rattachées                 | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 27    | Autres immobilisations financières                 | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
|       | <b>Total des recettes financières</b>              | <b>1 416 030,22</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>1 416 030,22</b>        |
| 45... | Total des opérations pour le compte de tiers (6)   | 312 200,00                    | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 312 200,00                 |
|       | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> | <b>3 724 025,55</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>3 724 025,55</b>        |
| 021   | Virement de la section d'exploitation (4)          | 1 100 000,00                  |                              | 0,00                   | 0,00            | 1 100 000,00               |
| 040   | Opérat° ordre transfert entre sections (4)         | 170 000,00                    |                              | 0,00                   | 0,00            | 170 000,00                 |
| 041   | Opérations patrimoniales (4)                       | 0,00                          |                              | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
|       | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> | <b>1 270 000,00</b>           |                              | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>1 270 000,00</b>        |
|       | <b>TOTAL</b>                                       | <b>4 994 025,55</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>4 994 025,55</b>        |

+

|  |                   |
|--|-------------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>947 370,72</b> |
|--|-------------------|

=

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>5 941 396,27</b> |
|---|---------------------|

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br/>DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE<br/>FONCTIONNEMENT (8)</b> | <b>1 202 200,00</b> |
|---|---------------------|

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4)  $DE\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RE\ 042$  ;  $RI\ 040 = DE\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DE\ 043 = RE\ 043$ .

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération  $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>B1</b> |

**1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

|     | EXPLOITATION                                  | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL       |
|-----|---|------------------------|------------------------|-------------|
| 011 | Charges à caractère général                   | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés         | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 014 | Atténuations de produits                      | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 60  | <i>Achats et variation des stocks (3)</i>     |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 65  | Autres charges de gestion courante            | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 66  | Charges financières                           | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 67  | Charges exceptionnelles                       | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 68  | Dot. Amortist, dépréciat°, provisions         | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 69  | Impôts sur les bénéfiques et assimilés (4)    | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 71  | <i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i> |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 022 | Dépenses imprévues                            | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 023 | <i>Virement à la section d'investissement</i> |                        | 0,00                   | 0,00        |
|     | <b>Dépenses d'exploitation – Total</b>        | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b> |

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|   |             |
|---|-------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

|       | INVESTISSEMENT   | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL       |
|-------|--|------------------------|------------------------|-------------|
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 13    | Subventions d'investissement                             | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 14    | <i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>           |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 15    | <i>Provisions pour risques et charges (5)</i>            |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)                 | 0,00                   |                        | 0,00        |
|       | Total des opérations d'équipement                        | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 20    | Immobilisations incorporelles (6)                        | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 21    | Immobilisations corporelles (6)                          | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation (6)                | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 23    | Immobilisations en cours (6)                             | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 26    | Participations et créances rattachées                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 27    | Autres immobilisations financières                       | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 28    | <i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>      |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 29    | <i>Dépréciation des immobilisations</i>                  |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 39    | <i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>                 |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (7)                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 481   | <i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>            |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 3...  | Stocks   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 020   | Dépenses imprévues                                       | 0,00                   |                        | 0,00        |
|       | <b>Dépenses d'investissement – Total</b>                 | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b> |

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |             |
|---|-------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>B2</b> |

**2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)**

|  | EXPLOITATION                                  | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL       |
|--|---|------------------------|------------------------|-------------|
| 013                                    | Atténuations de charges                       | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 60                                     | <i>Achats et variation des stocks (3)</i>     |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 70                                     | Ventes produits fabriqués, prestations        | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 71                                     | <i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i> |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 72                                     | <i>Production immobilisée</i>                 |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 73                                     | Produits issus de la fiscalité (6)            | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 74                                     | Subventions d'exploitation                    | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 75                                     | Autres produits de gestion courante           | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 76                                     | Produits financiers                           | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 77                                     | Produits exceptionnels                        | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 78                                     | Reprise amort., dépréciat° et provisions      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 79                                     | <i>Transferts de charges</i>                  |                        | 0,00                   | 0,00        |
| <b>Recettes d'exploitation – Total</b> |   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b> |

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|   |             |
|---|-------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

|  | INVESTISSEMENT   | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL       |
|--|--|------------------------|------------------------|-------------|
| 10                                       | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)           | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 13                                       | Subventions d'investissement                             | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 14                                       | <i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>           |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 15                                       | <i>Provisions pour risques et charges (4)</i>            |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 16                                       | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 18                                       | Comptes liaison : affectat° BA, régies                   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 20                                       | Immobilisations incorporelles                            | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 21                                       | Immobilisations corporelles                              | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 22                                       | Immobilisations reçues en affectation                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 23                                       | Immobilisations en cours                                 | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 26                                       | Participations et créances rattachées                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 27                                       | Autres immobilisations financières                       | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 28                                       | <i>Amortissement des immobilisations</i>                 |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 29                                       | <i>Dépréciation des immobilisations (4)</i>              |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 39                                       | <i>Dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>             |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 45...                                    | Opérations pour compte de tiers (5)                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 481                                      | <i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>            |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 491                                      | <i>Dépréciations des comptes de clients</i>              |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 3...                                     | Stocks   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 021                                      | <i>Virement de la section d'exploitation</i>             |                        | 0,00                   | 0,00        |
| <b>Recettes d'investissement – Total</b> |  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b> |

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

+

|                                    |             |
|------------------------------------|-------------|
| <b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b> | <b>0,00</b> |
|------------------------------------|-------------|

=

|   |             |
|---|-------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

|   |            |
|---|------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                         | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES</b> | <b>A1</b>  |

| Chap /<br>art (1)  | Libellé (1)   | Budget de<br>l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)    |
|--|---|-----------------------------|-------------------------------|-------------|
| <b>011</b>   | <b>Charges à caractère général (5) (6)</b>              | <b>162 000,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| 617  | Etudes et recherches                                    | 30 000,00                   | 0,00                          | 0,00        |
| 618  | Divers  | 50 000,00                   | 0,00                          | 0,00        |
| 6226   | Honoraires  | 50 000,00                   | 0,00                          | 0,00        |
| 6227   | Frais d'actes et de contentieux                         | 10 000,00                   | 0,00                          | 0,00        |
| 6231   | Annonces et insertions                                  | 10 000,00                   | 0,00                          | 0,00        |
| 63512  | Taxes foncières   | 2 000,00                    | 0,00                          | 0,00        |
| 6378   | Autres taxes et redevances                              | 10 000,00                   | 0,00                          | 0,00        |
| <b>012</b>   | <b>Charges de personnel, frais assimilés</b>            | <b>110 000,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| 6215   | Personnel affecté par CL de rattachement                | 110 000,00                  | 0,00                          | 0,00        |
| <b>014</b>   | <b>Atténuations de produits (7)</b>                     | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>65</b>  | <b>Autres charges de gestion courante</b>               | <b>2 000,00</b>             | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| 6541   | Créances admises en non-valeur                          | 1 000,00                    | 0,00                          | 0,00        |
| 6542   | Créances éteintes                                       | 1 000,00                    | 0,00                          | 0,00        |
| <b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)<br/>= (011 + 012 + 014 + 65)</b>                       |   | <b>274 000,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>66</b>  | <b>Charges financières (b) (8)</b>                      | <b>20 200,00</b>            | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| 66111  | Intérêts réglés à l'échéance                            | 20 000,00                   | 0,00                          | 0,00        |
| 66112  | Intérêts - Rattachement des ICNE                        | 200,00                      | 0,00                          | 0,00        |
| <b>67</b>  | <b>Charges exceptionnelles (c)</b>                      | <b>21 000,00</b>            | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| 6718   | Autres charges exceptionnelles gestion                  | 20 000,00                   | 0,00                          | 0,00        |
| 673  | Titres annulés (sur exercices antérieurs)               | 1 000,00                    | 0,00                          | 0,00        |
| <b>68</b>  | <b>Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)</b>   | <b>10 000,00</b>            | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| 6817   | Dot. dépréc. actifs circulants                          | 10 000,00                   | 0,00                          | 0,00        |
| <b>69</b>  | <b>Impôts sur les bénéfiques et assimilés (e) (10)</b>  | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>022</b>   | <b>Dépenses imprévues (f)</b>                           | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES<br/>= a + b + c + d + e + f</b>  |   | <b>325 200,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>023</b>   | <b>Virement à la section d'investissement</b>           | <b>1 100 000,00</b>         | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>042</b>   | <b>Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)</b> | <b>170 000,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| 6811   | Dot. amort. Immos incorp. et corporelles                | 170 000,00                  | 0,00                          | 0,00        |
| <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT</b>                             |   | <b>1 270 000,00</b>         | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>043</b>   | <b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>            | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>  |   | <b>1 270 000,00</b>         | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE<br/>(= Total des opérations réelles et d'ordre)</b> |   | <b>1 595 200,00</b>         | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |

+

|                                   |             |
|-----------------------------------|-------------|
| <b>RESTES A REALISER N-1 (13)</b> | <b>0,00</b> |
|-----------------------------------|-------------|

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |             |
|---|-------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)**

|                                      |        |
|--------------------------------------|--------|
| Montant des ICNE de l'exercice       | 10,00  |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 4,54   |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1       | 200,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

|   |            |
|---|------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                         | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES</b> | <b>A2</b>  |

| Chap / art<br>(1)  | Libellé (1)                                      | Budget de<br>l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)    |
|--|--|-----------------------------|-------------------------------|-------------|
| 013  | Atténuations de charges (5)                      | 0,00                        | 0,00                          | 0,00        |
| 70   | Ventes produits fabriqués, prestations           | 1 370 000,00                | 0,00                          | 0,00        |
| 70128  | Autres taxes et redevances                       | 1 370 000,00                | 0,00                          | 0,00        |
| 73   | Produits issus de la fiscalité (6)               | 0,00                        | 0,00                          | 0,00        |
| 74   | Subventions d'exploitation                       | 0,00                        | 0,00                          | 0,00        |
| 75   | Autres produits de gestion courante              | 157 400,00                  | 0,00                          | 0,00        |
| 7588   | Autres   | 157 400,00                  | 0,00                          | 0,00        |
| <b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES<br/>(a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75</b>                          |  | <b>1 527 400,00</b>         | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| 76   | Produits financiers (b)                          | 0,00                        | 0,00                          | 0,00        |
| 77   | Produits exceptionnels (c)                       | 0,00                        | 0,00                          | 0,00        |
| 78   | Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7) | 0,00                        | 0,00                          | 0,00        |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES<br/>= a + b + c + d</b>  |  | <b>1 527 400,00</b>         | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| 042  | Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)   | 67 800,00                   | 0,00                          | 0,00        |
| 777  | Quote-part subv invest transf cpte résul         | 67 800,00                   | 0,00                          | 0,00        |
| 043  | Opérat° ordre intérieur de la section (8)        | 0,00                        | 0,00                          | 0,00        |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>  |  | <b>67 800,00</b>            | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION<br/>DE L'EXERCICE<br/>(= Total des opérations réelles et d'ordre)</b> |  | <b>1 595 200,00</b>         | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |

|   |             |
|---|-------------|
|   | +           |
| <b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>                 | <b>0,00</b> |
|   | +           |
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>    | <b>0,00</b> |
|   | =           |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>0,00</b> |

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)**

|                                      |      |
|--------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice       | 0,00 |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1       | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>  |  |                                 |                                   | <b>III</b>      |
|--|--|---------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES</b>  |  |                                 |                                   | <b>B1</b>       |
| <b>Chap / art (1)</b>  | <b>Libellé (1)</b>   | <b>Budget de l'exercice (2)</b> | <b>Propositions nouvelles (3)</b> | <b>Vote (4)</b> |
| <b>20</b>  | <b>Immobilisations incorporelles (hors opérations)</b>         | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>21</b>  | <b>Immobilisations corporelles (hors opérations)</b>           | <b>30 000,00</b>                | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| 2111   | Terrains nus   | 30 000,00                       | 0,00                              | 0,00            |
| <b>22</b>  | <b>Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)</b> | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>23</b>  | <b>Immobilisations en cours (hors opérations)</b>              | <b>5 290 396,27</b>             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| 2315   | Installat°, matériel et outillage techni                       | 4 647 454,24                    | 200 000,00                        | 200 000,00      |
| 2317   | Immo. corporelles reçues mise à dispo.                         | 642 942,03                      | -200 000,00                       | -200 000,00     |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>   |  | <b>5 320 396,27</b>             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>10</b>  | <b>Dotations, fonds divers et réserves</b>                     | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>13</b>  | <b>Subventions d'investissement</b>                            | <b>1 000,00</b>                 | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| 13111  | Subv. équipt Agence de l'eau                                   | 1 000,00                        | 0,00                              | 0,00            |
| <b>16</b>  | <b>Emprunts et dettes assimilées</b>                           | <b>240 000,00</b>               | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| 1641   | Emprunts en euros  | 130 000,00                      | 0,00                              | 0,00            |
| 1681   | Autres emprunts  | 110 000,00                      | 0,00                              | 0,00            |
| <b>18</b>  | <b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>                | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>26</b>  | <b>Participat° et créances rattachées</b>                      | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>27</b>  | <b>Autres immobilisations financières</b>                      | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>020</b>   | <b>Dépenses imprévues</b>                                      | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>Total des dépenses financières</b>  |  | <b>241 000,00</b>               | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| 45810  | DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (6)                      | 312 200,00                      | 0,00                              | 0,00            |
| <b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>  |  | <b>312 200,00</b>               | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>  |  | <b>5 873 596,27</b>             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>040</b>   | <b>Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)</b>          | <b>67 800,00</b>                | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
|  | <b>Reprises sur autofinancement antérieur</b>                  | <b>67 800,00</b>                | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| 139111   | Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau                       | 42 000,00                       | 0,00                              | 0,00            |
| 13913  | Sub. équipt cpte résult. Départements                          | 400,00                          | 0,00                              | 0,00            |
| 13918  | Autres subventions d'équipement                                | 25 000,00                       | 0,00                              | 0,00            |
| 13933  | Sub. transf cpte résult. P.A.E.                                | 400,00                          | 0,00                              | 0,00            |
|  | <b>Charges transférées</b>                                     | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>041</b>   | <b>Opérations patrimoniales (9)</b>                            | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>  |  | <b>67 800,00</b>                | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b> |  | <b>5 941 396,27</b>             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |

+

|                                   |             |
|-----------------------------------|-------------|
| <b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b> | <b>0,00</b> |
|-----------------------------------|-------------|

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|   |             |
|---|-------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>  |   |                                 |                                   | <b>III</b>      |
|--|---|---------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES</b>  |   |                                 |                                   | <b>B2</b>       |
| <b>Chap / art (1)</b>  | <b>Libellé (1)</b>                                    | <b>Budget de l'exercice (2)</b> | <b>Propositions nouvelles (3)</b> | <b>Vote (4)</b> |
| <b>13</b>  | <b>Subventions d'investissement</b>                   | <b>519 506,00</b>               | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| 13111  | Subv. équipt Agence de l'eau                          | 519 506,00                      | 0,00                              | 0,00            |
| <b>16</b>  | <b>Emprunts et dettes assimilées (hors 165)</b>       | <b>1 476 289,33</b>             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| 1641   | Emprunts en euros                                     | 1 476 289,33                    | 0,00                              | 0,00            |
| <b>20</b>  | <b>Immobilisations incorporelles</b>                  | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>21</b>  | <b>Immobilisations corporelles</b>                    | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>22</b>  | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>          | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>23</b>  | <b>Immobilisations en cours</b>                       | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>   |   | <b>1 995 795,33</b>             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>10</b>  | <b>Dotations, fonds divers et réserves</b>            | <b>1 416 030,22</b>             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| 1068   | Autres réserves                                       | 1 416 030,22                    | 0,00                              | 0,00            |
| <b>165</b>   | <b>Dépôts et cautionnements reçus</b>                 | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>18</b>  | <b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>       | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>26</b>  | <b>Participat° et créances rattachées</b>             | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>27</b>  | <b>Autres immobilisations financières</b>             | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>Total des recettes financières</b>  |   | <b>1 416 030,22</b>             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| 45820  | RECETTES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (5)             | 312 200,00                      | 0,00                              | 0,00            |
| <b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>  |   | <b>312 200,00</b>               | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>TOTAL RECETTES REELLES</b>  |   | <b>3 724 025,55</b>             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>021</b>   | <b>Virement de la section d'exploitation</b>          | <b>1 100 000,00</b>             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>040</b>   | <b>Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)</b> | <b>170 000,00</b>               | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| 28131  | Bâtiments   | 2 500,00                        | 0,00                              | 0,00            |
| 28151  | Installations complexes spécialisées                  | 2 000,00                        | 0,00                              | 0,00            |
| 28153  | Installations à caractère spécifique                  | 85 000,00                       | 0,00                              | 0,00            |
| 28173  | Constructions (mise à disposition)                    | 15 000,00                       | 0,00                              | 0,00            |
| 28175  | Matériel et outillage technique (mad)                 | 63 000,00                       | 0,00                              | 0,00            |
| 28182  | Matériel de transport                                 | 2 000,00                        | 0,00                              | 0,00            |
| 28183  | Matériel de bureau et informatique                    | 500,00                          | 0,00                              | 0,00            |
| <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>                               |   | <b>1 270 000,00</b>             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>041</b>   | <b>Opérations patrimoniales (8)</b>                   | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>  |   | <b>1 270 000,00</b>             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b> |   | <b>4 994 025,55</b>             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>     |

+

|                                  |             |
|----------------------------------|-------------|
| <b>RESTES A REALISER N-1 (9)</b> | <b>0,00</b> |
|----------------------------------|-------------|

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |             |
|---|-------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

|  |            |
|--|------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                          | <b>III</b> |
| <b>DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT</b> | <b>B3</b>  |

Cet état ne contient pas d'information.

|   |             |
|---|-------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>   |
| <b>ELEMENTS DU BILAN<br/>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES</b> | <b>A4.1</b> |

**DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS**

**Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)**

|   | Pour mémoire,<br>budget<br>précédent<br>(BP+BS+DM) | Propositions<br>nouvelles | Vote | Total (2)     |
|---|--|---------------------------|------|---------------|
|   | (a)  |                           | (b)  | (c = a + b)   |
| <b>Solde d'exécution 001 (A)</b><br>montant négatif si déficit (D001)<br>montant positif si excédent (R001)   | 947 370,72   | 0,00                      | 0,00 | 947 370,72    |
| <b>Solde des RAR (B)</b><br>montant négatif si déficit<br>montant positif si excédent   | -2 695 890,27                                      | 0,00                      | 0,00 | -2 695 890,27 |
| <b>Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B)</b><br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement | -1 748 519,55                                      | 0,00                      | 0,00 | -1 748 519,55 |

**Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)**

|  | Pour mémoire,<br>budget<br>précédent<br>(BP+BS+DM) | Propositions<br>nouvelles | Vote | Total (2) Vote |
|--|--|---------------------------|------|----------------|
|  | (a)  |                           | (b)  | (c = a + b)    |
| <b>Affectation au 106 (C)</b>  | 1 416 030,22                                       | 0,00                      | 0,00 | 1 416 030,22   |
| <b>Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I)</b><br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement  | -1 748 519,55                                      | 0,00                      | 0,00 | -1 748 519,55  |
| <b>Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I)</b><br>Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité<br>Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité | -332 489,33  | 0,00                      | 0,00 | -332 489,33    |

**COUVERTURE DE L'ANNUTE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE**

|  | Pour mémoire,<br>budget<br>précédent<br>(BP+BS+DM) | Propositions<br>nouvelles | Vote | Total (2)    |
|--|--|---------------------------|------|--------------|
|  | (a)  |                           | (b)  | (c = a + b)  |
| <b>Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)</b>  | 307 800,00   | 0,00                      | 0,00 | 307 800,00   |
| <b>Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)</b>  | 1 270 000,00                                       | 0,00                      | 0,00 | 1 270 000,00 |
| <b>Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D)</b><br>Solde positif : annuité de la dette couverte<br>Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II) | 962 200,00   | 0,00                      | 0,00 | 962 200,00   |

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

*(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"*

|  |             |
|--|-------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>   |
| <b>ELEMENTS DU BILAN<br/>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES</b> | <b>A4.2</b> |

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

| Art.<br>(1)   | Libellé (1)   | Budget de l'exercice<br>(hors RAR)<br>(BP + BS + DM) | Propositions<br>nouvelles | Vote (2)                  |
|---|---|--|---------------------------|---------------------------|
| <b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b> |   | <b>I            307 800,00</b>                       | <b>0,00</b>               | <b>II            0,00</b> |
| <b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>                         |   | <b>240 000,00</b>                                    | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>               |
| 1631  | Emprunts obligataires                                 | 0,00   | 0,00                      | 0,00                      |
| 1641  | Emprunts en euros                                     | 130 000,00   | 0,00                      | 0,00                      |
| 1643  | Emprunts en devises                                   | 0,00   | 0,00                      | 0,00                      |
| 16441   | Opérat° afférentes à l'emprunt                        | 0,00   | 0,00                      | 0,00                      |
| 1678  | Autres emprunts et dettes                             | 0,00   | 0,00                      | 0,00                      |
| 1681  | Autres emprunts                                       | 110 000,00   | 0,00                      | 0,00                      |
| 1682  | Bons à moyen terme négociables                        | 0,00   | 0,00                      | 0,00                      |
| 1687  | Autres dettes   | 0,00   | 0,00                      | 0,00                      |
| <b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>  |   | <b>67 800,00</b>                                     | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>               |
| 10...   | <i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i> |  |                           |                           |
| 10...   | Reversement de dotations, fonds divers et réserves    |  |                           |                           |
| 139   | <i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>        | 67 800,00  | 0,00                      | 0,00                      |
| 020   | Dépenses imprévues                                    | 0,00   | 0,00                      | 0,00                      |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

|  |             |
|--|-------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>   |
| <b>ELEMENTS DU BILAN</b><br><b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES</b> | <b>A4.3</b> |

**RESSOURCES PROPRES**

| Art.<br>(1)   | Libellé (1)                             | Budget de l'exercice<br>(hors RAR)<br>(BP + BS + DM) | Propositions<br>nouvelles | Vote (2)       |
|---|---|--|---------------------------|----------------|
| <b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>          |   | <b>V 1 270 000,00</b>                                | <b>0,00</b>               | <b>VI 0,00</b> |
| <b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>     |   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>    |
| 10222   | FCTVA                                   | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 10228   | Autres fonds globalisés                 | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 26...   | Participations et créances rattachées   |  |                           |                |
| 27...   | Autres immobilisations financières      |  |                           |                |
| <b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b> |   | <b>1 270 000,00</b>                                  | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>    |
| 15...   | Provisions pour risques et charges      |  |                           |                |
| 169   | Primes de remboursement des obligations | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 26...   | Participations et créances rattachées   |  |                           |                |
| 27...   | Autres immobilisations financières      |  |                           |                |
| 28...   | Amortissement des immobilisations       |  |                           |                |
| 28131   | Bâtiments                               | 2 500,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 28151   | Installations complexes spécialisées    | 2 000,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 28153   | Installations à caractère spécifique    | 85 000,00  | 0,00                      | 0,00           |
| 28173   | Constructions (mise à disposition)      | 15 000,00  | 0,00                      | 0,00           |
| 28175   | Matériel et outillage technique (mad)   | 63 000,00  | 0,00                      | 0,00           |
| 28182   | Matériel de transport                   | 2 000,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 28183   | Matériel de bureau et informatique      | 500,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 29...   | Dépréciation des immobilisations        |  |                           |                |
| 39...   | Dépréciat° des stocks et en-cours       |  |                           |                |
| 481...  | Charges à répartir plusieurs exercices  |  |                           |                |
| 021   | Virement de la section d'exploitation   | 1 100 000,00   | 0,00                      | 0,00           |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

|                             |           |
|-----------------------------|-----------|
| <b>IV – ANNEXES</b>         | <b>IV</b> |
| <b>ARRETE ET SIGNATURES</b> | <b>D</b>  |

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

|  |   |
|--|---|
| <b>Numéro SIRET</b><br><b>24450020300041</b> | <b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b><br><b>COMMUNE dont la population est de 3500 habitants</b><br><b>et plus AME RIVES DU LOING</b> |
|--|---|

POSTE COMPTABLE DE : montargis

|                             |
|-----------------------------|
| <b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b> |
|-----------------------------|

M. 49 (1)

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>Décision modificative 2 (2)</b> |
|------------------------------------|

BUDGET : ASSAINISSEMENT AME (3)

**ANNEE 2024**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

|                             |   |
|-----------------------------|---|
| Modalités de vote du budget | 3 |
|-----------------------------|---|

## II - Présentation générale du budget

|  |    |
|--|----|
| A1 - Vue d'ensemble - Sections                             | 4  |
| A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres   | 5  |
| A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres | 7  |
| B1 - Balance générale du budget - Dépenses                 | 9  |
| B2 - Balance générale du budget - Recettes                 | 10 |

## III - Vote du budget

|   |    |
|---|----|
| A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses               | 12 |
| A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes               | 14 |
| B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses             | 15 |
| B2 - Section d'investissement - Détail des recettes             | 16 |
| B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles | 17 |

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

|   |            |
|---|------------|
| A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie  | Sans Objet |
| A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette   | Sans Objet |
| A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux  | Sans Objet |
| A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours  | Sans Objet |
| A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture   | Sans Objet |
| A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes   | Sans Objet |
| A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements   | Sans Objet |
| A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations   | Sans Objet |
| A3.2 - Etalement des provisions   | Sans Objet |
| A4.1 - Equilibre des opérations financières   | 18         |
| A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses  | 20         |
| A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes  | 21         |
| A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)             | Sans Objet |
| A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)           | Sans Objet |
| A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)   | Sans Objet |
| A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) | Sans Objet |
| A6 - Etat des charges transférées   | Sans Objet |
| A7 - Détail des opérations pour compte de tiers   | Sans Objet |

### B - Engagements hors bilan

|   |            |
|---|------------|
| B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie                                  | Sans Objet |
| B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt            | Sans Objet |
| B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget                      | Sans Objet |
| B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail   | Sans Objet |
| B1.5 - Etat des marchés de partenariat  | Sans Objet |
| B1.6 - Etat des autres engagements donnés                                       | Sans Objet |
| B1.7 - Etat des engagements reçus   | Sans Objet |
| B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents | Sans Objet |
| B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents | Sans Objet |

### C - Autres éléments d'informations

|  |            |
|--|------------|
| C1.1 - Etat du personnel   | Sans Objet |
| C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie | Sans Objet |
| C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)                         | Sans Objet |
| C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)                                       | Sans Objet |

### D - Arrêté et signatures

|                          |    |
|--------------------------|----|
| D - Arrêté et signatures | 22 |
|--------------------------|----|

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

|                                    |          |
|------------------------------------|----------|
| <b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>  | <b>I</b> |
| <b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b> |          |

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>VUE D'ENSEMBLE</b>                       | <b>A1</b> |

**EXPLOITATION**

|   |          | DEPENSES DE LA SECTION<br>D'EXPLOITATION | RECETTES DE LA SECTION<br>D'EXPLOITATION |
|---|----------|--|--|
| <b>V</b>                                      | <b>O</b> |  |  |
| <b>T</b>                                      | <b>E</b> | 0,00                                     | 0,00                                     |
|   |          | +  | +  |
| <b>R</b>                                      | <b>E</b> | 0,00                                     | 0,00                                     |
| <b>P</b>                                      | <b>R</b> | (si déficit)                             | (si excédent)                            |
| <b>O</b>                                      | <b>T</b> | 0,00                                     | 0,00                                     |
|   |          | =  | =  |
| <b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)</b> |          | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>                              |

**INVESTISSEMENT**

|   |          | DEPENSES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT |
|---|----------|--|--|
| <b>V</b>  | <b>O</b> |  |  |
| <b>T</b>  | <b>E</b> | 27 000,00                                  | 27 000,00                                  |
|   |          | +  | +  |
| <b>R</b>  | <b>E</b> | 0,00                                       | 0,00                                       |
| <b>P</b>  | <b>R</b> | (si solde négatif)                         | (si solde positif)                         |
| <b>O</b>  | <b>T</b> | 0,00                                       | 0,00                                       |
|   |          | =  | =  |
| <b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)</b> |          | <b>27 000,00</b>                           | <b>27 000,00</b>                           |

**TOTAL**

|                            |                  |                  |
|----------------------------|------------------|------------------|
| <b>TOTAL DU BUDGET (3)</b> | <b>27 000,00</b> | <b>27 000,00</b> |
|----------------------------|------------------|------------------|

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES</b>   | <b>A2</b> |

**DEPENSES D'EXPLOITATION**

| Chap.   | Libellé                                    | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|---|--|-------------------------------|------------------------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| 011   | Charges à caractère général                | 138 000,00                    | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 138 000,00                 |
| 012   | Charges de personnel, frais assimilés      | 240 000,00                    | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 240 000,00                 |
| 014   | Atténuations de produits                   | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 65  | Autres charges de gestion courante         | 8 000,00                      | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 8 000,00                   |
| <b>Total des dépenses de gestion des services</b> |  | <b>386 000,00</b>             | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>386 000,00</b>          |
| 66  | Charges financières                        | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 67  | Charges exceptionnelles                    | 7 000,00                      | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 7 000,00                   |
| 68  | Dotations aux provisions et dépréciat° (4) | 35 000,00                     | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 35 000,00                  |
| 69  | Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)  | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 022   | Dépenses imprévues                         | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| <b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>  |  | <b>428 000,00</b>             | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>428 000,00</b>          |
| 023   | Virement à la section d'investissement (6) | 4 027 587,38                  | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 4 027 587,38               |
| 042   | Opérat° ordre transfert entre sections (6) | 1 850 100,00                  | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 1 850 100,00               |
| 043   | Opérat° ordre intérieur de la section (6)  | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>  |  | <b>5 877 687,38</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>5 877 687,38</b>        |
| <b>TOTAL</b>                                      |  | <b>6 305 687,38</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>6 305 687,38</b>        |

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>6 305 687,38</b> |
|---|---------------------|

**RECETTES D'EXPLOITATION**

| Chap.   | Libellé                                      | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|---|--|-------------------------------|------------------------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| 013   | Atténuations de charges                      | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 70  | Ventes produits fabriqués, prestations       | 1 733 100,00                  | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 1 733 100,00               |
| 73  | Produits issus de la fiscalité (7)           | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 74  | Subventions d'exploitation                   | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 75  | Autres produits de gestion courante          | 170 000,00                    | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 170 000,00                 |
| <b>Total des recettes de gestion des services</b> |  | <b>1 903 100,00</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>1 903 100,00</b>        |
| 76  | Produits financiers                          | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 77  | Produits exceptionnels                       | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| 78  | Reprises sur provisions et dépréciations (4) | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| <b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>  |  | <b>1 903 100,00</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>1 903 100,00</b>        |
| 042   | Opérat° ordre transfert entre sections (6)   | 360 000,00                    | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 360 000,00                 |
| 043   | Opérat° ordre intérieur de la section (6)    | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                       |
| <b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>  |  | <b>360 000,00</b>             | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>360 000,00</b>          |
| <b>TOTAL</b>                                      |  | <b>2 263 100,00</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>     | <b>2 263 100,00</b>        |

+

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>4 042 587,38</b> |
|---|---------------------|

=

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>6 305 687,38</b> |
|---|---------------------|

**Pour information :**

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)</b> | <b>5 517 687,38</b> |
|---|---------------------|

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

- (1) Cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
- (6)  $DE\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RE\ 042$  ;  $RI\ 040 = DE\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DE\ 043 = RE\ 043$ .
- (7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.
- (8) Solde de l'opération  $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES</b> | <b>A3</b> |

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

| Chap. | Libellé  | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3)<br>III  | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|-------|--|-------------------------------|------------------------------|------------------------|------------------|----------------------------|
| 20    | Immobilisations incorporelles                      | 151 000,00                    | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 151 000,00                 |
| 21    | Immobilisations corporelles                        | 18 000,00                     | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 18 000,00                  |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation              | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 0,00                       |
| 23    | Immobilisations en cours                           | 10 628 703,14                 | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 10 628 703,14              |
|       | Total des opérations d'équipement                  | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 0,00                       |
|       | <b>Total des dépenses d'équipement</b>             | <b>10 797 703,14</b>          | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>      | <b>10 797 703,14</b>       |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 0,00                       |
| 13    | Subventions d'investissement                       | 1 000,00                      | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 1 000,00                   |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées                      | 300 000,00                    | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 300 000,00                 |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)       | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 0,00                       |
| 26    | Participat° et créances rattachées                 | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 0,00                       |
| 27    | Autres immobilisations financières                 | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 0,00                       |
| 020   | Dépenses imprévues                                 | 0,00                          |                              | 0,00                   | 0,00             | 0,00                       |
|       | <b>Total des dépenses financières</b>              | <b>301 000,00</b>             | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>      | <b>301 000,00</b>          |
| 45... | Total des opérations pour compte de tiers (6)      | 80 000,00                     | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 80 000,00                  |
|       | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>11 178 703,14</b>          | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>      | <b>11 178 703,14</b>       |
| 040   | Opérat° ordre transfert entre sections (4)         | 360 000,00                    |                              | 0,00                   | 0,00             | 360 000,00                 |
| 041   | Opérations patrimoniales (4)                       | 0,00                          |                              | 27 000,00              | 27 000,00        | 27 000,00                  |
|       | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> | <b>360 000,00</b>             |                              | <b>27 000,00</b>       | <b>27 000,00</b> | <b>387 000,00</b>          |
|       | <b>TOTAL</b>                                       | <b>11 538 703,14</b>          | <b>0,00</b>                  | <b>27 000,00</b>       | <b>27 000,00</b> | <b>11 565 703,14</b>       |

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>11 565 703,14</b> |
|---|----------------------|

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

| Chap. | Libellé  | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3)<br>III  | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|-------|--|-------------------------------|------------------------------|------------------------|------------------|----------------------------|
| 13    | Subventions d'investissement                       | 2 195 469,00                  | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 2 195 469,00               |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)           | 2 490 900,00                  | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 2 490 900,00               |
| 20    | Immobilisations incorporelles                      | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 0,00                       |
| 21    | Immobilisations corporelles                        | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 0,00                       |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation              | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 0,00                       |
| 23    | Immobilisations en cours                           | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 0,00                       |
|       | <b>Total des recettes d'équipement</b>             | <b>4 686 369,00</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>      | <b>4 686 369,00</b>        |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 0,00                       |
| 106   | Réserves (7)                                       | 713 019,47                    | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 713 019,47                 |
| 165   | Dépôts et cautionnements reçus                     | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 0,00                       |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)       | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 0,00                       |
| 26    | Participat° et créances rattachées                 | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 0,00                       |
| 27    | Autres immobilisations financières                 | 0,00                          | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 0,00                       |
|       | <b>Total des recettes financières</b>              | <b>713 019,47</b>             | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>      | <b>713 019,47</b>          |
| 45... | Total des opérations pour le compte de tiers (6)   | 80 000,00                     | 0,00                         | 0,00                   | 0,00             | 80 000,00                  |
|       | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> | <b>5 479 388,47</b>           | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>      | <b>5 479 388,47</b>        |
| 021   | Virement de la section d'exploitation (4)          | 4 027 587,38                  |                              | 0,00                   | 0,00             | 4 027 587,38               |
| 040   | Opérat° ordre transfert entre sections (4)         | 1 850 100,00                  |                              | 0,00                   | 0,00             | 1 850 100,00               |
| 041   | Opérations patrimoniales (4)                       | 0,00                          |                              | 27 000,00              | 27 000,00        | 27 000,00                  |
|       | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> | <b>5 877 687,38</b>           |                              | <b>27 000,00</b>       | <b>27 000,00</b> | <b>5 904 687,38</b>        |
|       | <b>TOTAL</b>                                       | <b>11 357 075,85</b>          | <b>0,00</b>                  | <b>27 000,00</b>       | <b>27 000,00</b> | <b>11 384 075,85</b>       |

+

|  |                   |
|--|-------------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>181 627,29</b> |
|--|-------------------|

=

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>11 565 703,14</b> |
|---|----------------------|

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br/>DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE<br/>FONCTIONNEMENT (8)</b> | <b>5 517 687,38</b> |
|---|---------------------|

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4)  $DE\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RE\ 042$  ;  $RI\ 040 = DE\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DE\ 043 = RE\ 043$ .

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération  $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>B1</b> |

**1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

|  | EXPLOITATION                                  | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL       |
|--|---|------------------------|------------------------|-------------|
| 011                                    | Charges à caractère général                   | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 012                                    | Charges de personnel, frais assimilés         | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 014                                    | Atténuations de produits                      | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 60                                     | <i>Achats et variation des stocks (3)</i>     |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 65                                     | Autres charges de gestion courante            | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 66                                     | Charges financières                           | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 67                                     | Charges exceptionnelles                       | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 68                                     | Dot. Amortist, dépréciat°, provisions         | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 69                                     | Impôts sur les bénéfiques et assimilés (4)    | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 71                                     | <i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i> |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 022                                    | Dépenses imprévues                            | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 023                                    | <i>Virement à la section d'investissement</i> |                        | 0,00                   | 0,00        |
| <b>Dépenses d'exploitation – Total</b> |   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b> |

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|   |             |
|---|-------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

|  | INVESTISSEMENT   | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL            |
|--|--|------------------------|------------------------|------------------|
| 10                                       | Dotations, fonds divers et réserves                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 13                                       | Subventions d'investissement                             | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 14                                       | <i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>           |                        | 0,00                   | 0,00             |
| 15                                       | <i>Provisions pour risques et charges (5)</i>            |                        | 0,00                   | 0,00             |
| 16                                       | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 18                                       | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)                 | 0,00                   |                        | 0,00             |
|  | Total des opérations d'équipement                        | 0,00                   |                        | 0,00             |
| 20                                       | Immobilisations incorporelles (6)                        | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 21                                       | Immobilisations corporelles (6)                          | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 22                                       | Immobilisations reçues en affectation (6)                | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 23                                       | Immobilisations en cours (6)                             | 0,00                   | 27 000,00              | 27 000,00        |
| 26                                       | Participations et créances rattachées                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 27                                       | Autres immobilisations financières                       | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 28                                       | <i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>      |                        | 0,00                   | 0,00             |
| 29                                       | <i>Dépréciation des immobilisations</i>                  |                        | 0,00                   | 0,00             |
| 39                                       | <i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>                 |                        | 0,00                   | 0,00             |
| 45...                                    | Opérations pour compte de tiers (7)                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 481                                      | <i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>            |                        | 0,00                   | 0,00             |
| 3...                                     | Stocks   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 020                                      | Dépenses imprévues                                       | 0,00                   |                        | 0,00             |
| <b>Dépenses d'investissement – Total</b> |  | <b>0,00</b>            | <b>27 000,00</b>       | <b>27 000,00</b> |

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |                  |
|---|------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>27 000,00</b> |
|---|------------------|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>B2</b> |

**2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)**

|  | EXPLOITATION                                  | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL       |
|--|---|------------------------|------------------------|-------------|
| 013                                    | Atténuations de charges                       | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 60                                     | <i>Achats et variation des stocks (3)</i>     |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 70                                     | Ventes produits fabriqués, prestations        | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 71                                     | <i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i> |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 72                                     | <i>Production immobilisée</i>                 |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 73                                     | Produits issus de la fiscalité (6)            | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 74                                     | Subventions d'exploitation                    | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 75                                     | Autres produits de gestion courante           | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 76                                     | Produits financiers                           | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 77                                     | Produits exceptionnels                        | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 78                                     | Reprise amort., dépréciat° et provisions      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 79                                     | <i>Transferts de charges</i>                  |                        | 0,00                   | 0,00        |
| <b>Recettes d'exploitation – Total</b> |   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b> |

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|   |             |
|---|-------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

|  | INVESTISSEMENT   | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL            |
|--|--|------------------------|------------------------|------------------|
| 10                                       | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)           | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 13                                       | Subventions d'investissement                             | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 14                                       | <i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>           |                        | 0,00                   | 0,00             |
| 15                                       | <i>Provisions pour risques et charges (4)</i>            |                        | 0,00                   | 0,00             |
| 16                                       | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 18                                       | Comptes liaison : affectat° BA, régies                   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 20                                       | Immobilisations incorporelles                            | 0,00                   | 27 000,00              | 27 000,00        |
| 21                                       | Immobilisations corporelles                              | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 22                                       | Immobilisations reçues en affectation                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 23                                       | Immobilisations en cours                                 | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 26                                       | Participations et créances rattachées                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 27                                       | Autres immobilisations financières                       | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 28                                       | <i>Amortissement des immobilisations</i>                 |                        | 0,00                   | 0,00             |
| 29                                       | <i>Dépréciation des immobilisations (4)</i>              |                        | 0,00                   | 0,00             |
| 39                                       | <i>Dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>             |                        | 0,00                   | 0,00             |
| 45...                                    | Opérations pour compte de tiers (5)                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 481                                      | <i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>            |                        | 0,00                   | 0,00             |
| 491                                      | <i>Dépréciations des comptes de clients</i>              |                        | 0,00                   | 0,00             |
| 3...                                     | Stocks   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 021                                      | <i>Virement de la section d'exploitation</i>             |                        | 0,00                   | 0,00             |
| <b>Recettes d'investissement – Total</b> |  | <b>0,00</b>            | <b>27 000,00</b>       | <b>27 000,00</b> |

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

+

|                                    |             |
|------------------------------------|-------------|
| <b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b> | <b>0,00</b> |
|------------------------------------|-------------|

=

|   |                  |
|---|------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>27 000,00</b> |
|---|------------------|

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

|   |            |
|---|------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                         | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES</b> | <b>A1</b>  |

| Chap / art (1)   | Libellé (1)   | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4)    |
|--|---|--------------------------|----------------------------|-------------|
| <b>011</b>   | <b>Charges à caractère général (5) (6)</b>              | <b>138 000,00</b>        | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b> |
| 6064   | Fournitures administratives                             | 1 500,00                 | 0,00                       | 0,00        |
| 6068   | Autres matières et fournitures                          | 1 000,00                 | 0,00                       | 0,00        |
| 6156   | Maintenance   | 2 300,00                 | 0,00                       | 0,00        |
| 617  | Etudes et recherches                                    | 1 000,00                 | 0,00                       | 0,00        |
| 618  | Divers  | 93 000,00                | 0,00                       | 0,00        |
| 6226   | Honoraires  | 15 000,00                | 0,00                       | 0,00        |
| 6227   | Frais d'actes et de contentieux                         | 10 000,00                | 0,00                       | 0,00        |
| 6262   | Frais de télécommunications                             | 2 000,00                 | 0,00                       | 0,00        |
| 627  | Services bancaires et assimilés                         | 200,00                   | 0,00                       | 0,00        |
| 6378   | Autres taxes et redevances                              | 12 000,00                | 0,00                       | 0,00        |
| <b>012</b>   | <b>Charges de personnel, frais assimilés</b>            | <b>240 000,00</b>        | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b> |
| 6215   | Personnel affecté par CL de rattachement                | 240 000,00               | 0,00                       | 0,00        |
| <b>014</b>   | <b>Atténuations de produits (7)</b>                     | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b> |
| <b>65</b>  | <b>Autres charges de gestion courante</b>               | <b>8 000,00</b>          | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b> |
| 6541   | Créances admises en non-valeur                          | 6 000,00                 | 0,00                       | 0,00        |
| 6588   | Autres ch. diverses de gestion courante                 | 2 000,00                 | 0,00                       | 0,00        |
| <b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)<br/>= (011 + 012 + 014 + 65)</b>                       |   | <b>386 000,00</b>        | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b> |
| <b>66</b>  | <b>Charges financières (b) (8)</b>                      | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b> |
| <b>67</b>  | <b>Charges exceptionnelles (c)</b>                      | <b>7 000,00</b>          | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b> |
| 673  | Titres annulés (sur exercices antérieurs)               | 7 000,00                 | 0,00                       | 0,00        |
| <b>68</b>  | <b>Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)</b>   | <b>35 000,00</b>         | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b> |
| 6817   | Dot. dépréc. actifs circulants                          | 35 000,00                | 0,00                       | 0,00        |
| <b>69</b>  | <b>Impôts sur les bénéfiques et assimilés (e) (10)</b>  | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b> |
| <b>022</b>   | <b>Dépenses imprévues (f)</b>                           | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b> |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES<br/>= a + b + c + d + e + f</b>  |   | <b>428 000,00</b>        | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b> |
| <b>023</b>   | <b>Virement à la section d'investissement</b>           | <b>4 027 587,38</b>      | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b> |
| <b>042</b>   | <b>Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)</b> | <b>1 850 100,00</b>      | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b> |
| 6811   | Dot. amort. Immos incorp. et corporelles                | 1 850 100,00             | 0,00                       | 0,00        |
| <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT</b>                             |   | <b>5 877 687,38</b>      | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b> |
| <b>043</b>   | <b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>            | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b> |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>  |   | <b>5 877 687,38</b>      | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b> |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE<br/>(= Total des opérations réelles et d'ordre)</b> |   | <b>6 305 687,38</b>      | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b> |

+

|                                   |             |
|-----------------------------------|-------------|
| <b>RESTES A REALISER N-1 (13)</b> | <b>0,00</b> |
|-----------------------------------|-------------|

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |             |
|---|-------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)**

|                                      |      |
|--------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice       | 0,00 |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1       | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

|   |            |
|---|------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                         | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES</b> | <b>A2</b>  |

| Chap / art<br>(1)  | Libellé (1)   | Budget de<br>l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)    |
|--|---|-----------------------------|-------------------------------|-------------|
| <b>013</b>   | <b>Atténuations de charges (5)</b>                      | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>70</b>  | <b>Ventes produits fabriqués, prestations</b>           | <b>1 733 100,00</b>         | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| 704  | Travaux   | 592 100,00                  | 0,00                          | 0,00        |
| 70611  | Redevance d'assainissement collectif                    | 1 111 000,00                | 0,00                          | 0,00        |
| 7068   | Autres prestations de services                          | 30 000,00                   | 0,00                          | 0,00        |
| <b>73</b>  | <b>Produits issus de la fiscalité (6)</b>               | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>74</b>  | <b>Subventions d'exploitation</b>                       | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>75</b>  | <b>Autres produits de gestion courante</b>              | <b>170 000,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| 7588   | Autres  | 170 000,00                  | 0,00                          | 0,00        |
| <b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES<br/>(a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75</b>                          |   | <b>1 903 100,00</b>         | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>76</b>  | <b>Produits financiers (b)</b>                          | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>77</b>  | <b>Produits exceptionnels (c)</b>                       | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>78</b>  | <b>Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)</b> | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES<br/>= a + b + c + d</b>  |   | <b>1 903 100,00</b>         | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>042</b>   | <b>Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)</b>   | <b>360 000,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>777</b>   | <b>Quote-part subv invest transf cpte résul</b>         | <b>360 000,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>043</b>   | <b>Opérat° ordre intérieur de la section (8)</b>        | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>  |   | <b>360 000,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION<br/>DE L'EXERCICE<br/>(= Total des opérations réelles et d'ordre)</b> |   | <b>2 263 100,00</b>         | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b> |

+

|                                   |             |
|-----------------------------------|-------------|
| <b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b> | <b>0,00</b> |
|-----------------------------------|-------------|

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |             |
|---|-------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)**

|                                      |      |
|--------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice       | 0,00 |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1       | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

|   |            |
|---|------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                           | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES</b> | <b>B1</b>  |

| Chap / art (1)   | Libellé (1)  | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4)         |
|--|--|--------------------------|----------------------------|------------------|
| <b>20</b>  | <b>Immobilisations incorporelles (hors opérations)</b>         | <b>151 000,00</b>        | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| 2031   | Frais d'études   | 145 000,00               | 0,00                       | 0,00             |
| 2051   | Concessions et droits assimilés                                | 6 000,00                 | 0,00                       | 0,00             |
| <b>21</b>  | <b>Immobilisations corporelles (hors opérations)</b>           | <b>18 000,00</b>         | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| 2183   | Matériel de bureau et informatique                             | 18 000,00                | 0,00                       | 0,00             |
| <b>22</b>  | <b>Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)</b> | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>23</b>  | <b>Immobilisations en cours (hors opérations)</b>              | <b>10 628 703,14</b>     | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| 2313   | Constructions  | 5 918 445,15             | 0,00                       | 0,00             |
| 2315   | Installat°, matériel et outillage techni                       | 4 614 499,99             | 0,00                       | 0,00             |
| 2317   | Immo. corporelles reçues mise à dispo.                         | 95 758,00                | 0,00                       | 0,00             |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>   |  | <b>10 797 703,14</b>     | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>10</b>  | <b>Dotations, fonds divers et réserves</b>                     | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>13</b>  | <b>Subventions d'investissement</b>                            | <b>1 000,00</b>          | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| 13111  | Subv. équipt Agence de l'eau                                   | 1 000,00                 | 0,00                       | 0,00             |
| <b>16</b>  | <b>Emprunts et dettes assimilées</b>                           | <b>300 000,00</b>        | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| 1678   | Autres dettes condit° particulières                            | 160 000,00               | 0,00                       | 0,00             |
| 1681   | Autres emprunts  | 140 000,00               | 0,00                       | 0,00             |
| <b>18</b>  | <b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>                | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>26</b>  | <b>Participat° et créances rattachées</b>                      | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>27</b>  | <b>Autres immobilisations financières</b>                      | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>020</b>   | <b>Dépenses imprévues</b>                                      | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>Total des dépenses financières</b>  |  | <b>301 000,00</b>        | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| 45810  | DEPENSES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (6)                      | 80 000,00                | 0,00                       | 0,00             |
| <b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>  |  | <b>80 000,00</b>         | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>  |  | <b>11 178 703,14</b>     | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>040</b>   | <b>Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)</b>          | <b>360 000,00</b>        | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
|  | <b>Reprises sur autofinancement antérieur</b>                  | <b>360 000,00</b>        | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| 139111   | Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau                       | 245 800,00               | 0,00                       | 0,00             |
| 139118   | Sub. équipt cpte résult. Autres                                | 96 100,00                | 0,00                       | 0,00             |
| 13912  | Sub. équipt cpte résult. Régions                               | 500,00                   | 0,00                       | 0,00             |
| 13913  | Sub. équipt cpte résult. Départements                          | 10 500,00                | 0,00                       | 0,00             |
| 13918  | Autres subventions d'équipement                                | 7 100,00                 | 0,00                       | 0,00             |
|  | <b>Charges transférées</b>                                     | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>041</b>   | <b>Opérations patrimoniales (9)</b>                            | <b>0,00</b>              | <b>27 000,00</b>           | <b>27 000,00</b> |
| 2315   | Installat°, matériel et outillage techni                       | 0,00                     | 27 000,00                  | 27 000,00        |
| <b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>  |  | <b>360 000,00</b>        | <b>27 000,00</b>           | <b>27 000,00</b> |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b> |  | <b>11 538 703,14</b>     | <b>27 000,00</b>           | <b>27 000,00</b> |

+

|                                   |             |
|-----------------------------------|-------------|
| <b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b> | <b>0,00</b> |
|-----------------------------------|-------------|

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|   |                  |
|---|------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>27 000,00</b> |
|---|------------------|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

|   |            |
|---|------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                           | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES</b> | <b>B2</b>  |

| Chap / art (1)   | Libellé (1)   | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4)         |
|--|---|--------------------------|----------------------------|------------------|
| <b>13</b>  | <b>Subventions d'investissement</b>                   | <b>2 195 469,00</b>      | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| 13111  | Subv. équipt Agence de l'eau                          | 2 195 469,00             | 0,00                       | 0,00             |
| <b>16</b>  | <b>Emprunts et dettes assimilées (hors 165)</b>       | <b>2 490 900,00</b>      | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| 1681   | Autres emprunts                                       | 2 490 900,00             | 0,00                       | 0,00             |
| <b>20</b>  | <b>Immobilisations incorporelles</b>                  | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>21</b>  | <b>Immobilisations corporelles</b>                    | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>22</b>  | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>          | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>23</b>  | <b>Immobilisations en cours</b>                       | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>   |   | <b>4 686 369,00</b>      | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>10</b>  | <b>Dotations, fonds divers et réserves</b>            | <b>713 019,47</b>        | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| 1068   | Autres réserves                                       | 713 019,47               | 0,00                       | 0,00             |
| <b>165</b>   | <b>Dépôts et cautionnements reçus</b>                 | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>18</b>  | <b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>       | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>26</b>  | <b>Participat° et créances rattachées</b>             | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>27</b>  | <b>Autres immobilisations financières</b>             | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>Total des recettes financières</b>  |   | <b>713 019,47</b>        | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| 45820  | RECETTES (A SUBDIVISER PAR OPERATION) (5)             | 80 000,00                | 0,00                       | 0,00             |
| <b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>  |   | <b>80 000,00</b>         | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>TOTAL RECETTES REELLES</b>  |   | <b>5 479 388,47</b>      | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>021</b>   | <b>Virement de la section d'exploitation</b>          | <b>4 027 587,38</b>      | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>040</b>   | <b>Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)</b> | <b>1 850 100,00</b>      | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| 28031  | Frais d'études  | 15 000,00                | 0,00                       | 0,00             |
| 2805   | Licences, logiciels, droits similaires                | 500,00                   | 0,00                       | 0,00             |
| 28128  | Aménagement Autres terrains                           | 100,00                   | 0,00                       | 0,00             |
| 28131  | Bâtiments   | 530 000,00               | 0,00                       | 0,00             |
| 28153  | Installations à caractère spécifique                  | 1 250 000,00             | 0,00                       | 0,00             |
| 28173  | Constructions (mise à disposition)                    | 22 000,00                | 0,00                       | 0,00             |
| 28175  | Matériel et outillage technique (mad)                 | 30 000,00                | 0,00                       | 0,00             |
| 28183  | Matériel de bureau et informatique                    | 2 500,00                 | 0,00                       | 0,00             |
| <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>                               |   | <b>5 877 687,38</b>      | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>      |
| <b>041</b>   | <b>Opérations patrimoniales (8)</b>                   | <b>0,00</b>              | <b>27 000,00</b>           | <b>27 000,00</b> |
| 2031   | Frais d'études  | 0,00                     | 27 000,00                  | 27 000,00        |
| <b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>  |   | <b>5 877 687,38</b>      | <b>27 000,00</b>           | <b>27 000,00</b> |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b> |   | <b>11 357 075,85</b>     | <b>27 000,00</b>           | <b>27 000,00</b> |

+

|                                  |             |
|----------------------------------|-------------|
| <b>RESTES A REALISER N-1 (9)</b> | <b>0,00</b> |
|----------------------------------|-------------|

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |                  |
|---|------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>27 000,00</b> |
|---|------------------|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

|  |            |
|--|------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                          | <b>III</b> |
| <b>DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT</b> | <b>B3</b>  |

Cet état ne contient pas d'information.

|   |             |
|---|-------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b>   |
| <b>ELEMENTS DU BILAN<br/>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES</b> | <b>A4.1</b> |

**DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS**

**Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)**

|   | Pour mémoire,<br>budget<br>précédent<br>(BP+BS+DM) | Propositions<br>nouvelles | Vote | Total (2)   |
|---|--|---------------------------|------|-------------|
|   | (a)  |                           | (b)  | (c = a + b) |
| <b>Solde d'exécution 001 (A)</b><br>montant négatif si déficit (D001)<br>montant positif si excédent (R001)   | 181 627,29   | 0,00                      | 0,00 | 181 627,29  |
| <b>Solde des RAR (B)</b><br>montant négatif si déficit<br>montant positif si excédent   | -894 646,76  | 0,00                      | 0,00 | -894 646,76 |
| <b>Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B)</b><br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement | -713 019,47  | 0,00                      | 0,00 | -713 019,47 |

**Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)**

|  | Pour mémoire,<br>budget<br>précédent<br>(BP+BS+DM) | Propositions<br>nouvelles | Vote | Total (2)   |
|--|--|---------------------------|------|-------------|
|  | (a)  |                           | (b)  | (c = a + b) |
| <b>Affectation au 106 (C)</b>  | 713 019,47   | 0,00                      | 0,00 | 713 019,47  |
| <b>Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I)</b><br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement  | -713 019,47  | 0,00                      | 0,00 | -713 019,47 |
| <b>Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I)</b><br>Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité<br>Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité | 0,00   | 0,00                      | 0,00 | 0,00        |

**COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE**

|  | Pour mémoire,<br>budget<br>précédent<br>(BP+BS+DM) | Propositions<br>nouvelles | Vote | Total (2)    |
|--|--|---------------------------|------|--------------|
|  | (a)  |                           | (b)  | (c = a + b)  |
| <b>Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)</b>  | 660 000,00   | 0,00                      | 0,00 | 660 000,00   |
| <b>Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)</b>  | 5 877 687,38                                       | 0,00                      | 0,00 | 5 877 687,38 |
| <b>Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D)</b><br>Solde positif : annuité de la dette couverte<br>Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II) | 5 217 687,38                                       | 0,00                      | 0,00 | 5 217 687,38 |

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

*(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"*

|  |             |
|--|-------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>   |
| <b>ELEMENTS DU BILAN<br/>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES</b> | <b>A4.2</b> |

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

| Art.<br>(1)   | Libellé (1)   | Budget de l'exercice<br>(hors RAR)<br>(BP + BS + DM) | Propositions<br>nouvelles | Vote (2)       |
|---|---|--|---------------------------|----------------|
| <b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b> |   | <b>I 660 000,00</b>                                  | <b>0,00</b>               | <b>II 0,00</b> |
| <b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>                         |   | <b>300 000,00</b>                                    | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>    |
| 1631  | Emprunts obligataires                                 | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 1641  | Emprunts en euros                                     | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 1643  | Emprunts en devises                                   | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 16441   | Opérat° afférentes à l'emprunt                        | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 1678  | Autres emprunts et dettes                             | 160 000,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 1681  | Autres emprunts                                       | 140 000,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 1682  | Bons à moyen terme négociables                        | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 1687  | Autres dettes   | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| <b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>  |   | <b>360 000,00</b>                                    | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>    |
| 10...   | <i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i> |  |                           |                |
| 10...   | Reversement de dotations, fonds divers et réserves    |  |                           |                |
| 139   | <i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>        | 360 000,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 020   | Dépenses imprévues                                    | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

|  |             |
|--|-------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>   |
| <b>ELEMENTS DU BILAN</b><br><b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES</b> | <b>A4.3</b> |

**RESSOURCES PROPRES**

| Art.<br>(1)   | Libellé (1)                             | Budget de l'exercice<br>(hors RAR)<br>(BP + BS + DM) | Propositions<br>nouvelles | Vote (2)       |
|---|---|--|---------------------------|----------------|
| <b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>          |   | <b>V 5 877 687,38</b>                                | <b>0,00</b>               | <b>VI 0,00</b> |
| <b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>     |   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>    |
| 10222   | FCTVA                                   | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 10228   | Autres fonds globalisés                 | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 26...   | Participations et créances rattachées   |  |                           |                |
| 27...   | Autres immobilisations financières      |  |                           |                |
| <b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b> |   | <b>5 877 687,38</b>                                  | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>    |
| 15...   | Provisions pour risques et charges      |  |                           |                |
| 169   | Primes de remboursement des obligations | 0,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 26...   | Participations et créances rattachées   |  |                           |                |
| 27...   | Autres immobilisations financières      |  |                           |                |
| 28...   | Amortissement des immobilisations       |  |                           |                |
| 28031   | Frais d'études                          | 15 000,00  | 0,00                      | 0,00           |
| 2805  | Licences, logiciels, droits similaires  | 500,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 28128   | Aménagement Autres terrains             | 100,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 28131   | Bâtiments                               | 530 000,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 28153   | Installations à caractère spécifique    | 1 250 000,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 28173   | Constructions (mise à disposition)      | 22 000,00  | 0,00                      | 0,00           |
| 28175   | Matériel et outillage technique (mad)   | 30 000,00  | 0,00                      | 0,00           |
| 28183   | Matériel de bureau et informatique      | 2 500,00   | 0,00                      | 0,00           |
| 29...   | Dépréciation des immobilisations        |  |                           |                |
| 39...   | Dépréciat° des stocks et en-cours       |  |                           |                |
| 481...  | Charges à répartir plusieurs exercices  |  |                           |                |
| 021   | Virement de la section d'exploitation   | 4 027 587,38   | 0,00                      | 0,00           |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

|                             |           |
|-----------------------------|-----------|
| <b>IV – ANNEXES</b>         | <b>IV</b> |
| <b>ARRETE ET SIGNATURES</b> | <b>D</b>  |

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

## 25000 CA MONTARGOISE ET RIVES LOING

Date de fin de validité du calendrier de traitement des non valeurs : 24/01/2025

Liste des pièces à présenter en priorité en non-valeur à la date du 26/09/2024

7222301132 / 2024

| Code Service | Date de prise en charge | Date de prescription | Numéro de la pièce | Numéro de la ligne | Nom du redevable | Montant | Reste dû à présenter | Motifs de la présentation                      |
|--------------|-------------------------|----------------------|--------------------|--------------------|------------------|---------|----------------------|--|
| DIVERS       | 01/04/2022              | 01/04/2026           | T-215              | 1                  | MISSIO Camille   | 150,29  | 150,29               | Surendettement et décision effacement de dette |
| <b>TOTAL</b> |                         |                      |                    |                    |                  | 150,29  | 150,29               |  |

MC CHOPPICK  
Comptable par intérim,



**Convention de dépôt au Lycée Militaire de Saint-Cyr l'Ecole  
d'une œuvre appartenant au  
musée Girodet**

**Titre de l'œuvre :** *Les derniers moments de Mme de Maintenon*

**Auteur :** Gustave MAILAND (1810-1859)

**Dates du dépôt :** Du 29 août 2024 au 28 août 2034

**ENTRE d'une part**

**L'Agglomération Montargoise Et rives du loing pour le musée Girodet**

Sis 1 rue du faubourg de la Chaussée 45200 Montargis

Représentée par Monsieur Jean-Paul Billault, son Président

Dûment habilité à signer la présente convention

Ci-après dénommé « **le déposant** »

**ET d'autre part**

**L'Etat-major de l'armée de Terre, Sous-chefferie performance et soutien, Délégation au**

**Patrimoine de l'Armée de Terre– Hôtel National des Invalides – 129 rue de Grenelle 75007**

Paris, représenté par le sous-lieutenant Noémie LENGLET – Scientifique affectataire

**POUR le Lycée militaire de Saint-Cyr l'Ecole**

240 avenue de l'école Spéciale Militaire, 78210 Saint Cyr l'Ecole, représenté par le chef d'escadrons Pierre-Yves HERBERT – Officier supérieur adjoint

Ci-après dénommé « **le dépositaire** »

**IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

**Préambule**

Par convention et délibération n°24-208, en date du 25 juin 2024 avec la Ville de Montargis, propriétaire du musée Girodet et de ses collections, l'Agglomération Montargoise Et rives du Loing, gestionnaire délégataire, est dûment habilitée à prendre toutes mesures concernant les collections du musée Girodet.

**Article 1 : Objet**

Le lycée militaire de Saint-Cyr l'Ecole sollicite auprès de l'Agglomération Montargoise Et rives du Loing, le dépôt de la peinture de Gustave Mailand,

« *Les derniers moments de Madame de Maintenon* »

Inv. n°874.44

Huile sur toile encadrée

## **Article 2 : lieux et durée du dépôt**

**2.1** Le dépôt sera consenti aux fins de présentation au public dans les lieux et aux dates suivantes : du 29 août 2024 au 28 août 2034.

Pour le lieu suivant :

Lycée militaire de Saint-Cyr

240 av Ecole Spéciale Militaire, 78210 SAINT CYR L'ECOLE

[pierre-yves.herbert@intradef.gouv.fr](mailto:pierre-yves.herbert@intradef.gouv.fr) - 01 30 85 88 02

Scientifique affectataire :

Délégation au patrimoine de l'armée de Terre

Hôtel national des Invalides -129 rue de Grenelle, 75007 PARIS

[noemie.lenglet@intradef.gouv.fr](mailto:noemie.lenglet@intradef.gouv.fr) - 01 44 42 32 65

**2.2** Pour toutes modifications de dates « le déposant » sera préalablement informé et sollicité pour donner son accord.

**2.3** A l'issue de la période de dépôt la convention est renouvelée tacitement pour dix ans sous condition de récolement décennal avant la date de fin de la période de dépôt.

## **Article 3 : Obligations des parties**

### **3.1 Conditions générales**

« Le déposant » et « le dépositaire » s'engagent à respecter les termes de la présente convention. Ils peuvent néanmoins, par accord mutuel, y ajouter ou en retrancher certains termes.

### **3.2 Obligations du « dépositaire »**

Le Lycée Militaire de Saint-Cyr l'Ecole prend à sa charge l'assurance clou à clou de l'œuvre, et tous frais relatifs à la présentation de l'œuvre.

Le cartel de l'œuvre exposée au Lycée militaire de Saint-Cyr l'Ecole doit présenter les mentions « Dépôt, musée Girodet ».

« Le dépositaire » devra assurer **la conservation de l'œuvre** et, au besoin, prendre en charge les restaurations nécessaires par des professionnels de la conservation-restauration agréés « Musée de France » et choisis par les deux parties. Le déposant suivra les restaurations de l'œuvre et pourra exceptionnellement participer financièrement à ces interventions, après accord au cas par cas.

« Le dépositaire » ne pourra en aucun cas présenter l'œuvre d'art qui lui a été confiée dans un autre but que l'exposition permanente ayant fait l'objet de la présente convention.

Toute demande de prolongation de la convention de dépôt doit parvenir au « déposant » **au moins 2 mois avant l'expiration** du délai initial.

### **3.3 Obligations du « déposant »**

Si une demande de prêt de l'œuvre est adressée au « déposant », le Lycée militaire de Saint-Cyr l'Ecole doit en être informé **au moins 2 mois avant l'ouverture** de l'exposition.

Sur justification, « le déposant » se réserve le droit de ne pas accorder la prolongation de la convention de dépôt au « dépositaire » ou de reprendre immédiatement son dépôt si les clauses du contrat ne sont pas respectées et décline toutes responsabilités quant aux conséquences d'une telle action.

#### **Article 4 : Recettes**

Tout mécénat obtenu dans le cadre d'une éventuelle restauration de l'œuvre fera l'objet d'une convention bipartite entre « le déposant » et le mécène. « Le dépositaire » sera informé de ce mécénat. Le versement sera affecté au budget du Lycée militaire de Saint-Cyr l'Ecole.

#### **Article 5 : Assurances**

**5.1** La valeur d'assurance de l'œuvre déposée est de 10 000,00 € (dix mille euros).

**5.2** Selon la décision du Ministre des Finances du 23 septembre 1889, l'Etat étant réputé être son propre assureur, l'œuvre de Gustave Mailand « La mort de Mme de Maintenon » sera assurée à l'instar de toutes les œuvres appartenant à l'Etat.

**5.3** L'œuvre est assurée « clou à clou » en valeur agréée contre toute perte et contre tous dégâts, qu'ils soient ou non fortuits, y compris les grèves, les catastrophes naturelles, les émeutes et actes terroristes. L'assurance est à la charge du « dépositaire » pour la valeur indiquée.

**5.4** En cas de sinistre « le dépositaire » s'engage à avertir « le déposant » immédiatement et téléphoniquement, avec confirmation dans les 7 jours au plus tard, par lettre recommandée avec accusé de réception, de l'existence et des conditions du sinistre.

#### **Article 6 : Transport**

Les conditions de transport de l'œuvre seront fixées d'un commun accord entre le déposant et le dépositaire. Un convoyeur est systématiquement présent au cours du trajet aller-retour et participe aux opérations d'emballage et déballage.

Le type d'emballage requis pour l'œuvre dont le dépôt est contractualisé est le suivant :

- Tamponnage renforcé
- Caisse musée standard
- Caisse « Carrousel »
- Caisse isotherme

#### **Article 7 : Conditions de sécurité et de présentation**

**7.1** « Le dépositaire » s'engage à exposer l'œuvre déposée dans les conditions de sécurité comprenant une surveillance humaine ainsi que des systèmes de détection d'intrusion et d'incendie.

« Le dépositaire » veille tout particulièrement à ce que les salles d'exposition satisfassent aux conditions climatiques requises, à savoir un niveau d'hygrométrie moyen de 55 % ( $\pm 5\%$ ) et une température moyenne de 20° C ( $\pm 2^\circ$  C).

« Le dépositaire » veillera à ce que le tableau soit exposé à une luminosité filtrée des ultraviolets, et, selon le type d'œuvre, à une luminosité précise (200 lux maximum pour les peintures, 50 lux pour les œuvres sur papier). L'œuvre déposée ne doit pas être exposée près d'une arrivée d'air, d'une source de chaleur, d'un humidificateur, ou d'un déshumidificateur d'air.

**7.2** Il est strictement interdit au « dépositaire » d'intervenir sur l'œuvre déposée sans l'autorisation écrite et préalable du « déposant ». Dans le cas où l'existence même de l'œuvre serait menacée, « le dépositaire » est autorisé à intervenir expressément, sous réserve d'avertir immédiatement et préalablement « le déposant ».

### **Article 8 : Constat d'état du dépôt**

Il est dressé un constat d'état de l'œuvre déposée :

Par « le dépositaire » avec le « scientifique affectataire » à chaque étape de déplacement de l'œuvre déposée.

Tout changement appréciable survenu, que ce soit lors du transport ou de l'exposition, doit être immédiatement signalé au « déposant ».

Le constat d'état du 29 août 2024 est annexé à la présente convention.

### **Article 9 : Reproduction et Publication**

La reproduction photographique de l'œuvre déposée est autorisée par le « déposant ».

- Pour les publications scientifiques ;
- Pour les supports de médiations ;
- Pour les supports de communication et promotion ;
- Le site internet et réseaux sociaux.

Toute demande de reproduction émanant d'un tiers donne lieu à une demande préalable du « dépositaire » au « déposant ». La mention « Dépôt, musée Girodet » doit obligatoirement être portée dans les notices, légendes et cartels.

« Le dépositaire » s'engage à transmettre au « déposant » deux exemplaires de toute publication reproduisant l'œuvre déposée.

### **Article 10 : Durée et résiliation**

**10.1** La présente convention prend effet à compter de la date du dernier récolement de l'œuvre (29 août 2024) et pour une durée de 10 ans ;

**10.2** En cas d'inexécution ou de manquement grave à l'une des obligations de la présente convention, « le déposant » a la faculté de résilier de plein droit le contrat aux torts et griefs du « dépositaire » sous réserve de l'expiration d'un délai d'une semaine suivant l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse et ce sans formalité judiciaire ;

**10.3** Dans le cas où après signature de la présente convention, « le dépositaire » renoncerait à la présentation de l'œuvre déposée dans le lieu d'exposition, il est convenu que le Lycée Militaire de Saint-Cyr l'Ecole est obligé de confirmer sa résiliation par écrit dans les meilleurs délais au « déposant ». Dans ce cas la convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire et sans préjudice du droit à réclamer réparation du dommage subi par la partie lésée.

## **Article 11 : Confidentialité**

**11.1** Les parties prennent acte que dans le cadre du dépôt, elles sont susceptibles de recevoir des informations confidentielles sensibles de la part de l'autre partie concernant en particulier les mesures de sécurité qui sont prises et la valeur de l'œuvre. Pendant la durée de la présente convention et à tout moment après sa résiliation ou son expiration pour quelque motif que ce soit, chacune des parties respectera la confidentialité des informations.

**11.2** Pendant la durée de la présente convention et si cela s'avère nécessaire, les parties peuvent, afin d'exécuter leurs obligations dans le cadre du présent contrat, communiquer des informations confidentielles aux personnes concernées par ses obligations ou les autoriser à les utiliser.

## **Article 12 : Modifications**

Aucun des termes de cette convention ne peut être modifiée ou subrogé sans un accord écrit des deux parties.

Les modifications feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

## **Article 13 : Résolution des litiges**

Les parties s'engagent à résoudre à l'amiable les litiges qui pourraient survenir dans la mise en œuvre ou l'interprétation des termes de la présente convention. A défaut, il est fait attribution au tribunal administratif compétent.

Fait en trois exemplaires

Date : 12 novembre 2024

Pour l'Agglomération Montargoise,  
Le Président,  
Jean-Paul BILLAULT

Pour l'Etat-major de l'Armée de Terre  
L'adjointe au référent patrimoine,  
Sous-lieutenant Noémie LENGLET

Madame, Monsieur, vous avez récemment contacté le musée Girodet afin de réaliser une \*séance de photographies de mariage. Une fois relue, merci de nous retourner cette fiche de réservation signée et scannée à l'adresse [reservations@musee-girodet.fr](mailto:reservations@musee-girodet.fr).  
Ce document équivaut à une confirmation de votre part.

## Fiche d'identité

Nom (structure) :

Nom du professionnel :

Adresse :

Code postal : Ville :

Mail :

Tel :

Nombre de personnes :

Observations particulières :

## Redevance photographique

Date :           Heure :           Durée : 1h.

Tarif : 20€ – 6 personnes (Incluant le photographe et le couple).

Paiement (sur place, le jour J) :  CB       Chèque       Espèces

## Informations pratiques

**Tout retard de plus de 15 min entrainera l'annulation de la réservation.**

**Adresse :** Musée Girodet, 2 rue du Faubourg de la chaussée, 45200 Montargis

**Horaires :** du mercredi au dimanche durant les horaires d'ouverture du musée (hors jours fériés).

**Stationnement :** le long du Blvd Durzy (payant, à proximité immédiate du musée), sur le parking du Pâtis (gratuit, 10 minutes à pied du musée)

\*la loi de finances pour 1922, du 31 décembre 1921, article 119.

## Nous contacter

Informations générales : 02.38.98.07.81 / [info@musee-girodet.fr](mailto:info@musee-girodet.fr)

Informations sur les réservations : [reservations@musee-girodet.fr](mailto:reservations@musee-girodet.fr)

## Suivre notre actualité



[musee.girodet](https://www.facebook.com/musee.girodet)



[musee\\_girodet](https://www.instagram.com/musee_girodet)

**Signature** (précédée de la **date du jour** et de la mention **lu et approuvé**)

# TARIFS DU MUSEE GIRODET

| DROITS D'ENTREE  |   |   |
|--|---|---|
| <b>COLLECTIONS PERMANENTES et expositions dossiers</b>   |   |   |
| Plein tarif  |   | 4,00 €  |
| Tarif réduit*  |   | 2,00 €  |
| GRATUITÉ**   | Gratuit   | ** de 18 ans/ Personnes en situation de handicap + 1 accompagnateur /Chômeurs, bénéficiaires RSA/ Scolaires et enseignants AME et hors AME/ Centres de loisirs AME/ Etudiants/ Conservateurs, cartes ICOM et <b>ICOMOS</b> , carte du Ministère de la Culture (« Carte Culture »), carte adhésion "La maison des artistes", restaurateurs, conférenciers/ Membres Société des Amis du musée/ OTSI Loire/ Journalistes/ Partenaires selon convention/ Donateurs, mécènes/ Détenteur carte Agorame/ Abonnés aux spectacles AME/ Porteur d'un billet (payant) de la Maison de la forêt daté de moins de 2 mois |
|  |   | Pour des manifestations nationales patrimoniales auxquelles le musée s'inscrit, dont : Nuit européenne des musées/ Journées européennes du patrimoine / Weekend Musées Télérama   |
|  |   | Pour des manifestations de l'AME  |
|  |   | Pour des manifestations du musée : nocturnes, cartes blanches à un artiste (sans conditions)  |
|  |   | Pour des manifestations de nature à promouvoir le musée (jeux concours, loterie)  |
| Pass annuel individuel   |   | 10,00 €   |
| Pass nominatif valable 1 an de date à date   |   |   |
| <b>EXPOSITIONS TEMPORAIRES</b> [Droits d'entrée du musée en période d'exposition temporaire - Accès aux collections permanentes + exposition temporaire] |   |   |
| Plein tarif  |   | 6,00 €  |
| Tarif réduit*  |   | 4,00 €  |
| GRATUITÉ**   |   | Gratuit   |
| Pass annuel individuel   |   | 2,00 €  |
| <b>INDIVIDUELS</b><br>Visites commentées / Ateliers / Autres prestations<br>Collections Permanentes ET Expositions temporaires                           |   |   |
| Visites commentées et animations (Tous publics)  |   | 2,00 €  |
| Ateliers adultes - la séance   | + prix du billet d'entrée                           | 6,00 €  |
| Ateliers - 18 ans - la séance  |   | 4,00 €  |
| Ateliers Famille - la séance (prix par famille*)   |   | 10,00 €   |
| « Copistes » (prêts de chevalets)  | + prix du billet d'entrée                           | 2,00 €  |
| <b>GROUPES</b><br>Visites commentées / Ateliers<br>Collections permanentes ET Expositions temporaires  |   |   |
| Groupe : de 10 à 30 personnes. Au-delà de 30 personnes : 2 réservations de groupes.  |   |   |
| Visite commentée plein tarif   |   | 2,00 €  |
|  | + prix du billet d'entrée (tarif réduit) / personne | 2,00 € / personne   |
| Visite commentée tarif réduit*   |   | 2,00 € / personne   |
| Visite commentée GRATUITE**  |   | Gratuit   |
| Chauffeur de car pour les groupes  |   | Gratuit   |
| Atelier de pratiques artistiques - Scolaires tous niveaux AME et hors AME  |   | Gratuit   |
| Atelier de pratiques artistiques - Centre de loisirs AME (pour 15 enfants max.)  |   | 4,00€ / enfant  |
| Gratuit pour les accompagnateurs   |   |   |
| <b>« MUSEE NOMADE I &amp; II »</b><br>Dispositifs de médiation hors les murs   |   |   |
| Dans l'AME   |   | Gratuit   |
| Hors AME   |   | 25,00 €   |
| <b>CONFÉRENCES</b>   |   |   |
| La conférence  |   | Gratuit   |

# TARIFS DU MUSEE GIRODET

| <b>PRIVATISATION</b>   |                    |  |
|--|--------------------|--|
| <b>Hors activités du musée + hors parcours de visite</b>                   |                    |  |
| 1/2 journée  | 150,00 €           |  |
| Journée entière  | 300,00 €           |  |
| <del>Prestations techniques (coût horaire)</del>                           | <del>23,00 €</del> |  |
| Forfait ménage   | 50,00 €            |  |
| <b>Visite privée du musée (hors activités du musée)</b>                    |                    |  |
| Visite commentée privée  | 100,00 €           |  |
| <b>Exonération des frais de privatisation (hors prestations et ménage)</b> |                    |  |
| Collectivités territoriales de l'AME                                       |                    | 1 manifestation par an   |
| Association loi de 1901 de l'AME   |                    | sur décision du Président  |
| Partenaires conventionnés avec l'AME                                       |                    |  |
| Sur décision exceptionnelle du Président                                   |                    |  |
| <b>PHOTOGRAPHIES</b>   |                    |  |
| Photographies hors cérémonie   | 20€                | Créneau d'une heure maximum, sur réservation préalable, pour 6 personnes maximum. Accès aux collections sur le parcours permanent du musée le jour de la séance. |

# CONVENTION D'ADHESION A AÉRO BIODIVERSITE



## Entre

L'Agglomération Montargoise Et rives du Loing sise 1 rue du Faubourg de la Chaussée CS 10317 45125 Montargis pour le compte de l'aérodrome de Montargis Vimory, représentée par son Président Jean-Paul BILLAULT

..... désigné sous le terme « l'Aérodrome »

D'une part

et l'association dénommée Aéro Biodiversité, association régie par la loi du 1er juillet 1901 et reconnue d'intérêt général, dont le siège social est situé Pôle d'examens DGAC, rue Jean Mermoz, BP 723 94399 ORLY AEROGARE CEDEX, représentée par son Président, monsieur Lionel GUERIN n° RNA W943004139,

désignée sous le terme «l'Association»

D'autre part.

## Préambule

Aéro Biodiversité est une association régie par la loi de 1901 qui rassemble des personnes physiques et morales concernées par la biodiversité présente sur les terrains aéronautiques français pour des raisons professionnelles ou pour des raisons personnelles de curiosité ou de culture.

Des acteurs du transport aérien et des scientifiques ont décidé de s'unir pour partager leur engagement en faveur de l'environnement. Par leur association, ils veulent porter un regard nouveau sur la manière dont cette industrie s'intègre et interagit avec son milieu.

La sécurité des personnes et des biens est la préoccupation prioritaire dans leur réflexion, leurs actions et leur conseil.

A contre-courant des idées reçues, les Aérodromes sont des espaces naturellement protégés qui peuvent constituer des réserves de biodiversité. Ils abritent une faune et une flore, sur de vastes étendues, appartenant aux dernières grandes prairies d'Europe.

Les compagnies aériennes, les clubs aéronautiques et les Aéroports et les aérodromes peuvent jouer un rôle positif en matière environnementale, bénéfique à la nature mais aussi à la perception qu'en ont les hommes qui y travaillent ou les utilisent.

Connaître et valoriser la biodiversité dans les espaces aéroportuaires, c'est prendre conscience de notre environnement, le respecter et agir pour préserver l'avenir. Mettre en réseau les bonnes pratiques permet une gestion des espaces aéroportuaires qui prenne mieux en compte la biodiversité.

A l'échelle nationale et via les sciences participatives, les zones aéroportuaires constituent un réseau potentiel fournisseur de données biologiques.

L'ensemble de ce travail qui réunit différents acteurs du transport aérien, publics et privés, s'inscrit précisément dans la Stratégie Nationale pour la Biodiversité. En particulier elle répond aux grandes

orientations stratégiques définies par le Ministère :

- Susciter l'envie d'agir pour la biodiversité
- Préserver le vivant et sa capacité à évoluer
- Assurer un usage durable et équitable de la biodiversité
- Assurer la cohérence des politiques et l'efficacité de l'action
- Développer, partager et valoriser les connaissances

En avril 2022, l'Association a fait une visite de la plateforme avec la production d'un compte-rendu.

La reconnaissance « Territoire engagé pour la Nature » a été attribuée à l'Agglomération Montargoise Et rives du loing par l'Agence Régionale de la Biodiversité Centre-Val de Loire pour la période 2024 – 2026.

La fiche action n°8 *Préservation de la Biodiversité sur l'aérodrome de Montargis-Vimory* fait partie de ce programme labellisé.

## **Article 1er : Objet de la convention**

Les Parties s'engagent à appliquer cette convention dans la stricte limitation des Statuts et du Règlement Intérieur de l'Association, ainsi que dans le respect du rescrit délivré par l'Administration fiscale le 18 août 2016. Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution tels que décrits dans son Règlement Intérieur.

Ceci comprend notamment :

- un suivi annuel de la plateforme de Montargis Vimory avec relevés biologiques, instauration de protocoles participatifs, accompagnement des suivis et conseil avec trois visites de terrain tous les ans
- une recherche commune des bonnes pratiques en faveur de la biodiversité dans les limites de la sécurité aérienne, en vue d'améliorer les deux
- l'exploitation commune de ces résultats et la communication inter structure
- la réflexion sur de possibles programmes de recherche dans le but d'améliorer les bonnes pratiques

Chaque membre de l'Association s'engage, via l'Association, à adhérer à la Stratégie Nationale pour la Biodiversité portée par le Ministère en charge du Développement Durable.

L'agglomération Montargoise Et rives du Loing et son aérodrome de Montargis Vimory soutiennent cette démarche et souhaitent participer financièrement et par son action à sa réussite. La subvention permettra notamment de participer à l'action prévue sur la plateforme de Montargis Vimory.

Ainsi que l'indique le Règlement Intérieur de l'Association, le statut de membre actif conféré par cette participation donnera notamment accès pour la structure à :

- des conférences et l'accompagnement des volontaires pour les protocoles de sciences participatives
- un appui à la connaissance ornithologique
- des outils méthodologiques tels que nichoirs à pollinisateurs, planches à escargots, enregistreurs à chauve-souris, prêts de matériel d'observation et de photographie lors des visites, analyse des paysages et écosystèmes
- des synthèses et la coordination du programme, intégration des données dans la base de données générale
- une aide à la constitution des protocoles de recherche en liaison avec les protocoles de fauche ou l'analyse des espèces pouvant poser problème

- la valorisation pédagogique avec possibilité d'utiliser une sélection des photographies prises dans le cadre des programmes sur des documents de communication non lucratifs dans le cadre de la promotion interne et externe du programme, après validation du contenu par l'association
- la possibilité d'utiliser le logo de l'Association sur les documentations de communication de l'Association des pilotes et de publier la charte d'adhésion

Le logo de l'agglomération et/ou de l'aérodrome de Montargis Vimory sera par ailleurs intégré dans tous les documents de communication de l'Association qui le citeront.

Les données naturalistes résultant des travaux de l'association sont réputées comme des données publiques pouvant faire l'objet de partage en open source sous réserve du respect des lois et règlements en vigueur ainsi que de la réglementation en matière de sécurité aéronautique.

L'aérodrome de Montargis Vimory s'engage à favoriser autant que possible sur sa plateforme l'établissement des programmes prévus par le Règlement Intérieur de l'Association afin de répondre aux objectifs de l'Association et à l'Engagement dans la Stratégie Nationale pour la Biodiversité. Ce qui implique notamment :

- la mise à disposition du personnel d'accompagnement indispensable à la bonne réalisation des protocoles mis en place  
les procédures indispensables permettant l'entrée côté piste des personnels de l'association
- la mise à disposition de la logistique, en particulier véhicule, matériel de sécurité, radio, nécessaire à l'exécution des visites
- la diffusion de l'information en interne afin de sensibiliser et proposer la participation du plus grand nombre

Au vu de la reconnaissance Territoire Engagé pour la Nature exposée en préambule, l'Association s'engage à :

- Associer les acteurs locaux dans la préservation de la biodiversité de l'aérodrome que sont l'Aéroclub, l'association Gâtinais Nature, les agriculteurs, les établissements scolaires etc
- Accompagner l'Agglomération dans le dépôt de sa candidature pour le label AEROBIO en années 2 et 3

## **Article 2 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, sous réserve que l'Association présente chaque année, un mois après la tenue de l'assemblée générale et au plus tard, à l'expiration d'un délai de six mois suivant la clôture de l'exercice comptable, les documents mentionnés à l'article 4. Elle est ensuite tacitement reconduite année par année sauf renoncement par LR AR au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre de l'année en cours.

## **Article 3 : Montant de la contribution et conditions de paiement**

Le montant de la contribution est indiqué dans le Règlement Intérieur de l'Association. En fonction du trafic de l'aérodrome de Montargis Vimory, outre la cotisation annuelle de 600€, la participation annuelle s'élève à 5.000 € pour 2025, sur Appel de Participation envoyé par l'Association

**Titulaire** : Aéro Biodiversité **IBAN** : FR76 3006 6109 7200 0203 0500 124 **BIC**: CMCIFRPPCOR

(sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées à l'article 4) et dans un délai de 45 jours net de la réception de l'appel de fonds.

## **Article 4 : Obligations comptables**

L'association s'engage :

- à fournir à l'aérodrome de Montargis Vimory un exemplaire de l'arrêté de ses comptes annuels avant le 1er juillet au plus tard de l'année suivante ;
- à fournir à l'aérodrome de Montargis Vimory un exemplaire de son rapport d'activité annuel.
- à présenter par écrit dans un rapport les résultats des observations réalisées sur l'aérodrome de Montargis Vimory à la fin des travaux réalisés sur les terrains et au plus tard fin janvier de l'année suivante.

#### **Article 5 : Avenant**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

#### **Article 6 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **Article 7 – Date d'effet**

La présente convention prend effet à la date de sa signature et engage les parties.

Fait à Montargis, le

Pour l'Agglomération Montargoise Et rives  
du Loing

Pour l'Association Aéro Biodiversité

Jean-Paul BILLAULT,  
Président

Lionel GUERIN  
Président



## **CONVENTION ENTRE L'AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING ET LA CROIX ROUGE FRANCAISE DANS LE CADRE DU RESTAURANT SOCIAL**

### **Entre les soussignés :**

**L'Agglomération Montargoise Et rives du loing, dont le siège est situé au, 1 rue du Faubourg de la Chaussée – CS10317 - 45125 MONTARGIS CEDEX, représentée par son Président Monsieur Jean-Paul BILLAULT ;**

**Et**

**La Croix Rouge Française, Unité Territoriale de Montargis-Pithiviers, régie par les dispositions et la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, auxiliaire des pouvoirs publics, dont le siège est situé 69 Bis Rue des Anguignis, à SAINT-JEAN-LE-BLANC, représentée par sa Présidente Madame Laure-Marie MINIERE ;**

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

### **Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de préciser les obligations respectives de la Croix Rouge Française et de l'Agglomération Montargoise Et rives du loing en ce qui concerne les activités liées à la mise en place du restaurant social dénommé « REST'O ». Elle règle aussi les dispositions financières.

### **Article 2 : ORIENTATIONS GENERALES**

La Croix Rouge Française a pour objet, sur l'arrondissement de Montargis, de prévenir et d'apaiser les souffrances des personnes les plus démunies, en ayant notamment recours à des structures comme : le restaurant social, la domiciliation et le Samu Social.

**Article 3** : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE RESTAURANT SOCIAL SUR LE TERRITOIRE DE L'AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING

La Croix Rouge Française se doit d'assurer, dans le cadre de ce projet la mise en place de la restauration sociale dans le local réhabilité situé rue du Port Saint Roch à Montargis.

**Article 4** : DISPOSITIONS FINANCIERES

- L'Agglomération Montargoise verse annuellement une subvention de 7 622 € à la Croix Rouge Française pour lui permettre de mettre en œuvre l'action définie à l'article 3.

- **Avant le 1<sup>er</sup> novembre de l'exercice budgétaire**, la Croix Rouge Française s'engage à remettre et à présenter à l'Agglomération Montargoise Et rives du loing :

- La subvention attribuée par l'Agglomération Montargoise représente la participation de l'Agglomération Montargoise Et rives du loing pour les activités définies à l'Article 3. La Croix Rouge Française ne pourra solliciter les communes membres pour le financement de ces actions.

**Article 5** : DISPOSITIONS PARTICULIERES

L'Agglomération Montargoise Et rives du loing se réserve le droit, après avoir entendu la Croix Rouge Française, de mettre fin à son aide et d'exiger le reversement total ou partiel des sommes perçues par la Croix Rouge Française dans les cas suivants :

- si la subvention accordée n'a pas été utilisée en conformité avec l'objet des actions mentionnées à l'article 3 de la présente convention ;
- en cas de non-réalisation dans les délais ou de réalisation partielle des actions visées à l'article 3.

**Article 6** : DISPOSITIONS DIVERSES

Tout changement (adresse, nom du responsable légal, RIB, Téléphone, mail, statuts) doit être signalé à la Responsable du Service Développement Social Urbain de l'Agglomération Montargoise Et rives du loing à l'aide des pièces justifiant du changement.

**Article 7** : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est valable pour la durée de l'exercice budgétaire afférent à 2024, allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024.

Fait à Montargis, le

La Présidente départementale  
De la Croix Rouge,

Laure-Marie MINIERE

Le Président de l'Agglomération  
Montargoise Et rives du loing

Jean-Paul BILLAULT





**CONVENTION ENTRE L'AGGLOMERATION  
MONTARGOISE ET RIVES DU LOING ET BGE  
TERRES DE LOIRE DANS LE CADRE DU PROJET  
RETENU DANS LA PROGRAMMATION 2024 DU  
CONTRAT DE VILLE**

**Entre les soussignés :**

**L'Agglomération Montargoise Et rives du loing, dont le siège est situé au, 1 rue du Faubourg de la Chaussée – CS 10317 - 45125 MONTARGIS CEDEX, représentée par son Président Jean-Paul BILLAULT ;**

**Et**

**L'association BGE Terres de Loire, régie par les dispositions et la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, dont le siège est situé 29 rue des Montées à Orléans, représentée par son Président Patrice LORIOT ;**

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

**Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de préciser les obligations respectives de l'association BGE Terres de Loire et l'Agglomération Montargoise Et rives du loing en ce qui concerne la création d'activités par les publics issus des quartiers prioritaires, développer l'esprit entrepreneurial et d'accompagner les personnes dans la construction de leur parcours professionnel. Elle règle aussi les dispositions financières.

**Article 2 : ORIENTATIONS GENERALES**

L'association BGE Terres de Loire a pour objet la sensibilisation et l'accompagnement à la création et au développement des très petites entreprises, soutien aux initiatives individuelles visant à créer des activités économiques et des emplois, formation des publics éloignés de la culture de l'entreprise.

**Article 3** : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS D'INSERTION PROFESSIONNELLE SUR LE TERRITOIRE DE L'AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING

L'association BGE Terres de Loire se doit d'assurer, dans le cadre du projet retenu dans la programmation 2024 du Contrat de Ville, l'action suivante :

- Familiariser les jeunes à la pédagogie de « conduite de projet » et leur permettre de monter en compétences.
- Stimuler les attitudes entrepreneuriales (esprit d'équipe, créativité, sens des responsabilités, confiance en soi, ...).
- Développer le savoir agir et donner plaisir à apprendre autrement.
- Limiter les déterminismes sociaux qui influencent la projection de certains jeunes dans les parcours professionnels auxquels ils se destinent.

**Article 4** : DISPOSITIONS FINANCIERES

- L'Agglomération Montargoise verse une subvention de **3 500 €** à l'association BGE Terres de Loire pour lui permettre de mettre en œuvre l'action citée à l'article 3 qui **fera l'objet de deux versements** :

- **un premier versement de 80 %** interviendra après la réception de la présente convention revêtue de la signature originale du représentant légal en deux exemplaires accompagné d'un relevé d'identité bancaire ;

- **le solde de 20 %** interviendra après la réception du bilan du projet, à savoir :

- le dossier d'évaluation suivi-bilan du Contrat de Ville de L'Agglomération Montargoise Et rives du loing.
- le compte-rendu financier définitif de l'action.
- les derniers comptes approuvés de l'association. Les bilans et comptes de résultat seront certifiés conformes par le commissaire aux comptes.
- un rapport d'activités présentant une évaluation de l'ensemble des actions menées.

Ces documents devront être transmis **en deux exemplaires originaux** à l'attention de la Responsable du service Développement Social Urbain de l'AME à l'issue de l'action et avant le 25 janvier 2025.

**A défaut de production de ces pièces, l'Agglomération Montargoise émettra un ordre de remboursement de la subvention déjà versée considérée comme non justifiée.**

- La subvention représente la participation de l'Agglomération Montargoise Et rives du loing pour les activités définies à l'Article 3. L'association BGE Terres de Loire pourra solliciter les communes membres pour le financement de cette même action.

### **Article 5** : DISPOSITIONS PARTICULIERES

L'Agglomération Montargoise Et rives du loing se réserve le droit, après avoir entendu l'association BGE Terres de Loire de mettre fin à son aide et d'exiger le reversement total ou partiel des sommes perçues par l'association BGE Terres de Loire dans les cas suivants :

- si la subvention accordée n'a pas été utilisée en conformité avec l'objet de l'action mentionnée à l'article 3 de la présente convention ;
- en cas de non-réalisation dans les délais ou de réalisation partielle de l'action visée à l'article 3.
- En cas de non-transmission des pièces énumérées à l'article 4.

### **Article 6** : DISPOSITIONS DIVERSES

Tout changement (adresse, nom du responsable légal, RIB, Téléphone, mail, statuts) doit être signalé à la Responsable du Service Développement Social Urbain de l'Agglomération Montargoise Et rives du loing à l'aide des pièces justifiant du changement.

### **Article 7** : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est valable pour la durée de l'exercice budgétaire afférent à 2024, allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024.

Fait à Montargis, le

La Présidente de l'association  
BGE Terres de Loire

Le Président de l'Agglomération  
Montargoise Et rives du loing

Patrice LORIOT

Jean-Paul BILLAULT

FONDS TOURISME DURABLE



# Incroyable mais vert ! Charte d'engagements

[agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises](http://agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises)



## Charte d'engagements

|   |               |                   |  |
|---|---------------|-------------------|--|
| <b>Raison sociale*</b>  |               |                   |  |
| <b>Enseigne*</b>  |               |                   |  |
| <b>SIRET</b>  |               |                   |  |
| <b>Nom* et Prénom* du responsable légal de l'établissement touristique accompagné</b> |               |                   |  |
|   |               |                   |  |
| <b>Nom*, prénom* et fonction* du contact (si différent)</b>                           |               |                   |  |
|   |               |                   |  |
| <b>Code APE*</b>  |               |                   |  |
| <b>Adresse*</b>   |               |                   |  |
| <b>Code postal *</b>  | <b>Ville*</b> |                   |  |
| <b>Courriel*</b>  |               | <b>Téléphone*</b> |  |

(\*) Champs devant être obligatoirement renseignés

### **Rôles et engagements de la CCI et de la Région Centre-Val de Loire**

La CCI et la Région Centre-Val de Loire s'engagent à accompagner cette structure dans le cadre du programme Fonds Tourisme Durable par :

-  La réalisation un diagnostic préalable à la mise en place d'un plan d'actions suivant le référentiel et les outils fournis par l'ADEME dans le cadre de l'opération,
-  La définition d'un plan d'actions,
-  L'aide aux choix des investissements/formations/actions de communication pertinents pour atteindre les objectifs du plan d'actions,
-  L'aide au montage du dossier de demande d'aide au Fonds Tourisme Durable le cas échéant

Cet accompagnement sera réalisé par :

Nom et Prénom du Conseiller du réseau des CCI Centre-Val de Loire qui réalise l'accompagnement\* :

### **Rôle et engagements de l'établissement touristique**

L'établissement s'engage à :

-  Attester de sa situation vis-à-vis des règles de minimis (la déclaration des aides de minimis, en annexe, doit être transmises au conseiller au moment de la signature de cette charte considérée comme caduque en l'absence de cette déclaration renseignée et signée)
-  Se rendre disponible le ..... /...../..... pour le diagnostic ainsi que pour les différentes étapes de l'accompagnement
-  Préparer l'audit initial avec la liste des documents demandés par le Conseiller
-  Nommer un référent pour la collecte d'informations
-  Prévoir la présence effective du référent le jour de la venue
-  Prévoir la présence de plusieurs personnes le jour du diagnostic afin d'identifier les pistes d'actions
-  Communiquer son engagement auprès de ses clients et des médias cibles de votre établissement





- 📍 Jouer le rôle d'ambassadeur de la démarche auprès de votre réseau et sur votre territoire (a minima présence à une réunion ou un témoignage).
- 📍 Suivre la démarche d'accompagnement jusqu'à son terme

Le temps d'accompagnement de l'entreprise est estimé à : 4,5 jours pour les restaurateurs et 5,5 jours pour les hébergeurs.

### Gestion de votre dossier et de vos données personnelles dans le cadre de la démarche

Les données personnelles recueillies font l'objet d'un traitement informatisé par la CCI LOIRET, responsable de traitement. Les données signalées par un astérisque doivent obligatoirement être renseignées et sont nécessaires à la gestion de votre inscription au dispositif Fonds Tourisme Durable la CCI LOIRET est susceptible d'utiliser ces données pour vous inviter à ses événements, vous adresser ses informations, ses offres d'accompagnement et ses enquêtes. La base légale du traitement repose sur l'exécution des missions de services publics des CCI selon les articles L 710-1 du Code de commerce. Les informations recueillies sont destinées aux services de la CCI LOIRET ainsi qu'à CCI Centre-Val de Loire et la Région Centre-Val de Loire coresponsables de l'animation, de la coordination, de la communication et du bilan du dispositif. Dans le cadre de l'accompagnement et du suivi du financement du programme régional, vos données seront transmises à l'ADEME\* ainsi qu'au service instructeur gestionnaire des Fonds Européens de la Région par la CCI Centre-Val de Loire et la Région Centre-Val de Loire. Vos données seront conservées pendant 10 ans à compter de la clôture de ce programme régional. Conformément à la réglementation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, de limitation, d'opposition pour motif légitime ou encore d'effacement de vos données personnelles. Vous pouvez également retirer votre consentement à tout moment lorsque celui-ci vous a été demandé. Vous pouvez exercer vos droits par courrier - Délégué à la protection des données - CCI Centre-Val de Loire 1 place Rivierre-Casalis CS 90613 45404 Fleury-les-Aubrais Cedex ou par mail [dpo@centre.cci.fr](mailto:dpo@centre.cci.fr). Vous bénéficiez également d'un droit de recours auprès de la CNIL - Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - 3 Place de Fontenoy TSA 80715 - 75334 PARIS Cedex 07 - Tél. 01 53 73 22 22 - [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

\*Transmission des informations à l'ADEME : L'entreprise bénéficiaire est susceptible de solliciter le Fonds Tourisme Durable proposé suivant les conditions d'éligibilité du fonds. Dans ce cas, elle pourra elle-même faire sa demande en ligne auprès de l'ADEME sur la plateforme AGIR et/ou via la Région qu'elle autorise à diffuser ses informations.

### Clause de consentement Newsletter « Ensemble pour un tourisme Durable » de la Région Centre-Val de Loire

J'accepte que mes informations soient collectées et exploitées dans le cadre de la newsletter « Ensemble pour un tourisme Durable »

\* Vous êtes informé qu'à tout moment vous pouvez retirer votre consentement.

Les engagements et droits définis dans cette charte prennent fin le : ...../...../.....

Bon pour accord pour un accompagnement dans le cadre de l'opération [Tourisme Durable]

Fait à ..... , le .....

Nom Prénom du signataire                      Cachet de l'entreprise (Restaurateur / Hébergeur)

Document à signer en 4 exemplaires (1 exemplaire client, CCIT, CCI Centre-Val de Loire, Région Centre-Val de Loire)



REVISION ALLEGEE N°1 DU PLUHD DE L'AME  
RUE DES POINTARDS, AMILLY

*BILAN DE LA CONCERTATION*



1, rue N. NIEPCE  
45700 VILLEMAMDEUR  
Tel : 02.38.89.87.79  
Courriel : urbanisme@terr-am.fr





# TABLE DES MATIERES

|     |  |    |
|-----|--|----|
| 1   | La démarche de concertation et ses objectifs.....                              | 4  |
| 2   | La concertation dans la cadre de révision allégée n°1 du PLUiHD de l'AME ..... | 5  |
| 2.1 | Les modalités de la concertation .....   | 5  |
| 2.2 | Organisation de la concertation préalable .....                                | 5  |
| 3   | L'information.....   | 6  |
| 3.1 | Via le site internet de l'AME.....   | 6  |
| 3.2 | Via le site internet de la commune d'Amilly .....                              | 7  |
| 4   | L'expression .....   | 8  |
| 4.1 | Les modalités d'expression mises en place.....                                 | 8  |
| 4.2 | Réponse aux remarques inscrites dans le cadre de la concertation .....         | 9  |
| 5   | Conclusion .....   | 10 |

# 1 LA DEMARCHE DE CONCERTATION ET SES OBJECTIFS

---

La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 a rendu obligatoire la concertation du public pendant l'élaboration du projet de PLU. La présente procédure de Révision, dite « allégée » est soumise aux mêmes obligations.

Le Code de l'Urbanisme fait obligation pour les personnes publiques ayant l'initiative d'élaboration ou révision d'un PLU, d'organiser, le plus en amont possible des procédures administratives, la concertation dans des conditions fixées en accord avec les communes afin d'associer « pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées » (article L.103-2 du Code de l'Urbanisme).

À l'arrêt de la Révision allégée, le bilan de la concertation est présenté devant l'organe délibérant de la collectivité compétente. Le bilan énonce les moyens de concertation mis en œuvre tout au long de la procédure d'élaboration, et relate d'une part, les remarques émises par les personnes ayant participé à la concertation et d'autre part, les analyses au regard du projet global.

Le PLUi est conçu pour fournir le cadre juridique et réglementaire nécessaire à la mise en œuvre d'un projet qui s'inscrit dans la dynamique d'une politique communale d'aménagement et de développement. À ce titre, il est l'expression d'un projet politique et est élaboré :

- Avec les habitants dans le cadre de la concertation ;
- Avec les Personnes Publiques Associées prévues à l'article L.123-9 du Code de l'urbanisme et les personnes publiques qui demandent à être associées lors de la révision du projet.

Le PLUi doit être un document global, prospectif et à la portée de tous. Cette lisibilité est liée à une procédure d'élaboration favorisant un dialogue, à un contenu adapté et à une meilleure compréhension du projet. C'est dans ce cadre que la concertation avec l'ensemble des acteurs est menée tout au long de la phase technique de la révision « allégée » du Plan Local d'Urbanisme.

## 2 LA CONCERTATION DANS LA CADRE DE REVISION ALLEGEE N°1 DU PLUIHD DE L'AME

---

### 2.1 Les modalités de la concertation

---

La délibération du conseil communautaire de l'AME, en date du 16 mai 2023, engage la procédure de révision allégée n°1 du PLUiHD avec pour objectif de reclasser une partie de la parcelle ZM n°80 à Amilly (rue des Pointards) en zone urbaine.

Également, cette délibération fixe les modalités de concertation qui sont poursuivies au fil de la procédure :

#### Extrait de la délibération du 16 mai 2023 du conseil communautaire de l'AME :

**Article 3** : [le conseil communautaire] fixe les modalités de la concertation avec le public à savoir la mise à disposition d'un dossier en mairie d'Amilly et à l'Agglomération Montargoise Et rives du Loing, sur le site internet de l'AME composé de :

- La délibération de l'AME de prescription de la révision allégée n°1 du PLUiHD ;
- La notice explicative de la procédure ;
- Le compte-rendu de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées après la tenue de celle-ci.

Le public pourra émettre ses observations via un registre en mairie d'Amilly et à l'AME, ainsi que via l'adresse mail : [pluihd@agglo-montargoise.fr](mailto:pluihd@agglo-montargoise.fr).

Le présent document vient dresser le bilan de l'ensemble des modalités de concertation mises en œuvre par l'AME, afin de s'assurer du respect des objectifs fixés dans la délibération initiale. Ce document figurera au sein du dossier d'enquête publique de la procédure de révision allégée.

### 2.2 Organisation de la concertation préalable

---

Les outils et moyens de concertation mis en œuvre dans le cadre de la révision allégée n°1 du PLUiHD s'organisent en deux grandes catégories, à savoir l'information et l'expression. Ces différentes catégories et les outils correspondant à chacune d'entre elles sont détaillés dans le présent mémoire.

## 3 L'INFORMATION

L'information du public sur la procédure de révision allégée n°1 du PLUiHD est effectuée via divers supports d'informations. Des publications ont ainsi été réalisées, de telle sorte qu'un maximum de personnes soit tenu informé de cette procédure et puisse y prendre part.

Sont détaillés en suivant les supports plébiscités pour l'information.

### 3.1 Via le site internet de l'AME

Le site internet de l'AME comprend une rubrique « aménagement urbain », avec une sous-rubrique dédiée au PLUiHD en vigueur sur le territoire. Cette sous-rubrique vient rappeler le rôle tenu par le PLUiHD dans l'aménagement du territoire de l'agglomération, et liste également l'ensemble des procédures d'évolution du document d'urbanisme qu'elles soient passées ou en cours.



Figure 1 - Capture d'écran du site internet de l'AME, rubrique "PLUiHD" (octobre 2024)

Dans cette rubrique, les éléments relatifs à la révision allégée n°1 sont accessibles et consultables par tous (format .pdf) :

- La délibération de prescription prise par le conseil communautaire ;
- Le dossier complet de la procédure.

Ces éléments ont été mis à disposition du public au fil de la constitution, à compter du 28 juin 2024 (période au cours de laquelle les études relatives à cette procédure ont débuté).



Figure 2 - Capture d'écran du site internet de l'AME pour le téléchargement des documents relatifs à la RA n°1 (octobre 2024)

### 3.2 Via le site internet de la commune d'Amilly

En complément de la mise à disposition des documents sur le site internet de l'AME, le dossier de révision allégée n°1 du PLUiHD a été publié également sur le site internet de la commune d'Amilly, dans la rubrique « Plan local d'urbanisme intercommunal : donnez votre avis ! ».

Un dossier complet comprenant la délibération de prescription et l'ensemble des pièces constitutives de la révision allégée y est accessible depuis le 19 août 2024.

### ► Prescription de la révision allégée n°1 : rue des Pointards

Vous pouvez consulter/télécharger le document en cliquant ci-dessous :

- [Délibération N°23-150 - PLUiHD Prescription de la révision allégée n°1 : rue des Pointards](#) publié le 19/08/2024

Figure 3 - Capture d'écran du site internet de la commune d'Amilly (octobre 2024)

## 4 L'EXPRESSION

### 4.1 Les modalités d'expression mises en place

Pour inciter les habitants à prendre part à la procédure de révision n°1 du PLUiHD et à faire remonter leurs demandes / souhaits, plusieurs moyens ont été mis en place :

- Un registre de concertation papier, disponible à l'accueil de la mairie d'Amilly (depuis le 19 août 2024) et au siège de l'AME (depuis le 28 juin 2024) et accompagné du dossier de révision allégée, complété au fur et à mesure de son avancement ;
- La possibilité d'adresser des courriers et des courriels ([pluihd@agglo-montargoise.fr](mailto:pluihd@agglo-montargoise.fr)) aux élus en charge de la procédure.

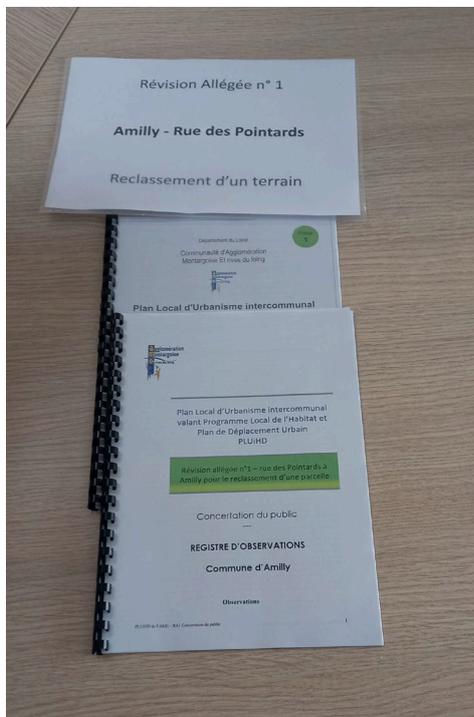


Figure 4 - Dossier de la RA n°1 et registre de concertation disponibles à l'AME

## 4.2 Réponse aux remarques inscrites dans le cadre de la concertation

---

Dans le cadre de la concertation, aucune remarque n'a été inscrite dans le registre papier, ni transmise par courriel ou courrier à l'AME.

## 5 CONCLUSION

---

Conformément à l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme, l'AME a organisé la concertation pendant toute la phase dite « technique » de la révision allégée n°1 du PLUiHD jusqu'à l'arrêt du projet en conseil communautaire. La concertation s'est traduite par la mise en place de modalités favorisant l'expression et l'information du public sur les modifications apportées au document d'urbanisme, garantissant ainsi la transparence de la démarche mise en place.

En somme, les modalités envisagées par l'AME ont bien été respectées, à l'exception de la mise à disposition du compte-rendu de la réunion d'examen conjoint de la procédure par les Personnes Publiques Associées. En effet, cette réunion interviendra, conformément aux exigences du Code de l'Urbanisme, après l'arrêt du projet de révision allégée en conseil communautaire. Cette modalité ne peut donc pas être prise en compte dans le cadre de la concertation préalable et de son bilan. Toutefois, ce compte-rendu fera partie intégrante du dossier d'enquête publique de la présente procédure.

Ce bilan de la concertation est entériné par délibération du conseil communautaire de l'AME en date du 12 novembre 2024.

Département du Loiret

Communauté d'Agglomération  
Montargoise Et rives du loing



# Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat et Déplacement

RÉVISION AU TITRE DE L'ARTICLE L.153-34  
DU CODE DE L'URBANISME

Reclassement d'une parcelle - Rue des Pointards à Amilly

Date | 12 novembre 2024

Objet | Dossier arrêté par la Communauté d'Agglomération



1, rue Niepce - 45700 Villemandeur

Dossier : E06870

# **DEPARTEMENT DU LOIRET**

---

Agglomération Montargoise Et rives du Loing

---

**Plan Local d'Urbanisme intercommunal  
valant Plan local de l'Habitat et Plan de  
Déplacements Urbains**

**REVISION AU TITRE DE L'ARTICLE L.153-34  
DU CODE DE L'URBANISME**

**Reclassement d'une parcelle – Rue des Pointards, Amilly**

**BORDEREAU DES PIECES**

Pièce n°1 - Note explicative

Pièce n°2 - Pièces modifiées du P.L.U.i.H.D. : plans de zonage d'Amilly (pièces n°6.1a et 6.1b)

Département du Loiret

Pièce  
1

Communauté d'Agglomération  
Montargoise Et rives du loing



# Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat et Déplacement

RÉVISION AU TITRE DE L'ARTICLE L.153-34  
DU CODE DE L'URBANISME

*Reclassement d'une parcelle - Rue des Pointards à Amilly*

## Note explicative

Date | 12 novembre 2024

Objet | Dossier arrêté par la Communauté d'Agglomération



1, rue Niepce - 45700 Villemandeur

Dossier : E06870

|           |  |           |
|-----------|--|-----------|
| <b>1.</b> | <b>INTRODUCTION .....</b>                                    | <b>2</b>  |
| 1.1       | Objectifs de la révision allégée .....                       | 2         |
| 1.2       | Rappel de la procédure .....                                 | 2         |
| <b>2.</b> | <b>CONTEXTE TERRITORIAL .....</b>                            | <b>3</b>  |
| 2.1       | Localisation .....   | 3         |
| 2.2       | Contexte démographique .....                                 | 3         |
| 2.3       | Contexte administratif et réglementaire .....                | 4         |
| <b>3.</b> | <b>MODIFICATION DU PLUI-HD .....</b>                         | <b>6</b>  |
| 3.1       | Présentation de l'objet de la modification .....             | 6         |
| 3.1.1     | <i>Mise en contexte</i> .....                                | 6         |
| 3.1.2     | <i>Objet de la procédure : reclassement en zone Uc</i> ..... | 9         |
| 3.2       | Modifications apportées .....                                | 10        |
| 3.3       | Analyse de la compatibilité .....                            | 10        |
| 3.3.1     | <i>Avec le PADD du PLUi-HD</i> .....                         | 10        |
| 3.3.2     | <i>Avec le DOO du SCoT</i> .....                             | 11        |
| <b>4.</b> | <b>INCIDENCES EVENTUELLES SUR L'ENVIRONNEMENT .....</b>      | <b>12</b> |
| 4.1       | Sur les espaces agricoles .....                              | 12        |
| 4.2       | Sur les espaces naturels .....                               | 12        |
| 4.2.1     | <i>Les ZNIEFF et sites Natura 2000</i> .....                 | 12        |
| 4.2.2     | <i>Les zones et milieux probablement humides</i> .....       | 13        |
| 4.3       | Sur les déplacements .....                                   | 14        |
| 4.4       | Sur la sécurisation des usagers .....                        | 15        |
| 4.4.1     | <i>Les risques naturels</i> .....                            | 15        |
| 4.5       | Sur le cadre de vie, les paysages et le patrimoine .....     | 19        |

# 1. INTRODUCTION

## 1.1 OBJECTIFS DE LA REVISION ALLEE

La commune d'Amilly a sollicité l'Agglomération Montargoise Et rives du Loing pour corriger une erreur de zonage dans le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) ; plus précisément, il s'agit de la parcelle ZM n°80, située rue des Pointards à Amilly. Cette parcelle est actuellement classée en zone N (naturelle) ; ce classement est incohérent avec la délivrance en amont de l'entrée en vigueur d'un permis de construire.

## 1.2 RAPPEL DE LA PROCEDURE

La procédure de révision allégée est menée conformément aux dispositions de l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme. Cet article stipule que :

*« Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :*

*1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou **une zone naturelle** et forestière [...] ».*

La procédure respecte les étapes suivantes :

|  |             |
|--|-------------|
| Délibération du conseil communautaire engageant la procédure | 16 mai 2023 |
| Examen au cas par cas <i>ad hoc</i> par la MRAe              |             |
| Arrêt de la révision allégée en conseil communautaire        |             |
| Examen conjoint par les Personnes Publiques Associées        |             |
| Présentation du dossier en CDPENAF                           |             |
| Enquête publique   |             |
| Approbation de la procédure en conseil communautaire         |             |

## 2. CONTEXTE TERRITORIAL

### 2.1 LOCALISATION

La commune d'Amilly se trouve à l'Est du département du Loiret, en région Centre-Val de Loire. Limitrophes avec les communes de Conflans-sur-Loing, Mormant-sur-Vernisson, Villemandeur, Montargis, Châlette-sur-Loing, Paucourt, La Chapelle-Saint-Sépulcre, La Selle-en-Hermoy et Saint-Germain-des-Prés, elle s'inscrit dans un environnement de transition, entre espaces urbanisés et espaces ruraux.

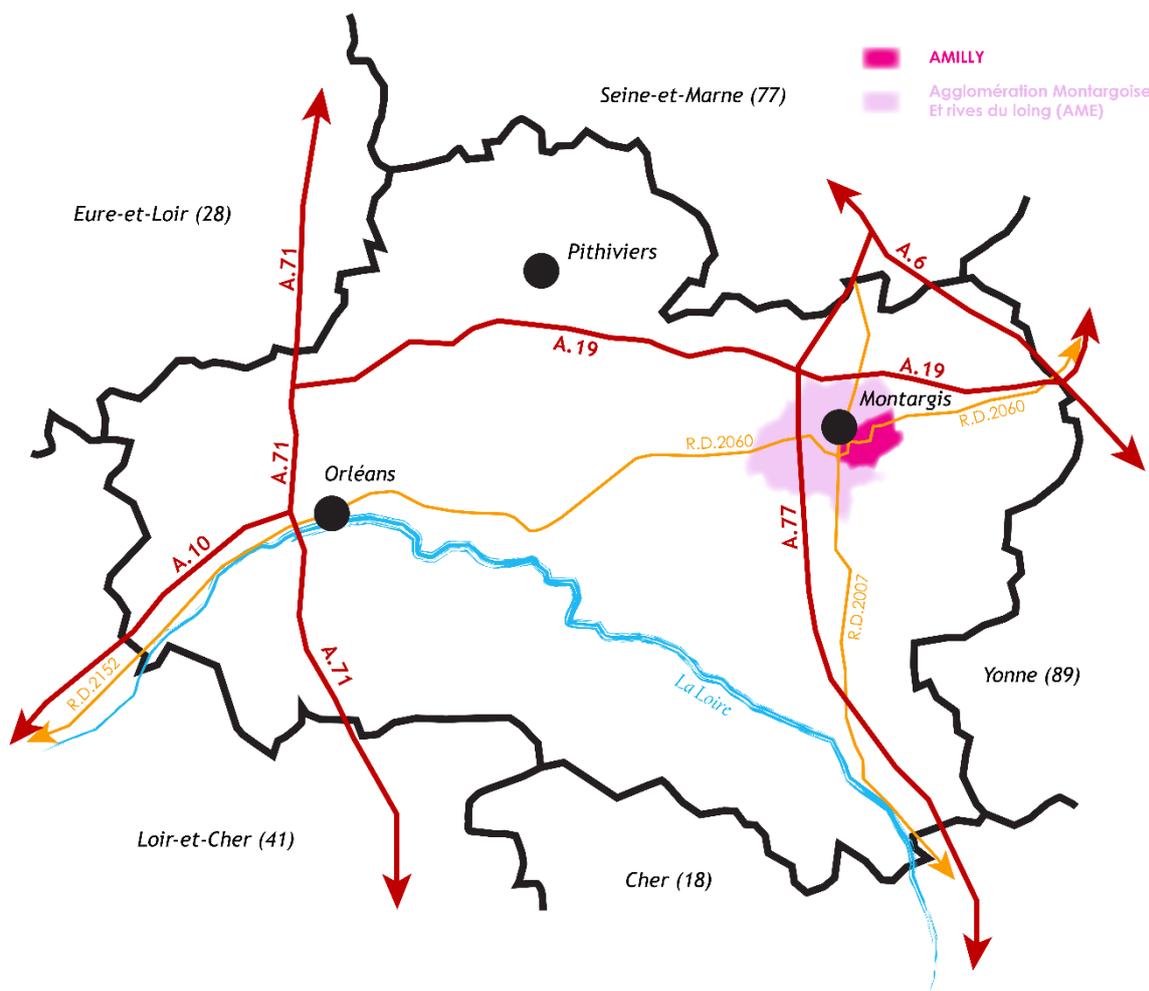


Figure 1 - Localisation de la commune et de l'AME à l'échelle départementale (Terr&Am)

Le territoire communal est notamment traversé par la RD2060 qui relie l'agglomération montargoise à Orléans (à l'Ouest) et à Courtenay (à l'Est). Également, la RD943 permet d'assurer la connexion avec Joigny, dans l'Yonne. Un réseau routier de seconde importance permet de relier les quatre quartiers de la commune qui s'étend sur 4 026 ha.

### 2.2 CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE

Au regard des dernières données de l'INSEE, la commune d'Amilly comptait, en 2020, 13 279 habitants. On peut ainsi observer une croissance continue de la population communale depuis la fin des années 60, qui a toutefois connu des variations selon les périodes. Récemment, depuis le début des années 2000, la plus forte augmentation de la population a été enregistrée entre 2009 et 2014, avec un taux de croissance annuel moyen estimé à 1.7% ; ce même taux est estimé, sur la période 2014 à 2020, à 0.8%.

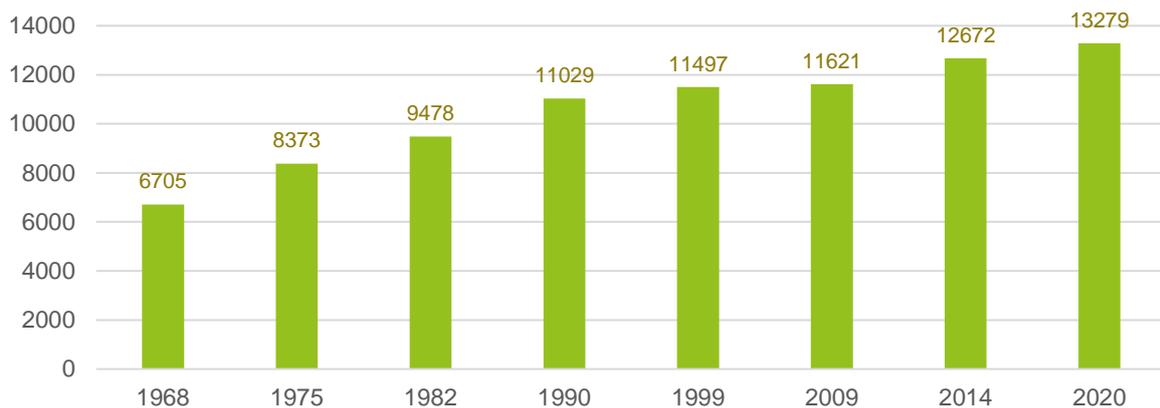


Figure 2 - Evolution de la population communale d'Amilly entre 1968 et 2020 (INSEE)

A l'échelle de l'Agglomération Montargoise Et rives du Loing (AME), la population a également suivi une courbe positive depuis la fin des années 60, passant de 48 401 habitants en 1968 à 62 408 habitants en 2020. Ce gain de population s'est fait en suivant une trajectoire régulière, suivant un taux de croissance annuel moyen oscillant entre 0.3% et 0.7%.

### 2.3 CONTEXTE ADMINISTRATIF ET REGLEMENTAIRE

La commune d'Amilly est membre de l'Agglomération Montargoise Et rive du Loing (AME), qui est composée aujourd'hui de quinze communes et qui regroupe 62 408 habitants (INSEE, 2020). Les communes membres sont : Amilly, Cepoy, Châlette-sur-Loing, Chevillon-sur-Huillard, Conflans-sur-Loing, Corquilleroy, Lombreuil, Montargis, Mormant-sur-Vernisson, Pannes, Paucourt, Saint-Maurice-sur-Fessard, Solterre, Villemandeur et Vimory. L'AME forme ainsi le second centre urbain du Loiret, avec la Métropole d'Orléans.

L'AME est couverte par un Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant programme local de l'Habitat et Plan de Déplacements urbains (PLUi-HD). Approuvé par le Conseil communautaire le 27 février 2020, le PLUi-HD est exécutoire depuis le 24 juillet 2020.

Également, l'AME est membre du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) Gatinais Montargois qui porte, entre autres, le Schéma de Cohérence Territorial. Le SCoT en vigueur a été approuvé le 1<sup>er</sup> juin 2017 par le comité syndical ; il est à noter que ce document est actuellement en cours de révision (délibération du 8 avril 2021) et devrait être approuvé prochainement.

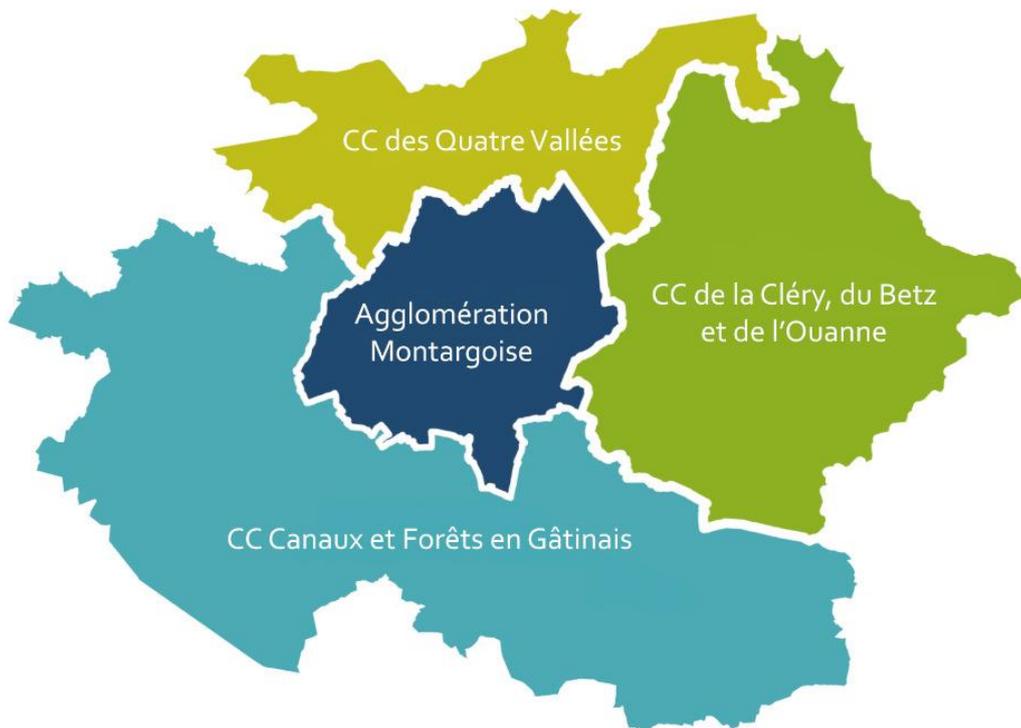


Figure 3 - Le territoire du PETR Gatinais Montargois (site internet du PETR)

## 3. MODIFICATION DU PLUI-HD

### 3.1 PRESENTATION DE L'OBJET DE LA MODIFICATION

#### 3.1.1 MISE EN CONTEXTE

##### *La situation géographique*

Le secteur faisant l'objet de la présente procédure de révision allégée du PLUi-HD de l'AME est situé sur la commune d'Amilly, et plus précisément à l'Est du territoire communal. Il s'agit de la parcelle cadastrée ZM n°80, située au niveau du lieu-dit « Les Vignes des Musets », le long de la rue des Pointards. Cette parcelle représente 3 180 m<sup>2</sup> environ. Dans le cadre de la présente procédure, seule la partie Nord de la parcelle est concernée ; cela représente environ 2 100 m<sup>2</sup>.

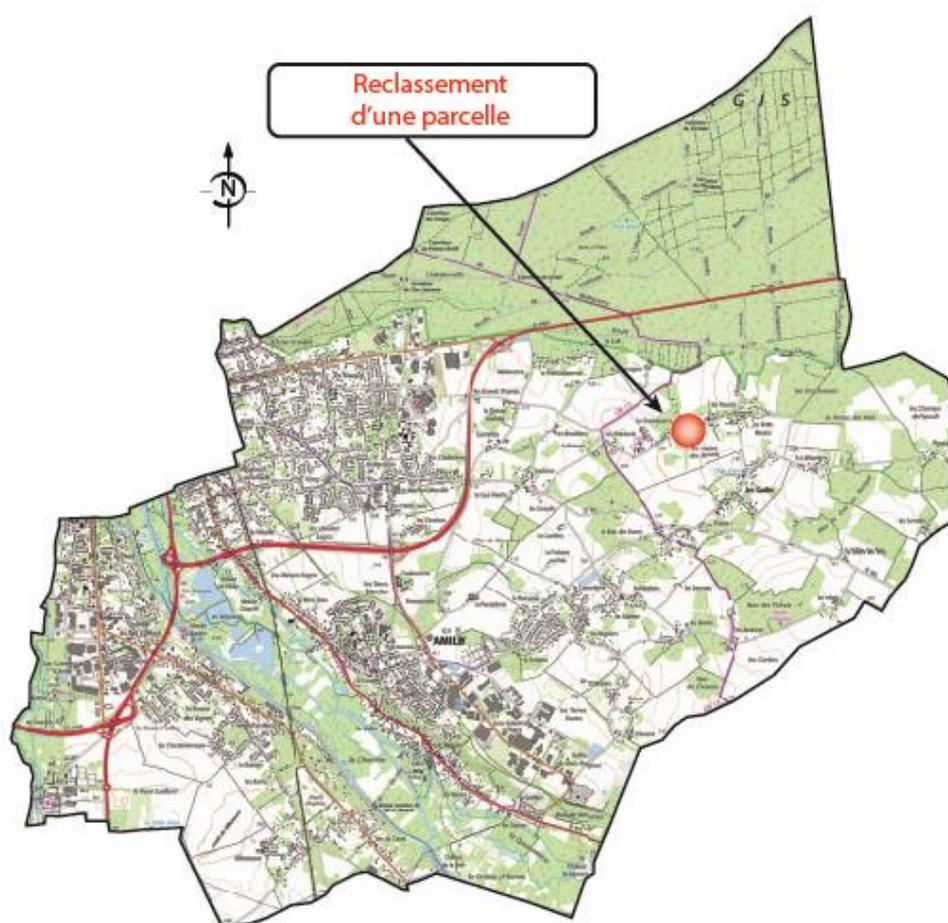


Figure 4 - Localisation de la parcelle à l'échelle communale (Terr&Am)



Figure 5 - Extrait cadastral du secteur concerné par la présente procédure

### Le site et son occupation

Comme en témoigne la photographie aérienne ci-dessus, la parcelle ZM n°80 se caractérise par son occupation naturelle importante. Un boisement est présent sur cette parcelle, bien que celui-ci soit quelque peu clairsemé le long de la Rue des Pointards ; le couvert boisé est plus dense sur la partie sud de la parcelle. Cette occupation des sols marque une rupture avec les usages environnants, dans la mesure sur les parcelles proches sont dédiées à l'agriculture (à l'Est et au Nord) ou déjà bâties (à l'Ouest).



Figure 6 - Vue sur la parcelle ZM n°80 en venant de l'Est (Google Maps - Street view, avril 2023)



Figure 7 - Vue sur la parcelle ZM n°80 en venant de l'Ouest (Google Maps - Street View avril 2023)

### Contexte réglementaire

La parcelle concernée par la présente procédure est inscrite au sein de la zone naturelle (« N ») du PLUi-HD de l'AME. Elle est entourée, à l'Ouest, par des parcelles inscrites en zone Uc et à l'Est, par des parcelles inscrites en zone agricole (« A »).

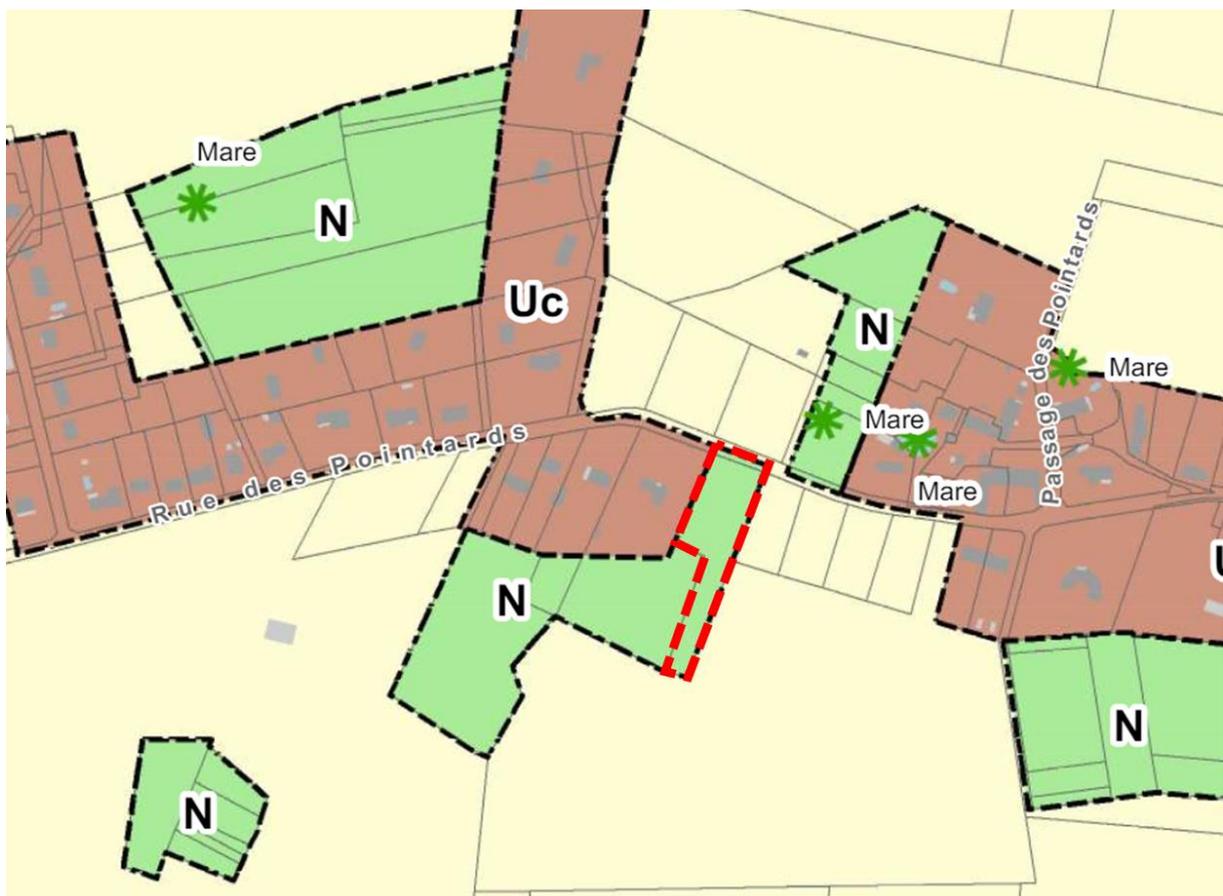


Figure 8 - Extrait du plan de zonage actuel du PLUi-HD de l'AME

### 3.1.2 OBJET DE LA PROCEDURE : RECLASSEMENT EN ZONE UC

La parcelle ZM n°80 a été classée au sein du PLUi-HD en zone N, ce qui la rend *de facto* inconstructible.

Cependant, en amont de l'approbation de ce document d'urbanisme, en 2018, la parcelle avait fait l'objet d'un permis de construire accordé sur la base du précédent PLUi, approuvé le 19 février 2009. Ce document d'urbanisme classait alors la parcelle en zone UMB-L-e-H6 ; ce classement autorisait :

- Une emprise au sol de la construction jusqu'à 30% de la surface du terrain ;
- Une hauteur maximale fixée à 6 mètres à l'égout et à 9 mètres en absolu.



Figure 9 - Extrait du précédent PLUi, approuvé le 19 février 2009

Dans la chronologie :

- Un premier permis de construire a été accordé en 19 décembre 2018 au pétitionnaire, sur les bases du PLUi alors en vigueur, qui classait la parcelle en zone UMB-L-e-H6 ;
- Ce même permis de construire a été annulé en juillet 2019 ;
- Un second permis de construire, pour le même projet, porté par le même pétitionnaire, a quant à lui été délivré le 15 juillet 2020, sur la base du PLUi approuvé en 2009<sup>1</sup>.

Depuis la délivrance du permis de construire le 15 juillet 2020, aucun travaux n'a été réalisé, rendant *de facto* l'autorisation d'urbanisme caduque. Cette situation bloque donc la réalisation du projet pensé par le pétitionnaire. De plus, l'inscription de la parcelle intégralement en zone N l'empêche de redéposer un nouveau permis de construire. Les permis de construire ont pour objet l'édification d'une nouvelle maison d'habitation.

A travers la présente procédure, l'AME souhaite soutenir la commune d'Amilly dans la rectification du classement de cette parcelle en zone Uc.

<sup>1</sup> A noter que le PLUi-HD de l'AME a été approuvé en conseil communautaire le 27 février 2020 ; il n'est toutefois entré en vigueur que le 24 juillet 2020.

## 3.2 MODIFICATIONS APPORTEES

Ainsi, au regard des évolutions successives et des projets portés sur ce secteur, le classement de la parcelle intégralement en zone N n'est pas cohérent. Le permis de construire accordé en 2020 étant désormais caduc, la commune, soutenue par l'AME, souhaite offrir la possibilité au pétitionnaire de mener son projet à terme.

En conséquence, le plan de zonage du PLUi-HD est modifié, uniquement sur la parcelle ZM n°80, afin d'inscrire une partie de celle-ci en zone Uc. Le zonage est défini dans le prolongement du secteur Uc existant, à l'Ouest de la parcelle. En revanche, le fond de la parcelle est maintenu en zone N. La zone Uc, à l'échelle du PLUi-HD est donc augmentée de 2 250 m<sup>2</sup> environ.

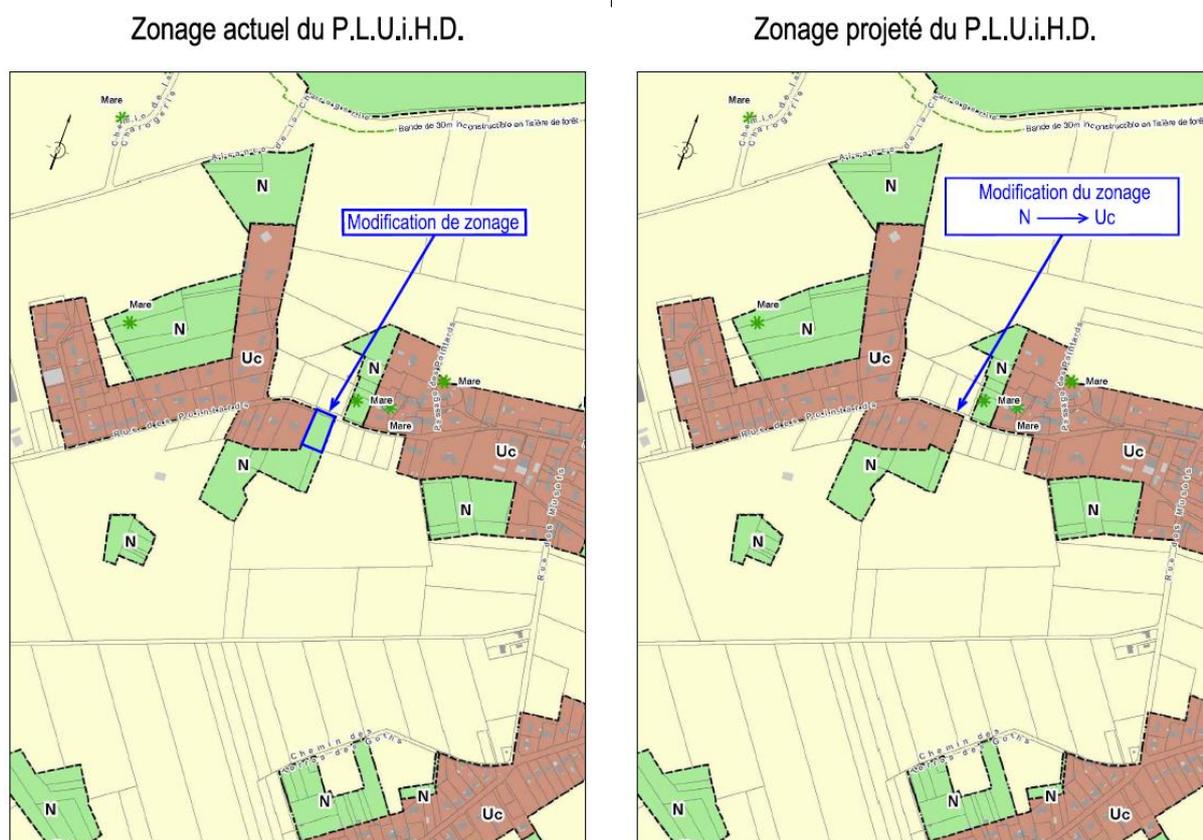


Figure 10 - Plan de zonage modifié

## 3.3 ANALYSE DE LA COMPATIBILITE

### 3.3.1 AVEC LE PADD DU PLUi-HD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) figure comme le cœur politique du document d'urbanisme, qui définit les grandes orientations pour le développement du territoire. Le PADD du PLUi-HD de l'AME s'organise autour de cinq grandes orientations :

1. Consolider la place de l'AME en tant qu'agglomération accueillante, dynamique pour l'emploi et solidaire ;
2. Faire du patrimoine naturel et environnemental un atout du développement ;
3. Consolider la qualité de vie et améliorer la mobilité des habitants et des acteurs du territoire ;
4. Adapter et améliorer l'habitat aux besoins des ménages ;
5. Renforcer la gouvernance des politiques publiques en ligne avec le PLUi-HD.

La correction de cette erreur de zonage, sur la commune d'Amilly, vient répondre à certains de ces objectifs. Plus particulièrement, l'inscription de la portion Nord de la parcelle en zone Uc est en cohérence avec l'armature urbaine qui est établie sur le territoire de l'agglomération, et qui place la commune d'Amilly comme étant le « cœur d'agglomération », c'est-à-dire l'espace où le développement urbain doit être renforcé. Cette portion du territoire intercommunal est destinée à accueillir une majeure partie de l'offre de logements (établie à 80% de l'offre totale prévue) ; ainsi, cette correction de zonage est cohérente avec cette ambition.

---

### 3.3.2 AVEC LE DOO DU SCOT

Pour rappel, le territoire de l'AME est inscrit au sein du périmètre du PETR Gatinais Montargois, dont le SCoT en cours de révision a été arrêté le 16 mars 2023. L'enquête publique relative à cette procédure a eu lieu du 28 mars 2024 jusqu'au 29 avril 2024.

Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) constitue la pièce du SCoT avec laquelle le PLUi-HD de l'AME doit être compatible. Au sein du SCoT arrêté, Amilly figure parmi les quatre communes de la catégorie « cœur d'agglomération ». L'objectif, pour ce pôle urbain est de « conforter les capacités d'accueil de cette polarité majeure du territoire. Alors que le cœur d'agglomération connaît une croissance quasiment nulle sur la dernière période, l'objectif du SCoT est de permettre à de nouvelles populations de s'y installer, en bénéficiant de ses équipements »<sup>2</sup>.

Compte tenu de cet enjeu global, les modifications graphiques apportées au PLUi-HD de l'AME vont permettre à terme la construction d'une nouvelle habitation pour l'installation d'un nouveau ménage sur le territoire d'Amilly. Cette modification, mineure (environ 2 250 m<sup>2</sup> reclassés en zone Uc), s'inscrit ainsi dans la politique globale de développer l'attractivité des communes du cœur d'agglomération.

---

<sup>2</sup> D'après le PAS (Projet d'Aménagement Stratégique) du SCoT Gatinais Montargois arrêté, p.14

## 4. INCIDENCES EVENTUELLES SUR L'ENVIRONNEMENT

### 4.1 SUR LES ESPACES AGRICOLES

Les données du recensement agricole de 2020 font état, pour la commune d'Amilly, d'une superficie agricole utile estimée à 1 180 ha. Cette SAU correspond plus précisément à la somme des SAU de l'ensemble des exploitations ayant leur siège sur la commune, c'est-à-dire 12 exploitations.

Le territoire communal est davantage spécialisé dans les grandes cultures. Les espaces cultivés sont essentiellement concentré sur le quart sud-est de la commune, dans la mesure où le territoire communal est également occupé par des espaces naturels et forestiers (au Nord, la forêt de Montargis, et au Sud, la vallée du Loing), et des espaces urbanisés (principalement à l'Ouest et au Sud).

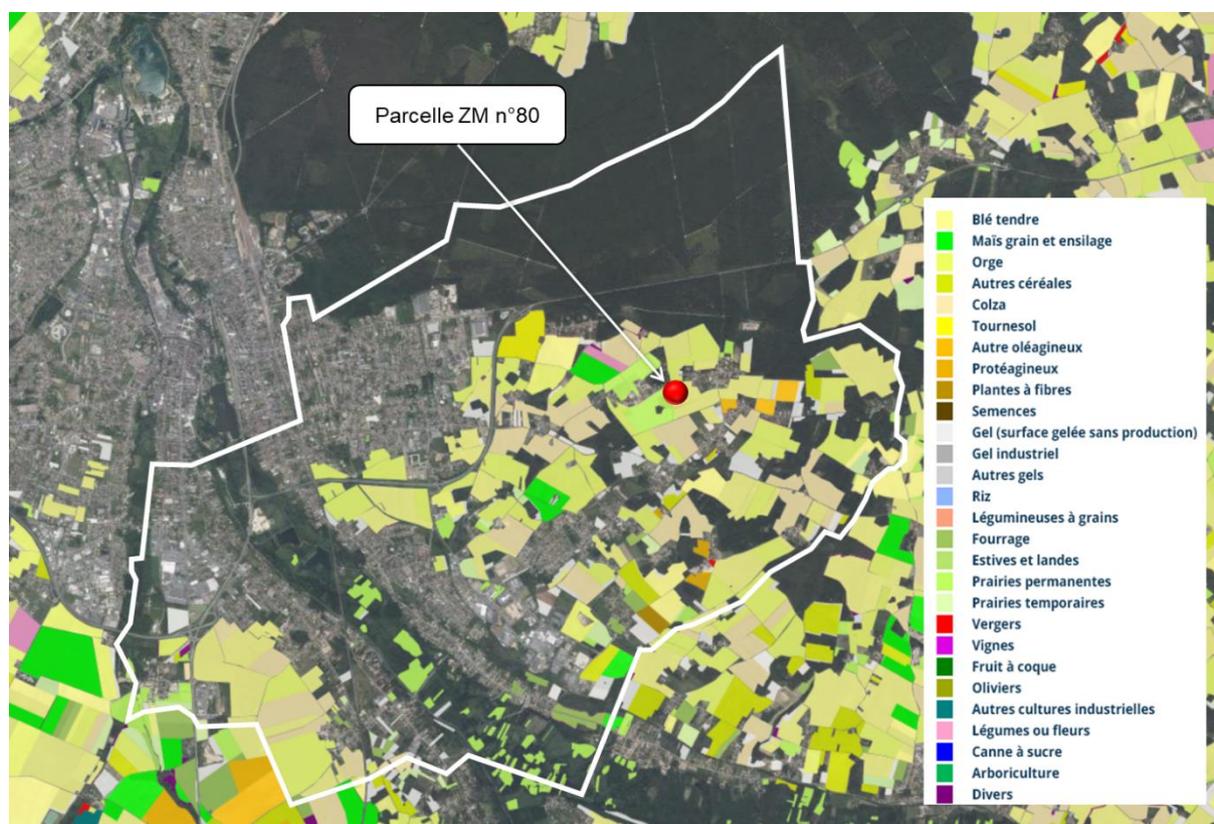


Figure 11 - Carte du registre parcellaire agricole de 2022 à Amilly (Géoportail)

➤ Les modifications apportées au PLUi-HD ne sont pas de nature à impacter le milieu agricole, dans la mesure où la parcelle faisant l'objet de la procédure n'est pas cultivée.

### 4.2 SUR LES ESPACES NATURELS

#### 4.2.1 LES ZNIEFF ET SITES NATURA 2000

##### Les ZNIEFF

L'inventaire des ZNIEFF (Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique) a été lancé en 1982 afin d'identifier sur le territoire français les espaces avec un intérêt particulier du point de vue écologique pour créer un socle de connaissances à leur sujet mais aussi pour servir d'outil d'aide à la décision. Deux types de ZNIEFF ont été créés (d'après l'INPN) :

- Les ZNIEFF de type I : espaces homogènes écologiquement, définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou d'habitats rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel régional. Ce sont les zones les plus remarquables du territoire ;
- Les ZNIEFF de type II : espaces qui intègrent des ensembles naturels fonctionnels et paysagers, possédant une cohésion élevée et plus riches que les milieux alentours.

Dans le cas d'Amilly, deux ZNIEFF sont présentes, à savoir la ZNIEFF « Forêt de Montargis » (type II) et celle de la « la Prairie humide du Puiseaux » (type I). La parcelle faisant l'objet d'un reclassement en zone Uc n'est pas située dans l'un de ces périmètres.

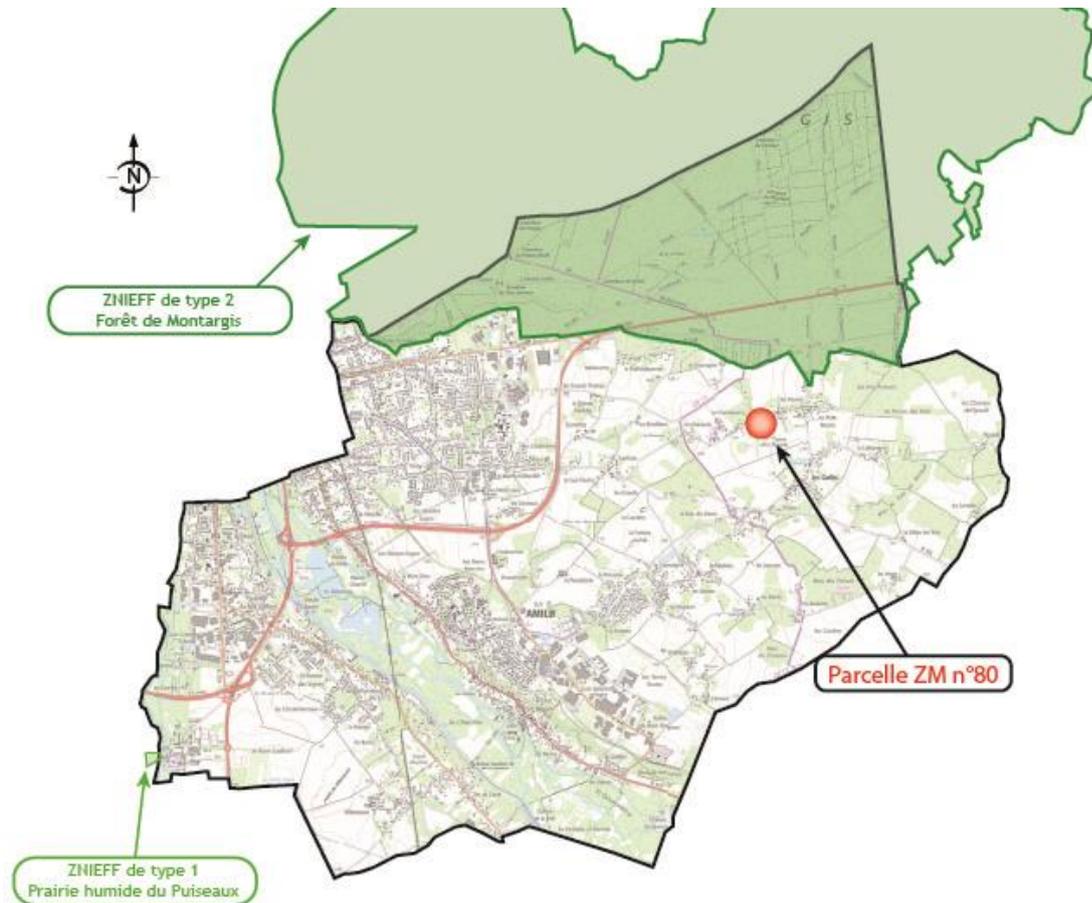


Figure 12 - Localisation des ZNIEFF à Amilly (Terr&Am)

#### Les sites Natura 2000

Le réseau Natura 2000 a été institué par l'Union Européenne pour préserver la biodiversité et mieux prendre en compte les enjeux qui y sont liés dans les activités humaines. Ce réseau européen s'appuie sur l'application de deux directives européennes :

- La directive « Habitats » (92/43/CEE) qui porte sur la conservation des habitats naturels, ainsi que sur le maintien de la flore et de la faune sauvages. Les Etats membres de l'Union Européenne doivent désigner des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) ;
- La directive « Oiseaux » (2009/147/CE) qui concerne la conservation des oiseaux sauvages, grâce à la désignation de Zones de Protection Spéciales (ZPS).

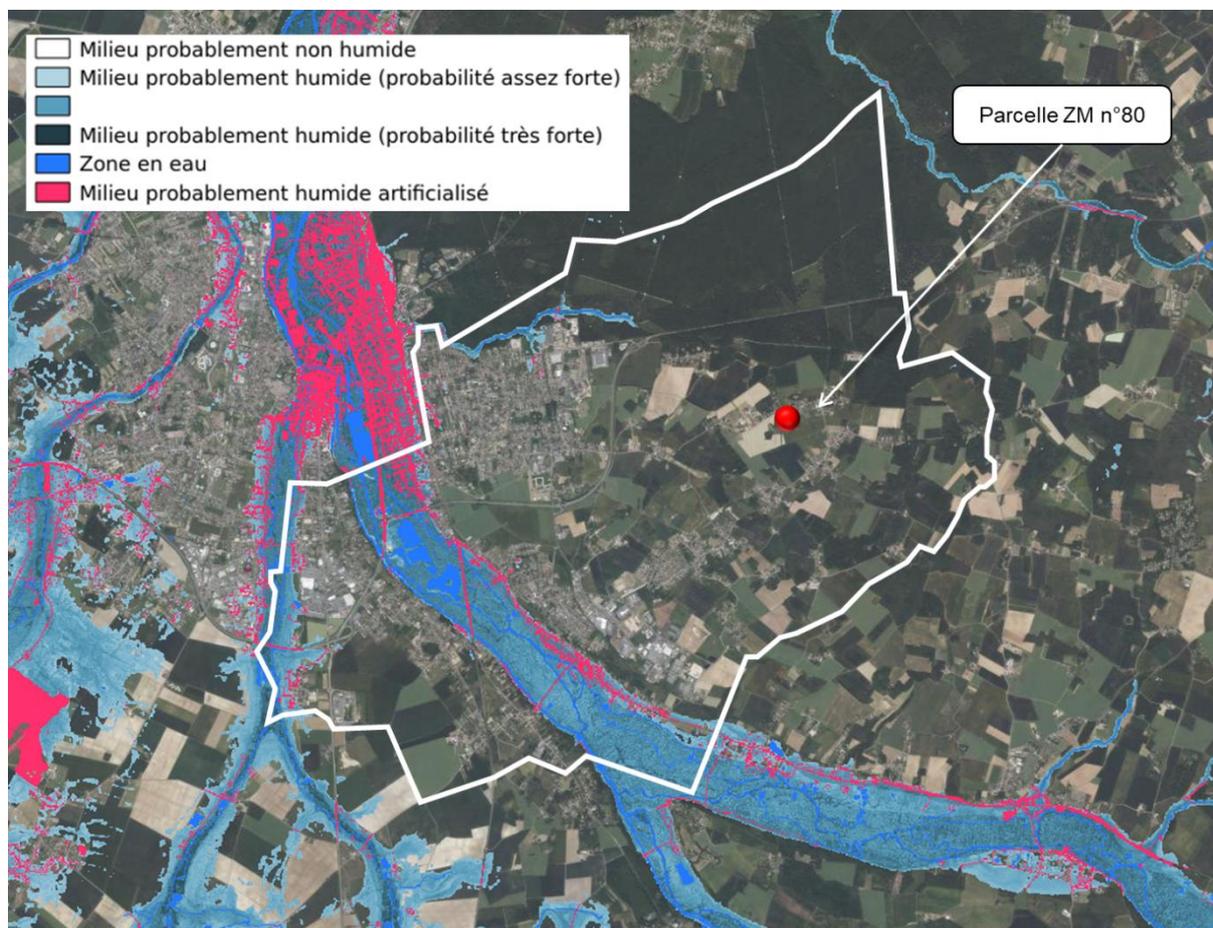
Aucun site Natura 2000 n'est présent à Amilly.

#### 4.2.2 LES ZONES ET MILIEUX PROBABLEMENT HUMIDES

D'après le Code de l'environnement (article L.211-1), les zones humides sont des « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou

temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ». Les zones humides répondent à plusieurs fonctions : écrêtement des crues, épuration naturelle, réservoirs de biodiversité, etc.

L'étude de prélocalisation des zones humides, menée par l'UMR SAS INRA-AGROCAMPUS OUEST permet de relever la présence de milieux humides potentiels sur le territoire. Cette étude identifie différents niveaux de probabilité, comme détaillé sur l'illustration ci-dessous. La parcelle faisant l'objet de la présente procédure n'est pas concernée.



➤ Les modifications apportées au PLUi-HD de l'AME ne vont pas avoir d'incidences majeures sur les espaces naturels sensibles ou d'exceptions, identifiés sur le territoire (ZNIEFF, Natura 2000, milieux potentiellement humides). Toutefois, il est à noter que la modification du zonage va permettre, à terme, la constructibilité d'une partie de la parcelle. Cela va conduire nécessaire au déboisement de cette portion de la parcelle.

### 4.3 SUR LES DEPLACEMENTS

Le Département du Loiret, en charge de la comptabilisation du trafic routier sur les principaux axes du territoire n'a pas procédé à de comptages sur la rue des Pointards. Il est à noter que cette voie sert essentiellement pour la desserte locale des habitations implantées aux abords.

Les comptages routiers ayant été effectués en 2022 sur les axes les plus proches mettent en avant :

- Un trafic modéré sur la RD 163, au Sud de la rue des Pointards, estimé à 1 396 véhicules par jour entre Montargis et Chuelles ;
- Un trafic dense sur la RD 2060, au Nord de la rue des Pointards, estimé à 9 583 véhicules.



Figure 13 - Extrait de la carte des comptages routiers du CD 45 en 2022 (Département du Loiret)

↳ Les modifications apportées au PLUi-HD ne sont pas de nature à perturber le trafic routier local sur le secteur. En effet, le trafic routier est essentiellement dédié à une desserte locale, ce qui sera poursuivi dans l'éventuellement où la parcelle ZM n°80 soit rendue constructible.

## 4.4 SUR LA SECURISATION DES USAGERS

### 4.4.1 LES RISQUES NATURELS

#### *Le risque inondation*

Dans le cas d'Amilly, le risque inondation se présente sous deux formes :

- Le risque inondation par débordement d'un cours d'eau. Cela concerne plus précisément la vallée du Loing qui traverse la partie Sud du territoire communal. Cette portion de la commune est à ce titre concernée par un Plan de Prévention du Risque inondation (PPRi), approuvé par arrêté préfectoral le 5 décembre 2023.
- Le risque inondation par remontée de nappe, qui est essentiellement concentré aux abords des cours d'eau qui traversent la commune.

Le site faisant l'objet de la présente procédure n'est pas concerné par ces risques inondations.

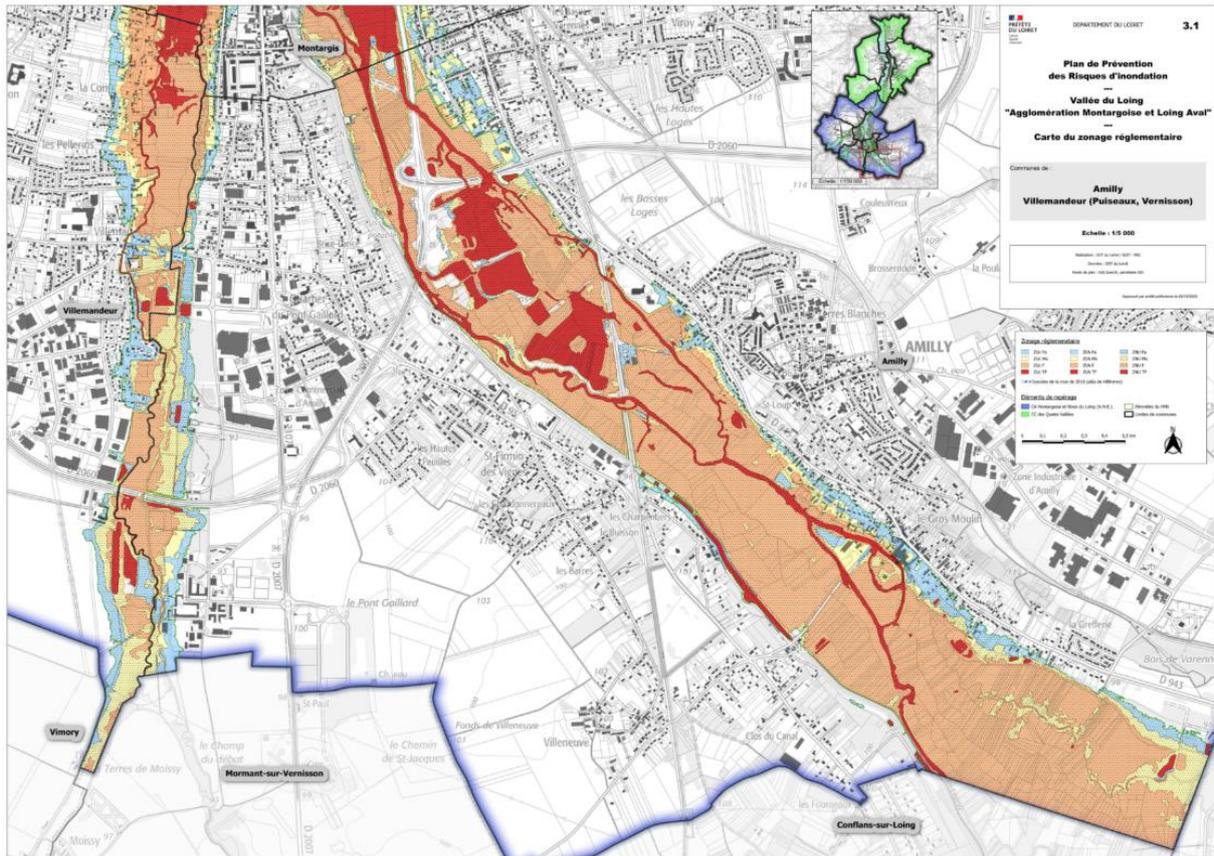


Figure 14 - Extrait du PPRi de la Vallée du Loing à Amilly (Préfecture du Loiret)

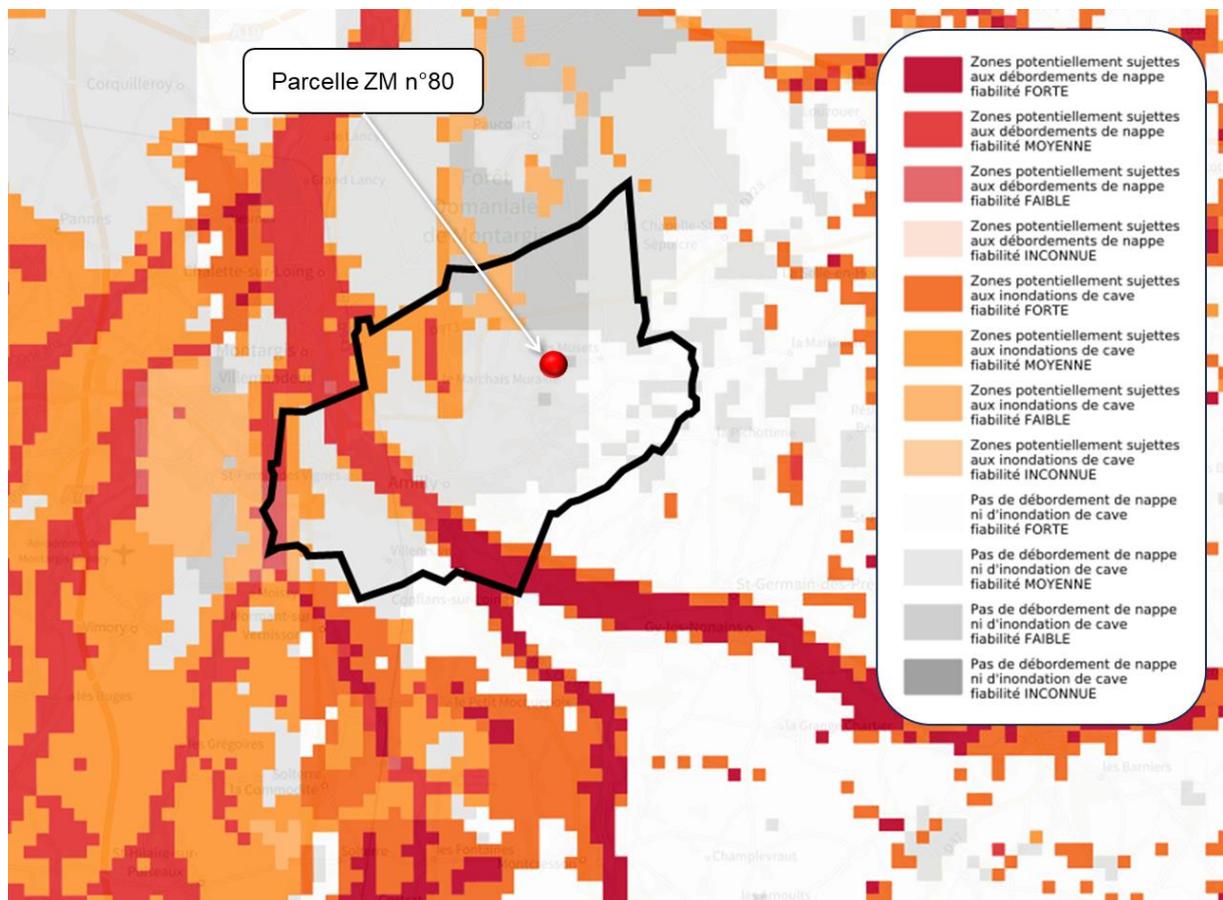


Figure 15 - Le risque d'inondation par remontée de nappes (Géorisques)

### Le risque de mouvement de terrain

Ce risque peut être provoqué par la présence d'argiles dans les sols. La variation de la teneur en eau du sol peut entraîner une variation de la structure des sols, qui sont alors amenés soit à gonfler ou à se rétracter ; cela provoque alors un phénomène dit de « retrait et gonflement des argiles ». La réalisation d'études de sol au préalable de toute construction permet ainsi d'adapter au mieux les structures et les fondations, afin d'éviter une détérioration future. Dans le cas d'Amilly, l'intégralité du territoire communal est exposée à ce risque, avec un aléa moyen.

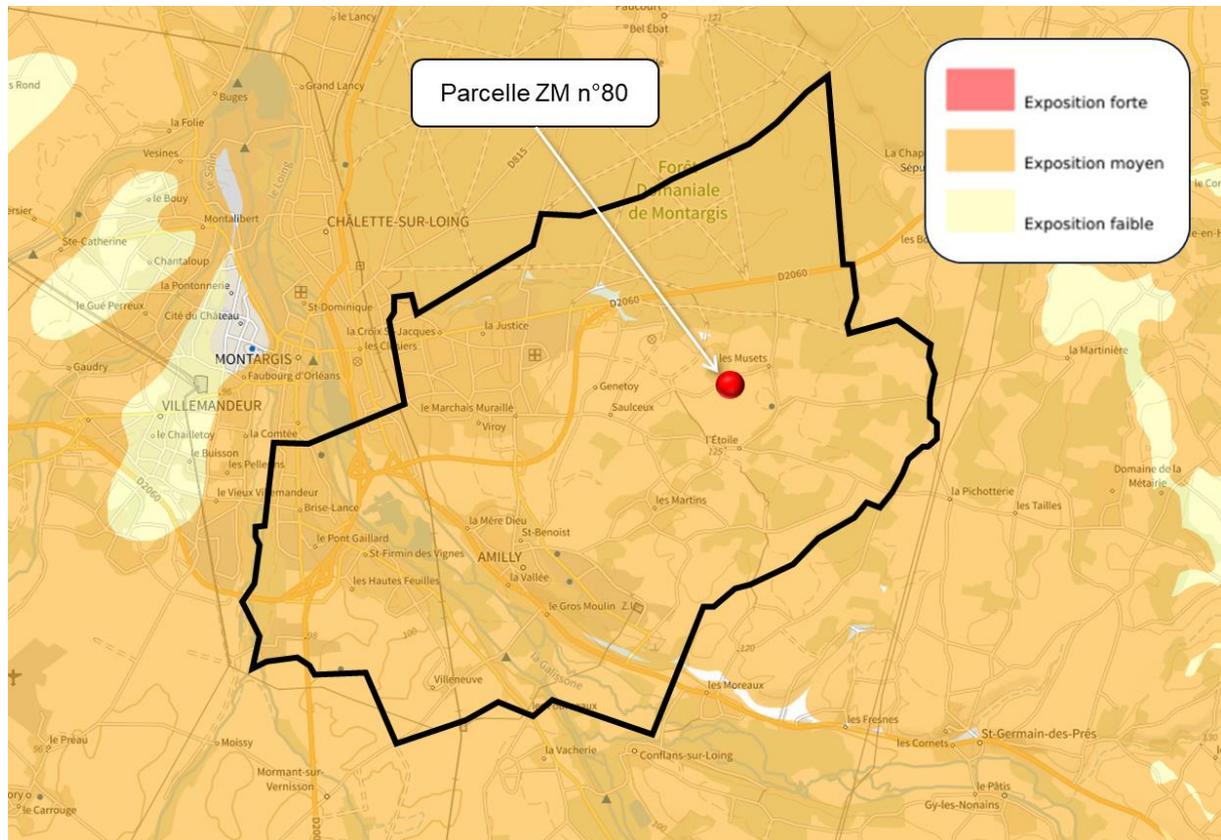


Figure 16 - Risque de retrait et gonflement des argiles (Géorisques)

De nombreux mouvements de terrain ont d'ailleurs été recensés sur la commune d'Amilly. Par définition, les mouvements de terrain correspondent à des déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol, qui peuvent avoir des conséquences sur les aménagements humains, et particulièrement sur les constructions. Les tassements différentiels sont particulièrement représentés sur le territoire d'Amilly ; ils peuvent être associés à des cavités souterraines qui correspondent, dans le cas présent, soit à des cavités naturelles ou à d'anciens sites de carrière.

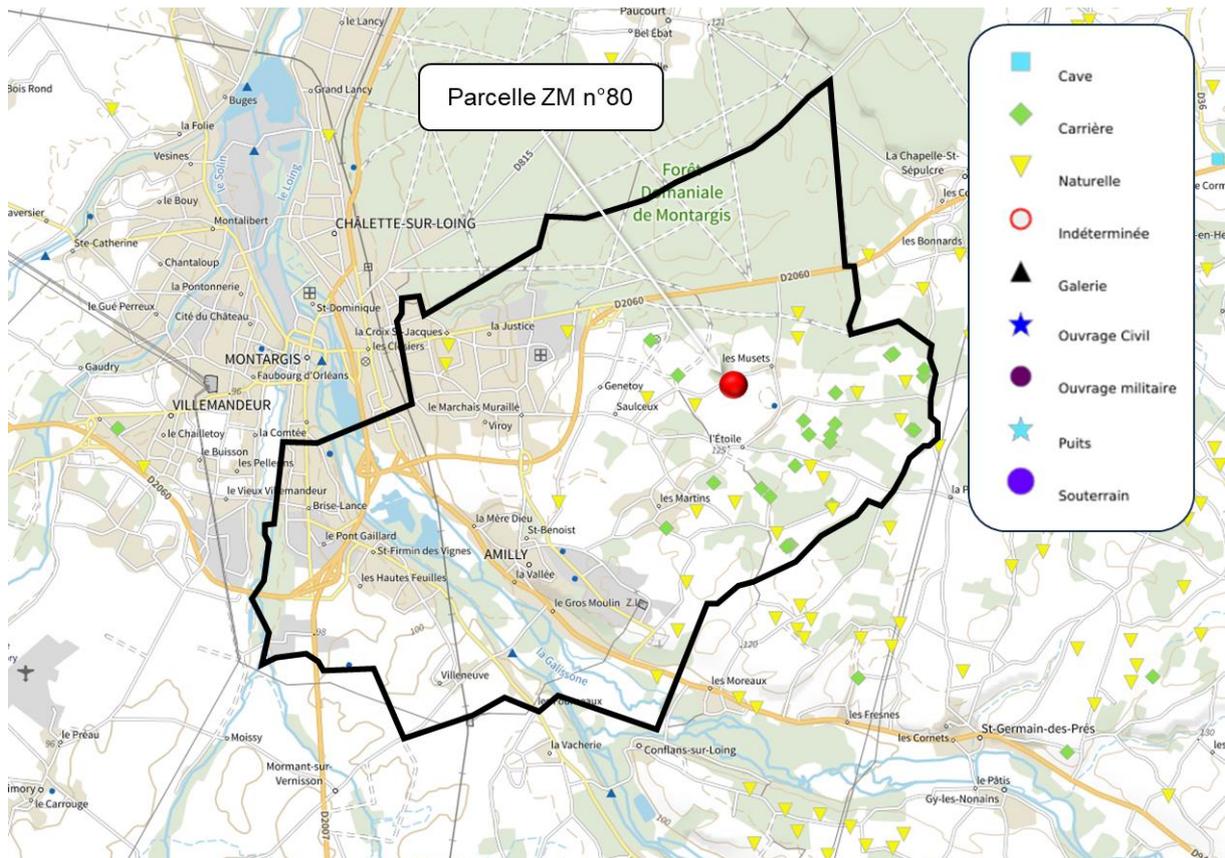


Figure 17 - Les cavités souterraines (Géorisques)

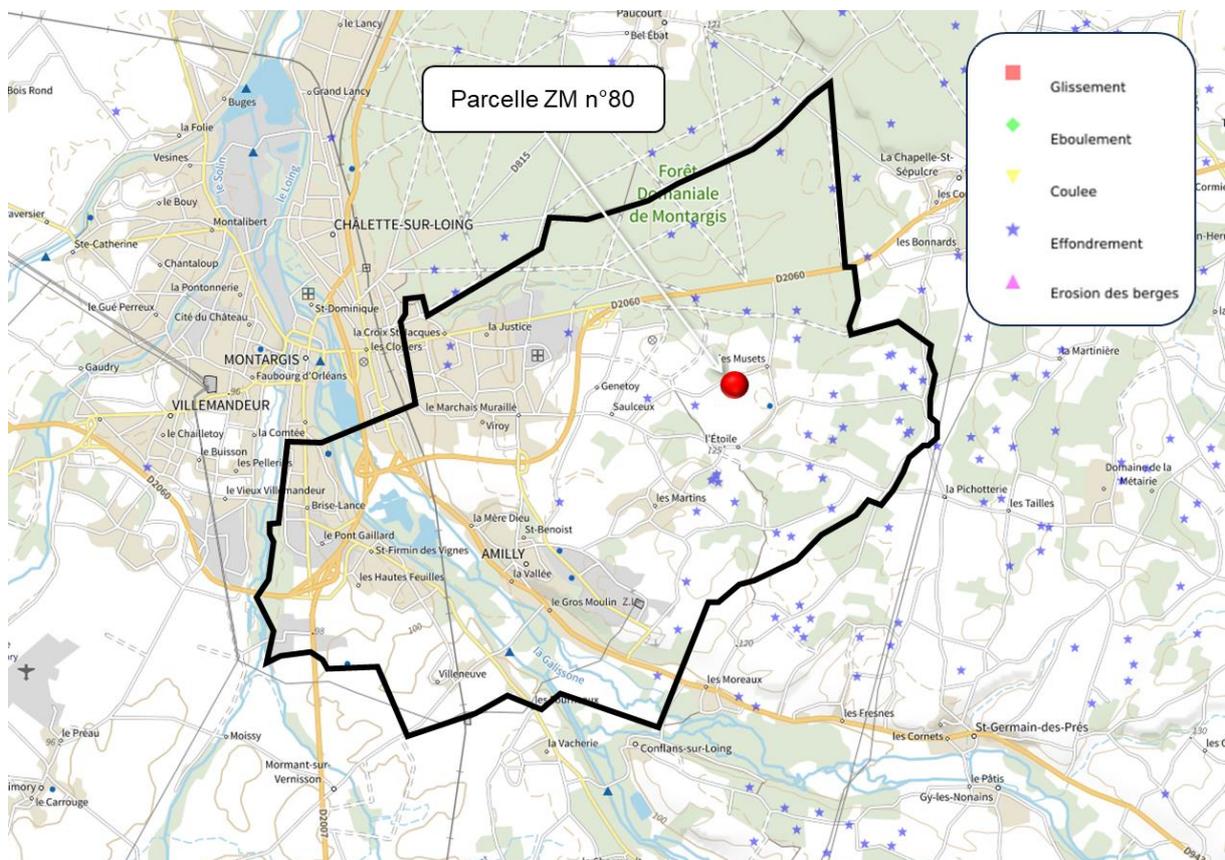


Figure 18 - Les mouvements de terrain (Géorisques)

↘ Au regard des données disponibles, il ne semble pas que les modifications apportées au PLUi-HD de l'AME soient de nature à renforcer l'exposition des biens et des personnes aux risques naturels et/ou technologiques. Il s'agira toutefois de prendre en compte, lors de la définition du projet de construction, la présence d'argiles dans les sols, afin d'adapter structurellement le futur bâtiment.

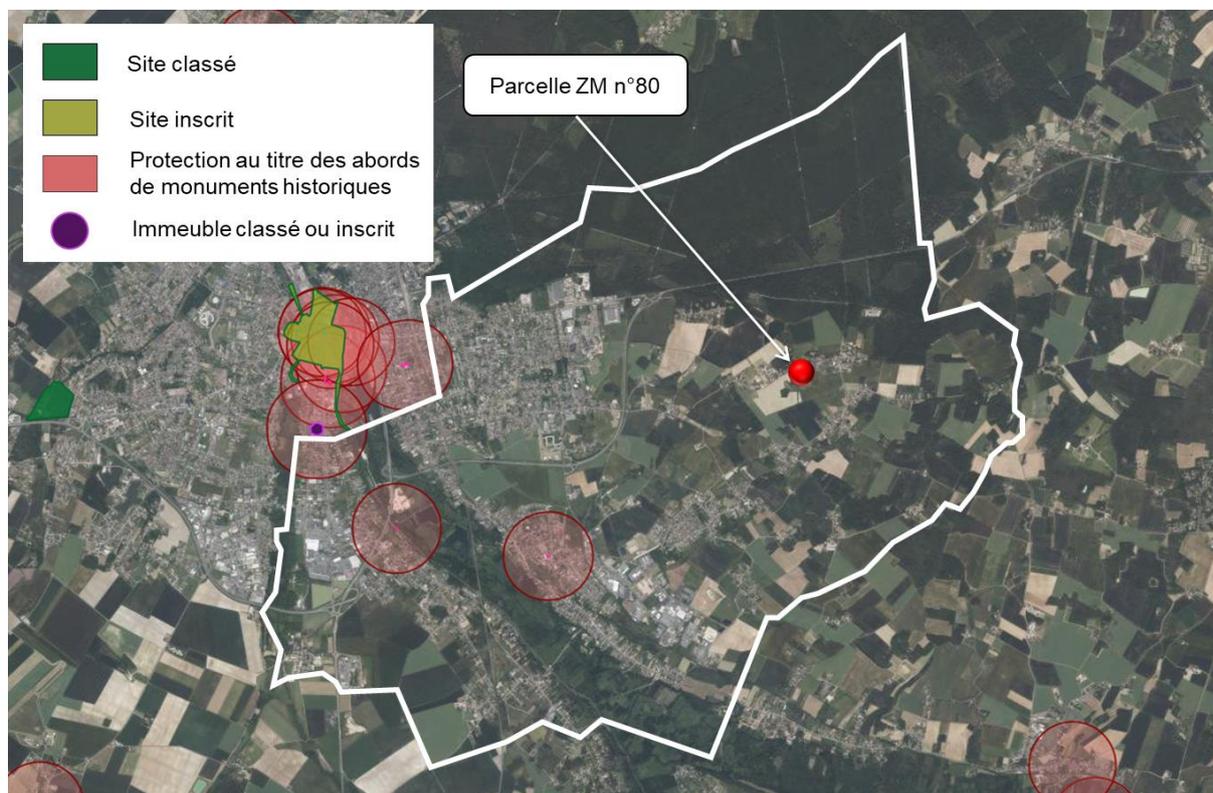
## 4.5 SUR LE CADRE DE VIE, LES PAYSAGES ET LE PATRIMOINE

La commune d'Amilly, à l'image de l'ensemble de l'AME, regroupe différentes entités paysagères structurantes ; l'alternance entre espaces boisés, espaces cultivés, espaces urbanisés et espaces humides caractérise le territoire. Le secteur autour de la parcelle ZM n°80 illustre cette diversité, compte tenu de la présence d'espaces bâtis reprenant la forme traditionnelle du hameau, et d'espaces naturels et agricoles environnants. Ce paysage est d'ores et déjà constitutifs du haut plateau agricole de la commune, ponctuel par endroits d'épais bosquets, qui appartient au grand ensemble paysage du « Gâtinais de l'Est ».

Outre le contexte paysager, la commune compte aussi deux Monuments Historiques, à savoir :

- Le Moulin Bardin (moulin à eau), inscrit par arrêté du 3 mars 1991
- L'Eglise Saint-Martin, inscrite par arrêté du 6 octobre 1925

Les périmètres de 500 mètres de ces deux monuments historiques ne concernent pas la parcelle ZM n°80.



↘ Les modifications apportées au PLUi-HD de l'AME vont avoir un impact modéré sur le paysage, dans la mesure où l'inscription en zone Uc de la parcelle ZM n°80 va conduire à terme à son déboisement partiel. Cela va impacter le paysage, mais il est à noter que cette parcelle s'inscrit dans la continuité d'un secteur déjà bâti et urbanisé.

Département du Loiret

Communauté d'Agglomération  
Montargoise Et rives du loing



## Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat et Déplacement

RÉVISION AU TITRE DE L'ARTICLE L.153-34  
DU CODE DE L'URBANISME

Reclassement d'une parcelle - Rue des Pointards à Amilly

### Pièces modifiées du P.L.U.i.H.D.

Plans de zonage d'Amilly  
(pièces n°6.1a et 6.1b)

|         |  |
|---------|--|
| Date    | 12 novembre 2024                                 |
| Objet   | Dossier arrêté par la Communauté d'Agglomération |
| Echelle | 1/5000   |

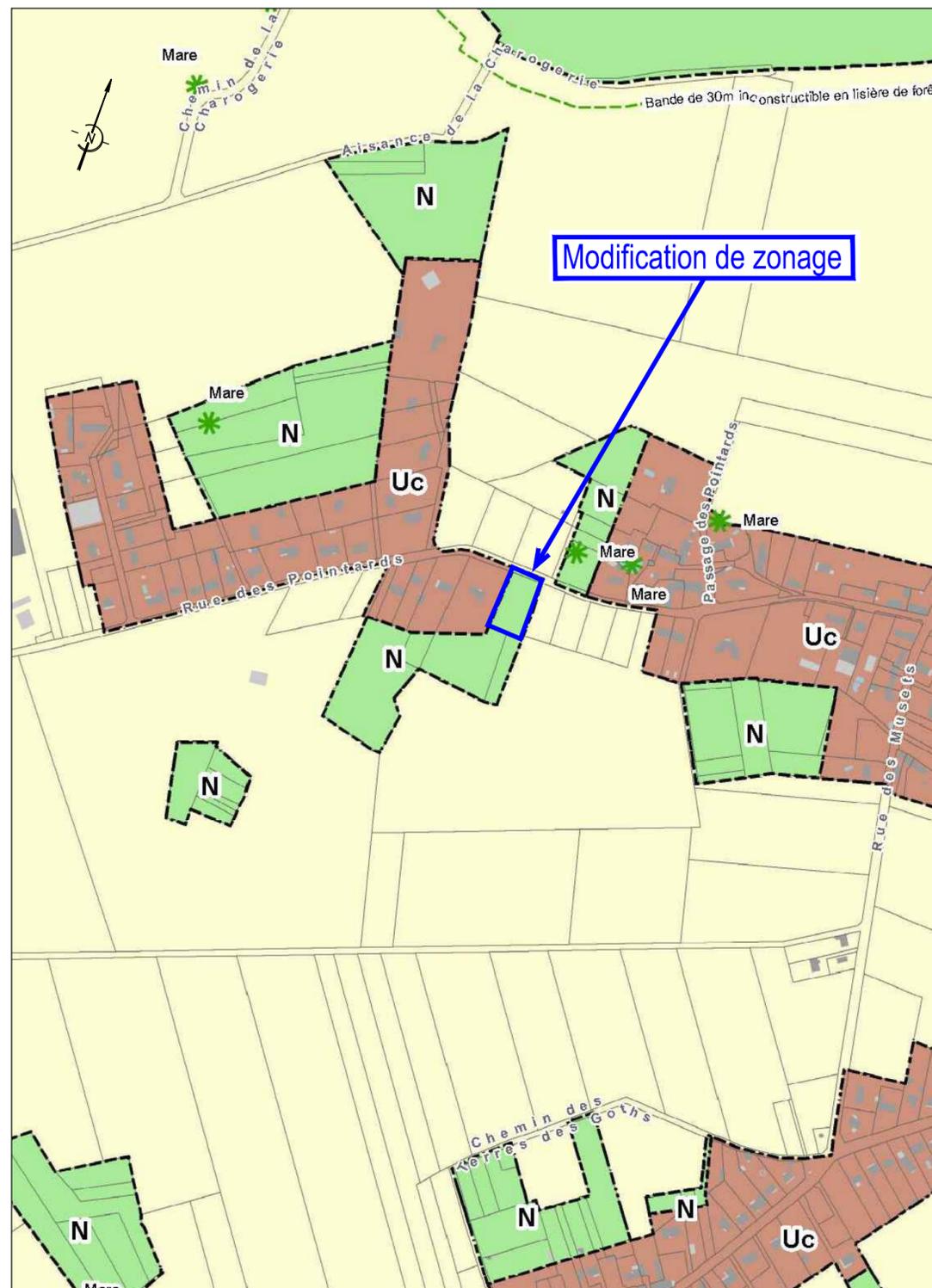


1, rue Niepce - 45700 Villemandeur

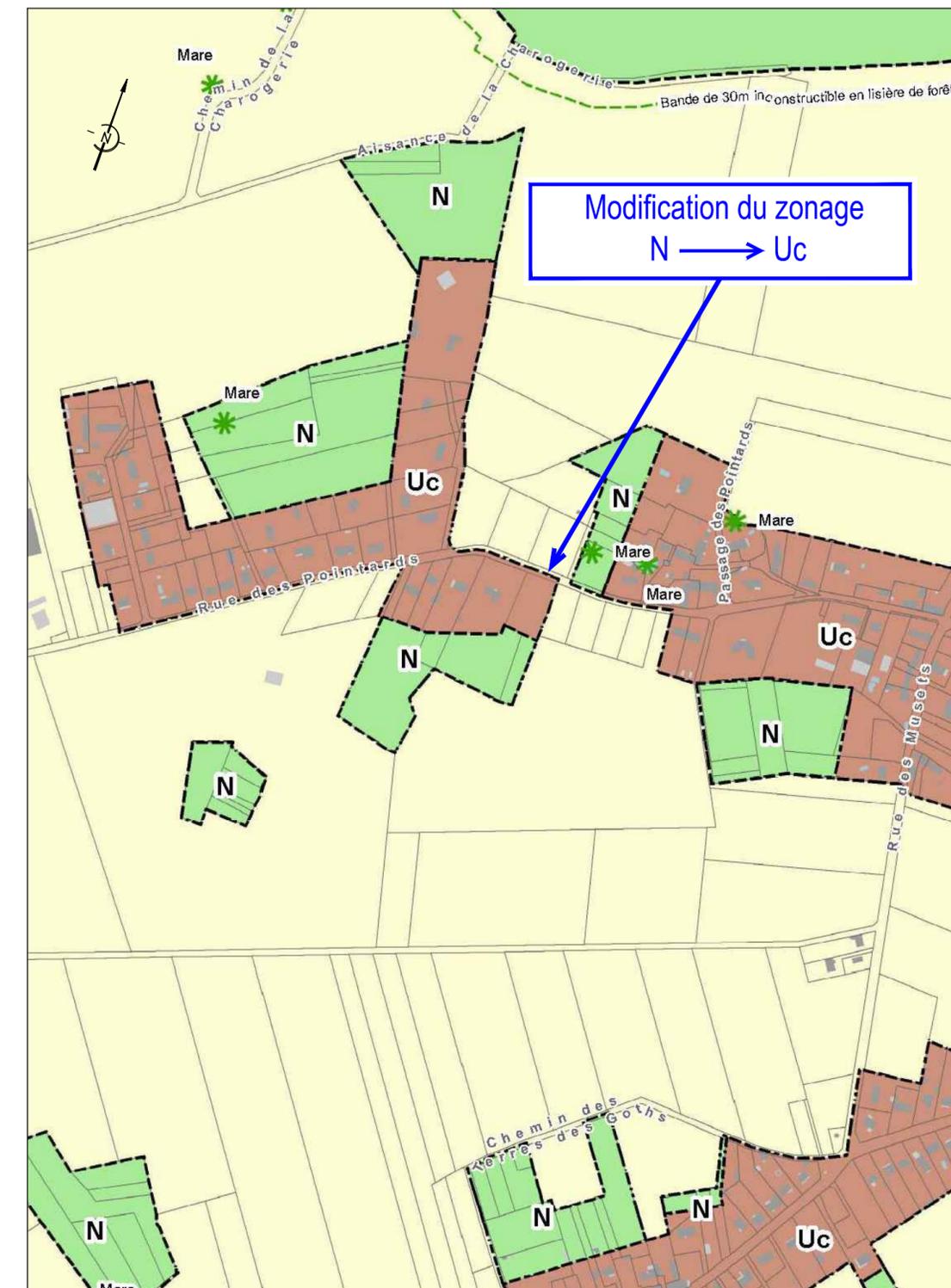
Dossier : E06870

Pièce  
**2**

### Zonage actuel du P.L.U.i.H.D.



### Zonage projeté du P.L.U.i.H.D.



Département du Loiret

Communauté d'Agglomération  
Montargoise Et rives du loing



## Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Plan Local de l'Habitat et Plan de Déplacements Urbains

RÉVISION ALLÉGÉE N°2 AU TITRE DE L'ARTICLE  
L.153-34 DU CODE DE L'URBANISME

Aérodrome de Vimory

Date | 12 novembre 2024

Objet | Dossier arrêté par la Communauté d'Agglomération



1, rue Niepce - 45700 Villemandeur

Dossier : E06871

# **DEPARTEMENT DU LOIRET**

---

Agglomération Montargoise Et rives du Loing

---

**Plan Local d'Urbanisme intercommunal  
valant Plan local de l'Habitat et Plan de  
Déplacements Urbains**

**REVISION ALLEGEE N°2 AU TITRE DE  
L'ARTICLE L.153-34 DU CODE DE  
L'URBANISME**

**Aérodrome de Vimory**

**BORDEREAU DES PIECES**

Pièce n°1 - Note explicative

Pièce n°2 - Pièces révisées du P.L.U.i.H.D. :

- 2.1 Plan de zonage (pièce 6.15a)
- 2.2 Règlement écrit

Département du Loiret

Pièce  
1

Communauté d'Agglomération  
Montargoise Et rives du loing



## Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Plan Local de l'Habitat et Plan de Déplacements Urbains

RÉVISION ALLÉGÉE N°2 AU TITRE DE  
L'ARTICLE L.153-34 DU CODE DE L'URBANISME  
*Aérodrome de Vimory*

### Note explicative

Date | 12 novembre 2024

Objet | Dossier arrêté par la Communauté d'Agglomération



1, rue Niepce - 45700 Villemandeur

Dossier : E06871

|  |           |
|--|-----------|
| <b>1. INTRODUCTION .....</b>                                 | <b>2</b>  |
| 1.1 Objectifs de la révision allégée .....                   | 2         |
| 1.2 Rappel de la procédure .....                             | 2         |
| 1.2.1 Champs d'application de la procédure .....             | 2         |
| 1.2.2 Le régime de l'évaluation environnementale .....       | 2         |
| 1.2.3 Suivi de la procédure .....                            | 3         |
| <b>2. CONTEXTE TERRITORIAL .....</b>                         | <b>4</b>  |
| 2.1 Localisation .....                                       | 4         |
| 2.2 Contexte démographique .....                             | 4         |
| 2.3 Contexte administratif et réglementaire .....            | 5         |
| <b>3. MODIFICATION DU PLUi-HD .....</b>                      | <b>6</b>  |
| 3.1 Présentation de l'objet de la modification .....         | 6         |
| 3.1.1 Mise en contexte .....                                 | 6         |
| 3.1.2 Objet de la procédure .....                            | 10        |
| 3.2 Modifications apportées au PLUi-HD .....                 | 12        |
| 3.2.1 Zonage .....   | 12        |
| 3.2.2 Règlement écrit .....                                  | 13        |
| 3.3 Analyse de la compatibilité .....                        | 14        |
| 3.3.1 Avec le PADD du PLUi-HD .....                          | 14        |
| 3.3.2 Avec le DOO du SCoT .....                              | 15        |
| <b>4. INCIDENCES EVENTUELLES SUR L'ENVIRONNEMENT .....</b>   | <b>17</b> |
| 4.1 Sur les espaces agricoles .....                          | 17        |
| 4.2 Sur les espaces naturels .....                           | 17        |
| 4.2.1 Les ZNIEFF et sites Natura 2000 .....                  | 17        |
| 4.2.2 Les zones et milieux probablement humides .....        | 19        |
| 4.3 Sur les déplacements .....                               | 19        |
| 4.4 Sur la sécurisation des usagers .....                    | 20        |
| 4.4.1 Les risques naturels .....                             | 20        |
| 4.4.2 Les risques technologiques .....                       | 21        |
| 4.5 Sur le cadre de vie, les paysages et le patrimoine ..... | 22        |
| 4.5.1 Les nuisances sonores .....                            | 22        |
| 4.5.2 Patrimoine et paysage .....                            | 22        |

---

# 1. INTRODUCTION

## 1.1 OBJECTIFS DE LA REVISION ALLEGEE

L'Agglomération Montargoise Et rives du Loing est propriétaire du site de l'aérodrome de Vimory. La collectivité désire développer cet équipement, en facilitant l'implantation de nouvelles activités liées à l'aérodrome et/ou le développement de celles déjà existantes.

Afin de permettre le développement du site, il est nécessaire de procéder à une évolution du PLUi-HD de l'AME qui classe l'aérodrome en zone N (naturelle). Le zonage actuel ne permet pas la construction de nouveaux hangars, ni l'agrandissement de ceux existants ; ainsi, les conditions règlementaires actuelles sont en contradiction avec la politique poursuivie par l'AME pour l'aérodrome.

La présente procédure de révision allégée concerne une partie seulement du site de l'aérodrome.

## 1.2 RAPPEL DE LA PROCEDURE

### 1.2.1 CHAMPS D'APPLICATION DE LA PROCEDURE

La procédure de révision allégée est menée conformément aux dispositions de l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme.

Cet article stipule que :

« Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :

1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou **une zone naturelle** et forestière [...] ».

### 1.2.2 LE REGIME DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale ou d'une actualisation de l'évaluation environnementale du PLUi, les procédures suivantes :

- Celles qui sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;
- Celles qui, soit changent les orientations définies par le PADD, soit réduisent un EBC, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, soit réduisent une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou introduisent une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances pour les PLUi soumis systématiquement à évaluation environnementale lors de leur élaboration ;
- Celles qui, après un examen au cas par cas par l'autorité environnementale, sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement.

Dans le cas de la présente procédure de révision allégée n°2 du PLUi-HD de l'AME, la MRAe a rendu un avis conforme soulignant qu'il n'était pas nécessaire de soumettre la procédure à évaluation environnementale.

---

### 1.2.3 SUIVI DE LA PROCEDURE

La procédure respecte les étapes suivantes :

|  |                 |
|--|-----------------|
| Délibération du conseil communautaire engageant la procédure | 6 février 2024  |
| Examen au cas par cas <i>ad hoc</i> par la MRAe              | 18 octobre 2024 |
| Arrêt de la révision allégée en conseil communautaire        |                 |
| Examen conjoint par les Personnes Publiques Associées        |                 |
| Présentation du dossier en CDPENAF                           |                 |
| Enquête publique   |                 |
| Approbation de la procédure en conseil communautaire         |                 |

## 2. CONTEXTE TERRITORIAL

### 2.1 LOCALISATION

La commune de Vimory se trouve à l'Est du département du Loiret, en région Centre-Val de Loire. Elle se situe plus précisément au Sud de l'Agglomération Montargoise Et rives du Loing.

La commune se caractérise par son occupation agricole majeure. Elle est traversée par l'autoroute A77 selon un axe Nord-Sud qui permet de relier Paris (via l'A6) à Nevers ; à noter qu'aucun échangeur autoroutier n'est présent sur la commune. L'échangeur le plus proche est situé sur la commune de Pannes, au Nord de Vimory.

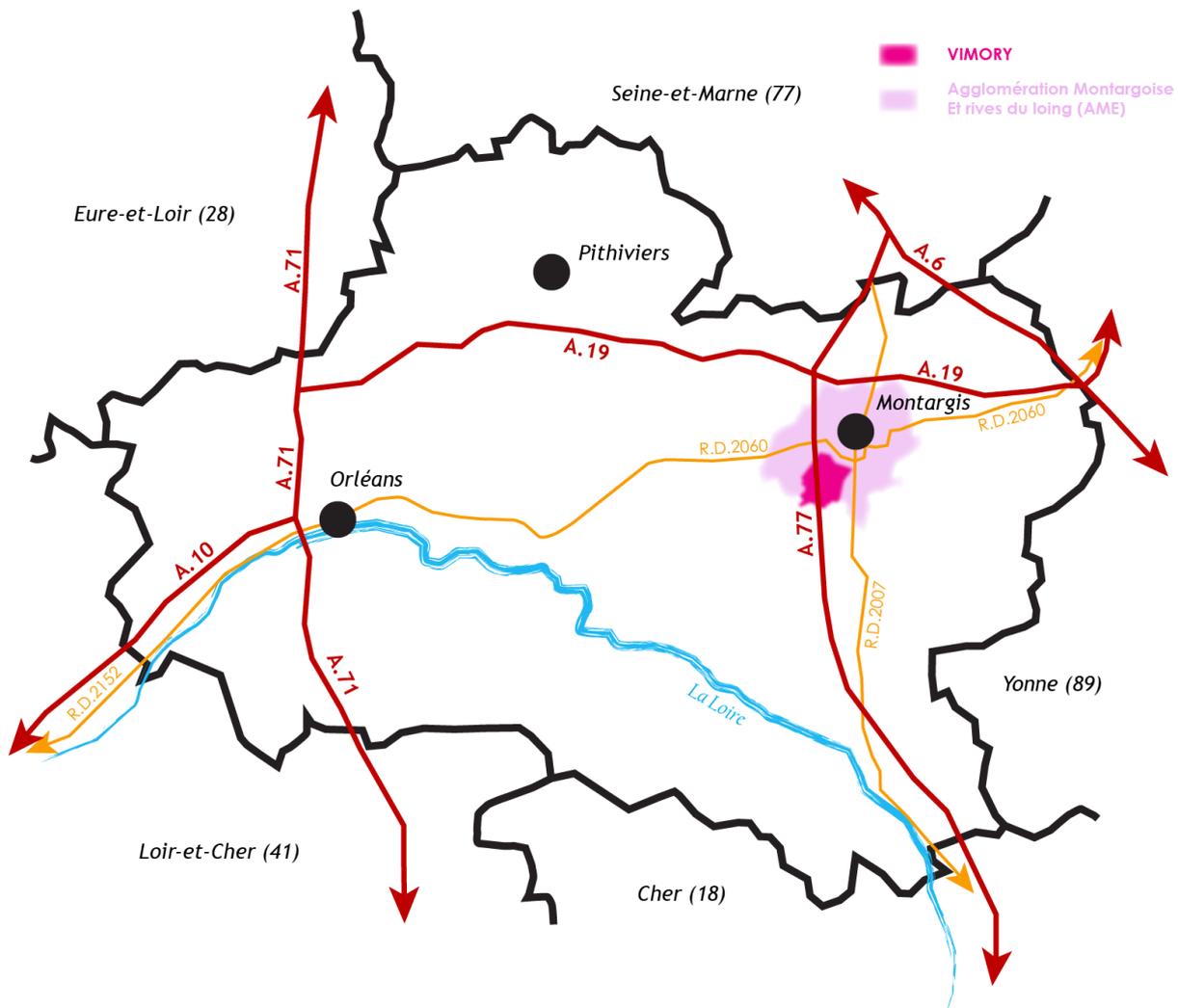


Figure 1 - Localisation de la commune et de l'AME à l'échelle départementale (Terr&Am)

Le territoire communal s'étend sur 2 622 ha.

### 2.2 CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE

Au regard des dernières données de l'INSEE, la commune de Vimory comptait, en 2020, 1 118 habitants. Sur la période 2014-2020, la commune a perdu 68 habitants, soit un taux de croissance annuel moyen estimé à -1%. Cette période contraste avec les évolutions démographiques qui ont été observées depuis la fin des années 60, où la commune a enregistré une croissance continue de sa

population, bien qu'irrégulière. La plus forte hausse démographique a été observée entre 1983 et 1990, période au cours de laquelle le taux de croissance annuel moyen a été estimé à +3.4%.

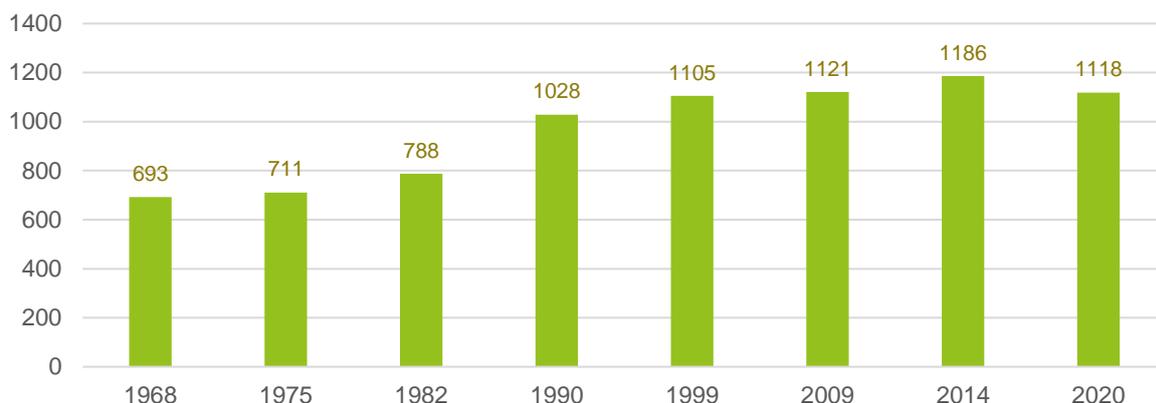


Figure 2 - Evolution de la population communale de Vimory entre 1968 et 2020 (INSEE)

A l'échelle de l'Agglomération Montargoise Et rives du Loing (AME), la population a également suivi une courbe positive depuis la fin des années 60, passant de 48 401 habitants en 1968 à 62 408 habitants en 2020. Ce gain de population s'est fait en suivant une trajectoire régulière, avec un taux de croissance annuel moyen oscillant entre 0.3% et 0.7%.

## 2.3 CONTEXTE ADMINISTRATIF ET REGLEMENTAIRE

La commune de Vimory est membre de l'Agglomération Montargoise Et rive du Loing (AME), qui est composée aujourd'hui de quinze communes et qui regroupe 62 408 habitants (INSEE, 2020). Les communes membres sont : Amilly, Cepoy, Châlette-sur-Loing, Chevillon-sur-Huillard, Conflans-sur-Loing, Corquilleroy, Lombreuil, Montargis, Mormant-sur-Vernisson, Pannes, Paucourt, Saint-Maurice-sur-Fessard, Solterre, Villemandeur et Vimory. L'AME forme ainsi le second centre urbain du Loiret, avec la Métropole d'Orléans.

L'AME est couverte par un Plan Local d'Urbanisme intercommunal, valant programme local de l'Habitat et Plan de Déplacements urbains (PLUi-HD). Approuvé par le Conseil communautaire le 27 février 2020, le PLUi-HD est exécutoire depuis le 24 juillet 2020.

Également, l'AME est membre du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Gatinais Montargois qui porte, entre autres, le Schéma de Cohérence Territorial. Le SCoT en vigueur vient d'être révisé ; il a été approuvé le 27 juin 2024 par le comité syndical.



Figure 3 - Le territoire du PETR Gatinais Montargois (site internet du PETR)

# 3. MODIFICATION DU PLUI-HD

La présente procédure de révision allégée concerne l'évolution du site de l'aérodrome de Vimory, en perspective de son développement souhaité par l'AME.

## 3.1 PRESENTATION DE L'OBJET DE LA MODIFICATION

### 3.1.1 MISE EN CONTEXTE

#### La situation géographique

L'aérodrome de Vimory est situé au Nord du bourg de la commune, dans la continuité directe des secteurs déjà aménagés. Plus précisément, l'aérodrome se trouve entre deux axes routiers structurants : l'autoroute A77 à l'Ouest et la RD 42 à l'Est. Le site est accessible depuis la rue de l'Aérodrome.

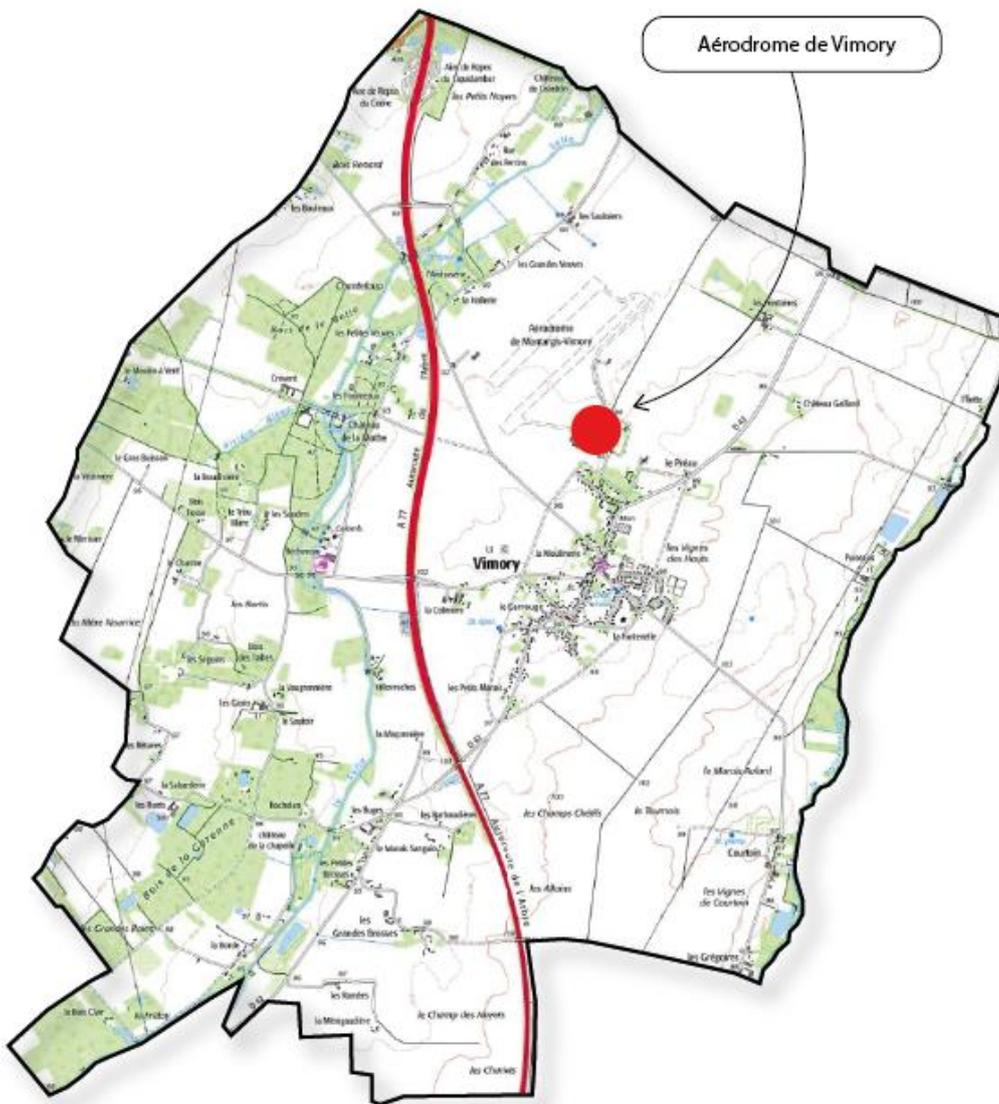


Figure 4 - Localisation de l'aérodrome de Vimory (Terr&Am)

### Le site et son occupation

Le site de l'aérodrome représente au total environ 117,48 ha et appartient à l'Agglomération Montargoise Et rives du Loing ; il est implanté sur les parcelles de la section cadastrale ZE n°37, 38, 39, 50 et 61. Environ 50 ha sont dédiés à la plateforme aéronautique et le reste des terres est loué à des agriculteurs pour l'exploitation.

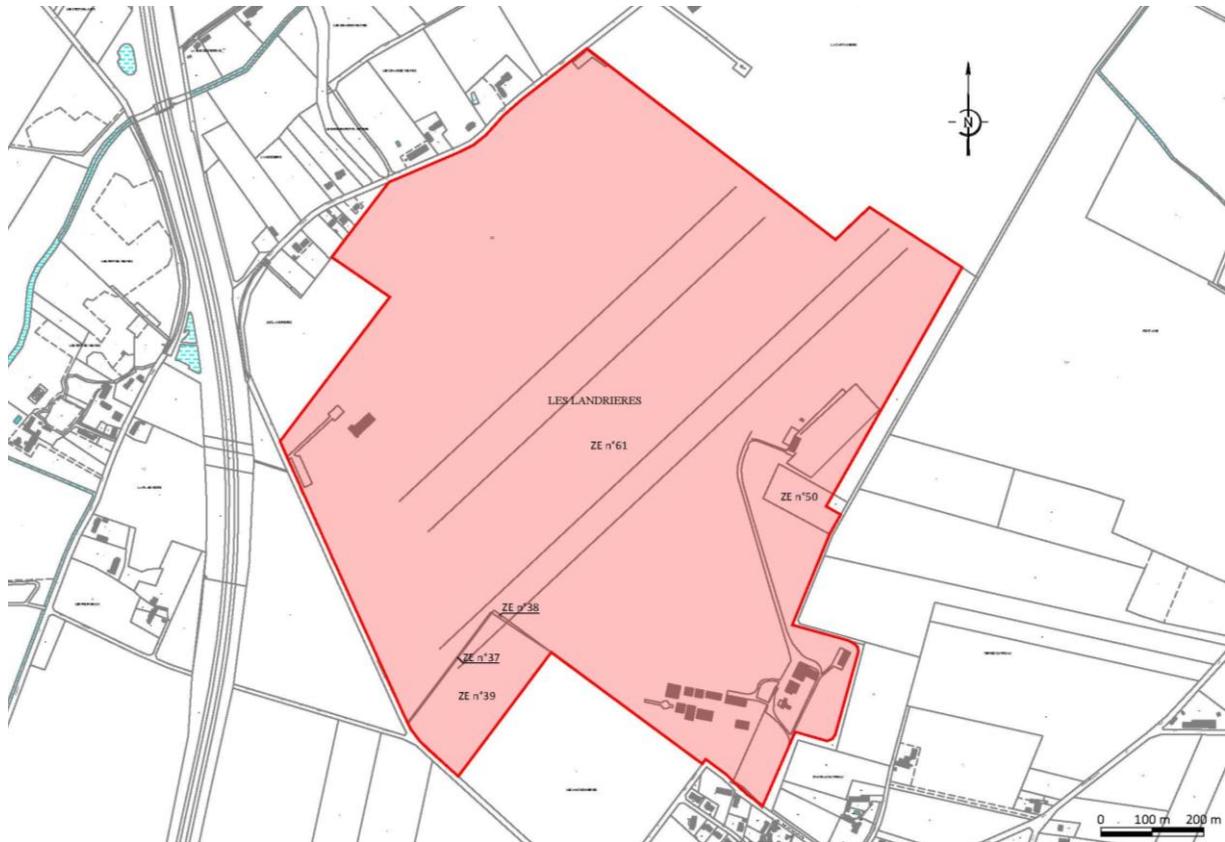


Figure 5 - Extrait cadastral du site de l'aérodrome

L'aérodrome est utilisé pour la pratique l'activités de loisirs et de tourisme (aviation légère, parachutisme, aéromodélisme, etc.). Il compte au total quatre pistes en herbe orientées Est-Ouest, de longueur variable (de 300 mètres à 1 200 mètres) :

- Une piste engazonnée de 1 200 m x 50 m pour les avions ;
- Une piste engazonnée de 900 m x 80 m pour les planeurs ;
- Une piste d'aéromodélisme ;
- Une piste de 300 m x 40 m pour les ULM.

Les bâtiments sont essentiellement implantés dans le quart Sud-Est du secteur et correspondent à des hangars utiles et nécessaires au fonctionnement de l'aérodrome. Les bâtiments appartiennent à l'AME, et sont mis à disposition des associations qui sont présentes sur la plateforme. Ces espaces bâtis s'inscrivent dans la continuité des secteurs bâtis de la commune de Vimory.



Figure 6 - Photos du site de l'aérodrome (Terr&Am, août 2024)

### L'environnement proche

A proximité de l'aérodrome se trouvent essentiellement des espaces agricoles cultivés. Les habitations les plus proches sont implantées au Sud de l'aérodrome, à moins de 200 mètres environ.

Sont à noter toutefois :

- La présence de l'autoroute A 77 en lisière Ouest de l'aérodrome qui fracture en deux portions le territoire communal ;
- La présence du bourg de Vimory au Sud, dont l'organisation urbaine s'effectue de façon linéaire, le long des principaux axes de circulation ;
- La présence de quelques écarts bâtis au Nord (La Hallerie, L'Andoiserie, Les Grandes Veuves) implantées dans la vallée du Solin.

Les vues sur le site de l'aérodrome sont assez restreintes et sont plus aisées à l'approche du site (rue de l'aérodrome) et depuis les maisons qui lui font face.



Figure 7 - Vue proches de l'aérodrome (Terr&Am, août 2024)

Également, les hangars et le site de l'aérodrome sont perceptibles de façon plus lointaine, depuis les axes routiers qui encadrent le site. Ces vues sont toutefois variables selon les saisons, en fonction des cultures dans les champs.



Figure 8 - Vues lointaines sur l'aérodrome (Google Street View, avril 2023)

### Contexte réglementaire

Au sein du PLUi-HD en vigueur sur le territoire de l'AME, le site de l'aérodrome est intégralement classé en zone N. Cette zone naturelle correspond à des secteurs, équipés ou non, qui sont à protéger en raison :

- Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
- Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
- Soit de leur caractère d'espaces naturels ;
- Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;
- Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

Ainsi, par définition, la zone N est totalement inconstructible.

A noter que dans le document d'urbanisme précédemment applicable à Vimory, le site de l'aérodrome était inscrit en zone NL, ce qui permettait des évolutions ponctuelles au regard des projets. Ce zonage n'a pas été repris dans le cadre du PLUi-HD de l'AME.

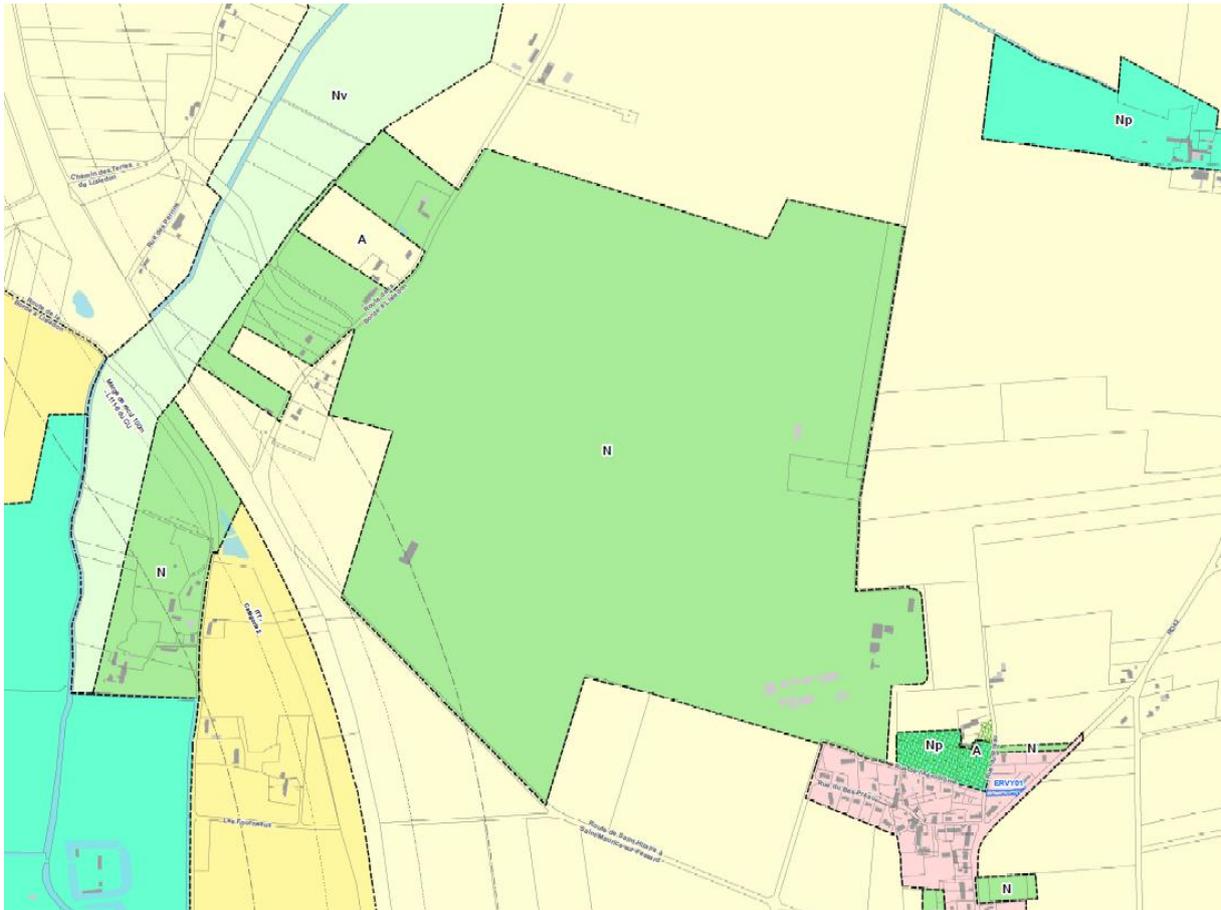


Figure 9 - Extrait du zonage du PLUi-HD sur le secteur de l'aérodrome de Vimory

### 3.1.2 OBJET DE LA PROCEDURE

L'Agglomération Montargoise Et rives du Loing souhaite engager une évolution de l'aérodrome qui lui appartient depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Pour rappel, suite à la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, l'Etat a transféré aux collectivités territoriales, la propriété, l'aménagement, l'entretien et la gestion des aérodromes civils lui appartenant. Depuis ce transfert, l'AME est responsable de la sécurité des usagers, de l'entretien de la plateforme et de son développement.

Toutefois, le développement de l'aérodrome est aujourd'hui contraint par l'insuffisance des installations actuelles, et notamment l'absence de hangars disponibles pour l'implantation de nouvelles activités, ou l'extension de certaines déjà existantes. Les dispositions réglementaires, telles qu'elles figurent dans le PLUi-HD actuellement, ne permettent pas de résoudre ce problème.

A noter également que la procédure ne concerne pas l'intégralité du site de l'aérodrome, mais uniquement les espaces déjà bâtis et les espaces libres proches, comme délimité sur l'illustration suivante :



Figure 10 - Périmètre de l'aérodrome concerné par la procédure de révision allégée (Terr&Am)

### *Favoriser le maintien de l'activité aéronautique sur le territoire montargois*

L'enjeu pour l'AME à ce jour est de maintenir l'activité de l'aérodrome, en garantissant le bon état de fonctionnement de la plateforme aéronautique, pour les associations et usagers. Actuellement, ce sont :

- Trois entreprises qui sont déjà implantées : Fly Attitude (saut en parachute), Air Fly System (assemblage et construction de drones, maintenance ULM), ULM R'Lite (fabrication d'autogyres) ;
- Quatre associations sont présentes : Aéroclub du Gâtinais, Le Vol à voile, L'Aéromodélisme, ULM Loisirs Montargis.

L'AME a connaissance de projets qui pourraient être développés sur le site de l'aérodrome et qui viendraient compléter l'offre économique en lien avec l'activité aéronautique. Parmi les projets connus à ce jour, figure notamment l'implantation d'une entreprise spécialisée dans la production d'appareils de surveillance (drone) ou de vol, et le développement de la motorisation électrique (ULM, petits aéronefs), etc. La réalisation de ce projet nécessite la construction d'un hangar dont l'emprise au sol serait d'environ 1000 m<sup>2</sup> (en plus d'un bâtiment pour accueillir un bureau).

Outre l'accueil de nouvelles entreprises, l'AME souhaite aussi offrir la possibilité aux activités et associations présentes sur le site de l'aérodrome de se développer. Sont notamment envisagées :

- L'extension de l'activité de l'entreprise Air Fly System ;
- La mise en place d'un dispositif de formation et d'entretiens des ULM.

La concrétisation de ces projets aura nécessairement un impact économique positif sur le territoire, dans la mesure où de nouveaux emplois vont être créés. A titre indicatif, environ une dizaine d'emplois pourront à terme être créés sur Vimory, en lien avec l'activité aéronautique.

### *Développer les activités de tourisme et de loisirs*

Les mouvements annuels sur l'aérodrome sont estimés à un peu moins de 10 000 vols. Le nombre de vols est en augmentation ces dernières années.

Le développement du site de l'aérodrome, au regard des projets ci-dessus énoncés, va permettre de renforcer la place et l'importance du site de Vimory à l'échelle régionale, sans pour autant venir concurrencer des aérodromes locaux de plus grande importance, comme celui de Saint-Denis-de-l'Hôtel par exemple (aéroport Orléans Loire Valley). Ces perspectives de développement coïncident avec les ambitions politiques de l'AME qui souhaite à la fois renforcer l'attractivité touristique du site, grâce au développement des activités de loisirs, mais aussi développer le tourisme d'affaires.

### *Disposer d'équipements et de structures modernisés*

L'AME porte un projet global de développement de l'aérodrome de Vimory. Outre la mise en place de dispositions réglementaires favorables au développement de nouvelles activités sur le site, l'AME envisage également d'effectuer des travaux sur la plateforme. Il est prévu de transformer l'une des pistes actuellement en herbe en piste revêtue d'un enrobé en béton bitumineux. Ces nouveaux aménagements entrent dans le cadre de l'amélioration de l'offre d'équipements sur le territoire communautaire, et viennent répondre à l'objectif précédemment détaillé.

## **3.2 MODIFICATIONS APPORTEES AU PLUI-HD**

Compte tenu de l'ensemble des points ci-avant détaillés, il semble nécessaire de modifier les pièces réglementaires du PLUi-HD de l'AME, afin de faciliter le développement de l'aérodrome de Vimory.

### **3.2.1 ZONAGE**

L'inscription en zone N de l'ensemble de l'aérodrome est à ce jour trop contraignante pour permettre la réalisation des différents projets envisagés. En conséquence, les espaces bâtis de l'aérodrome sont classés dorénavant au sein du sous-secteur Uxa.

Il a été fait le choix d'inscrire seulement les secteurs déjà bâtis dans le sous-secteur Uxa, de telle sorte que les futures constructions soient elles aussi concentrées sur ce même périmètre, et ainsi éviter la dispersion des bâtiments sur le site de l'aérodrome. En conséquence, les pistes ainsi que le reste de la propriété foncière de l'AME sont maintenus en zone N.

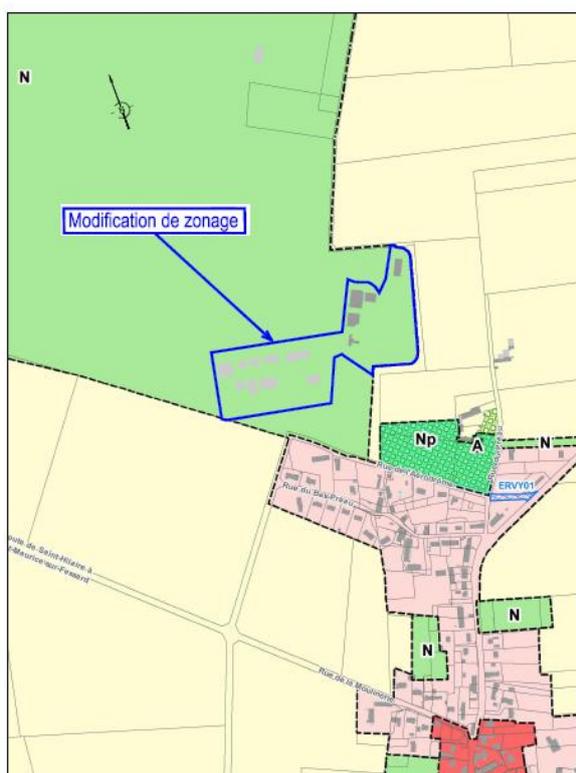
D'où les modifications surfaciques suivantes :

|                      | <b>Avant modification graphique</b> | <b>Superficie modifiée</b> | <b>Après modification graphique</b> |
|----------------------|-------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------|
| <b>N<sup>1</sup></b> | 5 857.1                             | - 4.25 ha                  | 5 852.8 ha                          |
| <b>Uxa</b>           | 0 ha                                | + 4.25 ha                  | 4.25 ha                             |

*Figure 11 - Tableau des superficies modifiées*

<sup>1</sup> A noter : les superficies de la zone N avant modification graphique se basent sur l'état des superficies de zonage actuellement en vigueur. Cette superficie ne tient pas compte d'une autre procédure de révision allégée (RA n°1) en cours actuellement, qui n'a pas encore été approuvée.

Zonage actuel du P.L.U.i.H.D.



Zonage projeté du P.L.U.i.H.D.

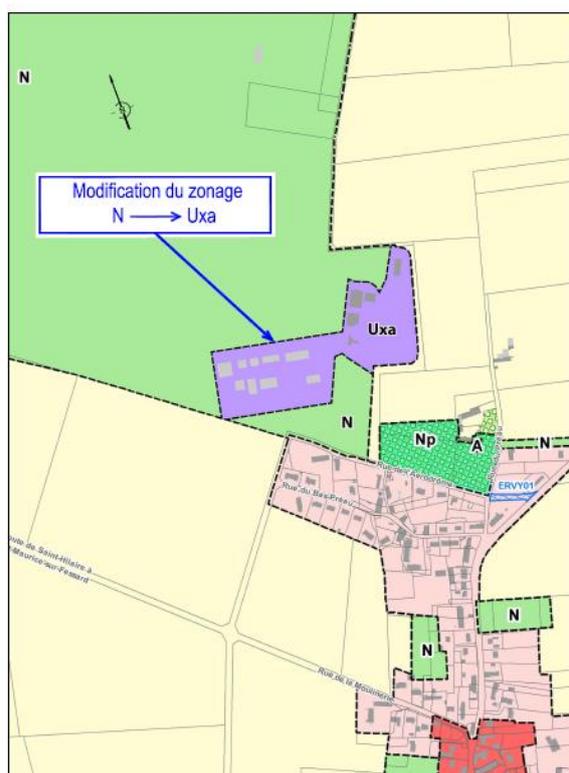


Figure 12 - Zonage modifié dans le cadre de la révision allégée n°2

### 3.2.2 REGLEMENT ECRIT

En complément des modifications apportées au plan de zonage et la création du nouveau sous-secteur Uxa, le règlement écrit est adapté comme suit :

#### Caractère général de la zone

**Qualification de la zone :** La zone « Ux » correspond aux zones urbaines à vocation économique.  
Elle comprend un sous-secteur Uxa correspondant à l'aérodrome de Vimory.

→ Le règlement écrit spécifie que le sous-secteur Uxa correspond exclusivement au site de l'aérodrome de Vimory. Il comprend uniquement les espaces bâtis de l'aérodrome. Ne sont pas intégrés les pistes de décollage, qui restent, dans le cas de la présente procédure, en zone N.

**I.1.6** En secteur Uxa, sont seulement autorisées :

- Les constructions liées au besoin des activités aériennes et au complément de ces équipements (bureaux, sanitaires, dépôts, ateliers), ainsi que les constructions à usage d'artisanat et d'industrie si elles sont liées à l'activité aéronautique, à condition de ne pas excéder 1 000 m<sup>2</sup> d'emprise au sol.
- Les constructions à usage de logements et leurs annexes destinées aux personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la direction, l'administration ou le gardiennage des constructions et équipements autorisés dans la zone.
- Les affouillements et exhaussements de sols à condition d'être nécessaires aux constructions et équipements autorisés dans la zone.

→ Les constructions et installations autorisées au sein du sous-secteur Uxa sont plus restrictives qu'au sein de l'ensemble de la zone Ux, afin de s'assurer que celles-ci soient associées à l'activité de l'aérodrome. Une limite d'emprise au sol de 1000 m<sup>2</sup> a été fixée pour les nouvelles constructions, pour répondre à deux objectifs : le besoin des futures activités qui souhaitent s'implanter sur le site, et pour rester cohérent avec les bâtiments déjà présents.

Hauteur des constructions

Dans l'ensemble de la zone, secteur Uxa exclus, la hauteur de toute construction ne doit pas excéder 15 mètres de hauteur absolue (au faîtage ou à l'acrotère).

Exception : En cas de bâtiment existant sur l'unité foncière d'une hauteur supérieure à 15 mètres, la hauteur de la construction ne doit pas excéder la hauteur absolue du bâtiment existant.

Dans le secteur Uxa, la hauteur de toute construction ne doit pas excéder 5 mètres de hauteur absolue (au faîtage ou à l'acrotère).

→ Le secteur Uxa admet une hauteur maximale inférieure à celle admise dans le reste de la zone, à savoir 5 mètres contre 15 mètres. Cette différence s'explique au regard des éléments suivants :

- Le caractère rural des environs, avec peu de constructions dont la hauteur est importante ;
- La présence sur le site de l'aérodrome de bâtiments dont la hauteur est estimée à 5 mètres ;

Ainsi, pour plus de cohérence avec l'environnement bâti et naturel de l'aérodrome, une hauteur maximale de 5 mètres a été déterminée.

### 3.3 ANALYSE DE LA COMPATIBILITE

#### 3.3.1 AVEC LE PADD DU PLUI-HD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) figure comme le cœur politique du document d'urbanisme, qui définit les grandes orientations pour le développement du territoire. Le PADD du PLUi-HD de l'AME s'organise autour de cinq grandes orientations :

1. Consolider la place de l'AME en tant qu'agglomération accueillante, dynamique pour l'emploi et solidaire ;
2. Faire du patrimoine naturel et environnemental un atout du développement ;
3. Consolider la qualité de vie et améliorer la mobilité des habitants et des acteurs du territoire ;
4. Adapter et améliorer l'habitat aux besoins des ménages ;
5. Renforcer la gouvernance des politiques publiques en ligne avec le PLUi-HD.

Le projet qui est porté par l'AME sur le site de l'aérodrome de Vimory entre dans le cadre du 3<sup>ème</sup> point : « consolider la qualité de vie et améliorer la mobilité des habitants et acteurs du territoire ». Plus précisément, les modifications apportées au PLUi-HD vont permettre, *in fine*, « d'articuler l'offre de commerces, de services et d'équipements publics ».

Ces modifications viennent aussi répondre à l'enjeu suivant : « conforter l'enveloppe rurale qui fait la complémentarité des modes d'habiter et de vivre ». Vimory, commune rurale à l'échelle du territoire de l'AME, illustre cette complémentarité, compte tenu de la présence de l'aérodrome comme site porteur et identitaire pour l'ensemble de l'intercommunalité, en concentrant à la fois des activités et des loisirs.

↳ Ainsi, les modifications apportées au PLUi-HD de l'AME visent essentiellement à développer une activité déjà présente sur le territoire, sur un espace limité et conscris (cf. les modifications du zonage). L'enjeu est donc double : à la fois d'encourager le développement économique du site de l'aérodrome de Vimory, mais aussi de limiter l'impact sur les espaces naturels et agricoles proches.

### 3.3.2 AVEC LE DOO DU SCOT

Pour rappel, le territoire de l'AME est inscrit au sein du périmètre du PETR Gatinais Montargois, dont le SCoT a été approuvé le 27 juin 2024. Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) constitue la pièce du SCoT avec laquelle le PLUi-HD de l'AME doit être compatible.

Les modifications qui sont apportées au PLUi-HD de l'AME répondent à plusieurs objectifs majeurs du SCoT, comme détaillé ci-dessous :

#### → Développer l'attractivité économique du territoire

D'une façon générale, le développement de l'aérodrome est un projet structurant du point de vue économique, dans la mesure où il s'agit du seul équipement de ce type sur l'ensemble du territoire du PETR. Les nouveaux aménagements envisagés ainsi que les activités qui souhaitent s'y développer vont non seulement permettre de développer l'offre d'emplois sur le territoire, dans un secteur spécialisé, tout en garantissant le développement de l'économie de loisirs. En effet, les perspectives de développement concernent aussi les entreprises et associations déjà implantées sur place, qui permettent la pratique d'activités de loisirs (ULM, saut en parachute).

Également, l'AME tient à concilier développement économique et préservation des paysages. Aussi, au regard de l'implantation de l'aérodrome à la transition entre les espaces bâtis du bourg de Vimory et les plaines agricoles, le règlement écrit limite la hauteur maximale des constructions permises, de façon à ne pas fragmenter de façon trop importante le paysage proche.

#### → Consolider une armature territoriale fragilisée

Pour rappel, la commune de Vimory est inscrite, au sein du SCoT, parmi les pôles secondaires et espaces périurbains. Le PAS du SCoT indique que « *ce groupe de communes du Nord de la Vallée du Loing et de l'ouest de l'agglomération montargoise présente la caractéristique de se trouver au croisement de deux dynamiques périurbaines : celle de l'aire urbaine francilienne et celle de l'agglomération montargoise. Elles présentent typiquement des taux de croissance démographiques importants, couplés à un déficit en emplois et en capacités d'accueil (diversité du parc de logements, équipements et services), car leurs actifs travaillent le plus souvent hors de leur commune de résidence. L'objectif du SCoT est de mieux maîtriser les dynamiques démographiques et urbaines de cet espace et de mettre à niveau ses fonctions urbaines (diversité du parc de logements, équipements, services de proximité, économie présente), en distinguant les objectifs pour ses centralités et les parties agglomérées en continuité du cœur d'agglomération* »<sup>2</sup>.

Le développement de l'aérodrome de Vimory entre ainsi dans ce cadre, et permet de diversifier les activités et les services qui sont proposés sur le territoire communal. Plus encore, l'unicité de l'équipement sur le territoire du SCoT permet des retombées sur l'ensemble de son périmètre (bien qu'essentiellement concentrées sur celui de l'AME).

<sup>2</sup> PAS du SCoT, page 15.

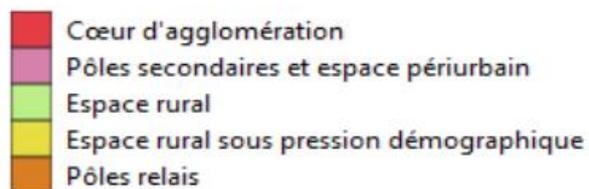
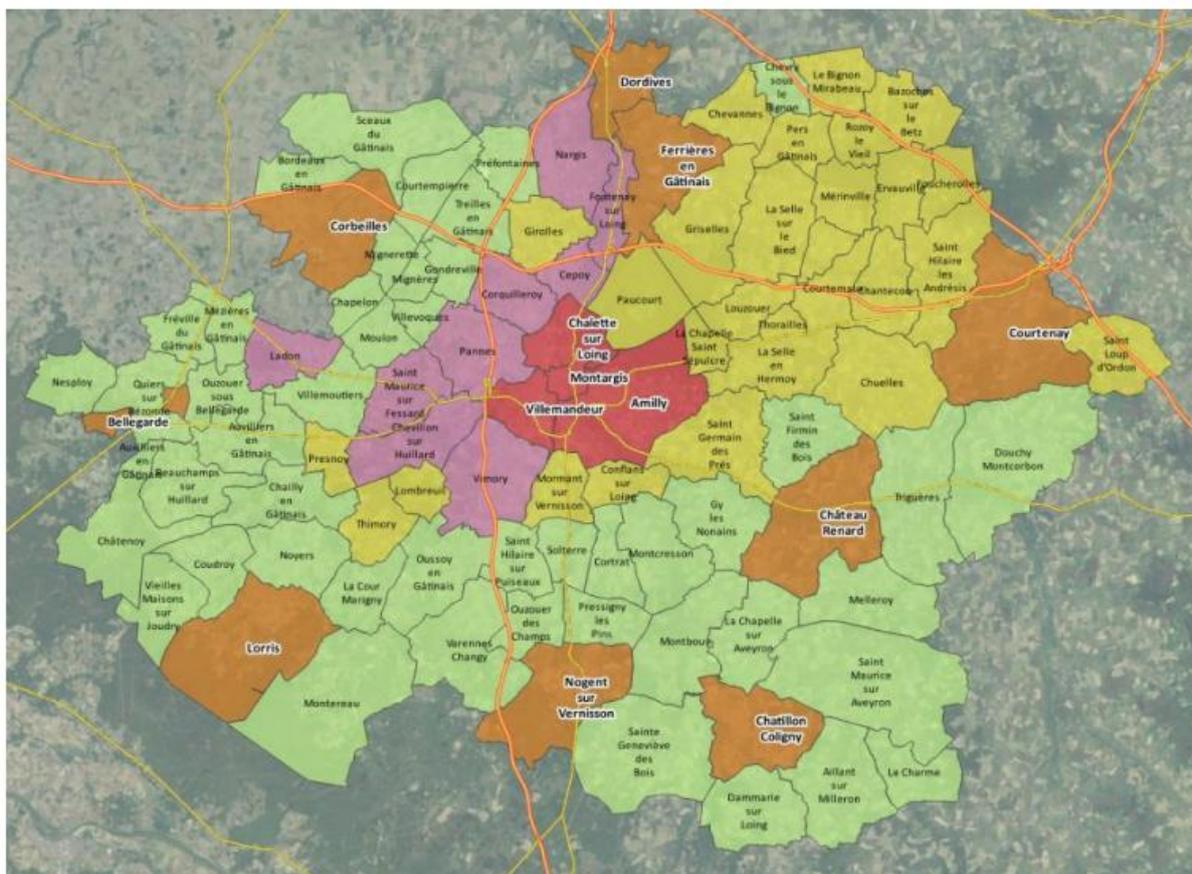


Figure 13 - L'armature urbaine du SCoT

## 4. INCIDENCES EVENTUELLES SUR L'ENVIRONNEMENT

### 4.1 SUR LES ESPACES AGRICOLES

A l'image de l'ensemble du territoire communautaire de l'AME, l'agriculture occupe une part importante de la surface communale de Vimory. Ainsi, la superficie agricole utile des exploitations est estimée, en 2020, à 1 385 ha. Cette superficie correspondre à la somme des SAU de chacune des 10 exploitations agricoles ayant leur siège sur la commune.

La production agricole à Vimory est spécialisée essentiellement dans la céréaliculture et/ou la production d'oléoprotéagineux.

Une partie du site de l'aérodrome de Vimory est dédié à l'agriculture (partie Nord). Pour autant, l'espace concerné par la procédure (partie Sud)

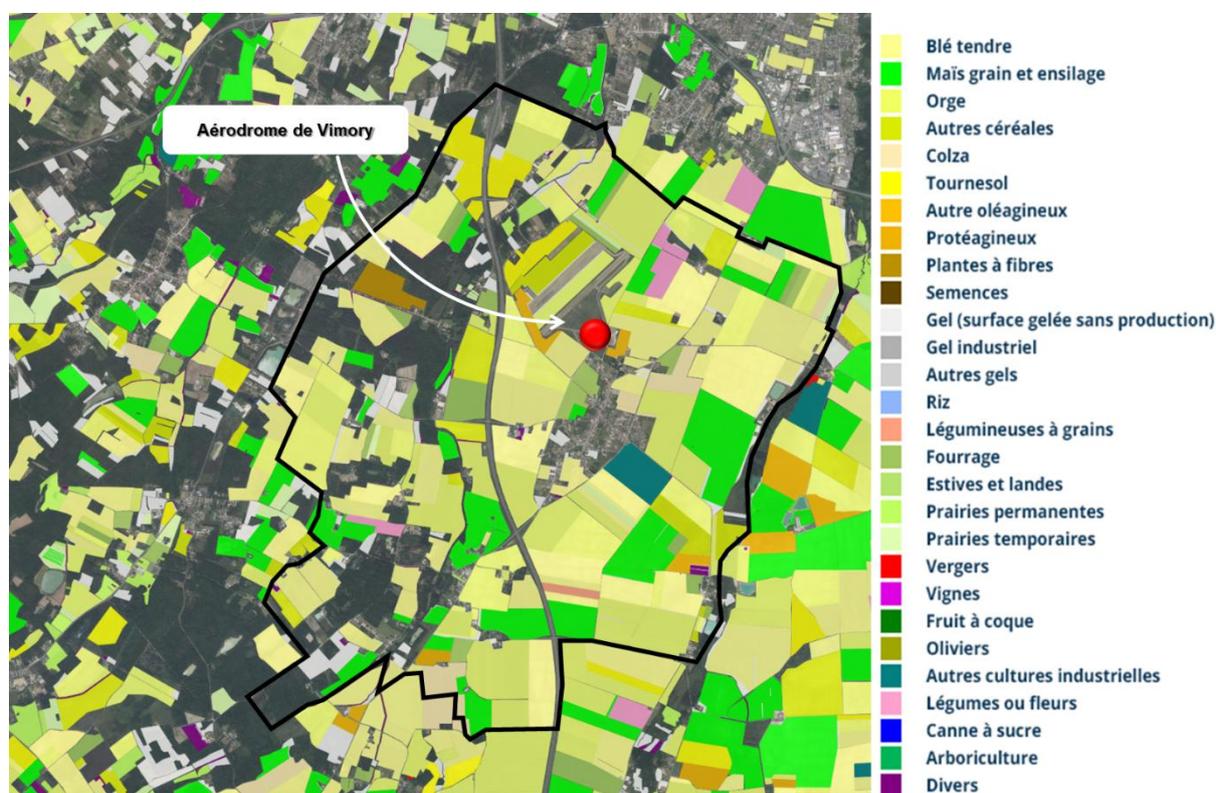


Figure 14 - Carte de registre parcellaire graphique à Vimory en 2022 (Géoportail)

➤ Les modifications apportées au PLUi-HD de l'AME ne sont pas de nature à impacter les milieux agricoles.

### 4.2 SUR LES ESPACES NATURELS

#### 4.2.1 LES ZNIEFF ET SITES NATURA 2000

##### Les ZNIEFF

L'inventaire des ZNIEFF (Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique) a été lancé en 1982 afin d'identifier sur le territoire français les espaces avec un intérêt particulier du point de vue écologique pour créer un socle de connaissances à leur sujet mais aussi pour servir d'outil d'aide à la décision. Deux types de ZNIEFF ont été créés (d'après l'INPN) :

- Les ZNIEFF de type I : espaces homogènes écologiquement, définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou d'habitats rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel régional. Ce sont les zones les plus remarquables du territoire ;
- Les ZNIEFF de type II : espaces qui intègrent des ensembles naturels fonctionnels et paysagers, possédant une cohésion élevée et plus riches que les milieux alentours.

A Vimory, une seule ZNIEFF de type 1 est présente, à savoir « Prairie tourbeuse de la Fontaine de Saint-Liphard », proche du hameau de Courtouin. Plus précisément<sup>3</sup>, il s'agit d'un complexe humide (certainement un ancien marais) qui s'étend au fond de la vallée du Puiseaux, en rive gauche de la rivière et principalement le long d'un plan d'eau. L'intérêt du site réside principalement dans les prairies à Molinie et les berges de l'étang, où plusieurs espèces patrimoniales ont été recensées. Il s'agit de l'un des rares vestiges des marais neutro-alcalins du Gâtinais Est, qui ont été mis en culture dans les années 60 et 70.



Figure 15 - Carte de localisation de la ZNIEFF à Vimory (Géoportail)

### Les sites Natura 2000

Le réseau Natura 2000 a été institué par l'Union Européenne pour préserver la biodiversité et mieux prendre en compte les enjeux qui y sont liés dans les activités humaines. Ce réseau européen s'appuie sur l'application de deux directives européennes :

- La directive « Habitats » (92/43/CEE) qui porte sur la conservation des habitats naturels, ainsi que sur le maintien de la flore et de la faune sauvages. Les Etats membres de l'Union Européenne doivent désigner des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) ;
- La directive « Oiseaux » (2009/147/CE) qui concerne la conservation des oiseaux sauvages, grâce à la désignation de Zones de Protection Spéciales (ZPS).

Aucun site Natura 2000 n'est présent à Vimory.

<sup>3</sup> D'après la fiche description de la ZNIEFF, INPN : <https://inpn.mnhn.fr/docs/ZNIEFF/znieffpdf/240030471.pdf>

↳ Les modifications apportées au PLUi-HD ne sont pas de nature à impacter les milieux naturels d'intérêt et sensibles.

#### 4.2.2 LES ZONES ET MILIEUX PROBABLEMENT HUMIDES

D'après le Code de l'environnement (article L.211-1), les zones humides sont des « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ». Les zones humides répondent à plusieurs fonctions : écrêtement des crues, épuration naturelle, réservoirs de biodiversité, etc.

L'étude de prélocalisation des zones humides, menée par l'UMR SAS INRA-AGROCAMPUS OUEST permet de relever la présence de milieux humides potentiels sur le territoire. Cette étude identifie différents niveaux de probabilité, comme détaillé sur l'illustration ci-dessous.

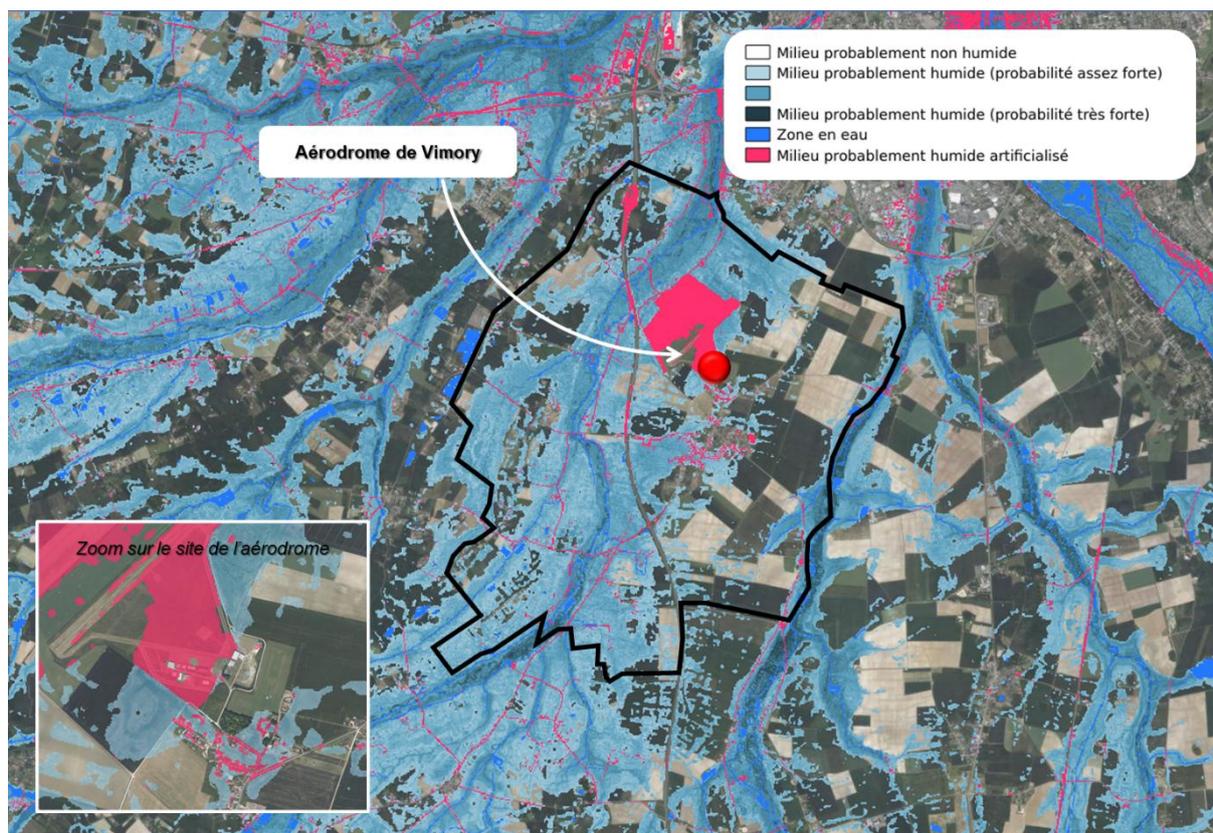


Figure 16 - Carte de prélocalisation des milieux potentiellement humides en 2023 (SIG réseau zones humides)

↳ L'impact de la procédure sur les milieux humides est jugé faible, dans la mesure où le secteur concerné par les modifications du PLUi-HD est d'ores et déjà urbanisé et artificialisé. Des prospections complémentaires pourront être réalisées en amont des constructions pour s'assurer qu'aucune zone humide n'est impactée.

#### 4.3 SUR LES DEPLACEMENTS

D'après les données transmises par le département du Loiret en 2022, la RD 42, qui assure la liaison entre Oussoy-en-Gâtinais et Villemandeur, par la traversée de Vimory, est l'axe routier le plus emprunté sur le territoire communal. Au cours de l'année 2022, le trafic journalier moyen est estimé à 2 179 véhicules, dont 74 poids lourds (soit 3.4% du trafic). Les comptages routiers font état d'un trafic relativement stable au fil du temps, en témoignent les données de 2021 (2 085 véhicules en moyenne par jour).

Ces données n'intègrent pas la circulation sur l'Autoroute A77. Pour rappel, aucun échangeur n'est présent sur le territoire communal de Vimory. L'échangeur le plus proche est situé à Pannes, au Nord de Vimory.

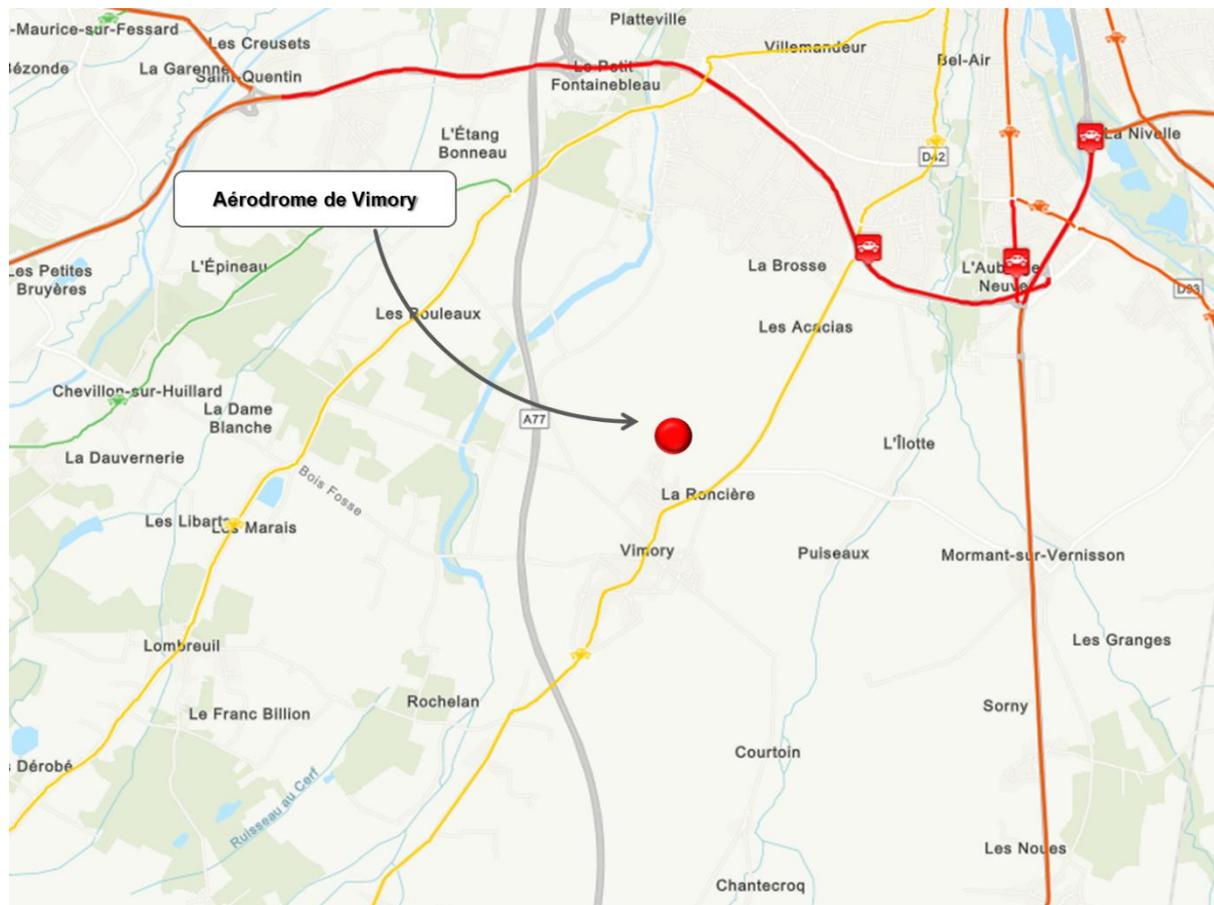


Figure 17 - Carte du trafic routier en 2022 (Département du Loiret)

↳ Les modifications apportées au PLUi-HD de l'AME vont avoir un impact minimal sur les déplacements. Bien que des activités vont pouvoir se développer sur ce site, elles ne sont pas de nature à engendrer un trafic routier important.

## 4.4 SUR LA SECURISATION DES USAGERS

### 4.4.1 LES RISQUES NATURELS

| Risque   | Détail  | Site du projet   |
|--|---|--|
| <b>Risque inondation</b>                           | Au contraire d'autres communes de l'AME, Vimory n'est pas exposée au risque inondation par débordement d'un cours d'eau (pas de PPRi en application). Pour autant, un risque d'inondation par remontée de nappes est identifié ; ce risque correspond à la montée du niveau de la nappe phréatique jusqu'au niveau du sol. Des inondations de caves peuvent avoir lieu. | Le site de l'aérodrome est concerné par ce risque.   |
| <b>Risque de retrait et gonflement des argiles</b> | La présence d'argiles dans les sols peut également causer des mouvements de terrain. La variation de la teneur en eau du sol peut entraîner une variation de la   | Le site de l'aérodrome est exposé à l'aléa moyen du risque de retrait et gonflement des argiles. |

structure des sols, qui sont alors amenés soit à gonfler (saturation en eau) ou à se rétracter (assèchement) ; cela provoque alors un phénomène dit de « retrait et gonflement des argiles ». La réalisation d'études de sol au préalable de toute construction permet ainsi d'adapter au mieux les structures et les fondations, afin d'éviter une détérioration future.

Vimory est exposée à un aléa moyen au risque de retrait et gonflement des argiles.

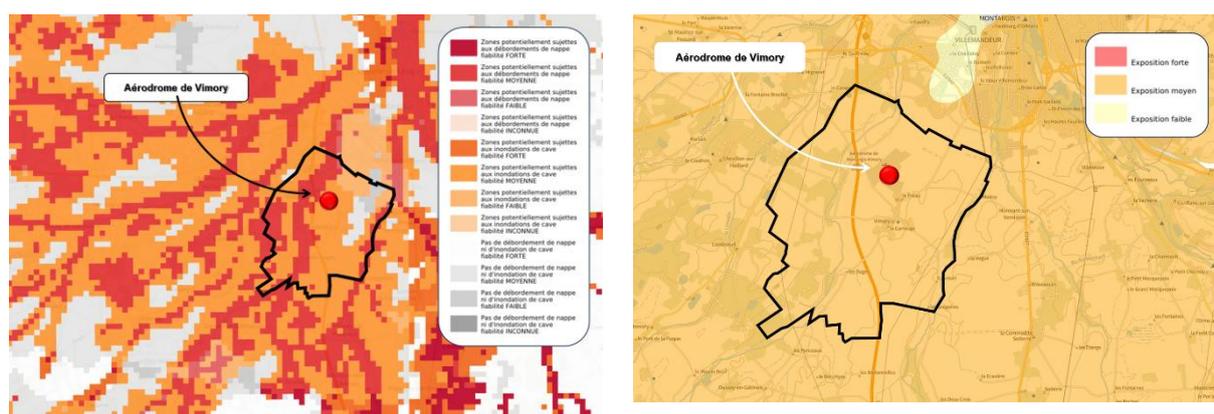


Figure 18 - Les principaux risques naturels à Vimory (source : Géoportail)

A gauche : risque d'inondation par remontée de nappe / à droite : risque de retrait et gonflement des argiles

Les modifications apportées au PLUi-HD ne sont pas de nature à renforcer l'exposition des biens et des personnes aux principaux risques naturels connus sur le territoire. Il s'agira toutefois de la prendre en compte, lors des nouvelles constructions qui seront effectuées, afin d'adapter éventuellement les structures.

#### 4.4.2 LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

| Risque             | Détail  | Site du projet   |
|--------------------|---|--|
| ICPE               | Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement font l'objet de dispositions réglementaires spécifiques en fonction de l'activité associée. Ces mesures visent à réduire les impacts sur l'Environnement, les biens et les personnes.<br><br>Aucune ICPE n'est présente à Vimory.  | L'aérodrome ne se trouve pas à proximité d'une ICPE.   |
| Pollution des sols | Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement.<br><br>A Vimory sont identifiés 2 anciens sites industriels ou activités de services susceptibles d'être à l'origine d'une | L'aérodrome ne se trouve pas à proximité de ces sites. |

pollution des sols (à savoir : 2 anciennes stations-services).

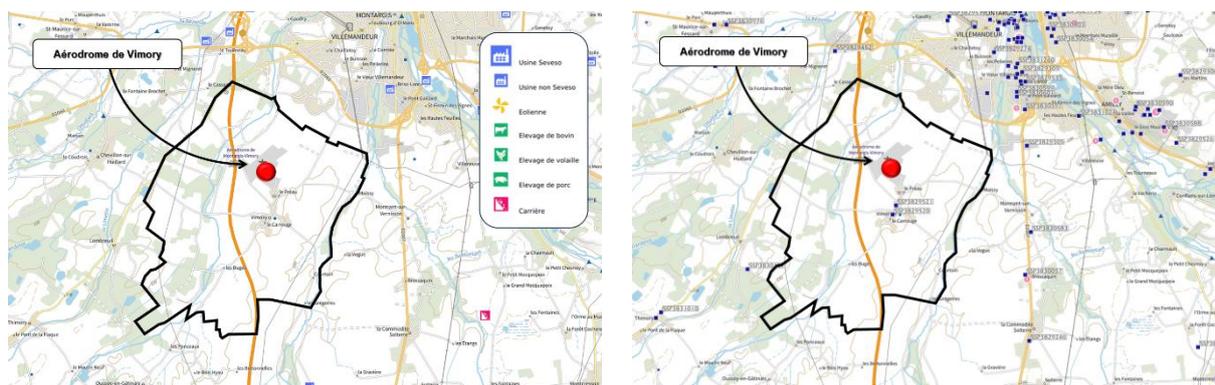


Figure 19 - Les principaux risques technologiques à Vimory (Source : Géoportail)

A gauche : les ICPE à proximité de Vimory / à droite : les sites potentiellement pollués

➤ Les modifications apportées au PLUi-HD ne sont pas de nature à renforcer l'exposition des biens et des personnes aux risques technologiques identifiés.

## 4.5 SUR LE CADRE DE VIE, LES PAYSAGES ET LE PATRIMOINE

### 4.5.1 LES NUISANCES SONORES

Les infrastructures de transport peuvent générer des nuisances sonores ; cela concerne notamment les aérodromes. Ainsi, le Code de l'Urbanisme prévoit l'élaboration de plans d'exposition au bruit autour de la majorité des aérodromes civils et militaires. La liste des aérodromes concernés par un PEB est fixée dans l'arrêté du 28 mars 1988<sup>4</sup>.

Pour le Loiret, cet arrêté fait mention uniquement de la base aérienne d'Orléans-Bricy et de l'aéroport Orléans Loire-Valley de Saint-Denis-de-l'Hôtel. En conséquence, l'aérodrome de Vimory n'est pas concerné par ce plan.

➤ Les modifications apportées au PLUi-HD de l'AME vont probablement conduire à une augmentation du trafic aérien sur l'aérodrome de Vimory. Pour autant, cette augmentation restera modérée, ce qui n'est pas de nature à impacter fortement le cadre de vie proche.

### 4.5.2 PATRIMOINE ET PAYSAGE

L'urbanisation, à Vimory, a suivi le modèle dit du « village rue », avec une concentration majeure des bâtiments (habitations et commerces) le long des axes de circulation principaux.

Le clocher de l'église Saint-Pierre à Vimory fait partie des nombreux édifices religieux de l'AME à figurer sur la liste des Monuments Historiques. Dans le cas présent, le clocher a été inscrit en 1325. Il se caractérise par son style roman primitif, d'une hauteur de 35 mètres, construit au XI<sup>ème</sup> siècle. Le périmètre de protection de 500 mètres qui entoure le clocher couvre une large partie du bourg de Vimory, sans pour autant concerner le site de l'aérodrome.

<sup>4</sup> Arrêté du 28 mars 1988 fixant la liste des aérodromes non classés en catégories A, B ou C devant être dotés d'un plan d'exposition au bruit : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT00000294351/2021-01-12/>



Figure 20 - Périmètre de protection autour du Monument Historique à Vimory (Atlas des patrimoines)

- ↳ Les modifications apportées au PLUi-HD de l'AME vont avoir un impact limité sur le cadre de vie et les paysages. Certes elles vont permettre la construction de nouveaux bâtiments sur le site de l'aérodrome, mais ces nouvelles constructions seront concentrées sur un même secteur, déjà bâti, et dans la continuité du bourg actuel de Vimory. De plus, en fixant une limite de hauteur à 5 mètres maximum pour les nouvelles constructions, l'AME assure une harmonie dans la volumétrie des bâtiments sur le site, de façon à ne pas dénaturer le paysage sur ce secteur.

Département du Loiret

Communauté d'Agglomération  
Montargoise Et rives du loing



## Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Plan Local de l'Habitat et Plan de Déplacements Urbains

RÉVISION ALLÉGÉE N°2 AU TITRE DE  
L'ARTICLE L.153-34 DU CODE DE L'URBANISME  
*Aérodrome de Vimory*

### Pièces révisées du P.L.U.i.H.D.

Date | 12 novembre 2024

Objet | Dossier arrêté par la Communauté d'Agglomération

Département du Loiret

Communauté d'Agglomération  
Montargoise Et rives du loing



Pièce  
2.1

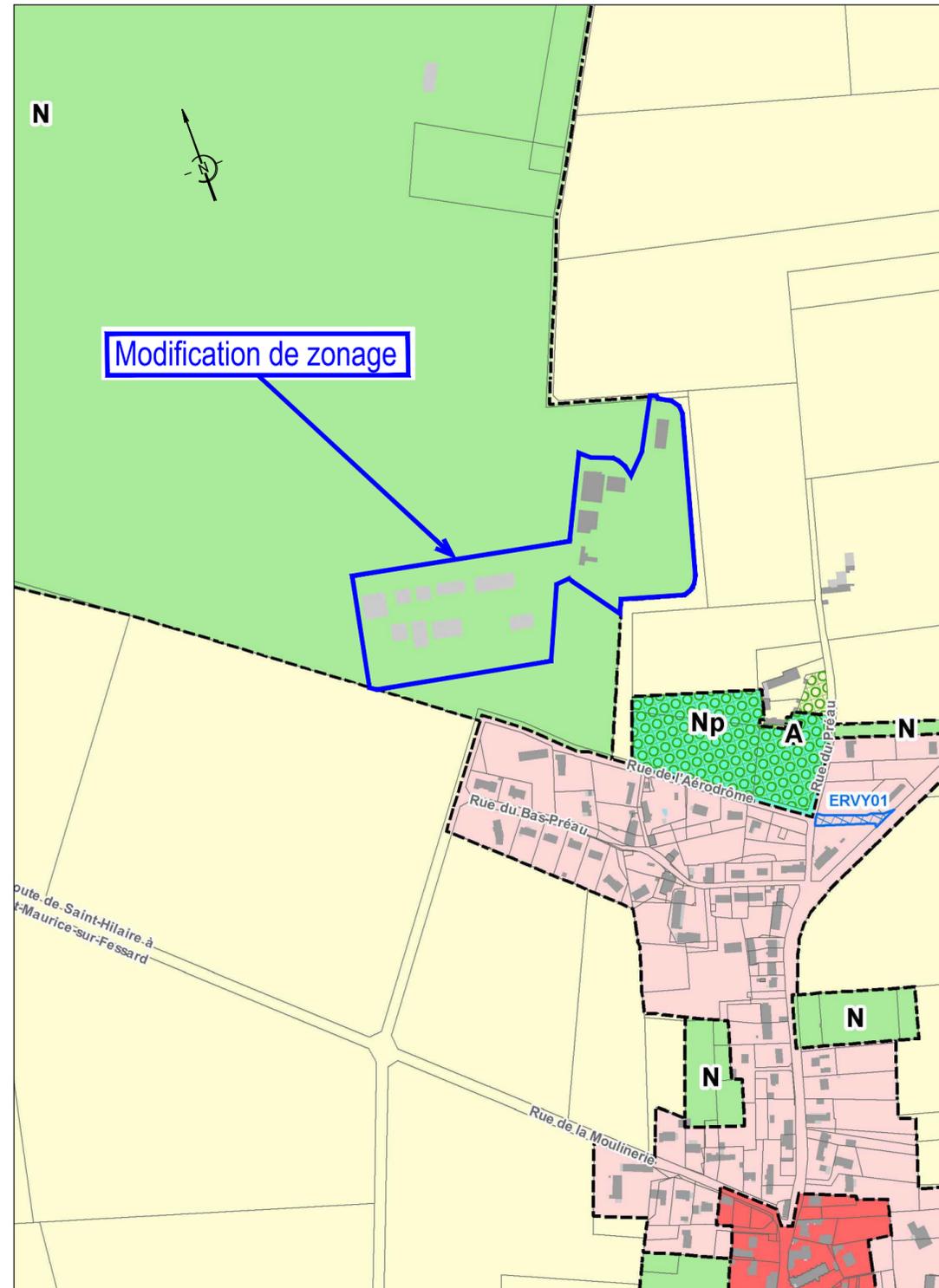
## Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Plan Local de l'Habitat et Plan de Déplacements Urbains

RÉVISION ALLÉGÉE N°2 AU TITRE DE  
L'ARTICLE L.153-34 DU CODE DE L'URBANISME  
*Aérodrome de Vimory*

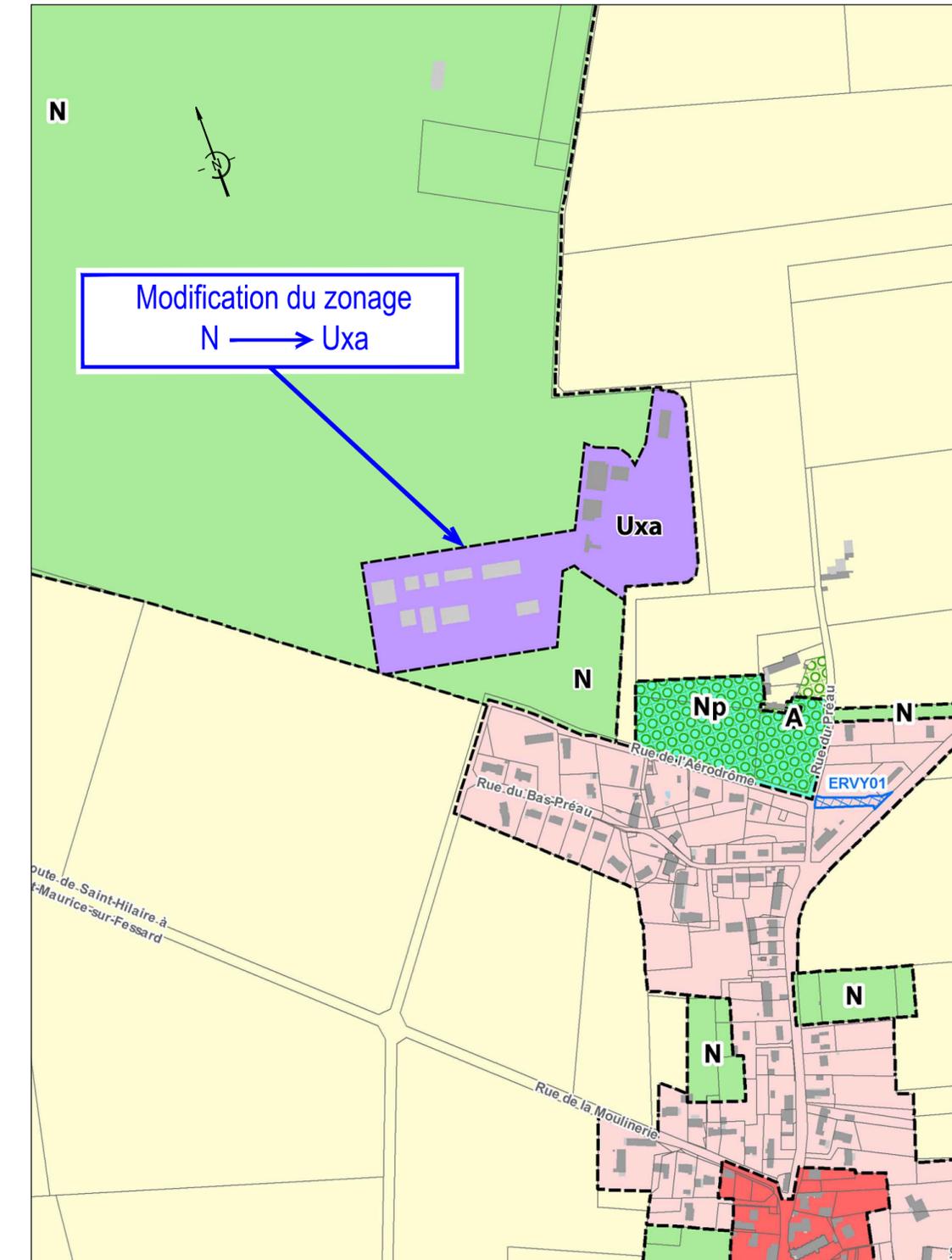
### Plan de zonage (pièce 6.15a)

|         |  |
|---------|--|
| Date    | 12 novembre 2024                                 |
| Objet   | Dossier arrêté par la Communauté d'Agglomération |
| Echelle | 1/5000   |

### Zonage actuel du P.L.U.i.H.D.



### Zonage projeté du P.L.U.i.H.D.



Département du Loiret

Pièce  
**2.2**

Communauté d'Agglomération  
Montargoise Et rives du loing



## Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Plan Local de l'Habitat et Plan de Déplacements Urbains

RÉVISION ALLÉGÉE N°2 AU TITRE DE  
L'ARTICLE L.153-34 DU CODE DE L'URBANISME  
*Aérodrome de Vimory*

### Règlement écrit

Date | 12 novembre 2024

Objet | Dossier arrêté par la Communauté d'Agglomération



1, rue Niepce - 45700 Villemandeur

Dossier : E06871

## CHAPITRE 10 : REGLEMENT DE LA ZONE Ux

Selon le principe de prévention, l'attention des constructeurs et de l'ensemble des usagers du Plan Local d'Urbanisme est attirée sur les phénomènes naturels marquant le territoire de la Communauté d'Agglomération Montargoise Et rives du loing.

### ***D'une part,***

*Le territoire de la Communauté d'Agglomération Montargoise Et rives du loing est concerné par les risques d'inondation :*

- *Au sein de ce périmètre, le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (P.P.R.I.) Loing Aval approuvé par arrêté préfectoral du 20 juin 2007 ainsi que le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (P.P.R.I.) de l'Ouanne approuvé par arrêté préfectoral du 21 juin 2011, valant servitude d'utilité publique, s'imposent à toute occupation du sol, en sus des dispositions du présent règlement. Les PPRI sont annexés au présent PLUi.*

### ***D'autre part,***

*Une partie du territoire de la Communauté d'Agglomération Montargoise Et rives du loing présente un risque d'instabilité des sols :*

- *Lié au phénomène de gonflement ou de retrait des sols argileux. L'information concernant ce risque est disponible sur le site [www.argiles.fr](http://www.argiles.fr),*
- *Et/ou aux phénomènes de remontée de nappes phréatiques. L'information est disponible, le cas échéant, à la mairie du lieu de situation du terrain.*
- *Et/ou à la présence de cavités souterraines. L'information est disponible sur le site [www.bdcavite.net](http://www.bdcavite.net).*

*Il revient aux maîtres d'ouvrage de prendre les précautions techniques nécessaires adaptées pour garantir la pérennité et la stabilité des ouvrages et des constructions à édifier.*

**Qualification de la zone :** La zone « Ux » correspond aux zones urbaines à vocation économique. Elle comprend un sous-secteur Uxa correspondant à l'aérodrome de Vimory.

## **I - USAGE DES SOLS ET DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS**

### **I.1 - Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités**

**I.1.1** - Les terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes, qu'ils soient permanents ou saisonniers, ainsi que le stationnement isolé des caravanes de plus de 3 mois,

**I.1.2** - Les affouillements et exhaussements des sols, sauf ceux nécessaires aux usages de la zone,

**I.1.3** - Les habitations, sauf celles nécessaires aux usages de la zone,

**I.1.4** - Les commerces de moins de 300 m<sup>2</sup> de surface de plancher dans les zones d'activités économiques suivantes :

- La ZAE du CHESNOY dans la commune d'AMILLY
- La ZAE du CAMP DE CHAUMONT dans la commune de CORQUILLEROY

**I.1.5** - Les affouillements et exhaussements des sols sauf ceux nécessaires au fonctionnement des infrastructures routières et autoroutières sans restriction d'éloignement et de hauteur des remblais à proximité des clôtures autoroutières

**I.1.6** En secteur Uxa, sont seulement autorisées :

- Les constructions liées au besoin des activités aériennes et au complément de ces équipements (bureaux, sanitaires, dépôts, ateliers), ainsi que les constructions à usage d'artisanat et d'industrie si elles sont liées à l'activité aéronautique, à condition de ne pas excéder 1 000 m<sup>2</sup> d'emprise au sol.
- Les constructions à usage de logements et leurs annexes destinées aux personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la direction, l'administration ou le gardiennage des constructions et équipements autorisés dans la zone.
- Les affouillements et exhaussements de sols à condition d'être nécessaires aux constructions et équipements autorisés dans la zone.

## **II - CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE**

### **II.1 - Volumétrie et implantation des constructions**

#### **II.1.1 - Dispositions générales :**

Le terme alignement désigne :

- L'alignement selon les termes réglementaires,
- Mais aussi la limite entre une parcelle privée et un chemin privé ouvert à la circulation générale automobile motorisée, (hormis les chemins à usage exclusivement piétonniers et les pistes exclusivement cyclables).

#### **II.1.2 - Implantation :**

Les façades des constructions doivent être implantées en retrait d'au moins 3 mètres de l'alignement ou de la limite qui s'y substitue.

Sur les limites séparatives, les constructions doivent être implantées :

- En retrait de 15 mètres minimum des limites séparatives jouxtant une zone à vocation résidentielle,
- Dans les autres cas :
  - Soit en retrait de 5 mètres minimum des limites,
  - Soit sur la limite, sous réserve de répondre aux prescriptions en matière de sécurité incendie.

#### **II.1.3 - Définition des modalités de calcul de la hauteur :**

La hauteur se mesure :

- À partir du sol naturel existant avant les travaux,
- Jusqu'au(x) point(s) le(s) plus haut(s) de la construction

Les ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures de faible emprise sont exclus du calcul de la hauteur.

Dans le cas d'un terrain en pente, la hauteur se mesure verticalement, en chaque point de la construction.

Dans l'ensemble de la zone, **secteur Uxa exclus**, la hauteur de toute construction ne doit pas excéder 15 mètres de hauteur absolue (au faîtage ou à l'acrotère).

Exception : En cas de bâtiment existant sur l'unité foncière d'une hauteur supérieure à 15 mètres, la hauteur de la construction ne doit pas excéder la hauteur absolue du bâtiment existant.

Dans le secteur Uxa, la hauteur de toute construction ne doit pas excéder 5 mètres de hauteur absolue (au faîtage ou à l'acrotère).

## **II.2 - Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère**

### **II.2.1 - Dispositions générales**

Les constructions doivent être adaptées par leur type ou leur conception à la topographie et non le sol à la construction.

L'emploi à nu de matériaux destinés à être enduits ou recouverts est interdit.

Sont interdites toutes les constructions présentant un aspect extérieur attirant de façon excessive l'attention des usagers de l'autoroute (pouvant entraîner un détournement d'attention ou un phénomène de réverbération et d'éblouissement, matériaux brillants, ...), facteur de danger pour la circulation autoroutière.

### **II.2.2 - Façades et matériaux**

Les façades arrière et latérales des constructions devront être traitées avec le même soin que la façade principale.

Les matériaux apparents en façade doivent être choisis de telle sorte que leur mise en œuvre permette de leur conserver de façon permanente un aspect satisfaisant.

Pour les bâtiments d'activité, les bardages couleurs ou bardages bois permettent une meilleure intégration au paysage et doivent être privilégiés.

Les coffrets, compteurs, boîtes aux lettres et autres dispositifs liés à la desserte par les réseaux doivent être intégrés dans l'épaisseur ou la composition de la façade, ou de la clôture. Leur aspect doit être intégré harmonieusement aux constructions.

### **II.2.3 - Toitures**

Une attention particulière doit être portée aux toitures et particulièrement à l'organisation et à l'aspect des dispositifs techniques situés en toiture.

### **II.2.4 - Les clôtures**

Les clôtures et portails doivent présenter une simplicité d'aspect.

La hauteur des clôtures de façade sur rue et des clôtures en limite séparative ne peut excéder 2 mètres sauf impératifs liés à la sécurité.

#### *Les clôtures en limite ferroviaire*

Afin de préserver la sécurité des personnes, l'implantation d'une clôture de type défensif d'une hauteur de 2 mètres est autorisée en bordure des terrains ferroviaires.

## **II.3 - Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions**

**II.3.1** - Les surfaces libres de constructions non affectées aux voiries et stationnements doivent être végétalisées sur au moins 20 % de leur surface. Les aménagements seront conçus de façon à limiter l'imperméabilisation des sols par l'utilisation de matériaux perméables ou toute autre technique favorisant

la pénétration des eaux.

**II.3.2** - Les aires de stationnement de plus de 10 places doivent être plantées à raison d'un arbre pour 4 places de stationnement.

**II.3.3** - La partie de terrain libre, non aménagée en espace de stationnement située entre la voie publique et la construction doit être végétalisée.

**II.3.4** - Les emplacements destinés aux déchets doivent être masqués par des haies arbustives depuis la voie publique.

## **II.4 - Stationnement**

### ***Dispositions applicables aux constructions neuves à usage d'habitation et opérations de changements de destination :***

- Il est exigé au minimum, dans la limite de deux places par logements, 1 place de stationnement pour 40 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

### ***Dispositions applicables aux extensions des constructions sans création de logements supplémentaires :***

- Dans le cas d'extension de constructions existantes, sans création de logements supplémentaires, inférieures ou égales à 40 m<sup>2</sup> de surface de plancher, il n'est pas exigé de réalisation de places de stationnement.
- Pour les extensions de constructions existantes, sans création de logements supplémentaires, supérieures à 40 m<sup>2</sup> de surface de plancher, les normes applicables sont celles définies pour les constructions neuves à usage d'habitation.

### ***Dispositions applicables en cas de travaux sur logements existants aboutissant à la création de nouveaux logements :***

- En cas de travaux sur logements existants aboutissant à la création de nouveaux logements, les normes applicables sont celles définies pour les constructions neuves à usage d'habitation.

### ***Dispositions applicables aux constructions neuves à usage de commerces et opérations de changements de destination :***

- Il est exigé au minimum 8 places de stationnement pour 100 m<sup>2</sup> de surface de vente.

### ***Dispositions applicables aux autres types de constructions autorisées sur la zone :***

- Il est exigé au minimum 1 place de stationnement pour 40 m<sup>2</sup> de surface de plancher,
- Ou 0,75 place par emploi salarié,
- La solution la plus favorable aux constructeurs s'applique.

### ***Dispositions applicables aux livraisons et visiteurs :***

- Les aires de stationnement, d'évolution, de chargement et de déchargement doivent être situées à l'intérieur du terrain et être dimensionnées en fonction des besoins des visiteurs, du personnel et de l'exploitation.

### ***Dispositions applicables au stationnement des cycles :***

- Pour les constructions ou extension de moins de 1 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher, il est exigé au minimum 1 m<sup>2</sup> dédié au stationnement des cycles pour 100 m<sup>2</sup> de surface de plancher.
- Pour les constructions ou extension de 1 000 m<sup>2</sup> ou plus, il est exigé au minimum (la règle la plus favorable s'applique) :
  - Soit 1 m<sup>2</sup> dédié au stationnement des cycles pour 100 m<sup>2</sup> de surface de plancher ;

- Soit 1 m<sup>2</sup> dédié au stationnement des cycles pour 10 emplois salariés.

### **III - EQUIPEMENTS ET RESEAUX**

---

#### **III.1 - Desserte par les voies publiques ou privées**

##### **III.1.1 - Accès**

Les accès doivent être adaptés à l'opération. Ils doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et de la protection civile.

Les accès sur les voies ouvertes à la circulation publique doivent être aménagés afin d'éviter toute difficulté et tout danger pour la circulation automobile, des cycles et des piétons.

##### **III.1.2 - Voirie**

Les constructions et installations nouvelles doivent être édifiées sur des terrains desservis par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques correspondent à leur destination, notamment quand elles doivent permettre des manœuvres de véhicules lourds et encombrants tels que les véhicules d'ordures ménagère.

Les voies nouvelles doivent avoir des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et de la protection civile et répondant à la destination de l'opération.

#### **III.2 - Desserte par les réseaux**

##### **III.2.1- Eau potable**

Toute construction ou installation nouvelle, le nécessitant, doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

##### **III.2.2 - Assainissement des eaux usées**

Le raccordement au réseau collectif d'assainissement, lorsqu'il existe, est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle engendrant des eaux usées, dans les conditions définies conformément aux avis de l'autorité compétente concernée. Le raccordement devra respecter les caractéristiques du réseau public.

En l'absence de réseau, l'assainissement individuel est autorisé à condition d'être réalisé conformément à la réglementation en vigueur et après avis de l'autorité compétente.

##### **III.2.3 - Assainissement des eaux pluviales**

Si un réseau pluvial existe à proximité des zones ou parties de zones ouvertes à l'urbanisation, et quelques soient ses capacités, les eaux de voiries collectées seront rejetées en différé ou à débits très limités, via des tamponnements et prétraitement adaptés. Elles seront cependant préférentiellement prises en charge localement, par des dispositifs et exutoires alternatifs.

Si aucun réseau pluvial public n'existe à proximité des zones ou parties de zones ouvertes à l'urbanisation, les eaux de voiries collectées seront prises en charge localement par tous dispositifs et exutoires alternatifs.

Les eaux pluviales en provenance des parcelles privatives doivent être prises en charge sur le terrain. Des

prises en charge communes avec les eaux de voirie, par les dispositifs et exutoires alternatifs à créer, pourront être examinées en fonction des opportunités techniques et des plans d'aménagement de zone. Aucun rejet direct vers des réseaux pluviaux existant n'est admis.

Les constructions et installations non liées à l'activité autoroutière ne peuvent pas rejeter leurs eaux pluviales dans le réseau ou les ouvrages de gestion liés à l'autoroute, sauf accord exprès du gestionnaire.

#### **III.2.4 - Télécommunications**

Des fourreaux devront être prévus pour le passage de la fibre optique, ainsi que pour le passage des réseaux de télécommunication.

#### **III.2.5 - Déchets**

Pour toute construction principale, un emplacement doit être prévu pour accueillir les conteneurs de tri sélectif.



REVISION ALLEGEE N°2 DU PLUHD DE L'AME  
AÉRODROME DE VIMORY

*BILAN DE LA CONCERTATION*



1, rue N. NIEPCE  
45700 VILLEMANDEUR  
Tel : 02.38.89.87.79  
Courriel : urbanisme@terr-am.fr





# TABLE DES MATIERES

|     |  |    |
|-----|--|----|
| 1   | La démarche de concertation et ses objectifs.....                              | 4  |
| 2   | La concertation dans la cadre de révision allégée n°2 du PLUiHD de l'AME ..... | 5  |
| 2.1 | Les modalités de la concertation .....   | 5  |
| 2.2 | Organisation de la concertation préalable .....                                | 6  |
| 3   | L'information.....   | 7  |
| 3.1 | Via le site internet de l'AME.....   | 7  |
| 3.2 | Via des affichages réalisés en des lieux stratégiques.....                     | 8  |
| 4   | L'expression .....   | 12 |
| 4.1 | Les modalités d'expression mises en place.....                                 | 12 |
| 4.2 | Réponse aux remarques inscrites dans le cadre de la concertation .....         | 12 |
| 5   | Conclusion .....   | 13 |

# 1 LA DEMARCHE DE CONCERTATION ET SES OBJECTIFS

---

La loi Solidarité et Renouveau Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 a rendu obligatoire la concertation du public pendant l'élaboration du projet de PLU. La présente procédure de Révision, dite « allégée » est soumise aux mêmes obligations.

Le Code de l'Urbanisme fait obligation pour les personnes publiques ayant l'initiative d'élaboration ou révision d'un PLU, d'organiser, le plus en amont possible des procédures administratives, la concertation dans des conditions fixées en accord avec les communes afin d'associer « pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées » (article L.103-2 du Code de l'Urbanisme).

À l'arrêt de la Révision allégée, le bilan de la concertation est présenté devant l'organe délibérant de la collectivité compétente. Le bilan énonce les moyens de concertation mis en œuvre tout au long de la procédure d'élaboration, et relate d'une part, les remarques émises par les personnes ayant participé à la concertation et d'autre part, les analyses au regard du projet global.

Le PLUi est conçu pour fournir le cadre juridique et réglementaire nécessaire à la mise en œuvre d'un projet qui s'inscrit dans la dynamique d'une politique communale d'aménagement et de développement. À ce titre, il est l'expression d'un projet politique et est élaboré :

- Avec les habitants dans le cadre de la concertation ;
- Avec les Personnes Publiques Associées prévues à l'article L.123-9 du Code de l'urbanisme et les personnes publiques qui demandent à être associées lors de la révision du projet.

Le PLUi doit être un document global, prospectif et à la portée de tous. Cette lisibilité est liée à une procédure d'élaboration favorisant un dialogue, à un contenu adapté et à une meilleure compréhension du projet. C'est dans ce cadre que la concertation avec l'ensemble des acteurs est menée tout au long de la phase technique de la révision « allégée » du Plan Local d'Urbanisme.

## 2 LA CONCERTATION DANS LA CADRE DE REVISION ALLEGEE N°2 DU PLUIHD DE L'AME

---

### 2.1 Les modalités de la concertation

---

La délibération du conseil communautaire de l'AME, en date du 6 février 2024, engage la procédure de révision allégée n°2 du PLUiHD avec pour objectif de modifier le zonage du site de l'aérodrome, sur la commune de Vimory, pour permettre son développement et l'accueil de nouvelles activités associées.

Également, cette délibération fixe les modalités de concertation qui sont poursuivies au fil de la procédure :

#### Extrait de la délibération du 6 février 2024 du conseil communautaire de l'AME :

Article 3 : [le conseil communautaire] fixe les modalités de la concertation avec le public :

- Affichage de la présente délibération de la révision allégée n°2 du PLUiHD en mairie de Vimory et à l'Agglomération Montargoise ;
- Affichage sur le lieu du projet de la présente délibération de prescription de la révision allégée n°2 ;
- Notice de présentation du projet disponible à l'AME, ainsi qu'en mairie de Vimory ;
- Les observations du public pourront être émises :
  - o Sur un registre mis à disposition à l'AME et en mairie de Vimory ;
  - o Par mail à l'adresse : [pluihd@agglo-montargoise.fr](mailto:pluihd@agglo-montargoise.fr)
  - o Par courrier au Président de l'AME à l'adresse suivante : AME, 1 rue du faubourg de la Chaussée, 45200 MONTARGIS.

Le présent document vient dresser le bilan de l'ensemble des modalités de concertation mises en œuvre par l'AME, afin de s'assurer du respect des objectifs fixés dans la délibération initiale. Ce document figurera au sein du dossier d'enquête publique de la procédure de révision allégée.

## 2.2 Organisation de la concertation préalable

---

Les outils et moyens de concertation mis en œuvre dans le cadre de la révision allégée n°2 du PLUiHD s'organisent en deux grandes catégories, à savoir l'information et l'expression. Ces différentes catégories et les outils correspondant à chacune d'entre elles sont détaillés dans le présent mémoire.

## 3 L'INFORMATION

L'information du public sur la procédure de révision allégée n°2 du PLUiHD est effectuée via divers supports d'informations. Des publications ont ainsi été réalisées, de telle sorte qu'un maximum de personnes soit tenu informé de cette procédure et puisse y prendre part.

Sont détaillés en suivant les supports plébiscités pour l'information.

### 3.1 Via le site internet de l'AME

Le site internet de l'AME comprend une rubrique « aménagement urbain », avec une sous-rubrique dédiée au PLUiHD en vigueur sur le territoire. Cette sous-rubrique vient rappeler le rôle tenu par le PLUiHD dans l'aménagement du territoire de l'agglomération, et liste également l'ensemble des procédures d'évolution du document d'urbanisme qu'elles soient passées ou en cours.



Figure 1 - Capture d'écran du site internet de l'AME, rubrique "PLUiHD" (octobre 2024)

Dans cette rubrique, les éléments relatifs à la révision allégée n°2 sont accessibles et consultables par tous (format .pdf) :

- La délibération de prescription prise par le conseil communautaire ;
- Le dossier complet de la procédure.

Ces éléments ont été mis à disposition du public au fil de la constitution, à partir du 13 août 2024 (période au cours de laquelle les études relatives à cette procédure ont débuté).



Figure 2 - Capture d'écran du site internet de l'AME pour le téléchargement des documents relatifs à la RA n°2 (octobre 2024)

### 3.2 Via des affichages réalisés en des lieux stratégiques

La délibération de prescription de la procédure a été affichée, conformément aux modalités inscrites :

- Au siège de l'AME, du 14 février 2024 au 14 avril 2024 ;
- A la mairie de Vimory, du 4 mars 2024 au 4 avril 2024 ;
- Sur le site même de l'aérodrome du 10 mars 2024 au 10 avril 2024 ;

Cette série d'affichage a permis d'informer l'ensemble de la population, et notamment les personnes concernées, de la procédure en cours.

# Attestation d'affichage

des documents visibles et disponibles sur  
l'afficheur numérique

Sur les afficheurs suivants :

**Borne Tactile**

Le document suivant :

**24-53\_PLUiHD – Prescription de la révision allégée n°2 : Aéroport**

Créé le :

*14 février 2024 à 16:48*

A été affiché et rendu visible sur la(les) afficheur(s) accessible(s) tous les jours, à toutes heures sur la période suivante :

du **14 février 2024 à 16:48** au **14 avril 2024 à 23:59**

Dans la(les) dossier(s) :

*Borne Tactile Délibérations*

*Figure 3 - Affichage de la prescription de la révision allégée n°2 à partir du 14 février sur le panneau électronique extérieur de l'Hôtel Communautaire*



## Certificat d'affichage

\*\*\*\*\*

Je soussigné Valérie BASCOP  
Maire (ou Maire-Adjoint) de la commune de Vimory

CERTIFIE avoir affiché en mairie la délibération n°24-53 du Conseil Communautaire de l'Agglomération Montargoise Et rives du loing en date du 6 février 2024 prescrivant la révision allégée n°2 du PLUiHD à compter de sa réception et pour une durée de 1 mois soit du 04/03/2024 au 04/04/2024

Fait à Vimory

(signature et cachet)



Figure 4 - Certificat d'affichage de la délibération de prescription de la RA n°2 à la mairie de Vimory

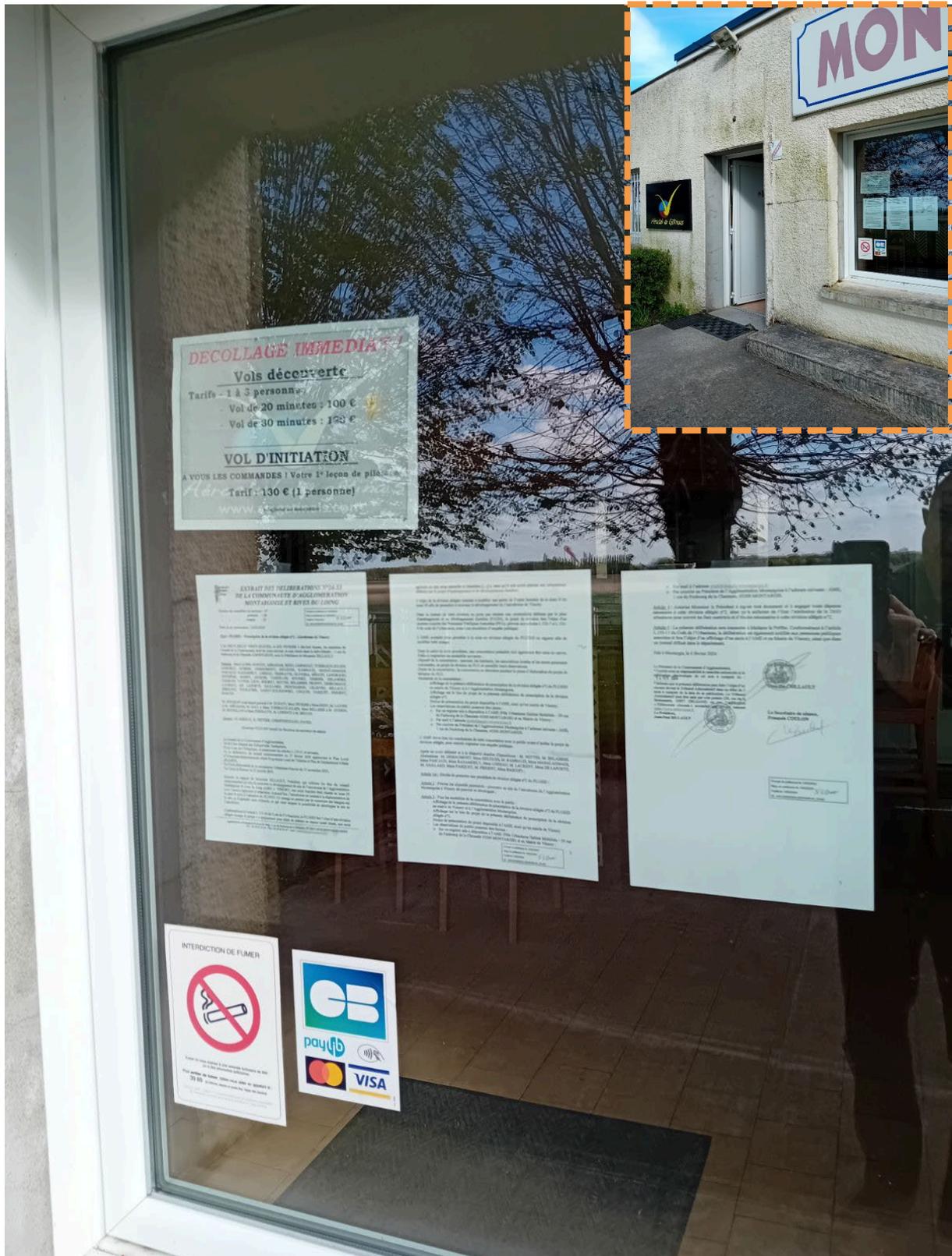


Figure 5 - Affichage de la délibération de prescription de la RA n°2 à l'Aéroclub du Gâtinais

## 4 L'EXPRESSION

---

### 4.1 Les modalités d'expression mises en place

---

Pour inciter les habitants à prendre part à la procédure de révision allégée n°2 du PLUiHD et à faire remonter leurs demandes / souhaits, plusieurs moyens ont été mis en place :

- Un registre de concertation papier, disponible à l'accueil de la mairie de Vimory (depuis le 10 septembre 2024) et à l'AME – Pôle Urbanisme Habitat et Mobilités (depuis le 13 août 2024) et accompagné du dossier de révision allégée, complété au fur et à mesure de son avancement ;
- La possibilité d'adresser des courriers et des courriels ([pluihd@agglo-montargoise.fr](mailto:pluihd@agglo-montargoise.fr)) aux élus en charge de la procédure.



Figure 6 - Registre de concertation et dossier de la RA n°2 disponibles à l'AME

### 4.2 Réponse aux remarques inscrites dans le cadre de la concertation

---

Dans le cadre de la concertation, aucune remarque n'a été inscrite dans le registre papier, ni transmise par courriel ou courrier à l'AME.

## 5 CONCLUSION

---

Conformément à l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme, l'AME a organisé la concertation pendant toute la phase dite « technique » de la révision allégée n°2 du PLUiHD jusqu'à l'arrêt du projet en conseil communautaire. La concertation s'est traduite par la mise en place de modalités favorisant l'expression et l'information du public sur les modifications apportées au document d'urbanisme, garantissant ainsi la transparence de la démarche mise en place.

En somme, les modalités envisagées par l'AME ont bien été respectées.

Ce bilan de la concertation est entériné par délibération du conseil communautaire de l'AME en date du 12 novembre 2024.

**DOCUMENT A NE PAS MODIFIER SANS AVIS JURIDIQUE PREALABLE  
POUR TOUTE MODIFICATION, SE RAPPROCHER DE L'APPUI JURIDIQUE REGIONAL**



**FICHE D'IDENTITE PROPRIETAIRE**  
PASSAGE DE LIGNES ELECTRIQUES (souterraines ou aériennes)

Câbles souterrains

Câbles aériens

*\* cocher la mention adéquate*

Adresse exacte d'implantation des ouvrages: LIEU DIT LE GRAND FOSSE

Référence(s) cadastrale(s) : Section(s) : YL Numéro(s) 351

Longueur totale des lignes électriques : 49 m

Largeur totale de la tranchée : 3 m

**INDEMNITES :**

Au titre de l'intangibilité des ouvrages, une indemnité unique et forfaitaire de vingt euros (*inscrire la somme en toutes lettres*) sera versée au propriétaire par Enedis.

*NB : L'indemnité ne sera versée qu'après régularisation de la convention de servitudes par acte notarié*

**IDENTITE DU PROPRIETAIRE**

Personne morale (société, association)

Personne physique (particulier)

*\*cocher la mention adéquate*

Nom **ou** Dénomination sociale : .....

Prénom **et/ou** Forme juridique (SA., SARL., SCI., EURL., SNC.) : .....

Nationalité : ..... **ou** Capital social de : ..... €

Date de naissance **ou** de constitution : .....Lieu : .....

Numéro du Registre du Commerce et des Sociétés : .....

Adresse du siège social : .....

Personne habilitée à représenter la société ou l'association .....

Qualité (PDG, Directeur, Gérant) : .....

Adresse où doit être transmise la correspondance (*si différente de l'adresse précitée*):

.....

Téléphone domicile : ..... Téléphone travail : .....

Copie du titre de propriété **ou** coordonnées du notaire détenant le titre : .....

**DOCUMENT A NE PAS MODIFIER SANS AVIS JURIDIQUE PREALABLE  
POUR TOUTE MODIFICATION, SE RAPPROCHER DE L'APPUI JURIDIQUE REGIONAL**

**Si personne physique**

Nom et prénom du conjoint :  
Nom de jeune fille :  
Régime matrimonial :

**Si collectivité locale**

Département **ou** Mairie de : AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU SOLIN  
Nom et prénom de la personne habilitée à signer :  
Adresse :

**Pour les copropriétés :**

Nom du promoteur (pour les nouvelles constructions) : .....  
Nom du syndicat : .....  
Adresse : .....

Nom et adresse du notaire chargé de rédiger le Cahier des Charges de la Société **ou** le règlement de copropriété : .....

Copie du Procès Verbal de l'Assemblée Générale qui a autorisée l'installation de l'ouvrage.

\*\*\*\*\*

Je Soussigné, .....  
autorise :

Enedis (*préciser l'adresse de l'unité opérationnelle compétente*)  
.....  
.....

à implanter sur la parcelle de terrain désignée ci-dessus dont je suis propriétaire, les câbles électriques souterrains ou aériens, conformément au plan ci-joint.

**Cet accord se traduira par la signature d'une convention de servitudes à intervenir entre Enedis et moi même.**

Fait à : ..... Le .....

Signature du propriétaire

POUR ACCORD VEUILLEZ DATER ET SIGNER  
EN BLEU CI-DESSOUS  
MERC!



## CONVENTION DE SERVITUDES

### CONVENTION CS 06

Commune de : Pannes

Département : LOIRET

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : RAC-23-1X9YWIS72T CBT # RACC INDIV C4 SCI MONTARGIS LOGISTIQUE

Chargé de projet Enedis : BOUDOT Catherine

### CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

#### La Société Enedis,

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Le directeur régional de la DR Centre Val de Loire, 45 avenue Stendhal - BP 436 - 37204 TOURS Cedex 3, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

Et

Nom \*: **AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU SOLIN** représenté(e) par son (sa) .....,  
ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....

Demeurant à : **1 RUE DU FAUBOURG DE LA CHAUSSEE, 45125 MONTARGIS CEDEX**

Téléphone : .....

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

.....

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,

#### Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

| Commune | Prefixe | Section | Numéro de parcelle | Lieux-dits     | Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...) |
|---------|---------|---------|--------------------|----------------|---|
| Pannes  |         | YL      | 351                | LE GRAND FOSSE |   |

Paraphes

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement (\*) :

- exploitée(s) par-lui même.
- exploitée(s) par M. .... qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il l'exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- non exploitée(s)

(\* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : veiller à bien rayer les mentions inutiles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits (mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

#### ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 m mètres de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 49 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Sans coffret

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

#### ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucune action qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques. Lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distants doivent respecter la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que l'implantation de ces arbres soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

#### ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ Enedis verse au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de 20 € (vingt euros)

Paraphes

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

#### **ARTICLE 4 – Responsabilités**

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

#### **ARTICLE 5- Litiges**

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

#### **ARTICLE 6 - Entrée en application**

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

#### **ARTICLE 7 – Données à caractère personnel**

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (**noms, prénoms, adresse, etc.**), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (**adresse de l'unité**).

#### **ARTICLE 8 - Formalités**

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître ( notaire à ,, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

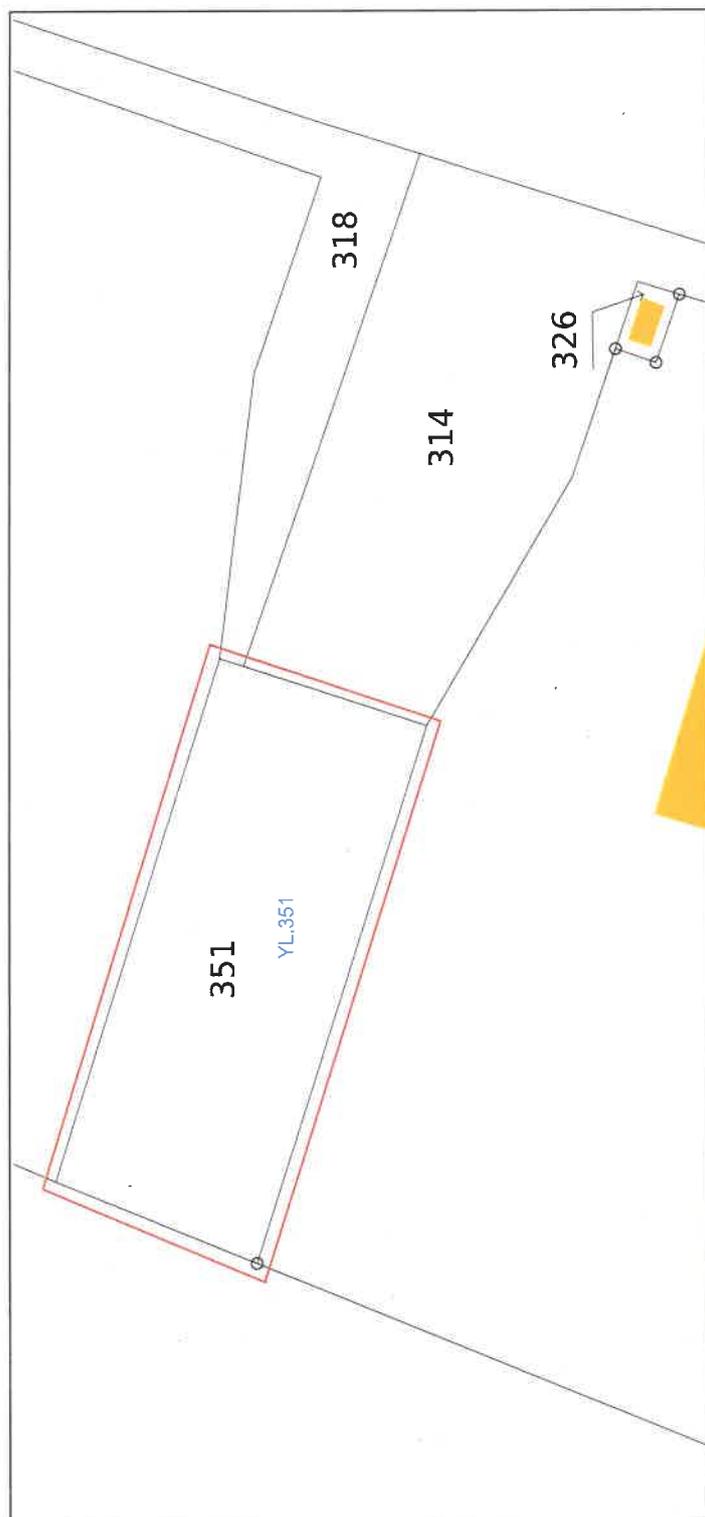
Date de signature :

**Propriétaire (faire précéder de la mention manuscrite « Lu et approuvé »)**

**Enedis**

POUR ACCORD VEUILLEZ DATER ET SIGNER  
EN BLEU CI-DESSOUS  
MERCİ



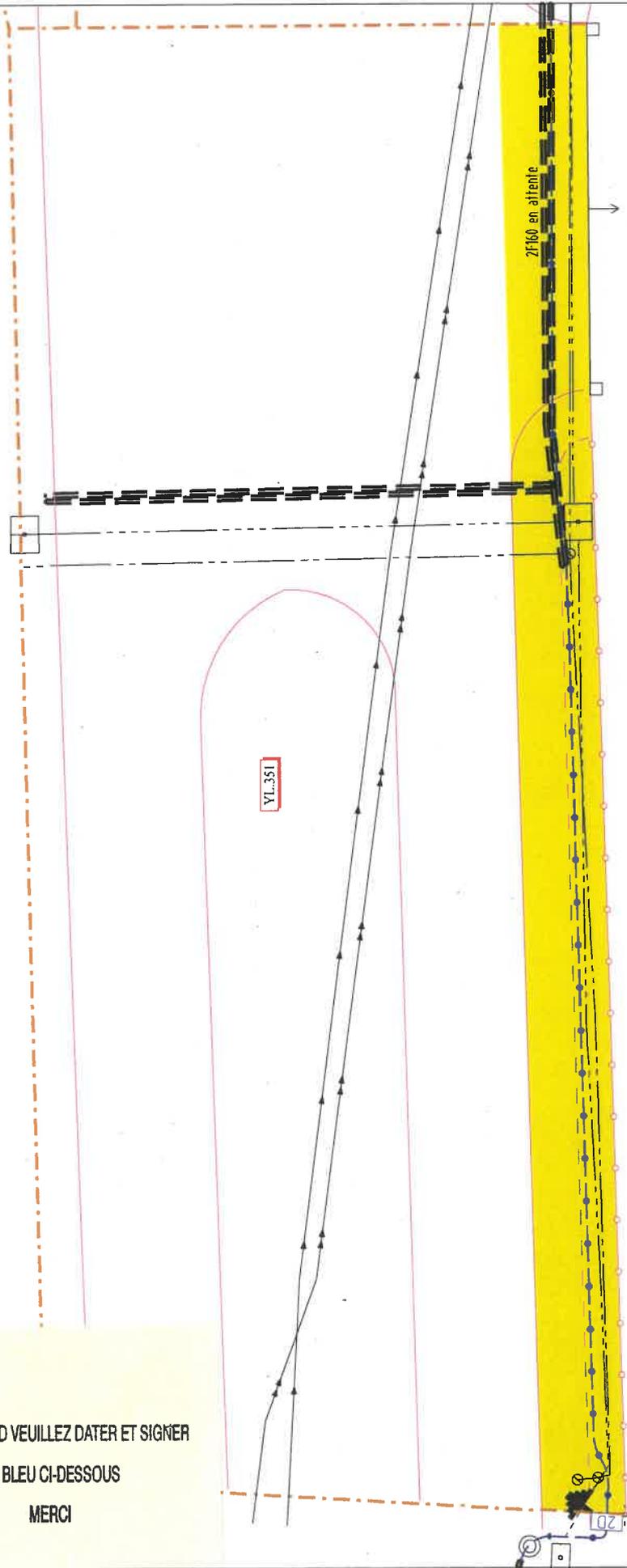


POUR ACCORD VEUILLEZ DATER ET SIGNER  
EN BLEU CI-DESSOUS  
MERC!

Service de la Documentation Nationale du Cadastre  
82, rue du Maréchal Lyautey - 78103 Saint-Germain-en-Laye Cedex  
SIRET 16000001400011

Service Topographique Général des Fonctions Publiques





**NOTA:**  
Remblaiement de la tranchée  
en calcaire à zéro  
Pas de réfection

POUR ACCORD VEUILLEZ DATER ET SIGNER  
EN BLEU CI-DESSOUS  
MERCİ

**ECHELLE 1/200**

**ECP-2D**





## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Commune de : Châlette-sur-Loing

Département : LOIRET

N° d'affaire Enedis : RAC-23-1YJSOK9CL0 ALB # Viabilisation d'un lotissement de 10 lots COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
MONTARGOISE ET RIVES DU LOING

Nom du Chargé de Projets : ALBESSARD Cédric

N° et nom du poste de transformation : "GRANDE PRAIRIE EST" 45068 P0089

Si disponible, N° et nom du poste de transformation : "GRANDE PRAIRIE EST" 45068 P0089

### Entre les soussignés :

**Enedis**, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442 - TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Le directeur régional de la DR Centre Val de Loire, 45 avenue Stendhal - BP 436 - 37204 TOURS Cedex 3, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par l'appellation " Enedis "

d'une part,

**Et**

Nom \*: **AME - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING représenté(e) par M. JEAN-PAUL BILLAULT - PRESIDENT, dûment habilité(e) à cet effet**

Demeurant à : **1 RUE DU FAUBOURG DE LA CHAUSSEE - CS 10317, 45125 MONTARGIS CEDEX**

Téléphone : **02 38 95 02 02**

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(\* Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer « la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l'adresse de la société ou association. »

(\* Si le propriétaire est une commune ou un département, indiquer « représenté(e) par son Maire ou son Président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Départemental en date du....»

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

## **Il est préalablement exposé :**

A. Qu'en tant que gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, Enedis est légalement investie de la mission de service public de distribution d'électricité (articles L 121-4 et L 322-8 et suivants du code de l'énergie), qu'elle exerce au travers de contrats de concessions conclus avec les autorités locales compétentes en la matière (articles L. 322-1 et suivants du code de l'énergie ; article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales);

B. Que pour mener à bien sa mission, elle développe, construit, entretient et exploite des ouvrages, parmi lesquels figurent des postes de distribution d'électricité;

C. Qu'à cette fin, elle est amenée à solliciter la mise à disposition de parcelles ou de locaux adéquats auprès de leurs propriétaires;

D. Que, pour les besoins de sa mission de service public, elle a sollicité du propriétaire qu'il mette à sa disposition le terrain ou le local cité en article 1;

C'est dans ces conditions que les parties ont négocié et conclu la présente convention.

## **Ceci étant exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

Le propriétaire susnommé se déclarant propriétaire des bâtiments et terrains, lui et ses ayants-droit concèdent à Enedis à titre de droit réel au profit de la distribution publique d'électricité, les droits suivants :

### **ARTICLE 1 - OCCUPATION**

Occuper un Terrain d'une superficie de 25 m<sup>2</sup>, situé LA GRANDE PRAIRIE SUD faisant partie de l'unité foncière cadastrée AO 0218 d'une superficie totale de 50293 m<sup>2</sup>.

Ledit Terrain est destiné à l'installation d'un(e) Poste de transformation de courant électrique "GRANDE PRAIRIE EST" 45068 P0089 et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité (ci-joint annexé à l'acte, un plan délimitant l'emplacement réservé à Enedis).

l'(le) Poste de transformation de courant électrique "GRANDE PRAIRIE EST" 45068 P0089 et les appareils situés sur cet emplacement font partie de la concession et à ce titre seront entretenus et renouvelés par Enedis. Ils pourront également être utilisés pour la desserte d'autres usagers que le propriétaire, ce que ce dernier reconnaît et accepte.

### **ARTICLE 2 – DROIT DE PASSAGE**

Faire passer, en amont comme en aval du poste, toutes les canalisations électriques, moyenne ou basse tension nécessaires et éventuellement les supports et ancrages de réseaux aériens, pour assurer l'alimentation du Poste de transformation de courant électrique et la distribution publique d'électricité.

Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Pour assurer l'exploitation desdits ouvrages, Enedis ou toute personne ayant un accès au réseau délivré par Enedis bénéficiera de tous les droits qui lui sont conférés par les lois et règlements, notamment celui de procéder aux élagages ou abattages de branches ou d'arbres pouvant compromettre le fonctionnement des ouvrages et/ou porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

### **ARTICLE 3 – DROIT D'ACCES**

Le propriétaire s'engage à laisser accéder en permanence de jour comme de nuit à l'emplacement réservé à Enedis (poste et canalisations), ses agents ou ceux des entrepreneurs accrédités par lui ainsi que les engins et matériels nécessaires, en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages et de les laisser disposer en permanence des dégagements permettant le passage et la manutention du matériel.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

Le propriétaire susnommé s'engage à garantir ce libre accès. Ce chemin d'accès doit rester en permanence libre et non encombré.

Le plan, ci-annexé et approuvé par les deux parties, situe le Terrain, le poste, les canalisations et les chemins d'accès.

Enedis veille à laisser la (les) parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son (ses) intervention(s) au titre des présentes.

### **ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE**

Pour assurer la continuité de l'exploitation, le propriétaire s'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations électriques, toute plantation, toute culture, et plus généralement tout travail et toute construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien,

à l'exploitation et à la solidité des ouvrages. Le propriétaire s'interdit notamment de porter atteinte à la sécurité des installations et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le/l' Poste de transformation de courant électrique ou d'en gêner l'accès.

Lorsque le propriétaire met à disposition d'Enedis un local, ce dernier reste la propriété du propriétaire, qui devra en assumer notamment l'entretien et les éventuelles réparations. Afin que les ouvrages soient et restent conformes à leur destination, les aspects extérieurs du local devront être entretenus et demeurer en bon état.

## **ARTICLE 5 – MODIFICATION DES OUVRAGES**

Le propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice de la mise à disposition ainsi constituée.

Tous les frais qui seraient entraînés par une modification ou un déplacement du poste ou de ses accessoires dans l'avenir, seront à la charge de la partie à l'origine de la modification ou du déplacement.

## **ARTICLE 6 – CAS DE LA VENTE OU DE LA LOCATION**

En cas de vente, de location ou de toute mise à disposition de ses bâtiments et terrains, le propriétaire susnommé et ses ayants-droit s'engagent à faire mention, dans l'acte de vente ou de location, des dispositions de la présente convention que l'acquéreur ou le locataire sera tenu de respecter.

Il devra également en avertir Enedis par lettre recommandée avec AR trois (3) semaines au moins avant la signature de la promesse de vente ou de l'acte de vente, ou de la promesse de bail ou du bail.

## **ARTICLE 7 – DOMMAGES**

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

## **ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question aux articles 1 et 2, et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants. Dans le cas où le poste viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé, rendant le lieu libre de toute occupation et mettant fin à la présente convention, Enedis fera son affaire de l'enlèvement des ouvrages.

## **ARTICLE 9 – INDEMNITE**

En contrepartie des droits qui lui sont concédés, Enedis devra verser au plus tard au jour de la signature de l'acte authentique au propriétaire qui accepte, et par la comptabilité du notaire, une indemnité unique et forfaitaire de trois cent soixante-quinze euros (375 €).

**S'il existe plusieurs propriétaires, l'indemnité sera répartie entre ces derniers.**

## **ARTICLE 10 – LITIGES**

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

## **ARTICLE 11 – FORMALITES**

La présente convention pourra, après signature par les parties, être authentifiée devant notaire, aux frais d'Enedis, à la suite de la demande qui en sera faite par l'une des parties pour être publiée au service de la Publicité Foncière.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

## **ARTICLE 12 - Correspondance**

Tous les courriers échangés entre les Parties seront envoyés à l'adresse suivante :

- pour le propriétaire : à l'adresse figurant en entête de la Convention.
- pour Enedis : DR Centre Val de Loire, 45 avenue Stendhal - BP 436 - 37204 TOURS Cedex 3.

Fait en QUATRE ORIGINAUX et passé à.....





## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Commune de : Châlette-sur-Loing

Département : LOIRET

N° d'affaire Enedis : RAC-23-1YJSOK9CL0 ALB # Viabilisation d'un lotissement de 10 lots COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
MONTARGOISE ET RIVES DU LOING

Nom du Chargé de Projets : ALBESSARD Cédric

N° et nom du poste de transformation : "GRANDE PRAIRIE EST" 45068 P0089

Si disponible, N° et nom du poste de transformation : "GRANDE PRAIRIE EST" 45068 P0089

### Entre les soussignés :

**Enedis**, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442 - TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Le directeur régional de la DR Centre Val de Loire, 45 avenue Stendhal - BP 436 - 37204 TOURS Cedex 3, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par l'appellation " Enedis "

d'une part,

**Et**

Nom \*: **AME - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING représenté(e) par M. JEAN-PAUL BILLAULT - PRESIDENT, dûment habilité(e) à cet effet**

Demeurant à : **1 RUE DU FAUBOURG DE LA CHAUSSEE - CS 10317, 45125 MONTARGIS CEDEX**

Téléphone : **02 38 95 02 02**

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(\* Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer « la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l'adresse de la société ou association. »

(\* Si le propriétaire est une commune ou un département, indiquer « représenté(e) par son Maire ou son Président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Départemental en date du....»

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

## **Il est préalablement exposé :**

A. Qu'en tant que gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, Enedis est légalement investie de la mission de service public de distribution d'électricité (articles L 121-4 et L 322-8 et suivants du code de l'énergie), qu'elle exerce au travers de contrats de concessions conclus avec les autorités locales compétentes en la matière (articles L. 322-1 et suivants du code de l'énergie ; article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales);

B. Que pour mener à bien sa mission, elle développe, construit, entretient et exploite des ouvrages, parmi lesquels figurent des postes de distribution d'électricité;

C. Qu'à cette fin, elle est amenée à solliciter la mise à disposition de parcelles ou de locaux adéquats auprès de leurs propriétaires;

D. Que, pour les besoins de sa mission de service public, elle a sollicité du propriétaire qu'il mette à sa disposition le terrain ou le local cité en article 1;

C'est dans ces conditions que les parties ont négocié et conclu la présente convention.

## **Ceci étant exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

Le propriétaire susnommé se déclarant propriétaire des bâtiments et terrains, lui et ses ayants-droit concèdent à Enedis à titre de droit réel au profit de la distribution publique d'électricité, les droits suivants :

### **ARTICLE 1 - OCCUPATION**

Occuper un Terrain d'une superficie de 25 m<sup>2</sup>, situé LA GRANDE PRAIRIE SUD faisant partie de l'unité foncière cadastrée AO 0218 d'une superficie totale de 50293 m<sup>2</sup>.

Ledit Terrain est destiné à l'installation d'un(e) Poste de transformation de courant électrique "GRANDE PRAIRIE EST" 45068 P0089 et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité (ci-joint annexé à l'acte, un plan délimitant l'emplacement réservé à Enedis).

l'(le) Poste de transformation de courant électrique "GRANDE PRAIRIE EST" 45068 P0089 et les appareils situés sur cet emplacement font partie de la concession et à ce titre seront entretenus et renouvelés par Enedis. Ils pourront également être utilisés pour la desserte d'autres usagers que le propriétaire, ce que ce dernier reconnaît et accepte.

### **ARTICLE 2 – DROIT DE PASSAGE**

Faire passer, en amont comme en aval du poste, toutes les canalisations électriques, moyenne ou basse tension nécessaires et éventuellement les supports et ancrages de réseaux aériens, pour assurer l'alimentation du Poste de transformation de courant électrique et la distribution publique d'électricité.

Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Pour assurer l'exploitation desdits ouvrages, Enedis ou toute personne ayant un accès au réseau délivré par Enedis bénéficiera de tous les droits qui lui sont conférés par les lois et règlements, notamment celui de procéder aux élagages ou abattages de branches ou d'arbres pouvant compromettre le fonctionnement des ouvrages et/ou porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

### **ARTICLE 3 – DROIT D'ACCES**

Le propriétaire s'engage à laisser accéder en permanence de jour comme de nuit à l'emplacement réservé à Enedis (poste et canalisations), ses agents ou ceux des entrepreneurs accrédités par lui ainsi que les engins et matériels nécessaires, en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages et de les laisser disposer en permanence des dégagements permettant le passage et la manutention du matériel.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

Le propriétaire susnommé s'engage à garantir ce libre accès. Ce chemin d'accès doit rester en permanence libre et non encombré.

Le plan, ci-annexé et approuvé par les deux parties, situe le Terrain, le poste, les canalisations et les chemins d'accès.

Enedis veille à laisser la (les) parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son (ses) intervention(s) au titre des présentes.

### **ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE**

Pour assurer la continuité de l'exploitation, le propriétaire s'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations électriques, toute plantation, toute culture, et plus généralement tout travail et toute construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien,

à l'exploitation et à la solidité des ouvrages. Le propriétaire s'interdit notamment de porter atteinte à la sécurité des installations et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le/l' Poste de transformation de courant électrique ou d'en gêner l'accès.

Lorsque le propriétaire met à disposition d'Enedis un local, ce dernier reste la propriété du propriétaire, qui devra en assumer notamment l'entretien et les éventuelles réparations. Afin que les ouvrages soient et restent conformes à leur destination, les aspects extérieurs du local devront être entretenus et demeurer en bon état.

## **ARTICLE 5 – MODIFICATION DES OUVRAGES**

Le propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice de la mise à disposition ainsi constituée.

Tous les frais qui seraient entraînés par une modification ou un déplacement du poste ou de ses accessoires dans l'avenir, seront à la charge de la partie à l'origine de la modification ou du déplacement.

## **ARTICLE 6 – CAS DE LA VENTE OU DE LA LOCATION**

En cas de vente, de location ou de toute mise à disposition de ses bâtiments et terrains, le propriétaire susnommé et ses ayants-droit s'engagent à faire mention, dans l'acte de vente ou de location, des dispositions de la présente convention que l'acquéreur ou le locataire sera tenu de respecter.

Il devra également en avertir Enedis par lettre recommandée avec AR trois (3) semaines au moins avant la signature de la promesse de vente ou de l'acte de vente, ou de la promesse de bail ou du bail.

## **ARTICLE 7 – DOMMAGES**

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

## **ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question aux articles 1 et 2, et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants. Dans le cas où le poste viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé, rendant le lieu libre de toute occupation et mettant fin à la présente convention, Enedis fera son affaire de l'enlèvement des ouvrages.

## **ARTICLE 9 – INDEMNITE**

En contrepartie des droits qui lui sont concédés, Enedis devra verser au plus tard au jour de la signature de l'acte authentique au propriétaire qui accepte, et par la comptabilité du notaire, une indemnité unique et forfaitaire de trois cent soixante-quinze euros (375 €).

**S'il existe plusieurs propriétaires, l'indemnité sera répartie entre ces derniers.**

## **ARTICLE 10 – LITIGES**

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

## **ARTICLE 11 – FORMALITES**

La présente convention pourra, après signature par les parties, être authentifiée devant notaire, aux frais d'Enedis, à la suite de la demande qui en sera faite par l'une des parties pour être publiée au service de la Publicité Foncière.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

## **ARTICLE 12 - Correspondance**

Tous les courriers échangés entre les Parties seront envoyés à l'adresse suivante :

- pour le propriétaire : à l'adresse figurant en entête de la Convention.
- pour Enedis : DR Centre Val de Loire, 45 avenue Stendhal - BP 436 - 37204 TOURS Cedex 3.

Fait en QUATRE ORIGINAUX et passé à.....

Le.....

| Nom Prénom  | Signature |
|---|-----------|
| <b>AME - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION<br/>MONTARGOISE ET RIVES DU LOING représenté(e)<br/>par M. JEAN-PAUL BILLAULT - PRESIDENT, dûment<br/>habilité(e) à cet effet</b> |           |

- (1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"
- (2) Parapher les pages de la convention et signer les plans

Cadre réservé à Enedis

A....., le .....



## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Commune de : Châlette-sur-Loing

Département : LOIRET

N° d'affaire Enedis : RAC-23-1YJSOK9CL0 ALB # Viabilisation d'un lotissement de 10 lots COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
MONTARGOISE ET RIVES DU LOING

Nom du Chargé de Projets : ALBESSARD Cédric

N° et nom du poste de transformation : "GRANDE PRAIRIE EST" 45068 P0089

Si disponible, N° et nom du poste de transformation : "GRANDE PRAIRIE EST" 45068 P0089

### Entre les soussignés :

**Enedis**, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442 - TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Le directeur régional de la DR Centre Val de Loire, 45 avenue Stendhal - BP 436 - 37204 TOURS Cedex 3, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par l'appellation " Enedis "

d'une part,

**Et**

Nom \*: **AME - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING représenté(e) par M. JEAN-PAUL BILLAULT - PRESIDENT, dûment habilité(e) à cet effet**

Demeurant à : **1 RUE DU FAUBOURG DE LA CHAUSSEE - CS 10317, 45125 MONTARGIS CEDEX**

Téléphone : **02 38 95 02 02**

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(\* Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer « la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l'adresse de la société ou association. »

(\* Si le propriétaire est une commune ou un département, indiquer « représenté(e) par son Maire ou son Président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Départemental en date du....»

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

## **Il est préalablement exposé :**

A. Qu'en tant que gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, Enedis est légalement investie de la mission de service public de distribution d'électricité (articles L 121-4 et L 322-8 et suivants du code de l'énergie), qu'elle exerce au travers de contrats de concessions conclus avec les autorités locales compétentes en la matière (articles L. 322-1 et suivants du code de l'énergie ; article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales);

B. Que pour mener à bien sa mission, elle développe, construit, entretient et exploite des ouvrages, parmi lesquels figurent des postes de distribution d'électricité;

C. Qu'à cette fin, elle est amenée à solliciter la mise à disposition de parcelles ou de locaux adéquats auprès de leurs propriétaires;

D. Que, pour les besoins de sa mission de service public, elle a sollicité du propriétaire qu'il mette à sa disposition le terrain ou le local cité en article 1;

C'est dans ces conditions que les parties ont négocié et conclu la présente convention.

## **Ceci étant exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

Le propriétaire susnommé se déclarant propriétaire des bâtiments et terrains, lui et ses ayants-droit concèdent à Enedis à titre de droit réel au profit de la distribution publique d'électricité, les droits suivants :

### **ARTICLE 1 - OCCUPATION**

Occuper un Terrain d'une superficie de 25 m<sup>2</sup>, situé LA GRANDE PRAIRIE SUD faisant partie de l'unité foncière cadastrée AO 0218 d'une superficie totale de 50293 m<sup>2</sup>.

Ledit Terrain est destiné à l'installation d'un(e) Poste de transformation de courant électrique "GRANDE PRAIRIE EST" 45068 P0089 et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité (ci-joint annexé à l'acte, un plan délimitant l'emplacement réservé à Enedis).

l'(le) Poste de transformation de courant électrique "GRANDE PRAIRIE EST" 45068 P0089 et les appareils situés sur cet emplacement font partie de la concession et à ce titre seront entretenus et renouvelés par Enedis. Ils pourront également être utilisés pour la desserte d'autres usagers que le propriétaire, ce que ce dernier reconnaît et accepte.

### **ARTICLE 2 – DROIT DE PASSAGE**

Faire passer, en amont comme en aval du poste, toutes les canalisations électriques, moyenne ou basse tension nécessaires et éventuellement les supports et ancrages de réseaux aériens, pour assurer l'alimentation du Poste de transformation de courant électrique et la distribution publique d'électricité.

Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Pour assurer l'exploitation desdits ouvrages, Enedis ou toute personne ayant un accès au réseau délivré par Enedis bénéficiera de tous les droits qui lui sont conférés par les lois et règlements, notamment celui de procéder aux élagages ou abattages de branches ou d'arbres pouvant compromettre le fonctionnement des ouvrages et/ou porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

### **ARTICLE 3 – DROIT D'ACCES**

Le propriétaire s'engage à laisser accéder en permanence de jour comme de nuit à l'emplacement réservé à Enedis (poste et canalisations), ses agents ou ceux des entrepreneurs accrédités par lui ainsi que les engins et matériels nécessaires, en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages et de les laisser disposer en permanence des dégagements permettant le passage et la manutention du matériel.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

Le propriétaire susnommé s'engage à garantir ce libre accès. Ce chemin d'accès doit rester en permanence libre et non encombré.

Le plan, ci-annexé et approuvé par les deux parties, situe le Terrain, le poste, les canalisations et les chemins d'accès.

Enedis veille à laisser la (les) parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son (ses) intervention(s) au titre des présentes.

### **ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE**

Pour assurer la continuité de l'exploitation, le propriétaire s'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations électriques, toute plantation, toute culture, et plus généralement tout travail et toute construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien,

à l'exploitation et à la solidité des ouvrages. Le propriétaire s'interdit notamment de porter atteinte à la sécurité des installations et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le/l' Poste de transformation de courant électrique ou d'en gêner l'accès.

Lorsque le propriétaire met à disposition d'Enedis un local, ce dernier reste la propriété du propriétaire, qui devra en assumer notamment l'entretien et les éventuelles réparations. Afin que les ouvrages soient et restent conformes à leur destination, les aspects extérieurs du local devront être entretenus et demeurer en bon état.

## **ARTICLE 5 – MODIFICATION DES OUVRAGES**

Le propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice de la mise à disposition ainsi constituée.

Tous les frais qui seraient entraînés par une modification ou un déplacement du poste ou de ses accessoires dans l'avenir, seront à la charge de la partie à l'origine de la modification ou du déplacement.

## **ARTICLE 6 – CAS DE LA VENTE OU DE LA LOCATION**

En cas de vente, de location ou de toute mise à disposition de ses bâtiments et terrains, le propriétaire susnommé et ses ayants-droit s'engagent à faire mention, dans l'acte de vente ou de location, des dispositions de la présente convention que l'acquéreur ou le locataire sera tenu de respecter.

Il devra également en avertir Enedis par lettre recommandée avec AR trois (3) semaines au moins avant la signature de la promesse de vente ou de l'acte de vente, ou de la promesse de bail ou du bail.

## **ARTICLE 7 – DOMMAGES**

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

## **ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question aux articles 1 et 2, et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants. Dans le cas où le poste viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé, rendant le lieu libre de toute occupation et mettant fin à la présente convention, Enedis fera son affaire de l'enlèvement des ouvrages.

## **ARTICLE 9 – INDEMNITE**

En contrepartie des droits qui lui sont concédés, Enedis devra verser au plus tard au jour de la signature de l'acte authentique au propriétaire qui accepte, et par la comptabilité du notaire, une indemnité unique et forfaitaire de trois cent soixante-quinze euros (375 €).

**S'il existe plusieurs propriétaires, l'indemnité sera répartie entre ces derniers.**

## **ARTICLE 10 – LITIGES**

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

## **ARTICLE 11 – FORMALITES**

La présente convention pourra, après signature par les parties, être authentifiée devant notaire, aux frais d'Enedis, à la suite de la demande qui en sera faite par l'une des parties pour être publiée au service de la Publicité Foncière.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

## **ARTICLE 12 - Correspondance**

Tous les courriers échangés entre les Parties seront envoyés à l'adresse suivante :

- pour le propriétaire : à l'adresse figurant en entête de la Convention.
- pour Enedis : DR Centre Val de Loire, 45 avenue Stendhal - BP 436 - 37204 TOURS Cedex 3.

Fait en QUATRE ORIGINAUX et passé à.....





## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Commune de : Châlette-sur-Loing

Département : LOIRET

N° d'affaire Enedis : RAC-23-1YJSOK9CL0 ALB # Viabilisation d'un lotissement de 10 lots COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING

Nom du Chargé de Projets : ALBESSARD Cédric

N° et nom du poste de transformation : "GRANDE PRAIRIE EST" 45068 P0089

Si disponible, N° et nom du poste de transformation : "GRANDE PRAIRIE EST" 45068 P0089

### Entre les soussignés :

**Enedis**, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442 - TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Le directeur régional de la DR Centre Val de Loire, 45 avenue Stendhal - BP 436 - 37204 TOURS Cedex 3, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par l'appellation " Enedis "

d'une part,

**Et**

Nom \*: **AME - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING représenté(e) par M. JEAN-PAUL BILLAULT - PRESIDENT, dûment habilité(e) à cet effet**

Demeurant à : **1 RUE DU FAUBOURG DE LA CHAUSSEE - CS 10317, 45125 MONTARGIS CEDEX**

Téléphone : **02 38 95 02 02**

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(\* Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer « la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l'adresse de la société ou association. »

(\* Si le propriétaire est une commune ou un département, indiquer « représenté(e) par son Maire ou son Président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Départemental en date du....»

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

## **Il est préalablement exposé :**

A. Qu'en tant que gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, Enedis est légalement investie de la mission de service public de distribution d'électricité (articles L 121-4 et L 322-8 et suivants du code de l'énergie), qu'elle exerce au travers de contrats de concessions conclus avec les autorités locales compétentes en la matière (articles L. 322-1 et suivants du code de l'énergie ; article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales);

B. Que pour mener à bien sa mission, elle développe, construit, entretient et exploite des ouvrages, parmi lesquels figurent des postes de distribution d'électricité;

C. Qu'à cette fin, elle est amenée à solliciter la mise à disposition de parcelles ou de locaux adéquats auprès de leurs propriétaires;

D. Que, pour les besoins de sa mission de service public, elle a sollicité du propriétaire qu'il mette à sa disposition le terrain ou le local cité en article 1;

C'est dans ces conditions que les parties ont négocié et conclu la présente convention.

## **Ceci étant exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

Le propriétaire susnommé se déclarant propriétaire des bâtiments et terrains, lui et ses ayants-droit concèdent à Enedis à titre de droit réel au profit de la distribution publique d'électricité, les droits suivants :

### **ARTICLE 1 - OCCUPATION**

Occuper un Terrain d'une superficie de 25 m<sup>2</sup>, situé LA GRANDE PRAIRIE SUD faisant partie de l'unité foncière cadastrée AO 0218 d'une superficie totale de 50293 m<sup>2</sup>.

Ledit Terrain est destiné à l'installation d'un(e) Poste de transformation de courant électrique "GRANDE PRAIRIE EST" 45068 P0089 et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité (ci-joint annexé à l'acte, un plan délimitant l'emplacement réservé à Enedis).

l'(le) Poste de transformation de courant électrique "GRANDE PRAIRIE EST" 45068 P0089 et les appareils situés sur cet emplacement font partie de la concession et à ce titre seront entretenus et renouvelés par Enedis. Ils pourront également être utilisés pour la desserte d'autres usagers que le propriétaire, ce que ce dernier reconnaît et accepte.

### **ARTICLE 2 – DROIT DE PASSAGE**

Faire passer, en amont comme en aval du poste, toutes les canalisations électriques, moyenne ou basse tension nécessaires et éventuellement les supports et ancrages de réseaux aériens, pour assurer l'alimentation du Poste de transformation de courant électrique et la distribution publique d'électricité.

Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Pour assurer l'exploitation desdits ouvrages, Enedis ou toute personne ayant un accès au réseau délivré par Enedis bénéficiera de tous les droits qui lui sont conférés par les lois et règlements, notamment celui de procéder aux élagages ou abattages de branches ou d'arbres pouvant compromettre le fonctionnement des ouvrages et/ou porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

### **ARTICLE 3 – DROIT D'ACCES**

Le propriétaire s'engage à laisser accéder en permanence de jour comme de nuit à l'emplacement réservé à Enedis (poste et canalisations), ses agents ou ceux des entrepreneurs accrédités par lui ainsi que les engins et matériels nécessaires, en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages et de les laisser disposer en permanence des dégagements permettant le passage et la manutention du matériel.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

Le propriétaire susnommé s'engage à garantir ce libre accès. Ce chemin d'accès doit rester en permanence libre et non encombré.

Le plan, ci-annexé et approuvé par les deux parties, situe le Terrain, le poste, les canalisations et les chemins d'accès.

Enedis veille à laisser la (les) parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son (ses) intervention(s) au titre des présentes.

### **ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE**

Pour assurer la continuité de l'exploitation, le propriétaire s'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations électriques, toute plantation, toute culture, et plus généralement tout travail et toute construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien,

à l'exploitation et à la solidité des ouvrages. Le propriétaire s'interdit notamment de porter atteinte à la sécurité des installations et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le/l' Poste de transformation de courant électrique ou d'en gêner l'accès.

Lorsque le propriétaire met à disposition d'Enedis un local, ce dernier reste la propriété du propriétaire, qui devra en assumer notamment l'entretien et les éventuelles réparations. Afin que les ouvrages soient et restent conformes à leur destination, les aspects extérieurs du local devront être entretenus et demeurer en bon état.

## **ARTICLE 5 – MODIFICATION DES OUVRAGES**

Le propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice de la mise à disposition ainsi constituée.

Tous les frais qui seraient entraînés par une modification ou un déplacement du poste ou de ses accessoires dans l'avenir, seront à la charge de la partie à l'origine de la modification ou du déplacement.

## **ARTICLE 6 – CAS DE LA VENTE OU DE LA LOCATION**

En cas de vente, de location ou de toute mise à disposition de ses bâtiments et terrains, le propriétaire susnommé et ses ayants-droit s'engagent à faire mention, dans l'acte de vente ou de location, des dispositions de la présente convention que l'acquéreur ou le locataire sera tenu de respecter.

Il devra également en avertir Enedis par lettre recommandée avec AR trois (3) semaines au moins avant la signature de la promesse de vente ou de l'acte de vente, ou de la promesse de bail ou du bail.

## **ARTICLE 7 – DOMMAGES**

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

## **ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question aux articles 1 et 2, et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants. Dans le cas où le poste viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé, rendant le lieu libre de toute occupation et mettant fin à la présente convention, Enedis fera son affaire de l'enlèvement des ouvrages.

## **ARTICLE 9 – INDEMNITE**

En contrepartie des droits qui lui sont concédés, Enedis devra verser au plus tard au jour de la signature de l'acte authentique au propriétaire qui accepte, et par la comptabilité du notaire, une indemnité unique et forfaitaire de trois cent soixante-quinze euros (375 €).

**S'il existe plusieurs propriétaires, l'indemnité sera répartie entre ces derniers.**

## **ARTICLE 10 – LITIGES**

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

## **ARTICLE 11 – FORMALITES**

La présente convention pourra, après signature par les parties, être authentifiée devant notaire, aux frais d'Enedis, à la suite de la demande qui en sera faite par l'une des parties pour être publiée au service de la Publicité Foncière.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

## **ARTICLE 12 - Correspondance**

Tous les courriers échangés entre les Parties seront envoyés à l'adresse suivante :

- pour le propriétaire : à l'adresse figurant en entête de la Convention.
- pour Enedis : DR Centre Val de Loire, 45 avenue Stendhal - BP 436 - 37204 TOURS Cedex 3.

Fait en QUATRE ORIGINAUX et passé à.....





ENEDIS - DR CENTRE VAL-DE-LOIRE  
 Agence Ingénierie et Travaux  
 336 Boulevard Duhamel Dumonceau - ZAC du Moulin  
 45160 OLIVET

Création d'un poste de transformation de distribution publique

N° AFFAIRE ENEDIS :  
 DA28/055552  
 RAC-23-1YJSOK9CLO  
 N° DE PLAN :  
 324-N0532

4UF  
 "GRANDE PRAIRIE EST"  
 45068 P0089

Commune : CHALETTE-SUR-LOING (45120)  
 Adresse des travaux : RUE DE LA GRANDE PRAIRIE  
 Département : LOIRET (45)

COORDONNEES GPS : Lat.= 48.020650 ° Long.= 2.729477 °  
 COORDONNEES LAMBERT II Etendu : X= 629 315 m Y= 2 335 783 m

| INTERLOCUTEURS :        | Nom                     | Téléphone      | e-mail                     |
|-------------------------|-------------------------|----------------|----------------------------|
| Chargé de projets :     | Cédric ALBESSARD        | 06 67 46 52 59 | cedric.albessard@enedis.fr |
| Bureau d'étude :        | RESEAUX NORD INGENIERIE | 02 35 27 84 01 | apiziaux@grouperni.fr      |
| Entreprise de travaux : | -                       | -              | -                          |

| MODIFICATIONS | N°     | Demandées |          | Etablies |          | Vérfiées |    |
|---------------|--------|-----------|----------|----------|----------|----------|----|
|               | Indice | Par       | Le       | Par      | Le       | Par      | Le |
| Plan initial  | A      | Enedis    | 05/01/24 | A.P      | 06/05/24 | -        | -  |
|               |        |           |          |          |          |          |    |
|               |        |           |          |          |          |          |    |
|               |        |           |          |          |          |          |    |

APPROBATION DEFINITIVE ET CONTROLE QUALITE

| BUREAU D'ETUDE |            |           | MAITRE D'OEUVRE |      |           |
|----------------|------------|-----------|-----------------|------|-----------|
| Nom            | Date       | Signature | Nom             | Date | Signature |
| PIZIAUX Axel   | 06/05/2024 |           | -               | -    | -         |

PLAN PGOC

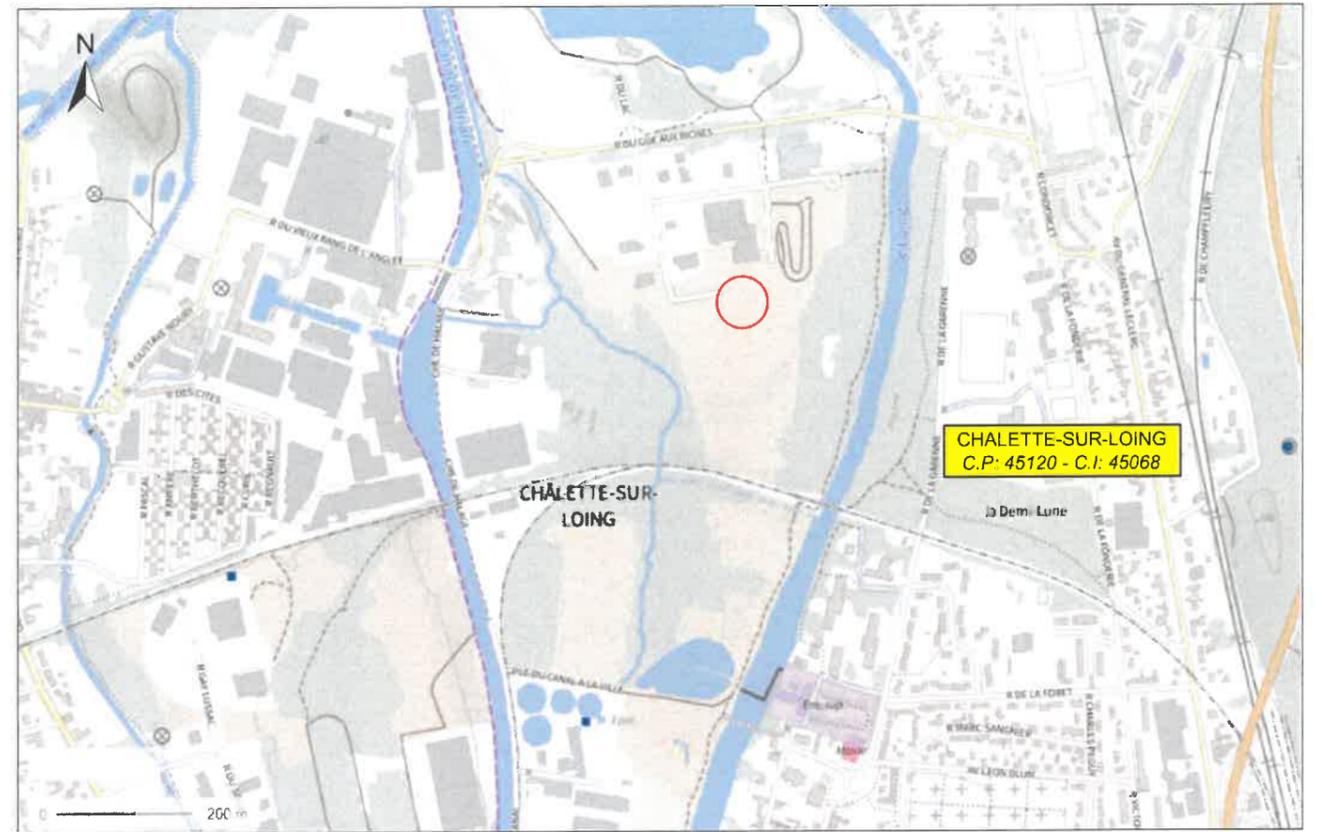
| ENTREPRISE DE TRAVAUX | Nom | Date | Signature |
|-----------------------|-----|------|-----------|
| -                     | -   | -    | -         |

IDENTIFICATION BUREAU D'ETUDES :

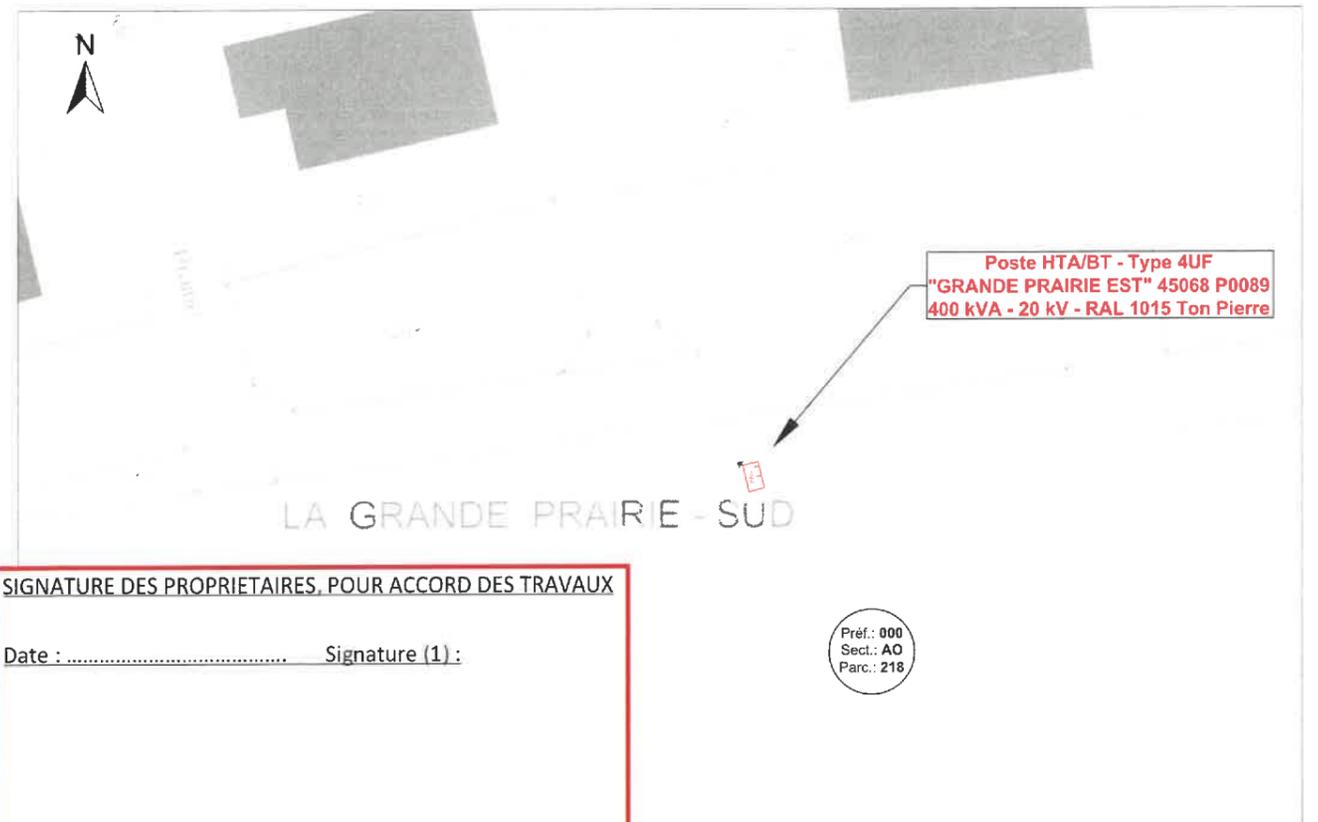


RESEAUX NORD INGENIERIE  
 12 Rue de l'église  
 76400 EPREVILLE  
 TEL: 02 35 27 84 01

PLAN DE SITUATION



Echelle: 1/10000e



SIGNATURE DES PROPRIETAIRES, POUR ACCORD DES TRAVAUX

Date : ..... Signature (1) :

Préf.: 000  
 Sect.: AO  
 Parc.: 218

(1) Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé »

Echelle: 1/1000e

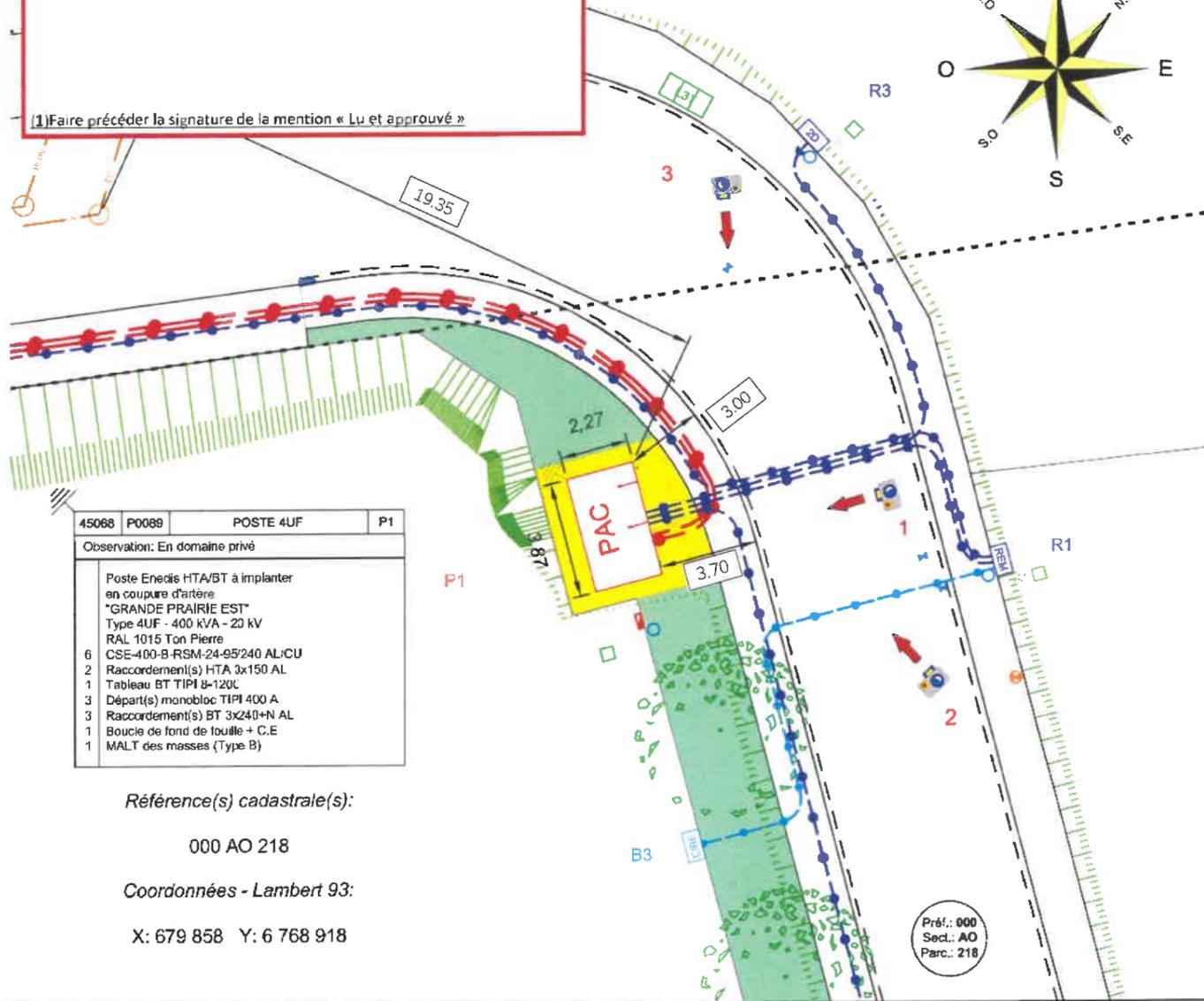
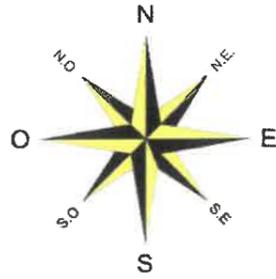
SIGNATURE DES PROPRIETAIRES, POUR ACCORD DES TRAVAUX

Date : ..... Signature (1) :

1) Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé »

Préf.: 000  
Sect.: AO  
Parc.: 210

CTJ DP2  
2976 m<sup>2</sup>



|  |                                 |           |    |
|--|---------------------------------|-----------|----|
| 45068  | P0089                           | POSTE 4UF | P1 |
| Observation: En domaine privé  |                                 |           |    |
| Poste Enerdis HTA/BT à implanter en coupure d'artère "GRANDE PRAIRIE EST" Type 4UF - 400 kVA - 20 kV RAL 1015 Ton Pierre |                                 |           |    |
| 6  | CSE-400-B-RSM-24-95/240 AL:CU   |           |    |
| 2  | Raccordement(s) HTA 3x150 AL    |           |    |
| 1  | Tableau BT TIPI 8-120L          |           |    |
| 3  | Départ(s) monobloc TIPI 400 A   |           |    |
| 3  | Raccordement(s) BT 3x240+N AL   |           |    |
| 1  | Boucle de fond de fouille + C.E |           |    |
| 1  | MALT des masses (Type B)        |           |    |

Référence(s) cadastrale(s):

000 AO 218

Coordonnées - Lambert 93:

X: 679 858 Y: 6 768 918

Echelle: 1/200e

0.00 10.00 20.00

Important: Les limites de propriété cadastrales ne sont indiquées qu'à titre purement indicatif et ne garantissent pas les limites de propriété réelles.

PLAN DE COUPE

DP3



4UF

Note: Altimétries données à titre indicatif

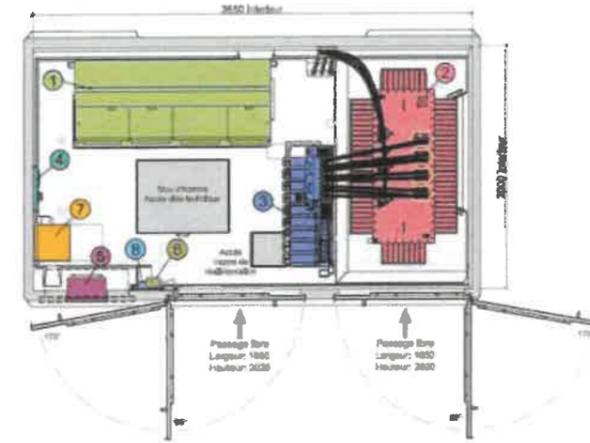
# Spécifications techniques

DP2

(sous réserve fourniture SERVAL Enedis)

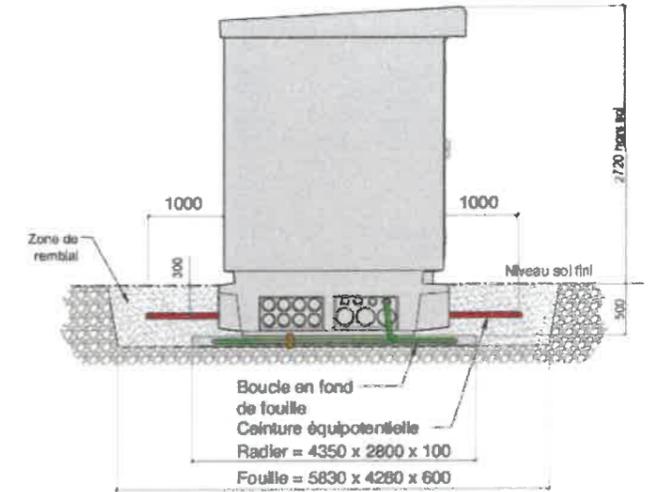
epsys

## Implantation

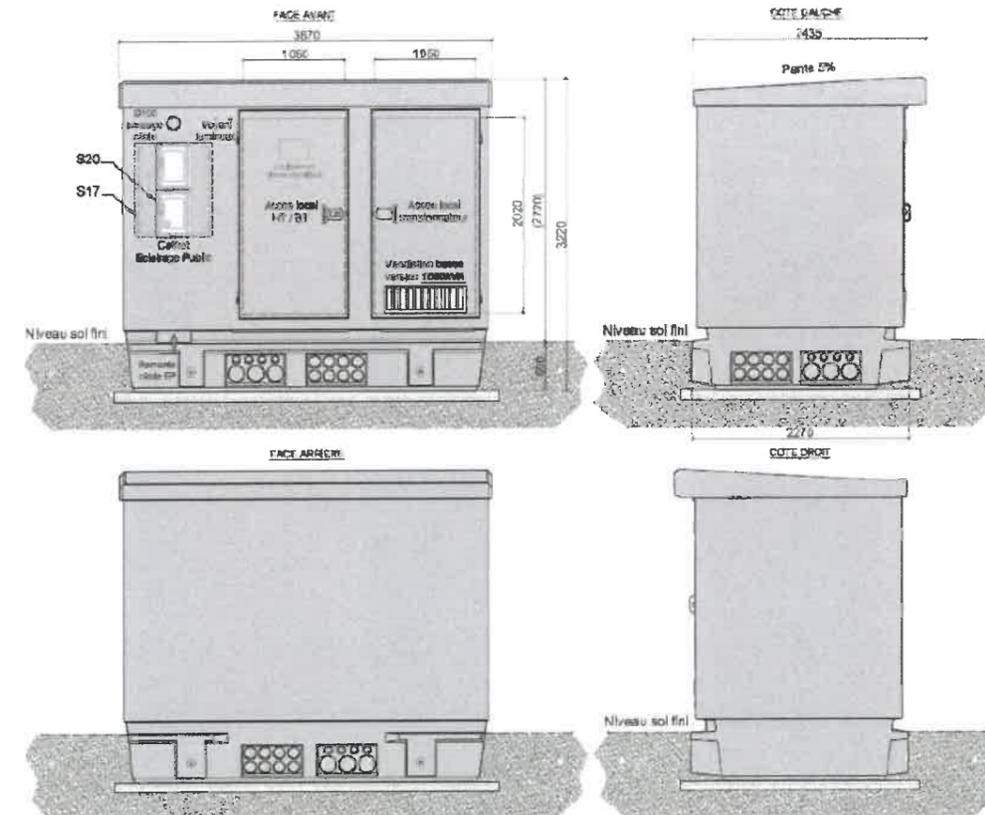


- 1 Tableau MT RM6
- 2 Transformateur
- 3 Tableau BT TIPI (8/1200 ou 8/1800)
- 4 Platine support CPL
- 5 2 coffret S20 ou 1 coffret S17
- 6 Eclairage et accessoires sécurité
- 7 Coffret de télécommande ITI (si pas de DD)
- 8 Détecteur de défaut (si pas de ITI)

## Fouille



## Génie civil



SITUATION ACTUELLE

DP6

Photo n°1



SITUATION FUTURE

DP6

Photo n°1



Poste HTA/BT - Type 4UF  
"GRANDE PRAIRIE EST" 45068 P0089 - 400 kVA - 20 kV - RAL 1015 Ton Pierre

ENVIRONNEMENT PROCHE

DP7

Photo n°2



ENVIRONNEMENT LOINTAIN

DP8

Photo n°3



SIGNATURE DES PROPRIETAIRES, POUR ACCORD DES TRAVAUX

Date : ..... Signature (1) :

(1) Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé »

**DOCUMENT A NE PAS MODIFIER SANS AVIS JURIDIQUE PREALABLE  
POUR TOUTE MODIFICATION, SE RAPPROCHER DE L'APPUI JURIDIQUE REGIONAL**



## **FICHE D'IDENTITE DU PROPRIETAIRE**

IMPLANTATION DE POSTE DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE ET LIGNES  
ELECTRIQUES NECESSAIRES AU FONCTIONNEMENT DU POSTE

Mise à disposition d'un :

local  terrain

\* *cocher la mention adéquate*

Câbles souterrains  Câbles aériens

\* *cocher la mention adéquate*

Longueur totale des lignes électriques : Néant

Largeur totale de la tranchée : Néant

Adresse exacte d'implantation des ouvrages : **Rue de la Grande Prairie 45120 CHALETTE-  
SUR-LOING**

Référence(s) cadastrale(s) : Section(s) : **AO** Numéro(s) : **218**

Nom du poste DP : « **GRANDE PRAIRIE EST** »

N° G.D.O. : 45068 P0089

Longueur : 3,87 m Largeur : 2,27 m Hauteur : 1,50 m - Surface : 8.78 m<sup>2</sup>

Puissance en kVa lors de la mise en service : 400 kVa

**Poste :**  Coupure  D.P.  Coupure et D.P.

\* *cocher la mention adéquate*

**Nature du poste :**

Cabine  Urbain Portable  Immeuble, Enterré, Urbain Compact

\* *cocher la mention adéquate*

### **INDEMNITES :**

~~Au titre de la mise à disposition d'un local~~

~~Surface du poste prise en compte: .....m<sup>2</sup>~~

~~Montant de l'indemnité unique et forfaitaire versée par Electricité Réseau Distribution  
France (ENEDIS) au propriétaire : ..... euros (*inscrire la somme en  
toutes lettres*)~~

~~NB : la valeur de l'indemnité forfaitaire prévue par l'article A. 332-1 du code de  
l'urbanisme est de 106,71 € par m<sup>2</sup>~~

**DOCUMENT A NE PAS MODIFIER SANS AVIS JURIDIQUE PREALABLE  
POUR TOUTE MODIFICATION, SE RAPPROCHER DE L'APPUI JURIDIQUE REGIONAL**

**Au titre de la mise à disposition d'un terrain**

Surface du poste prise en compte : 24,95 m<sup>2</sup>

Montant de l'indemnité unique et forfaitaire versée par Electricité Réseau Distribution France (ENEDIS) au propriétaire : TROIS CENT SOIXANTE QUINZE euros (*inscrire la somme en toutes lettres*)

*NB : L'indemnité ne sera versée qu'après régularisation de la convention de servitudes par acte notarié*

**IDENTITE DU PROPRIETAIRE :**

Personne morale (société, association)

Personne physique (particulier)

*\*cocher la mention adéquate*

Nom ~~ou~~ Dénomination sociale :

Prénom ~~et/ou~~ Forme juridique (SA.. SARL., SCI., EURL., SNC.) : Michelle

Nationalité : ..... ~~ou~~ Capital social de : ..... €

Date de naissance ~~ou~~ de constitution : ..... Lieu : .....

Numéro du Registre du Commerce et des Sociétés : .....

Adresse du siège social : .....

Personne habilitée à représenter la société ou l'association .....

Qualité (PDG, Directeur, Gérant) : .....

Adresse où doit être transmise la correspondance (*si différente de l'adresse précitée*) : .....

Téléphone domicile : ..... Téléphone travail : .....

Copie du titre de propriété ~~ou~~ coordonnées du notaire détenant le titre : .....

**Si personne physique**

Nom et prénom du conjoint :

Nom de jeune fille :

Régime matrimonial :

**Si collectivité locale**

Département ~~ou~~ Mairie de :

Nom et prénom de la personne habilitée à signer :

Adresse :

**Pour les copropriétés :**

Nom du promoteur (pour les nouvelles constructions) : .....

Nom du syndicat : .....

Adresse : .....

Nom et adresse du notaire chargé de rédiger le Cahier des Charges de la Société ~~ou~~ le règlement de copropriété : .....

~~Copie du Procès Verbal de l'Assemblée Générale qui a autorisée l'installation de l'ouvrage.~~

**DOCUMENT A NE PAS MODIFIER SANS AVIS JURIDIQUE PREALABLE  
POUR TOUTE MODIFICATION, SE RAPPROCHER DE L'APPUI JURIDIQUE REGIONAL**

\*\*\*\*\*

Je soussigné, .....

Autorise :

**ENEDIS (préciser l'adresse de l'unité opérationnelle compétente)  
336 Boulevard Duhamel Dumonceau – ZAC du Moulin 45160 OLIVET**

à implanter sur la parcelle de terrain désignée ci-dessus dont je suis propriétaire, les câbles électriques souterrains ou aériens, conformément au plan ci-joint.

**Cet accord se traduira par la signature d'une convention de servitudes à intervenir entre ENEDIS et moi même.**

Fait à ..... Le .....

Signature du propriétaire :



## CONVENTION DE SERVITUDES

### CONVENTION CS 06

Commune de : Châlette-sur-Loing

Département : LOIRET

Une ligne électrique souterraine : 20 000 et 400 Volts

N° d'affaire Enedis : RAC-23-1YJSOK9CLO ALB # Viabilisation d'un lotissement de 10 lots COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING

Chargé de projet Enedis : ALBESSARD Cédric

### CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

#### **La Société Enedis,**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Le directeur régional de la DR Centre Val de Loire, 45 avenue Stendhal - BP 436 - 37204 TOURS Cedex 3, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

**Et**

Nom \*: **AME - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING représenté(e) par son (sa) PRESIDENT, M. JEAN-PAUL BILLAULT, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil**  
..... en date du .....

Demeurant à : **1 RUE DU FAUBOUG DE LA CHAUSSEE - CS 10317, 45125 MONTARGIS CEDEX**

Téléphone : **02 38 95 02 02**

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

.....

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,

#### **Il a été exposé ce qui suit :**

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

| Commune            | Prefixe | Section | Numéro de parcelle | Lieux-dits            | Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...) |
|--------------------|---------|---------|--------------------|-----------------------|---|
| Châlette-sur-Loing |         | AO      | 0210               | LA GRANDE PRAIRIE SUD |   |

|                    |  |    |      |                          |  |
|--------------------|--|----|------|--------------------------|--|
| Châlette-sur-Loing |  | AO | 0218 | LA GRANDE PRAIRIE<br>SUD |  |
|--------------------|--|----|------|--------------------------|--|

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement :

- exploitée(s) par-lui même.
- exploitée(s) par M. qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il les exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- non exploitée(s)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits (mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

### ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 m mètres de large, 5 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 432 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Encastrer un ou plusieurs coffrets(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

### ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

### ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ Enedis verse au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de 20 € (vingt euros)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

#### **ARTICLE 4 – Responsabilités**

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

#### **ARTICLE 5- Litiges**

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

#### **ARTICLE 6 - Entrée en application**

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

#### **ARTICLE 7 – Données à caractère personnel**

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (**Le directeur régional de la DR Centre Val de Loire, 45 avenue Stendhal - BP 436 - 37204 TOURS Cedex 3**).

#### **ARTICLE 8 - Formalités**

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître Xavier MISSON, Sonia KHALDI-JOINEAU et Marion BERSCH notaire à 45430 CHECY, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Date de signature :

(1) **LE PROPRIETAIRE** (faire précéder de la mention manuscrite « Lu et approuvé »)

|            |           |
|------------|-----------|
| Nom Prénom | Signature |
|------------|-----------|

AME - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
MONTARGOISE ET RIVES DU LOING représenté(e)  
par son (sa) PRESIDENT, M. JEAN-PAUL BILLAULT,  
ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par

(2) Enedis

Enedis

.....



## CONVENTION DE SERVITUDES

### CONVENTION CS 06

Commune de : Châlette-sur-Loing

Département : LOIRET

Une ligne électrique souterraine : 20 000 et 400 Volts

N° d'affaire Enedis : RAC-23-1YJSOK9CLO ALB # Viabilisation d'un lotissement de 10 lots COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING

Chargé de projet Enedis : ALBESSARD Cédric

### CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

#### **La Société Enedis,**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Le directeur régional de la DR Centre Val de Loire, 45 avenue Stendhal - BP 436 - 37204 TOURS Cedex 3, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

**Et**

Nom \*: **AME - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING représenté(e) par son (sa) PRESIDENT, M. JEAN-PAUL BILLAULT, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil**

..... en date du .....

Demeurant à : **1 RUE DU FAUBOUG DE LA CHAUSSEE - CS 10317, 45125 MONTARGIS CEDEX**

Téléphone : **02 38 95 02 02**

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

.....

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,

#### **Il a été exposé ce qui suit :**

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

| Commune            | Prefixe | Section | Numéro de parcelle | Lieux-dits            | Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...) |
|--------------------|---------|---------|--------------------|-----------------------|---|
| Châlette-sur-Loing |         | AO      | 0210               | LA GRANDE PRAIRIE SUD |   |

|                    |  |    |      |                          |  |
|--------------------|--|----|------|--------------------------|--|
| Châlette-sur-Loing |  | AO | 0218 | LA GRANDE PRAIRIE<br>SUD |  |
|--------------------|--|----|------|--------------------------|--|

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement :

- exploitée(s) par-lui même.
- exploitée(s) par M. qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il les exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- non exploitée(s)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits (mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

### ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 m mètres de large, 5 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 432 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Encastrer un ou plusieurs coffrets(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

### ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

### ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ Enedis verse au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de 20 € (vingt euros)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

#### **ARTICLE 4 – Responsabilités**

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

#### **ARTICLE 5- Litiges**

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

#### **ARTICLE 6 - Entrée en application**

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

#### **ARTICLE 7 – Données à caractère personnel**

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (**Le directeur régional de la DR Centre Val de Loire, 45 avenue Stendhal - BP 436 - 37204 TOURS Cedex 3**).

#### **ARTICLE 8 - Formalités**

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître Xavier MISSON, Sonia KHALDI-JOINEAU et Marion BERSCH notaire à 45430 CHECY, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Date de signature :

(1) **LE PROPRIETAIRE** (faire précéder de la mention manuscrite « Lu et approuvé »)

|            |           |
|------------|-----------|
| Nom Prénom | Signature |
|------------|-----------|

AME - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
MONTARGOISE ET RIVES DU LOING représenté(e)  
par son (sa) PRESIDENT, M. JEAN-PAUL BILLAULT,  
ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par

(2) Enedis

Enedis

.....



## CONVENTION DE SERVITUDES

### CONVENTION CS 06

Commune de : Châlette-sur-Loing

Département : LOIRET

Une ligne électrique souterraine : 20 000 et 400 Volts

N° d'affaire Enedis : RAC-23-1YJSOK9CLO ALB # Viabilisation d'un lotissement de 10 lots COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING

Chargé de projet Enedis : ALBESSARD Cédric

### CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

#### **La Société Enedis,**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Le directeur régional de la DR Centre Val de Loire, 45 avenue Stendhal - BP 436 - 37204 TOURS Cedex 3, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

**Et**

Nom \*: **AME - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING représenté(e) par son (sa) PRESIDENT, M. JEAN-PAUL BILLAULT, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil**

..... en date du .....

Demeurant à : **1 RUE DU FAUBOUG DE LA CHAUSSEE - CS 10317, 45125 MONTARGIS CEDEX**

Téléphone : **02 38 95 02 02**

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

.....

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,

#### **Il a été exposé ce qui suit :**

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

| Commune            | Prefixe | Section | Numéro de parcelle | Lieux-dits            | Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...) |
|--------------------|---------|---------|--------------------|-----------------------|---|
| Châlette-sur-Loing |         | AO      | 0210               | LA GRANDE PRAIRIE SUD |   |

|                    |  |    |      |                          |  |
|--------------------|--|----|------|--------------------------|--|
| Châlette-sur-Loing |  | AO | 0218 | LA GRANDE PRAIRIE<br>SUD |  |
|--------------------|--|----|------|--------------------------|--|

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement :

- exploitée(s) par-lui même.
- exploitée(s) par M. qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il les exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- non exploitée(s)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits (mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

### ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 m mètres de large, 5 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 432 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Encastrer un ou plusieurs coffrets(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

### ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

### ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ Enedis verse au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de 20 € (vingt euros)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

#### **ARTICLE 4 – Responsabilités**

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

#### **ARTICLE 5- Litiges**

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

#### **ARTICLE 6 - Entrée en application**

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

#### **ARTICLE 7 – Données à caractère personnel**

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (**Le directeur régional de la DR Centre Val de Loire, 45 avenue Stendhal - BP 436 - 37204 TOURS Cedex 3**).

#### **ARTICLE 8 - Formalités**

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître Xavier MISSON, Sonia KHALDI-JOINEAU et Marion BERSCH notaire à 45430 CHECY, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Date de signature :

(1) **LE PROPRIETAIRE** (faire précéder de la mention manuscrite « Lu et approuvé »)

|            |           |
|------------|-----------|
| Nom Prénom | Signature |
|------------|-----------|

AME - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
MONTARGOISE ET RIVES DU LOING représenté(e)  
par son (sa) PRESIDENT, M. JEAN-PAUL BILLAULT,  
ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par

(2) Enedis

Enedis

.....



## CONVENTION DE SERVITUDES

### CONVENTION CS 06

Commune de : Châlette-sur-Loing

Département : LOIRET

Une ligne électrique souterraine : 20 000 et 400 Volts

N° d'affaire Enedis : RAC-23-1YJSOK9CLO ALB # Viabilisation d'un lotissement de 10 lots COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING

Chargé de projet Enedis : ALBESSARD Cédric

### CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

#### **La Société Enedis,**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Le directeur régional de la DR Centre Val de Loire, 45 avenue Stendhal - BP 436 - 37204 TOURS Cedex 3, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

**Et**

Nom \*: **AME - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING représenté(e) par son (sa) PRESIDENT, M. JEAN-PAUL BILLAULT, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil**  
..... en date du .....

Demeurant à : **1 RUE DU FAUBOUG DE LA CHAUSSEE - CS 10317, 45125 MONTARGIS CEDEX**

Téléphone : **02 38 95 02 02**

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,

#### **Il a été exposé ce qui suit :**

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

| Commune            | Prefixe | Section | Numéro de parcelle | Lieux-dits            | Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...) |
|--------------------|---------|---------|--------------------|-----------------------|---|
| Châlette-sur-Loing |         | AO      | 0210               | LA GRANDE PRAIRIE SUD |   |

|                    |  |    |      |                          |  |
|--------------------|--|----|------|--------------------------|--|
| Châlette-sur-Loing |  | AO | 0218 | LA GRANDE PRAIRIE<br>SUD |  |
|--------------------|--|----|------|--------------------------|--|

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement :

- exploitée(s) par-lui même.
- exploitée(s) par M. qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il les exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- non exploitée(s)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits (mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

### ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 m mètres de large, 5 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 432 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Encastrer un ou plusieurs coffrets(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

### ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

### ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ Enedis verse au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de 20 € (vingt euros)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

#### **ARTICLE 4 – Responsabilités**

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

#### **ARTICLE 5- Litiges**

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

#### **ARTICLE 6 - Entrée en application**

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

#### **ARTICLE 7 – Données à caractère personnel**

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (**Le directeur régional de la DR Centre Val de Loire, 45 avenue Stendhal - BP 436 - 37204 TOURS Cedex 3**).

#### **ARTICLE 8 - Formalités**

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître Xavier MISSON, Sonia KHALDI-JOINEAU et Marion BERSCH notaire à 45430 CHECY, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Date de signature :

(1) **LE PROPRIETAIRE** (faire précéder de la mention manuscrite « Lu et approuvé »)

|            |           |
|------------|-----------|
| Nom Prénom | Signature |
|------------|-----------|

AME - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
MONTARGOISE ET RIVES DU LOING représenté(e)  
par son (sa) PRESIDENT, M. JEAN-PAUL BILLAULT,  
ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par

(2) Enedis

Enedis

.....

Département :  
LOIRET

Commune :  
CHALETTE-SUR-LOING

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

-----  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL  
-----

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :  
Pôle topographique de Gestion  
Cadastrale  
131 rue du Faubourg bannier 45000  
45000 Orléans  
tél. 02-38-24-45-79 -fax  
ptgc.450.orleans@dgfip.finances.gouv.fr

Section : AO  
Feuille : 000 AO 01

Échelle d'origine : 1/1000  
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 06/05/2024  
(fuseau horaire de Paris)

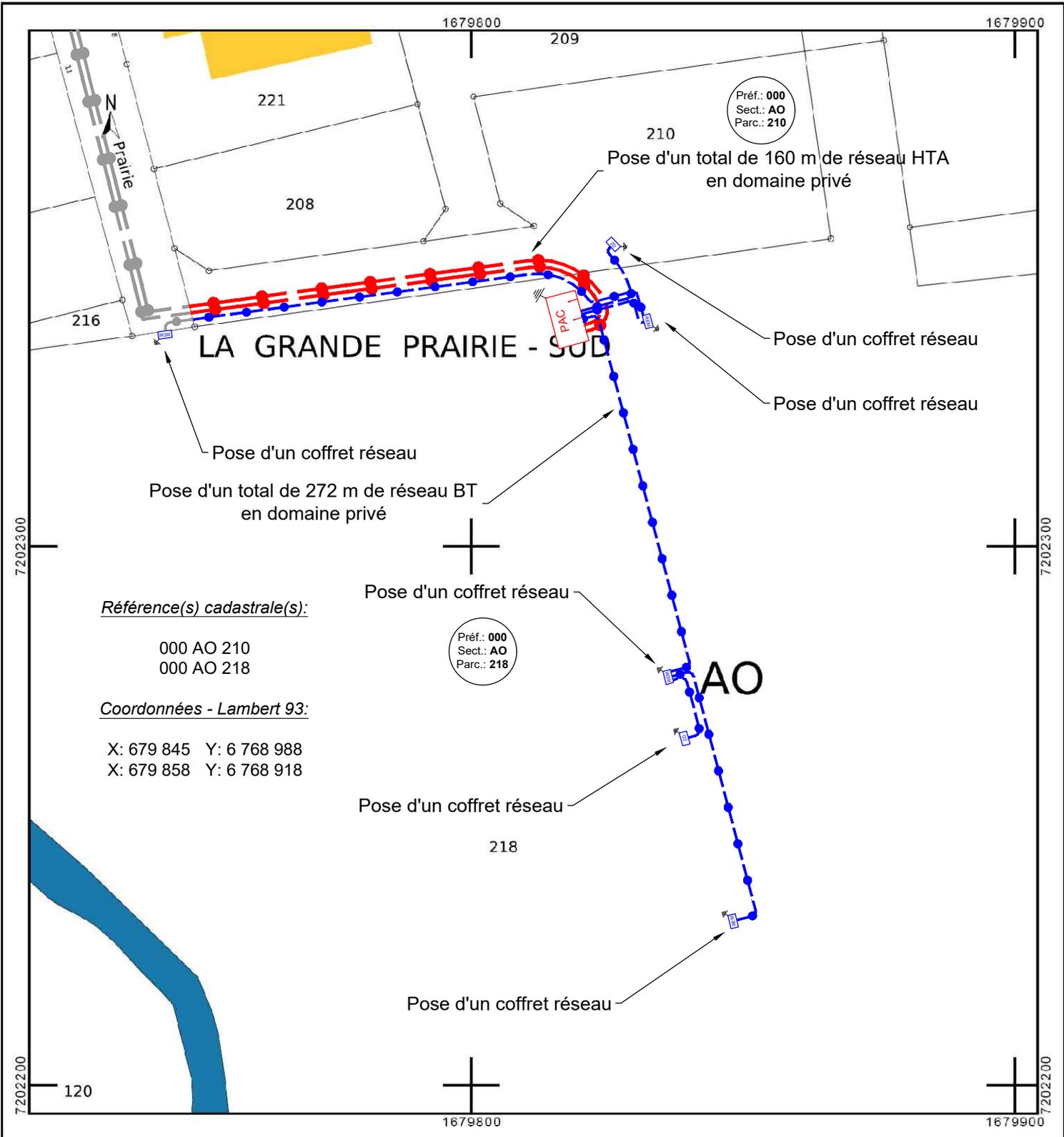
Coordonnées en projection : RGF93CC48  
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

Fait le :  
à :  
Signature (1) :

(1) Faire précéder la signature de la mention "Lu et approuvé"

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



**DOCUMENT A NE PAS MODIFIER SANS AVIS JURIDIQUE PREALABLE  
POUR TOUTE MODIFICATION, SE RAPPROCHER DE L'APPUI JURIDIQUE REGIONAL**



**FICHE D'IDENTITE PROPRIETAIRE**  
PASSAGE DE LIGNES ELECTRIQUES (souterraines ou aériennes)

Câbles souterrains

Câbles aériens

\* cocher la mention adéquate

Adresse exacte d'implantation des ouvrages : **Rue de la Grande Prairie 45120  
CHALETTE-SUR-LOING**

Référence(s) cadastrale(s) : Section(s) : AO      Numéro(s) : 210 - 218

Longueur totale des lignes électriques : 432 m  
Largeur totale de la tranchée : 3 m

**INDEMNITES :**

Au titre de l'intangibilité des ouvrages, une indemnité unique et forfaitaire de Vingt euros (*euros*) sera versée au propriétaire par Enedis.

*NB : L'indemnité ne sera versée qu'après régularisation de la convention de servitudes par acte notarié*

**IDENTITE DU PROPRIETAIRE**

Personne morale (société, association)

Personne physique (particulier)

\*cocher la mention adéquate

Nom ~~ou~~ Dénomination sociale : .....

Prénom ~~et/ou~~ Forme juridique (SA., SARL., SCI., EURL., SNC.) : .....

Nationalité : ..... ~~ou~~ Capital social de : ..... €

Date de naissance ~~ou~~ de constitution : ..... Lieu : .....

Numéro du Registre du Commerce et des Sociétés : .....

Adresse du siège social : .....

Personne habilitée à représenter la société ou l'association .....

Qualité (PDG, Directeur, Gérant) : .....

Adresse où doit être transmise la correspondance (*si différente de l'adresse précitée*):  
.....

Téléphone domicile : ..... Téléphone travail : .....

Copie du titre de propriété ~~ou~~ coordonnées du notaire détenant le titre : .....

**DOCUMENT A NE PAS MODIFIER SANS AVIS JURIDIQUE PREALABLE  
POUR TOUTE MODIFICATION, SE RAPPROCHER DE L'APPUI JURIDIQUE REGIONAL**

**Si personne physique**

Nom et prénom du conjoint :

Nom de jeune fille :

Régime matrimonial :-

**Si collectivité locale**

Département **ou** Mairie de :

Nom et prénom de la personne habilitée à signer :

Adresse :

**Pour les copropriétés :**

Nom du promoteur (pour les nouvelles constructions) : .....

Nom du syndicat : .....

Adresse : .....

Nom et adresse du notaire chargé de rédiger le Cahier des Charges de la Société **ou**  
le règlement de copropriété : .....

Copie du Procès Verbal de l'Assemblée Générale qui a autorisée l'installation de l'ouvrage.

\*\*\*\*\*

autorise :

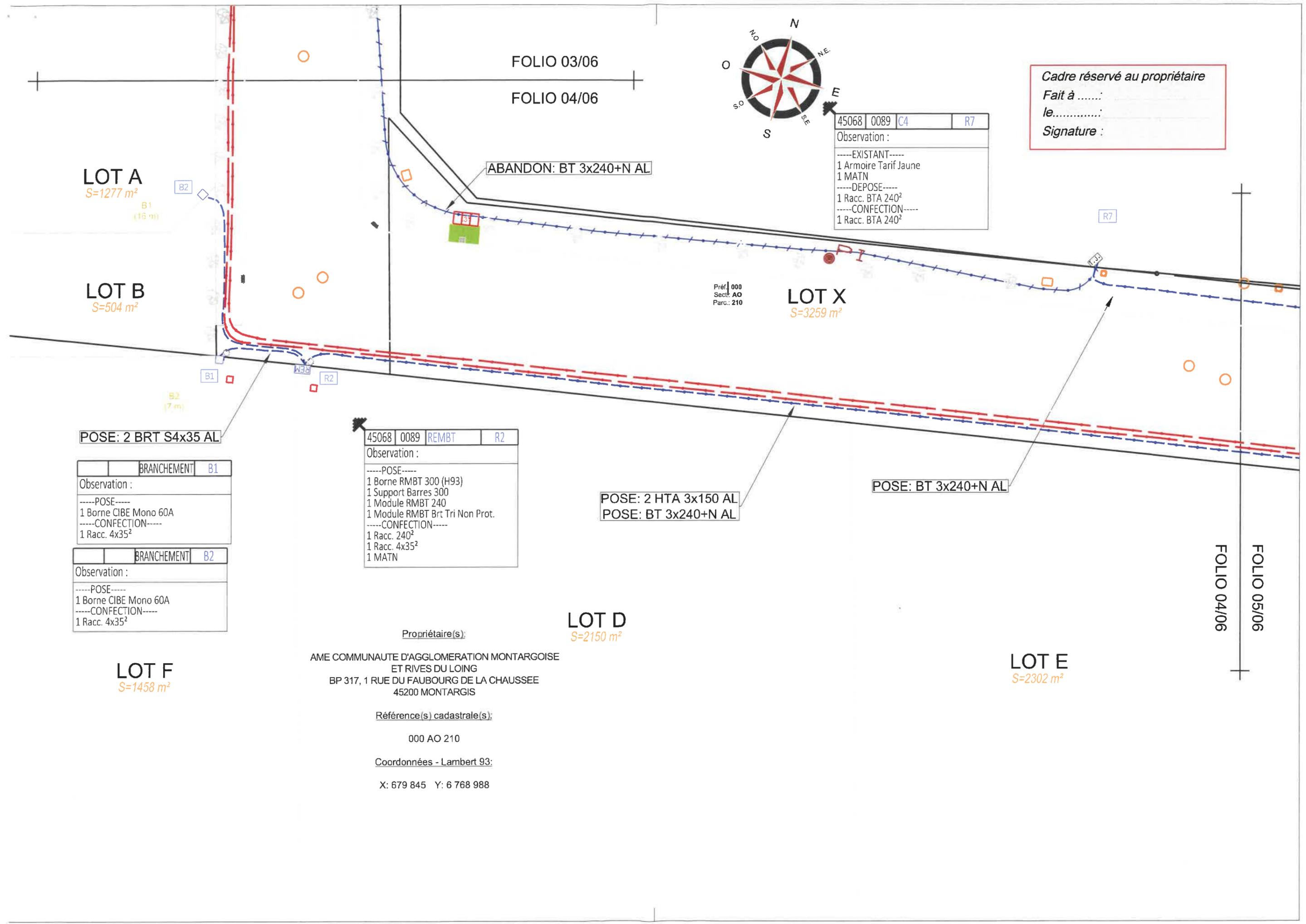
Enedis (préciser l'adresse de l'unité opérationnelle compétente)  
DR CENTRE VAL-DE-LOIRE  
336 Boulevard Duhamel Dumonceau – ZAC du Moulin  
45160 OLIVET

à implanter sur la parcelle de terrain désignée ci-dessus dont je suis propriétaire, les câbles électriques souterrains ou aériens, conformément au plan ci-joint.

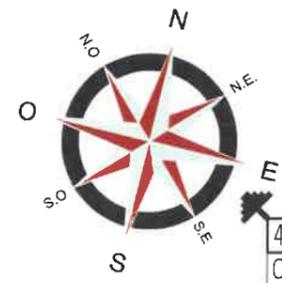
**Cet accord se traduira par la signature d'une convention de servitudes à intervenir entre Enedis et moi même.**

Fait à ..... Le .....

Signature du propriétaire :



FOLIO 03/06  
FOLIO 04/06



Cadre réservé au propriétaire  
Fait à .....  
le.....  
Signature :

|                              |      |    |    |
|------------------------------|------|----|----|
| 45068                        | 0089 | C4 | R7 |
| Observation :                |      |    |    |
| -----EXISTANT-----           |      |    |    |
| 1 Armoire Tarif Jaune        |      |    |    |
| 1 MATN                       |      |    |    |
| -----DEPOSE-----             |      |    |    |
| 1 Racc. BTA 240 <sup>2</sup> |      |    |    |
| -----CONFECTION-----         |      |    |    |
| 1 Racc. BTA 240 <sup>2</sup> |      |    |    |

LOT A  
S=1277 m<sup>2</sup>

LOT B  
S=504 m<sup>2</sup>

LOT X  
S=3259 m<sup>2</sup>

LOT D  
S=2150 m<sup>2</sup>

LOT E  
S=2302 m<sup>2</sup>

LOT F  
S=1458 m<sup>2</sup>

Propriétaire(s):  
AME COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTARGOISE  
ET RIVES DU LOING  
BP 317, 1 RUE DU FAUBOURG DE LA CHAUSSEE  
45200 MONTARGIS

Référence(s) cadastrale(s):

000 AO 210

Coordonnées - Lambert 93:

X: 679 845 Y: 6 768 988

POSE: 2 BRT S4x35 AL

|                           |             |    |
|---------------------------|-------------|----|
|                           | BRANCHEMENT | B1 |
| Observation :             |             |    |
| -----POSE-----            |             |    |
| 1 Borne CIBE Mono 60A     |             |    |
| -----CONFECTION-----      |             |    |
| 1 Racc. 4x35 <sup>2</sup> |             |    |

|                           |             |    |
|---------------------------|-------------|----|
|                           | BRANCHEMENT | B2 |
| Observation :             |             |    |
| -----POSE-----            |             |    |
| 1 Borne CIBE Mono 60A     |             |    |
| -----CONFECTION-----      |             |    |
| 1 Racc. 4x35 <sup>2</sup> |             |    |

|                                 |      |       |    |
|---------------------------------|------|-------|----|
| 45068                           | 0089 | REMBT | R2 |
| Observation :                   |      |       |    |
| -----POSE-----                  |      |       |    |
| 1 Borne RMBT 300 (H93)          |      |       |    |
| 1 Support Barres 300            |      |       |    |
| 1 Module RMBT 240               |      |       |    |
| 1 Module RMBT Brt Tri Non Prot. |      |       |    |
| -----CONFECTION-----            |      |       |    |
| 1 Racc. 240 <sup>2</sup>        |      |       |    |
| 1 Racc. 4x35 <sup>2</sup>       |      |       |    |
| 1 MATN                          |      |       |    |

POSE: 2 HTA 3x150 AL  
POSE: BT 3x240+N AL

POSE: BT 3x240+N AL

ABANDON: BT 3x240+N AL

FOLIO 04/06  
FOLIO 05/06

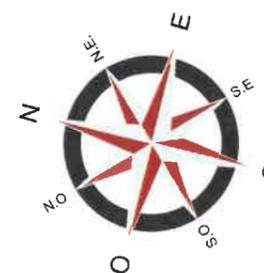
Propriétaire(s):  
 AME COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTARGOISE  
 ET RIVES DU LOING  
 BP 317, 1 RUE DU FAUBOURG DE LA CHAUSSEE  
 45200 MONTARGIS

Référence(s) cadastrale(s):

000 AO 210  
 000 AO 218

Coordonnées - Lambert 93:

X: 679 845 Y: 6 768 988  
 X: 679 858 Y: 6 768 918



Cadre réservé au propriétaire

Fait à .....

le.....

Signature :

|                          |      |        |    |
|--------------------------|------|--------|----|
| 45068                    | 0089 | ECP-2D | R3 |
| Observation :            |      |        |    |
| -----POSE-----           |      |        |    |
| 1 Borne S20 ECP-2D       |      |        |    |
| -----CONFECTION-----     |      |        |    |
| 1 Racc. 240 <sup>2</sup> |      |        |    |
| 1 MATN                   |      |        |    |

|                                 |      |       |    |
|---------------------------------|------|-------|----|
| 45068                           | 0089 | REMBT | R1 |
| Observation :                   |      |       |    |
| -----POSE-----                  |      |       |    |
| 1 Borne RMBT 300 (H93)          |      |       |    |
| 1 Support Barres 300            |      |       |    |
| 2 Module RMBT 240               |      |       |    |
| 1 Module RMBT Brt Tri Non Prot. |      |       |    |
| -----CONFECTION-----            |      |       |    |
| 2 Racc. 240 <sup>2</sup>        |      |       |    |
| 1 Racc. 4x35 <sup>2</sup>       |      |       |    |
| 1 MATN isolée sur 0.10 m        |      |       |    |

**LOT J**  
*S=2976 m<sup>2</sup>*

POSE: BT 3x240+N AL  
 dans tranchée remise par le client

POSE: BT 3x240+N AL  
 dans tranchée remise par le client

**LOT C**  
*S=2349 m<sup>2</sup>*

POSE: BRT S4x35 AL  
 dans tranchée remise par le client

|                               |       |           |    |
|-------------------------------|-------|-----------|----|
| 45068                         | P0089 | POSTE 4UF | P1 |
| Observation: En domaine privé |       |           |    |

- Poste Enedis HTA/BT à implanter en coupure d'artère "GRANDE PRAIRIE EST"
- Type 4UF - 400 kVA - 20 kV
  - RAL 1015 Ton Pierre
  - 6 CSE-400-B-RSM-24-95/240 AL/CU
  - 2 Raccordement(s) HTA 3x150 AL
  - 1 Tableau BT TIPI 8-1200
  - 4 Départ(s) monobloc TIPI 400 A
  - 4 Raccordement(s) BT 3x240+N AL
  - 1 Boucle de fond de fouille + C.E
  - 1 MALT des masses (Type B)

POSE: BT 3x240+N AL  
 dans tranchée remise par le client

POSE: 2 HTA 3x150 AL  
 POSE: BT 3x240+N AL  
 dans tranchée remise par le client

|                           |             |    |
|---------------------------|-------------|----|
|                           | BRANCHEMENT | B3 |
| Observation :             |             |    |
| -----POSE-----            |             |    |
| 1 Borne CIBE Mono 60A     |             |    |
| -----CONFECTION-----      |             |    |
| 1 Racc. 4x35 <sup>2</sup> |             |    |

**LOT E**  
*S=2302 m<sup>2</sup>*

FOLIO 05/06

FOLIO 04/06

FOLIO 05/06  
 FOLIO 06/06

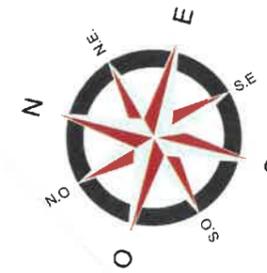
Propriétaire(s):  
 AME COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTARGOISE  
 ET RIVES DU LOING  
 BP 317, 1 RUE DU FAUBOURG DE LA CHAUSSEE  
 45200 MONTARGIS

Référence(s) cadastrale(s):

000 AO 218

Coordonnées - Lambert 93:

X: 679 858 Y: 6 768 918



Cadre réservé au propriétaire

Fait à .....

le.....

Signature :

FOLIO 05/06  
 FOLIO 06/06

**LOT K**  
*S=1813 m<sup>2</sup>*

|                          |      |       |    |
|--------------------------|------|-------|----|
| 45068                    | 0089 | REMBT | R8 |
| Observation :            |      |       |    |
| -----POSE-----           |      |       |    |
| 1 Borne RMBT 300 (H93)   |      |       |    |
| 1 Support Barres 300     |      |       |    |
| 1 Module RMBT 240        |      |       |    |
| -----CONFECTION-----     |      |       |    |
| 1 Racc. 240 <sup>2</sup> |      |       |    |
| 1 MATN isolée sur 0.10 m |      |       |    |

POSE: BT 3x240+N AL  
 dans tranchée remise par le client

Préf: 000  
 Sect: AO  
 Parc: 218

POSE: BT 3x240+N AL  
 dans tranchée remise par le client

**LOT E**  
*S=2302 m<sup>2</sup>*

**LOT H**  
*S=1839 m<sup>2</sup>*

|                        |      |       |    |
|------------------------|------|-------|----|
| 45068                  | 0089 | REMBT | R4 |
| Observation :          |      |       |    |
| -----POSE-----         |      |       |    |
| 1 Borne RMBT 600 (H93) |      |       |    |
| 1 Support Barres 600   |      |       |    |
| 4 Module RMBT 240      |      |       |    |
| -----CONFECTION-----   |      |       |    |
| 1 MATN                 |      |       |    |

**LOT L**  
*S=1669 m<sup>2</sup>*

|                          |      |        |    |
|--------------------------|------|--------|----|
| 45068                    | 0089 | ECP-2D | R5 |
| Observation :            |      |        |    |
| -----POSE-----           |      |        |    |
| 1 Borne S20 ECP-2D       |      |        |    |
| -----CONFECTION-----     |      |        |    |
| 1 Racc. 240 <sup>2</sup> |      |        |    |
| 1 MATN                   |      |        |    |

**LOT M**  
*S=1631 m<sup>2</sup>*

|                          |      |       |    |
|--------------------------|------|-------|----|
| 45068                    | 0089 | REMBT | R6 |
| Observation :            |      |       |    |
| -----POSE-----           |      |       |    |
| 1 Borne RMBT 300 (H93)   |      |       |    |
| 1 Support Barres 300     |      |       |    |
| 1 Module RMBT 240        |      |       |    |
| -----CONFECTION-----     |      |       |    |
| 1 Racc. 240 <sup>2</sup> |      |       |    |
| 1 MATN isolée sur 0.10 m |      |       |    |

**Convention constitutive d'un groupement de commandes  
pour la mise en place d'un Appel à Initiatives Privées (AIP)  
en vue du déploiement d'Infrastructures de Recharge  
de Véhicules Électriques (IRVE)**

Entre :

- **le Département du Loiret**, représenté par Monsieur Marc Gaudet, Président du Conseil départemental, agissant en vertu de la délibération **XXXX**,  
ci-après dénommé « le Département » ;
- **le Syndicat Intercommunal d'Électricité de la Région de Pithiviers**, représenté par Monsieur James Bruneau, Président du Syndicat, agissant en vertu d'une délibération du **XXXX**,  
ci-après dénommée « le SIERP » ;
- **la Communauté de communes des Portes de Sologne**, représenté par Monsieur Jean-Paul Roche, Président de la Communauté de communes, agissant en vertu d'une délibération du **XXXX**,  
ci-après dénommée « la CCPS » ;
- **la Communauté de communes du Val de Sully**, représenté par Monsieur Gérard Boudier, Président de la Communauté de communes, agissant en vertu d'une délibération du **XXXX**,  
ci-après dénommée « la CCVS » ;
- **la Communauté des communes giennaises**, représenté par Monsieur Francis Cammal, Président de la Communauté de communes, agissant en vertu d'une délibération du **XXXX**,  
ci-après dénommée « la CDCG » ;

Et :

- **l'Agglomération Montargoise Et rives du Loing**, représentée par Monsieur Jean-Paul Billault, Président de l'Agglomération, agissant en vertu d'une délibération du **XXXX**,  
ci-après dénommée « l'AME » ;

Ci-après désignés ensemble par « les Parties ».

## **Préambule**

Les Parties ont élaboré un Schéma Directeur des Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques ouvertes au public (SDIRVE) unique, couvrant l'ensemble du Loiret, à l'exception du territoire d'Orléans Métropole (qui a élaboré son propre SDIRVE). Ce schéma a été validé par la Préfecture du Loiret le 21 mai 2024.

Le SDIRVE a identifié (début 2023) l'existence de près de 300 points de charge et prévoit le déploiement, toutes initiatives confondues (privées et publiques), de près de 240 nouveaux points de charge d'ici 2025 et de plus de 1 200 supplémentaires à l'horizon 2030.

Dans la mesure où, préalablement à toute intervention publique en matière d'IRVE, il est nécessaire de démontrer l'insuffisance ou l'inadaptation de l'initiative privée, le SDIRVE préconise de lancer un Appel à Initiatives Privées (AIP) en vue du déploiement d'Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques (IRVE) sur le domaine public des collectivités locales (action n° 3).

Ceci étant préalablement exposé, il est convenu ce qui suit.

### **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes entre les Parties en vue de la passation conjointe d'un marché de prestations intellectuelles pour les aider à organiser l'AIP évoqué en préambule, et de définir les modalités de fonctionnement de ce groupement.

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sera décomposée en quatre phases principales :

- 1) une phase de concertation entre les acteurs publics pour définir les règles de gouvernance de l'occupation du domaine public par les IRVE d'initiative privée et le périmètre de l'AIP ;
- 2) une phase de rédaction formelle de l'AIP ;
- 3) une phase d'aide à la sélection du(des) lauréat(s) ;
- 4) une phase (optionnelle) de contractualisation avec le(les) lauréat(s) retenu(s).

### **Article 2 - Adhésion au groupement**

Chaque membre adhère au groupement par signature de la présente convention (préalablement autorisée par voie de délibération).

### **Article 3 - Membres du groupement**

Le groupement de commandes est constitué des signataires de la présente convention :

- le Département du Loiret,
- le Syndicat Intercommunal d'Électricité de la Région de Pithiviers,
- la Communauté de communes des Portes de Sologne,
- la Communauté de communes du Val de Sully,
- la Communauté des communes giennoises,
- l'Agglomération Montargoise Et rives du loing.

## **Article 4 - Règles de fonctionnement du groupement**

### **Section 4.01 Désignation du coordonnateur**

Le Département exercera la fonction de coordonnateur du groupement.

### **Section 4.02 Rôle du coordonnateur**

Le coordonnateur est chargé, dans le respect des dispositions du code de la commande publique, de l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du(des) prestataire(s), notamment des missions suivantes :

- recenser et centraliser les besoins des membres du groupement ;
- définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises ;
- préparer et diffuser (le cas échéant) l'avis d'appel public à la concurrence ;
- réceptionner les offres ;
- à leur demande, transmettre les offres aux autres membres du groupement ;
- rédiger un rapport d'analyse des offres ;
- le cas échéant, déclarer sans suite ou infructueuse la consultation ;
- recueillir l'approbation des membres du groupement pour signer le marché avec le prestataire sélectionné ;
- notifier, au nom et pour le compte des membres du groupement, les offres rejetées ;
- vérifier la situation de l'attributaire ;
- signer et notifier l'attribution du marché au nom et pour le compte des membres du groupement ;
- communiquer aux membres du groupement les pièces du marché ;
- élaborer, signer et notifier les éventuels actes modificatifs ou résiliations ;
- assurer la conservation (archivage) du marché.

Si nécessaire, la commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur.

Le coordonnateur est en outre chargé des missions suivantes :

- émettre les éventuels bons de commande et les ordres de service ;
- réceptionner les livrables ;
- prononcer la réception des prestations après avoir recueilli l'avis des membres du groupement ;
- affermir les éventuelles tranches optionnelles ;
- agréer les éventuels sous-traitants.

### **Section 4.03 Capacité à ester en justice**

Le coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement.

Le cas échéant, il consulte et informe les membres du groupement sur ses démarches et leurs évolutions.

Les frais engendrés par d'éventuelles procédures contentieuses sont à la charge du coordonnateur.

#### **Section 4.04 Rôle des membres du groupement**

Chaque membre du groupement sera invité à :

- établir le programme fonctionnel propre à ses besoins ;
- transmettre au coordonnateur tout document et toute information utiles à l'expression de ses besoins et à la procédure de sélection du prestataire ;
- participer à l'élaboration du dossier de consultation des entreprises et le valider ;
- participer à l'analyse des offres et valider le rapport d'analyse des offres ;
- régler les prestations conformément aux dispositions prévues à l'article 4 ci-après ;
- tenir le coordonnateur informé de la bonne exécution du marché et de tout litige l'opposant au prestataire.

Par ailleurs, chaque membre du groupement a la faculté de désigner ses représentants en charge du suivi de l'exécution des prestations et de la validation des livrables.

#### **Article 5 - Dispositions financières**

Les crédits nécessaires à l'exécution de la convention et au règlement des prestations exécutées par le titulaire du marché sont inscrits dans les budgets respectifs de chaque membre du groupement.

Le règlement des prestations exécutées par le titulaire du marché est réparti selon les quotes-parts suivantes, établies en tenant compte des poids respectifs des populations des communes concernées par les déploiements de points de charges électriques prévus aux horizons 2025 et 2030 :

- 40 % pour le Département ;
- 20 % pour l'AME ;
- 10 % pour chacun des quatre autres membres (CCDG, CCPS, CCVL et SIERP).

Le coordonnateur supporte les frais afférents au fonctionnement du groupement ainsi que les frais liés à la passation du marché (frais de publicité par exemple).

Les missions du coordonnateur sont exercées à titre gracieux.

#### **Article 6 - Prise d'effet et durée de la convention**

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature par les parties.

Elle prend fin après la réception et le règlement des prestations exécutées par le titulaire du marché.

#### **Article 7 - Responsabilité des membres**

Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention. Il fera son affaire de tous les risques pouvant provenir de son activité. Il est seul responsable vis-à-vis des tiers de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant de ses missions.

Les membres sont responsables chacun en ce qui les concerne des missions définies à la section 4.04 de la présente convention. Ils feront leurs affaires de tous les risques pouvant provenir de leur activité.

Ils sont seuls responsables vis-à-vis des tiers de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant de leurs missions respectives.

#### **Article 8 - Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention sera approuvée par voie d'avenant.

#### **Article 9 - Résolution des litiges**

Les parties s'engagent à privilégier la recherche d'une solution amiable à tout litige les opposant, relativement à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

En cas d'impossibilité de parvenir à une conciliation amiable, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif d'Orléans.

*Convention signée électroniquement.*

Pour le Département du Loiret

*À Orléans, le .....*

Marc Gaudet  
Président du Conseil départemental

Pour la Communauté de communes  
des Portes de Sologne

*À La Ferté-Saint-Aubin, le .....*

Jean-Paul Roche  
Président de la CCPS

Pour la Communauté des communes giennoises

*À Gien, le .....*

Francis Cammal  
Président de la CDCG

Pour le Syndicat Intercommunal d'Électricité  
de la Région de Pithiviers

*À Pithiviers, le .....*

James Bruneau  
Président du SIERP

Pour la Communauté de communes  
du Val de Sully

*À Bonnée, le .....*

Gérard Boudier  
Président de la CCVS

Pour l'Agglomération Montargoise  
Et rives du Loing

*À Montargis, le .....*

Jean-Paul Billault  
Président de l'AME

# **CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LES TRAVAUX DE LA RUE DE LA 1<sup>ère</sup> ARMEE FRANCAISE RHIN DANUBE SUR LA COMMUNE D'AMILLY**

## **ARTICLE 1 - OBJET DU GROUPEMENT, DESIGNATION DES MEMBRES ET TYPE D'ACHAT**

Conformément au Code de la Commande Publique, la présente convention a pour but de définir les modalités pratiques de fonctionnement du groupement de commandes.

Le groupement de commandes est constitué de :

- La commune de Amilly, représentée par Monsieur Gérard DUPATY, Maire, d'une part,
- L'Agglomération Montargoise Et rives du loing, désignée ci-après « Agglomération Montargoise », représentée par Monsieur Jean-Paul BILLAULT, Président, d'autre part,

Le présent groupement est créé à l'initiative des deux collectivités citées ci-dessus, en vue de permettre à la ville d'Amilly d'améliorer la défense incendie de la rue de la 1<sup>ère</sup> Armée Française Rhin Danube et en lien avec les travaux de renouvellement à venir du réseau d'eau potable engagés par l'Agglomération Montargoise.

La Ville d'Amilly – disposant de la compétence Incendie – souhaite saisir l'opportunité de mettre en conformité la défense incendie de la rue de la 1<sup>ère</sup> Armée Française Rhin Danube à l'occasion des travaux de renouvellement du réseau d'eau potable et des branchements organisés par l'Agglomération. En effet, la capacité du réseau actuelle ne permet pas de respecter les prescriptions du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret (RDDECI45). La mise en conformité implique l'augmentation du diamètre de la canalisation de distribution d'eau potable sur la totalité de la portion de réseau objet des travaux de l'Agglomération.

L'Agglomération a planifié le renouvellement de la conduite d'eau potable située rue de la 1<sup>ère</sup> Armée Française Rhin Danube au cours du dernier trimestre 2024. Cette dernière inscrite à la liste des priorités de renouvellement de réseau suite à la mise à jour du programme pluriannuel de travaux établi à l'occasion de l'étude patrimoniale conduite au premier semestre 2024. Le diamètre actuel (DN100) est suffisant pour les besoins propres à la distribution d'eau potable. Le passage à un diamètre 150 est nécessaire pour permettre de respecter les prescriptions de la RDDECI45. L'objet de ce groupement de commandes est donc la prise en charge par la ville d'Amilly du coût associé au surdimensionnement de la canalisation pour les besoins de la compétence de défense incendie.

La canalisation concernée est intégralement située sur la commune d'Amilly.

Le groupement de commandes est créé en vue de permettre :

- la réalisation du surdimensionnement de canalisation nécessaire à la mise en conformité de la rue de la 1<sup>ère</sup> Armée Française Rhin Danube située sur la commune d'Amilly via à vis des obligations de la Ville en terme de RDDECI ;
- la réalisation d'économies d'échelle par la mutualisation des moyens et au recours à un seul et même prestataire titulaire d'un marché à bon de commande attribué aux termes d'une procédure de mise en concurrence ;
- une coordination unique sur une prestation avec deux financeurs,

La commune d'Amilly et l'Agglomération Montargoise souhaitent mutualiser leurs besoins et les moyens pour y répondre en constituant un groupement de commandes conformément au Code de la Commande Publique.

## **ARTICLE 2 - DUREE DU GROUPEMENT**

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les deux parties et jusqu'à la date de réception définitive des travaux.

Dès son entrée en vigueur, elle permet au coordonnateur désigné à l'article 3 de contractualiser avec le titulaire du marché à bon de commande en cours de validité pour les travaux.

## **ARTICLE 3 - LE COORDONNATEUR**

Conformément au Code de la Commande Publique, le coordonnateur de l'opération est l'Agglomération Montargoise, représentée par son Président.

La mairie d'AMILLY donne mandat au coordonnateur de contractualiser et d'exécuter les travaux en son nom et pour son compte, ainsi que tous les documents nécessaires au déroulement de la procédure.

## **ARTICLE 4 – MODE DE FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT**

### **1) Marché à bon de commande**

En tant que coordonnateur, l'Agglomération Montargoise va mandater l'entreprise titulaire du marché de renouvellement des canalisations d'eau potable dans le but de renouveler la canalisation située rue de la 1<sup>ère</sup> Armée Française Rhin Danube.

Le marché utilisé par l'Agglomération Montargoise est l'accord-cadre à bon de commande n°202340T : « Travaux de renouvellement / extension de réseau d'eau potable », dont le groupement d'entreprises « MERLIN TP/Sogéa Environnement » est titulaire jusqu'au 31 décembre 2026.

Ce marché a fait l'objet d'une procédure de mise en concurrence, dans le respect de la réglementation des marchés publics en vigueur.

### **2) Obligations des membres du groupement**

Chaque membre s'engage à :

- transmettre un état de ses besoins dans les délais fixés par le coordonnateur,
- transmettre au coordonnateur tous les documents, rapports et correspondances liés à la procédure de dévolution du marché,
- respecter le choix du (des) titulaire(s) du (des) marché(s) correspondant(s) aux besoins du groupement, tels que déterminés dans son état des besoins.

### **4) Modalités de prise en charge des frais de fonctionnement du groupement**

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant et autres frais éventuels de fonctionnement sont entièrement supportés par le coordonnateur.

### **5) Participations financières**

Le montant total de l'opération est estimé à **91 000 € HT**, dont **6 500 € HT** liés au surdimensionnement de la canalisation d'eau potable pour les besoins de la compétence de défense incendie. L'ensemble des travaux incombant à l'Agglomération Montargoise (purement lié au renouvellement de la canalisation d'eau potable) s'élève à 84 500 € HT (soit 92,85%) et le montant lié au surdimensionnement à 6 500 € HT (soit 7,15%).

La répartition de la prise en charge des dépenses découlant des travaux de renouvellement et redimensionnement du réseau d'eau potable de la 1<sup>ère</sup> Armée Française Rhin Danube entre les deux collectivités adhérentes du groupement de commande, à savoir :

- 92,85% à charge de l'Agglomération Montargoise ;
- 7,15% à charge de la Ville d'Amilly.

Les montants seront assujettis à la TVA (20%) côté dépense et recette.

Le montant estimé lors de la rédaction de cette convention est de **91 000 € HT** soit **109 200 € TTC**. La Ville d'Amilly s'engage à verser la somme totale de **7 800 € TTC** (hors révision des prix, TVA incluse). Le cas échéant, ce montant sera réajusté en fonction de la facturation réelle après réalisation des travaux.

Le versement sera effectué en une seule fois, sur présentation de l'état récapitulatif des paiements visés par Madame le Comptable public, objets de la présente convention.

Principe de versement retenu :

- Un titre sera déposé par l'Agglomération Montargoise sur le portail Chorus Pro d'un montant représentant **7,15%** du montant estimé TTC (soit d'après l'estimation 7 800,00 € TTC) sur l'exercice budgétaire 2025 ;
- Cette opération sera effectuée au chapitre 458 : opération pour le compte de tiers, nature 4581 côté dépense et nature 4582 côté recette. Les crédits sont inscrits au Budget supplémentaire 2024, budget annexe eau potable ;
- Le coordonnateur demeure le seul interlocuteur reconnu durant l'année de parfait achèvement des travaux.

## **6) Modalités de prise en charge des règlements aux titulaires de marchés**

Le coordonnateur, dans le cadre du marché qu'il a conclu avec le titulaire retenu au terme de la procédure de groupement de commandes, assure le règlement des dépenses correspondantes au titulaire.

## **7) Règlement des litiges liés à la passation des marchés**

En application de l'article R312-11 du Code de justice administrative, les membres du groupement de commandes entendent soumettre par la présente convention les litiges relatifs à la passation des marchés concernés à la compétence du Tribunal administratif d'Orléans.

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort également du Tribunal administratif d'Orléans.

## **ARTICLE 5 – MODIFICATION DE L'ACTE CONSTITUTIF**

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par les membres du groupement. La délibération de la Ville d'Amilly est notifiée au coordonnateur. La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement l'a approuvée.

La présente convention a été approuvée par une délibération du Conseil communautaire n° ..... en date du ..... 2024.

La présente convention a été approuvée par une délibération du Conseil municipal de la commune d'AMILLY n° ....., en date du .....

Les deux délibérations sont jointes et indissociables du présent document.

A Montargis, le .....

Le Président de l'AME,

**Jean-Paul BILLAULT**

A Amilly, le

Le Maire,

**Gérard DUPATY**

# **CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES** **POUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT** **DE LA RUE DE LA VARENNE A SAINT MAURICE-SUR -** **FESSARD**

## **ARTICLE 1 - OBJET DU GROUPEMENT, DESIGNATION DES MEMBRES ET TYPE D'ACHAT**

Conformément au Code de la Commande Publique du 1<sup>er</sup> avril 2019, la présente convention a pour but de définir les modalités pratiques de fonctionnement du groupement de commandes.

Le groupement de commandes est constitué de :

- la commune de SAINT-MAURICE-SUR-FESSARD, représentée par Monsieur Gérard LELIEVRE, Maire, d'une part,
- l'Agglomération Montargoise Et rives du loing, désignée ci-après « Agglomération Montargoise », représentée par Monsieur Jean-Paul BILLAULT, Président, d'autre part,

Le présent groupement est créé à l'initiative des deux collectivités citées ci-dessus, en vue de la réalisation de travaux d'aménagement de voirie et **l'installation de réseau d'eaux pluviales dont puisards, tranchées drainantes et bouches d'engouffrement situés rue de la Varenne à SAINT-MAURICE-SUR-FESSARD.**

Les ouvrages sont situés entièrement sur la commune de SAINT-MAURICE-SUR-FESSARD.

Le groupement de commandes est créé en vue de permettre :

- une procédure coordonnée de mise en concurrence et la passation d'un marché de travaux unique, nécessaire à la réalisation des travaux cités ci-dessus,
- la réalisation d'économies d'échelle par l'obtention d'offres normalement plus avantageuses.

La commune de SAINT-MAURICE-SUR-FESSARD et l'Agglomération Montargoise souhaitent mutualiser leurs besoins en constituant un groupement de commandes conformément au Code de la Commande Publique du 1<sup>er</sup> avril 2019.

## **ARTICLE 2 - DUREE DU GROUPEMENT**

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les deux parties et jusqu'à la date de réception définitive des travaux.

Dès son entrée en vigueur, elle permet au coordonnateur désigné à l'article 3 de lancer la procédure de mise en concurrence du marché susvisé.

## **ARTICLE 3 - LE COORDONNATEUR**

Conformément au Code de la Commande Publique du 1<sup>er</sup> avril 2019, le coordonnateur de l'opération est la commune de SAINT-MAURICE-SUR-FESSARD, représentée par Monsieur le Maire.

L'Agglomération Montargoise donne mandat au coordonnateur de lancer la procédure, de signer et d'exécuter le marché en son nom et pour son compte, ainsi que tous les documents nécessaires au déroulement de la procédure.

## **ARTICLE 4 – MODE DE FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT**

### **1) Règles de passation du marché**

En tant que coordonnateur, la commune de SAINT-MAURICE-SUR-FESSARD a pour rôle, dans le respect de la réglementation des marchés publics en vigueur :

- de recenser les besoins des membres du groupement, au regard de l'état des besoins remis par chaque membre,
- d'élaborer le dossier de consultation des entreprises,
- de procéder aux formalités de publicité,
- de réceptionner et enregistrer les candidatures et les offres,
- d'organiser la séance d'ouverture des offres en présence des membres de la commission désignée,
- d'organiser la négociation, le cas échéant,
- d'élaborer l'analyse des offres,
- de soumettre à la Commission désignée à cette fin le rapport d'analyse des offres,
- d'attribuer le marché et informer le prestataire retenu et les candidats non retenus,
- de transmettre le projet de marché au contrôle de légalité, le cas échéant,
- de procéder à la signature et la notification du marché,
- d'assurer l'exécution du marché, dont notamment la passation des avenants sous réserve de l'obtention de l'accord préalable de chacun des membres du groupement.

Toutefois, avant le lancement de la procédure de consultation, un exemplaire du dossier de consultation sera transmis à l'Agglomération Montargoise pour approbation, sous le délai d'un mois.

### **2) Obligations des membres du groupement**

Chaque membre s'engage à :

- transmettre un état de ses besoins dans les délais fixés par le coordonnateur,
- transmettre au coordonnateur tous les documents, rapports et correspondances liés à la procédure de dévolution du marché,
- respecter le choix du (des) titulaire(s) du (des) marché(s) correspondant(s) aux besoins du groupement, tels que déterminés dans son état des besoins

### **3) Commission d'ouverture des plis et d'examen des offres**

Le montant financier estimé du besoin concernant les travaux étant inférieur au seuil de procédure formalisée fixé au Code de la Commande Publique du 1<sup>er</sup> avril 2019 à hauteur de 5 382 000 € HT, aucune Commission d'Appel d'Offres ne sera réunie.

Toutefois, une Commission, composée de Monsieur le Président de l'Agglomération Montargoise (ou son représentant) et de Monsieur le Maire (ou son représentant), sera chargée de l'ouverture des plis reçus ainsi que de remettre un avis sur l'examen et le jugement des offres.

Le représentant du coordonnateur présidera cette Commission et pourra décider de désigner toutes personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Dans ce cas, celles-ci seront convoquées et pourront participer, avec voix consultative, aux réunions de la Commission.

La Commission pourra également être assistée par des agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

A ce titre, deux réunions distinctes seront organisées dans les locaux du coordonnateur aux dates convenues conjointement.

**Le coordonnateur décidera ensuite de l'attribution des marchés, après avoir examiné l'avis de ladite Commission.**

#### **4) Modalités de prise en charge des frais de fonctionnement du groupement**

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant et autres frais éventuels de fonctionnement ainsi que les frais de publicité liés à la passation des marchés sont entièrement supportés par le coordonnateur.

#### **5) Participations financières**

Pour la création de réseau d'eaux pluviales dont puisards, tranchées drainantes et bouches d'engouffrement, l'Agglomération Montargoise s'engage à verser la somme de **39 425,00 € HT**, soit **47 310,00 € TTC**.

Le montant global estimé des travaux situés rue de la Varenne s'élève à **195 007,00 € HT** soit **234 008,40 € TTC**.

Le versement sera effectué en une fois, sur présentation du récapitulatif des paiements visés par le Comptable public et sur fourniture des plans de récolement et du dossier des ouvrages exécutés des travaux de l'Agglomération Montargoise, objets de la présente convention.

.....  
La part du financement de l'Agglomération Montargoise représente **20,22 %** du montant global des travaux.

#### **Principe du versement :**

- Versement par l'Agglomération Montargoise à la commune de SAINT-MAURICE-SUR-FESSARD de la somme de **39 425,00 € HT** soit **47 310,00 € TTC** sur l'exercice budgétaire 2024 sur présentation du récapitulatif des paiements visés par le comptable public et validation des plans de récolement et du dossier des ouvrages exécutés.
- Après le versement de la somme due par l'Agglomération Montargoise au coordonnateur, l'Agglomération Montargoise devient alors le propriétaire définitif des ouvrages (eaux usées, eaux pluviales et eau potable) et, à ce titre, bénéficiera du FCTVA afférent.
- Le coordonnateur demeure le seul interlocuteur reconnu durant l'année de parfait achèvement des travaux.

#### **6) Modalités de prise en charge des règlements aux titulaires de marchés**

Le coordonnateur, dans le cadre du marché qu'il a conclu avec le titulaire retenu au terme de la procédure de groupement de commandes, assure le règlement des dépenses correspondantes au titulaire.

#### **7) Règlement des litiges liés à la passation des marchés**

En application de l'article R312-11 du Code de justice administrative, les membres du groupement de commandes entendent soumettre par la présente convention les litiges relatifs à la passation des marchés concernés à la compétence du Tribunal administratif d'Orléans.

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort également du Tribunal administratif d'Orléans.

**8) Divers :**

L'ensemble des documents (plans, DCE, marché ...) porteront comme nom de maître d'ouvrage « COMMUNE de SAINT-MAURICE-SUR-FESSARD ». La commune s'engage à fournir à l'Agglomération Montargoise les plans de récolement des travaux au format informatique compatible AutoCad (dwg). Ceux-ci respecteront la charte graphique de l'Agglomération Montargoise et seront rattachés au système de coordonnées géographiques Lambert RGF 93, conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 5 – MODIFICATION DE L'ACTE CONSTITUTIF**

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par les membres du groupement. La délibération de l'Agglomération Montargoise est notifiée au coordonnateur. La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement l'a approuvée.

La présente convention a été approuvée par une délibération du Conseil communautaire n° ..... en date du .....

La présente convention a été approuvée par une délibération du Conseil municipal de la commune de SAINT-MAURICE-SUR-FESSARD n° ....., en date du .....

Les deux délibérations sont jointes et indissociables du présent document.

A Montargis, le

A Saint-Maurice-sur-Fessard, le

Le Président de l'AME,

Le Maire,

**Jean-Paul BILLAULT**

**Gérard LELIEVRE**



**AGGLOMERATION MONTARGOISE ET RIVES DU LOING  
(45)**

**AVENANT N° 3**

**AU CONTRAT D'EXPLOITATION PAR AFFERMAGE  
DU SERVICE PUBLIC DE PRODUCTION ET DE  
DISTRIBUTION D'EAU POTABLE**

**ENTRE :**

**L'Agglomération Montargoise Et Rives du Loing**, représentée par **Monsieur Jean-Paul BILLAULT**, son Président, agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil d'Agglomération par délibération en date du..... et désignée dans ce qui suit par l'appellation « l'AME » ou « la Collectivité »,

**D'UNE PART,**

**SUEZ Eau France**, Société Anonyme au capital de 422.224.040 Euros, inscrite au Registre du Commerce sous le n° 410 034 607 RCS PARIS, ayant son Siège Social Tour CB 21 - 16 place de l'Iris 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, représentée par **Monsieur Benoît BIRET**, Directeur de l'Agence Centre-Val de Loire, et désignée dans ce qui suit par l'appellation « le Délégué »,

**D'AUTRE PART,**

## **ETANT EXPOSE CE QUI SUIT :**

L'AME a délégué la gestion par affermage de son service public de production et de distribution d'eau potable à la Société Suez Eau France en vertu d'un contrat qui a pris effet le 1<sup>er</sup> août 2017 pour une durée de 10 ans et 5 mois.

Ce contrat a également fait l'objet :

- De l'avenant n°1 entré en vigueur le 01/07/2021 concernant des mises au point du contrat et l'instauration d'une rémunération à la performance ;
- De l'avenant n°2 entré en vigueur le 24 mai 2023 concernant des adaptations du fonds canalisations et la prise en compte d'opérations visant à la continuité de service des installations de Chise 3 dans l'attente de la mise en service de la nouvelle usine.

Le contexte de signature du présent avenant est le suivant :

Les parties sont convenues d'établir le bilan de l'exécution du contrat au titre de chacun des exercices écoulés et d'émettre le cas échéant un titre de pénalités que le Déléguataire a honoré conformément aux dispositions contractuelles.

Ce dernier a entrepris différentes investigations en 2024 pour déterminer plus précisément les volumes de service à considérer dans le calcul du rendement.

Les parties se sont alors rencontrées à plusieurs reprises et ont convenu de revoir les volumes d'eau de service à considérer dans le calcul du rendement et, par voie de conséquence, la valeur du rendement depuis le démarrage du contrat.

D'un commun accord entre les parties, celles-ci se sont entendues pour revoir le calcul des pénalités tel qu'il avait été appliqué les années précédentes. Il a été convenu que le Déléguataire avait supporté un montant de pénalités équivalent à 20 534,37 € (valeur 2024) non justifié pour les exercices 2019, 2020 et 2022. Par ailleurs, il est également apparu que la valeur retenue pour le coefficient Keau retenu pour l'actualisation des pénalités au titre de l'exercice 2022 était erronée. A la suite de la correction de cette dernière il apparaît que le déléguataire est redevable de la somme de 1 375,03 € (valeur 2024).

Il a alors été convenu que l'AME rembourse au Déléguataire un montant équivalent, soit 19 159,35 € (valeur 2024).

**Ainsi, il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 – Objet**

Le présent avenant a pour objet de :

- Contractualiser les conditions de remboursement par l'AME au Déléguataire des montants de trop perçus au titre des pénalités pour la période 2019 à 2023.

## **Article 2 – Indemnisation du Délégué au titre des pénalités**

L'article 36.2 « Etablissement de la rémunération du Délégué » est complété comme suit :

« Une indemnisation est accordée au Délégué par la Collectivité en contrepartie des pénalités qu'il a supporté à tort du fait de la non-représentativité du calcul du rendement pour les exercices 2019 à 2022.

Il est autorisé à émettre une facture d'un montant de 19 159,35 € (valeur 2024) à la Collectivité dès la signature du présent avenant.

## **Article 3 – Maintien des dispositions du contrat initial**

Toutes les dispositions du contrat d'origine et de ses avenants, non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

## **Article 4 – Date d'effet**

Le présent avenant prendra effet à compter de sa notification sous réserve de sa transmission en sous-préfecture.

Fait en 2 exemplaires, à Amilly, le .....

Pour la Collectivité  
Le Président,  
Monsieur Jean-Paul BILLAULT

Pour SUEZ Eau France  
Le Directeur de l'agence Centre-Val de Loire  
Monsieur Benoît BIRET

 **SUEZ**  
SUEZ Eau France SAS  
26 Rue de la Chaude Tuile  
CS 31109  
45001 ORLEANS CEDEX 1

## Révision des pénalités contractuelles appliquées sur la période 2019 -2022 - Eau potable

Le travail de fiabilisation du calcul du rendement annuel du réseau conduit entre SUEZ et le service Eau et Assainissement de l'Agglomération durant les mois de mai à septembre 2024 a induit le recalcul des valeurs communiquées précédemment pour les années 2018 à 2022. Par ailleurs, le coefficient K eau appliqué en 2023 pour le calcul des pénalités eau potable pour l'année 2022 s'avère être erroné. Des pénalités pour non-atteinte du niveau de rendement contractuel avaient été appliquées par le passé, il convient par conséquent de mettre à jour les valeurs passés et d'effectuer une régularisation globale sur le plan financier. La régularisation globale interviendra à l'occasion d'un avenant au contrat de DSP Eau Potable.

| Révision des pénalités pour non-atteinte de l'objectif de rendement à 85 %                            |  |                     |
|---|--|---------------------|
| Année 2019  |  |                     |
| Rendement objectif contractuel  |  | 85,00%              |
| Rendement initial pour l'année 2019   |  | <b>82,13%</b>       |
| Volume consommé initial (m3)  |  | 2 839 421           |
| Volume produit initial (m3)   |  | 3 457 357           |
| Volume théorique pour rendement 85 % (m3)   |  | 3 340 495           |
| Assiette initiale d'application de la pénalité  |  | 116 862             |
| Pénalité applicable (€/m3)  |  | 0,20 €              |
| <b>Pénalité appliquée en 2021 pour l'année année 2019 (euros 2017)</b>                                |  | <b>23 372,34 €</b>  |
| Volume consommé recalculé en 2024 (m3)  |  | 2 839 246           |
| Volume produit recalculé en 2024 (m3)   |  | 3 457 357           |
| endement recalculé en 2024  |  | <b>82,12%</b>       |
| Volume théorique pour rendement 85 % (m3)   |  | 3 340 289           |
| Assiette d'application de la pénalité   |  | 117 068             |
| Pénalité applicable (€/m3)  |  | 0,20 €              |
| <b>Pénalité pour l'année année 2019 recalculée en 2024 (euros 2017)</b>                               |  | <b>23 413,52 €</b>  |
| <b>Pénalité complémentaire pour 2019 après recalcul en 2024 (euros 2017)</b>                          |  | <b>41,18 €</b>      |
| Année 2020  |  |                     |
| Rendement objectif contractuel  |  | 85,00%              |
| Rendement initial pour l'année 2020   |  | <b>83,71%</b>       |
| Volume consommé initial (m3)  |  | 3 053 089           |
| Volume produit initial (m3)   |  | 3 647 146           |
| Volume théorique pour rendement 85 % (m3)   |  | 3 591 869           |
| Assiette initiale d'application de la pénalité  |  | 55 277              |
| Pénalité applicable (€/m3)  |  | 0,20 €              |
| <b>Pénalité appliquée en 2021 pour l'année année 2019</b>   |  | <b>11 055,32 €</b>  |
| Volume consommé recalculé en 2024 (m3)  |  | 3 175 505           |
| Volume produit recalculé en 2024 (m3)   |  | 3 647 146           |
| Rendement recalculé en 2024   |  | <b>87,1%</b>        |
| <b>Pénalités à restituer pour 2020 après recalcul en 2024 (euros 2017)</b>                            |  | <b>-11 055,32 €</b> |
| Année 2022  |  |                     |
| Rendement objectif contractuel  |  | 85,00%              |
| Rendement initial pour l'année 2022   |  | 84,28%              |
| Volume consommé initial (m3)  |  | 2 939 204           |
| Volume produit initial (m3)   |  | 3 487 071           |
| Volume théorique pour rendement 85 % (m3)   |  | 3 457 887           |
| Assiette initiale d'application de la pénalité  |  | 29 184              |
| Pénalité applicable (€/m3)  |  | 0,20 €              |
| <b>Pénalité appliquée en 2021 pour l'année année 2019</b>   |  | <b>5 836,79 €</b>   |
| Volume consommé recalculé en 2024 (m3)  |  | 3 008 257           |
| Volume produit recalculé en 2024 (m3)   |  | 3 488 403           |
| Rendement recalculé en 2024   |  | 86,2%               |
| <b>Pénalités à restituer pour 2022 après recalcul en 2024 (euros 2017)</b>                            |  | <b>-5 836,79 €</b>  |
| K Eau au 01/01/2024 :   |  | 1,21859             |
| <b>Montant des pénalités à restituer après recalcul des rendements en 2024 (euros 2017)</b>           |  | <b>-16 850,93 €</b> |
| <b>Montant des pénalités à restituer après recalcul des rendements en 2024 actualisé (euros 2024)</b> |  | <b>-20 534,37 €</b> |

| <b>Erreur de coefficient K eau potable applicable au 1er janvier 2023</b>  |                     |
|--|---------------------|
| Total de pénalités applicables sur l'année 2022 hors rendement (euros 2017)  | 47 550,00           |
| K eau appliqué lors du calcul des pénalités en septembre 2023  | 1,14699             |
| K eau applicable au 01/01/2023   | 1,17487             |
| Montant des pénalités appliquées en 2023 pour l'année 2022   | 54 539,37           |
| Montant des pénalités applicables en 2023 pour l'année 2022  | 55 865,07           |
| <b>Pénalités complémentaires à appliquer après régularisation du coefficient K eau (euros 2023)</b>                | <b>1 325,69 €</b>   |
| K Eau au 01/01/2023 :  | 1,17487             |
| K Eau au 01/01/2024 :  | 1,21859             |
| Evolution K eau entre 01/01/2023 et 01/01/2024 :   | 3,72126%            |
| <b>Pénalités complémentaires à appliquer après régularisation du coefficient K eau (euros 2024)</b>                | <b>1 375,03 €</b>   |
| <b>Montant des pénalités à restituer suite recalcul des rendements (euros 2024)</b>                                | <b>-20 534,37 €</b> |
| <b>Montant des pénalités à appliquer après régularisation du coefficient K eau (euros 2024)</b>                    | <b>1 375,03 €</b>   |
| <b>Montant de la somme à restituer en 2024 après recalcul des pénalités applicables sur la période 2018 - 2022</b> | <b>-19 159,35 €</b> |